ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS219/R
7 mars 2003

(03-1137)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - DROITS ANTIDUMPING SUR LES ACCESSOIRES DE TUYAUTERIE EN FONTE MALLÉABLE EN PROVENANCE DU BRÉSIL

Rapport du Groupe spécial

Le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes - Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil* est distribué à tous les Membres conformément au *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*. Il est mis en distribution non restreinte le 7 mars 2003, en application des Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/452). Il est rappelé aux Membres que, conformément au *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, seules les parties au différend pourront faire appel du rapport d'un groupe spécial. L'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le Groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine.

Note du Secrétariat: Le présent rapport sera adopté par l'Organe de règlement des différends (ORD) dans les 60 jours suivant la date de sa distribution, à moins qu'une partie au différend ne décide de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. S'il fait l'objet d'un appel formé devant l'Organe d'appel, il ne sera pas examiné par l'ORD, en vue de son adoption, avant l'achèvement de la procédure d'appel. Des renseignements sur la situation à cet égard peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 1
II. ASPECTS FACTUELS 1
III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 3
A. BRÉSIL 3
B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 4
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 5
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 6
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 6
A. DEMANDE DU BRÉSIL 6
1. Traitement de certains arguments du Brésil par le Groupe spécial 6
2. Traitement par le Groupe spécial de certains aspects de ses constatations 7
a) Mandat: "allégations" formulées par le Brésil au titre de l'article 6.9 7
b) Pièces n° 47 à 52 du Brésil 7
c) Point 3: dévaluation de la monnaie 7
d) Allégations 12 et 15: tendances du volume des importations et cumul 8
e) Point 13: sous-cotation du prix 9
f) Point 16: dommage 9
g) Point 17: lien de causalité 11
VII. CONSTATATIONS 12
A. QUESTIONS GÉNÉRALES 12
1. Critère d'examen 12
2. Charge de la preuve 13
B. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES ET PROCÉDURALES 14
1. Introduction 14
2. Demandes présentées par les Communautés européennes 14
a) Caractère prétendument vague des allégations du Brésil et portée du mandat du Groupe spécial 14
i) Caractère prétendument vague de certaines allégations du Brésil 14
ii) Portée du mandat du Groupe spécial 17
a. "Allégations" du Brésil dont les CE allèguent qu'elles ne relèvent pas de notre mandat 17
b. Allégations au titre des articles 6.9, 6.13, 9.3 et 12.1 18
c. "Allégations" au titre des articles 2.2.2, 3.2, 3.4, 3.5, 6.2, 6.6, 12.2 et 12.2.2 de l'*Accord antidumping* 21

d. Allégations que les Communautés européennes ont identifiées dans leur deuxième déclaration orale comme ne relevant pas du mandat du Groupe spécial ... 24

iii) Irrecevabilité alléguée des pièces n° 47 à 52 du Brésil au titre de l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping ... 25

3. Demandes du Brésil ... 27

a) Pièce n° 1 des CE ... 27

b) Pièce n° 12 des CE ... 28

c) Demande visant à ce que les communications écrites intégrales du Brésil soient annexées au rapport du Groupe spécial à la place des résumés analytiques ... 30

C. QUESTIONS SOULEVÉES DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND ... 32

1. Point 1: "solutions constructives" ... 32

a) Arguments des parties ... 32

b) Arguments des tierces parties ... 34

c) Évaluation par le Groupe spécial ... 34

2. Point 2: demande d'ouverture et ouverture de l'enquête (allégations retirées) ... 41

3. Point 3: dévaluation de la monnaie ... 41

a) Arguments des parties ... 41

b) Arguments des tierces parties ... 42

c) Évaluation par le Groupe spécial ... 43

i) Allégation formulée par le Brésil au titre de l'article premier de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994 ... 43

ii) Allégations subsidiaires formulées par le Brésil au titre de l'article 11.1 et 11.2 de l'Accord antidumping ... 46

4. Point 4: montants utilisés pour les bénéfices et les frais ACG dans la valeur normale construite ... 50

a) Arguments des parties ... 50

b) Arguments des tierces parties ... 50

c) Évaluation par le Groupe spécial ... 51

5. Point 5: valeur normale construite - codes de produits ... 54

a) Arguments des parties ... 54

b) Évaluation par le Groupe spécial ... 54

6. Points 6 et 10: "comparaison équitable" en ce qui concerne la taxation ... 56

a) Point 6: IPI Premium Credit ... 56

i) Arguments des parties ... 56

ii) Évaluation par le Groupe spécial ... 57

b) Point 10: taxes PIS/COFINS ... 60

i) Arguments des parties ... 60

ii) *Évaluation par le Groupe spécial* *61*
7. Point 7: frais de publicité (allégations retirées) **64**
8. Point 8: frais d'emballage **64**
a) Arguments des parties 64
b) Évaluation par le Groupe spécial 64
9. Points 9 et 18: conversion de monnaies et possibilités de prendre connaissance des renseignements pertinents **68**
a) Point 9: conversion de monnaies pour les ajustements 68
i) *Arguments des parties* *68*
ii) *Évaluation par le Groupe spécial* *68*
b) Point 18: possibilité de prendre connaissance des renseignements pertinents 70
i) *Arguments des parties* *70*
c) Évaluation par le Groupe spécial 70
10. Point 11: "réduction à zéro" **72**
a) Arguments des parties 72
b) Arguments des tierces parties 72
c) Évaluation par le Groupe spécial 72
11. Points 12 et 15: tendances du volume des importations et cumul **74**
a) Arguments des parties 74
b) Arguments des tierces parties 75
c) Évaluation par le Groupe spécial 75
i) *Article 3.1* *75*
ii) *Article 3.2* *76*
iii) *Article 3.3 b): "appropriée" à la lumière des "conditions de concurrence"* *79*
a. Définition du produit similaire **81**
b. Volume **82**
c. Prix **83**
d. Circuits de distribution **85**
iv) *Conclusion concernant l'article 3.3 b)* *86*
12. Point 13: sous-cotation du prix non dûment prise en compte **86**
a) Arguments des parties 86
b) Arguments des tierces parties 87
c) Évaluation par le Groupe spécial 87
13. Point 14: pas de calcul adéquat des marges de sous-cotation du prix alléguées **92**
a) Arguments des parties 92
b) Arguments des tierces parties 92

c) Évaluation par le Groupe spécial 92
14. Point 16: dommage 94
a) Arguments des parties 94
b) Arguments des tierces parties 95
c) Évaluation par le Groupe spécial 96
i) Base de l'examen du Groupe spécial 96
ii) Les Communautés européennes ont-elles traité chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4? 96
iii) Les Communautés européennes ont-elles évalué de manière adéquate les facteurs énumérés à l'article 3.4? 99
a. Approche pour déterminer l'adéquation de l'évaluation des Communautés européennes 99
b. Périodes et analyse de la "tendance" 100
c. Certaines données sur lesquelles les Communautés européennes ont fondé leur évaluation du dommage 103
d. Adéquation de l'évaluation faite par les CE des facteurs de dommage 104
iv) Facteurs non énumérés à l'article 3.4 109
v) Allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4 concernant l'analyse du dommage 110
15. Point 17: lien de causalité 111
a) Arguments des parties 111
b) Arguments des tierces parties 112
c) Évaluation par le Groupe spécial 112
i) Résultats à l'exportation 116
ii) Importations en provenance des pays tiers et "externalisation" 118
iii) Rationalisation 123
iv) Substitution 126
d) Conclusion sur la non-imputation aux autres facteurs "connus" au titre de l'article 3.5 127
16. Point 19: renseignements sur les points de fait et de droit 128
a) Renseignements relatifs à l'exploration des possibilités de solutions constructives (en rapport avec le point 1) 128
i) Arguments des parties 128
ii) Évaluation par le Groupe spécial 128
b) Renseignements relatifs aux facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 (en rapport avec le point 16) 130
i) Arguments des parties 130
ii) Arguments des tierces parties 130
iii) Évaluation par le Groupe spécial 130

c) Renseignements relatifs aux résultats à l'exportation des producteurs communautaires (en rapport avec les points 16 et 17) 131
i) Arguments des parties *131*
ii) Arguments des tierces parties *131*
iii) Évaluation par le Groupe spécial *132*
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 132
A. CONCLUSION 132
B. ANNULATION ET RÉDUCTION D'AVANTAGES 134
C. RECOMMANDATION 135
IX. DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL 137

ANNEXE A

Premières communications écrites des parties et communications écrites concernant les demandes de décisions préliminaires des parties

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Brésil	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes et demande de décisions préliminaires	A-6
Annexe A-3	Demande de décision préliminaire présentée par le Brésil	A-14
Annexe A-4	Réponse des Communautés européennes à la demande de décision préliminaire présentée par le Brésil	A-16
Annexe A-5	Réponse du Brésil à la demande de décisions préliminaires présentée par les Communautés européennes	A-18

ANNEXE B

Communications des tierces parties

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication du Japon en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication des États-Unis en tant que tierce partie	B-12

ANNEXE C

Deuxièmes communications des parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Brésil	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des Communautés européennes	C-7

ANNEXE D

Déclarations orales, première et deuxième réunions du Groupe spécial

Table des matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique de la déclaration orale du Brésil - Première réunion	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes - Première réunion	D-7
Annexe D-3	Résumé analytique des observations des Communautés européennes sur la réponse du Brésil à la demande de décisions préliminaires présentée par les Communautés européennes - Première réunion	D-12
Annexe D-4	Déclaration orale additionnelle du Brésil concernant les pièces n° 47 à 52 - Première réunion	D-17
Annexe D-5	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie	D-20
Annexe D-6	Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie	D-22
Annexe D-7	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	D-27
Annexe D-8	Résumé analytique de la déclaration orale du Brésil - Deuxième réunion	D-30
Annexe D-9	Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes - Deuxième réunion	D-35

ANNEXE E

Questions et réponses

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponses du Brésil aux questions des Communautés européennes - Première réunion	E-64
Annexe E-3	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-67
Annexe E-4	Réponses des Communautés européennes aux questions du Brésil	E-114
Annexe E-5	Réponse des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial aux tierces parties	E-119
Annexe E-6	Observations du Brésil sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial aux parties	E-123
Annexe E-7	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-135
Annexe E-8	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-152
Annexe E-9	Observations du Brésil sur les réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-164
Annexe E-10	Observations des Communautés européennes sur les réponses du Brésil - Deuxième réunion	E-171

I. INTRODUCTION

1.1 Le 21 décembre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément à l'article 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "*Mémorandum d'accord*"), à l'article XXIII de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "*GATT de 1994*") et à l'article 17 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"*Accord antidumping*") au sujet des mesures antidumping imposées par les CE sur les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil.[1] Les Communautés européennes et le Brésil ont tenu des consultations le 7 février 2001, mais ne sont pas parvenus à régler le différend.

1.2 Le 7 juin 2001, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article XXIII du *GATT de 1994*, à l'article 17 de l'*Accord antidumping* et à l'article 6 du *Mémorandum d'accord*.[2]

1.3 À sa réunion du 24 juillet 2001, l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") a établi un groupe spécial conformément à l'article 6 du *Mémorandum d'accord* pour examiner la question portée devant l'ORD par le Brésil dans le document WT/DS219/2. À cette réunion, les parties au différend sont aussi convenues que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Son mandat est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS219/2, la question portée devant l'ORD par le Brésil dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.4 Le 5 septembre 2001, les parties sont convenues que le Groupe spécial aurait la composition suivante[3]:

Président:	M. Maamoun Abdel-Fattah
Membres:	Mme Deborah Milstein
	M. G. Bruce Cullen

1.5 Le Chili, les États-Unis, le Japon et le Mexique ont réservé leurs droits de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.6 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 4 et 5 décembre 2001 et les 11 et 12 juin 2002. Il s'est réuni avec les tierces parties le 5 décembre 2001.

1.7 Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 7 octobre 2002. Il leur a remis son rapport final le 10 décembre 2002.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne l'imposition par les Communautés européennes de mesures antidumping sur les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil.

---

[1] WT/DS219/1.
[2] WT/DS219/2.
[3] WT/DS219/3.

2.2 À la suite du dépôt, en avril 1999, d'une demande d'enquête antidumping par le Comité de défense de l'industrie des accessoires de tuyauterie en fonte malléable de l'Union européenne[4], les Communautés européennes ont publié au Journal officiel[5], le 29 mai 1999, un avis d'ouverture d'une enquête sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable originaires du Brésil, de la Chine, de la Corée du Sud, de la Croatie, du Japon, de la République fédérale de Yougoslavie, de la République tchèque et de la Thaïlande.[6] Industria de Fundicao Tupy Ltda ("Tupy") a été le seul producteur-exportateur brésilien visé par l'enquête. Les importations en provenance de certains pays tiers, dont la Bulgarie, la Pologne et la Turquie, n'ont pas été incluses dans le champ de l'enquête.[7]

2.3 L'enquête sur le dumping et le dommage a porté sur la période allant du 1er avril 1998 au 31 mars 1999 ("période couverte par l'enquête"). L'examen par les CE des "tendances" dans le cadre de l'analyse du dommage a porté sur la période allant du 1er janvier 1995 au 31 mars 1999 ("période d'examen du dommage").[8]

2.4 Le real brésilien a été dévalué de 42 pour cent en janvier 1999.

2.5 Il y a eu un grand nombre de communications et d'échanges, y compris le questionnaire et les auditions, entre les Communautés européennes et Tupy et/ou son conseil juridique au cours de l'enquête.[9] Une visite de vérification a eu lieu dans les locaux de Tupy en septembre 1999.[10] Il y a

---

[4] Pièce n° 1 du Brésil. Les producteurs communautaires au nom desquels la demande a été déposée - qui, selon les indications, représentent 100 pour cent de la branche de production communautaire - sont: Georg Fischer Fittings Gmbh. (Autriche); R. Woeste Co. Gmbh & Co. KG. (Allemagne); Ferriere e Fonderie di Dongo SPA. et Raccordi Pozzi Spoleto S.P.A. (Italie); Accesorios de Tuberia, S.A. (Espagne); et Crane Fluid Systems (Royaume-Uni).

[5] J.O. C 151/21, 29 mai 1999. Pièce n° 2 du Brésil.

[6] La procédure visant la Croatie et la République fédérale de Yougoslavie a été close. Voir le Règlement (CE) n° 449/2000 de la Commission, J.O. L 55 du 29 février 2000 (le "règlement provisoire"), pièce n° 12 du Brésil, paragraphe 7.2.2; le Règlement (CE) n° 1784/2000 du Conseil, J.O. L 208 du 18 août 2000 (le "règlement définitif"), pièce n° 19 du Brésil, paragraphe K.2. La Turquie était mentionnée dans la demande, mais les Communautés européennes ont décidé de l'exclure du champ de l'enquête car sa part de marché a été jugée *de minimis* conformément à l'article 5 7) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne. J.O. L 56/6, 6 mars 1996 (le "règlement de base des CE"). Voir l'avis d'ouverture, *supra*, note 5.

[7] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, paragraphes 7 et 8.

[8] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, paragraphe 6.

[9] Il s'agissait notamment des documents suivants qui ont été communiqués dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial en tant qu'éléments du dossier de l'enquête des CE (par ordre chronologique): 15 juillet 1999: première communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 5 du Brésil, et réponse de Tupy au questionnaire, pièce n° 4 du Brésil; 9 août 1999: lettre indiquant les insuffisances adressée par les CE à Tupy, pièce n° 6 du Brésil; 20 août 1999: réponse de Tupy à la lettre indiquant les insuffisances, pièce n° 7 du Brésil; 22 novembre 1999: deuxième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 9 du Brésil; 7 décembre 1999: audition et troisième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 10 du Brésil; 28 février 2000: notification des CE précédant le règlement provisoire, pièce n° 11 du Brésil; 30 mars 2000: quatrième communication de Tupy, pièce n° 13 du Brésil; 29 mai 2000: audition, pièce n° 14 du Brésil; 30 mai 2000: document communiqué par Tupy après l'audition, pièce n° 15 du Brésil; 31 mai 2000: notification des CE précédant le règlement définitif, pièce n° 16 du Brésil; 13 juin 2000: cinquième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 17 du Brésil; 20 juillet 2000: lettre de transparence des CE, pièce n° 18 du Brésil.

[10] Une lettre datée du 7 septembre 1999, adressée par les CE au conseil juridique de Tupy concernant la vérification, a été communiquée dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial en tant que pièce n° 8 du Brésil.

également eu des communications entre les fonctionnaires des Communautés européennes et du Brésil au sujet de certains aspects de l'enquête.[11]

2.6 Le 28 février 2000, les Communautés européennes ont imposé des droits antidumping provisoires sur les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance, entre autres, du Brésil, comme il est indiqué dans le règlement provisoire.[12]

2.7 Le 11 août 2000, les Communautés européennes ont adopté le règlement définitif qui imposait, entre autres, des droits antidumping définitifs de 34,8 pour cent sur les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil.[13]

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. BRÉSIL

3.1 Le Brésil demande que le Groupe spécial:

a) constate que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article VI du *GATT de 1994* et avec l'*Accord antidumping*, comme il est indiqué brièvement ci-après[14]:

- l'ouverture de la procédure à l'encontre des importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable originaires du Brésil était incompatible avec les articles 5.2, 5.3, 5.8 et 6.2 de l'*Accord antidumping*[15];

- l'imposition de mesures antidumping par les Communautés européennes sur les importations brésiliennes est incompatible avec l'article VI du *GATT de 1994* et l'article premier ou l'article 11.1 et 11.2, et l'article 12.2 et 12.2.2 de l'*Accord antidumping*;

- l'imposition de mesures antidumping par les Communautés européennes sur les importations brésiliennes est incompatible avec l'article VI du *GATT de 1994* (en particulier l'article VI:1 et VI:4) et les articles 2.2, 2.4, 2.4.1, 2.4.2, 6.4, 9.3, 12.2 et 12.2.2 de l'*Accord antidumping*[16];

---

[11] Il s'agissait notamment de réunions entre les fonctionnaires des CE et du Brésil qui ont eu lieu le 23 mars 2000 (avec le Commissaire européen au commerce, M. Lamy, et une délégation brésilienne comprenant le Ministre brésilien du développement, de l'industrie et du commerce et le Secrétaire exécutif de la Chambre du commerce extérieur brésilienne, dont il est rendu compte dans la pièce n° 6 des CE); le 9 mai 2000 (réunion préparatoire, dont il est rendu compte dans la pièce n° 2 des CE); et les 25 et 26 mai 2000 (Comité conjoint Communauté européenne-Brésil, dont il est rendu compte dans la pièce n° 4 des CE); et des communications écrites adressées par l'Ambassadeur du Brésil à Bruxelles aux fonctionnaires des CE, datées du 10 décembre 1999, du 29 janvier 2000 et du 23 février 2000 (pièces n° 27 à 29 des CE).

[12] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil.

[13] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil.

[14] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 938.

[15] Le Brésil a par la suite retiré ses allégations concernant la demande d'ouverture et l'ouverture de l'enquête au titre des articles 5.2, 5.3, 5.8 et 6.2 de l'*Accord antidumping* (exposées par le Brésil au "point 2"). Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 24.

[16] Le Brésil a par la suite retiré ses allégations concernant les frais de publicité et de promotion au titre de l'article 2.4 (exposées par le Brésil au "point 7"). Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 75.

- l'imposition des mesures antidumping par les Communautés européennes sur les importations brésiliennes est incompatible avec l'article VI du GATT et les articles 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 6.2, 6.4, 6.6, 6.9, 12.2 et 12.2.2 de l'*Accord antidumping*; et

- l'imposition de mesures antidumping par les Communautés européennes sur les importations brésiliennes est incompatible avec l'article 15 de l'*Accord antidumping*.

b) recommande que les Communautés européennes mettent leurs mesures en conformité avec l'article VI du *GATT de 1994* et l'*Accord antidumping;*

c) suggère que les Communautés européennes abrogent leur ordonnance instituant les droits antidumping et remboursent tous les droits antidumping recouvrés à ce titre;

d) rejette au motif qu'elle est infondée la demande de décision préliminaire des Communautés européennes par laquelle celles-ci allèguent que certaines allégations formulées par le Brésil dans sa première communication écrite n'étaient pas dûment visées par sa demande d'établissement d'un groupe spécial, et rejette au motif qu'elle est infondée la demande de décision préliminaire des Communautés européennes par laquelle celles-ci allèguent que certaines allégations formulées par le Brésil dans sa première communication écrite sont vagues. À titre subsidiaire, si le Groupe spécial devait constater que certaines des demandes des CE pourraient être fondées, le Brésil demande que toute décision finale du Groupe spécial au sujet des demandes des Communautés européennes soit prise uniquement lorsque toute la portée, le fond et toutes les circonstances du présent différend auront été dûment évalués d'une manière concluante;

e) rejette la demande des Communautés européennes visant à ce que le Groupe spécial décide que certaines pièces communiquées par le Brésil sont irrecevables[17];

f) rende une décision préliminaire imposant aux Communautés européennes de modifier le texte de leur première communication écrite de sorte que toutes les références à la première communication écrite du Brésil qu'elle contient renvoient au véritable texte de la première communication écrite du Brésil tel qu'il a été communiqué à l'origine par le Brésil[18];

g) décide que la pièce n° 12 des CE ne fait pas partie du dossier de l'enquête des CE et n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial.[19]

B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

3.2 Les Communautés européennes:

a) soutiennent que leurs communications réfutent globalement les allégations du Brésil et demandent au Groupe spécial de rendre les décisions appropriées;

[17] Déclaration orale additionnelle du Brésil concernant les pièces n° 47 à 52 du Brésil – Première réunion, annexe D-4.

[18] Demande de décision préliminaire présentée par le Brésil, annexe A-3.

[19] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 226 à 233 et 252; observations du Brésil sur les réponses des CE à la question n° 114 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-6.

b) estiment qu'il ne serait pas approprié que le Groupe spécial, si le Brésil parvenait à établir le bien-fondé d'une ou de plusieurs de ses allégations, fasse des suggestions concernant l'abrogation de l'ordonnance instituant les droits antidumping et le remboursement de tous les droits antidumping[20];

c) demandent que le Groupe spécial rende des décisions préliminaires rejetant certaines allégations du Brésil au motif soit qu'elles sont trop vagues, soit qu'elles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, soit les deux[21];

d) demandent que le Groupe spécial rende une décision préliminaire établissant que certaines pièces communiquées par le Brésil sont irrecevables puisque l'article 17.5 ii) de l'*Accord antidumping* dispose que le Groupe spécial doit examiner la question en se fondant sur les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur[22];

e) demandent que le Groupe spécial rejette la demande de décision préliminaire du Brésil visant à ce que le texte de la première communication écrite des Communautés européennes soit modifié.[23]

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties tels qu'ils ont été communiqués ou exposés dans les résumés analytiques présentés au Groupe spécial sont joints au présent rapport sous forme d'annexes (voir la liste des annexes, page vi).

4.2 Les réponses des parties aux questions du Groupe spécial et leurs observations sur les réponses de l'autre partie sont également jointes sous forme d'annexes (voir la liste des annexes, page vii).

[20] Première communication écrite des CE, paragraphes 570 et 571. Les Communautés européennes estiment ensuite que, si le Groupe spécial constatait l'existence d'infractions uniquement à partir des allégations qui relèvent des points 9 (concernant la conversion de monnaies), 10 (concernant les taxes indirectes PIS/COFINS) et 11 (concernant la "réduction à zéro"), aucune constatation d'annulation ou de réduction d'avantages ne serait appropriée. Voir la deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 162 à 165; le résumé analytique de la déclaration orale des CE à la deuxième réunion, annexe D-9, paragraphe 32. Les Communautés européennes demandent aussi que, si le Groupe spécial devait constater que les Communautés européennes ont enfreint leurs obligations dans le cadre de l'OMC en appliquant une réduction à zéro pour le calcul de la marge antidumping de Tupy, ou en ne réexaminant pas la marge de dumping de Tupy à la suite de la dévaluation, il ne fasse aucune recommandation en ce qui concerne ces constatations étant donné que les Communautés européennes auraient déjà fait le nécessaire pour corriger la situation en engageant un réexamen en décembre 2001 en ce qui concerne les mesures antidumping imposées par le règlement définitif (pièce n° 26 des CE). Voir la deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 168, et la réponse des CE à la question n° 144 du Groupe spécial; le résumé analytique de la déclaration orale des CE à la deuxième réunion, annexe D-9, paragraphes 33 et 34.

[21] Première communication des CE, paragraphes 19 à 24. Résumé analytique de la première communication écrite des CE, annexe A-2, paragraphes 5 et 6. Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 9.

[22] Voir le résumé analytique de la déclaration orale des CE à la première réunion, annexe D-2, paragraphe 28.

[23] Réponse des CE à la demande de décision préliminaire du Brésil, annexe A-4.

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties qui ont présenté des communications au Groupe spécial, à savoir le Chili, les États-Unis et le Japon, sont joints au présent rapport sous forme d'annexes. Les réponses fournies par les États-Unis en tant que tierce partie aux questions du Groupe spécial sont aussi jointes sous forme d'annexes (voir la liste des annexes, pages vi et vii).

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le 7 octobre 2002, nous avons présenté notre rapport intérimaire aux parties. Le 15 octobre 2002, le Brésil a présenté par écrit une demande de réexamen portant sur des aspects précis du rapport intérimaire. Le 22 octobre 2002, les Communautés européennes ont présenté par écrit des observations sur la demande de réexamen intérimaire du Brésil.

6.2 Nous avons modifié certains aspects de notre rapport compte tenu des observations des parties lorsque nous l'avons jugé approprié. Les modifications concernant uniquement les arguments du Brésil sont traitées dans la partie A.1 ci-dessous. Les modifications concernant nos constatations sont traitées dans la partie A.2 ci-dessous.

6.3 Nous avons également apporté certaines corrections techniques nécessaires.

6.4 Pour plus de clarté en ce qui concerne notre mandat, nous avons joint à notre rapport la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.

A. DEMANDE DU BRÉSIL

1. Traitement de certains arguments du Brésil par le Groupe spécial

6.5 Le **Brésil** a demandé que nous modifiions en plusieurs endroits notre résumé de ses arguments afin de rendre compte de ceux-ci de façon plus détaillée et/ou plus exacte.

6.6 Les **Communautés européennes** sont d'avis que le Groupe spécial a correctement exposé ces arguments et que peu de changements seraient justifiés.

6.7 Au vu des observations des parties, le **Groupe spécial** a modifié son résumé des arguments du Brésil aux paragraphes 7.80, 7.121, 7.234, 7.298, 7.325, 7.339 et 7.343. Nous avons également effectué la révision technique suggérée par le Brésil dans la note de bas de page 167.

6.8 Pour ce qui est de la modification proposée par le Brésil de son argument figurant au paragraphe 7.309 afin qu'il soit indiqué que le Brésil conteste qu'un examen allégué, qui ne peut être déduit qu'implicitement (et encore) de l'examen des autres facteurs de dommage, puisse être considéré comme une analyse bien argumentée et valable au vu des constatations faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*[24], notre analyse traite séparément la question de savoir si les Communautés européennes ont examiné chaque facteur mentionné à l'article 3.4 et l'adéquation de l'examen par les CE des facteurs mentionnés à l'article 3.4. Nous refusons donc d'apporter la modification proposée à ce paragraphe. Nous analysons l'adéquation de l'évaluation implicite par les CE de la "croissance" en même temps que nous analysons l'évaluation par les CE des autres facteurs mentionnés à l'article 3.4.

[24] Le Brésil cite sa deuxième communication écrite, paragraphe 230.

2. Traitement par le Groupe spécial de certains aspects de ses constatations

a) Mandat: "allégations" formulées par le Brésil au titre de l'article 6.9

6.9 Le **Brésil** estime que la décision du Groupe spécial établissant que l'article 6.9 ne relève pas de son mandat ne mentionne pas ni ne prend en considération l'argument du Brésil selon lequel l'article 6.9 a été évoqué avec les Communautés européennes pendant les consultations et selon lequel les notes manuscrites du Brésil sur la réunion de consultation, qui ont été présentées au Groupe spécial, mais auxquelles, selon les allégations du Brésil, celui-ci n'a pas réagi, démontrent clairement que c'était bien le cas.[25]

6.10 Le **Groupe spécial** a modifié et complété le paragraphe 7.15 compte tenu des observations du Brésil.

b) Pièces n° 47 à 52 du Brésil

6.11 S'agissant de notre décision établissant que les pièces n° 47 à 52 du Brésil sont irrecevables dans la procédure du présent Groupe spécial (paragraphes 7.28 et suivants), le **Brésil** affirme que nous "ne tenons absolument pas compte" du raisonnement qui l'a amené à présenter ces pièces. Il fait valoir qu'elles ne se rapportaient pas du tout à une quelconque allégation de fond (comme le Groupe spécial l'a présumé à tort) et n'étaient donc pas du tout visées par l'article 17.5 ii). Le Brésil rappelle qu'il avait communiqué ces pièces pour: réfuter l'affirmation des CE dans leur première communication écrite concernant les "allégations extravagantes" du Brésil (le Brésil estime qu'à cet égard, ces pièces ont démontré que ses allégations étaient correctes du point de vue factuel); et démontrer au Groupe spécial que le refus des CE d'étudier ces mêmes allégations qui avaient été formulées par Tupy pendant l'enquête des CE indiquait clairement que l'autorité communautaire chargée de l'enquête n'avait pas procédé à une enquête et à un examen approfondis des faits qui lui avaient été soumis par l'exportateur brésilien et par d'autres parties intéressées.

6.12 S'agissant de la raison pour laquelle le Brésil a communiqué les pièces en question, le **Groupe spécial** renvoie à l'argumentation du Brésil. Par exemple, dans la déclaration orale additionnelle concernant les pièces n° 47 à 52 qu'il a faite à la première réunion du Groupe spécial[26], le Brésil indique qu'il n'était pas certain que ces renseignements existaient "de la même façon" pendant l'enquête des CE, qu'il a été demandé aux Communautés européennes d'examiner certains renseignements au cours de l'enquête, mais que le Brésil n'a pu trouver aucun élément montrant que les CE avaient procédé à un examen adéquat. Nous trouvons dans l'argumentation présentée par le Brésil dans la présente procédure de quoi étayer notre interprétation selon laquelle le Brésil a communiqué ces pièces afin que nous examinions les déterminations de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité établies par les CE sur la base de faits autres que ceux qui avaient été communiqués conformément aux procédures internes appropriées des Communautés européennes. Au vu de ces considérations, nous n'estimons pas que nous n'avons pas tenu compte des raisons pour lesquelles le Brésil a présenté ces pièces. Nous avons néanmoins précisé notre point de vue au paragraphe 7.35.

c) Point 3: dévaluation de la monnaie

6.13 En ce qui concerne le paragraphe 7.104, le **Brésil** dit qu'il n'a jamais laissé entendre que les Communautés européennes auraient dû se concentrer exclusivement sur les données concernant la fin de la période couverte par l'enquête.

---

[25] Le Brésil fait référence aux déclarations qu'il a faites pendant la première réunion avec le Groupe spécial.

[26] Annexe D-4.

6.14 Le **Groupe spécial** rappelle l'argument du Brésil selon lequel les Communautés européennes ont imposé des mesures en l'espèce "sans tenir compte de leurs constatations pour les derniers mois de l'enquête alors que la situation réelle n'exigeait pas de contre-mesures".[27] Nous rappelons également qu'en réponse aux questions du Groupe spécial concernant la période à laquelle l'allégation du Brésil se rapporte, le Brésil a précisé qu'il considérait que la "ligne de partage" était la date de la dévaluation. Il a ajouté ce qui suit: "À partir de cette date et compte tenu de l'effet durable de cette dévaluation, toute imposition à bon droit de mesures antidumping, ou la décision de maintenir de telles mesures, devait être évaluée, selon le cas, par rapport à la nécessité de neutraliser ou contrebalancer le dumping."[28]

6.15 Nous considérons donc que le Brésil laisse entendre que les Communautés européennes auraient dû se concentrer exclusivement ou particulièrement sur la situation existant après la dévaluation – c'est-à-dire la dernière partie de la période couverte par l'enquête – pour examiner s'il y avait lieu d'imposer des mesures antidumping. Nous avons légèrement modifié le paragraphe en question compte tenu des observations du Brésil.

d) Allégations 12 et 15: tendances du volume des importations et cumul

6.16 S'agissant de notre constatation reproduite au paragraphe 7.265, le **Brésil** estime qu'il n'a *pas* fait valoir que les déterminations établies par l'autorité chargée de l'enquête au titre de l'article 2.4 étaient pertinentes au titre de l'article 3.3. Le Brésil dit qu'il a fait valoir que, d'après leur détermination au titre de l'article 2.4, les Communautés européennes savaient parfaitement quels étaient les circuits de distribution de l'exportateur brésilien sur le marché communautaire et, donc, que presque un tiers des ventes étaient réalisées auprès de clients OEM.[29] Compte tenu de la déclaration des CE citée au paragraphe 280, selon laquelle "[t]ous les pays concernés utilisent des circuits de distribution *identiques ou similaires*" (pas d'italique dans l'original), le Brésil soutient qu'il s'ensuit logiquement que soit la conclusion des CE est incorrecte, soit (au moins) certaines exportations de tous les autres pays concernés étaient réalisées au niveau commercial OEM. Le Brésil estime qu'étant donné que les Communautés européennes n'ont même pas fait valoir l'existence de cette dernière situation de fait, le Groupe spécial n'examine pas du tout cet aspect important de l'argument du Brésil.

6.17 Le **Groupe spécial** note que dans leur détermination, les CE citent ce qui suit pour confirmer leur déclaration selon laquelle tous les pays concernés utilisent des circuits de distribution identiques ou similaires: "certains négociants importent de divers pays concernés et achètent le produit concerné aux producteurs communautaires".[30] Étant donné que l'article 3.3 b) ne contient, comme nous l'avons dit, aucune prescription explicite imposant d'examiner les niveaux commerciaux dans le cadre de l'examen des "conditions de concurrence" et qu'il n'y a donc pas d'indication quant à la façon dont un tel examen doit être effectué, et que les ventes OEM en question ne concernaient pas la totalité (ou la plupart) des ventes du produit visé sur le marché communautaire, nous n'estimons pas que ces déclarations des CE soient, en elles-mêmes, foncièrement contradictoires. Nous estimons que nous avons dûment examiné l'argument du Brésil à cet égard. Nous n'apportons donc aucune modification.

---

[27] Voir la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 28, et la première communication écrite du Brésil, paragraphes 162 à 203.

[28] Voir la réponse du Brésil à la question n° 22 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[29] Selon le Brésil, c'est la seule raison pour laquelle il fait référence à la détermination de l'existence d'un dumping au paragraphe 214 de sa deuxième communication écrite.

[30] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 73.

e) Point 13: sous-cotation du prix

6.18 S'agissant du paragraphe 7.283, le **Brésil** estime que le Groupe spécial fait référence à l'affirmation des CE selon laquelle le résultat pratique de la "réduction à zéro" dans l'analyse que les CE ont faite de la sous-cotation du prix en l'espèce était *de minimis* (0,01 pour cent). Toutefois, selon le Brésil, le Groupe spécial ne tient pas compte du fait que ni le Brésil ni l'exportateur brésilien n'ont pu commenter l'exactitude de l'évaluation des CE (à savoir si le résultat pratique était *de minimis* ou non), étant donné que les Communautés européennes n'ont pas divulgué leurs calculs concernant les marges de sous-cotation "négatives".[31]

6.19 Les **Communautés européennes** soutiennent que, comme elles l'ont indiqué clairement dans leur deuxième déclaration orale[32], Tupy pouvait trouver les renseignements nécessaires pour calculer l'utilisation de la "réduction à zéro" par les CE dans ce contexte dans les données fournies dans le document de notification provisoire (pièce n° 11 du Brésil), annexe III, partie 4. Selon les Communautés européennes, le Brésil n'a pas cherché à réfuter cette déclaration et n'a pas non plus indiqué en quoi, même si ce qu'il alléguait était vrai, son allégation serait affectée.

6.20 Le **Groupe spécial** rappelle qu'ayant constaté que les Communautés européennes n'avaient pas manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.2, il n'a pas jugé nécessaire d'examiner le résultat pratique de la réduction à zéro dans l'examen que les CE ont fait de la sous-cotation en l'espèce. Il n'est donc pas nécessaire que nous examinions les arguments du Brésil concernant la non-divulgation alléguée de certaines données qui, en tout état de cause, semblent se rapporter davantage à la divulgation et à la transparence, par exemple, au titre de l'article 6 qu'à la substance du calcul de la sous-cotation par les CE au titre de l'article 3. Nous ne considérons pas que le Brésil a présenté de telles allégations dans ce contexte. Pour ces raisons, nous refusons d'apporter la moindre modification à cet égard.

f) Point 16: dommage

6.21 S'agissant du paragraphe 7.327, le **Brésil** estime que le Groupe spécial ne prend pas en compte l'argument qu'il a présenté au paragraphe 237 de sa deuxième communication écrite, qui dit ce qui suit: "Le Brésil rappelle que l'article 3.6 dispose que l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping "sera évalué par rapport à la production nationale du produit similaire". Selon le Brésil, les Communautés européennes n'ont jamais allégué qu'il "n'était pas possible d'identifier séparément cette production" et, compte tenu des autres facteurs de dommage se rapportant spécifiquement au produit similaire, elles ne pouvaient même pas le faire."

6.22 Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe en question pour rendre expressément compte de l'argument du Brésil et l'exposer de manière plus complète.

6.23 S'agissant du paragraphe 7.332, le **Brésil** affirme que la phrase concernant les investissements qui dit que "le Brésil observe que la valeur absolue des investissements des producteurs communautaires a diminué de 7 pour cent entre 1995 et la période couverte par l'enquête" est, de son point de vue, dénuée de sens et devrait être remplacée par certains termes figurant au paragraphe 282 de sa deuxième communication écrite.

6.24 Le **Groupe spécial** n'a pas supprimé la déclaration susmentionnée, qui est tirée du paragraphe 713 de la première communication écrite du Brésil, mais a ajouté certains termes pour rendre compte de l'argument formulé par le Brésil au paragraphe 282 de sa deuxième communication écrite.

---

[31] Le Brésil fait référence à sa deuxième communication écrite, paragraphes 146 et 147.
[32] Les Communautés européennes font référence à leur deuxième déclaration, paragraphe 95.

6.25 Le **Brésil** affirme aussi qu'en ce qui concerne la question des disparités dans les données, l'argumentation du Brésil n'a pas été correctement présentée et il demande que nous ajoutions certains termes. Premièrement, le Brésil a souligné dans sa première communication écrite que les données relatives aux stocks qui ressortaient des réponses non confidentielles des producteurs communautaires au questionnaire étaient contradictoires.[33] Les Communautés européennes ayant indiqué pendant la procédure de règlement du différend les exportations de la branche de production nationale, ce qui a permis au Brésil de vérifier la cohérence globale des données des CE, le Brésil rappelle qu'il a fourni un rapprochement dans sa deuxième communication écrite[34]: il indique qu'en ce qui concerne les chiffres fournis pour 1998, ladite disparité représente 3,4 pour cent de la consommation communautaire (2 120/62 232 tonnes), 4,3 pour cent de la production nationale (2 120/49 875 tonnes), 5,5 pour cent des ventes des producteurs communautaires sur le marché intérieur (2 120/38 670 tonnes), 12,1 pour cent des importations faisant l'objet de l'enquête (2 120/17 581 tonnes) et 39,3 pour cent des importations en provenance des autres pays tiers (2 120/5 388 tonnes).[35] Par conséquent, selon le Brésil, le paragraphe 348 est de nature à induire en erreur et rend uniquement compte des explications des CE.[36]

6.26 Les **Communautés européennes** s'élèvent contre la mauvaise utilisation que le Brésil fait de la présente phase de la procédure pour présenter des arguments qui auraient pu être formulés dans ses communications au Groupe spécial. Selon elles, le Brésil semble présumer que le fait de présenter les données sous différents rapports, de façon à produire fictivement des pourcentages de plus en plus élevés, est en soi un argument convaincant. Les Communautés européennes rejettent cette approche, la qualifiant de rhétorique vide de sens. Les chiffres qu'elles ont indiqués dans leur deuxième déclaration orale, et que le Groupe spécial a cités, se rapportent aux disparités concernant les stocks en pourcentage des niveaux de production. Il va de soi que s'ils étaient comparés aux stocks déclarés, ils seraient beaucoup plus élevés. Les Communautés européennes font valoir qu'elles ont présenté les données de cette façon parce que, comme elles l'ont expliqué et comme le Groupe spécial l'indique, elles estimaient que la disparité était due à l'inclusion de la ferraille dans les chiffres de la production brute. Le volume de la ferraille a un rapport direct et évident avec les niveaux de production, mais il n'a pas de lien déterminant avec les niveaux des stocks existants. Les arguments du Brésil, même maintenant, ne tiennent absolument pas compte de cette explication. Eu égard aux allégations du Brésil selon lesquelles la disparité aurait représenté en 1998 13 pour cent de la production, les Communautés européennes ont révisé les calculs. Les chiffres précis sont les suivants: 1996 - 1,3981 pour cent; 1997 - 1,4401 pour cent et 1998 - 4,2506 pour cent. Il y a donc une légère différence par rapport aux pourcentages indiqués à l'origine par les CE pour 1996 (1 pour cent) et 1998 (4 pour cent), ce qui est probablement dû au fait que seuls les pourcentages correspondant à ces

[33] Le Brésil fait référence aux paragraphes 716 à 724 de sa première communication écrite.

[34] Le Brésil fait référence à sa deuxième communication écrite, paragraphe 286. Il affirme qu'il est important de noter que ce critère est utilisé pour vérifier la cohérence globale des données des CE et pas seulement des données relatives aux stocks. En effet, selon le Brésil, toute disparité entre les "entrées" (c'est-à-dire le stock en début d'exercice, la production et les achats) et les "sorties" (c'est-à-dire les ventes sur le marché intérieur, les exportations et les stocks en fin d'exercice) indique que les chiffres concernant **soit** les entrées, **soit** les sorties (**soit** les deux) sont inexacts. Les stocks servent de seuil permettant d'évaluer la cohérence globale.

[35] Le Brésil indique qu'il convient par ailleurs de noter que les producteurs nationaux étaient aussi des importateurs du produit visé. Par conséquent, selon le Brésil, le rapprochement auquel il a procédé, qui n'incluait pas le volume non connu des importations propres des producteurs communautaires dans l'équation, est une (sous-)estimation très prudente de la disparité dans les données des CE; le Brésil se réfère à la note de bas de page 315 de sa deuxième communication écrite.

[36] Le Brésil estime que, selon l'affirmation des CE reproduite au paragraphe 348 du rapport intérimaire (bien que la source ne soit pas indiquée), la disparité "représente 1 pour cent en 1996, 1,4 pour cent en 1997 et 4 pour cent en 1998". Le Brésil estime que le calcul des CE pour 1998 est incorrect: ce n'est pas 4 pour cent mais 13 pour cent (2 120/16 300 tonnes).

deux années ont été arrondis à un chiffre. Par ailleurs, les Communautés européennes ne comprennent pas comment le Brésil arrive au chiffre de 13 pour cent pour 1998. Le chiffre correct pour la production en 1998 est de 49 875 tonnes et non de 16 300 tonnes. En fait, le Brésil lui-même indique ailleurs que le pourcentage est de 4,3 pour cent.

6.27 Le **Groupe spécial** a apporté certaines modifications au paragraphe en question pour rendre plus pleinement compte des arguments formulés par le Brésil dans sa deuxième communication écrite. Le dossier de l'enquête indique que le chiffre pour la production en 1998 est de 49 875 tonnes (et non de 16 300 comme le Brésil semble le soutenir); le chiffre pertinent est donc de 4 pour cent (et non de 13 pour cent comme le Brésil semble le soutenir).

6.28 Le **Brésil** estime qu'une phrase devrait être ajoutée pour indiquer qu'il a contesté les conclusions des CE selon lesquelles le marché des accessoires malléables était "très sensible aux prix", même si les prix des accessoires importés n'avaient manifestement pas influé sur les prix de la branche de production communautaire.

6.29 Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 7.336 compte tenu de ces observations.

g) Point 17: lien de causalité

6.30 Le **Brésil** affirme qu'il n'a pas été pleinement rendu compte de ses arguments relatifs à l'incidence que les disparités dans les données concernant les stocks ont eue sur l'évaluation par les CE des conséquences des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production communautaire, et il demande que nous rendions compte des arguments qu'il a formulés au paragraphe 317 de sa deuxième communication écrite comme suit: "En outre, le Brésil observe que les CE imputent à juste titre le dommage à un seul facteur de dommage, à savoir l'augmentation des stocks. Toutefois, vu que les données utilisées par les CE étaient manifestement inexactes, le Brésil estime que les conséquences des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production communautaire n'ont pas été correctement établies sur la base d'éléments de preuve positifs; voir la deuxième communication du Brésil, paragraphe 317."[37]

6.31 Le **Groupe spécial** a inséré la note de bas de page 320 pour rendre plus pleinement compte des arguments formulés par le Brésil aux paragraphes 316 et 317 de sa deuxième communication écrite et pour clarifier ses constatations.

6.32 Le **Brésil** allègue que le paragraphe 7.380 ne rendait pas compte de son argumentation et il suggère que nous le modifiions, soit en supprimant un certain membre de phrase, soit en en indiquant la source.

6.33 Le **Groupe spécial** a modifié ses constatations figurant au paragraphe 7.380 en réponse à la demande du Brésil, qui souhaitait que le Groupe spécial indique la source de sa déclaration selon laquelle il ne considérait pas que le Brésil avait invoqué l'article 6.5 de l'*Accord antidumping*.

6.34 Le **Brésil** estime, en ce qui concerne le paragraphe 7.385, que le Groupe spécial combine deux séries d'arguments différentes en une. Toutefois, le Brésil conteste la conclusion des CE selon laquelle les importations en provenance de Pologne n'avaient *pas* causé de dommage à la branche de production communautaire alors même que le volume des importations en provenance de Pologne s'était accru notablement, que les prix unitaires polonais entraînaient une sous-cotation des prix des producteurs communautaires et que les CE qualifiaient le produit de "très sensible aux prix". En conséquence, selon le Brésil, le Groupe spécial n'a pas du tout rendu compte de l'argumentation présentée par le Brésil au paragraphe 324 de sa deuxième communication écrite.

[37] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 317.

6.35 Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 7.385 afin de rendre plus pleinement compte de l'argument du Brésil, et il a développé ses constatations figurant aux paragraphes 7.387 et 7.388.

6.36 Le **Brésil** fait valoir que le paragraphe 7.409 ne rendait pas compte de ses arguments concernant le taux de diminution de la consommation et nous demande de le modifier. Le Brésil estime en outre que cette modification proposée, qui met en évidence les arguments contradictoires des CE, peut aussi contribuer à remédier à la confusion des constatations du Groupe spécial qui, selon le Brésil, apparaît au paragraphe 7.412, que le Brésil nous suggère de clarifier en supprimant une certaine phrase.

6.37 Le **Groupe spécial** a ajouté certains termes au paragraphe 7.409 pour rendre compte de l'argument du Brésil concernant le taux de diminution de la consommation entre 1995 et la période couverte par l'enquête et il a clarifié ses constatations figurant au paragraphe 7.412.

VII. CONSTATATIONS

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Critère d'examen

7.1 Compte tenu des allégations et des arguments formulés par les parties au cours de la procédure du présent Groupe spécial[38], nous rappelons, pour commencer notre examen, le critère d'examen que nous devons appliquer à la question dont nous sommes saisis.

7.2 L'article 11 du *Mémorandum d'accord*[39], pris isolément, énonce le critère d'examen approprié applicable par les groupes spéciaux pour tous les accords visés à l'exception de l'*Accord antidumping*. L'article 11 impose aux groupes spéciaux l'obligation générale de procéder à une "évaluation objective de la question", obligation qui englobe tous les aspects, à la fois factuels et juridiques, de l'examen de la "question" par un groupe spécial.

7.3 L'article 17.6 de l'*Accord antidumping* énonce le critère d'examen spécial applicable aux affaires antidumping. Certains éléments de l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* apportent un complément - ou un supplément - au critère énoncé à l'article 11 du *Mémorandum d'accord*. En particulier, en ce qui concerne les points de fait, l'article 17.6 i) dispose ce qui suit:

> "i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;"

[38] Par exemple, première communication écrite des CE, paragraphes 25 à 28; première déclaration orale des CE, paragraphes 8 à 20.

[39] L'article 11 du *Mémorandum d'accord*, intitulé "Fonction des groupes spéciaux", dispose ce qui suit: "La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés …"

7.4 En ce qui concerne les questions juridiques relatives à l'interprétation de l'*Accord antidumping*, l'article 17.6 ii) dispose ce qui suit:

> "ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."

7.5 Par conséquent, pris conjointement, l'article 11 du *Mémorandum d'accord* et l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* établissent le critère d'examen que nous devons appliquer en ce qui concerne les aspects tant factuels que juridiques de notre examen des allégations et arguments présentés par les parties.[40]

7.6 Compte tenu de ce critère d'examen, pour examiner la question qui nous est soumise, nous devons évaluer si la détermination faite par les Communautés européennes est compatible avec les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*. Nous pouvons et devons constater qu'elle est compatible si nous constatons que l'autorité des Communautés européennes chargée de l'enquête a correctement établi les faits et les a évalués de manière impartiale et objective, *et* que la détermination repose sur une interprétation "admissible" des dispositions pertinentes. Notre tâche n'est pas de procéder à un examen *de novo* des renseignements et éléments de preuve figurant au dossier de l'enquête antidumping correspondante, ni de substituer notre jugement à celui de l'autorité communautaire chargée de l'enquête quand bien même nous aurions pu arriver à une détermination différente en examinant nous-mêmes le dossier.

2. Charge de la preuve

7.7 Nous rappelons qu'en vertu des principes généraux applicables à la charge de la preuve dans le système de règlement des différends de l'OMC une partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition de l'*Accord sur l'OMC* par un autre Membre doit soutenir et prouver son allégation.[41] Dans la procédure du présent Groupe spécial, nous observons donc que c'est au Brésil, qui a contesté la compatibilité de la mesure des Communautés européennes, qu'il incombe de démontrer que la mesure n'est pas compatible avec les dispositions pertinentes de l'Accord. Cependant, nous notons aussi qu'en règle générale, il appartient à chaque partie qui affirme un fait, que ce soit le plaignant ou le défendeur, d'en apporter la preuve.[42] À cet égard, il appartient donc aussi aux Communautés européennes de fournir des éléments de preuve à l'appui des faits qu'elles affirment. Nous rappelons par ailleurs que la présentation d'éléments *prima facie* oblige en droit un groupe spécial à se prononcer en faveur de la partie qui les présente, en l'absence de réfutation effective par l'autre partie. De plus, nous estimons que les deux parties ont généralement le devoir de coopérer dans le cadre de la procédure pour nous aider à nous acquitter de notre mandat, en fournissant les renseignements pertinents.[43] Nous devons faire des inférences sur la base de l'ensemble des faits pertinents figurant

---

[40] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 54 à 62.

[41] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("*États-Unis – Chemises et blouses de laine*"), WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323, page 337.

[42] *Ibid.*

[43] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada - Aéronefs*"), WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, DSR 1999:III, 1377, paragraphe 190.

dans le dossier y compris, par exemple, lorsqu'une partie refuse de fournir les renseignements pertinents.[44]

B. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES ET PROCÉDURALES

1. Introduction

7.8 Chaque partie a présenté des demandes de décisions sur des questions préliminaires ou procédurales dans le cadre du présent différend. Nous allons tout d'abord examiner les décisions préliminaires demandées par les Communautés européennes, puis nous examinerons les questions préliminaires et procédurales soulevées par le Brésil.

2. Demandes présentées par les Communautés européennes

a) Caractère prétendument vague des allégations du Brésil et portée du mandat du Groupe spécial

7.9 Les Communautés européennes demandent que nous rendions des décisions préliminaires rejetant certaines allégations du Brésil soit comme étant trop vagues soit comme ne relevant pas de notre mandat, soit les deux.

i) Caractère prétendument vague de certaines allégations du Brésil

7.10 À la première réunion de fond avec les parties, nous avons rendu la décision suivante en réponse à la demande des CE[45] concernant le caractère prétendument vague de certaines allégations du Brésil:

> 1. Les **Communautés européennes** ont demandé au Groupe spécial de refuser d'examiner certaines des allégations[1] du Brésil au motif que ces allégations étaient "viciées"[2] en ce sens qu'elles étaient "définies de manière vague"[3] dans la première communication écrite du Brésil. Selon les Communautés européennes, admettre ces allégations reviendrait à léser les droits des CE de se défendre et à déroger au critère de la bonne foi énoncé à l'article 3:10 du *Mémorandum d'accord* et à la prescription relative à la régularité de la procédure qui est à la base du *Mémorandum d'accord*.

---

[44] *Ibid.*, paragraphe 203; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Gluten de froment*"), WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001, paragraphes 173 et 174.

[45] En particulier, cette demande des CE portait sur les allégations ou arguments suivants: allégation au titre de l'article 6.2 concernant des différences alléguées entre la définition du produit visé dans la demande et celle du produit visé par l'enquête; allégation au titre de l'article 11.2 concernant le prétendu manquement des CE à l'obligation d'engager d'office un réexamen immédiatement après l'imposition des mesures antidumping; allégation au titre de l'article 2.4.1 parce que les CE n'ont prétendument pas opéré les conversions de monnaies prescrites par l'article 2.4 afin de procéder à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale; allégation de violation du fait que les CE ne se seraient pas assurées de l'exactitude des renseignements communiqués par Tupy au sujet des importations du produit visé au titre d'autres codes NC; allégation de violation de l'article 3.3 concernant les circuits de distribution et les niveaux commerciaux; allégation de violation de l'article 3.4, selon laquelle il était du devoir des CE de s'appuyer sur davantage d'indicateurs et d'éléments de preuve de l'existence d'un dommage; allégation de violation concernant les articles 6.6 et 3.5, selon laquelle les CE n'auraient pas tenu dûment compte des éléments de preuve positifs concernant des différences alléguées dans les coûts de production et la perception par le marché entre les variantes à cœur noir et à cœur blanc du produit visé; et toutes les allégations au titre de l'article 12.

2. Le **Brésil** affirme que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des CE comme étant "infondée".[4] Selon le Brésil, sa première communication écrite indique clairement le fondement juridique de sa plainte et supprime tout risque de "caractère vague" concernant ses allégations. Le Brésil estime que les allégations visées relèvent du mandat du Groupe spécial et lui sont donc soumises à bon droit. Selon le Brésil, il appartient au Groupe spécial de décider, au cours de son analyse quant au fond, si ces allégations sont ou non trop vagues pour être acceptées. En réponse à la demande des CE, le Brésil a également fourni des précisions spécifiques concernant chaque allégation mentionnée par les Communautés européennes.[5]

3. Le **Groupe spécial** considère que cette demande des CE se rapporte au caractère prétendument vague des allégations du Brésil telles qu'elles sont présentées dans la première communication écrite du Brésil et non à la façon dont ces allégations ont été énoncées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentées par le Brésil. Les Communautés européennes nous l'ont bien précisé dans leur première communication écrite[6] et à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties.[7]

4. Nous considérons que c'est la demande d'établissement d'un groupe spécial[8] en l'espèce qui définit la portée de notre mandat. Ce document détermine la portée du présent différend ainsi que notre mandat et notre compétence. Nous ne considérons pas que les Communautés européennes allèguent que le "caractère vague" des allégations du Brésil aurait pour effet, en lui-même et à lui seul, d'*exclure* ces allégations du mandat du Groupe spécial tel qu'il figure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

5. Nous avons donc décidé, à ce stade initial de la procédure, de rejeter la demande des CE visant à ce que nous refusions d'examiner les allégations du Brésil en raison de leur caractère prétendument vague. Ces allégations relèvent de notre mandat et font donc partie de la question qui nous a été soumise par l'ORD.

6. Dans la mesure où les Communautés européennes font valoir que la première communication est déterminante pour la clarté des allégations aux fins de la procédure dans son intégralité – en ce sens que si une allégation n'est pas clairement indiquée dans cette communication, il n'existe pas d'autre possibilité de la clarifier pendant le reste de la procédure – nous ne pouvons pas accepter cet argument. Selon nous, la nature de la procédure des groupes spéciaux veut que les allégations faites par une partie puissent être progressivement clarifiées et précisées tout au long de la procédure.[9] Pour ce faire, les parties peuvent communiquer des éléments de preuve et des arguments à l'appui de ces allégations, tout d'abord dans leur première communication écrite, puis dans une série de communications présentées à titre de réfutation, complétées par des déclarations orales et des réponses aux questions. Il va de soi que ce processus de clarification progressive n'autoriserait pas une partie à ajouter des allégations additionnelles (qui n'étaient pas incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial) au cours de la procédure. Les droits fondamentaux des parties à une procédure régulière sont ainsi préservés.

7. Dans l'affaire dont nous sommes saisis, nous estimons que, même si nous pensions comme les Communautés européennes qu'à ce stade, certaines des allégations qu'elles ont recensées dans la première communication du Brésil pouvaient être vagues, le Brésil aurait toujours la possibilité de fournir dans ses communications ultérieures d'autres éléments et arguments à l'appui de ces allégations afin de les clarifier au cours de la procédure du Groupe spécial (rappelant,

bien entendu, que les procédures de travail que nous avons adoptées pour la procédure du présent Groupe spécial disposent que les parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des communications présentées à titre de réfutation ou des réponses aux questions).[10] À cet égard, nous notons par exemple que le Brésil a déjà communiqué, en réponse à la demande des CE, des précisions concernant chacune des allégations qualifiées de "trop vagues" par les Communautés européennes.[11] Dans le cadre de la procédure du Groupe spécial, les allégations que les Communautés européennes jugent maintenant vagues peuvent donc devenir claires à un stade ultérieur de la procédure, y compris grâce aux communications et aux réponses du Brésil aux questions que le Groupe spécial et les Communautés européennes peuvent poser. Toutefois, si par la suite au cours de la présente procédure, les Communautés européennes estiment que les allégations du Brésil restent insuffisamment claires ou que ces allégations sont finalement devenues claires à un stade tellement tardif que les Communautés européennes estiment qu'elles n'ont pas eu dûment la possibilité de répondre, elles peuvent porter cette situation à l'attention du Groupe spécial. Le Groupe spécial examinera alors la situation, compte tenu des droits des Communautés européennes à une procédure régulière.

8. Notre décision est étayée par la déclaration faite par l'Organe d'appel dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – FSC*, selon laquelle les "règles de procédure du mécanisme de règlement des différends de l'OMC ont pour objet de promouvoir non pas la mise au point de techniques en matière de contentieux mais simplement le règlement équitable, rapide et efficace des différends commerciaux".[12]

9. Nous soulignons que notre décision de ne pas rejeter certaines des "allégations" du Brésil dont les Communautés européennes ont allégué qu'elles étaient vagues ne préjuge pas de la question de savoir si le Brésil pourra ou non en fin de compte réussir à clarifier ou à étayer ses allégations de violation des dispositions en question.[13]

10. Si nécessaire, nous pourrons compléter notre raisonnement exposé ici dans notre rapport final.

---

[1] Première communication écrite des CE, paragraphes 19 à 24. Résumé analytique de la première communication écrite des CE, annexe A-2, paragraphes 5 et 6.
[2] Première communication écrite des CE, paragraphe 22.
[3] Première communication écrite des CE, paragraphe 19.
[4] Réponse du Brésil à la demande de décision préliminaire présentée par les CE, paragraphe 74.
[5] Voir la réponse du Brésil à la demande de décision préliminaire présentée par les CE, paragraphes 26 à 36.
[6] Première communication écrite des CE, paragraphe 19.
[7] Par exemple, observations des CE sur la réponse du Brésil à la demande de décisions préliminaires présentée par les CE, paragraphes 12 à 15.
[8] WT/DS219/2.
[9] Nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "il y a une grande différence entre les *allégations* indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui déterminent le mandat du groupe spécial au titre de l'article 7 du *Mémorandum d'accord*, et les *arguments* étayant ces allégations, qui sont exposées et progressivement précisées dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et

lors des première et deuxième réunions du groupe spécial avec les parties". Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE – Bananes III*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591, paragraphe 141.

[10] Procédures de travail du Groupe spécial, paragraphe 14.

[11] Voir la réponse du Brésil à la demande de décision préliminaire présentée par les CE, paragraphes 26 à 36.

[12] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"* ("*États-Unis – FSC*"), WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 166.

[13] Nous trouvons des éléments étayant notre avis dans le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, paragraphe 7.43.

7.11 Nous ne jugeons pas nécessaire de compléter notre décision sur la présente question.

ii) Portée du mandat du Groupe spécial

a. "Allégations" du Brésil dont les CE allèguent qu'elles ne relèvent pas de notre mandat

7.12 Dans leur première communication écrite, les **Communautés européennes** ont demandé que nous rendions une décision préliminaire selon laquelle certaines des allégations du Brésil ne relevaient pas de notre mandat. En particulier, les Communautés européennes allèguent que les allégations ci-après du Brésil ne relèvent pas de notre mandat[46]:

- Allégations d'infraction à l'article 9.3 formulées dans le cadre des points 4, 5, 6, 9 et 10.

- Allégation d'infraction à l'article 2.2.2 en raison de l'utilisation de critères différents pour le calcul des frais ACG et des bénéfices.

- Allégation d'infraction à l'article 6.13 pour ne pas avoir accordé à Tupy "toute l'aide possible" formulée dans le cadre du point 8.

- Allégation d'infraction à l'article 3.2 du fait que l'examen de la sous-cotation notable a été limité aux produits pour lesquels il existait des produits communautaires correspondants.

- Allégations au titre de l'article 6.2 et de l'article 6.9 formulées dans le cadre des points 16 et 17.

[46] Première communication écrite des CE, paragraphe 24. Cette demande de décision présentée par les CE se rapportait à l'origine à certaines allégations formulées par le Brésil dans le cadre du point 2 au sujet de la demande d'ouverture et de l'ouverture de l'enquête. Au cours de la procédure du présent Groupe spécial, le Brésil a retiré ses allégations au titre du point 2. Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 24. Nous n'examinons donc pas la demande des Communautés européennes concernant une décision sur la portée de notre mandat pour ce qui est des "allégations" du Brésil relatives à la demande d'ouverture et à l'ouverture de l'enquête au titre du point 2, en particulier l'allégation d'infraction à l'article 5.2 parce que les produits visés par l'enquête doivent être identiques à ceux qui sont décrits dans la demande; l'allégation d'infraction à l'article 5.2 au motif que la demande n'incluait pas une liste complète des importateurs connus; et l'allégation selon laquelle les autorités des CE ne se sont pas assurées de l'exactitude des renseignements figurant dans la demande.

- Allégations concernant l'examen des facteurs de dommage spécifiques énumérés à l'article 3.4, y compris en particulier l'allégation d'examen inadéquat des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" en violation de l'article 3.4.

- Allégation de violation de l'article 3.5 sur la base de l'"avantage comparatif" de Tupy.

- Allégation de violation de l'article 6.6 du fait que les autorités ont refusé d'examiner correctement l'affirmation de Tupy selon laquelle les produits avaient été importés de Pologne en quantités supérieures et à des prix inférieurs à ceux que les Communautés européennes avaient déterminés sur la base des renseignements d'Eurostat.

- Allégation d'infraction à l'article 3.5 sur la base des différences existant entre les accessoires à "cœur noir" et les accessoires à "cœur blanc".

- Allégations d'infraction à l'article 12.2 et 12.2.2 formulées dans le cadre des points 1, 3, 5, 13 et 16.

- Allégations de manquement à l'obligation de fournir des renseignements au titre de l'article 12.1.

7.13 Nous allons examiner ci-dessous la demande des CE pour chacune de ces "allégations".

b. Allégations au titre des articles 6.9, 6.13, 9.3 et 12.1

7.14 À la première réunion de fond avec les parties, nous avons rendu la décision ci-après en réponse à la demande des Communautés européennes concernant la portée du mandat du Groupe spécial pour ce qui est des articles 6.9, 6.13, 9.3 et 12.1 de l'*Accord antidumping*:

> 1. Les **Communautés européennes** ont demandé que nous rendions une décision préliminaire établissant que certaines des allégations du Brésil ne relevaient pas de notre mandat. Selon les Communautés européennes, il existe dans la jurisprudence de l'OMC un principe bien établi selon lequel les allégations qui ne sont pas formulées ou qui sont définies de manière inadéquate dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant ne relèveront pas du mandat du groupe spécial et ne seront donc pas examinées.[1]
>
> 2. Le **Brésil** affirme que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des CE comme étant "infondée".[2] Bien que le Brésil reconnaisse que le mandat d'un groupe spécial est crucial, il ne pense pas que l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* impose l'obligation d'énoncer tous les éléments de chaque obligation qu'il entend invoquer. Le Brésil affirme que sa demande d'établissement d'un groupe spécial indique les allégations qu'il est susceptible d'invoquer. Le Brésil estime que lorsque certaines allégations sont "subordonnées" à d'autres allégations, elles doivent forcément relever du mandat du groupe spécial.
>
> 3. Le **Groupe spécial**, pour l'examen de la demande des CE[3], rappelle que la partie pertinente de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* dispose ce qui suit:

La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

4. L'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* dispose que la demande d'établissement d'un groupe spécial doit être suffisamment claire en ce qui concerne le fondement juridique de la plainte.

5. Nous estimons que la disposition conventionnelle dont il est allégué qu'elle a été violée est un aspect fondamental du "fondement juridique de la plainte" au sens de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*.[4] Par conséquent, la demande d'établissement d'un groupe spécial doit être suffisamment claire pour ce qui est de cet aspect du fondement juridique de la plainte. Nous considérons que l'indication dans la demande d'établissement d'un groupe spécial des dispositions conventionnelles spécifiques dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur est un élément nécessaire du respect de cet aspect du critère minimal de clarté, requis au titre de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*.[5]

6. Pour examiner la demande des Communautés européennes et afin de régler la question dont nous sommes saisis, nous avons soigneusement étudié la demande d'établissement d'un groupe spécial[6] présentée par le Brésil en l'espèce. Nous avons constaté que quatre dispositions de l'*Accord antidumping*, citées dans la première communication écrite du Brésil, n'apparaissaient pas dans la liste des dispositions figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, et n'étaient pas non plus mentionnées dans la description des allégations qui était faite ensuite dans ce document. Ces dispositions sont les articles 6.9, 6.13, 9.3 et 12.1 de l'*Accord antidumping*. Nous estimons donc que ces dispositions conventionnelles n'ont pas été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Les allégations formulées par le Brésil au titre de ces dispositions ne relèvent donc pas de notre mandat.

7. Nous notons que la demande d'établissement d'un groupe spécial fait référence de façon générale aux articles de l'*Accord antidumping* en question (c'est-à-dire les articles 6, 9 et 12) et contient l'expression "en particulier (mais non exclusivement)" lorsque certaines dispositions (ne comprenant pas les dispositions visées en l'occurrence) de ces articles sont énumérées. Toutefois, nous n'estimons pas qu'une référence aussi générale soit suffisamment claire pour indiquer les dispositions spécifiques en cause. Cela est d'autant plus vrai que les articles 6, 9 et 12 de l'*Accord antidumping* établissent des obligations multiples et diverses, dont les objets diffèrent de ceux des obligations énoncées dans les dispositions spécifiques qui sont citées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[7] L'expression "en particulier, mais non exclusivement" est peut-être pratique, mais elle n'est pas adéquate pour "indiquer[ ] les mesures spécifiques en cause et [contenir] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui

doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" comme le prescrit l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. En outre, même à supposer pour les besoins de l'argumentation que les obligations énoncées dans ces dispositions puissent être "liées" ou "subordonnées" à une disposition qui est indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous n'estimons pas que cette considération soit pertinente en l'espèce. Le simple fait qu'une allégation peut être juridiquement subordonnée à une autre allégation ne signifie pas qu'elle est incluse ou englobée dans cette dernière. Si une allégation n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, le fait qu'elle peut être "liée" à une allégation indiquée n'est pas déterminant.

8. Pour ces raisons, nous concluons que le Brésil n'a pas mentionné les allégations au titre des articles 6.9, 6.13, 9.3 et 12.1 de l'*Accord antidumping* dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial en l'espèce. Par conséquent, les allégations présentées au titre de ces dispositions dans la première communication du Brésil ne relèvent pas de notre mandat et nous sommes privés de la possibilité de les examiner.

9. Nous devons encore nous prononcer sur les allégations restantes que les CE ont identifiées dans leur demande de décision préliminaire comme ne relevant pas de notre mandat. Si nécessaire, nous pourrons aussi compléter notre raisonnement exposé ici concernant les articles 6.9, 6.13, 9.3 et 12.1 de l'*Accord antidumping* dans notre rapport final.

---

[1] Première communication écrite des CE, paragraphe 23.

[2] Réponse du Brésil à la demande de décision préliminaire présentée par les CE, paragraphe 74.

[3] Nous notons que "... lorsqu'une "question" est portée devant l'ORD par une partie plaignante au titre de l'article 17.4 de l'*Accord antidumping*, la demande d'établissement d'un groupe spécial doit satisfaire aux prescriptions de l'article 17.4 et 17.5 de l'*Accord antidumping* ainsi que de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*". Voir le rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique* ("*Guatemala - Ciment*"), WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998, paragraphe 75. À cet égard, nous notons que le Brésil a indiqué un droit antidumping définitif dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial comme élément de la question portée devant l'ORD au titre de l'article 17.4 et de l'article 6:2. Nous notons également que les CE n'ont pas affirmé que la demande d'établissement d'un groupe spécial en l'espèce présentait des insuffisances au regard de l'article 17.5 de l'*Accord antidumping*.

[4] Nous trouvons des éléments étayant cette approche dans le rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment*, *supra*, note 3, paragraphe 69: "... l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* exige qu'*à la fois* la "mesure en cause" et le "fondement juridique de la plainte" (ou les "allégations") soient indiqués dans une demande d'établissement d'un groupe spécial".

[5] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue selon lequel l'indication de la disposition conventionnelle en question est une condition préalable essentielle pour l'énoncé du fondement juridique de la plainte aux

fins de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* dans le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:
"L'identification des dispositions d'un traité dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur est toujours nécessaire aussi bien pour définir le mandat d'un groupe spécial que pour informer le défendeur et les tierces parties des allégations formulées par le plaignant; cette identification est une condition minimale pour que le fondement juridique de la plainte soit énoncé."
Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesures de sauvegarde définitives appliquées aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 124.

[6] WT/DS219/2.

[7] Par exemple, l'article 12 de l'*Accord antidumping* concerne l'"avis au public et [l']explication des déterminations". Il établit des prescriptions multiples et diverses relatives à plusieurs avis au public en rapport avec une enquête antidumping. L'article 12.2 porte sur les *déterminations préliminaires ou finales*, alors que l'article 12.1 établit des obligations relatives à l'avis au public et à la notification de l'*ouverture* de l'enquête.

7.15 Nous considérons que notre décision initiale au sujet de la demande des CE concernant les allégations formulées par le Brésil au titre des articles 6.9, 6.13, 9.3 et 12.1 reste suffisante. Pour plus de clarté, nous tenons à souligner que notre décision établissant que les "allégations" du Brésil au titre de l'article 6.9 ne relèvent pas de notre mandat reposait sur notre constatation selon laquelle cette disposition conventionnelle n'était pas du tout indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et selon laquelle la demande d'établissement ne respectait donc pas la prescription *minimale* de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* à cet égard. Le point de savoir si le Brésil avait ou non formulé des allégations au titre de l'article 6.9 pendant les consultations n'était pas l'objet de notre examen. Même à supposer pour les besoins de l'argumentation que le Brésil ait soulevé cette question pendant les consultations, cela ne remédierait pas à l'insuffisance de la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui ne contenait aucune indication textuelle explicite du fondement juridique de la plainte du Brésil à cet égard. Il nous reste toutefois à examiner la demande des CE concernant les allégations qui ne sont pas visées par cette décision initiale.

c. "Allégations" au titre des articles 2.2.2, 3.2, 3.4, 3.5, 6.2, 6.6, 12.2 et 12.2.2 de l'*Accord antidumping*

7.16 Nous examinons maintenant la demande qui nous est faite par les CE de rejeter certaines des "allégations" formulées par le Brésil au titre des articles 2.2.2, 3.2, 3.4, 3.5, 6.2, 6.6, 12.2 et 12.2.2 de l'*Accord antidumping*. La partie pertinente de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* dispose ce qui suit:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle ... indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème ..."

7.17 La question qui nous est soumise est de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial du Brésil contient "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" et respecte donc le critère énoncé à l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* en ce qui concerne les allégations formulées par le Brésil au titre de ces dispositions de l'*Accord antidumping*.

7.18 Nous devons examiner très soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial pour nous assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du

Mémorandum d'accord.[47] Pour examiner le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial au regard de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*, nous devons examiner le texte de la demande elle-même.[48] Ensuite, nous nous demanderons si une absence alléguée de spécificité dans le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial a porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre, compte tenu du déroulement de la procédure du Groupe spécial.[49]

7.19 Nous rappelons tout d'abord que, si les *allégations* doivent être spécifiées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les *arguments* étayant les allégations ne doivent pas forcément être exposés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais peuvent au contraire être progressivement clarifiés et précisés dans la première communication, puis dans la série de communications présentées à titre de réfutation au Groupe spécial.

7.20 Sur cette base, nous allons tout d'abord examiner si le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial est suffisant aux fins de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* en ce qui concerne les allégations indiquées par le Brésil.

7.21 Nous rappelons ci-après les allégations du Brésil en cause ici:

- "allégation" d'infraction à l'article 2.2.2 en raison de l'utilisation de critères différents pour le calcul des frais ACG, d'une part, et pour les bénéfices, d'autre part, alors qu'un seul critère semble être expressément prescrit par l'article 2.2.2;

- "allégation" d'infraction à l'article 3.2 du fait que l'examen de la sous-cotation notable a été limité aux produits pour lesquels il existait des produits correspondants;

- "allégations" concernant l'examen des facteurs de dommage spécifiques énumérés à l'article 3.4, y compris en particulier l'allégation d'examen inadéquat des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" en violation de l'article 3.4;

- "allégation" de violations de l'article 3.5 sur la base de l'"avantage comparatif" de Tupy et des différences entre les accessoires à "cœur noir" et les accessoires à "cœur blanc";

- "allégations" d'infraction à l'article 12, 12.2 et 12.2.2 en rapport avec l'allégation du Brésil concernant l'article 15 (formulée dans le cadre du point 1), c'est-à-dire l'exploration des possibilités de solutions constructives; et l'allégation du Brésil concernant la détermination de l'existence d'un dommage (formulée dans le cadre du point 16), c'est-à-dire la prétendue non-divulgation des chiffres relatifs aux propres achats (importations) et exportations du produit visé effectués par les producteurs communautaires pendant la période d'examen du dommage[50];

---

[47] Nous trouvons des éléments étayant cette approche dans le rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*Communautés européennes – Bananes*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, paragraphe 142.

[48] Chacune des dispositions conventionnelles que nous examinons ici est citée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et respecte donc au moins ce critère minimal.

[49] Nous trouvons des éléments étayant cette approche dans le rapport de l'Organe d'appel *Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000.

[50] Dans sa deuxième communication écrite, au paragraphe 361, le Brésil maintient certaines de ses allégations d'incompatibilité avec l'article 12 et 12.2, dont certaines sont pertinentes en l'occurrence, à savoir celles qui ont été formulées dans le cadre du point 1 (pas de constatations et conclusions rendues publiques en ce qui concerne l'exploration des possibilités de solutions constructives au titre de l'article 15); du point 16 (pas de

- "allégation" du Brésil concernant une infraction à l'article 6.6 due au refus allégué des Communautés européennes d'examiner correctement l'affirmation de Tupy selon laquelle les produits avaient été importés de Pologne en quantités supérieures et à des prix inférieurs à ceux que les Communautés européennes avaient déterminés sur la base des renseignements d'Eurostat, et allégation du Brésil concernant la violation de l'article 6.2 du fait de la non-divulgation des achats et des exportations du produit visé effectués par les producteurs communautaires, ce qui a empêché Tupy de pouvoir défendre correctement ses intérêts.

7.22 Nous considérons qu'il n'est pas nécessaire que nous nous prononcions sur le point de savoir si ces allégations constituent des "allégations" ou des "arguments". S'il s'agissait d'arguments, il ne serait pas nécessaire qu'ils soient exposés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Même à supposer que toutes les allégations indiquées ci-dessus soient des "allégations" au sujet desquelles le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial est peut-être un peu insuffisant pour décrire la nature de la plainte, les Communautés européennes ne nous ont en tout état de cause pas démontré qu'une quelconque atteinte avait été portée à leurs intérêts pendant le déroulement de la procédure du présent Groupe spécial en raison de la façon dont ces "allégations" apparaissaient dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous avons demandé aux Communautés européennes d'indiquer toute atteinte qu'elles avaient subie. Elles ont répondu comme suit:

> "Les CE estiment que, dans tous les cas où elles ont soulevé cette objection, leurs intérêts ont été lésés par l'absence d'informations adéquates concernant les questions. La portée des allégations qui sont formulées expressément dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil est déjà exceptionnellement large. Les CE disposent de la période qui s'écoule entre l'établissement du groupe spécial et la présentation de la première communication écrite du plaignant pour préparer leur défense. Une telle préparation n'est possible que si le plaignant indique de manière adéquate ses allégations dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial afin qu'elles soient reprises dans le mandat."[51]

---

constatations et conclusions rendues publiques en ce qui concerne les résultats à l'exportation des producteurs communautaires). Étant donné que la deuxième communication représente une répétition plus récente des allégations du Brésil, nous considérons que le Brésil s'est limité aux allégations au titre de l'article 12 qui sont indiquées dans sa deuxième communication écrite. À cet égard, nous prenons note de la déclaration ci-après du Brésil: "Le Brésil sait que les allégations formulées au titre de l'article 12.1 de l'*Accord antidumping* ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Certaines des allégations au titre de l'article 12.2 de l'*Accord antidumping* peuvent toutefois être confirmées, alors que les CE pensent que ces allégations doivent aussi être rejetées." Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 361. Nous n'examinons donc pas la demande de décision préliminaire présentée par les CE au sujet des allégations initiales suivantes du Brésil: absence alléguée de notification montrant que les CE avaient dûment examiné l'effet que la dévaluation de la monnaie brésilienne en janvier 1999 avait eu sur le point de savoir s'il aurait même fallu imposer les mesures (allégation formulée dans le cadre du point 3); valeur normale construite et article 2.2.2 (les CE n'ont pas suffisamment expliqué pourquoi et comment elles ont appliqué l'article 2.2.2 de l'*Accord antidumping* lorsqu'elles ont refusé de tenir dûment compte des différences dans les caractéristiques physiques qui affectaient la comparabilité des prix, allégation formulée dans le cadre du point 5); allégation selon laquelle les CE n'ont pas suffisamment expliqué pourquoi et comment elles ont appliqué l'article 2.2.2 de l'*Accord antidumping* lorsqu'elles ont refusé de tenir dûment compte des différences dans les caractéristiques physiques qui affectaient la comparabilité des prix, formulée dans le cadre de leur examen de la sous-cotation du prix; allégation du Brésil selon laquelle les CE n'ont pas dûment expliqué pourquoi elles avaient supprimé la dernière position du code de contrôle de produits (formulée dans le cadre du point 13).

[51] Réponse des CE à la question n° 27 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-8.

7.23 Toutefois, selon nous, il ressortait du fait que les Communautés européennes avaient défendu leurs points de vue à divers stades de la procédure du présent Groupe spécial, y compris dans leur première communication écrite, à la première réunion du Groupe spécial et dans les échanges entre les parties avant la première réunion du Groupe spécial sur les questions préliminaires, qu'il n'avait pas été porté atteinte à la capacité des CE de se défendre au cours de la procédure du présent Groupe spécial.

7.24 Nous estimons donc que le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial indique de manière adéquate la nature du problème exposé par les allégations du Brésil et nous n'accédons pas à la demande des CE visant à rejeter ces allégations formulées par le Brésil.

d. Allégations que les Communautés européennes ont identifiées dans leur deuxième déclaration orale comme ne relevant pas du mandat du Groupe spécial

7.25 Les Communautés européennes ont par la suite affirmé que[52] certaines allégations additionnelles formulées par le Brésil dans sa deuxième communication écrite ne relevaient pas de notre mandat. Selon les Communautés européennes, le Brésil avait "utilisé à tort" sa communication présentée à titre de réfutation pour développer les allégations formulées dans sa première communication et introduire des allégations totalement nouvelles. Selon les CE, ces manœuvres constituent "une utilisation abusive du processus de règlement des différends", et les Communautés européennes ont demandé que nous décidions que ces allégations étaient irrecevables.[53] Les allégations visées relevaient des points 1, 6 et 16.

7.26 Dans le cadre du point 1, les allégations dont les Communautés européennes ont allégué qu'elles ne relevaient pas de notre mandat étaient les suivantes: premièrement, l'affirmation du Brésil selon laquelle "la première phrase de l'article 15 traite de l'obligation générale d'accorder une attention spéciale à la situation particulière des pays en développement Membres"[54]; et deuxièmement, l'allégation du Brésil selon laquelle, "en n'évoquant pas la possibilité d'un engagement *avant* l'imposition de la mesure provisoire, les Communautés européennes ont enfreint la deuxième phrase de l'article 15 de l'*Accord antidumping*" (italique dans l'original). Le Brésil estime que la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionne l'article 15 et expose la nature de l'allégation et que, par conséquent, le mandat couvre les première et deuxième phrases de l'article 15 ainsi que la question de l'exploration de solutions constructives.[55] Nous notons que ces allégations ont peut-être été suscitées par les questions que le Groupe spécial[56] a posées pour tenter de clarifier certains faits ainsi que les arguments juridiques des parties, et nous sommes conscients que nous ne pouvons ni outrepasser notre mandat ni dispenser le Brésil de sa tâche consistant à établir l'incompatibilité de la mesure antidumping des CE avec les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*. En particulier, nous savons que, lorsque nous posons des questions aux parties, nous ne devons pas "dépass[er] les limites que [nous] imposent la gestion ou la conduite légitimes de la procédure par souci d'efficacité ou de rapidité".[57]

---

[52] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 9.

[53] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 5.

[54] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 4.

[55] Réponse du Brésil à la question n° 25 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-1.

[56] En particulier, questions n° 6 et 9 posées par le Groupe spécial après sa première réunion.

[57] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, *supra*, note 49, paragraphe 149. Nous trouvons aussi des éléments étayant notre point de vue dans le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, paragraphe 7.43.

7.27 S'agissant de ces allégations et en ce qui concerne a) l'allégation formulée par le Brésil dans le cadre du point 6 selon laquelle les Communautés européennes ont enfreint l'article 2.4 en n'indiquant pas à l'exportateur brésilien quels renseignements additionnels relatifs à l'IPI Premium Credit étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable[58]; et b) l'allégation de violation de l'article 6.2 et 6.4 formulée par le Brésil dans le cadre du point 16[59] selon laquelle le contenu de la pièce n° 12 des CE concernant certains facteurs énumérés à l'article 3.4 n'avait pas été divulgué pendant l'enquête, ce qui avait privé Tupy de toutes possibilités de défendre ses intérêts ou d'une possibilité ménagée en temps utile d'accéder à tous les éléments de preuve pertinents, nous rappelons qu'une partie plaignante doit spécifier ses allégations dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, mais que ses arguments peuvent être clarifiés et précisés dans des communications ultérieures. Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, même à supposer pour les besoins de l'argumentation que ces allégations aient été exposées de manière insuffisante dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les Communautés européennes n'ont pas démontré qu'il avait été porté atteinte à leurs intérêts au cours de la procédure du présent Groupe spécial.[60] Nous n'accédons donc pas à la demande des CE visant à rejeter ces allégations formulées par le Brésil.

iii) Irrecevabilité alléguée des pièces n° 47 à 52 du Brésil au titre de l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping

7.28 Lorsqu'il a fait sa déclaration orale à la première réunion de fond, le Brésil a communiqué ses pièces n° 47 à 52 pour étayer son argumentation concernant les "accords d'externalisation" et de "relocalisation" conclus par plusieurs producteurs communautaires. Les pièces n° 47 à 50 du Brésil consistent en renseignements et tableaux que le Brésil a, selon ses dires, extrait du site Web du Bulgaria Economic Forum au sujet de l'acquisition par un producteur communautaire (Atusa) d'actions de Berg Montana et le renforcement du contrôle d'Atusa sur Berg Montana le 4 juillet 2000. Les pièces n° 51 et 52 du Brésil contiennent des renseignements que le Brésil a, selon ses dires, extrait du site Web d'Infit SAE (et d'une page contenant un lien vers Woeste) et d'un autre site Web fournissant des renseignements généraux et des renseignements sur les marchés concernant Infit SAE. Le point principal de l'argumentation du Brésil, présentée dans le cadre de ses allégations relatives au dommage et au lien de causalité au titre de l'article 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*, est que les Communautés européennes n'ont pas examiné et pris en compte de manière adéquate les renseignements sur l'externalisation et la relocalisation pour établir leur détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité. En effet, selon le Brésil, "sur la base des éléments de preuve fournis par l'exportateur brésilien, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective évaluant ces éléments de preuve *n'aurait pas pu* parvenir aux conclusions auxquelles les autorités communautaires chargées de l'enquête sont parvenues au titre de plusieurs dispositions de l'*Accord antidumping*, surtout en ce qui concerne les indicateurs de dommage et le lien de causalité".[61] (italique dans l'original; note de bas de page omise)

7.29 Rappelant que l'article 17.5 ii) de l'*Accord antidumping* dispose qu'un groupe spécial établi par l'ORD pour examiner des allégations formulées au titre de l'*Accord antidumping* examinera la question qui lui a été soumise en se fondant sur "les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur", les **Communautés européennes** s'opposent à la communication de ces pièces par le Brésil et nous demandent de rendre une décision préliminaire rejetant ces pièces du fait qu'elles ne faisaient pas partie du dossier de l'enquête correspondante.

[58] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 69 à 73.
[59] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 251.
[60] Voir *supra* les paragraphes 7.22 et suivants.
[61] Première déclaration orale du Brésil, paragraphe 6.

7.30 Le **Brésil** nous demande de rejeter cette demande des CE. Il estime que les renseignements contenus dans les pièces en question sont "les mêmes" que ceux que Tupy, ainsi que d'autres parties intéressées, ont présentés aux autorités communautaires au cours de l'enquête. Le Brésil invoque le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*[62] pour étayer son point de vue selon lequel le Groupe spécial est habilité à recevoir ces pièces dans la présente procédure.

7.31 Le **Groupe spécial** croit comprendre que la question soulevée dans cette demande de décision préliminaire présentée par les CE est de savoir si nous devrions exclure du champ de notre examen en l'espèce certaines pièces communiquées par le Brésil dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial qui n'avaient pas été communiquées aux autorités communautaires chargées de l'enquête pendant l'enquête. Nous rappelons que nos procédures de travail prévoient que les décisions préliminaires doivent être demandées au plus tard dans la première communication écrite, mais que des exceptions peuvent être faites sur exposé de "raisons valables". Étant donné que le Brésil a communiqué ces pièces au moment de sa déclaration orale à la première réunion, ce qui signifie que les Communautés européennes n'ont pas été en mesure de soulever une exception préliminaire dans leur première communication écrite, nous avons des raisons valables d'examiner le bien-fondé de la demande de décision préliminaire présentée par les CE en l'espèce.

7.32 L'article 17.5 ii) de l'*Accord antidumping* – que les Communautés européennes désignent comme le fondement juridique de leur demande de décision préliminaire – dispose ce qui suit:

> "L'ORD, à la demande de la partie plaignante, établira un groupe spécial qu'il chargera d'examiner la question, en se fondant: …
>
> ii) sur les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur."

7.33 Cette disposition fournit des indications contraignantes orientant notre décision quant à savoir quels éléments de preuve nous sommes autorisés à prendre en considération pour l'examen d'une allégation au titre de l'*Accord antidumping*. Cette disposition établit clairement que, pour examiner une allégation de violation de l'article 3 de l'*Accord antidumping* dans le cadre d'une enquête et d'une détermination données, nous pouvons uniquement prendre en considération les faits ou les éléments de preuve se rapportant au fond de la détermination qui avaient été communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du pays effectuant l'enquête pendant l'enquête.[63]

7.34 D'autres éléments, contextuels, étayant cette approche découlent de l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping*, qui énonce un critère d'examen spécifique pour les groupes spéciaux chargés d'examiner des mesures antidumping. Cette disposition fixe les paramètres du critère de notre examen de la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête et confirme clairement qu'un examen *de novo* n'est pas prévu par l'*Accord antidumping*. Par conséquent, nous devons respecter la prescription de l'article 11 du *Mémorandum d'accord* imposant de procéder à "une évaluation

---

[62] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001 tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R.

[63] Ces éléments de preuve produits par le Brésil et contestés par les Communautés européennes concernent la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'autorité chargée de l'enquête et, en particulier, le fond de l'analyse faite par les CE du lien de causalité entre le dommage et les importations faisant l'objet d'un dumping. L'article 3.5 de l'*Accord antidumping* contient aussi des termes spécifiques pertinents. Sa partie pertinente dispose ce qui suit: "La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents *dont disposent les autorités*." (pas d'italique dans l'original)

objective de la question dont [nous sommes] saisi[s]" conformément aux paramètres fixés par l'article 17.5 ii) et 17.6 i).[64]

7.35 Le Brésil fait valoir que les renseignements sont "les mêmes" que ceux qui figuraient dans le dossier de l'enquête correspondante. Il affirme que les renseignements peuvent être "présentés sous une autre forme" et n'est pas en mesure de confirmer si les renseignements étaient ou non disponibles sous cette forme ou de la même façon au moment de l'enquête. Toutefois, le Brésil admet que ces renseignements, tels qu'ils figurent dans ces pièces, n'ont pas été communiqués aux Communautés européennes pendant l'enquête.[65] L'article 17.5 ii) nous empêche donc de prendre ces pièces en considération dans le contexte de notre examen au regard de l'article 3 et nous n'en tenons pas compte pour examiner la détermination des CE. Le Brésil a invoqué le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* pour étayer son point de vue selon lequel nous aurions toute autorité pour rejeter la demande des CE et admettre les pièces en question. Toutefois, ce groupe spécial était saisi d'allégations différentes, en plus de celles qui concernaient le fond de la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête au titre des dispositions de l'*Accord antidumping*, y compris une allégation au titre de l'article X:3 du *GATT de 1994*. Ce groupe spécial a clairement indiqué que les éléments de preuve à prendre en considération pour ce qui était de l'allégation de la partie plaignante au titre de l'article X n'étaient pas limités par les dispositions de l'article 17.5 ii) de l'*Accord antidumping*. En revanche, les allégations du Brésil (dans le présent contexte) sont limitées à l'article 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*, et leur base factuelle est donc délimitée par l'article 17.5 ii).

7.36 Nous excluons donc les pièces n° 47 à 52 du Brésil du champ de notre examen dans la présente procédure.

3. Demandes du Brésil

a) Pièce n° 1 des CE

7.37 La première communication écrite du Brésil, telle qu'elle a été communiquée à l'origine par le Brésil le 10 octobre 2001, ne contenait aucun numéro de paragraphe ou de ligne. Les Communautés européennes ont communiqué, en tant que pièce n° 1 des CE jointe à leur première communication écrite, une version de la première communication écrite du Brésil comportant en plus des numéros de ligne, et les références à la première communication écrite du Brésil dans la première communication écrite des Communautés européennes ont été faites sur la base de la version avec lignes numérotées figurant dans la pièce n° 1 des CE.

---

[64] Nous trouvons des éléments étayant cette approche des obligations des groupes spéciaux dans les affaires antidumping dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note 62, paragraphes 7.6 et 7.7, ainsi que dans les rapports de plusieurs groupes spéciaux qui ont appliqué des principes semblables lorsqu'ils ont examiné les déterminations établies par les autorités nationales dans le contexte des mesures de sauvegarde au titre de l'Accord sur les sauvegardes et des mesures de sauvegarde spéciales au titre de l'article 6 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements*. L'article 17.5 ii) n'a pas de corollaire dans ces accords. Néanmoins, ces groupes spéciaux ont conclu qu'un examen *de novo* des déterminations serait inapproprié et ont procédé à une évaluation pour déterminer, entre autres choses, si tous les faits pertinents avaient été pris en considération par les autorités. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Gluten de froment*"), WT/DS166/R, paragraphe 8.6, adopté tel qu'il a été modifié (WT/DS166/AB/R) le 19 janvier 2001; rapport du Groupe spécial *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/R et Corr.1, adopté le 12 janvier 2000, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS98/AB/R, DSR 2000:I, 49, paragraphe 7.30; rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures* ("*Argentine – Chaussures*"), WT/DS121/R, paragraphe 8.117, adopté tel qu'il a été modifié (WT/DS121/AB/R) le 12 janvier 2000.

[65] Déclaration orale additionnelle du Brésil concernant les pièces n° 47 à 52, annexe D-4, paragraphe 2.

7.38 Le **Brésil** demande que nous rendions une décision préliminaire visant à ce que les Communautés européennes modifient le texte de leur première communication écrite de sorte que les références à la première communication écrite du Brésil qu'elle contient renvoient au véritable texte de la première communication écrite du Brésil tel qu'il a été communiqué à l'origine par le Brésil.[66]

7.39 Les **Communautés européennes** demandent que nous rejetions cette demande, et demandent également que nous modifiions nos procédures de travail pour prévoir que les parties numéroteront les paragraphes ou les lignes de toutes leurs communications ultérieures.[67]

7.40 À la première réunion de fond avec les parties, le **Groupe spécial** a fait la déclaration ci-après:

> Après avoir entendu les vues des deux parties sur cette question, le Groupe spécial aimerait préciser que, selon lui, la première communication du Brésil telle qu'elle a été communiquée à l'origine par le Brésil reste la version officielle de cette communication aux fins du dossier du Groupe spécial. Nous considérons aussi que les CE font des références à leur pièce n° 1 lorsqu'il s'agit de faire des références dans leur première communication écrite. Nous rejetons donc la demande du Brésil visant à ce que nous demandions aux CE de modifier le texte de leur première communication écrite de sorte que toutes les références soient faites au véritable texte de la première communication écrite du Brésil tel qu'il a été communiqué à l'origine par le Brésil. Nous rejetons également la demande des CE visant à ce que nous modifiions formellement nos procédures de travail pour exiger spécifiquement que les parties numérotent les paragraphes ou les lignes de leurs communications ultérieures. Cela dit, nous soulignons que nous apprécierions que les parties s'efforcent de faciliter la tâche du Groupe spécial s'agissant d'examiner la question qui lui est soumise par l'ORD.
>
> Compte tenu de cela, nous souhaiterions que le Brésil communique une version avec paragraphes numérotés de sa première communication afin que le Groupe spécial et les parties puissent s'y référer plus facilement. Nous apprécierions que cette version avec paragraphes numérotés de la première communication du Brésil puisse être communiquée d'ici au 14 décembre 2001. Dans l'intervalle, il est demandé aux parties, dans la mesure du possible, de faire référence aux arguments figurant dans la première communication écrite du Brésil en donnant le numéro de page, en plus de tout autre renseignement qui nous permettrait de trouver plus facilement où ces arguments ont été présentés.

7.41 Le Brésil a en conséquence communiqué au Groupe spécial le 14 décembre 2001 une version révisée avec paragraphes numérotés de sa première communication écrite.

b) Pièce n° 12 des CE

7.42 Les Communautés européennes communiquent une "note pour le dossier" interne - pièce n° 12 des CE - pour étayer leurs arguments concernant leur examen des facteurs de dommage mentionnés à l'article 3.4. Selon les Communautés européennes,

> "les résultats de l'enquête menée par les autorités des CE au sujet des divers facteurs sont consignés dans deux règlements, principalement dans le règlement provisoire,

[66] Demande de décision préliminaire présentée par le Brésil, annexe A-3.
[67] Réponse des CE à la demande de décision préliminaire présentée par le Brésil, annexe A-4.

> dans la mesure où l'examen a donné des résultats significatifs. Il est explicitement rendu compte de l'examen des facteurs restants (à une exception près) dans une "note pour le dossier" interne de la Commission européenne datée du 14 avril 2000 (pièce n° 12 des CE). Comme le Groupe spécial l'observera, à l'exception du [*sic*] concernant la "croissance", elle passe en revue chacun des facteurs que les CE sont accusées par le Brésil de ne pas avoir examinés".

7.43 Le **Brésil** estime que la pièce n° 12 des CE ne fait pas partie du dossier de l'enquête correspondante. Selon le Brésil, ce document ne fait pas partie du dossier non confidentiel et tout indique qu'il ne faisait pas non plus partie du dossier confidentiel. Selon le Brésil, il n'est donc pas soumis à bon droit au Groupe spécial. En effet, le Brésil dit ce qui suit:

> "… ladite pièce, qui n'est qu'une tentative manifeste des CE pour remédier aux défauts de l'enquête, devrait être totalement ignorée par le Groupe spécial. En effet, accepter la pièce n° 12 des CE constituerait un précédent dangereux ayant des implications systémiques considérables".[68]

7.44 Les **Communautés européennes** soutiennent que la pièce n° 12 des CE fait légitimement partie de la détermination de l'existence d'un dommage que le Groupe spécial doit examiner dans le cadre de son analyse de l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 3.4.[69] En réponse aux questions du Groupe spécial, les Communautés européennes ont confirmé que la pièce n° 12 des CE faisait partie du dossier de l'enquête correspondante. Elles disent qu'elles "accorderont aux affirmations calomnieuses du Brésil concernant la bonne foi de ce document l'attention qu'elles méritent".[70]

7.45 Le **Groupe spécial** note que les renseignements contenus dans la pièce n° 12 des CE n'ont pas été divulgués sous quelque forme que ce soit aux parties intéressées au cours de l'enquête. Nous souhaitons souligner que nous déplorons le fait que ces renseignements, ou un résumé non confidentiel exact de tout renseignement confidentiel y figurant, n'ont pas été divulgués aux parties intéressées pendant l'enquête, et que le *fait* que les éléments exposés dans la pièce n° 12 des CE ont été examinés n'est pas directement discernable dans les documents publiés. Le Brésil n'était apparemment pas du tout au courant avant que les Communautés européennes ne communiquent la pièce n° 12 des CE en même temps que leur première communication écrite dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial. Toutefois, nous considérons que, dans le cadre de l'évaluation du respect de l'article 3 par les Communautés européennes, l'article 17.5 et 17.6 i) de l'*Accord antidumping* nous impose d'examiner les faits dont disposait l'autorité du Membre importateur chargée de l'enquête. Ces dispositions ne nous empêchent pas d'examiner les faits qui étaient confidentiels et/ou qui n'étaient pas divulgués aux parties intéressées, ou discernables par elles, au moment de la détermination finale. Nous sommes donc *tenus* par l'Accord de prendre en compte tous les renseignements sur lesquels l'autorité chargée de l'enquête s'est fondée pour parvenir à sa détermination finale, que ces renseignements fassent ou non partie du dossier non confidentiel ou divulgué de l'enquête ou que leur examen soit ou non discernable dans les documents publiés. Cela inclut forcément les renseignements contenus dans la pièce n° 12 des CE. Nous nous inspirons du rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*.[71] Nous estimons que ce rapport de l'Organe

---

[68] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 252.

[69] Par exemple, les Communautés européennes disent que, selon elles, "les constatations reproduites dans les règlements provisoire et définitif et les explications données dans la pièce n° 12 des CE montrent que les autorités des CE se sont conformées à ces prescriptions". Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 119.

[70] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 120.

[71] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/AB/R, adopté le

d'appel traite et résout complètement la question qui se pose en l'espèce et que nous sommes autorisés, voire *tenus*, de prendre le contenu de la pièce n° 12 des CE en compte pour notre examen des allégations du Brésil concernant l'analyse du dommage par les CE au titre de l'article 3.4.

7.46 Nous croyons comprendre que le Brésil insinue que la pièce n° 12 des CE est peut-être une sorte de tentative *a posteriori* des Communautés européennes de remédier aux défauts dont elles percevaient l'existence dans leur analyse au titre de l'article 3.4 aux fins de la procédure du présent Groupe spécial. À cet égard, nous devons présumer que les Membres de l'OMC participent de bonne foi aux procédures de règlement des différends. Nous avons demandé aux Communautés européennes d'indiquer dans le dossier de l'enquête les sources d'information et la méthode sur lesquelles étaient fondées les déclarations et les renseignements figurant dans la pièce n° 12 des CE.[72] Les Communautés européennes ont exposé la méthode et les sources d'information sur la base desquelles les déclarations figurant dans la pièce n° 12 des CE avaient été établies. Nous avons en outre demandé aux Communautés européennes de nous confirmer et de justifier le fait que la pièce n° 12 des CE avait été élaborée au cours de l'enquête.[73] Les Communautés européennes ont confirmé que c'était bien le cas. Compte tenu des réponses des CE, nous ne voyons aucune raison de remettre en cause le fait que la pièce n° 12 des CE fait partie du dossier de l'enquête correspondante et nous devons par conséquent prendre son contenu en compte pour notre examen des allégations de fond pertinentes formulées par le Brésil.

7.47 Nous rejetons donc la demande du Brésil visant à ce que nous décidions que la pièce n° 12 des CE ne nous est pas soumise à bon droit.

c) Demande visant à ce que les communications écrites intégrales du Brésil soient annexées au rapport du Groupe spécial à la place des résumés analytiques

7.48 Dans ses observations du 31 juillet 2002 sur le projet de partie descriptive du rapport du Groupe spécial, le **Brésil** a demandé que le texte intégral de ses première et deuxième communications soit inclus dans les Annexes A et C, respectivement, à la place des résumés analytiques qu'il avait communiqués. Selon le Brésil:

> "Les résumés analytiques fournis par le Brésil avaient uniquement pour but d'aider le Groupe spécial à élaborer une section du rapport consacrée aux arguments qui soit

---

5 avril 2001, paragraphes 107, 111 et 118. L'Organe d'appel a dit ce qui suit: "… la prescription de l'article 3.1 selon laquelle une détermination de l'existence d'un dommage doit être fondée sur des éléments de preuve "positifs" et comporter un examen "objectif" des éléments requis concernant le dommage ne signifie pas que la détermination doit être fondée uniquement sur le raisonnement ou les faits qui ont été divulgués aux parties à une enquête antidumping ou qui étaient discernables par elles. L'article 3.1, au contraire, permet à une autorité chargée de l'enquête établissant une détermination de l'existence d'un dommage de fonder sa détermination sur tous les raisonnements et faits pertinents dont elle dispose" (paragraphe 111); et "l'article 17.5 et 17.6 i) exige qu'un groupe spécial examine les faits communiqués à l'autorité du Membre importateur chargée de l'enquête. Ces dispositions n'empêchent pas un groupe spécial d'examiner les faits qui n'ont pas été divulgués aux parties intéressées, ni n'étaient discernables par elles, au moment de la détermination finale" (paragraphe 118).

[72] Voir la question n° 110 posée par le Groupe spécial après sa première réunion et la réponse des CE, annexe E-3.

[73] Voir la question n° 20 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion et la réponse des CE, annexe E-8. En outre, nous avons demandé (question n° 19 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion) si des feuilles de calcul ou des notes relatives à l'enquête avaient servi de base à la pièce n° 12 des CE et prié les Communautés européennes de les fournir ou d'expliquer pourquoi elles ne le faisaient pas. Les Communautés européennes ont répondu ce qui suit: "Les conclusions figurant dans la pièce n° 12 des CE sont fondées sur des feuilles de calcul mais celles-ci contiennent des renseignements commerciaux très confidentiels concernant les résultats des divers producteurs communautaires et les CE préféreraient ne pas les rendre publiques." Voir l'annexe E-8.

> concise; ils ne visaient pas à remplacer les communications et ne doivent pas être annexés au rapport du Groupe spécial. C'est ce que le Brésil pensait au moment où les résumés analytiques ont été fournis. En outre, compte tenu du grand nombre d'allégations formulées en l'espèce, le Brésil estime qu'un résumé analytique de dix pages ne pouvait pas contenir les principaux arguments relatifs à chacune de ces allégations. D'après les informations dont le Brésil dispose, dans d'autres différends où des résumés analytiques ont été demandés au titre d'une règle procédurale similaire [paragraphe 16 des procédures de travail], les communications intégrales ont aussi été annexées au rapport du groupe spécial."

7.49 Pour les raisons exposées ci-après, le **Groupe spécial** ne peut accéder à la demande que le Brésil lui a faite d'annexer le texte intégral de ses première et deuxième communications écrites à son rapport.

7.50 Premièrement, nous rappelons que le paragraphe 16 des procédures de travail que nous avons adoptées au début de la présente procédure conformément à l'article 12:1 du *Mémorandum d'accord*, après avoir entendu les points de vue des parties, dispose ce qui suit:

> "Les parties remettront au Groupe spécial un résumé analytique des allégations et arguments formulés dans leurs communications écrites et exposés oraux. Ces résumés analytiques serviront uniquement à aider le Groupe spécial à élaborer une section de son rapport consacrée aux arguments qui soit concise, afin que ce rapport puisse être traduit et distribué aux Membres en temps voulu. Ils ne sont en aucune manière destinés à remplacer les communications des parties. Les résumés de la première communication écrite et de la communication écrite présentée à titre de réfutation feront dix pages au maximum et ceux des déclarations orales faites à la réunion cinq pages au maximum. Les résumés seront communiqués au Secrétariat dans les sept jours suivant la présentation de la communication initiale correspondante."

7.51 Ce paragraphe indique clairement que les résumés analytiques serviront uniquement à nous aider à élaborer une section de notre rapport consacrée aux arguments qui soit concise, afin que ce rapport puisse être traduit et distribué aux Membres en temps voulu. La raison d'être de ce paragraphe est de nous permettre d'élaborer en temps voulu une partie descriptive concise et de ne pas annexer les versions intégrales des communications écrites et des déclarations des parties. Nous ne voyons rien qui justifie l'affirmation du Brésil selon laquelle d'autres groupes spéciaux ayant adopté un paragraphe similaire dans leurs procédures de travail ont néanmoins aussi annexé les communications écrites intégrales des parties à leurs rapports. En effet, cela nous semblerait aller à l'encontre de l'objectif recherché par l'adoption au départ de l'"approche des résumés analytiques".

7.52 Deuxièmement, annexer les résumés analytiques à notre rapport laisse également aux parties le contrôle du contenu de ces résumés et leur permet de présenter leurs arguments les plus importants comme elles souhaitent le faire. Chaque partie a l'obligation et le pouvoir discrétionnaire de faire en sorte que ses propres résumés analytiques de ses propres communications rendent compte avec exactitude de ses allégations et arguments. Aucune partie ne nous a demandé d'augmenter les nombres limités de pages mentionnés dans nos procédures de travail.

7.53 Troisièmement, nous avons adopté ces procédures de travail après avoir entendu les points de vue des parties et, à ce moment-là, le Brésil n'a pas soulevé d'objection quant à la formulation du paragraphe 16 des procédures de travail. Nous avons décidé dès le début de suivre l'"approche des résumés analytiques" pour la procédure du présent Groupe spécial. Ayant adopté cette approche dès le début, nous n'estimons pas qu'il serait bénéfique, à ce stade assez avancé de la procédure, d'adopter l'approche proposée par le Brésil, qui consiste à annexer les versions intégrales de ses première et

deuxième communications. Adopter une telle approche à ce stade entraînerait de nouveaux retards importants dans la distribution de notre rapport, surtout compte tenu de la longueur de ces communications (plus de 370 pages au total). Cela imposerait une charge considérable en matière de traduction, qui s'ajouterait à la charge déjà induite par le fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC en général. Par ailleurs, il serait incongru que les versions intégrales des communications des CE ne soient pas également annexées et si, pour y remédier, nous prenions les mesures procédurales nécessaires puis annexions les communications des CE, cela augmenterait la charge liée à la traduction. Nous jugeons particulièrement important à cet égard l'article 12:2 du *Mémorandum d'accord*, qui dispose ce qui suit:

> "La procédure des groupes spéciaux devrait offrir une flexibilité suffisante pour que les rapports des groupes soient de haute qualité, *sans toutefois retarder indûment les travaux des groupes*." (pas d'italique dans l'original)

7.54 Quatrièmement, comme nos procédures de travail l'indiquent aussi clairement, les résumés analytiques ne sont en aucune manière destinés à remplacer les communications des parties. Au cours de notre examen des allégations et arguments présentés par les parties dans le cadre de la présente procédure, nous avons lu et analysé très soigneusement les communications écrites et orales intégrales des parties et les échanges de questions et réponses y relatives. Nos constatations et conclusions reproduites dans le présent rapport reposent sur ces versions intégrales des communications écrites et orales et des questions et réponses. Elles font partie intégrante du dossier soumis au Groupe spécial en l'espèce. Nous pensons donc que nous avons respecté tant la lettre que l'esprit de nos procédures de travail et nous n'estimons pas que le fait d'annexer les résumés analytiques de ses première et deuxième communications écrites ait causé un tort quelconque au Brésil au cours de la présente procédure.

7.55 Cinquièmement, nous rappelons que l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*, qui est repris au paragraphe 3 de nos procédures de travail, indique qu'aucune disposition du *Mémorandum d'accord* n'empêchera une partie à un différend de communiquer au public ses propres positions. Rien n'empêche donc le Brésil de rendre les versions intégrales de ses première et deuxième communications publiques et accessibles à tous (sous réserve, bien entendu, de l'obligation de préserver le caractère confidentiel des communications des CE énoncée à l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* et au paragraphe 3 de nos procédures de travail).[74]

C. QUESTIONS SOULEVÉES DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

1. Point 1: "solutions constructives"

a) Arguments des parties

7.56 Le **Brésil** fait valoir que tant la première que la deuxième phrases de l'article 15 imposent des obligations juridiques que les Communautés européennes n'ont pas respectées. À titre subsidiaire, le Brésil affirme que si les Communautés européennes ont bien exploré des solutions constructives conformément à l'article 15, les représentants du gouvernement brésilien et ceux de Tupy n'en ont jamais été informés.

[74] La partie pertinente de nos procédures de travail dispose ce qui suit: "Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par un autre Membre au Groupe spécial et que ce Membre aura désignés comme tels, et ils ne divulgueront pas ces renseignements à des personnes qui ne sont pas impliquées dans le différend. Dans les cas où une partie à un différend communiquera au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si demande lui en est faite, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être communiqués au public, dans les dix jours suivant la présentation de sa communication au Groupe spécial."

7.57 Le Brésil fait valoir que la première phrase de l'article 15 traite de l'obligation générale d'accorder une attention spéciale à la situation particulière des pays en développement Membres, tandis que la deuxième phrase concerne une façon possible de s'acquitter de cette obligation. Le Brésil estime que les Communautés européennes n'ont pas pris spécialement en considération la situation particulière du Brésil en tant que Membre en développement et se sont comportées (pour ce qui est de l'imposition d'un "droit moindre") comme elles l'auraient fait s'il s'était agi d'un Membre développé. Le Brésil affirme en outre que les Communautés européennes n'ont pas pris "spécialement en considération" sa situation puisqu'elles n'ont pas tenu compte de certains facteurs qui étaient liés au statut de Membre en développement du Brésil, c'est-à-dire la spécificité du régime de dégrèvement fiscal brésilien ("qui ne peut pas être comparé au régime de TVA complexe qui existe dans les CE et dans d'autres pays développés")[75], et la dévaluation de la monnaie brésilienne.

7.58 S'agissant de la deuxième phrase de l'article 15, le Brésil "pense comme les CE que l'obligation découlant de cette phrase est une obligation d'"explorer" les possibilités de solutions constructives plutôt qu'une obligation d'adopter des solutions constructives"[76], et il partage également l'avis des Communautés européennes selon lequel le Groupe spécial *CE – Linge de lit*[77] a correctement analysé la notion d'"exploration des possibilités de solutions constructives". Le Brésil affirme que c'est lui qui a soulevé la question dans le cadre de contacts bilatéraux au niveau gouvernemental, mais que, si le Groupe spécial devait considérer que ce sont bien les Communautés européennes qui ont soulevé la question, le point de savoir quelle partie l'a soulevée ne serait pas pertinent. Le Brésil fait valoir que l'obligation d'explorer les possibilités de solutions constructives - telles que les engagements en matière de prix - est une obligation vis-à-vis des *exportateurs* et non des Membres de l'OMC, et que (indépendamment de tout contact avec le gouvernement brésilien) les Communautés européennes ont manqué à leur obligation en ne suggérant pas ou en n'indiquant pas la possibilité d'un engagement à l'*exportateur* brésilien directement. Le Brésil ne partage pas l'avis du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, selon lequel l'article 15 s'applique uniquement à l'imposition de mesures antidumping définitives, faisant valoir que l'obligation d'explorer les possibilités de solutions constructives s'applique également à la période précédant l'imposition de mesures provisoires. Selon le Brésil, les Communautés européennes ont enfreint la deuxième phrase de l'article 15 en n'évoquant pas la possibilité d'un engagement avec l'exportateur brésilien avant l'imposition de mesures provisoires.

7.59 Le Brésil n'est pas d'accord avec les CE lorsqu'elles affirment que l'article 15 constitue une exception aux autres obligations énoncées dans l'*Accord antidumping* et que la charge de la preuve incombe au Membre invoquant l'exception.

7.60 Les **Communautés européennes** affirment que la première phrase de l'article 15 n'impose aucune obligation juridique aux Membres, mais elles estiment que même si la première phrase imposait effectivement une obligation, celle-ci serait respectée dès lors que l'obligation énoncée dans la deuxième phrase serait observée. Les Communautés européennes souscrivent à l'approche du Groupe spécial *CE – Linge de lit* en ce qui concerne la deuxième phrase de l'article 15. Elles font valoir qu'elles ont respecté l'article 15. Les engagements en matière de prix sont une "solution constructive" et les Communautés européennes ont évoqué avec le Brésil la possibilité d'un

[75] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 11; voir aussi la première communication écrite du Brésil, paragraphe 101.

[76] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 7, faisant référence à la première communication écrite des CE, paragraphe 35, et à la communication présentée par les États-Unis en tant que tierce partie, annexe B-2, paragraphe 9.

[77] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS141/AB/R.

engagement en matière de prix à trois reprises (y compris à un niveau politique élevé). Les Communautés européennes font valoir qu'"une des caractéristiques inhabituelles de cette enquête a été la participation active manifeste du gouvernement brésilien pour le compte de Tupy" et affirment que les Communautés européennes "avaient toutes les raisons de croire qu'en s'adressant aux fonctionnaires gouvernementaux, elles s'adressaient à Tupy".[78]

7.61 Les Communautés européennes ne contestent pas le fait que le Brésil est un Membre en développement, mais elles contestent le fait que l'imposition de droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie porte atteinte aux "intérêts essentiels" du Brésil au sens de l'article 15. Les Communautés européennes estiment que, puisque l'article 15 est une exception aux règles de l'*Accord antidumping*, il appartient au Membre en développement concerné de prouver qu'il est justifié pour lui d'invoquer l'exception.

7.62 Les Communautés européennes invoquent le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit* pour étayer l'affirmation selon laquelle la disposition s'applique uniquement à l'application de mesures antidumping définitives.

b) Arguments des tierces parties

7.63 Les **États-Unis** affirment que l'article 15 de l'*Accord antidumping* porte sur des questions de procédure et n'exige pas un résultat particulier. Ils font valoir que la première phrase de l'article 15 n'énonce pas une obligation de fond concernant un quelconque résultat particulier. Rien dans le texte de la première phrase ne permet de conclure que les Membres développés sont tenus de recourir à des pratiques distinctes en ce qui concerne les méthodes utilisées pour déterminer l'existence d'un dumping. Les États-Unis font également valoir que rien dans la deuxième phrase de l'article 15 n'exige qu'un Membre développé "propose" des solutions constructives, ni n'exige un quelconque résultat particulier. En outre, l'obligation d'"explorer" des solutions constructives naît uniquement lorsque l'application de droits antidumping risque de porter atteinte aux "intérêts essentiels" du Membre en développement. En conséquence, lorsqu'un Membre en développement cherche à obtenir l'application de l'article 15, il doit démontrer à l'autorité chargée de l'enquête qu'il existe des "intérêts essentiels" en cause dans l'affaire et que l'application de droits antidumping leur *porterait* atteinte. Un groupe spécial, quant à lui, doit tout d'abord déterminer si le Membre en développement a bien effectué ces démonstrations. Toute lecture de la clause des "intérêts essentiels" qui ne met pas en évidence sa nature limitative ne peut pas être une lecture admissible.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.64 L'article 15 de l'*Accord antidumping*, intitulé "Pays en développement Membres", dispose ce qui suit:

> Il est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres.

7.65 Les divergences entre les parties sont centrées sur la nature de l'obligation ou des obligations juridiques imposées par les deux phrases de l'article 15 de l'*Accord antidumping*, et sur le moment de l'application et le champ d'application de l'obligation ou des obligations.

[78] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 6.

7.66 En conséquence, le **Groupe spécial** examine tout d'abord le texte de la première phrase de l'article 15, puis celui de la deuxième phrase, afin de déterminer la nature de l'obligation ou des obligations juridiques imposées, ainsi que le moment de l'application et le champ d'application de la disposition.

7.67 Nous examinons tout d'abord la nature de l'obligation juridique, s'il y en a une, qui est imposée par la première phrase de l'article 15. Le Brésil affirme que la première phrase ne crée pas d'obligation de fond concernant un quelconque résultat particulier mais traite de l'obligation générale d'accorder une attention spéciale à la situation particulière des pays en développement Membres, et que la deuxième phrase indique une façon possible de s'acquitter de cette obligation.[79] Pour leur part, les Communautés européennes contestent que la première phrase énonce une quelconque obligation.[80]

7.68 Nous pensons comme le Brésil qu'aucune prescription concernant un quelconque résultat spécifique n'est énoncée dans la première phrase de l'article 15. Nous sommes également d'avis que, même à supposer que la première phrase de l'article 15 impose une obligation générale aux Membres, elle ne contient manifestement pas de termes opérationnels délimitant la portée ou la nature précises de cette obligation ou imposant à un pays développé Membre d'entreprendre une quelconque action spécifique. La deuxième phrase sert à donner des indications opérationnelles quant à la nature de l'action spécifique requise.[81] Respecter les obligations énoncées dans la deuxième phrase de l'article 15 reviendrait donc forcément, selon nous, à respecter toute obligation générale dont on pourrait faire valoir qu'elle figure dans la première phrase. Nous ne considérons pas cela comme une "réduction" de la première phrase à la deuxième, comme nous l'a laissé entendre le Brésil. Au contraire, la deuxième phrase expose certaines modalités opérationnelles de la première phrase.

7.69 Nous examinons ensuite les obligations imposées par la deuxième phrase de l'article 15. Notre point de départ est naturellement le texte de cette phrase:

> "Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres."

7.70 S'agissant de la deuxième phrase, bien qu'il n'y ait pas de désaccord entre les parties sur certains aspects fondamentaux de la nature de l'obligation d'"explorer" "les possibilités de" solutions

---

[79] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 8.

[80] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 14.

[81] À cet égard, un groupe spécial antérieur a constaté ce qui suit: "la première phrase de l'article 15 n'impose aux Membres aucune obligation, spécifique ou générale, d'entreprendre une action particulière". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde* ("*États-Unis – Tôles en acier*"), WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.110. Nous rappelons également que le Groupe spécial du GATT *CEE – Fils de coton*, examinant des arguments semblables concernant l'article 13 de l'Accord du Tokyo Round (qui est pour l'essentiel identique à l'article 15 de l'*Accord antidumping*), a dit ce qui suit:

> "582. … Le Groupe spécial a estimé que l'article 13 devait être interprété dans son ensemble. À son avis, en assumant pour les seules fins de l'argumentation qu'une obligation découlait de la première phrase de l'article 13, **le libellé de cette phrase ne renfermait aucune disposition exécutoire circonscrivant la portée de l'obligation**. Pareille disposition ne se trouvait que dans la deuxième phrase de l'article 13, qui disposait que "les possibilités de solutions constructives prévues par le présent code ser[aient] explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement"."

Rapport du Groupe spécial *Communauté économique européenne – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil* ("*CEE – Fils de coton*"), adopté le 30 octobre 1995, IBDD S42/16, paragraphe 582 (pas de caractère gras dans l'original).

constructives, les avis des parties divergent sur le moment de l'application et le champ d'application de la disposition ainsi que sur la nature des "solutions constructives" possibles (y compris le point de savoir avec qui et comment ces possibilités doivent être explorées), et sur le sens et le rôle du membre de phrase "porteraient atteinte aux intérêts essentiels" du Brésil en tant que pays en développement Membre visé dans le présent différend.

7.71 Nous examinons la prescription de la deuxième phrase de l'article 15 imposant d'explorer les possibilités de "solutions constructives" prévues par l'*Accord antidumping*.[82] Le terme "remedy" (solution) peut être défini entre autres comme signifiant "a means of counteracting or removing something undesirable; redress, relief" (un moyen de contrecarrer ou de supprimer quelque chose d'indésirable; réparation, correction).[83] Le terme "constructive" (constructif) est défini comme signifiant "tending to construct or build up something non-material; contributing helpfully, not destructive" (tendant à construire et élaborer quelque chose de non matériel; contribuant utilement, non destructif).[84] Nous interprétons donc l'expression "constructive remedies" (solutions constructives) comme désignant les moyens utiles de contrecarrer l'effet du dumping dommageable. Le texte de l'article 15 limite explicitement les types de solutions constructives visés aux solutions constructives "prévues par le présent accord". Nous trouvons des éléments étayant notre approche dans les rapports du Groupe spécial *CE - Linge de lit*[85] et du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier*.[86]

7.72 À ce stade de notre analyse, il est suffisant que nous entérinions l'avis partagé par les deux parties selon lequel l'imposition d'un "droit moindre" ou un engagement en matière de prix constitueraient des "solutions constructives" au sens de l'article 15.[87] En ce qui concerne le sens de la prescription imposant d'"explorer" les possibilités de solutions constructives, nous souscrivons également à l'avis partagé par les parties selon lequel cette obligation consiste de manière affirmative à "explorer" les possibilités de solutions constructives – et non de manière affirmative à "proposer" des solutions constructives. Nous pensons que la notion d'"explorer" ne peut pas être interprétée comme exigeant un quelconque résultat particulier en ce qui concerne la décision de fond qui découle de l'exploration. Nous trouvons des éléments étayant ce point de vue dans le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, où il est dit ce qui suit:

> L'article 15 ne dit pas que des "solutions constructives" doivent être explorées, mais que les "possibilités" de telles solutions doivent être explorées, ce qui tend à indiquer en outre que l'exploration peut aboutir à la conclusion qu'aucune possibilité n'existe, ou qu'aucune solution constructive n'est possible, dans les circonstances particulières propres à un cas donné. Toutefois, dans son contexte, et à la lumière de l'objet et du but de l'article 15, nous considérons que l'"exploration" des possibilités doit être activement entreprise par les autorités du pays développé avec une volonté de parvenir à un résultat positif. Ainsi, à notre avis, l'article 15 n'impose pas l'obligation d'offrir ou d'accepter effectivement telle ou telle solution constructive qui pourrait être identifiée et/ou proposée.[92] Il impose toutefois bel et bien l'obligation d'envisager

[82] Alors que la première phrase de l'article 15 impose aux pays développés l'obligation de prendre "spécialement en considération" la situation des pays en développement Membres, la deuxième phrase de l'article 15 n'est pas aussi limitée.

[83] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon Press, Oxford, 1993.

[84] *Ibid.*

[85] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit, supra*, note 77, paragraphe 6.228.

[86] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier, supra*, note 81, paragraphe 7.112.

[87] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit, supra*, note 77, paragraphe 6.229. Le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a été d'avis que l'imposition d'un "droit moindre" ou un engagement en matière de prix constitueraient des "solutions constructives" au sens de l'article 15 et n'a pas formulé de conclusion quant à la question de savoir quelles autres actions pourraient par ailleurs être considérées comme constituant des "solutions constructives" au sens de l'article 15 car aucune ne lui avait été proposée.

activement, avec un esprit ouvert, la possibilité d'une telle solution avant l'imposition d'une mesure antidumping qui porterait atteinte aux intérêts essentiels d'un pays en développement.

---

[92] Nous notons que notre interprétation de l'article 15 à cet égard est compatible avec celle d'un groupe spécial du GATT qui avait examiné l'"ancêtre" de cette disposition, l'article 13 du Code antidumping du Tokyo Round, qui est pour l'essentiel identique à l'actuel article 15. Ce groupe spécial avait constaté ce qui suit:

> "Le Groupe spécial a noté que si l'application de mesures antidumping "por[tait] atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement", l'obligation qui était faite était d'explorer les "possibilités" de "solutions constructives". **Il était clair, compte tenu de l'utilisation des mots "possibilités" et "explorer", que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues d'adopter des solutions constructives du simple fait que ce genre de solution avait été proposé**". *CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*, rapport du Groupe spécial, ADP/137, adopté le 30 octobre 1995, paragraphe 584 (pas de caractère gras dans l'original).

7.73 Nous devons donc examiner si les autorités des CE ont activement envisagé, avec un esprit ouvert, la possibilité de solutions constructives - c'est-à-dire un engagement en matière de prix ou l'imposition d'un droit moindre[88] - avant l'imposition des mesures antidumping finales dans le cadre de l'enquête en question.

7.74 Le Brésil confirme que ni Tupy ni lui-même n'ont activement fait part aux Communautés européennes d'un désir d'offrir des engagements ou d'envisager d'autres types de "solutions constructives", tout en affirmant que la charge d'entreprendre activement l'exploration - la proposition - de solutions constructives incombe au Membre développé.[89] Les Communautés européennes disent qu'elles ont évoqué la possibilité d'un engagement en matière de prix dans le cadre de contacts bilatéraux au niveau gouvernemental entre elles-mêmes et le Brésil, et elles ont fourni des éléments de preuve à l'appui.[90] Selon les Communautés européennes, le Brésil ne s'est pas montré intéressé par cette possibilité. Bien que les parties fassent des affirmations contraires sur le point de savoir qui a pris l'initiative de soulever "la question" et si "la question" visée était l'enquête concernant les accessoires de tuyauterie en général ou la possibilité d'un engagement en matière de prix en particulier, nous ne pensons pas que ces distinctions soient pertinentes dans ce contexte. Cela tient à ce que nous croyons comprendre qu'il n'y a pas de désaccord entre les parties sur le fait que la

---

[88] Les parties sont d'accord sur le fait que l'imposition d'un "droit moindre" pourrait constituer une solution constructive au titre de l'article 15 et nous ne considérons pas que le Brésil conteste le fait que les CE ont effectivement imposé un droit moindre. Au contraire, le Brésil affirme que le choix des CE d'imposer un droit moindre est prescrit par les articles 7 2) et 9 4) du règlement de base et n'est pas une conséquence des obligations énoncées à l'article 15 de l'*Accord antidumping*; les CE appliquent cette règle que le Membre dans lequel se trouve l'exportateur soit un pays en développement ou un pays développé. Voir la réponse du Brésil à la question n° 7 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[89] Réponse du Brésil à la question n° 3 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[90] Il s'agissait notamment de réunions entre les fonctionnaires des CE et du Brésil qui ont eu lieu le 23 mars 2000 (avec le Commissaire européen au commerce, M. Lamy, et une délégation brésilienne comprenant le Ministre brésilien du développement, de l'industrie et du commerce et le Secrétaire exécutif de la Chambre du commerce extérieur brésilienne, dont il est rendu compte dans la pièce n° 6 des CE); le 9 mai 2000 (réunion préparatoire, dont il est rendu compte dans la pièce n° 2 des CE); et les 25 et 26 mai 2000 (Comité conjoint Communautés européennes-Brésil, dont il est rendu compte dans la pièce n° 4 des CE).

question d'un engagement en matière de prix a été examinée dans le cadre des échanges entre les fonctionnaires des CE et du Brésil.

7.75 Nous estimons que l'idée du Brésil selon laquelle l'exploration des possibilités de solutions constructives doit être effectuée directement avec l'*exportateur* du pays en développement et les affirmations connexes du Brésil sont difficilement conciliables avec l'obligation établie par le texte de l'article 15 de prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres et non de sociétés données. Il est dit à l'article 15 qu'il faut prendre spécialement en considération "la situation particulière des pays en développement Membres". En outre, en particulier dans le contexte d'une enquête comme celle-ci, à laquelle les fonctionnaires du gouvernement brésilien ont été fréquemment associés - y compris en assistant à des réunions bilatérales où des questions relatives à l'enquête ont été soulevées et en ayant des communications avec les fonctionnaires des CE au sujet de questions abordées dans l'enquête, montrant qu'ils connaissaient bien certains détails de l'affaire[91], il nous semble qu'examiner la possibilité d'engagements en matière de prix avec ces fonctionnaires gouvernementaux était une façon tout à fait raisonnable d'explorer la possibilité d'une solution constructive sous la forme d'un engagement en matière de prix de la part de la société concernée.[92]

7.76 Comme nous avons constaté que les Communautés européennes avaient exploré de façon adéquate les possibilités de solutions constructives sous la forme d'un engagement en matière de prix, il n'est pas nécessaire que nous examinions aussi si elles ont exploré de façon adéquate les solutions constructives sous la forme de l'imposition d'un "droit moindre".

7.77 Nous examinons ensuite l'argument du Brésil selon lequel il peut y avoir des solutions constructives au sens de l'article 15 autres que le "droit moindre" et les engagements en matière de prix. Le Brésil estime que l'expression "solutions constructives" englobe des engagements autres que des engagements en matière de prix (par exemple des engagements limitant les quantités à exporter vers les Communautés européennes qui, selon le Brésil, sont acceptés en pratique par les Communautés européennes). Le Brésil affirme donc que les Communautés européennes n'ont pas exploré toutes les possibilités de solutions constructives en n'envisageant pas des engagements autres que des engagements en matière de prix.[93] Selon les CE, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial aille jusqu'à examiner la question de savoir s'il peut y avoir des solutions constructives autres que des engagements en matière de prix ou l'application de la règle du droit moindre. Les Communautés européennes affirment que l'exploration d'autres types d'engagements (autres que des engagements en matière de prix) n'est pas une "solution" envisagée par l'*Accord antidumping*.

7.78 Nous ne sommes pas d'accord avec le Brésil quand il affirme que l'expression "solutions constructives" englobe aussi des engagements autres que des engagements en matière de prix (par exemple des engagements limitant les quantités à exporter vers les Communautés européennes qui, selon le Brésil, sont acceptés en pratique par les Communautés européennes) et que "toute mesure qui

---

[91] Par exemple, communications écrites adressées par l'Ambassadeur du Brésil à Bruxelles aux fonctionnaires des CE, datées du 10 décembre 1999, du 29 janvier 2000 et du 23 février 2000 (pièces n° 27 à 29 des CE).

[92] En réponse à la question posée par le Groupe spécial de savoir si le gouvernement brésilien avait informé Tupy de la possibilité de rechercher un engagement en matière de prix avec les Communautés européennes à la suite des réunions tenues entre les fonctionnaires du gouvernement brésilien et ceux des CE, le Brésil a répondu ce qui suit: "Le gouvernement brésilien n'a pas trace de contacts avec l'exportateur brésilien concernant la question des engagements. En fait, il n'était pas du tout nécessaire que le Brésil informe l'exportateur brésilien de la possibilité d'un engagement en matière de prix …" Réponse du Brésil à la question n° 1 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-7.

[93] Réponse du Brésil à la question n° 4 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-7.

aurait un effet moins restrictif qu'un droit antidumping devrait être autorisée au titre de l'article 8".[94] Dans ce contexte, nous notons que l'article 8.1 envisage aussi la possibilité pour un exportateur de s'engager à "ne plus exporter vers la zone en question à des prix de dumping". Cette disposition vise spécifiquement l'engagement de ne pas vendre *à des prix de dumping*. Elle n'envisage pas une limitation de la quantité du produit exporté. En outre, le titre de l'article 8 est "Engagements en matière de prix" et non "Engagements" ou "Engagements en matière de prix ou autres". Ces éléments étayent notre avis selon lequel des "engagements" quantitatifs ne sont pas une solution prévue dans l'*Accord antidumping* et selon lequel l'article 15 n'impose donc aucune obligation d'explorer des engagements autres que des engagements en matière de prix dans le cas des pays en développement Membres. Par conséquent, nous ne souscrivons pas à l'argument du Brésil selon lequel l'*Accord antidumping* "n'empêche pas" les Membres de l'OMC d'accepter des engagements quantitatifs, des contingents tarifaires ou des contingents en matière de prix.[95] Nous ne considérons pas ces engagements comme des solutions prévues par l'Accord et nous n'estimons donc pas que l'article 15 *impose l'obligation* d'envisager des engagements autres que des engagements en matière de prix aux pays développés Membres.

7.79 Par conséquent, nous sommes d'avis que les Communautés européennes n'ont pas manqué à leurs obligations au titre de l'article 15 en n'explorant pas les possibilités d'engagements autres que des engagements en matière de prix. Nous souhaitons bien préciser que nous ne formulons aucune conclusion quant à savoir quelles autres actions pourraient être considérées comme constituant des "solutions constructives" au sens de la deuxième phrase de l'article 15, étant donné que les parties n'ont pas spécifiquement évoqué d'autres solutions possibles de ce type devant nous.[96] Il convient aussi de noter que le Brésil confirme que ni lui ni Tupy n'ont proposé une option autre qu'un engagement en matière de prix (ou tout autre type de solution constructive) pendant l'enquête.[97]

7.80 Pour ce qui est de la question du moment de l'application et du champ d'application de l'article 15, nous rappelons l'argument du Brésil selon lequel les Communautés européennes ont enfreint la deuxième phrase de l'article 15 en n'évoquant pas la possibilité d'un engagement avec l'exportateur brésilien *avant* l'imposition des mesures provisoires. Le Brésil ne partage pas l'avis du Groupe spécial *CE - Linge de lit* selon lequel l'article 15 s'applique uniquement à l'imposition de mesures antidumping définitives, et il fait valoir que l'obligation d'explorer les possibilités de solutions constructives s'applique également à la période précédant l'imposition de mesures provisoires. Le Brésil affirme que, si le raisonnement du Groupe spécial *CE – Linge de lit* devait prévaloir, il ne serait pas nécessaire d'assortir le terme "droit" d'un qualificatif dans l'Accord. Faisant valoir que ce n'est en fait pas ce qui se passe dans l'Accord, le Brésil appelle notre attention sur l'article 12.2 et l'article 12.2.2 dont les parties pertinentes disposent ce qui suit, respectivement: "… et de la suppression d'un droit antidumping définitif", et "… l'imposition d'un droit définitif …". Par ailleurs, le Brésil affirme que si les rédacteurs avaient eu l'intention de donner un sens uniforme au terme "droit" dans l'ensemble du texte, ils auraient utilisé, par exemple, une note de bas de page, comme ils l'ont fait pour le terme "dommage" (note de bas de page 9 relative à l'article 3).[98] Le Brésil soutient que l'imposition d'une mesure provisoire, quelle que soit la forme qu'elle prend, porte atteinte

[94] Voir les réponses du Brésil aux questions n° 4 et 5 posées par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-7.

[95] *Ibid.*

[96] Même si le Brésil a dit que des contingents tarifaires ou des contingents en matière de prix pouvaient éventuellement constituer d'autres types de solutions constructives, nous ne considérons pas qu'il a présenté des affirmations spécifiques au sujet de ces instruments. En fait, il a affirmé que c'était aux Communautés européennes d'élaborer et de proposer une solution constructive. Voir la réponse du Brésil à la question n° 5 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-7.

[97] Réponse du Brésil à la question n° 3 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[98] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 18.

aux intérêts du pays en développement Membre concerné car elle limite, dès le tout début, l'accès du produit visé au marché du pays développé.[99]

7.81 Pour leur part, les Communautés européennes invoquent le rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit* pour étayer l'idée que la disposition s'applique uniquement à l'application de mesures antidumping définitives.

7.82 Nous considérons que le membre de phrase "préalablement à l'application de droits antidumping" figurant à l'article 15 fait référence à la période précédant l'application de droits antidumping définitifs et non à la période précédant l'imposition de mesures provisoires quelconques. Il est clair que l'*Accord antidumping* utilise toujours l'expression "mesures provisoires" pour faire référence aux mesures imposées avant la clôture de l'enquête.[100] Une distinction est faite dans le texte de l'Accord entre les mesures provisoires (qui peuvent prendre la forme d'un droit provisoire ou d'une garantie du type dépôt en espèces ou cautionnement) et les droits antidumping, ces derniers s'entendant toujours de mesures définitives. Par conséquent, le sens ordinaire de l'expression "droits antidumping" figurant à l'article 15, en particulier lorsqu'elle est lue dans le contexte des autres dispositions de l'Accord, s'entend de l'imposition de droits antidumping définitifs après la clôture du processus d'enquête.[101] Lu dans cette perspective, le terme "préalablement" figurant à l'article 15 fait référence à la période précédant l'imposition de droits définitifs (en tout état de cause, des engagements en matière de prix ne peuvent pas être demandés ou acceptés avant l'établissement d'une détermination préliminaire positive (voir l'article 8.2)). Cela est tout à fait compatible avec la première phrase de l'article 15 où il est dit que les Membres devront prendre spécialement en considération la situation "quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping".[102] En conséquence, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas manqué à leur obligation au titre de l'article 15 en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives *avant* l'imposition de la mesure provisoire.

7.83 Puisque nous avons constaté que les Communautés européennes avaient exploré les possibilités de solutions constructives au sens de l'article 15, il n'est pas nécessaire que nous examinions la question de savoir si les droits antidumping "porteraient atteinte" aux "intérêts essentiels" du Brésil en l'espèce, au sens de la deuxième phrase de l'article 15. Dans la mesure où les allégations du Brésil se rapportent au contenu des règlements provisoire et définitif au regard de l'article 12, nous les examinons *infra*.

7.84 À la lumière de toutes ces considérations, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 15 de l'*Accord antidumping*.

7.85 Nous notons en passant qu'à la Conférence ministérielle de Doha tenue en novembre 2001, les Membres de l'OMC ont adopté la Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, où il est dit que les Ministres reconnaissent[103]:

---

[99] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 17.

[100] L'article premier de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit: "Une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord." (note bas de page omise) Les articles 8.1 et 10.1 mentionnent des "mesures provisoires" et des "droits antidumping …". Voir également les articles 7, 9 et 17.4.

[101] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue dans le rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit, supra*, note 77, paragraphes 6.231 et 6.232.

[102] À cet égard, nous notons le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier, supra*, note 81, paragraphe 7.111.

[103] WT/MIN(01)/17, 20 novembre 2001, paragraphe 7.2.

> "que, si l'article 15 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 est une disposition impérative, les modalités de son application gagneraient à être clarifiées. Par conséquent, il est donné pour instruction au Comité des pratiques antidumping, par l'intermédiaire de son groupe de travail de la mise en œuvre, d'examiner cette question et de formuler dans un délai de 12 mois des recommandations appropriées sur la manière de donner effet à cette disposition".

Les Membres de l'OMC procèdent actuellement à des discussions suite à cette décision ministérielle. Il ne nous appartient pas de présupposer l'issue de ces discussions.

2. Point 2: demande d'ouverture et ouverture de l'enquête (allégations retirées)

7.86 Le Brésil retire ses allégations concernant la demande formulée dans le cadre du point 2.[104] Nous n'examinons donc pas ces allégations.

3. Point 3: dévaluation de la monnaie

a) Arguments des parties

7.87 Le **Brésil** allègue que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article premier de l'*Accord antidumping* et l'article VI du *GATT de 1994* en imposant une mesure antidumping alors qu'il n'existait pas de dumping en raison des effets de la dévaluation de la monnaie brésilienne sur les prix des produits brésiliens exportés vers les Communautés européennes. Selon le Brésil, l'article VI du GATT de 1994 – tel qu'il est mentionné à l'article premier de l'*Accord antidumping*, et dans le contexte des articles 7 et 11 de l'*Accord antidumping* – autorise "des contre-mesures uniquement pour combattre et pour neutraliser le dumping *actuel*".[105]

7.88 À titre subsidiaire, le Brésil allègue que les Communautés européennes ont violé l'article 11.1 de l'*Accord antidumping* en maintenant la mesure alors qu'elle n'était pas nécessaire pour contrebalancer le dumping, et l'article 11.2 en n'engageant pas d'office, parallèlement à l'imposition de la mesure, un réexamen de la nécessité de maintenir le droit compte tenu de la dévaluation de la monnaie. Le Brésil affirme qu'il ne pouvait pas demander un réexamen car la législation communautaire prévoit qu'un réexamen peut être engagé "sous réserve qu'une période raisonnable d'au moins un an se soit écoulée depuis l'institution de la mesure définitive". Les Communautés européennes avaient l'obligation d'engager d'office un réexamen "si cela se justifi[ait]". Les données communiquées aux Communautés européennes concernant le quatrième trimestre de la période couverte par l'enquête "auraient dû leur fournir suffisamment d'éléments indiquant que les marges de dumping dont elles avaient constaté l'existence pour l'exportateur brésilien au début de la période couverte par l'enquête avaient totalement disparu" à la fin du dernier trimestre de ladite période et "auraient dû au moins conduire les CE à engager un réexamen immédiat pour évaluer si le phénomène avait subsisté".[106] Le Brésil affirme ce qui suit: la législation communautaire "empêchait par un délai"[107] Tupy de demander un réexamen dans l'année suivant l'imposition des droits antidumping définitifs; Tupy n'a à aucun moment demandé un réexamen[108]; et le "réexamen" engagé par les

[104] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 24.
[105] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 27.
[106] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 39.
[107] Voir par exemple la réponse du Brésil à la question n° 7 posée par les CE après la première réunion du Groupe spécial, annexe E-2.
[108] Réponse du Brésil à la question n° 6 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

Communautés européennes en décembre 2001 ne concernait que la question de la "réduction à zéro" et ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

7.89 Les **Communautés européennes** font valoir que, conformément à l'*Accord antidumping* et à la pratique de la plupart des Membres, elles ont calculé les marges de dumping pour une période de 12 mois se terminant avant la date d'ouverture de l'enquête. Selon les Communautés européennes, l'Accord ne contient aucune obligation juridique imposant à un Membre d'examiner si les circonstances existant après la fin de la période couverte par l'enquête mais avant l'imposition de la mesure justifient encore l'imposition. Pour les Communautés européennes, il n'y a en l'espèce aucun élément de preuve indiquant que le dumping a cessé au cours de la période couverte par l'enquête. En tout état de cause, la dévaluation de la monnaie brésilienne est intervenue pendant la période couverte par l'enquête et ses effets étaient pris en compte dans les données utilisées par les autorités des CE.

7.90 S'agissant des allégations subsidiaires formulées par le Brésil au titre de l'article 11.1 et 11.2, les Communautés européennes estiment que les conséquences de la dévaluation sur la marge de dumping de Tupy dépendraient des décisions prises par Tupy en matière de prix et qu'il n'était "en aucun cas acquis" que la dévaluation entraînerait une réduction de la marge de dumping.[109] Les autorités communautaires ne pensaient pas que la dévaluation qui était intervenue pendant la période couverte par l'enquête était un événement justifiant un réexamen. Pour les Communautés européennes, l'engagement d'office est un cas de figure résiduel, qui est approprié dans des circonstances extrêmes ou inusuelles. Les Communautés européennes indiquent aussi qu'à la demande d'un autre exportateur, elles ont ensuite engagé (en décembre 2001) un réexamen des droits qui font l'objet du présent différend[110], portant sur la période allant du 1er janvier au 30 septembre 2001, mais que Tupy n'a pas collaboré à ce réexamen.

b) Arguments des tierces parties

7.91 Le **Chili** fait observer que l'article VI:1 du *GATT de 1994* et l'article 11.1 de l'*Accord antidumping* disposent qu'un droit antidumping ne doit pas excéder la marge de dumping et que le droit peut rester en vigueur uniquement le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping. En établissant la marge de dumping en l'espèce, les Communautés européennes n'ont pas tenu compte d'une série de facteurs importants, y compris la dévaluation. L'autorité chargée de l'enquête doit évaluer à nouveau si le dumping existe encore dans les cas où les circonstances changent de telle façon que la marge de dumping calculée ne correspond plus à la situation. Les notions de conditionnalité et de proportionnalité mentionnées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée - Produits laitiers* sont implicites dans l'article VI:1 du *GATT de 1994* et dans l'article 11.1 de l'*Accord antidumping*.

7.92 Les **États-Unis** notent que l'*Accord antidumping* représente les règles convenues pour déterminer comment mettre en œuvre l'article VI:2 du *GATT de 1994* en identifiant et en neutralisant le dumping dommageable. L'article VI et l'*Accord antidumping* sont censés être lus conjointement. Les États-Unis font aussi valoir que l'*Accord antidumping* prévoit des réexamens au titre de l'article 11. La note de bas de page 22 relative à l'article 11 confirme que, même s'il est constaté qu'il n'y a pas eu de dumping au cours d'une période postérieure à celle qui a été examinée pendant l'enquête initiale, cela n'oblige pas en soi les autorités à supprimer l'ordonnance instituant les droits définitifs. En outre, comme le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* l'a reconnu[111], l'article 11.2 n'exige

[109] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 9.

[110] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 10. Journal officiel des CE C/342/5 du 5 décembre 2001, pièce n° 26 des CE.

[111] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus originaires de Corée* ("*États-Unis – DRAM*"), WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, DSR 1999:II, 521, paragraphes 6.26 à 6.29.

pas que, s'il est constaté dans un réexamen qu'il n'existe pas de dumping, une ordonnance soit abrogée au motif que les droits ne sont plus "nécessaires". Il n'y a rien dans le texte de l'*Accord antidumping* ou dans l'article VI:2 qui justifie l'argument du Brésil.

c) Évaluation par le Groupe spécial

i) Allégation formulée par le Brésil au titre de l'article premier de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994

7.93 Nous commençons notre examen de l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'article premier de l'*Accord antidumping* en rappelant le texte de ces dispositions conventionnelles.

7.94 L'article VI:2 du *GATT de 1994* dispose qu'un Membre peut percevoir un droit antidumping "[e]n vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping".

7.95 L'article premier de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> "Une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord. Les dispositions qui suivent régissent l'application de l'article VI du GATT de 1994 pour autant que des mesures soient prises dans le cadre d'une législation ou d'une réglementation antidumping." (note de bas de page omise)

7.96 La chronologie pertinente propre à la présente affaire est la suivante: l'enquête a été ouverte le 29 mai 1999. La période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping allait du 1er avril 1998 au 31 mars 1999. La "période d'examen du dommage" allait du 1er janvier 1995 au 31 mars 1999. Une dévaluation de 42 pour cent de la monnaie brésilienne s'est produite en janvier 1999 (c'est-à-dire au début du dernier trimestre de la période couverte par l'enquête). Le règlement provisoire est daté du 28 février 2000 et le règlement définitif du 11 août 2000.

7.97 Nous considérons que la question qui se pose ici est de savoir si une autorité chargée de l'enquête, ayant établi l'existence d'un dumping sur la base de la période couverte par l'enquête, est obligée, au titre de l'article premier de l'*Accord antidumping* et de l'article VI du *GATT de 1994*, de réévaluer cette détermination immédiatement avant d'imposer des droits antidumping définitifs.

7.98 Nous croyons comprendre que le Brésil ne conteste pas spécifiquement, dans ce contexte, les constatations des autorités communautaires chargées de l'enquête pendant la période couverte par l'enquête[112] en ce qui concerne la marge de dumping. En fait, le Brésil nous a précisé que ce qu'il soutenait, c'était qu'après la dévaluation de la monnaie brésilienne, les constatations et déterminations des CE concernant la période couverte par l'enquête étaient devenues "caduques".[113]

7.99 Pour examiner la question qui nous est soumise, nous estimons qu'il est important de garder toujours présents à l'esprit deux éléments: premièrement, la distinction temporelle entre la "période couverte par l'enquête" et les périodes ultérieures précédant et suivant l'imposition de la mesure antidumping; et deuxièmement, la nature de la méthode utilisée pour la détermination de l'existence d'un dumping au cours de cette période couverte par l'enquête. Nous allons examiner les arguments du Brésil à la lumière de ces deux éléments.

---

[112] Réponse du Brésil à la question n° 22 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[113] *Ibid.*

7.100 S'agissant de la distinction temporelle entre la période couverte par l'enquête et les périodes ultérieures précédant et suivant l'imposition de la mesure, l'*Accord antidumping* fait référence à la notion de "période couverte par l'enquête".[114] L'utilisation d'une période couverte par l'enquête est donc prévue dans plusieurs dispositions de l'*Accord antidumping*. En outre, le Comité des pratiques antidumping a adopté une "Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping"[115], qui indique, entre autres, que la période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dumping devrait normalement être de 12 mois et ne serait en aucun cas inférieure à six mois, et devrait s'achever à une date aussi proche de celle de l'ouverture de l'enquête que cela est faisable; et que la période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dommage devrait normalement être d'au moins trois ans, à moins qu'une partie auprès de laquelle des données sont recueillies existe depuis moins longtemps, et devrait comprendre la totalité de la période de collecte des données aux fins de l'enquête en matière de dumping.[116]

7.101 Il y a des raisons pratiques d'utiliser une période couverte par l'enquête qui se termine avant la date d'ouverture de l'enquête. Cela garantit que les données qui serviront de base à la détermination finale ne sont en aucune façon affectées par l'ouverture de l'enquête et toute action ultérieure des exportateurs/importateurs. La raison d'être est donc d'obtenir un ensemble déterminé de données qui ne soit pas affecté par le processus d'enquête. Il peut servir de base à l'établissement d'une détermination objective et impartiale par l'autorité chargée de l'enquête. La période couverte par l'enquête se termine à une date aussi proche que possible de la date d'ouverture de l'enquête pour faire en sorte que les données relatives à la période couverte par l'enquête, quoique rétrospectives, concernent cependant le passé récent. L'utilisation d'une période couverte par l'enquête suffisamment longue est essentielle pour s'assurer que tout dumping identifié est durable plutôt que sporadique.

7.102 Le Brésil note que l'article VI du *GATT de 1994* traite du phénomène du dumping et autorise l'imposition de mesures en utilisant des verbes "au présent".[117] Le Brésil étaye son argument selon lequel l'Accord autorise "des contre-mesures uniquement pour combattre et pour neutraliser le dumping *actuel*" en se référant aux éléments contextuels des articles 7 et 11 de l'*Accord antidumping*. Toutefois, nous n'estimons pas que ces éléments contextuels étayent la position du Brésil. L'article 7.1 iii) autorise l'application de mesures provisoires uniquement si "les autorités concernées jugent de telles mesures nécessaires pour empêcher qu'un dommage ne soit causé pendant la durée de l'enquête". L'article 11.1 dispose ce qui suit: "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Nous notons comme le Brésil que, de même que l'article VI du *GATT de 1994*, ces deux dispositions sont au présent et qu'il s'agit de neutraliser le dumping actuel. La question est toutefois de savoir quelle est la meilleure façon de suivre une méthode cohérente et raisonnable pour déterminer l'existence d'un dumping actuel. Nous sommes d'avis que, lue dans le contexte des dispositions que nous avons déjà citées, et compte tenu de la nécessité de suivre une méthode cohérente et raisonnable, une constatation de l'existence d'un dumping pendant une période couverte par l'enquête se situant dans un passé récent est une constatation de l'existence d'un dumping "actuel" aux fins de l'Accord. Cela découle de notre observation selon laquelle les seuls mécanismes prévus dans l'Accord pour déterminer la nécessité ou le caractère approprié de mesures antidumping sont ceux qui se rapportent au dumping, au dommage

[114] Voir, par exemple, les articles 2.2.1, 2.2.1.1, 2.4.1 et 9.5.

[115] Document G/ADP/6, adopté par le Comité le 5 mai 2000.

[116] La notion d'une période couverte par l'enquête fixée pour examiner l'existence d'un dumping existe dans le système du GATT depuis plus de 40 ans. En effet, dans son rapport daté de 1960 un groupe d'experts concernant les droits antidumping et les droits compensateurs a examiné l'utilisation d'un "système de présélection". Voir le *Deuxième rapport sur les droits antidumping et les droits compensateurs* du groupe d'experts, adopté le 27 mai 1960 (L/1141), IBDD S9/204.

[117] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 27.

et au lien de causalité. Il n'est pas envisagé de procédures obligatoires additionnelles pour établir, en plus de cela, le caractère approprié, ou la nécessité, de l'imposition initiale de mesures antidumping.

7.103 Le Brésil lui-même dit que "c'est dans la nature même des enquêtes antidumping d'évaluer une pratique qui a eu lieu dans le passé pour déterminer s'il y a lieu de corriger les conséquences de cette pratique passée dans le futur".[118] Toutefois, le Brésil ajoute que la raison d'être fondamentale de cette approche – à savoir que des circonstances identiques ou très semblables à celles qui existent pendant la période couverte par l'enquête subsisteront, ou au moins sont susceptibles de subsister, de sorte que les mesures correctives joueraient encore leur rôle prédéfini une fois imposées – n'existe pas dans des circonstances comme celles de la présente affaire, qui ont changé radicalement avant l'imposition de mesures antidumping. Le Brésil allègue que l'"approche mécanique" des CE[119] n'a pas tenu compte de manière adéquate de l'effet durable de la dévaluation de la monnaie qui est intervenue pendant le dernier trimestre de la période couverte par l'enquête.

7.104 Pour examiner ces arguments du Brésil, nous nous penchons sur les prescriptions de l'Accord concernant la méthode utilisée pour la détermination de l'existence d'un dumping au cours de la période couverte par l'enquête. L'article 2.4.2 préconise en général "une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction". Il semblerait que l'une et l'autre de ces méthodes exigent, en général, que les données concernant *toute la durée* de la période couverte par l'enquête soient forcément toujours prises en compte. Autrement dit, l'autorité chargée de l'enquête serait généralement privée de la possibilité de limiter son analyse de l'existence d'un dumping à un sous-ensemble particulier de ces données concernant uniquement un sous-segment temporel de la période couverte par l'enquête. Dans la mesure où le Brésil laisse entendre que les autorités communautaires auraient dû se concentrer exclusivement ou particulièrement sur les données concernant la *fin* de la période couverte par l'enquête (après la dévaluation), nous rejetons donc l'argument du Brésil. Nous observons que l'application d'une telle méthode temporelle sélective risquerait en effet de nuire à l'application cohérente et impartiale de l'Accord. Les données concernant la totalité de la période couverte par l'enquête qui sont prises en compte aboutiront à une marge de dumping pour cette période. Cette marge de dumping reflétera les faits nouveaux intervenus pendant la période couverte par l'enquête. Ainsi, les effets de la dévaluation de la monnaie pour les trois derniers mois de la période couverte par l'enquête en l'espèce étaient déjà pris en compte et reflétés dans la marge de dumping calculée par l'autorité communautaire chargée de l'enquête.

7.105 Nous trouvons d'autres éléments contextuels étayant ce point de vue dans la disposition de l'Accord qui traite explicitement des mouvements durables des taux de change pendant la période couverte par l'enquête, c'est-à-dire l'article 2.4.1. Cela nous confirme que l'Accord prévoit la présence d'un mouvement durable des taux de change et que les renseignements concernant la totalité de la période couverte par l'enquête restent pertinents pour déterminer s'il existe des éléments justifiant l'imposition de mesures antidumping.

7.106 L'argument du Brésil semble être centré sur l'idée que "tout calcul ou toute méthode, même compatible avec les prescriptions techniques de l'*Accord antidumping*, qui irait en définitive à l'encontre de l'objet et du but de l'*Accord antidumping*, constitue une violation de ces règles".[120] Le Brésil se réfère à une "obligation générale" en vertu de laquelle les Communautés européennes étaient tenues de ne pas imposer, ou au minimum de suspendre, les mesures antidumping.[121] Comme nous

[118] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 29.
[119] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 31.
[120] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 33.
[121] Réponse du Brésil à la question n° 23 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

sommes tenus d'appliquer les "règles coutumières d'interprétation du droit international public"[122] aux dispositions de l'Accord, il serait essentiel d'avoir une base textuelle imposant une obligation du type de celle que le Brésil mentionne.[123] Toute dérogation à l'obligation d'appliquer les dispositions de l'Accord d'une façon précise et méthodique devrait être explicitement prévue. Toutefois, nous ne voyons rien dans le texte de l'Accord qui justifie l'argument du Brésil selon lequel cette disposition ne s'applique pas "de la même façon" en l'espèce[124], ni l'obligation pour l'autorité chargée de l'enquête de réévaluer sa propre détermination faite sur la base d'un examen des données concernant la période couverte par l'enquête avant l'imposition d'une mesure antidumping à la lumière d'un événement qui est intervenu pendant la période couverte par l'enquête.[125] Nous refusons de donner du texte une lecture incluant une telle disposition. En outre, l'Accord prévoit des mécanismes pour traiter les situations dans lesquelles le dumping diminue ou disparaît après une détermination positive de l'existence d'un dumping établie sur la base de données rétrospectives concernant une période couverte par une enquête se situant dans un passé récent, par exemple à l'article 9.3 (remboursement total ou partiel des droits acquittés) et à l'article 11 (réexamen).

7.107 Par conséquent, en l'absence d'une restriction ou d'une conditionnalité explicites de ce type, l'article premier de l'*Accord antidumping* n'impose pas à l'autorité chargée de l'enquête de réévaluer sa propre détermination faite sur la base d'un examen des données concernant la période couverte par l'enquête avant l'imposition d'une mesure antidumping à la lumière d'un événement qui est intervenu pendant la période couverte par l'enquête.

7.108 Nous constatons donc que le Brésil n'a pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de l'article premier de l'*Accord antidumping* ou de l'article VI:2 du *GATT de 1994* en imposant en l'espèce une mesure antidumping après la dévaluation de la monnaie brésilienne intervenue au début du quatrième trimestre de la période couverte par l'enquête.

ii) Allégations subsidiaires formulées par le Brésil au titre de l'article 11.1 et 11.2 de l'Accord antidumping

7.109 Le Brésil estime que les Communautés européennes ont violé l'article 11.1 en maintenant le droit antidumping dans une mesure qui n'était pas nécessaire pour contrebalancer le dumping, et que les Communautés européennes ont violé l'article 11.2 en ne réexaminant pas parallèlement, de leur propre initiative, la nécessité de maintenir le droit compte tenu de la dévaluation monétaire.

7.110 Comme toujours, nous commençons notre examen des allégations du Brésil en rappelant le texte pertinent de l'Accord. Conformément à l'article 11.1,

> "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage".

---

[122] *Mémorandum d'accord*, article 3:2.

[123] Avec notre constatation, nous n'entendons pas écarter totalement la possibilité qu'une dévaluation monétaire intervenant au cours de la période couverte par l'enquête puisse supprimer toute marge de dumping dont l'existence pourrait être constatée à un moment donné pendant cette période couverte par l'enquête. En tout état de cause, nous sommes d'avis que les effets de toute dévaluation monétaire intervenant pendant la période couverte par l'enquête seraient normalement reflétés dans les données utilisées dans le cadre de calculs dûment effectués pour comparer la valeur normale et le prix d'exportation.

[124] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 32.

[125] Nous prenons note de l'argumentation du Brésil selon laquelle il existe dans le droit interne des Communautés européennes un certain nombre d'affaires qui concernent des circonstances survenant après la période couverte par l'enquête (voir, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphe 168; la réponse du Brésil à la question n° 35 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1). Notre tâche est d'examiner la question sur la base des accords visés. Nous ne nous prononçons donc pas sur la compatibilité avec les règles de l'OMC de la non-application par les CE de cette méthode en l'espèce.

7.111 L'article 11.2 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> "Les autorités réexamineront la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié, de leur propre initiative ou, à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé depuis l'imposition du droit antidumping définitif, à la demande de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen. Les parties intéressées auront le droit de demander aux autorités d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping, si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre. Si, à la suite du réexamen effectué au titre du présent paragraphe, les autorités déterminent que le droit antidumping n'est plus justifié, il sera supprimé immédiatement." (note de bas de page omise)

7.112 Conformément à l'article 11.2, l'autorité chargée de l'enquête est donc tenue, dans les cas où "cela sera justifié", de réexaminer la nécessité de maintenir le droit. Selon le dictionnaire, le sens ordinaire du verbe "warrant" (justifier) est: "To furnish good and sufficient grounds for (a course of action); to render allowable, justify (fournir des motifs valables et suffisants pour (une action); rendre acceptable, légitimer). b. To justify (a person *in* or *to* a course of action) (légitimer (une personne *dans* ou *pour* une action))."[126] Nous considérons donc que le membre de phrase "dans les cas où cela sera justifié" figurant à l'article 11.2 désigne des circonstances fournissant des motifs valables et suffisants pour l'engagement d'office d'un réexamen ou légitimant cet engagement d'office. Dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête détermine que de telles circonstances existent, elle doit engager d'office un réexamen. Ce réexamen, une fois engagé, portera sur le point de savoir si le maintien du droit est nécessaire pour contrebalancer le dumping, s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, ou les deux. L'article 11.2 prévoit donc un mécanisme de réexamen pour faire en sorte que les Membres respectent la règle énoncée à l'article 11.1.[127]

7.113 S'agissant des allégations subsidiaires du Brésil concernant l'obligation d'évaluer la nécessité d'imposer des mesures antidumping avant leur imposition ou d'engager immédiatement d'office un réexamen, nous estimons que l'article 11.1 n'établit pas d'obligation indépendante ou additionnelle pour les Membres. En vertu de l'article 11.1 de l'*Accord antidumping*, un droit antidumping ne peut être maintenu que s'il demeure "nécessaire" pour contrebalancer le dumping dommageable. L'article 11.1 énonce une prescription générale, sans équivoque et impérative, selon laquelle les droits antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires" pour contrebalancer le dumping dommageable.[128] Il constitue le fondement des procédures de réexamen définies à l'article 11.2 (et 11.3) en établissant un principe général et primordial, dont les modalités sont énoncées au paragraphe 2 (et au paragraphe 3) de cet article. Sur cette base, nous examinons les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 11.1 et 11.2.

7.114 Nous croyons comprendre que le Brésil allègue que les Communautés européennes ont violé l'article 11.1 en maintenant le droit antidumping dans une mesure qui n'était pas nécessaire pour contrebalancer le dumping, et que les Communautés européennes ont violé l'article 11.2 en ne

---

[126] Oxford English Dictionary Online: http://dictionary.oed.com.

[127] L'Organe d'appel a examiné l'obligation énoncée à l'article 21.1 et 21.2 de l'*Accord SMC* dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni* ("*États-Unis – Plomb et bismuth II*"), WT/DS138/AB/R, adopté le 7 juin 2000, DSR 2000:V, 2601, en ce qui concerne les obligations d'un Membre lorsqu'un réexamen a été engagé. Cette décision ne traite pas de la question de savoir quand l'engagement d'office d'un réexamen est "justifié". Nous pensons néanmoins qu'elle est pertinente pour ce qui est du rapport entre l'article 11.1 et l'article 11.2.

[128] Nous trouvons des éléments étayant cette approche dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis - DRAM*, *supra*, note 111.

réexaminant pas de leur propre initiative, parallèlement à l'imposition de la mesure, la nécessité de maintenir le droit compte tenu de la dévaluation monétaire. De plus, nous croyons comprendre que l'argument du Brésil est centré sur l'effet durable de la dévaluation monétaire, événement qui est intervenu au début du dernier trimestre de la période couverte par l'enquête. Selon le Brésil, les effets de la dévaluation, qui étaient connus et vérifiés par les Communautés européennes, justifiaient un réexamen engagé d'office immédiatement et "il n'était pas nécessaire pour l'exportateur brésilien de fournir un quelconque renseignement additionnel aux CE pour déclencher ce réexamen".[129] Cela était d'autant plus vrai, selon le Brésil, que la législation interne des CE prévoit des réexamens sur demande après qu'"une période raisonnable d'au moins un an se soit écoulée depuis l'institution de la mesure définitive".[130]

7.115 Nous ne sommes pas d'accord. La dévaluation est intervenue en janvier 1999, trois trimestres après le début de la période couverte par l'enquête, et le Brésil ne conteste pas la constatation de l'existence d'un dumping pendant la période couverte par l'enquête dans ce contexte.[131] Bien que nous ne puissions pas exclure la possibilité que les circonstances puissent justifier l'engagement d'office parallèle d'un réexamen dans certaines circonstances, nous ne voyons rien dans l'Accord qui établisse une obligation selon laquelle l'engagement d'office d'un réexamen parallèlement à l'imposition de la mesure est *nécessairement* justifié ou selon laquelle une autorité *doit* engager d'office un réexamen immédiatement au moment de l'imposition des mesures sur la base d'une détermination positive de l'existence d'un dumping portant sur une période couverte par l'enquête se situant dans un passé récent.[132] La détermination sur le point de savoir s'il existe ou non des motifs valables et suffisants pour qu'un réexamen soit engagé d'office dépend nécessairement de la situation factuelle existant dans une affaire donnée et variera nécessairement d'une affaire à l'autre.

7.116 Il est donc nécessaire que nous examinions les faits pertinents entourant l'affaire. Ce faisant, nous considérons que si rien n'empêchait les Communautés européennes d'engager immédiatement un réexamen de leur propre initiative au titre de l'article 11.2, nous sommes d'avis que, même à supposer pour les besoins de l'argumentation que la dévaluation ait entraîné une convergence de la valeur normale et du prix à l'exportation au moment de l'imposition des mesures, on ne savait pas forcément très bien si et dans quelle mesure une telle situation subsisterait. Cela est d'autant plus vrai qu'on ne savait pas très bien quelle serait l'ampleur et l'orientation des éventuels mouvements ultérieurs de la monnaie brésilienne ni quelles décisions Tupy pourrait prendre en matière de prix face à une telle

[129] Réponse du Brésil à la question n° 27 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[130] Le Brésil cite l'article 11.3 du règlement de base des CE, pièce n° 24 du Brésil.

[131] Réponse du Brésil à la question n° 22 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[132] L'argument selon lequel l'article 11.1 et 11.2 *exige* nécessairement la suspension de l'imposition des mesures et/ou l'engagement d'office d'un réexamen immédiat est inconciliable avec la note 22 de l'*Accord antidumping*. La note 22 dispose que, dans les cas où les droits antidumping sont perçus sur une base rétrospective, "si la procédure d'évaluation la plus récente … a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif". Si cette conception de l'article 11.2 devait prévaloir, l'autorité chargée de l'enquête serait obligée au titre de l'article 11.2 de suspendre perpétuellement l'imposition des mesures et/ou d'évaluer continuellement la situation en engageant d'office un réexamen à maintes reprises, et la note 22 serait vidée de son sens car il n'y aurait jamais de droits imposés pour lesquels procéder à une réévaluation. Cela confirme notre point de vue selon lequel, une fois que l'autorité chargée de l'enquête a établi l'existence d'un dumping au cours d'une période couverte par l'enquête se situant dans un passé récent, une absence de dumping (à supposer pour les besoins de l'argumentation qu'il y ait une telle absence, quelle que soit la façon dont son existence est établie) au moment de l'imposition n'empêche pas, en elle-même et à elle seule – et en l'absence de circonstances nouvelles ou modifiées qui n'étaient pas présentes pendant la période couverte par l'enquête – l'imposition d'une mesure et ne rend pas nécessairement un réexamen "justifié" de façon à exiger l'engagement d'office d'un réexamen conformément à l'article 11.2. Le Brésil ne fait pas valoir que de telles circonstances nouvelles ou modifiées sont survenues *après* la période couverte par l'enquête, mais uniquement que la dévaluation a eu des effets durables.

évolution. Il n'était donc pas sûr que, même à supposer pour les besoins de l'argumentation qu'il y ait eu convergence du prix à l'exportation et de la valeur normale au moment de l'imposition des mesures – question qui n'a pas été examinée par les autorités communautaires et que nous n'avons pas besoin d'examiner et n'examinons pas ici aux fins de résoudre la question dont nous sommes saisis – tout "effet durable" de la dévaluation serait une convergence de la valeur normale et du prix à l'exportation.

7.117 Dans la mesure où l'argument du Brésil est que l'effet persistant de la dévaluation entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'imposition de la mesure a été de nature à éliminer tout dumping dont l'existence pendant la période couverte par l'enquête avait été établie, nous rappelons que l'existence d'un mécanisme de fixation des droits au titre de l'article 9.3 est destiné à traiter précisément une situation de ce type. Ce mécanisme (qui, dans le cas des Communautés européennes, est un système de remboursement) vise à faire en sorte que le montant du droit antidumping effectivement recouvré n'excède pas la marge de dumping effective, et des remboursements doivent être accordés pour atteindre cet objectif. Vu que l'*Accord antidumping* prévoit, entre autres choses, le recouvrement des droits sur une base prospective et que l'article 9.3 prévoit un mécanisme de remboursement des droits dans les cas où la marge de dumping effective est inférieure aux droits effectivement recouvrés, il semble découler nécessairement de la structure de l'Accord que les données et calculs se rapportant à la période couverte par l'enquête servent légitimement de base à l'imposition de la mesure.

7.118 Les constatations du Groupe spécial *États-Unis - DRAM*[133] sont pertinentes en l'espèce. Lorsqu'il a examiné la nature d'un réexamen effectué au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping, ce Groupe spécial a rejeté l'opinion selon laquelle l'article 11.2 "exige l'abrogation dès qu'il est constaté qu'un exportateur a cessé de pratiquer le dumping, et selon laquelle le maintien d'un droit antidumping est exclu *a priori* dans tous les cas autres que ceux où il y a un dumping actuel". Ce raisonnement nous donnerait à penser que l'*Accord antidumping* n'exige pas que les autorités chargées de l'enquête prennent après la fin de la période couverte par l'enquête la décision de ne pas imposer de droits ou de réexaminer l'imposition d'un droit immédiatement après l'avoir imposé sur la base d'événements intervenus entre la fin de la période couverte par l'enquête et le moment de l'imposition, encore moins sur la base d'événements intervenus avant la fin de la période couverte par l'enquête.

7.119 Nous constatons donc que le Brésil n'a pas établi que les Communautés européennes avaient violé l'article 11.1 ou l'article 11.2 de l'*Accord antidumping* en imposant des mesures antidumping définitives en l'espèce ou en n'engageant pas d'office, parallèlement à cette imposition, un réexamen après la dévaluation de la monnaie brésilienne qui était intervenue au début du quatrième trimestre de la période couverte par l'enquête.

7.120 Nous croyons comprendre que les allégations de violation formulées par le Brésil à l'encontre des Communautés européennes se concentrent sur le fait que celles-ci n'ont pas engagé d'office un réexamen et sur aucun autre aspect de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*. En particulier, conformément à l'article 11.2, un réexamen peut aussi être engagé à la demande d'une partie "à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé" depuis l'imposition des droits antidumping définitifs. Le règlement de base des CE prévoit qu'un réexamen peut être engagé à la demande d'une partie intéressée sous réserve qu'une période raisonnable d'au moins un an se soit écoulée depuis l'imposition de la mesure antidumping. Toutefois, étant donné que le Brésil a fait valoir que la loi empêchait Tupy de demander un réexamen avant que l'année se soit écoulée et que le Brésil n'a pas fait valoir qu'elle avait jamais demandé un tel réexamen, et que nous notons que Tupy a refusé de participer à un réexamen ultérieur de la mesure, pièces n° 55 et 56 du Brésil, y compris un réexamen engagé en décembre 2001[134], nous n'examinons pas ici cet élément de l'article 11.2.

[133] *Supra*, note 111.
[134] J.O. C 342/5 du 2 décembre 2001, pièce n° 26 des CE.

4. Point 4: montants utilisés pour les bénéfices et les frais ACG dans la valeur normale construite

a) Arguments des parties

7.121 Le **Brésil** allègue que les Communautés européennes ont fait erreur dans le calcul de la valeur normale construite au titre de l'article 2.2 et 2.2.2. En particulier, le Brésil allègue que les Communautés européennes ont utilisé pour construire la valeur normale des données relatives aux ventes de certains types de produits qui "ne permettent pas une comparaison valable" pour cause de "faible volume" au sens de l'article 2.2.[135] Le Brésil a fait valoir que, du fait que l'Accord ne définissait pas l'expression "au cours d'opérations commerciales normales", le texte introductif de l'article 2.2.2 était sujet à interprétation.[136] Le Brésil estime donc que les Communautés européennes ont violé l'article 2.2.2, puisque celui-ci, lu conjointement avec l'article 2.2, prescrit d'établir les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices sur la base de données relatives à des ventes sur le marché intérieur représentatives et réalisées avec un bénéfice. Lorsque l'autorité chargée de l'enquête exclut des données au titre de l'article 2.2, il s'ensuit "logiquement" qu'elle doit exclure ces mêmes données au titre de l'article 2.2.2.[137] Le Brésil invoque aussi l'article 2.4, alléguant qu'en utilisant ces mêmes données en ce qui concerne les marges bénéficiaires et en n'effectuant pas un ajustement au titre de l'utilisation de données relatives à des ventes qui ne permettent pas une comparaison valable, les Communautés européennes ont enfreint la prescription imposant de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation.

7.122 Les **Communautés européennes** admettent avoir utilisé des données se rapportant à des ventes d'un "faible volume" pour établir les marges bénéficiaires au titre du texte introductif de l'article 2.2.2. Elles font valoir que cette approche est envisagée par le texte introductif de l'article 2.2.2, qui prescrit (et autorise) seulement l'exclusion des ventes qui n'ont pas été réalisées "au cours d'opérations commerciales normales" lors de l'établissement des montants correspondant aux bénéfices et aux frais ACG aux fins de la construction de la valeur normale. Les Communautés européennes soutiennent que Tupy n'a pas demandé un ajustement sur cette base pendant l'enquête, que l'allégation au titre de l'article 2.4 est donc irrecevable dans la procédure du présent Groupe spécial et qu'en tout état de cause aucun ajustement de ce type ne serait justifié.

b) Arguments des tierces parties

7.123 Sans prendre position sur les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 2.2 et 2.2.2, les **États-Unis** ne sont pas comme lui d'avis qu'un calcul incorrect de la valeur normale construite puisse constituer une violation de l'article 2.4, ou qu'une violation présumée de l'article 2.4 puisse être utilisée pour étayer une allégation au titre de l'article 2.2 et 2.2.2. Selon les États-Unis, les arguments du Brésil concernant le calcul de la valeur normale construite ont trait à l'établissement de

[135] Selon l'allégation initiale du Brésil, les Communautés européennes ont inclus à tort des données relatives aux bénéfices portant sur un "faible volume" dans leur construction de la valeur normale, et elles ont utilisé des données différentes se rapportant à un ensemble de transactions différent pour les frais ACG, d'une part, et pour les bénéfices, d'autre part. Toutefois, le Brésil ne reprend pas dans sa deuxième communication écrite son allégation concernant l'utilisation de données différentes pour les frais ACG et pour les bénéfices. En fait, nous croyons comprendre que l'argumentation du Brésil a évolué et qu'il allègue à présent que les Communautés européennes ont violé l'article 2.2.2 en incluant, tant pour les frais ACG que pour les bénéfices, des montants correspondant aux ventes de types de produits pour lesquels les ventes sur le marché intérieur n'étaient "pas représentatives" au sens de l'article 2.2 et de la note de bas de page 2 y relative (voir la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 49).

[136] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 45.

[137] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 46 et 47.

la valeur normale au titre de l'article 2.2 et 2.2.2, et non à la comparaison ultérieure de cette valeur avec le prix d'exportation au titre de l'article 2.4.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.124 Nous comprenons comme suit la situation factuelle qui a donné lieu à cette allégation du Brésil.

7.125 Lors de l'enquête correspondante, les Communautés européennes ont défini le produit considéré comme suit: "accessoires de tuyauterie en fonte malléable filetés … assemblés par vissage relevant du code NC ex 7307 19 10".[138] Elles ont également constaté ce qui suit: "les accessoires en fonte malléable produits par l'industrie communautaire et vendus sur le marché de la Communauté et ceux produits dans les pays concernés et exportés vers la Communauté sont des produits similaires, puisque les différents types d'accessoires en fonte malléable ne présentent aucune différence au niveau des caractéristiques physiques et techniques essentielles et des utilisations".[139]

7.126 Les Communautés européennes ont déterminé que les produits correspondant aux codes de produits internes de Tupy 12, 18, 68 et 69 relevaient tous de la définition du "produit visé"/"produit similaire". Seuls étaient exportés vers les Communautés européennes les types de produits désignés par deux de ces codes - les codes 12 et 18.[140]

7.127 Les Communautés européennes ont déterminé la valeur normale pour 1 375 types de produits exportés par Tupy. Elles ont construit la valeur normale pour 809 de ces types.

7.128 En vue de déterminer si, compte tenu du faible volume des ventes intérieures, elles devaient ou non calculer une valeur normale construite, les Communautés européennes ont appliqué le "critère" de 5 pour cent mentionné à la note de bas de page 2 relative à l'article 2.2 de l'*Accord antidumping* - c'est-à-dire ventes sur le marché intérieur d'un volume si faible qu'elles "ne permettent pas une comparaison valable" - d'abord au niveau de l'ensemble des ventes pour chaque producteur-exportateur[141]; puis au niveau des "types" "directement comparables"[142] au produit exporté pour le producteur-exportateur.[143]

---

[138] Règlement provisoire, considérants 9 à 12, confirmés dans le règlement définitif, considérant 9.

[139] Règlement provisoire, considérant 13, confirmé dans le règlement définitif, considérants 14 à 19.

[140] Le tableau ci-après récapitule les quatre types différents (correspondant aux codes de produits internes de Tupy 12, 18, 68 et 69) en indiquant les caractéristiques de base et la destination (vente sur le marché intérieur et exportation vers les CE):

Type de produit visé	Vendu sur le marché intérieur (Brésil)	Exporté pour être vendu sur le marché des CE
12 (filetage BSP)	oui	oui
18 (filetage BSP)	non	oui
68 (filetage NPT)	oui	non
69 (filetage NPT)	oui	non

Dans le règlement provisoire, les Communautés européennes ont utilisé les numéros de contrôle des produits proposés par Tupy dans le questionnaire, et les valeurs normales calculées à partir des ventes sur le marché intérieur l'ont été sur la seule base des types de produits correspondant au code 12. Dans le règlement définitif, en revanche, les CE ont utilisé des numéros de produits internes, en prenant également en compte les données relatives aux types de produits "68" et "69".

[141] Le volume des ventes réalisées sur le marché intérieur par Tupy s'établissait à 22,8 millions d'unités, contre 22,3 millions d'unités exportées vers les CE. Voir la réponse des CE à la question n° 36 du Groupe spécial - première réunion, paragraphe 36, annexe E-3. Notification définitive, pièce n° 16 du Brésil, annexe II, page 8, point 2.11; notification provisoire, pièce n° 11 du Brésil, annexe II, page 1, point 1.1; règlement provisoire, considérant 20.

7.129 Les Communautés européennes ont ensuite examiné si les ventes avaient été réalisées "au cours d'opérations commerciales normales", d'abord pour le produit en général, puis pour chaque type de produit vendu par Tupy au Brésil.[144]

7.130 Dans le cas des types de produits pour lesquels il y avait un niveau de ventes insuffisant (à savoir un volume si faible qu'il "ne permet[ ] pas une comparaison valable") et/ou les ventes n'avaient pas été réalisées au cours d'opérations commerciales normales, les Communautés européennes ont construit la valeur normale.[145,146]

7.131 Les Communautés européennes ont utilisé les données relatives aux frais ACG et aux bénéfices correspondant aux ventes intérieures réalisées au cours d'opérations commerciales normales (que ces ventes aient été considérées ou non comme d'un volume suffisant pour permettre une comparaison valable au sens de l'article 2.2).[147]

7.132 Nous considérons que la question dont nous sommes saisis est de savoir si des données se rapportant à des ventes dont on estime qu'elles "ne permettent pas une comparaison valable" au sens de l'article 2.2 en raison du faible volume relatif des ventes intérieures peuvent être néanmoins utilisées pour déterminer les bénéfices aux fins de la construction de la valeur normale au titre du texte introductif de l'article 2.2.2. Nous examinons tout d'abord le texte des dispositions pertinentes.

7.133 L'article 2.2 prévoit la construction de la valeur normale dans certaines circonstances déterminées. Il se lit comme suit :

> 2.2 Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur[2], de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif, ou avec le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices.
>
> [2] Les ventes du produit similaire destiné à la consommation sur le marché intérieur du pays exportateur seront normalement considérées comme une quantité suffisante pour la détermination de la valeur normale si elles constituent 5 pour cent ou plus des ventes du

---

[142] Il s'agissait de savoir pour chacun des types de produits exportés si la quantité vendue sur le marché intérieur représentait au moins 5 pour cent de la quantité du type de produit identique exportée vers les CE.

[143] Notification provisoire, pièce n° 11 du Brésil, annexe 4; notification définitive, pièce n° 16 du Brésil, annexe II, annexe 4.

[144] Voir le règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 23.

[145] Nous ne considérons pas que le Brésil conteste le fait que les CE ont appliqué certains critères à deux niveaux différents dans leurs calculs, ni l'analyse modèle par modèle à laquelle elles ont procédé.

[146] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérants 26 et 27.

[147] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérants 20 à 27. Lorsque les ventes à des clients indépendants à des prix égaux ou supérieurs au coût de production représentaient au moins 10 pour cent du volume total des ventes intérieures du produit concerné effectuées par la société concernée. Lorsque ce critère n'était pas rempli, la marge bénéficiaire moyenne pondérée des autres sociétés ayant réalisé des ventes suffisantes au cours d'opérations commerciales normales dans le pays concerné a été utilisée. Nous ne considérons pas que le Brésil allègue une quelconque incompatibilité avec l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'application par les CE de ce critère de 10 pour cent.

> produit considéré au Membre importateur, étant entendu qu'une proportion plus faible devrait être acceptable dans les cas où les éléments de preuve démontrent que les ventes intérieures constituant cette proportion plus faible ont néanmoins une importance suffisante pour permettre une comparaison valable.

7.134 L'article 2.2.2 régit le calcul des frais ACG et des bénéfices aux fins de la construction de la valeur normale au titre de l'article 2.2. La partie pertinente de l'article 2.2.2 dispose ce qui suit:

> 2.2.2 Aux fins du paragraphe 2, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête.

7.135 Le texte introductif de l'article 2.2.2 indique clairement que les données se rapportant à des ventes qui n'ont pas été réalisées au cours d'opérations commerciales normales doivent être exclues du calcul de la valeur normale construite.[148]

7.136 Toutefois, cela ne résout pas pleinement la question qui nous est posée. Nous devons examiner si le critère "au cours d'opérations commerciales normales" est le *seul* critère d'exclusion que l'autorité chargée de l'enquête est autorisée à appliquer en ce qui concerne les bénéfices aux fins de la construction de la valeur normale au titre du texte introductif de l'article 2.2.2 et, en particulier, si oui ou non les données se rapportant aux ventes dites "non représentatives" - c'est-à-dire les ventes dont on estime qu'elles "ne permettent pas une comparaison valable" pour cause de faible volume au sens de l'article 2.2 - doivent ou peuvent *aussi* être exclues au titre de l'article 2.2.2 (bien qu'il puisse s'agir de ventes réalisées au cours d'opérations commerciales normales).

7.137 À l'évidence, le texte introductif de l'article 2.2.2 se réfère à l'utilisation de "données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire". Il ne mentionne aucune exception ou réserve additionnelle. Le critère "au cours d'opérations commerciales normales" est le *seul* critère dont le texte de la disposition prévoit explicitement l'application par un Membre pour exclure des données aux fins d'établir les frais ACG et les bénéfices selon la méthode définie dans le texte introductif.

7.138 Nous considérons que l'exclusion explicite concernant les ventes n'ayant pas été réalisées au cours d'opérations commerciales normales figurant dans la première phrase du texte introductif signifie que, dès lors que ne figure par ailleurs dans cette même disposition aucune autre exclusion explicite visant les ventes qui "ne permettent pas une comparaison valable" pour cause de "faible volume", il ne faudrait pas y voir une telle exclusion. À partir de là, nous discernons qu'un Membre n'est pas autorisé à exclure des données réelles - pour d'autres raisons que le fait que les ventes n'ont pas été réalisées au cours d'opérations commerciales normales - du calcul au titre de l'article 2.2.2. À la différence du texte introductif de l'article 2.2, le texte introductif de l'article 2.2.2 n'exclut pas explicitement les données relatives à des ventes dont le volume était si faible qu'il ne permettait pas une comparaison valable. En revanche, la condition relative aux "ventes au cours d'opérations commerciales normales", mentionnée à l'article 2.2, est aussi reprise explicitement dans le texte introductif de l'article 2.2.2. Il ne nous appartient pas de donner du texte du traité une lecture qui

[148] L'article 2.2.1 traite du cas où les ventes du produit similaire peuvent être considérées comme n'ayant pas été réalisées "au cours d'opérations commerciales normales". Il est clair que les données se rapportant à des ventes n'ayant pas été réalisées au cours d'opérations commerciales normales devraient être exclues selon la méthode prévue dans le texte introductif. Nous trouvons des éléments pour étayer ce point de vue dans le rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde* ("*CE - Linge de lit*"), WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphe 82.

inclut des mots qui n'y figurent pas. Dans son sens ordinaire, cette expression englobe les frais ACG réellement encourus et les bénéfices réellement réalisés pour la production et les ventes explicitement spécifiées dans l'Accord.

7.139 À la lumière de ces considérations, nous constatons que le Brésil n'a pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de l'article 2.2.2 en incluant des données relatives à des ventes de "faible volume" dans la construction de la valeur normale.

7.140 Le Brésil a également allégué que les Communautés européennes avaient enfreint la prescription imposant de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation du fait qu'elles avaient utilisé des données se rapportant à des ventes de "faible volume" et n'avaient pas effectué un ajustement pour tenir compte de l'utilisation de telles données au titre de l'article 2.4. Toutefois, nous sommes d'avis que l'article 2.4 n'offre pas de base juridique à l'allégation du Brésil. Les arguments du Brésil concernant le calcul de la valeur normale construite en l'espèce ont trait à la détermination de la valeur normale au titre de l'article 2.2 et 2.2.2 et non à la prescription imposant de procéder ultérieurement à une comparaison équitable avec le prix d'exportation au titre de l'article 2.4. Pour cette raison, nous refusons d'examiner l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 2.4 dans ce contexte.

5. Point 5: valeur normale construite - codes de produits

a) Arguments des parties

7.141 Le **Brésil** affirme que l'article 2.2.2, lu conjointement avec l'article 2.6, exige que, lorsqu'il existe un produit identique, les données relatives aux frais ACG et aux bénéfices pour ce produit identique soient exclusivement utilisées pour construire la valeur normale. C'est seulement en l'absence de ventes d'un tel produit identique que des données relatives aux ventes d'un produit qui présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré peuvent être utilisées. Le Brésil estime donc que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.2 lorsqu'elles ont construit la valeur normale de certains types de produits (des codes "12" et "18"), en incluant des données relatives aux ventes intérieures de types de produits "non identiques" (des codes "68" et "69").[149]

7.142 Les **Communautés européennes** soutiennent avoir correctement inclus les données en question dans la construction de la valeur normale au titre de l'article 2.2.2. Puisque les données se rapportaient aux ventes du produit similaire, il n'y avait pas de raison de les exclure.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.143 Le **Groupe spécial** se réfère à nouveau à la façon dont il comprend la situation factuelle de base à l'origine de l'allégation du Brésil.[150] Les Communautés européennes ont déterminé la valeur normale pour 1 375 types de produits exportés par Tupy. Elles ont construit la valeur normale pour 809 de ces types, dont des types de produits (526) correspondant au code 12 (pour lesquels des

[149] Dans sa deuxième communication écrite, le Brésil ne se réfère pas à son allégation au titre de l'article 2.4 selon laquelle, ayant inclus des données relatives à de telles ventes, les Communautés européennes ont violé l'article 2.4 en refusant d'effectuer des ajustements pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques affectant la comparabilité des prix. La réponse du Brésil à la question n° 45 du Groupe spécial et sa deuxième communication écrite montrent selon nous que le Brésil formule cette allégation au titre de l'article 2.2.2, et non de l'article 2.4. En tout état de cause, nous rappelons ce que nous avons dit *supra* au paragraphe 7.140, à savoir que les arguments du Brésil au sujet du calcul de la valeur normale construite ont trait ici à la détermination de la valeur normale au titre de l'article 2.2 et 2.2.2, et non à l'obligation d'assurer une comparaison équitable avec le prix d'exportation au titre de l'article 2.4.

[150] *Supra*, paragraphes 7.124 et suivants.

produits identiques n'étaient pas vendus sur le marché intérieur ou l'étaient mais en quantités insuffisantes et/ou pas au cours d'opérations commerciales normales); et des types de produits (283) correspondant au code 18.[151]

7.144 Pour construire la valeur normale de certains types de produits correspondant aux codes de produits internes de Tupy "12" et "18" au titre du texte introductif de l'article 2.2.2 (c'est-à-dire en utilisant des données réelles pour les frais ACG et les bénéfices se rapportant à des ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales), les Communautés européennes ont inclus des données relatives aux ventes de types correspondant aux codes de produits internes 12, 68 et 69.

7.145 Le Brésil conteste l'utilisation par les Communautés européennes de données se rapportant à des ventes de types de produits des codes internes "68" et "69", en faisant observer que le seul type de produit vendu sur le marché intérieur auquel les CE devraient se référer pour déterminer, au titre de l'article 2.2.2, les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices pour les types exportés des codes 12 et 18 est le type de produit du code 12, dont les ventes intérieures sont à la fois représentatives et réalisées avec un bénéfice. Selon le Brésil, le type de produit du code "12" est le type de produit identique au type de produit "18". Le Brésil affirme que les types des codes "68" et "69" présentent des différences qui les rendent "non comparables" avec le type de produit du code "18" et que les données se rapportant à ces ventes auraient dû être exclues des calculs au titre de l'article 2.2.2. Le Brésil fait observer que l'article 2.2.2, lu conjointement avec l'article 2.6, indique clairement que, lorsqu'il existe un produit identique, les données relatives aux frais ACG et aux bénéfices correspondants seront utilisées. C'est seulement en l'absence d'un tel produit que des données relatives à un produit non identique mais similaire ou lui ressemblant étroitement peuvent être utilisées.

7.146 Comme toujours, nous prenons pour point de départ de notre examen de l'allégation du Brésil le texte de la disposition invoquée par lui. Nous rappelons l'article 2.2 de l'*Accord antidumping* dont le texte intégral est cité *supra*.[152] L'article 2.2.2 régit le calcul des frais ACG et des bénéfices aux fins de la construction de la valeur normale au titre de l'article 2.2. La partie pertinente de l'article 2.2.2 dispose ce qui suit:

> 2.2.2 Aux fins du paragraphe 2, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête.

7.147 Par conséquent, l'article 2.2.2 prescrit l'utilisation de données réelles relatives aux frais ACG et aux bénéfices correspondant à certaines ventes *du* "produit similaire". Il indique clairement que les données se rapportant à des ventes du produit similaire qui n'ont pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales devraient être exclues du calcul de la valeur normale construite. C'est la seule indication explicite contenue dans la disposition que les données se rapportant à certaines ventes ne devraient pas être prises en compte dans la construction de la valeur normale. Aucune autre donnée relative aux ventes du "produit similaire" ne fait explicitement l'objet d'une telle exclusion.

7.148 L'article 2.6 de l'*Accord antidumping* contient une définition de l'expression "produit similaire". Il se lit comme suit:

---

[151] Voir le règlement provisoire, considérants 20 à 27 et 35 à 37; réponse des CE à la question n° 39 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3, paragraphes 46 et suivants.

[152] *Supra*, paragraphe 7.133.

> 2.6 Dans le présent accord, l'expression "produit similaire" ("like product") s'entendra d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

7.149 La définition de l'expression "produit similaire" figurant à l'article 2.6 régit la manière dont l'autorité chargée de l'enquête détermine la portée de l'expression "produit similaire" aux fins de l'enquête et de l'Accord. Une fois que l'autorité chargée de l'enquête a déterminé la portée de l'expression "produit similaire", la portée de cette définition demeure constante.

7.150 Le texte introductif de l'article 2.2.2 impose l'utilisation de données réelles se rapportant à toutes les ventes pertinentes du produit similaire. Par conséquent, aux termes exprès du texte introductif de l'article 2.2.2, des données réelles se rapportant aux transactions pertinentes concernant des ventes du "produit similaire" - dans son ensemble - peuvent être prises en compte pour construire la valeur normale. Il n'y a pas de disposition selon laquelle la valeur normale construite doit être fondée uniquement sur un sous-ensemble limité de données relatives aux ventes de certains types de produits particuliers relevant de la définition du produit similaire, à l'exclusion cependant des données relatives aux ventes d'autres produits de ce type. Il ne nous appartient pas de donner une lecture du texte du traité qui inclut des mots qui n'y figurent pas.

7.151 Nous constatons donc que le Brésil n'a pas établi que les Communautés européennes, ayant défini le "produit similaire" comme elles l'ont fait, avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2 et 2.2.2 en incluant des données se rapportant à des ventes de types de produits des codes internes 68 et 69, qui relevaient de la définition du "produit similaire", aux fins de construire la valeur normale pour arriver à une marge de dumping pour le produit similaire dans son ensemble.

6. Points 6 et 10: "comparaison équitable" en ce qui concerne la taxation

a) Point 6: IPI Premium Credit

i) Arguments des parties

7.152 Le **Brésil** fait observer que Tupy a obtenu un remboursement de 20 pour cent de la valeur des accessoires de tuyauterie qu'il a exportés vers les CE - l'IPI Premium Credit - en compensation des taxes indirectes frappant sur le marché brésilien des intrants utilisés pour la fabrication du produit exporté. Le Brésil allègue que les CE ont violé: l'article VI:4 du *GATT de 1994* en ne tenant pas pour nul l'effet de l'IPI Premium Credit; et l'article VI:1 du *GATT de 1994* et l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* 1) en manquant à l'obligation de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation du fait de leur refus d'effectuer des ajustements au titre des différences de taxation indirecte affectant la comparabilité des prix; 2) en n'indiquant pas à l'exportateur brésilien quels renseignements additionnels relatifs à l'IPI Premium Credit étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable; et 3) en imposant à l'exportateur brésilien une charge de la preuve déraisonnable consistant à démontrer le caractère justifié de la législation fiscale brésilienne.

7.153 Les **Communautés européennes** font observer qu'elles ont refusé de tenir compte de l'IPI Premium Credit parce que Tupy n'avait pas démontré que ce crédit "compensait" des taxes intérieures "frappant le produit similaire" lorsque celui-ci était destiné à la consommation intérieure au sens de l'article VI:4 du *GATT de 1994*. Les raisons additionnelles expliquant le rejet par les autorités des CE d'un ajustement de la valeur normale au titre de l'IPI Premium Credit étaient que ce dernier n'avait pas été "comptabilisé" de façon systématique, que sa valeur était incertaine et qu'il avait été calculé de manière incorrecte par Tupy.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.154 Le **Groupe spécial** commence son examen de l'allégation du Brésil concernant l'IPI Premium Credit par le texte des dispositions conventionnelles citées par le Brésil. L'article VI:1 du *GATT de 1994* dispose que dans la détermination de l'existence d'un dumping:

> "Il sera dûment tenu compte, dans chaque cas, des différences dans les conditions de vente, des différences de taxation et des autres différences affectant la comparabilité des prix."

7.155 L'article VI:4 du *GATT de 1994* dispose ce qui suit:

> "4. Aucun produit du territoire d'un Membre, importé sur le territoire d'un autre Membre, ne sera soumis à des droits antidumping ou à des droits compensateurs du fait qu'il est exonéré des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsqu'il est destiné à être consommé dans le pays d'origine ou le pays d'exportation, ou du fait que ces droits ou taxes sont remboursés."

7.156 La partie pertinente de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* se lit comme suit:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. … Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable." (note de bas de page omise)

7.157 L'article 2.4 impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de tenir dûment compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix. Les différences de taxation sont explicitement mentionnées comme un facteur qui doit être pris en considération au titre de l'article 2.4 dans la mesure où elles peuvent affecter la comparabilité des prix, et dont il doit être dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités. La dernière phrase de l'article 2.4 prévoit que les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable. L'obligation de tenir dûment compte de ces différences, dans chaque cas selon ses particularités, signifie que l'autorité doit au moins évaluer les différences de taxation identifiées en vue de déterminer si un ajustement est ou non requis pour assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, puis effectuer un ajustement lorsqu'elle le juge nécessaire sur la base de cette évaluation.[153] La question de savoir de quels éléments spécifiques il faudrait "tenir compte" dans tel ou tel cas dépend pour beaucoup des faits particuliers de la cause. La dernière partie de la dernière phrase de l'article 2.4, selon laquelle "la charge de la preuve [que les autorités] imposeront aux parties intéressées ne sera pas déraisonnable" n'exonère pas les parties intéressées de la charge d'étayer leurs affirmations concernant les ajustements demandés. De même, lorsque

[153] Nous trouvons des éléments étayant ce point de vue dans le rapport du Groupe spécial *Argentine - Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie* ("*Argentine - Carreaux en céramique*"), WT/DS189/R, adopté le 5 novembre 2001, paragraphe 6.113.

l'autorité chargée de l'enquête est en possession des renseignements requis pour étayer un ajustement demandé, elle ne serait pas fondée à rejeter purement et simplement cet ajustement.

7.158 Par conséquent, s'il incombe aux autorités chargées de l'enquête d'assurer une comparaison équitable[154], il incombe aussi aux parties intéressées d'étayer leurs affirmations concernant les ajustements de façon aussi constructive que possible. Le devoir qu'a l'autorité chargée de l'enquête d'assurer une comparaison équitable ne peut, selon nous, signifier qu'elle doit accepter *tout* ajustement demandé. Au lieu de quoi, l'autorité chargée de l'enquête doit prendre des dispositions pour se faire une idée claire de l'ajustement demandé et déterminer ensuite si cet ajustement est justifié et jusqu'à quel point. Sur cette base, nous allons examiner l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 2.4.

7.159 Tout en ne s'opposant pas sur le fait que des différences de taxation légitimes peuvent donner lieu à un ajustement au titre de l'article 2.4, les parties sont en désaccord sur le point de savoir si l'IPI Premium Credit remplit les conditions nécessaires pour qu'un ajustement ait été accordé en l'espèce.

7.160 Nous examinons donc les circonstances particulières entourant cette question. Nous avons étudié de près le dossier de l'enquête correspondante, y compris les communications entre Tupy et les Communautés européennes concernant l'IPI Premium Credit. Les Communautés européennes ont indiqué et demandé des renseignements fondés pertinents dans le questionnaire.[155] Tupy a indiqué dans sa réponse au questionnaire que, conformément à la législation brésilienne, "… le gouvernement brésilien accordait aux sociétés exportatrices brésiliennes un remboursement de 20 pour cent sur la valeur FAB pour les impôts indirects acquittés".[156] Au stade du règlement provisoire, les

---

[154] Nous rappelons l'opinion de l'Organe d'appel selon laquelle l'obligation d'assurer une comparaison équitable en vertu de l'article 2.4 "incombe aux autorités chargées de l'enquête", et non aux exportateurs. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud*, *supra*, note 40, paragraphe 178.

[155] Il est dit, entre autres choses, dans le questionnaire: "Veuillez énumérer toutes les taxes intérieures frappant les produits vendus sur le marché intérieur, qui ont fait l'objet d'un abattement à l'exportation ou qui n'ont pas été perçues pour les produits exportés vers la Communauté européenne.

> Pour chacune des taxes énumérées ci-dessus, veuillez fournir la traduction en anglais des lois et règlements autorisant le recouvrement de la taxe, y compris les documents exposant la méthode de calcul, d'établissement et de paiement de la taxe.
>
> Pour chacune des taxes énumérées ci-dessus, veuillez fournir séparément des renseignements sur l'assiette ou le prix imposable, le taux d'imposition, le montant des taxes établies, toutes déductions ou compensations de la taxe et la formule utilisée pour calculer le montant de la taxe.
>
> Veuillez indiquer à quel moment vous êtes juridiquement tenu d'acquitter les taxes ou passible de ces taxes. Précisez à quel moment vous avez effectivement payé les taxes et si vous tenez des comptes séparés pour celles-ci.
>
> Veuillez indiquer dans la liste transaction par transaction ci-après (voir les points 11 et 12) le montant des taxes applicables à chaque vente intérieure.
>
> Veuillez préciser comment vous avez calculé ce montant. (…)
>
> Veuillez établir une liste intitulée "DMALLUR" (fichier informatique - pour plus de détails voir la section H6) de tous les ajustements que vous demandez pour les ventes directes à des clients indépendants sur le marché intérieur, transaction par transaction."

[156] Réponse de Tupy au questionnaire, pièce n° 4 du Brésil, section G-2. Le Décret 491, daté du 5 mars 1969 (présenté en tant que pièce n° 46 du Brésil dans la procédure du présent Groupe spécial) était joint à la réponse au questionnaire, section G-2.2. Voir aussi la première communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 5 du Brésil, point 1.3.2. Dans sa réponse à la lettre indiquant les insuffisances, pièce n° 7 du Brésil, paragraphe C.1.1, Tupy a fait état d'un "remboursement de 20 pour cent" en sus d'un "crédit de 5,37 pour cent au titre des taxes PIS/COFINS sur les intrants". Le Brésil s'est référé dans la procédure du présent Groupe spécial à des dispositions législatives qui ne figuraient pas dans le dossier de l'enquête correspondante au sujet de cette allégation: la Résolution n° 2 de la Commission des incitations à l'exportation du 17 janvier 1979, qui, affirme le Brésil, établit les taux applicables aux produits exportés et établissait un IPI Credit de 20 pour cent pour le produit visé (première communication écrite du Brésil, paragraphe 304;

Communautés européennes ont indiqué leur intention d'"enquêter plus avant sur cette question en vue d'établir le montant exact des impôts indirects qui étaient effectivement remboursés sur les ventes à l'exportation vers la Communauté tout en étant perçus sur le produit similaire considéré lorsque celui-ci était consommé au Brésil".[157] Selon le Brésil, Tupy a présumé au vu de cette déclaration qu'il aurait eu une occasion de fournir plus de renseignements sur la législation brésilienne, si nécessaire. Le Brésil fait observer que les Communautés européennes n'ont cependant pas "enquêté plus avant" sur cette question et que toute incertitude qui subsistait devrait être imputée aux Communautés européennes en tant que manquement à leur obligation au titre de l'article 2.4, en ce qu'elles n'ont pas indiqué à l'exportateur brésilien quels renseignements additionnels concernant l'IPI Premium Credit étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et ont imposé une charge de la preuve déraisonnable à l'exportateur brésilien, à savoir démontrer le caractère justifié de la législation fiscale brésilienne en question. Le Brésil estime que Tupy a fourni tous les renseignements dont elle disposait concernant l'IPI Premium Credit.

7.161 Sur la base du dossier, nous ne considérons pas l'allégation du Brésil selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas "enquêté plus avant sur la question" comme une allégation valide. Les communications de Tupy même après le règlement provisoire contenaient encore des affirmations et des renseignements se rapportant à cette question[158], et les Communautés européennes ont indiqué dans la notification définitive qu'elles avaient "enquêté plus avant sur la demande de prise en compte des impositions à l'importation et impôts indirects présentée par Tupy".

7.162 Dans sa réponse au questionnaire, Tupy a présenté un instrument juridique à l'appui de sa demande d'ajustement au titre de l'IPI Premium Credit. Les Communautés européennes ont déterminé que les prix de vente sur le marché intérieur sur lesquels elles se fondaient étaient "nets" de quatre taxes dont il était établi qu'elles étaient appliquées sur les factures correspondant aux ventes[159], ce qui rendait inutile tout ajustement au titre de ces taxes particulières, et aucune autre taxe n'a été explicitement mentionnée par Tupy comme donnant lieu à compensation au moyen de l'IPI Premium Credit.

7.163 Les Communautés européennes ont souligné la complexité de la question et mis en doute la base sur laquelle un ajustement de 20 pour cent était spécifié. Les CE ayant indiqué que plus d'éléments justificatifs étaient nécessaires, Tupy n'a toujours pas indiqué spécifiquement une quelconque taxe additionnelle particulière frappant les produits considérés et a continué d'affirmer que la législation brésilienne interne prévoyait un tel crédit à hauteur de 20 pour cent.

---

réponse du Brésil à la question n° 54 du Groupe spécial - première réunion, annexe E-1). L'article 17.5 ii) de l'*Accord antidumping* nous interdit de prendre en considération les éléments de preuve factuels qui ne figuraient pas dans le dossier de l'enquête correspondante des CE.

[157] Notification précédant le règlement provisoire, pièce n° 11 du Brésil, annexe II, pages 7 et 8.

[158] Par exemple, quatrième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE; pièce n° 13 du Brésil, annexe II, paragraphes 25 et suivants; ordre du jour de Tupy pour l'audition du 29 mai 2000, pièce n° 14 du Brésil, paragraphe 11.

[159] Ces taxes étaient les suivantes: PIS, COFINS, ICMS et IPI. Les Communautés européennes ont exprimé ce point de vue dans la notification précédant le règlement provisoire, pièce n° 11 du Brésil, annexe II, pages 7 et 8 et présentent pour l'étayer des éléments de preuve tirés du dossier de l'enquête (pièces n° 18 à 20 du dossier de l'enquête). Réponse des CE à la question n° 55 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3. En réponse aux questions du Groupe spécial, le Brésil déclare que "… même si la valeur normale était calculée après déduction de la taxe IPI, il pourrait être justifié d'accorder un ajustement pour tenir compte de l'IPI Premium Credit. Les CE ont simplement refusé un tel ajustement sans indiquer à l'exportateur brésilien quels renseignements additionnels étaient nécessaires pour justifier les différences entre l'IPI Premium Credit et la taxe IPI" (réponse du Brésil à la question n° 10 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-7). Les éléments de preuve figurant dans le dossier ne portent aucune mention positive ni explicite d'une taxe que l'IPI Premium Credit aurait pu compenser.

7.164 Les Communautés européennes se voyaient opposer par Tupy son droit légal en vertu de la législation brésilienne de recevoir l'IPI Premium Credit de 20 pour cent. Elles n'étaient pas en possession d'éléments justifiant ce niveau grâce à la communication d'une copie de la législation pertinente spécifiant ce niveau ni d'indication spécifique explicite d'une quelconque taxe pour laquelle ce crédit était octroyé en compensation. Nous ne considérons pas que l'obligation imposée par l'article 2.4 contraindrait nécessairement l'autorité communautaire chargée de l'enquête à accorder en totalité l'ajustement demandé dans cette situation. Il était, par exemple, possible que Tupy n'ait pas exercé ce droit légal pendant une période donnée. En tout état de cause, il serait nécessaire de se reporter aux dossiers de Tupy pour voir ce qui s'était effectivement produit. À cet égard, en outre, les autorités communautaires ont examiné la base factuelle de l'allégation de Tupy et leur évaluation les a amenées à considérer, entre autres choses, que "la valeur réelle de ce crédit d'impôt [est] incertaine"; que ce crédit n'avait pas été comptabilisé de manière systématique et qu'il avait été calculé de manière incorrecte.[160] Il ressort du dossier que les CE ont fait connaître ces vues à Tupy au cours de l'enquête et que Tupy avait la possibilité de remédier à ces insuffisances relevées.

7.165 De plus, l'article VI:4 du *GATT de 1994* prescrit que dans les cas où la taxe ou le droit intérieur considéré est une taxe ou un droit qui frappe le produit similaire vendu sur le marché intérieur et où ces droits ou taxes sont remboursés, ou dans les cas où le produit exporté est exonéré de ces taxes ou droits, aucun droit antidumping ne sera imposé en ce qui concerne ces droits ou taxes. Il est clair que les "droits ou taxes" en question doivent "frappe[r] le *produit similaire* lorsqu'il est destiné à être consommé dans le pays d'origine ou d'exportation" (pas d'italique dans l'original). L'autorité communautaire chargée de l'enquête n'a pas acquis la conviction que le crédit en question satisfaisait aux prescriptions de l'article VI du *GATT de 1994*.[161] Là encore, le dossier indique que les Communautés européennes ont fait connaître ces vues à Tupy au cours de l'enquête et que Tupy avait la possibilité de remédier à ces insuffisances relevées.

7.166 Nous ne considérons pas que la conduite des Communautés européennes et leur décision de n'effectuer aucun ajustement constituent un manquement à l'obligation d'assurer une comparaison équitable au sens de l'article 2.4.[162] Une autorité chargée de l'enquête raisonnable et objective aurait pu procéder à un examen de ces éléments de preuve et prendre cette décision sur la base du dossier de l'enquête en question.

7.167 Sur la base de ces considérations, et gardant fermement à l'esprit le critère d'examen que nous sommes tenus d'appliquer pour examiner la question dont nous sommes saisis, nous constatons que le Brésil n'a pas établi que les Communautés européennes avaient violé l'article 2.4 ou l'article VI du *GATT de 1994* en n'accordant pas un ajustement au titre de l'IPI Premium Credit.

b) Point 10: taxes PIS/COFINS

i) Arguments des parties

7.168 Le **Brésil** fait valoir qu'en vertu de la législation brésilienne, Tupy a bénéficié au titre des taxes PIS/COFINS d'un crédit de 5,37 pour cent sur les intrants du produit final exporté. Le Brésil estime que les Communautés européennes ont violé l'article VI:1 du *GATT de 1994* et l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* du fait qu'elles n'ont pas procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation en refusant de prendre pleinement en compte les différences en résultant dans la taxation indirecte qui affectaient la comparabilité des prix et en appliquant dans leur

[160] Notification précédant le règlement provisoire, pièce n° 11 du Brésil, annexe II, page 7; et lettre de transparence, pièce n° 18 du Brésil, page 5.
[161] *Ibid.*
[162] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud*, *supra*, note 40, paragraphe 178.

évaluation des taxes PIS/COFINS et du crédit accordé au titre de ces taxes une méthode d'"échantillonnage" arbitraire, manipulatrice et punitive qui est dénuée de tout fondement juridique.

7.169 Les **Communautés européennes** ne contestent pas qu'une prise en compte du crédit accordé au titre des taxes PIS/COFINS est appropriée.[163] Elles font valoir que les autorités des CE ont pris l'initiative de calculer l'ajustement étant donné que Tupy n'avait formulé aucune demande d'ajustement au titre de ce crédit dans sa réponse au questionnaire. Tupy a fait état pour la première fois d'un "crédit au titre des taxes PIS/COFINS estimé à 5,37 pour cent sur les intrants" en répondant à une lettre indiquant les insuffisances, mais elle n'a pas demandé un ajustement ni rectifié les données incorrectes qu'elle avait présentées dans sa réponse au questionnaire. Les Communautés européennes font valoir que leur calcul de l'ajustement sur la base de données se rapportant aux 20 types les plus exportés vendus sur le marché intérieur constituait une méthode raisonnable et appropriée, représentative des produits vendus.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.170 Le **Groupe spécial** rappelle que le texte introductif de l'article 2.4 dispose qu'"il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Comme nous l'avons déjà indiqué, les différences dans la taxation sont explicitement mentionnées comme un facteur qui doit être pris en considération au titre de l'article 2.4 dans la mesure où elles peuvent affecter la comparabilité des prix, et dont il doit être dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités. La dernière phrase de l'article 2.4 dispose que les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable. La prescription imposant de tenir dûment compte de telles différences, dans chaque cas selon ses particularités, signifie que l'autorité doit au moins évaluer les différences dans la taxation identifiées en vue de déterminer si un ajustement est ou non requis pour maintenir la comparabilité des prix et assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation conformément à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, puis effectuer un ajustement dans les cas où elle le juge nécessaire sur la base de cette évaluation.[164]

7.171 Les différences dans la taxation sont explicitement mentionnées comme un facteur qui devrait être pris en considération au titre de l'article 2.4 dans la mesure où elles affectent la comparabilité des prix. La divergence entre les parties porte essentiellement sur la méthode appliquée par les Communautés européennes pour calculer cet ajustement, laquelle, de l'avis du Brésil, est intrinsèquement inéquitable et a abouti en l'espèce à un ajustement dont le Brésil allègue qu'il est inférieur au montant intégral requis. Nous croyons comprendre que le Brésil allègue que les CE n'ont pas procédé à une "comparaison équitable" au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en calculant un ajustement au titre des taxes PIS/COFINS selon une méthode faisant intervenir des données relatives aux transactions concernant les 20 types d'accessoires de tuyauterie "les plus exportés" par le Brésil qui étaient aussi vendus sur le marché intérieur, représentant 33 pour cent environ de la quantité totale des produits exportés.

7.172 La question que nous sommes appelés à trancher est, selon nous, de savoir si l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" au titre de l'article 2.4 autorise, ou n'empêche pas, l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête d'un sous-ensemble représentatif de données se rapportant à certaines transactions pour calculer les ajustements, ou si l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation de prendre en compte un ensemble complet de données pour calculer les ajustements.[165]

---

[163] Voir, par exemple, la réponse des CE à la question n° 92 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3.

[164] Nous rappelons les vues que nous avons exprimées *supra*, paragraphes 7.157 et 7.158.

[165] Nous ne considérons pas que le Brésil a contesté l'utilisation par les Communautés européennes de l'analyse modèle par modèle en soi. Nous souhaitons souligner que cette question est sans rapport avec le

7.173 Les parties ne s'opposent pas sur le fait que le montant total des taxes PIS/COFINS remboursées à Tupy pendant la période couverte par l'enquête était de 2 491 000 reais. Les Communautés européennes ont calculé l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS comme suit: elles ont divisé le montant total par la valeur du total des ventes à l'exportation, puis multiplié ce pourcentage par le ratio entre les prix d'exportation et les ventes intérieures du produit considéré.[166] En conséquence de quoi, elles ont accordé un ajustement de la valeur normale de 0,88 pour cent. Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles considéraient que la différence entre l'ajustement initialement demandé par le Brésil au titre de la taxation indirecte et l'ajustement de 0,88 pour cent était fallacieuse et que l'ajustement demandé pouvait donc être rejeté en totalité. "Étant donné la complexité de la question", les Communautés européennes ont néanmoins décidé d'accorder l'ajustement.[167] Tupy a contesté l'exactitude du calcul de l'ajustement établi par les CE et mis en doute le fondement juridique de cet ajustement au cours de l'enquête.[168,169]

7.174 Les Communautés européennes justifient leur méthode, faisant appel à des données relatives aux 20 types les plus exportés, comme étant "représentative des produits vendus"[170], nécessaire "pour répartir le montant total remboursé entre les différents types d'accessoires de tuyauterie"[171] et raisonnable "compte tenu des contraintes pratiques de l'enquête".[172] Dans leurs réponses aux questions posées, les CE ont précisé qu'elles n'avaient pas utilisé cette méthode uniquement "à cause de contraintes de temps et de personnel"[173], mais que "[l]a décision prise par les enquêteurs des CE était que, dans les circonstances de l'enquête, compte tenu des données en question et de l'importance du résultat du calcul relatif à l'ampleur de la marge de dumping, l'utilisation d'une clé fondée sur les

---

recours par l'autorité chargée de l'enquête aux "données de fait disponibles" au titre de l'article 6.8 de l'*Accord antidumping*, ni avec la question de l'utilisation d'"échantillons" au titre de l'article 6.10 dudit accord. Les Communautés européennes déclarent que leur méthode est sans rapport avec l'utilisation d'"échantillons" au sens où ce terme est employé à l'article 6.10. Voir la réponse des CE à la question n° 67 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3. Les Communautés européennes affirment que la méthode contestée a été utilisée pour répartir le montant total remboursé au titre des taxes PIS/COFINS entre les différents types d'accessoires de tuyauterie de façon à ajuster la valeur normale pour chaque type. Première communication écrite des CE, paragraphe 236.

[166] Voir, par exemple, la lettre de transparence, pièce n° 18 du Brésil, page 5.

[167] Notification précédant le règlement définitif, pièce n° 16 du Brésil, annexe II, page 7. Le questionnaire des Communautés européennes, pièce n° 3 du Brésil, pages 33 et 34, contenait la demande de renseignements suivante: "Veuillez énumérer toutes les taxes intérieures imposées sur les produits destinés au marché intérieur, qui soit ont fait l'objet d'un abattement à l'exportation, soit n'ont pas été perçues pour les produits exportés vers la Communauté européenne." Dans sa réponse au questionnaire, Tupy n'a spécifiquement et explicitement demandé aucun ajustement au titre des taxes PIS/COFINS.

[168] Voir, par exemple, la réponse de Tupy à la lettre indiquant les insuffisances, pièce n° 7 du Brésil, page 3, C.1.1; cinquième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 17 du Brésil, points 2.7.2 à 2.7.6.

[169] Le Brésil s'est référé dans la procédure du présent Groupe spécial à un texte législatif qui ne figurait pas dans le dossier de l'enquête au sujet de cette allégation: la Loi n° 9363. De même, le Brésil a présenté une formule concernant la quantification des taxes PIS/COFINS. (Le Brésil confirme qu'il en est ainsi dans sa réponse à la question n° 63 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.) L'article 17.5 ii) de l'*Accord antidumping* nous empêche de prendre en considération des éléments de preuve factuels qui ne figuraient pas dans le dossier de l'enquête correspondante.

[170] Réponse des CE à la question n° 57 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3.

[171] Réponse des CE à la question n° 67 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3, paragraphe 100.

[172] *Ibid*.

[173] Réponse des CE à la question n° 8 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-8.

20 types les plus exportés était appropriée et raisonnable".[174] Les Communautés européennes affirment que le Brésil n'a pas montré qu'une méthode au champ plus large aurait été plus avantageuse pour Tupy. Le Brésil nous présente maintenant un calcul - fondé sur 40 types - qui, fait-il valoir, aurait abouti à un montant plus favorable pour Tupy. Sur cette base, le Brésil conteste l'affirmation des CE selon laquelle rien n'indique que la méthode qu'elles ont utilisée a produit des résultats moins favorables que ne l'aurait fait une autre méthode ou l'utilisation d'un ensemble complet de données.[175] Nous sommes conscients des contraintes que nous impose l'article 17.5 ii). Tupy n'a présenté aucune méthode de rechange de ce genre au cours de l'enquête correspondante.

7.176 Nous avons aussi demandé aux Communautés européennes d'indiquer le fondement juridique qui permet ou n'empêche pas l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête de données se rapportant à une sélection représentative de transactions ou l'utilisation d'une "clé de répartition" aux fins de calculer les ajustements lors d'une enquête (ne faisant **pas** intervenir les "données de fait disponibles" ou des "échantillons" au sens de l'*Accord antidumping*). Les Communautés européennes ont appelé notre attention sur l'article 6.14.[176]

7.177 L'article 6.14 se réfère aux "procédures énoncées ci-dessus", ce qui est selon nous une référence aux procédures énoncées à l'article 6 de l'*Accord antidumping*. Comme nous croyons comprendre que les Communautés européennes ne fondent pas spécifiquement leur méthode en l'espèce sur une quelconque disposition de l'article 6 (en particulier l'article 6.8 ou 6.10), nous ne pensons pas que l'article 6.14 soit spécifiquement applicable dans ce contexte.

7.178 L'autorité chargée de l'enquête doit agir d'une manière impartiale et équitable et ne doit pas exercer son pouvoir discrétionnaire d'une manière arbitraire. Cette obligation s'applique aussi lorsque l'autorité chargée de l'enquête est confrontée à des difficultés pratiques et à des contraintes de temps. Nous ne trouvons, dans l'article 2.4, ou dans toute autre disposition pertinente de l'Accord, aucune règle spécifique régissant la méthode que l'autorité de l'enquête doit appliquer pour calculer les ajustements. En l'absence d'indications textuelles précises dans l'Accord concernant la façon dont les ajustements doivent être calculés, et en l'absence de toute interdiction textuelle concernant l'utilisation d'une quelconque méthode particulière adoptée par l'autorité chargée de l'enquête en vue d'assurer une comparaison équitable, nous considérons qu'une autorité impartiale et objective aurait pu appliquer cette méthode appliquée par les Communautés européennes et calculer l'ajustement en question sur la base des données réelles figurant dans le dossier de l'enquête en question. De plus, Tupy a eu la possibilité de justifier l'ajustement qu'elle demandait.

7.179 En rappelant que nous sommes liés par notre critère d'examen, nous constatons que le Brésil n'a pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leur obligation d'assurer une comparaison équitable au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* ou à leurs obligations au titre de l'article VI du *GATT de 1994* du fait de la méthode qu'elles avaient appliquée pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS.

---

[174] *Ibid.*

[175] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 101.

[176] Voir la réponse des CE à la question n° 9 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-8. L'article 6.14 dispose ce qui suit:

> "6.14 Les procédures énoncées ci-dessus n'ont pas pour but d'empêcher les autorités d'un Membre d'agir avec diligence pour ce qui est d'ouvrir une enquête, d'établir des déterminations préliminaires ou finales, positives ou négatives, ou d'appliquer des mesures provisoires ou finales, conformément aux dispositions pertinentes du présent accord."

7. Point 7: frais de publicité (allégations retirées)

7.180 Le Brésil retire les allégations concernant les frais de publicité qu'il a formulées dans le cadre du point 7.[177] Nous n'examinons donc pas ces allégations.

8. Point 8: frais d'emballage

a) Arguments des parties

7.181 Le **Brésil** affirme que l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* fait obligation à l'autorité chargée de l'enquête, et non à l'exportateur, d'assurer une comparaison équitable. Il allègue qu'en violation de l'article 2.4, les Communautés européennes ont refusé à tort à Tupy un ajustement concernant des frais d'emballage plus élevés pour les ventes intérieures que pour les ventes à l'exportation, ont imposé à l'exportateur brésilien une charge de la preuve déraisonnable et n'ont pas indiqué à l'exportateur brésilien quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable. Selon le Brésil, les frais d'emballage étaient répartis (sur la base essentiellement de la main-d'œuvre) à raison de 25 pour cent pour les ventes à l'exportation et 75 pour cent pour les ventes intérieures, et cette clé de répartition raisonnable avait été communiquée aux autorités communautaires chargées de l'enquête, qui auraient pu alors mettre à profit la visite de vérification sur place pour évaluer les conditions matérielles d'emballage dans l'entreprise elle-même.

7.182 Les **Communautés européennes** font valoir qu'en vertu de l'article 2.4, la responsabilité première de justifier les ajustements incombe à ceux qui les demandent. Selon les Communautés européennes, aucune donnée établissant une distinction entre ventes intérieures et ventes à l'exportation n'était disponible concernant Tupy, qu'il s'agisse des matériaux d'emballage ou des heures de travail. Tupy était incapable de produire une clé de répartition pour les frais d'emballage dont elle pouvait prouver qu'elle avait été utilisée dans le passé pour ce type de frais. Les Communautés européennes nient que leurs fonctionnaires aient jamais décliné des invitations à examiner des éléments de preuve pertinents et affirment avoir indiqué - dans le questionnaire et dans la lettre relative à la vérification - les renseignements qui seraient nécessaires pour assurer une comparaison équitable. Pour les Communautés européennes, la vérification est essentiellement un exercice documentaire, et aucun élément de preuve documentaire à l'appui de la demande d'ajustement de Tupy n'a été fourni.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.183 Le **Groupe spécial** rappelle l'examen auquel il a procédé plus haut des obligations imposées par l'article 2.4.[178] À cet égard, nous soulignons que nous partageons l'avis d'un groupe spécial antérieur selon lequel l'obligation énoncée à l'article 2.4 de tenir dûment compte des différences qui affectent la comparabilité des prix vise à neutraliser les différences dans les transactions qu'un exportateur pourrait avoir répercutées dans son prix.[179] Nous rappelons en outre que la prescription imposant de tenir dûment compte de telles différences, dans chaque cas selon ses particularités, signifie que l'autorité doit au moins évaluer les différences relevées en vue de déterminer si un ajustement est ou non requis pour maintenir la comparabilité des prix et pour assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation conformément à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, puis effectuer un ajustement dans les cas où elle le juge nécessaire sur la base de cette évaluation.

---

[177] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 75.

[178] *Supra*, paragraphes 7.157 et 7.158.

[179] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydables en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée* ("*États-Unis - Acier inoxydable*"), WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001, paragraphe 6.77.

7.184 Il n'est pas contesté que les frais d'emballage peuvent, en principe, être une différence affectant la comparabilité des prix au titre de laquelle un ajustement doit être accordé afin d'assurer une comparaison équitable du prix d'exportation et de la valeur normale conformément à l'article 2.4. Les parties diffèrent plutôt dans leur conception de la nature des éléments de preuve qui devraient être présentés à l'appui d'une demande visant à obtenir un tel ajustement et sur la question de savoir si c'est à l'autorité chargée de l'enquête ou à l'exportateur qu'incombe la charge d'établir et de justifier l'ajustement demandé.

7.185 Étant donné que les détails relatifs à l'échange de renseignements entre Tupy et les autorités communautaires chargées de l'enquête qui a eu lieu au cours de l'enquête correspondante sont essentiels pour comprendre l'allégation du Brésil, nous commençons par retracer brièvement les aspects pertinents de cette enquête.

7.186 Le questionnaire des CE[180] envoyé à Tupy contenait des instructions précises quant à la nature des renseignements demandés en ce qui concerne les frais d'emballage pour servir de base à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation. En particulier, le questionnaire invitait Tupy à indiquer les frais d'emballage pour le produit visé; à détailler séparément les frais matériels et les frais de main-d'œuvre; à décrire les matériaux d'emballage et toutes procédures spéciales ou exceptionnelles utilisées dans la préparation du produit considéré pour expédition vers les Communautés européennes; et à faire connaître l'ajustement transaction par transaction. En outre, les Communautés européennes ont envoyé à Tupy avant la vérification une lettre[181], où il était dit, entre autres choses: "[v]ous êtes invités par la présente à tenir à disposition aux fins de l'enquête tous les documents justificatifs, y compris toutes les feuilles de calcul utilisées pour préparer la réponse au questionnaire …", et: "[s]i vous avez demandé dans la réponse au questionnaire des ajustements … vous devriez être prêt à les justifier et à fournir tous les éléments justificatifs pertinents".

7.187 Dans sa réponse au questionnaire[182], Tupy a demandé un ajustement au titre de la différence entre les montants des frais d'emballage pour le marché brésilien et pour le marché communautaire. Dans les communications qu'elle a présentées au cours de l'enquête des CE, Tupy a affirmé que ses frais d'emballage sur le marché intérieur étaient plus élevés que sur le marché d'exportation et un ajustement de la valeur normale était donc nécessaire pour assurer une comparaison équitable.[183] En particulier, Tupy a affirmé, lors de la visite de vérification, que les frais d'emballage étaient répartis (25 pour cent/75 pour cent) en fonction de la main-d'œuvre utilisée, parce que l'emballage des commandes pour le marché intérieur nécessitait trois personnes, alors que l'emballage des commandes pour l'exportation ne nécessitait qu'une seule personne.[184] De plus, a affirmé Tupy, le processus d'emballage des produits destinés à être vendus sur le marché intérieur implique l'utilisation d'un plus grand nombre de caisses, de diverses tailles. Selon Tupy, ces différences auraient pu et dû être

[180] Questionnaire destiné aux producteurs exportateurs du pays exportateur, pièce n° 3 du Brésil, section G - Ajustements, comparaison équitable; G-1, Ajustements concernant les ventes à l'exportation; et G-2, Ajustements concernant les ventes intérieures.

[181] Lettre adressée par les CE à Tupy au sujet de la vérification, pièce n° 8 du Brésil.

[182] Pièce n° 4 du Brésil, G-2.6: "… En ce qui concerne les matériaux … nous comptabilisons les matières premières utilisées pour les ventes intérieures et pour les ventes à l'étranger. Les salaires ont été répartis en fonction des heures de travail effectuées. Ces renseignements figurent dans la comptabilité sous la rubrique "centre de coûts" des entrepôts."

[183] Par exemple première communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 5 du Brésil, paragraphe 1.3.4, page 5.

[184] La pièce confidentielle n° 17 des CE indique que, pendant la visite de vérification, Tupy a fourni des données qui n'établissaient pas de distinction entre les ventes intérieures et les ventes à l'étranger en ce qui concerne les frais de main-d'œuvre (ou d'emballage).

vérifiées à l'entrepôt pendant la visite de vérification et un ajustement ne devrait pas être refusé parce que la Commission s'est abstenue de vérifier le processus d'emballage.[185]

7.188 Les Communautés européennes ont rejeté la demande d'ajustement au titre des frais d'emballage présentée par Tupy, dans le règlement provisoire[186] et ultérieurement. Elles ont motivé ce refus par le caractère insuffisant des éléments de preuve justifiant l'estimation des coûts communiquée par Tupy, y compris pendant la vérification, et par le fait que Tupy n'avait pas auparavant soulevé la question des matériaux d'emballage différents.[187] Tupy a formulé de nouvelles objections contre l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle il ne leur avait pas été fourni pendant la visite de vérification des renseignements suffisants justifiant la demande d'ajustement au titre des frais d'emballage.[188] Les Communautés européennes ont maintenu leur refus d'accorder un ajustement, estimant que Tupy n'avait pas fourni d'éléments de preuve suffisants.[189]

7.189 Dans ce contexte factuel, nous allons maintenant examiner l'allégation du Brésil selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas indiqué à Tupy quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable au sens de l'article 2.4. Nous trouvons d'amples indications des demandes des Communautés européennes visant à obtenir des renseignements précis et de plus amples justifications objectives concernant l'ajustement au titre des frais d'emballage demandé par Tupy dans le questionnaire et dans les échanges ultérieurs avec Tupy et documents ultérieurs versés au dossier.[190] Sur la base de ces indications contenues dans le dossier de l'enquête, nous ne constatons pas que les Communautés européennes n'ont pas indiqué à Tupy les renseignements qui étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable. La principale difficulté relevée par les Communautés européennes lors de l'enquête était l'absence de justification de la "clé de répartition" pour les frais d'emballage, telle qu'elle a été communiquée par Tupy. Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles considéraient que la clé de répartition de Tupy n'était pas étayée par des éléments de preuve[191], que de plus amples justifications objectives étaient nécessaires, et que la clé de répartition "était en totale contradiction avec tout chiffre qui pouvait être tiré du volume des ventes sur le marché intérieur et sur le marché d'exportation".[192] C'est là une évaluation, par l'autorité communautaire chargée de l'enquête, des faits portés à sa connaissance. Il ressort du dossier que les Communautés européennes ont évalué la demande d'ajustement en vue de déterminer si un ajustement était ou non justifié. Nous rappelons notre critère d'examen, qui nous empêche de substituer notre jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête.

7.190 Nous croyons comprendre que le Brésil reproche aux Communautés européennes de ne pas avoir accepté la "clé de répartition" de Tupy et de ne pas avoir tenté de vérifier l'approche

---

[185] Quatrième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 13 du Brésil, page 38, paragraphe 18.

[186] Règlement provisoire, considérant 44. "Le producteur-exportateur a demandé un ajustement de la valeur normale et du prix d'exportation au titre de différences de coûts d'emballage. Néanmoins, la société n'ayant fourni aucun élément prouvant ces différences, la Commission n'a pu accorder l'ajustement demandé." Voir aussi la notification précédant le règlement provisoire, pièce n° 11 du Brésil, annexe II, page 5.

[187] Notification précédant le règlement définitif, pièce n° 16 du Brésil, annexe II, page 6.

[188] Cinquième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 17 du Brésil, page 6, paragraphe 2.6.1.

[189] Lettre de transparence, pièce n° 18 du Brésil, page 5.

[190] Par exemple questionnaire, pièce n° 3 du Brésil; lettre des CE relative à la vérification, pièce n° 7 du Brésil, règlement provisoire, considérant 44; notification précédant le règlement provisoire, pièce n° 11 du Brésil, annexe II, page 5; notification précédant le règlement définitif, pièce n° 16 du Brésil, annexe II, page 6; lettre de transparence, pièce n° 18 du Brésil, page 5.

[191] Notification précédant le règlement définitif. Voir la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 77, et la réponse des CE à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 109.

[192] Réponse des CE à la question n° 83 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3, paragraphe 113.

correspondant à la clé de répartition par une inspection physique (c'est-à-dire non documentaire) pendant la visite de vérification dans les locaux de Tupy. Nous examinerons donc si les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.4 en n'acceptant pas, ou en ne vérifiant pas par des moyens non documentaires/physiques, la "clé de répartition" des coûts de main-d'œuvre communiquée par Tupy à l'appui de sa demande d'ajustement au titre des frais d'emballage, et si les Communautés européennes ont imposé à Tupy une charge de la preuve déraisonnable.

7.191 Nous ne souscrivons pas à l'argument du Brésil selon lequel l'article 2.4 imposait aux Communautés européennes de fonder l'ajustement sur une inspection visuelle/physique des activités et pratiques sur l'aire d'emballage dans les locaux de la société. Nous concevons plutôt la vérification comme un exercice essentiellement "documentaire" que peut compléter une visite effective sur place. La vérification sur place est prévue, mais non prescrite, par l'Accord. Il semblerait donc incongru d'*imposer* aux Communautés européennes d'utiliser une méthode qui aurait *nécessité* une justification dans le cadre d'une visite sur place.

7.192 Une approche essentiellement documentaire de la vérification - c'est-à-dire axée sur des documents produits à l'appui des demandes d'ajustement - nous paraît être entièrement compatible avec la nature d'une enquête antidumping[193] et elle est, de fait, essentielle aux fins du règlement d'un différend et d'un examen efficace par un groupe spécial conformément au *Mémorandum d'accord* et à l'*Accord antidumping*. Nous rappelons qu'en vertu du *Mémorandum d'accord* et de l'article 17 de l'*Accord antidumping*, le respect par un Membre des obligations résultant de l'*Accord antidumping* peut faire l'objet d'un examen par un groupe spécial et l'Organe d'appel.[194] Un dossier écrit concomitant, comprenant entre autres des éléments de preuve justifiant un ajustement demandé par une partie intéressée, est essentiel pour servir de base à un tel examen multilatéral. De plus, dans ce cas particulier, il avait été clairement indiqué à Tupy que les CE avaient l'intention de procéder à une visite de vérification qui était de nature principalement documentaire.[195] Dans ces circonstances et, en particulier, à la lumière des renseignements spécifiques demandés par les Communautés européennes et de l'absence persistante d'un quelconque élément de preuve documentaire spécifique concernant l'ajustement au titre des frais d'emballage dans le dossier de l'enquête justifiant la demande d'ajustement présentée par Tupy et faisant partie du dossier de l'enquête correspondante - par exemple des données rétrospectives vérifiées et confirmées établissant une distinction claire entre les coûts des matériaux d'emballage ou de main-d'œuvre selon qu'ils étaient attribués aux ventes intérieures ou aux ventes à l'étranger - nous ne pouvons pas constater que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 2.4 en n'accordant pas un ajustement au titre des frais d'emballage ou qu'elles ont imposé une charge de la preuve déraisonnable à Tupy.

7.193 Sur la base de ces considérations, et en rappelant le critère d'examen que nous sommes tenus d'appliquer pour examiner la question dont nous sommes saisis, nous constatons que le Brésil n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en refusant un ajustement au titre des frais d'emballage, en n'indiquant pas à Tupy quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une

[193] L'article 6.7 de l'*Accord antidumping*, qui traite des visites de vérification, dispose que "les autorités mettront les résultats de ces enquêtes à la disposition des entreprises qu'ils concernent, ou prévoiront leur divulgation à ces entreprises …, et pourront mettre ces résultats à la disposition des requérants". Cela étaye notre point de vue selon lequel la nature de l'exercice de vérification est principalement documentaire.

[194] L'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* reconnaît que: "Le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Les Membres reconnaissent qu'il a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public …" L'article 17.5 ii) de l'*Accord antidumping* nous impose d'examiner la question sur la base des faits communiqués à l'autorité chargée de l'enquête.

[195] Lettre des CE relative à la vérification, pièce n° 8 du Brésil.

comparaison équitable ou en imposant une charge de la preuve déraisonnable à Tupy en ce qui concerne les frais d'emballage.

9. Points 9 et 18: conversion de monnaies et possibilités de prendre connaissance des renseignements pertinents

a) Point 9: conversion de monnaies pour les ajustements

i) Arguments des parties

7.194 Le **Brésil** allègue que les Communautés européennes, en violation de l'article 2.4.1 de l'*Accord antidumping*, n'ont pas converti les monnaies en utilisant dans tous les cas le taux de change en vigueur à la date de la vente. En particulier, les Communautés européennes ont utilisé le taux de change en vigueur à la date de la vente pour les montants facturés à l'exportation, mais non pour les ajustements déduits de ces montants (pour lesquels elles ont utilisé les taux mensuels ou quotidiens). Le Brésil allègue aussi que les Communautés européennes ont violé l'article 2.4 en utilisant les taux de change de manière sélective et en majorant la valeur nominale des ajustements déduits des transactions à l'exportation. Dans ses réponses aux questions, le Brésil a précisé ultérieurement que son allégation concernait uniquement les taux de change utilisés pour les conversions de monnaies relatives aux ajustements.[196]

7.195 Les **Communautés européennes** répondent que le Brésil ne présente aucun élément de preuve à l'appui de son allégation de violation de l'article 2.4.1, mais qu'au lieu de cela il fait valoir qu'il n'a jamais reçu d'explication adéquate des taux de change utilisés pour les conversions de monnaies. Les Communautés européennes déclarent que, bien qu'elles aient utilisé les taux mensuels dans le règlement provisoire, dans le règlement définitif elles ont utilisé pour l'essentiel les taux quotidiens fournis par Tupy elle-même. Dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial, les Communautés européennes précisent qu'aux fins du calcul de la plupart des ajustements (transport intérieur, fret, assurances, impositions, emballage et autres coûts (frais de publicité)), elles ont utilisé les taux de change quotidiens utilisés par Tupy pour la conversion de monnaies. Pour trois autres ajustements (coûts de crédit, garanties et commissions), les Communautés européennes ont utilisé les taux mensuels comme il avait été suggéré dans le questionnaire.[197] Selon les Communautés européennes, l'utilisation des taux de conversion mensuels a abouti à des ajustements du prix d'exportation moindres que ceux qui résultaient de la conversion aux taux de change utilisés par Tupy, ce qui était à l'avantage de Tupy.[198] Les Communautés européennes affirment que l'obligation énoncée à l'article 2.4.1 d'utiliser pour les conversions de monnaies le taux de change en vigueur à la date de la vente concerne les prix de vente à l'exportation et non les conversions aux fins d'ajustements.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.196 Compte tenu de la manière dont l'argumentation des parties a évolué au cours de la présente procédure et des éléments de preuve présentés à l'appui, le **Groupe spécial** croit comprendre que le Brésil allègue que les Communautés européennes ont violé l'article 2.4.1 en faisant un usage "sélectif" des taux de change quotidiens *et* mensuels pour effectuer les ajustements. Le Brésil déclare que, si la

[196] Réponse du Brésil à la question n° 12 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-7.
[197] Réponse des CE à la question n° 88 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3.
[198] Réponse des CE à la question n° 88 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3; et pièce n° 25 des CE.

conversion des montants facturés à l'exportation était fondée sur les taux de change quotidiens divulgués à Tupy, la conversion des ajustements ne l'était pas.[199]

7.197 Nous examinons tout d'abord si le Brésil a établi que son allégation relevait de l'article 2.4.1, c'est-à-dire si l'article 2.4.1 s'applique nécessairement au calcul des *ajustements* de la valeur normale et du prix d'exportation aux fins de l'article 2.4. L'article 2.4.1 se lit comme suit:

> 2.4.1 *Lorsque la comparaison effectuée conformément au paragraphe 4 nécessitera une conversion de monnaies*, cette conversion devrait être effectuée en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente, à condition que, lorsqu'une *vente* de monnaie étrangère sur les marchés à terme est directement liée à la *vente à l'exportation* considérée, le taux de change pratiqué pour la vente à terme soit utilisé. Les fluctuations des taux de change ne seront pas prises en considération et, dans une enquête, les autorités accorderont aux exportateurs 60 jours au moins pour ajuster leurs *prix à l'exportation* afin de tenir compte des mouvements durables des taux de change enregistrés pendant la période couverte par l'enquête. (pas d'italique dans l'original, note de bas de page omise)

7.198 La référence à l'article 2.4.1 au fait que les règles de conversion des monnaies qui y sont énoncées s'appliquent uniquement "lorsque la comparaison effectuée conformément au paragraphe 4 *nécessitera* une conversion de monnaies" (pas d'italique dans l'original) concerne la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation effectuée conformément au paragraphe 4. Les références à "vente", "vente à l'exportation" et "prix à l'exportation" sont une indication textuelle claire qui montre que la disposition se réfère à la conversion de monnaies en relation avec les prix de vente à l'exportation, plutôt qu'à une quelconque conversion qui peut intervenir dans le calcul d'ajustements spécifiques soit de la valeur normale, soit du prix d'exportation.

7.199 Au vu du contexte de la disposition, il y a un lien textuel explicite avec l'article 2.4, qui impose l'obligation générale de procéder à une "comparaison équitable" entre le prix d'exportation et la valeur normale. Cette obligation générale éclaire les autres obligations énoncées à l'article 2.[200] Cela étaye notre point de vue selon lequel les obligations concernant les conversions de monnaies énoncées à l'article 2.4.1 ne s'appliquent pas à *toutes* les conversions opérées pour calculer des ajustements au titre de l'article 2.4.1 - nous pouvons imaginer certaines situations dans lesquelles des différences affectant la comparabilité des prix qui pourraient conduire à un ajustement au titre de l'article 2.4 pourraient ne pas correspondre précisément à la date de la vente à l'exportation (par exemple frais de crédit et de garantie) et où la conversion de toutes les données monétaires à la date de la vente à l'exportation pourrait donc empêcher une comparaison équitable. C'est seulement lorsque l'autorité chargée de l'enquête a effectué tous les ajustements nécessaires qu'elle progresse selon qu'il convient vers la "comparaison" visée à l'article 2.4.1.

7.200 Pour ces raisons, nous constatons que le Brésil n'a pas établi que l'article 2.4.1 offrait une base juridique à son allégation concernant les conversions de monnaies pour les ajustements.[201] Nous n'examinons donc pas sur le fond l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 2.4.1.

---

[199] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 89.

[200] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, *supra*, note 148, paragraphe 59.

[201] Dans la mesure où les allégations du Brésil relatives aux conversions de monnaies ont davantage trait à la *divulgation* prétendument inadéquate, par les Communautés européennes, de la *base* de leurs calculs pour la conversion de monnaies au cours de l'enquête, nous examinons cette question au titre de l'article 6.4, *infra*, point 18.

b) Point 18: possibilité de prendre connaissance des renseignements pertinents

i) Arguments des parties

7.201 Le **Brésil** fait valoir que les Communautés européennes ont violé l'article 6.4 en ne communiquant pas, au cours de l'enquête, tous les taux de change utilisés pour les conversions de monnaies utilisées dans le règlement définitif.[202] Les tableaux des taux de change divulgués par les CE[203] n'indiquaient pas un taux de conversion pour la date précise, et les taux de conversion de monnaies utilisés par les Communautés européennes dans la mesure où ils concernaient des conversions à certaines dates pertinentes qui avaient été divulguées à Tupy ne permettaient pas à cette dernière de déterminer la méthode appliquée. Par conséquent, les Communautés européennes n'ont pas ménagé en temps utile à Tupy la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements qui étaient pertinents pour la présentation de son dossier, en violation de l'article 6.4. Le Brésil indique qu'il retirerait cette allégation si les Communautés européennes admettaient que tous les ajustements avaient été convertis sur la base de taux mensuels (étant donné que les Communautés européennes ont vraisemblablement utilisé les taux mensuels indiqués dans le questionnaire).

7.202 Les **Communautés européennes** font valoir qu'elles n'ont jamais reçu de Tupy une demande de communication des taux mensuels utilisés dans le règlement provisoire, et que Tupy n'a pas non plus contesté l'exactitude des taux mensuels utilisés. Le tableau des taux de change quotidiens utilisés dans le règlement définitif a été communiqué par Tupy, de sorte qu'il était déconcertant pour les Communautés européennes d'être accusées de ne pas l'avoir fourni.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.203 L'article 6.4 de l'*Accord antidumping* se lit comme suit:

> 6.4 Chaque fois que cela sera réalisable, les autorités ménageront en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, qui ne seraient pas confidentiels aux termes du paragraphe 5 et que les autorités utilisent dans leur enquête antidumping, ainsi que de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements.

7.204 L'article 6.4 exige donc, chaque fois que cela sera réalisable, que les autorités chargées de l'enquête ménagent en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements (non confidentiels) qui sont pertinents pour la présentation de leurs dossiers.

7.205 Les Communautés européennes ont utilisé des taux de change mensuels moyens dans le règlement provisoire.[204] Tupy a contesté l'approche des CE en la jugeant "de nature à induire en erreur et inexacte".[205] Pour le règlement définitif, les Communautés européennes ont revu leur approche, en indiquant qu'elles avaient "… eu égard à la dévaluation du réal brésilien en janvier 1999,

---

[202] Le Brésil a précisé que ses allégations concernaient uniquement la mesure définitive des CE. Par conséquent, l'article 17.4, qui concerne les mesures provisoires, n'est pas pertinent. Voir les réponses du Brésil aux questions n° 132 et 136 posées par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[203] Notification précédant le règlement définitif, pièce n° 16 du Brésil.

[204] Il est dit dans la notification précédant le règlement provisoire, pièce n° 11 du Brésil, annexe II, page 4, que "Tupy avait utilisé les taux de change au jour du règlement pour convertir les monnaies utilisées en reais brésiliens. Conformément à l'article 2 10) j), et selon leur pratique normale, les services de la Commission ont reconverti les monnaies utilisées à l'exportation sur la base du taux de change à la date de facturation (pour des raisons pratiques, les taux mensuels moyens ont été utilisés) …".

[205] Quatrième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 13 du Brésil.

et eu égard à l'incidence alléguée sur la marge de dumping, utilisé à présent les taux de change quotidiens tels qu'ils avaient été recueillis lors de la vérification sur place".[206] Tupy ayant fait savoir qu'elle aurait apprécié que "la Commission lui communique, dans le cadre de la notification définitive, un tableau des taux de change quotidiens qu'elle avait "recueillis lors de la vérification sur place""[207], les Communautés européennes ont joint à la lettre de transparence une copie du tableau des taux de change quotidiens utilisés pour les conversions de monnaies.

7.206 Le Brésil a fait valoir devant le Groupe spécial qu'il y avait certaines discordances dans les tableaux de taux de change divulgués par les Communautés européennes, en particulier en ce qui concerne certaines dates, et que les renseignements divulgués n'avaient pas permis à Tupy de déterminer la méthode appliquée pour la conversion des monnaies à ces dates. Dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial, les Communautés européennes précisent maintenant qu'aux fins du calcul de la plupart des ajustements (transport intérieur, fret, assurances, impositions, emballage et autre frais (dépenses de publicité)), elles ont utilisé les taux de change quotidiens utilisés par Tupy, tels qu'ils avaient été recueillis lors de la vérification sur place. Néanmoins, pour trois autres ajustements (coûts de crédit, garanties et commissions), les Communautés européennes ont utilisé les taux de change mensuels "comme il avait été suggéré dans le [q]uestionnaire".[208]

7.207 Le **Groupe spécial** croit comprendre que l'allégation d'incompatibilité avec l'article 6.4 formulée par le Brésil vise le fait que les Communautés européennes n'ont pas divulgué, au sujet de la conversion de monnaies pour les ajustements, dans le règlement définitif les "taux de change quotidiens, tels qu'ils avaient été recueillis lors de la vérification sur place". Cela a été apparemment pour Tupy une source de confusion quant aux taux de change appliqués dans les conversions effectuées pour les ajustements, en partie parce qu'au stade du règlement provisoire, les Communautés européennes ont appliqué les taux de change mensuels moyens, n'ont pas notifié des renseignements cohérents en ce qui concerne les conversions de monnaies et n'ont pas indiqué les taux utilisés ni les sources des données pour les renseignements.

7.208 Il incombe à l'autorité chargée de l'enquête, conformément à ses obligations au titre de l'Accord, d'assurer un certain degré requis de transparence et de certitude dans une enquête antidumping. Toutefois, nous ne considérons pas les renseignements qui sont déjà en la possession d'une partie intéressée et qui ont été communiqués par une partie intéressée à l'autorité chargée de l'enquête au cours d'une procédure antidumping comme des renseignements dont l'autorité chargée de l'enquête doit ménager aux mêmes parties intéressées la possibilité de prendre connaissance au sens de l'article 6.4. Cette disposition vise des renseignements qui ne seraient pas initialement en la possession d'une partie intéressée et seraient donc inconnus ou peu familiers à une partie intéressée s'ils ne lui étaient pas divulgués au cours d'une enquête. Nous ne constatons donc pas que les Communautés européennes ont violé l'article 6.4 en ne ménageant pas en temps utile à Tupy la possibilité de prendre connaissance de renseignements pertinents pour la présentation de son dossier en ce qui concerne la conversion des monnaies pour les ajustements.

---

[206] Notification précédant le règlement définitif, pièce n° 16 du Brésil, annexe II, page 5.

[207] Cinquième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 17 du Brésil, page 6, paragraphe 2.5.6.

[208] Réponse des CE à la question n° 88 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3 et réponse des CE à la question n° 13 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-8. Les Communautés européennes expliquent qu'elles ont recouru aux taux mensuels pour les ajustements au titre des coûts de crédit, des garanties et des commissions, entre autres choses, parce que la comptabilité de Tupy ne contenait pas pour ces coûts de données par transaction, que Tupy n'avait formulé aucune demande concernant les taux de conversion utilisés pour les ajustements, que les ajustements étaient relativement minimes et que l'utilisation de taux mensuels donnait un résultat légèrement plus favorable pour Tupy.

10. Point 11: "réduction à zéro"

a) Arguments des parties

7.209 Le **Brésil** allègue que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en "réduisant à zéro" les marges de dumping négatives calculées pour certains types de produits d'origine brésilienne exportés vers les Communautés européennes. Le Brésil invoque à l'appui de son allégation les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*. Le Brésil conteste, et juge dénuée de pertinence, l'affirmation des CE selon laquelle la "réduction à zéro" avait une incidence limitée et n'est pas significative en l'espèce. Pour le Brésil, cette pratique a eu pour effet d'accroître non seulement la probabilité d'une détermination de l'existence d'un dumping, mais aussi l'ampleur de la marge de dumping. Cette application d'une méthode de comparaison intrinsèquement inéquitable constituait une violation de l'article 2.4.

7.210 Les **Communautés européennes** affirment que le règlement définitif a été adopté avant l'adoption du rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, qui confirmait la constatation formulée par le Groupe spécial dans cette affaire, à savoir que la pratique de la "réduction à zéro" constitue une violation de l'article 2.4.2. Les Communautés européennes admettent avoir appliqué la pratique de la "réduction à zéro" dans le calcul de la marge de dumping en l'espèce. Toutefois, elles déclarent que cette pratique a eu une incidence relativement limitée sur le résultat (une marge de dumping de 34,82 pour cent au lieu de 32,09 pour cent).

b) Arguments des tierces parties

7.211 Le **Chili** affirme que les Communautés européennes ont violé l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en réduisant à zéro des marges de dumping négatives. Il invoque à l'appui les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*.

7.212 Le **Japon** estime que les Communautés européennes ont violé l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en réduisant à zéro les marges de dumping négatives pour certains produits. Il invoque à l'appui les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*. Il estime que les Communautés européennes ont en conséquence violé l'article VI du *GATT de 1994* et l'article premier de l'*Accord antidumping*.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.213 Le **Groupe spécial** examine l'allégation du Brésil selon laquelle la pratique de la réduction à zéro appliquée par les Communautés européennes au cours de l'enquête constitue une violation de l'article 2.4.2. L'article 2.4.2 dispose ce qui suit:

> "Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes

de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction."

7.214 Les Communautés européennes ont admis avoir appliqué la "réduction à zéro"[209] en l'espèce et, tout en faisant observer que la pratique avait une incidence non notable sur la marge de dumping, elles ne contestent pas que l'affirmation du Brésil selon laquelle il a été constaté dans d'autres affaires de règlement des différends dans le cadre de l'OMC que cette pratique constituait une violation de l'article 2.4.2.[210]

7.215 Au cours de l'enquête, les Communautés européennes ont défini le produit considéré comme suit: "accessoires de tuyauterie en fonte malléable filetés assemblés par vissage relevant du code NC ex 7307 19 10".[211] Elles ont constaté aussi que "les accessoires en fonte malléable produits par l'industrie communautaire et vendus sur le marché de la Communauté et ceux produits dans les pays concernés et exportés vers la Communauté étaient des produits similaires, puisqu'il n'y avait pas de différences dans les caractéristiques physiques et techniques essentielles et les utilisations des différents types d'accessoires en fonte malléable existants".

7.216 Les Communautés européennes n'ont pas pris pleinement en compte les valeurs réelles correspondant à certaines transactions à l'exportation pour établir la marge de dumping. Nous constatons donc que les Communautés européennes ont violé l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en ne prenant pas en considération "toutes les transactions à l'exportation comparables".

7.217 Nous trouvons des éléments étayant cette constatation dans l'affaire *CE - Linge de lit*, où l'Organe d'appel a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial dans cette affaire, à savoir que la pratique de la "réduction à zéro" ne prend pas pleinement en compte les prix de "toutes les transactions comparables", comme l'exige l'article 2.4.2.[212]

7.218 Nous ne jugeons pas pertinente, aux fins d'examiner s'il y a eu violation de l'article 2.4 et 2.4.2, l'affirmation des CE selon laquelle la pratique de la "réduction à zéro" avait une incidence

---

[209] La pratique de la réduction à zéro a été décrite comme suit (voir, par exemple, rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit, supra*, note 148): premièrement, les Communautés européennes ont déterminé que le produit faisant l'objet de l'enquête comprenait un certain nombre de "modèles" ou de "types" différents. Puis les Communautés européennes ont calculé, pour chacun de ces modèles, une valeur normale *moyenne pondérée* et un prix à l'exportation *moyen pondéré*. Elles ont ensuite comparé la valeur normale moyenne pondérée et le prix à l'exportation moyen pondéré modèle par modèle. Pour certains modèles, la valeur normale était *supérieure* au prix à l'exportation; en soustrayant le prix à l'exportation de la valeur normale pour ce qui est de ces modèles, les Communautés européennes ont établi une "marge de dumping *positive*" pour chacun d'entre eux. Pour d'autres modèles, la valeur normale était *inférieure* au prix à l'exportation; en soustrayant le prix à l'exportation de la valeur normale dans le cas de ces autres modèles, les Communautés européennes ont établi une "marge de dumping *négative*" pour chacun d'entre eux. Après avoir effectué ce calcul, les Communautés européennes ont additionné ensuite les montants des "marges de dumping" qu'elles avaient calculés pour chacun des modèles du produit afin d'obtenir une marge de dumping *globale* pour le produit *en général*. Cependant, pour ce faire, les Communautés européennes ont ramené à zéro toutes les "marges de dumping négatives", d'où l'expression "réduction à zéro". Finalement, après avoir additionné les "marges de dumping positives" et les "zéros", les Communautés européennes ont divisé cette somme par la valeur totale cumulative de toutes les transactions à l'exportation concernant tous les types et modèles de ce produit. De cette façon, elles ont obtenu une marge de dumping globale concernant le produit visé par l'enquête.

[210] Le considérant 31 du règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, indique que: "Conformément à l'article 2, paragraphe 11, du règlement de base, pour chaque producteur-exportateur, la valeur normale moyenne pondérée par type a été comparée au prix à l'exportation moyen pondéré." Les Communautés européennes ont donc procédé à une évaluation modèle par modèle pour calculer le dumping. Nous ne considérons pas que le Brésil conteste la compatibilité d'une telle analyse en soi.

[211] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 9.

[212] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit, supra*, note 148, paragraphe 55.

limitée sur la marge de dumping (2,73 pour cent) et n'est donc guère significative. Quelle que soit l'ampleur de ses effets, la "réduction à zéro" constitue en soi une violation des obligations imposées par l'article 2.4.2 de l'Accord. Dans la mesure où cet argument des CE porte sur le point "annulation ou réduction d'avantages", nous l'examinons *infra*.

7.219 Ayant fait cette constatation, nous ne croyons pas nécessaire d'examiner si cela constitue aussi un manquement à l'obligation d'assurer une "comparaison équitable" au sens de l'article 2.4.

11. Points 12 et 15: tendances du volume des importations et cumul

a) Arguments des parties

7.220 Le **Brésil** fait valoir que les Communautés européennes ont violé l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en n'examinant pas de manière appropriée sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif" s'il y avait eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du Brésil avant de procéder à une analyse cumulative au titre de l'article 3.3. Pour le Brésil, une détermination positive de l'existence d'un dommage exige qu'il y ait soit un effet sur le volume soit un effet sur les prix, soit les deux.[213] Le Brésil fait observer que l'analyse du volume exige un examen du point de savoir s'il y a eu *augmentation* du volume des importations et un examen du point de savoir si cette augmentation est "notable". Selon lui, les données dont disposaient les autorités des CE démontraient que le volume des importations en provenance du Brésil avait en fait *diminué* pendant la période couverte par l'enquête. De l'avis du Brésil, les Communautés européennes n'ayant pas satisfait aux prescriptions de l'article 3.2, elles étaient privées de la possibilité de faire des constatations au titre des paragraphes suivants de l'article 3.

7.221 En ce qui concerne l'évaluation cumulative des CE, le Brésil allègue que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre: "de l'article 3.1 et 3.3 leur imposant de déterminer, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif" que l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping était appropriée, du fait qu'elles ont renversé la charge de la preuve et formulé une hypothèse en faveur d'une évaluation cumulative; de l'article 3.1 et 3.3 en ne déterminant pas, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", que les importations faisant l'objet d'un dumping pour chaque Membre avaient les effets qu'elles pouvaient ensuite évaluer de façon cumulative; de l'article 3.1 et 3.3 en réduisant la détermination relative aux conditions de concurrence à la détermination relative au produit similaire au titre de l'article 2.6; de l'article 3.1 et 3.3 en ne tenant pas compte, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", de dissimilitudes dans les conditions de concurrence telles que des différences dans le produit visé, les tendances des volumes et des prix des importations, le niveau commercial et la segmentation du marché; et de l'article 3.1 et 3.3 en ne déterminant, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", que les circuits de distribution étaient "identiques ou semblables"".[214]

7.222 Les **Communautés européennes** font valoir que l'article 3.2 n'exige pas des constatations positives concernant l'un et l'autre (ou l'un ou l'autre) des facteurs mentionnés à l'article 3.2 de l'*Accord antidumping* (augmentation notable du volume, et sous-cotation notable des prix ou effet de déprimer les prix ou d'empêcher leur hausse dans une mesure notable) avant qu'une détermination de l'existence d'un dommage puisse être établie. Il n'exige pas non plus que les autorités chargées de l'enquête consignent effectivement les résultats de leur examen du point de savoir s'il y avait eu augmentation notable. De l'avis des CE, lorsque les règles relatives au cumul énoncées à l'article 3.3 ont été dûment invoquées, les obligations énoncées à l'article 3.2 s'appliquent à toutes les importations

[213] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 117.
[214] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 219.

cumulées considérées ensemble et il n'est pas besoin d'examiner les effets sur le volume et les prix au titre de l'article 3.2 pays par pays. En tout état de cause, les Communautés européennes font observer que leurs autorités ont bel et bien examiné la question de l'augmentation notable du volume des importations en provenance du Brésil prises isolément. Les Communautés européennes font valoir que les autorités chargées de l'enquête peuvent cumuler les importations lorsqu'elles examinent s'il y a eu sous-cotation notable des prix au titre de l'article 3.2, mais qu'en tout état de cause, les Communautés européennes ont aussi examiné s'il y avait eu augmentation notable des importations en provenance du Brésil prises isolément. De plus, la décision des CE de procéder au cumul était compatible avec l'article 3.3 à la lumière des conditions de concurrence "comparables" existant entre les importations en provenance du Brésil et d'autres pays tiers, ainsi qu'entre les importations en provenance du Brésil et le produit visé.

b) Arguments des tierces parties

7.223 Les **États-Unis** pensent comme les Communautés européennes qu'il n'est pas nécessaire qu'une autorité donnée examine le caractère notable des effets sur le volume et les prix des importations de chacun des pays en cause avant de pouvoir cumuler les importations au titre de l'article 3.3.[215] Les termes mêmes de l'article 3.3, qui énonce des critères spécifiques pour la réalisation d'une analyse cumulative, contredisent l'argument du Brésil. Étant donné les conditions préalables au cumul spécifiques énoncées dans le texte, rien n'étaye l'argument du Brésil selon lequel l'article 3.3 impose d'autres conditions préalables au cumul qui ne sont pas mentionnées. Les États-Unis pensent comme les Communautés européennes que l'article 3.2 exige uniquement que les autorités chargées de l'enquête examinent les effets sur le volume et les prix des importations faisant l'objet d'un dumping. Étant donné qu'il n'est même pas nécessaire de constater des effets notables sur le volume et les prix pour établir une détermination globale positive de l'existence d'un dommage, il n'y a rien dans l'Accord qui justifie l'argument du Brésil selon lequel ces constatations *sont* d'une façon ou d'une autre nécessaires lorsque l'autorité chargée de l'enquête examine s'il y a lieu de procéder à une évaluation cumulative.

7.224 Les États-Unis ne partagent pas le point de vue du Brésil selon lequel la disposition relative aux "conditions de concurrence" exige une similitude dans les tendances des effets notables sur le volume et les prix des importations pendant la période couverte par l'enquête. Les Membres ont la faculté au titre de l'article 3.3 d'élaborer des critères et des cadres analytiques appropriés pour évaluer si le cumul est approprié à la lumière des conditions de concurrence entre les importations et entre les importations et le produit national similaire. Toutefois, ces critères et analyses doivent avoir un lien raisonnable avec l'examen du point de savoir si les divers produits sont en concurrence sur le marché intérieur du Membre importateur. Se limiter à une comparaison ou une identification de similitudes dans les tendances des prix et des importations ne suffit pas pour procéder à l'examen relatif à la concurrence.

c) Évaluation par le Groupe spécial

i) Article 3.1

7.225 Le **Groupe spécial** rappelle tout d'abord que l'article 3.1 énonce une obligation globale qui éclaire les autres paragraphes de l'article 3 de l'*Accord antidumping*. L'article 3.1 dispose ce qui suit:

> 3.1 La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif *a)* du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires

[215] Déclaration orale des États-Unis, annexe D-6, paragraphe 12.

> sur le marché intérieur, et *b)* de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

7.226 L'expression "éléments de preuve positifs" se rapporte à la qualité des éléments de preuve sur lesquels les autorités peuvent se fonder pour établir une détermination. Le terme "positif" peut être compris comme signifiant que les éléments de preuve doivent être de caractère affirmatif, objectif et vérifiable, et qu'ils doivent être crédibles. Tandis que l'expression "éléments de preuve positifs" concerne surtout les faits qui étayent et justifient la détermination de l'existence d'un dommage, l'expression "examen objectif" concerne le processus d'enquête lui-même. Le terme "examen" se rapporte, selon nous, à la manière dont les éléments de preuve sont réunis, analysés, puis évalués. Par conséquent, ce terme se rapporte à la conduite de l'enquête de façon générale. Le terme qui le qualifie, "objectif", indique que le processus d'"examen" doit respecter les impératifs correspondant aux principes de base de la bonne foi et de l'équité fondamentale. Nous croyons comprendre qu'un "examen objectif" exige que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, d'une manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée, ou d'aucun groupe de parties intéressées. L'obligation faite aux autorités chargées de l'enquête de procéder à un "examen objectif" tient compte du fait que la détermination sera influencée par l'objectivité, ou par le manque d'objectivité, du processus d'enquête.[216]

ii) Article 3.2

7.227 Nous examinons les allégations du Brésil concernant le "cumul". Au cours de l'enquête correspondante, Tupy a contesté le "cumul" sur la base de différences dans les prix à l'importation et le volume des importations (en valeur absolue et par rapport à la part du marché intérieur) entre les importations d'origine brésilienne et les importations en provenance des autres pays concernés, ainsi qu'entre les importations d'origine brésilienne et le produit communautaire. Les Communautés européennes ont néanmoins cumulé l'effet des importations en provenance de multiples pays (en particulier celles en provenance du Brésil, de la République tchèque, du Japon, de la Chine, de la Corée et de la Thaïlande) dans son analyse du dommage.[217]

7.228 Nous croyons comprendre que le Brésil fait valoir qu'une condition préalable au cumul est que les prescriptions de l'article 3.2 soient respectées pays par pays. Le Brésil nie qu'un "cumul" ait été approprié en l'espèce, en faisant valoir qu'une analyse des tendances des importations en provenance du Brésil prises isolément montre qu'en fait ces importations ont *diminué* pendant la période couverte par l'enquête. Selon le Brésil, il n'y a pas eu "augmentation notable" du volume des importations en provenance du Brésil au sens de l'article 3.2, ce qui exclut la possibilité de procéder à un cumul au titre de l'article 3.3.

7.229 Les Communautés européennes, en revanche, soulignent que sous réserve que les conditions énoncées à l'article 3.3 soient réunies, l'autorité chargée de l'enquête peut procéder à une analyse

---

[216] Nous nous référons au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud*, note 40, paragraphes 192 et 193.

[217] La partie pertinente du règlement définitif se lit comme suit: "… l'enquête a confirmé que les conditions de cumul exposées à l'article 3, paragraphe 4, du règlement de base sont réunies dans la mesure où, pour tous les pays concernés, les marges de dumping sont supérieures au niveau *de minimis* et le volume des importations n'est pas négligeable. En outre, il a été constaté que les conditions de concurrence entre les produits importés, d'une part, et entre les produits importés et le produit communautaire similaire, d'autre part, étaient comparables. En effet, l'enquête a montré que, dans tous les cas, les produits importés présentent les mêmes caractéristiques physiques et techniques que ceux de l'industrie communautaire, que leurs prix ont accusé des tendances similaires, entraînant une forte sous-cotation des prix de l'industrie communautaire et que tous les produits importés ainsi que les produits fabriqués dans la Communauté sont écoulés par des circuits de distribution identiques ou similaires. …"

cumulative des effets sur le volume et sur les prix au titre de l'article 3.2, et n'est pas tenue tout d'abord de procéder à une évaluation pays par pays au titre de l'article 3.2.

7.230 Les parties divergent par conséquent dans leur interprétation des obligations juridiques énoncées à l'article 3.2 (en particulier, l'interprétation de l'obligation d'examiner "s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping") et dans leur conception de la relation juridique entre cette obligation énoncée à l'article 3.2 et la possibilité de procéder à une évaluation cumulative des effets des importations d'un produit en provenance de plus d'un pays faisant simultanément l'objet d'enquêtes antidumping au titre de l'article 3.3.[218]

7.231 La question liminaire que nous devons examiner est celle de savoir comment les obligations énoncées à l'article 3.2 et à l'article 3.3 sont liées entre elles et, en particulier, si l'autorité chargée de l'enquête est autorisée à procéder à une évaluation cumulative en ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de différentes sources lorsqu'elle conclut qu'il est satisfait aux prescriptions de l'article 3.3 ou doit d'abord procéder à une évaluation des importations en provenance de chaque source prise individuellement au titre de l'article 3.2 de façon à déterminer si elle peut même procéder à une évaluation cumulative. À cet égard, nous observons que, si les prescriptions relatives à la décision de cumuler ou non figuraient exclusivement à l'article 3.3 (et à l'article 3.1), les Communautés européennes n'auraient aucune obligation d'examiner les tendances des volumes et des prix pour chaque pays *pris individuellement* en ce qui concerne les importations en provenance du Brésil prises isolément préalablement ou parallèlement à leur analyse cumulative. En fait, une analyse cumulative autorise l'examen au titre de l'article 3.2 du volume des importations *cumulées* faisant l'objet de l'enquête, et non des importations des pays pris individuellement. Les arguments du Brésil concernant la nécessité d'examiner les tendances des importations en provenance des pays pris individuellement seraient donc dénués de pertinence sur le plan juridique. Selon cette approche, l'analyse de la sous-cotation des prix et des effets sur les prix au titre de l'article 3.2 interviendrait effectivement *postérieurement* à la détermination en matière de cumul au titre de l'article 3.3. Si les Communautés européennes avaient constaté que le cumul était approprié et conforme aux normes définies à l'article 3.3, alors il était logique qu'elles examinent le caractère notable de la sous-cotation des prix et autres effets sur les prix pour les importations de tous les pays *cumulés*. Cela dépend, bien sûr, de l'interprétation des critères énoncés à l'article 3.3. Nous devons donc procéder à une analyse des éléments de l'article 3.3, en rappelant que l'article 3.3 autorise le cumul uniquement dans certaines circonstances qui y sont énumérées.

7.232 Notre analyse de cette question porte tout d'abord sur le libellé de la disposition elle-même. L'article 3.3 dispose ce qui suit:

> "3.3 Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, les autorités chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent *a)* que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et *b)* qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire."

[218] Nous ne considérons pas que le Brésil conteste que les conditions énoncées à l'article 3.3 a) sont réunies - c'est-à-dire que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable.

7.233 L'article 3.3 prévoit l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping d'un produit en provenance de différentes sources et énonce explicitement les critères qu'il faut remplir à cet effet. En vertu de cette disposition, l'autorité chargée de l'enquête ne peut procéder à une évaluation cumulative que si: 1. les marges de dumping pour chaque pays pris individuellement sont supérieures au niveau *de minimis*; 2. le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable; et 3. une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

7.234 Le Brésil fait valoir que les considérations de prix et de volume visées à l'article 3.2 sont essentielles pour informer l'autorité chargée de l'enquête des conditions fondamentales dans lesquelles les importations faisant l'objet d'un dumping sont en concurrence les unes avec les autres et avec le produit national similaire.[219] Nous croyons donc comprendre que le Brésil fait valoir que l'article 3.3 impose à l'autorité chargée de l'enquête de procéder à l'analyse au titre de l'article 3.2 sur une base individuelle pays par pays en examinant si le cumul est justifié au titre de l'article 3.3. Nous ne sommes pas de cet avis. L'article 3.3 énonce en effet une condition qui exige que l'on prête attention au "volume" des importations. La condition impérative énoncée à l'article 3.3 en ce qui concerne le volume des importations en provenance des pays pris individuellement est que le volume de ces importations ne doit pas être négligeable. Par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas cumuler des importations prises individuellement dont il est constaté qu'elles sont d'un volume négligeable (et, de fait, les dispositions de l'article 5.8 relatives à la clôture de l'enquête s'appliqueraient vraisemblablement). C'est la seule référence explicite au "volume" faite dans le texte de l'article 3.3. Nous ne trouvons pas d'autres références expresses concernant le volume à l'article 3.3 et nous refusons de donner du texte du traité une lecture qui inclut des termes qui n'y figurent pas. En particulier, le texte de cette disposition n'énonce aucune prescription additionnelle imposant aux autorités d'examiner aussi s'il y a eu augmentation notable des importations pays par pays avant de passer à une évaluation cumulative. En fait, une telle prescription porterait atteinte au concept même d'évaluation cumulative. Nous considérons par conséquent qu'il n'y a pas d'autres obligations impératives additionnelles concernant l'évaluation des volumes des importations à l'article 3.3 découlant du texte de la disposition.

7.235 Nous trouvons des éléments contextuels à l'appui de notre point de vue selon lequel, contrairement à ce que fait valoir le Brésil, une analyse du volume et des prix pour les pays pris individuellement au titre de l'article 3.2 n'est pas nécessaire comme condition préalable au cumul prévu dans d'autres dispositions de l'article 3, et selon lequel les "effets" qui peuvent être examinés de façon cumulative après cumul comprennent les effets sur le volume et les effets sur les prix visés à l'article 3.2. L'article 3.3 traite des circonstances dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête peut "procéder à une évaluation cumulative des *effets* de ces importations …". (pas d'italique dans l'original) La disposition porte donc essentiellement sur l'évaluation des effets des importations. L'article 3.2 traite de "l'*effet* des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix". (pas d'italique dans l'original) Le terme "effets" n'est pas utilisé à l'article 3.2 au sujet du volume et il ne l'est pas non plus à l'article 3.1, qui traite au point a) du volume et des effets sur les prix des importations et au point b) de l'"incidence" du volume et de l'effet sur les prix des importations. Toutefois, l'article 3.4 prévoit un examen de l'"incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale". Pris dans le contexte de l'article 3 dans son ensemble, il est clair que le terme "effets" tel qu'il est utilisé à l'article 3.3 désigne les effets sur le volume et les prix, ainsi que l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. Cette interprétation est confirmée par une référence à l'article 3.5, qui traite des "*effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4*". (pas d'italique dans l'original) Ces considérations étayent notre point de vue selon lequel les analyses aussi bien du volume que des prix prescrites à l'article 3.2

[219] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 190.

constituent un examen des effets des importations faisant l'objet d'un dumping qui pourraient donner lieu à une évaluation cumulative au titre de l'article 3.3.

7.236 L'allégation du Brésil selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 3.3 en cumulant indûment les effets des importations faisant l'objet d'un dumping et son allégation selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas examiné au titre de l'article 3.2 s'il y avait eu augmentation notable du volume des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du Brésil sont inextricablement liées. En particulier, l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 3.2 se fonde sur l'hypothèse que les Communautés européennes étaient obligées d'examiner le volume des importations faisant l'objet d'un dumping pays par pays. Or, nous avons constaté que l'allégation du Brésil relative au cumul des effets des importations faisant l'objet d'un dumping ne prévalait pas. Étant donné notre rejet de l'allégation du Brésil relative au cumul, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner l'allégation du Brésil selon laquelle les Communautés européennes n'avaient pas établi qu'il y avait eu augmentation notable du volume des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du Brésil à elles seules.

iii) Article 3.3 b): "appropriée" à la lumière des "conditions de concurrence"

7.237 Nous examinons la nature et la portée de la prescription de l'article 3.3 b) imposant qu'une évaluation cumulative des effets des importations soit appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

7.238 L'une des conditions énoncées à l'article 3.3 est que l'autorité chargée de l'enquête ne peut procéder à une évaluation cumulative des effets des importations que si elle "détermine[ ]" qu'une telle évaluation cumulative est "appropriée" à la lumière des "conditions de concurrence". Nous examinons l'un après l'autre chacun de ces éléments textuels.

7.239 Le sens ordinaire du terme "détermine" (déterminer) est "find out or establish precisely" (constater ou établir précisément) ou "decide or settle"[220] (décider ou arrêter). Nous pensons comme le Brésil que la prescription imposant de faire une "détermination" selon laquelle le cumul est approprié empêche l'autorité chargée de l'enquête de simplement supposer qu'une évaluation cumulative est appropriée.[221] L'autorité chargée de l'enquête doit plutôt examiner les faits portés à sa connaissance et établir une constatation motivée selon laquelle le cumul est approprié sur la base des circonstances particulières. À cet égard, nous n'acceptons pas l'argument du Brésil selon lequel les Communautés européennes ont simplement présumé que le cumul était approprié. Nous discernons dans les règlements provisoire et définitif que les Communautés européennes ont examiné les faits portés à leur connaissance et déterminé que le cumul était approprié.[222]

7.240 Le sens ordinaire du terme "appropriate" (approprié) renvoie à quelque chose qui est "especially suitable or fitting"[223] (particulièrement indiqué ou convenable). Le terme "suitable" (indiqué), à son tour, est défini comme signifiant "fitted for or appropriate to a purpose, occasion …"[224] (convenant à ou approprié à un but, une occasion …) ou "adapted to a use or

[220] *Oxford English Encyclopaedic Dictionary* (1991).

[221] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 182.

[222] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, paragraphe 144; règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, paragraphe 72.

[223] *Webster's New Encyclopaedic Dictionary* (1994). Voir, par exemple, la Décision de l'arbitre, *États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" - Recours des États-Unis à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4.11 de l'Accord SMC* ("États-Unis - FSC *(article 22:6 - États-Unis)*"), WT/DS108/ARB, 30 août 2002, paragraphes 5.9 et suivants.

[224] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (1993).

purpose"[225] (adapté à un usage ou un but). Le terme "fitting" (convenable) est défini comme signifiant "of a kind appropriate to the situation"[226] (d'un genre approprié à la situation). Eu égard au sens ordinaire du terme, le cumul doit convenir en l'espèce particulière. Si le terme "approprié" exige donc qu'il soit pris une décision adaptée à la situation précise en question et aux faits consignés dans le dossier de l'enquête dont l'autorité chargée de l'enquête dispose - et que cette décision soit effectivement prise à la lumière de ces éléments -, il n'apporte en tant que tel aucune indication spécifique quant à la nature exacte des conditions de concurrence qui doivent exister pour justifier la décision de procéder à un cumul. C'est en fait le concept de "caractère approprié" qui est utilisé. L'expression est compatible avec l'intention de ne pas préjuger ce que les circonstances pourraient être dans le contexte d'une affaire donnée. Il est nécessaire que le caractère approprié soit jugé cas par cas, du fait en particulier que le nombre de pays d'où proviennent les importations faisant l'objet de l'enquête peut varier. Il y a un élément de flexibilité, en ce qu'il n'y a pas de facteurs, indices, niveaux ou prescriptions rigides prédéterminés.

7.241 En outre, le libellé de la disposition nous montre clairement que c'est à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer si le cumul est "approprié". À la lumière de la formulation générale de la disposition et de la nature du terme "approprié", l'autorité chargée de l'enquête dispose d'une certaine latitude lorsqu'elle fait cette détermination sur la base du dossier dont elle dispose. Toutefois, il nous apparaît clairement que le cumul doit être indiqué ou convenable dans les circonstances particulières d'une affaire donnée à la lumière des conditions de concurrence particulières existant sur le marché.

7.242 Nous croyons comprendre que l'expression "conditions de concurrence" désigne le rapport dynamique entre les produits sur le marché.[227] L'expression "conditions de concurrence" figurant à l'article 3.3 n'est accompagnée d'aucune sorte de qualificatif ("identique" ou "semblable", par exemple). L'expression n'est pas qualifiée. Bien que nous notions qu'une évolution globalement parallèle et des tendances globalement semblables des volumes et des prix pourraient bien indiquer que les importations peuvent être cumulées de manière appropriée, nous ne voyons rien dans le texte de l'Accord qui étaye l'affirmation du Brésil selon laquelle "seules une évolution comparable et une similitude dans l'augmentation notable du volume des importations et/ou les effets notables sur les prix … seraient le signe que ces importations pourraient avoir une incidence conjointe sur la situation de la branche de production nationale et peuvent être évaluées de manière cumulative". De plus, la disposition ne mentionne aucun indicateur exprès permettant d'évaluer les "conditions de concurrence", et encore moins de quelconques règles fixes imposant de manière précise et exhaustive les pourcentages ou niveaux relatifs de ces indicateurs qui doivent exister. À la différence des listes de facteurs qui guident l'examen effectué par l'autorité figurant, par exemple, à l'article 3.2, 3.4 et 3.5, l'article 3.3 ne donne même pas une liste indicative des facteurs qui pourraient être pertinents pour l'évaluation prévue par cette disposition, en particulier l'évaluation des "conditions de concurrence".[228] Nous notons que l'article 3.2 est explicitement centré sur les tendances du volume et des prix et que l'article 3.3 n'est ni spécifique ni limité de cette manière. Par conséquent, même si les considérations

[225] *Webster's New Encyclopaedic Dictionary* (1994).
[226] *Webster's New Encyclopaedic Dictionary* (1994).
[227] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Corée - Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Corée - Boissons alcooliques*"), WT/DS75/AB/R, WT/DS84/AB/R, adopté le 17 février 1999, DSR, 1999:1, 3, paragraphe 114.
[228] À cet égard, nous prenons note des pièces n° 8 à 11 des CE, contenant des communications faites par certains Membres dans le cadre de discussions au Groupe de travail spécial de la mise en œuvre de l'Accord du Comité des pratiques antidumping, dont nous observons qu'elles révèlent l'existence de pratiques quelque peu divergentes parmi les Membres. Il ressort, à tout le moins, de ces discussions que le prix et le volume ne sont pas acceptés par tous les Membres comme des indicateurs appropriés des "conditions de concurrence" (dans la mesure où l'on peut faire valoir qu'ils indiquent le résultat de la concurrence et non s'il y a concurrence). Il apparaît donc que les Membres eux-mêmes ne sont pas encore arrivés à une communauté de vues sur la teneur de cette expression. De fait, nous notons que c'est un thème qui a été proposé pour des négociations et qu'il ne nous appartient pas de présupposer le résultat de ces négociations.

de prix et de volume peuvent fort bien être pertinentes dans ce contexte, nous ne trouvons aucune référence explicite à ces considérations à l'article 3.3 b). Nous revenons plus loin sur les considérations de prix et de volume dans cette affaire spécifique.

7.243 L'obligation globale énoncée à l'article 3.1 s'applique aussi à la détermination visée à l'article 3.3, exigeant que l'autorité chargée de l'enquête fonde sa détermination du caractère approprié d'un cumul sur un "examen objectif" d'"éléments de preuve positifs". Sur cette base, nous allons maintenant examiner les allégations du Brésil concernant l'évaluation cumulative à laquelle ont procédé les Communautés européennes.

7.244 Le Brésil a axé sa contestation concernant les "conditions de concurrence" en l'espèce sur quatre éléments de la détermination des CE relative au cumul - la prise en compte du produit importé et du produit national, du volume, du prix et des circuits de distribution. En particulier, le Brésil allègue que les Communautés européennes ont violé l'article 3.1 et 3.3 en réduisant la détermination relative aux conditions de concurrence à la détermination relative au produit similaire au titre de l'article 2.6; l'article 3.1 et 3.3 en ne tenant pas compte, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", de dissimilitudes dans les conditions de concurrence comme les différences dans le produit considéré, les tendances des volumes et des prix des importations, le niveau commercial et la segmentation du marché; et l'article 3.1 et 3.3 en ne déterminant pas sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif" que les circuits de distribution étaient identiques ou semblables.

a. Définition du produit similaire

7.245 Le Brésil affirme que l'analyse des conditions de concurrence effectuée par les CE est une "tautologie" et rien de plus qu'une répétition de leur analyse du "produit similaire". Selon le Brésil, l'approche des Communautés européennes amène à conclure que l'article 3.3 b) est dénué d'effet puisque le critère prescrit par ledit article n'est qu'une répétition du critère prescrit par l'article 2.6, ce qui va à l'encontre du principe en matière d'interprétation des traités dit de l'effet utile. Le Brésil fait valoir que les Communautés européennes n'ont pas procédé à un examen objectif des conditions de concurrence (comme les questions des différents produits (à cœur noir et à cœur blanc), des différentes stratégies d'établissement des prix et de la segmentation du marché).

7.246 L'article 2.6 donne la définition de l'expression "produit similaire" aux fins de l'Accord dans les termes suivants:

> Dans le présent accord, l'expression "produit similaire" ("like product") s'entendra d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

7.247 Nous soulignons que l'article 2.6 établit ce qu'est le produit similaire aux fins de l'enquête dans son intégralité. Par conséquent l'autorité chargée de l'enquête est tenue de maintenir la cohérence du produit similaire dans ses déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage.

7.248 L'article 3.3 b) exige explicitement un examen des conditions de compétition non seulement entre les produits importés en provenance de différentes sources, mais aussi entre les produits importés et les produits nationaux similaires. Nous croyons comprendre que la référence faite au "produit considéré" à l'article 2.6 est le pendant de la référence faite aux "produits importés" à l'article 3.3 b). Il est donc naturel qu'une enquête sur l'existence d'un dommage porte essentiellement sur le produit similaire et le rapport sur le marché intérieur entre le produit similaire et le produit

importé visé. En conséquence, nous examinons si les Communautés européennes ont maintenu cette cohérence dans leur enquête.

7.249 Dans leur évaluation des conditions de concurrence dans le contexte de leur détermination relative au cumul, les Communautés européennes nous font observer que leur pratique, qu'elles affirment avoir appliquée aussi en l'espèce, consiste à examiner les critères suivants: constatation concernant le produit similaire; caractère notable du niveau du volume des importations; évolution et niveau des prix des importations et sous-cotation ou non de ces prix par rapport à ceux de la branche de production communautaire; et similitude des circuits de distribution.[229] Le règlement définitif répond spécifiquement aux arguments formulés par Tupy au cours de l'enquête au sujet des "conditions de concurrence"[230], qui se rapportent aux tendances des volumes et des prix ainsi qu'aux circuits de distribution et à la perception par le marché. Confirmant la décision provisoire relative au cumul, la conclusion générale du règlement définitif relative au cumul, dans le contexte des conditions de concurrence, indique que les produits importés et ceux de la branche de production communautaire présentent "les mêmes caractéristiques physiques et techniques", que leurs prix accusent des tendances "similaires, entraînant une forte sous-cotation des prix de l'industrie communautaire et que tous les produits importés ainsi que les produits fabriqués dans la Communauté sont écoulés par des circuits de distribution identiques ou similaires …". Ces passages nous montrent que les Communautés européennes ont examiné le rapport sur le marché entre le produit fabriqué par la branche de production communautaire et le produit importé considéré. Cela constituait la base de leur enquête sur les conditions de concurrence.

7.250 Ayant défini le produit similaire et le produit visé comme elles l'ont fait aux fins de l'enquête en question, les Communautés européennes étaient tenues de mener leur enquête sur l'existence d'un dommage sur cette base. Ce n'est pas une question de redondance ou de "tautologie", comme nous l'a suggéré le Brésil, mais plutôt de cohérence requise aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage. En outre, les Communautés européennes ont spécifiquement examiné les allégations du Brésil concernant les "variantes du produit visé", les considérations relatives aux prix et au marché, et ont établi des déterminations spécifiques sur chacun de ces facteurs.

7.251 Sur la base de ces considérations, nous considérons que le Brésil n'a pas établi que les Communautés européennes avaient manqué de cette manière à leurs obligations en ce qui concerne le cumul au titre de l'article 3.3 et 3.1.

b. Volume

7.252 L'allégation du Brésil relative au volume et au cumul des importations porte essentiellement sur des dissimilitudes dans les tendances du volume des importations, en valeur absolue comme en valeur relative, entre les importations en provenance du Brésil et les importations en provenance des autres pays concernés. Le Brésil affirme qu'une condition préalable au cumul est que les prescriptions de l'article 3.2 soient respectées pays par pays pour les pays exportateurs considérés, puisque les considérations visées à l'article 3.2 sont essentielles pour informer l'autorité chargée de l'enquête de la manière dont les importations faisant l'objet d'un dumping sont en concurrence les unes avec les autres et avec le produit national similaire. Selon le Brésil, les volumes d'importation et les parts de marché différents indiquent que les importations visées n'étaient pas en concurrence dans des conditions identiques ou du moins très semblables. Les Communautés européennes soutiennent que l'Accord ne contient aucune prescription imposant d'étudier attentivement les tendances des volumes d'importation au moment d'envisager un cumul, et que leur examen des volumes d'importation était, en tout état de cause, suffisant pour répondre aux prescriptions de l'article 3.3 et 3.1.

[229] Première communication écrite des CE, paragraphe 314.
[230] Règlement définitif, paragraphes 72 à 75.

7.253 Comme nous l'avons fait observer plus haut, le texte de l'article 3.3 n'indique pas de facteurs impératifs spécifiques qui soient des éléments *obligatoires* dans l'analyse des "conditions de concurrence". Étant donné que le texte de l'article 3.3 b) ne contient aucune référence explicite à de quelconques facteurs ou indicateurs particuliers permettant d'évaluer les conditions de concurrence, y compris, en particulier, aucune référence explicite aux tendances du volume des importations - et encore moins à des tendances identiques ou semblables du volume des importations - nous ne voyons rien dans le texte qui étaye l'argument du Brésil et ne considérons pas que l'autorité chargée de l'enquête a l'*obligation* de procéder à un examen du volume des importations pays par pays comme condition préalable avant de décider si une évaluation cumulative est ou non appropriée au sens de l'élément de l'article 3.3 b) relatif aux "conditions de concurrence". Même si une augmentation ou une diminution parallèle du volume des importations en provenance de sources diverses peut fort bien indiquer une concurrence entre ces importations, ce ne sera pas nécessairement le cas: des produits pour lesquels les tendances du volume ne sont pas parallèles peuvent aussi être en concurrence dans certaines circonstances.

7.254 Les faits figurant dans le dossier de l'enquête montrent que le volume des importations en provenance du Brésil était de 4 188 tonnes pendant la période couverte par l'enquête, correspondant à une part de marché de 6,9 pour cent. L'autorité communautaire chargée de l'enquête a qualifié cela de "substantiel" et de "loin d'être négligeable". Le Brésil fait valoir que les Communautés européennes ont fondé leur décision concernant le volume sur l'appréciation selon laquelle cela était "loin d'être négligeable".

7.255 Cette déclaration n'est pas la seule que l'autorité communautaire chargée de l'enquête ait faite au sujet des volumes d'importation dans le contexte de la détermination selon laquelle le cumul était "approprié". En examinant les conditions de concurrence entre les importations en provenance du Brésil et les importations en provenance des autres pays concernés, les Communautés européennes ont examiné aussi les tendances relatives en ce qui concerne l'évolution et le niveau du volume des importations.[231] Nous discernons dans la détermination que l'autorité communautaire chargée de l'enquête a réuni et examiné des données relatives au volume des importations dans le contexte de sa détermination au titre de l'article 3.3 et qu'elle a examiné la tendance des importations d'origine brésilienne par rapport à celles en provenance des autres pays et observé certaines divergences dans ces tendances relatives. Toutefois, comme nous l'avons déjà dit, l'Accord n'impose pas que les tendances du volume des importations soient identiques ou semblables comme condition préalable au cumul.

7.256 À la lumière de l'examen des tendances des importations effectué par les CE sur la base des renseignements figurant dans le dossier de l'enquête, nous ne constatons pas que le traitement par les CE des volumes d'importation dans le cadre de leur détermination relative au cumul constitue une violation de l'article 3.3 ou de l'article 3.1.

c. Prix

7.257 L'allégation du Brésil concernant les prix et le cumul porte essentiellement sur des dissimilitudes dans les tendances des prix des importations, en particulier celles en provenance de la République tchèque et de la Chine, par rapport à celles en provenance du Brésil. Le Brésil estime que les Communautés européennes ont indûment procédé à un cumul et qu'elles ne l'ont pas fait sur la base d'un examen objectif d'éléments de preuve positifs.

7.258 Nous prenons note des arguments du Brésil selon lesquels une évaluation cumulative des effets sur les prix ne peut pas raisonnablement être présumée appropriée lorsque le prix des

[231] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérants 140 à 144; règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérants 70 à 75 et 85.

importations en provenance du Brésil est de 44 pour cent supérieur à celui des importations en provenance de la Chine et de 22 pour cent supérieur à celui des importations en provenance de la République tchèque, en particulier à la lumière de l'augmentation du volume des importations en provenance de ces pays pendant la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage et de la concurrence "agressive" entre ces importations et le produit communautaire. Nous notons en outre les arguments du Brésil selon lesquels les Communautés européennes ne se sont pas conformées à la prescription imposant un examen objectif en s'abstenant d'appliquer leur constatation d'une "sensibilité aux prix" dans le contexte de leur détermination relative au cumul; selon lesquels les Communautés européennes n'ont pas procédé à un examen objectif puisqu'elles n'ont traité que les tendances des prix dans leurs notifications relatives à l'ampleur des augmentations et diminutions de prix d'une année à l'autre et à aucun stade ne prennent en considération les différences "fondamentales et extrêmement notables" dans la structure des prix entre chacun des pays concernés pendant la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage, si ce n'est pour dire que "les prix brésiliens, pendant toute la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage, étaient supérieurs aux prix de la République tchèque, de la Chine, de la Corée et de la Thaïlande et inférieurs aux prix constatés pour le Japon"; et selon lesquels les Communautés européennes n'ont pas examiné les incidences de l'appartenance de Tupy à l'EMAFIDA, l'association européenne des fabricants d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable.

7.259 Nous rappelons ce que nous avons dit plus haut, à savoir que l'article 3.3 ne contient pas d'indicateurs exprès permettant d'évaluer les "conditions de concurrence", et encore moins de quelconques règles fixes imposant de manière précise les pourcentages ou niveaux relatifs de ces indicateurs qui doivent exister. La disposition ne contient aucune indication quant au point de savoir si les prix devraient ou doivent être examinés, et de quelle façon, dans le cadre de l'élément concernant les conditions de concurrence d'une détermination relative au cumul, et n'énonce aucune prescription selon laquelle la "sensibilité aux prix" et les différences dans la structure des prix sont une composante obligatoire d'une analyse des conditions de concurrence au titre de l'article 3.3. Même si une augmentation ou une diminution parallèle du volume des importations en provenance de sources diverses peut fort bien indiquer une concurrence entre ces importations, ce ne sera pas nécessairement le cas: des produits pour lesquels les tendances des prix ne sont pas parallèles peuvent aussi être en concurrence dans certaines circonstances.

7.260 Les Communautés européennes ont traité les prix dans la notification précédant le règlement définitif, constatant que les prix brésiliens, pendant toute la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage, étaient supérieurs aux prix de la République tchèque, de la Chine, de la Corée et de la Thaïlande et inférieurs aux prix constatés pour le Japon. Les Communautés européennes ont dit que l'évolution des prix montrait qu'entre 1995 et 1996 tous les prix des importations en provenance des pays concernés avaient augmenté (sauf dans le cas du Japon et de la Chine, où ils avaient légèrement baissé), qu'ils avaient légèrement progressé entre 1996 et 1997 (sauf dans le cas de la République tchèque et du Brésil où ils avaient diminué), qu'ils avaient tous connu une nouvelle baisse entre 1997 et 1998 (sauf dans le cas de la Chine où ils étaient demeurés stables), tandis qu'entre 1998 et la période couverte par l'enquête, ils avaient augmenté dans certains cas (Brésil, Japon, et dans une mesure plus considérable, Thaïlande), avaient légèrement diminué dans un cas (Chine), et étaient demeurés stables dans un cas (République tchèque). Les Communautés européennes ont constaté que les prix brésiliens, sur la base des transactions à l'exportation opérées pendant la période couverte par l'enquête, avaient présenté pendant cette période une sous-cotation considérable de l'ordre de 40 pour cent environ par rapport aux prix de la branche de production communautaire, alors que la sous-cotation constatée pour les autres pays concernés varie entre 16 pour cent (Japon) et 68 pour cent (Chine) environ. Sur cette base, les Communautés européennes ont conclu que "bien que les prix des importations d'origine brésilienne et des importations en provenance des autres pays concernés n'aient pas été identiques dans tous les cas pendant la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage, ce que n'exige pas le règlement de base, la différence entre eux n'était pas de nature à justifier une évaluation non cumulative".

7.261 Les données figurant dans le dossier de l'enquête confirment dans une large mesure la déclaration des CE selon laquelle les prix des exportations d'origine brésilienne "ont diminué presque continuellement" entre 1996 et la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage. Une augmentation de 2 pour cent entre 1998 et la période couverte par l'enquête, pas plus que le fait que les prix moyens des importations en provenance du Brésil étaient entre 1996 et la période couverte par l'enquête de 6 pour cent plus élevés qu'en 1995, ne rend l'examen des CE tel qu'il ressort de cette déclaration non objectif et non fondé sur des éléments de preuve positifs. Une autorité impartiale et objective aurait pu faire cette constatation sur la base des éléments de preuve versés au dossier.

7.262 Sur la base des considérations qui précèdent, et à la lumière des explications présentées par les Communautés européennes dans leur détermination, nous ne constatons pas que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.3 ou 3.1 en ce qui concerne leur traitement des prix ou de la sensibilité aux prix dans leur détermination relative aux conditions de concurrence.

d. Circuits de distribution

7.263 Le Brésil allègue que les Communautés européennes ont violé l'article 3.3 et 3.1 du fait de leur traitement des circuits de distribution dans le contexte de leur détermination relative au cumul parce que leur déclaration selon laquelle tous les pays concernés utilisent des circuits de distribution identiques ou semblables ne se fonde pas sur un examen objectif d'éléments de preuve positifs. Le Brésil fait observer que le dossier tel qu'il a été divulgué à ce jour ne démontre pas que les Communautés européennes ont constaté ce qu'elles allèguent avoir constaté concernant la similitude des circuits de distribution, en particulier eu égard au fait qu'elles ont accordé, dans le contexte de la détermination de l'existence d'un dumping, un ajustement de la valeur normale parce que les exportations OEM étaient effectuées à un niveau commercial différent.

7.264 Le règlement définitif dispose ce qui suit:

> "Tous les pays concernés utilisent des circuits de distribution identiques ou similaires, comme le confirme le fait que certains négociants importent de divers pays concernés et achètent le produit concerné aux producteurs communautaires."[232]

7.265 L'article 3.3 n'exige pas expressément que les "niveaux commerciaux" soient une composante d'une analyse des conditions de concurrence. Il ne contient pas non plus d'indication quant à *la façon dont* les niveaux commerciaux devraient être examinés dans le cadre de l'élément concernant les conditions de concurrence d'une détermination relative au cumul. Le contraste sur ce point est frappant avec les dispositions de l'article 2 concernant la détermination de l'existence d'un dumping et, en particulier, avec l'article 2.4 qui exige de tenir dûment compte des différences de niveau commercial afin d'assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation. De plus, à la différence d'une détermination de l'existence d'un dumping qui compare les prix sur le marché du Membre exportateur et le marché du Membre importateur, une analyse du dommage est plutôt axée sur la façon dont le produit d'importation et le produit national sont en concurrence sur le marché du Membre *importateur*. Par conséquent, le fait que les Communautés européennes ont accordé un ajustement dans la détermination de l'existence d'un dumping ne signifierait pas nécessairement que les niveaux commerciaux doivent être pris en compte de la même manière dans l'aspect relatif aux conditions de concurrence d'une analyse du cumul.[233] Une autorité impartiale et objective aurait pu faire cette constatation sur la base des éléments de preuve versés au dossier.

---

[232] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 73.

[233] La notification précédant le règlement définitif indique que les Communautés européennes ont accordé un ajustement de la valeur normale au titre de différences dans les niveaux commerciaux en ce qui

7.266 À la lumière de ces considérations, nous ne constatons pas que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.3 ou 3.1 en ce qui concerne leur traitement des circuits de distribution dans leur détermination relative au cumul.

iv) Conclusion concernant l'article 3.3 b)

7.267 Nous avons constaté que l'expression "conditions de concurrence" figurant à l'article 3.3 ne contenait pas d'indicateurs exprès permettant d'évaluer les "conditions de concurrence", et encore moins de quelconques règles fixes imposant les pourcentages ou niveaux relatifs de ces indicateurs qui doivent exister, ni même de quelconques lignes directrices indicatives.[234] Par conséquent, il n'y a à tout le moins dans l'expression "conditions de concurrence" aucune prescription expresse imposant d'examiner les effets sur le volume et les prix. Nous avons examiné chacun des quatre éléments constituant le fondement de la détermination des CE selon laquelle une évaluation cumulative était appropriée en l'espèce et contestés par le Brésil (définition du produit similaire; volume; prix; circuits de distribution).[235] Si le Brésil est manifestement parvenu à une conclusion différente, nous rappelons notre critère d'examen et considérons qu'une autorité impartiale et raisonnable aurait pu déterminer que le cumul était approprié dans les circonstances de la présente affaire. En conséquence, nous concluons que les Communautés européennes n'ont pas manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.3 en ce qui concerne le cumul.

12. Point 13: sous-cotation du prix non dûment prise en compte

a) Arguments des parties

7.268 Le **Brésil** fait valoir que les Communautés européennes ont violé l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* du fait qu'elles n'ont pas dûment examiné, sur la base d'éléments de preuve positifs, s'il y avait sous-cotation notable du prix des importations brésiliennes par rapport aux prix du produit similaire dans les Communautés européennes. Le Brésil fait observer que l'examen de la sous-cotation du prix effectué par les Communautés européennes n'a pas porté sur les "importations faisant l'objet d'un dumping", selon les termes de l'article 3.2, puisque les Communautés européennes ont calculé la marge de sous-cotation uniquement en ce qui concerne une "sélection non justifiée" de transactions pour lesquelles elles ont constaté une sous-cotation (et en négligeant ou "réduisant à zéro" les marges de sous-cotation négatives) et pour lesquelles il y avait un type de produit correspondant fabriqué dans les Communautés européennes. De plus, le Brésil affirme que, puisqu'elle accroît non seulement la probabilité d'une détermination de l'existence d'une sous-cotation du prix, mais aussi l'ampleur de cette sous-cotation, la méthode "manipulatrice" des CE est intrinsèquement inéquitable et ne constitue pas un "examen objectif" au sens de l'article 3.1.[236]

7.269 Les **Communautés européennes** font valoir que les allégations du Brésil impliqueraient une application mécanique à l'article 3.2 de l'*Accord antidumping* de l'interprétation de l'article 2.4.2 faite dans l'affaire *CE - Linge de lit*. Toutefois, de l'avis des CE, il y a dans ces dispositions des différences importantes qui militent contre une telle application mécanique. En tout état de cause, selon les Communautés européennes, le résultat pratique de la "réduction à zéro" dans l'analyse de la

---

concerne les ventes faites à un acheteur OEM des CE, au motif que "la société ne vendait pas sur son marché intérieur à des acheteurs OEM". Pièce n° 16 du Brésil, page 7.

[234] Nous rappelons à nouveau que les Membres ne sont pas parvenus à une communauté de vues sur la nature des obligations énoncées à l'article 3.3 b), et que, de fait, ils en discutent actuellement. Voir *supra*, la note 228.

[235] Nous nous référons aux constatations que nous avons formulées *supra*, paragraphes 7.251, 7.256, 7.262 et 7.266.

[236] Réponse du Brésil à la question n° 86 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

sous-cotation du prix en l'espèce était *de minimis* (0,01 pour cent). Les Communautés européennes estiment également que l'allégation du Brésil concernant la limitation du calcul de la sous-cotation à des types directement comparables est sans fondement et n'a pas été formulée au cours de l'enquête. L'article 3 n'énonce pas d'obligations précises quant à la façon dont l'autorité chargée de l'enquête doit procéder à une analyse de la sous-cotation du prix, et l'analyse des CE prenait en compte plus de 60 pour cent des exportations de Tupy vers les Communautés européennes en volume et plus de 70 pour cent en valeur.

b) Arguments des tierces parties

7.270 Les **États-Unis** considèrent comme les Communautés européennes que l'*Accord antidumping* ne prescrit aucune méthode particulière pour examiner s'"il y a eu dans les importations faisant l'objet d'un dumping sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur". En l'absence d'une telle prescription, les autorités chargées de l'enquête peuvent faire des comparaisons de prix selon toute méthode qui assure un examen impartial et objectif. En particulier, rien dans l'article 3.2 n'impose aux autorités chargées de l'enquête, lorsqu'elles examinent le caractère notable de la sous-cotation, d'appliquer la méthode définie à l'article 2 pour déterminer l'existence d'un dumping et les marges de dumping. Les buts et les obligations visés par chacune de ces dispositions sont distincts et rien dans le texte de l'Accord ne justifie de les traiter d'une manière interchangeable.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.271 Le Brésil fonde son allégation sur l'article 3.2 de l'*Accord antidumping* et les prescriptions imposant un "examen objectif" et des "éléments de preuve positifs" énoncées à l'article 3.1. Notre analyse de cette allégation commence par le texte de l'article 3.2 qui dispose ce qui suit:

> "3.2 Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur. Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

7.272 Il nous apparaît clairement que les Communautés européennes ont pris en considération la sous-cotation du prix des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du Brésil, puisqu'elles ont examiné l'existence et l'ampleur d'une telle sous-cotation. Il ressort des règlements provisoire et définitif que l'autorité communautaire chargée de l'enquête a considéré et pris en compte le point de savoir s'il y avait eu sous-cotation notable du prix des importations faisant l'objet d'un dumping.

7.273 Les allégations du Brésil concernent, toutefois, la *manière* dont les Communautés européennes ont pris en considération la sous-cotation du prix, et la méthode appliquée. Nous examinons donc l'allégation du Brésil selon laquelle la prise en considération par les CE de la sous-cotation du prix, suivant une méthode faisant intervenir une "réduction à zéro" des ventes à des prix "non sous-cotés", n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs" et ne constituait pas un

"examen objectif" au sens de l'article 3.1. Nous rappelons le texte de cette disposition et ce que nous avons dit à son sujet *supra*.

7.274 En ce qui concerne la prescription relative à des éléments de preuve positifs, la méthode appliquée par les CE concernant la sous-cotation a consisté à comparer, pour chaque type d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable, les prix moyens pondérés départ usine des producteurs communautaires aux prix moyens pondérés à l'exportation de chaque producteur exportateur concerné. Sur cette base, "les marges de sous-cotation établies par pays, exprimées en pourcentage des prix de l'industrie communautaire, étaient toutes de loin supérieures à 20 pour cent".[237] Pour ce qui est de la nature des faits sur lesquels repose l'analyse de la sous-cotation, les Communautés européennes ont examiné des données réelles concernant les prix, qui étaient par nature objectives et vérifiables.

7.275 Nous croyons comprendre que le Brésil affirme, s'agissant de la "réduction à zéro", que la méthode des CE n'a pas tenu compte de l'effet des "importations faisant l'objet d'un dumping" dans leur ensemble et qu'il est plus probable qu'elle aboutisse à une détermination de sous-cotation du prix et accroisse l'ampleur du dommage dont l'existence a été déterminée. De l'avis du Brésil, la méthode des CE est intrinsèquement préjudiciable et inéquitable. Le Brésil affirme qu'"une obligation généralisée d'équité est un point de repère logique pour la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3"[238] et que "toutes les méthodes particulières appliquées par les autorités chargées de l'enquête qui sont contraires aux principes de base de la bonne foi et de l'équité constituent une violation de l'article 3.1".[239]

7.276 Le texte de l'article 3.2 se réfère aux "prix" intérieurs (au pluriel, plutôt qu'au singulier). Cet élément textuel étaye notre point de vue selon lequel il n'y a pas de prescription au titre de l'article 3.2 imposant d'établir une marge de sous-cotation unique sur la base d'un examen de chacune des transactions intéressant le produit visé et le produit similaire. En outre, le texte de l'article 3.2 se réfère aux "importations faisant l'objet d'un dumping", c'est-à-dire aux importations du produit visé en provenance d'un producteur exportateur dont il a été déterminé qu'il pratiquait le dumping.[240] Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête sont en droit de traiter toutes importations en provenance de producteurs/exportateurs pour lesquels une détermination positive de l'existence d'un dumping est établie comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage au titre de l'article 3. Il n'y a, toutefois, pas de prescription imposant de prendre en compte chacune des transactions sans exception intéressant les "importations faisant l'objet d'un dumping", ni voulant que les "importations faisant l'objet d'un dumping" examinées au titre de l'article 3.2 soient limitées aux transactions précises faisant l'objet de la détermination de l'existence d'un dumping. Ce point de vue est étayé par l'absence dans l'Accord d'une disposition spécifique concernant les périodes. Un Membre importateur peut examiner les effets des importations sur les prix pendant une période couverte par une enquête sur l'existence d'un dommage qui peut être différente de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping. Ces considérations ne diminuent naturellement pas l'obligation qu'a l'autorité chargée de l'enquête de procéder à une analyse impartiale et équitable de la sous-cotation du prix.

7.277 Nous prenons note de l'opinion partagée par les parties selon laquelle "le Groupe spécial devrait accorder aux autorités chargées de l'enquête un pouvoir discrétionnaire considérable pour

[237] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 149.
[238] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 135.
[239] Réponse du Brésil à la question n° 103 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.
[240] Voir le rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit, supra*, note 77, paragraphe 6.139.

choisir une méthode qui donne un résultat valable tout en évitant l'iniquité".[241] L'un des buts d'une analyse de la sous-cotation du prix est d'aider l'autorité chargée de l'enquête à déterminer si les importations faisant l'objet d'un dumping ont causé, par les effets du dumping, un dommage important à une branche de production nationale. Dans cette partie d'une enquête antidumping, l'autorité chargée de l'enquête tente de discerner si les prix des importations faisant l'objet d'un dumping ont eu une incidence sur la branche de production nationale. L'interaction de deux variables déterminerait essentiellement l'ampleur de l'incidence de la sous-cotation du prix sur la branche de production nationale: le volume des ventes à des prix sous-cotés; et la marge de sous-cotation pour ces ventes. Des ventes à des prix sous-cotés pouvaient avoir une incidence sur la branche de production nationale (par exemple sous la forme de perte de ventes) indépendamment du point de savoir si d'autres ventes pouvaient être effectuées à des prix supérieurs à ceux qui étaient pratiqués par la branche de production nationale. Le fait que certaines ventes ont pu avoir lieu à des "prix non inférieurs" n'élimine pas les effets sur le marché d'importation des ventes qui *ont été* effectuées à des prix inférieurs. Ainsi, une prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête de fonder son analyse de la sous-cotation du prix sur une méthode qui compense les prix sous-cotés par les prix "surcotés" aurait pour conséquence d'imposer à l'autorité chargée de l'enquête de conclure qu'il n'existait aucune sous-cotation du prix alors qu'en fait il pouvait y avoir un nombre considérable de ventes à des prix sous-cotés qui avaient pu avoir un effet préjudiciable sur la branche de production nationale.

7.278 Nous rappelons le rejet par le Brésil de la déclaration des CE selon laquelle "l'examen de la sous-cotation du prix n'est pas une fin en soi"[242], en rappelant que pour déterminer le niveau des mesures antidumping à imposer, les Communautés européennes calculent deux marges - une pour le dumping (34,80 pour cent en l'espèce) et une pour le dommage (une marge de sous-cotation (39,78 pour cent), et une marge de vente à un prix inférieur (82,08 pour cent)). À cet égard, nous faisons observer que, tandis que la marge de dumping est à elle seule décisive dans une détermination de l'existence d'un dumping, la sous-cotation du prix n'est pas à elle seule décisive dans une détermination de l'existence d'un dommage; elle fait plutôt partie de l'évaluation globale du dommage causé à la branche de production nationale et elle est examinée de façon à donner des indications aux autorités chargées de l'enquête dans le contexte de cette évaluation du dommage et du lien de causalité. Bien que cela assurément ne justifie en rien un examen arbitraire ou partial[243], en particulier eu égard au fait que l'Accord ne définit pas de conditions ou critères ou méthode spécifiques, cela permet à l'autorité chargée de l'enquête d'avoir une certaine latitude pour procéder à l'évaluation de la sous-cotation du prix.

7.279 À notre avis, l'application d'une méthode qui reflète pleinement l'incidence de la sous-cotation du prix sur la branche de production nationale ne contrevient pas à l'article 3.1 ou 3.2. Le Brésil affirme que la méthode appliquée par les Communautés européennes accroîtra inévitablement la probabilité d'une constatation de sous-cotation du prix qui conduise à déterminer l'existence d'un niveau plus élevé de dommage. Nous ne sommes pas d'accord. La méthode des CE ne créera pas de sous-cotation lorsqu'il n'y en a pas un seul exemple; elle reflétera plutôt la sous-cotation qui existe ainsi que sa fréquence et son ampleur.

---

[241] Première communication écrite des CE, paragraphe 277; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 143.

[242] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 149.

[243] Nous rappelons à cet égard la déclaration suivante de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier laminé à chaud*, *supra*, note 40, soulignant l'importance d'un examen impartial: "Toutefois, l'évaluation des facteurs pertinents par les autorités chargées de l'enquête doit respecter l'obligation fondamentale, faite à ces autorités à l'article 3.1, de procéder à un "examen objectif". Pour qu'un examen soit "objectif", l'identification, l'analyse et l'évaluation des facteurs pertinents doivent être impartiales. Les autorités chargées de l'enquête ne sont donc pas en droit de mener leur enquête de manière telle qu'il devienne plus probable que, à la suite du processus d'établissement ou d'évaluation des faits, elles détermineront que la branche de production nationale subit un dommage."

7.280 Nous jugeons pertinente dans ce contexte l'analyse faite dans le rapport (non adopté) d'un groupe spécial antérieur[244], au titre de dispositions semblables de l'*Accord antidumping du Tokyo Round*, laquelle dit ce qui suit:

> "… Le Groupe spécial a donc examiné la question de savoir si la méthode de calcul des moyennes contestée par le Japon avait amené la CE à ne pas effectuer un examen objectif dans le cas de la sous-cotation des prix.
>
> Le Groupe spécial a relevé que l'examen de l'existence d'une sous-cotation importante des prix au sens des articles 3:1 et 3:2 n'était pas un exercice abstrait, mais était lié au processus consistant à déterminer si les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé, par les effets du dumping, un préjudice important à une branche de production nationale. De l'avis du Groupe spécial, la mesure dans laquelle la sous-cotation des prix aurait une incidence sur une branche de production nationale était fonction de deux variables, le nombre de ventes effectuées à des prix sous-cotés et l'ampleur de la sous-cotation pratiquée pour ces ventes. Le nombre de ventes effectuées à des prix sous-cotés était un élément particulièrement important, car il donnerait une idée du nombre de ventes qui auraient probablement échappé à la branche de production nationale. La marge de sous-cotation pratiquée pour ces ventes présentait un intérêt dans la mesure où pour les produits non sensibles aux variations des prix une faible marge de sous-cotation pouvait ne pas jouer un rôle déterminant dans les décisions des acheteurs. Le Groupe spécial a relevé également que le calcul d'une marge moyenne de sous-cotation pour toutes les ventes, qu'elles soient ou non effectuées à des prix sous-cotés, n'était peut-être pas le meilleur moyen d'évaluer l'incidence d'une sous-cotation des prix sur une branche de production nationale puisqu'il limitait la possibilité pour les autorités chargées de l'enquête d'examiner ces deux variables de manière indépendante. Néanmoins, des marges moyennes de sous-cotation pouvaient constituer des données utiles pour examiner l'existence d'une sous-cotation importante des prix.
>
> Le Japon n'avait pas allégué que le calcul des marges moyennes de sous-cotation était incompatible avec l'Accord. Il avait plutôt allégué en l'espèce que la CE aurait dû utiliser pour déterminer une marge moyenne de sous-cotation une méthode de calcul des moyennes pondérées, qui n'aurait pas ramené "à zéro" les ventes effectuées à des prix surcotés. Considéré dans le contexte de l'allégation du Japon selon laquelle la CE n'avait pas effectué un "examen objectif", l'argument du Japon pouvait être que la CE n'avait pas tenu compte des éléments de preuve pertinents parce qu'elle n'avait pas examiné la mesure dans laquelle certaines ventes étaient effectuées à des prix supérieurs à ceux qui étaient pratiqués par la branche de production nationale. Toutefois, le Groupe spécial n'a pas jugé cet argument convaincant. Plus précisément, il a considéré que si certaines ventes étaient effectuées à des prix sous-cotés, ces ventes auraient pu avoir une incidence sur la branche de production nationale (par exemple sous la forme d'un manque à gagner), que les autres ventes aient ou non été effectuées à

[244] Nous rappelons la déclaration ci-après de l'Organe d'appel au sujet des rapports non adoptés de groupes spéciaux établis dans le cadre du Tokyo Round: "Nous partageons toutefois la conclusion à laquelle le Groupe spécial est arrivé au même paragraphe de son rapport, lorsqu'il dit que les rapports des groupes spéciaux non adoptés "n'[ont] aucun statut juridique dans le système du GATT ou de l'OMC car ils n'[ont] pas été approuvés sur décision des PARTIES CONTRACTANTES du GATT ou des Membres de l'OMC". Nous pensons également qu'"un groupe spécial [peut] néanmoins s'inspirer utilement du raisonnement présenté dans un rapport de groupe spécial non adopté qu'il [juge] en rapport avec l'affaire dont il [est] saisi". Rapport de l'Organe d'appel *Japon - Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon - Boissons alcooliques II*"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, page 17, DSR 1996:I, 97.

> des prix supérieurs à ceux qui étaient pratiqués par la branche de production nationale. Ainsi, exiger des autorités chargées d'une enquête qu'elles analysent la sous-cotation sur la base de marges moyennes pondérées qui compenseraient les prix sous-cotés par les prix "surcotés" reviendrait à exiger de ces autorités qu'elles établissent qu'il n'y avait pas sous-cotation alors qu'en fait il pouvait exister des volumes considérables de ventes effectuées à des prix sous-cotés qui pouvaient contribuer au préjudice important subi par une branche de production nationale …
>
> Pour les raisons exposées ci-dessus, le Groupe spécial a conclu que la détermination positive de la CE concernant l'existence d'un préjudice n'était pas incompatible avec les articles 3:1 et 3:2 de l'Accord du fait de la méthode utilisée par la CE pour calculer une marge moyenne de sous-cotation du prix."[245]

7.281 Nous sommes en désaccord avec le Brésil lorsqu'il affirme que ce rapport non adopté d'un groupe spécial ne peut apporter aucune indication utile parce qu'il est antérieur aux rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Linge de lit*. Nous notons que la disposition considérée par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans le différend *CE - Linge de lit* était l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, et que la partie de l'enquête antidumping particulière en question était le calcul de la marge antidumping. Par conséquent, ces rapports n'ont pas spécifiquement trait à la question dont nous sommes saisis. Ce qui nous occupe ici en revanche, c'est une analyse de la sous-cotation du prix au titre de l'article 3.2 et 3.1 dans le contexte de l'étape relative au "dommage" de la présente enquête antidumping. À la différence de l'article 2 (en particulier l'article 2.4.2) de l'*Accord antidumping*, qui énonce des prescriptions spécifiques concernant le calcul de la marge antidumping, l'article 3.2 impose aux autorités chargées de l'enquête d'examiner si la sous-cotation du prix est "notable", mais n'établit aucune prescription spécifique concernant le calcul d'une marge de sous-cotation, ni ne prévoit une méthode particulière à suivre pour cet examen. Étant donné le contraste frappant entre les dispositions du point de vue du texte, du contexte, de la nature juridique et de la raison d'être, nous sommes fermement convaincus que le raisonnement du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Linge de lit* ne peut être directement transposé ici.

7.282 Nous constatons donc que les Communautés européennes n'ont pas manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne cet aspect de leur méthode d'évaluation de la sous-cotation du prix.

7.283 Il nous reste à examiner l'observation du Brésil selon laquelle, si la méthode des Communautés européennes constitue une violation de l'article 3.1, l'allégation de ces dernières concernant le défaut de caractère notable est privée de sens. Puisque nous avons constaté que les Communautés européennes n'avaient pas manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.2, nous n'examinons pas l'affirmation des CE selon laquelle le résultat pratique de la "réduction à zéro" dans leur analyse de la sous-cotation du prix était *de minimis* (0,01 pour cent), et selon laquelle "l'application d'une méthode qui n'affectait pas le résultat de l'examen au titre de l'article 3.2 dans la présente enquête ne peut pas être jugée incompatible avec cette disposition simplement parce que l'utilisation de cette méthode pourrait affecter ce résultat dans d'autres enquêtes".

7.284 Nos constatations exposées ci-dessus sont également pertinentes pour l'allégation du Brésil selon laquelle les Communautés européennes ont violé l'article 3.2 en limitant leur examen de la sous-cotation du prix aux modèles "correspondants". L'article 3.2 n'indique aucune méthode explicite requise pour l'examen de la sous-cotation du prix. De plus, il n'y a pas d'obligation d'établir une marge de sous-cotation unique, ni d'examiner chacune des transactions sans exception intéressant le produit similaire. Les Communautés européennes ont fondé leur analyse de la sous-cotation du prix sur certaines transactions intéressant le produit similaire. Nous ne constatons pas d'infraction en ce

[245] Rapport du Groupe spécial *CE - Cassettes audio* (non adopté), ADP/136, paragraphes 436 à 439.

qui concerne cet aspect de l'analyse faite par les CE de la sous-cotation du prix. À la lumière de notre constatation, nous n'examinons pas la pertinence de l'allégation selon laquelle Tupy n'a pas soulevé cette question au cours de l'enquête antidumping correspondante.

7.285 Pour ces raisons, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 3.2 et 3.1 dans leur examen de la sous-cotation du prix.

13. Point 14: pas de calcul adéquat des marges de sous-cotation du prix alléguées

a) Arguments des parties

7.286 Selon le **Brésil**, les Communautés européennes ont refusé, dans le contexte de la comparaison des prix au titre de l'article 3.2, un ajustement au titre des différences dans les méthodes de production entre les variétés "à cœur blanc" et "à cœur noir" du produit en cause. Le Brésil fait valoir que la constatation par les Communautés européennes d'une sous-cotation notable du prix est donc incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping*, qui prescrit de procéder à un "examen objectif" sur la base d'"éléments de preuve positifs" de l'effet sur les prix puisque: en manipulant les numéros de contrôle des produits, elles ont "forcé" le produit visé et le produit similaire à être comparables; en refusant de neutraliser les différences entre le produit visé et le produit similaire, elles n'ont pas fait en sorte que les produits soient comparables; et parce que leurs conclusions au sujet du coût de production et de la perception par le marché ne sont pas étayées par des faits.

7.287 Les **Communautés européennes** font observer que les autorités des CE ont reconnu que les coûts de production des accessoires à cœur blanc et des accessoires à cœur noir n'étaient pas identiques, mais ont néanmoins comparé les prix de ces produits. Elles estiment que les différences de coût de production ne nuisent pas en elles-mêmes aux comparaisons de prix; l'interchangeabilité telle qu'elle ressort de la perception par le consommateur est le facteur déterminant. Les Communautés européennes ont examiné les différences de coût et constaté qu'elles étaient dues uniquement à une plus grande utilisation d'énergie et que cela n'avait pas de conséquence notable. Elles n'ont constaté aucune différence notable dans la perception par le marché.

b) Arguments des tierces parties

7.288 Les **États-Unis** font observer qu'il n'y a aucune prescription juridique au titre de l'*Accord antidumping* imposant à une autorité d'ajuster les prix avant de les comparer aux fins de l'évaluation du dommage. Au contraire, l'article 3.1 se réfère à l'examen des prix *sur le marché intérieur*. Par conséquent, l'Accord prescrit aux autorités d'examiner et de comparer les prix réels auxquels les produits ont été vendus sur le marché du Membre procédant à l'enquête; il ne permet pas une comparaison de prix fictifs. Une comparaison telle que la préconise le Brésil (entre les prix des importations en provenance du Brésil, entièrement composées d'accessoires de tuyauterie à cœur noir, et les prix des accessoires de tuyauterie à cœur noir *exportés* qui avaient été fabriqués par les producteurs communautaires) n'aurait pas satisfait aux prescriptions de l'article 3.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.289 Le **Groupe spécial** examine l'allégation du Brésil selon laquelle l'enquête et la constatation des Communautés européennes établissant une sous-cotation notable du prix sont incompatibles avec l'article 3.2 et 3.1 de l'*Accord antidumping* puisque aucun ajustement n'a été effectué au titre des différences dans les méthodes de production entre les variantes "à cœur blanc" et "à cœur noir" des accessoires de tuyauterie en fonte malléable.

7.290 Le Brésil a précisé que cette allégation concernant des différences alléguées dans la méthode de production/le coût de production/le prix de vente, la perception par le marché et les caractéristiques physiques des qualités "à cœur noir" et "à cœur blanc" du produit visé était fondée sur le fait que, son avis, même si l'article 3 ne prévoit pas expressément d'ajustements, "les principes de base de la bonne foi et de l'équité fondamentale signifient que des ajustements devraient être apportés s'ils sont nécessaires pour assurer la comparabilité des prix".[246] Le Brésil se réfère au contexte de l'article 3.2 fourni par l'article 2.6 qui fait obligation aux autorités chargées de l'enquête de comparer des produits identiques, et affirme que c'est uniquement en l'absence de produits identiques que les autorités devraient recourir à une comparaison de produits similaires. Le Brésil affirme que la comparaison entre le prix réel à l'importation d'un accessoire à cœur noir et le prix réel d'un accessoire à cœur blanc vendu par la branche de production nationale effectuée sans aucun ajustement ne constituerait pas un "examen objectif" au sens de l'article 3.2 et 3.1.

7.291 L'article 3.1 impose aux autorités compétentes de procéder à un examen objectif de, entre autres choses, "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires *sur le marché intérieur*". L'Accord enjoint donc à l'autorité chargée de l'enquête de procéder à une comparaison des prix de vente du produit similaire et du produit importé sur le marché intérieur du Membre procédant à l'enquête. Cela exige nécessairement que les produits similaires réellement vendus sur le marché intérieur fassent l'objet d'une comparaison.

7.292 De plus, comme nous l'avons fait observer, l'Accord n'établit aucune prescription juridique ou méthode requise explicite pour une analyse au titre de l'article 3.2. À la différence de l'article 2, relatif au dumping, l'article 3 ne contient aucune indication spécifique quant à la méthode que l'autorité chargée de l'enquête peut utiliser pour examiner la sous-cotation du prix. Nous sommes conscients que la prescription de l'article 3.1 imposant de procéder à un "examen objectif" sur la base d'"éléments de preuve positifs" veut que l'examen des autorités chargées de l'enquête soit conforme aux impératifs des principes de base de la bonne foi et de l'équité fondamentale. L'autorité chargée de l'enquête doit donc assurer un traitement impartial des renseignements et des données figurant dans le dossier de l'enquête. Toutefois, étant donné que le contraste frappant du point de vue du texte, du contexte, de la nature juridique et de la raison d'être entre les dispositions de l'article 2 de l'*Accord antidumping* concernant le calcul de la marge de dumping et celles de l'article 3 concernant l'analyse du dommage, nous refusons de transposer globalement les obligations méthodologiques plus détaillées énoncées à l'article 2 concernant le dumping dans les dispositions de l'article 3 concernant l'analyse du dommage.

7.293 En outre, puisque dans l'analyse de la sous-cotation du prix, l'autorité chargée de l'enquête examine le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, dans la mesure où un produit est en concurrence avec un autre produit et affecte les ventes intérieures de ce produit, il pourrait fort bien y avoir des bases différentes pour décider de procéder ou non à un ajustement dans le contexte des analyses du dumping et de la sous-cotation du prix. Dans une détermination de l'existence d'un dumping, un élément sur lequel les ajustements sont axés peut être les différences dans les coûts dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'un producteur/exportateur les répercute dans ses prix; en revanche, l'élément sur lequel est axée une analyse de la sous-cotation du prix peut être les différences entre le produit importé et le produit national similaire que les consommateurs perçoivent comme importantes.

7.294 Le règlement définitif indique que l'autorité communautaire chargée de l'enquête a examiné les arguments que Tupy a avancés selon lesquels "il fallait opérer des ajustements aux fins de la comparaison des prix des produits importés (fonte à cœur noir) et des produits communautaires (généralement fonte à cœur blanc), faisant valoir des différences de perception par le marché et de

[246] Réponse du Brésil à la question n° 103 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

processus de production (au niveau, notamment, du traitement de recuit, étant donné que, la consommation d'énergie étant plus importante, le coût de production des accessoires en fonte malléable à cœur blanc est plus élevé) qui se reflètent sur les prix de vente".[247] Le règlement définitif indique en outre que les Communautés européennes ont rejeté ces deux arguments. L'autorité communautaire chargée de l'enquête a constaté qu'aucune différence dans la perception par le marché ne pouvait être discernée, en tout état de cause pas en termes de prix.[248]

7.295 Les Communautés européennes citent des éléments de preuve à l'appui de leurs déclarations dans le règlement définitif selon lesquelles les coûts moyens de l'énergie en pourcentage des coûts de fabrication totaux des produits à cœur noir et à cœur blanc sont très faibles et diffèrent très peu.[249] Les Communautés européennes n'ont constaté aucune différence, ou du moins pas de différence notable, dans la perception par le marché sur la base de leur évaluation des faits figurant dans le dossier, qui confirment dans une large mesure leurs déclarations.

7.296 Ainsi, les Communautés européennes ont recueilli et évalué des faits concernant les différences allégués dans le coût de production et la perception par le marché entre les variantes à cœur noir et à cœur blanc du produit considéré, et sont parvenues à la conclusion que les différences dans le coût de production n'étaient pas notables et qu'il n'y avait pas de différence notable dans la perception par les consommateurs. Une autorité raisonnable et objective aurait pu établir cette détermination sur la base du dossier de l'enquête en question. Il ne nous appartient pas de substituer notre jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête.

7.297 Ayant à l'esprit notre critère d'examen et compte tenu de l'établissement des faits pertinents par l'autorité communautaire chargée de l'enquête et de son examen de la question sur la base de ces faits l'amenant à constater que le marché ne différenciait pas les accessoires à cœur noir et à cœur blanc et des différences dans le coût de fabrication attestées par les éléments de preuve versés au dossier de l'enquête en ce qui concerne la part relative du coût de l'énergie dans les coûts de production totaux, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas violé l'article 3.2 et 3.1 en n'accordant pas un ajustement au titre de la comparabilité des prix dans leur comparaison des prix de vente des accessoires à cœur noir et à cœur blanc dans le contexte de leur examen de la sous-cotation du prix.

14. Point 16: dommage

a) Arguments des parties

7.298 Le **Brésil** a dans un premier temps fait valoir que les Communautés européennes n'avaient pas évalué la totalité des facteurs énumérés à l'article 3.4; et n'avaient évalué que partiellement neuf des

[247] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 86.

[248] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 87, où il est dit ce qui suit: "… aucune différence de perception par le marché n'a été observée en termes de prix dans les cas où une même partie vendait à la fois des accessoires en fonte malléable à cœur blanc et à cœur noir, cas pourtant susceptibles de révéler une éventuelle différence en la matière. Quant aux utilisateurs du produit concerné, l'enquête a confirmé qu'ils ne faisaient aucune distinction entre les accessoires en fonte malléable à cœur blanc et à cœur noir …". Il est dit aussi dans le règlement définitif (paragraphe 17) que: "L'enquête a … montré que le marché ne les perçoit pas différemment, car, à l'exception de la teneur en carbone, ils présentent des caractéristiques très proches et sont destinés aux mêmes utilisations finales, si bien qu'ils sont interchangeables. Cet aspect est confirmé par le fait que les importateurs/négociants qui achètent aussi bien des accessoires en fonte malléable à cœur noir originaires des pays concernés que des accessoires en fonte malléable à cœur blanc produits dans la Communauté les vendent aux utilisateurs sans faire la distinction entre les deux types de matériau. Quant aux utilisateurs, l'enquête a confirmé qu'ils ne font pas réellement de différence entre les accessoires en fonte malléable à cœur blanc ou noir."

[249] Pièce n° 13 des CE. Voir le règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérants 88 et 89.

15 facteurs (ce qui représentait une base insuffisante pour établir une constatation positive de l'existence d'un dommage). Il a aussi affirmé que les Communautés européennes n'avaient pas examiné la "croissance" de manière indépendante, puisque cet examen ne pouvait être déduit qu'implicitement de leur examen d'autres facteurs de dommage. Après la communication par les Communautés européennes de la pièce n° 12 des CE dans le cadre de leur première communication écrite, le Brésil a allégué que le dossier de l'enquête publié ou divulgué ne contenait pas d'évaluation de la productivité; du retour sur investissement; du flux de liquidités; des salaires; de la marge de dumping; et de la capacité de se procurer des capitaux, et que la prétendue évaluation par les Communautés européennes de ces facteurs figurant dans la pièce n° 12 des CE était soit irrecevable dans la procédure du présent Groupe spécial, soit, si elle était recevable, en tout cas inadéquate aux fins de l'article 3.4. Le Brésil estime aussi que les Communautés européennes n'ont pas évalué certains autres facteurs pertinents non énumérés qui influent sur la situation de la branche de production au sens de l'article 3.4. Il conteste l'analyse et les conclusions des CE concernant la sensibilité aux prix; la rentabilité; l'investissement; et les stocks. Il allègue également que les Communautés européennes n'ont pas fourni une "explication convaincante" sur le point de savoir si et comment les "mouvements positifs" de certains facteurs de dommage avaient été plus que compensés par les mouvements négatifs d'autres. En outre, la constatation des CE n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs, puisque les Communautés européennes avaient examiné seulement les valeurs extrêmes – plutôt que les tendances – des facteurs examinés.

7.299 Les **Communautés européennes** font valoir que le résultat de l'enquête des autorités communautaires concernant les différents facteurs – dans la mesure où ils ont donné des résultats significatifs – est consigné dans les règlements provisoire et définitif. Elles communiquent la pièce n° 12 des CE -- une "note pour le dossier" interne de la Commission -- qui, selon elles, démontre de manière explicite qu'elles ont aussi examiné les autres facteurs énumérés à l'article 3.4 dont le Brésil allègue qu'ils ont été ignorés sauf un: les "effets négatifs, effectifs et potentiels, sur … la croissance". Elles font valoir que, si leur évaluation de la "croissance" n'a pas fait l'objet d'un dossier distinct, leur examen de ce facteur ressort implicitement de leur analyse des autres facteurs. S'agissant des allégations du Brésil concernant d'autres facteurs non énumérés, les Communautés européennes affirment que le Brésil gomme la distinction entre les obligations découlant de l'article 3.4 (facteurs de dommage) et 3.5 (lien de causalité), et que l'"externalisation" n'est pas pertinente au regard de l'article 3.4.[250] Elles estiment que leur détermination de l'existence d'un dommage a été faite après un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs et qu'elle satisfait aux prescriptions de l'article 3.4 et 3.1.

b) Arguments des tierces parties

7.300 Le **Chili** souscrit à l'argument du Brésil selon lequel, comme les groupes spéciaux et l'Organe d'appel l'ont constaté à plusieurs occasions et tout dernièrement dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*, l'article 3.4 impose à l'autorité chargée de l'enquête de prendre en considération et d'évaluer tous les facteurs énumérés ainsi que d'autres facteurs pertinents, et il a demandé que soient clarifiés les arguments du Brésil concernant les "tendances" du volume des importations.

7.301 Le **Japon** estime que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.4, puisqu'elles n'ont pas traité tous les facteurs de dommage pertinents et n'ont pas pleinement évalué ceux qu'elles ont effectivement traités. En outre, ces facteurs ne constituaient pas une base suffisante pour établir une constatation positive de l'existence d'un dommage. Le Japon estime que les Communautés européennes ont, par conséquent, violé également l'article VI du *GATT de 1994* et l'article premier de l'*Accord antidumping*.

[250] Première communication écrite des CE, paragraphe 399.

c) Évaluation par le Groupe spécial

i) Base de l'examen du Groupe spécial

7.302 Le **Groupe spécial** commence son examen des allégations du Brésil concernant la détermination de l'existence d'un dommage faite par les CE par le texte des dispositions conventionnelles pertinentes. L'article 3.4 dispose ce qui suit:

> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

7.303 Les obligations globales énoncées à l'article 3.1 sont également d'application. Nous rappelons le texte et notre analyse de cette disposition, *supra*.

7.304 Tout d'abord, nous rappelons et approuvons les constatations formulées par des groupes spéciaux antérieurs[251] et l'Organe d'appel[252] selon lesquelles l'article 3.4 contient une liste de facteurs impérative – plutôt qu'exemplative –, et selon lesquelles tous les facteurs explicitement énumérés à l'article 3.4 doivent être examinés dans le cadre de chacune des enquêtes. Aucune des parties ne remet en cause cette interprétation.[253]

7.305 En fait, les parties ne sont pas du même avis sur la nature de l'examen qui est requis pour chacun des différents facteurs, et sur ce qu'exige l'obligation de procéder à un "examen objectif" sur la base d'"éléments de preuve positifs".

ii) Les Communautés européennes ont-elles traité chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4?

7.306 Nous examinons si l'autorité communautaire chargée de l'enquête a traité chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 dans le dossier de l'enquête. Ce faisant, nous souhaitons rappeler notre interprétation, exposée précédemment, selon laquelle nous sommes *tenus*, au titre de l'Accord, de prendre en compte les renseignements confidentiels ou non divulgués sur lesquels s'appuie l'autorité chargée de l'enquête pour établir sa détermination finale lorsque nous apprécions le respect par les Communautés européennes de l'article 3.4, y compris, en particulier, les renseignements communiqués à titre exclusif au cours de la procédure du présent Groupe spécial dans la pièce n° 12 des CE. Toutefois, nous ferions preuve de négligence si nous ne soulignions pas que nous déplorons

---

[251] *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie*, WT/DS211/R, paragraphe 7.36, le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/R, paragraphe 6.159, et le rapport du Groupe spécial *Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000, paragraphe 7.128.

[252] *Voir*, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 128.

[253] Première communication écrite des CE, paragraphe 348. Première communication écrite du Brésil, page 180.

le fait que ces renseignements, ou un résumé non confidentiel exact de tout renseignement confidentiel y figurant, n'ont pas été divulgués aux parties intéressées pendant l'enquête. Tout particulièrement, nous jugeons extrêmement troublant qu'il ne soit pas possible de discerner d'après les règlements provisoire et définitif publiés que les Communautés européennes ont examiné ces renseignements au moment où elles ont fait leur détermination.[254]

7.307 Nous souhaitons également souligner les difficultés qu'il y a, pour un groupe spécial de l'OMC, à examiner la détermination antidumping d'un Membre sur la base, entre autres choses, d'un document pour lequel il n'y a pas d'indication écrite concomitante et vérifiable qu'il existait effectivement au moment de l'enquête. Nous avons pris des dispositions pour nous assurer de la validité de ce document et du fait qu'il fait partie du dossier écrit concomitant de l'enquête des CE. Nous avons demandé des renseignements sur la manière dont les déclarations figurant dans la pièce n° 12 des CE provenaient des sources d'information identifiées dans la pièce n° 12 des CE. Les Communautés européennes ont rendu compte de la méthode et des sources d'information sur lesquelles étaient fondées les déclarations figurant dans la pièce n° 12 des CE.[255] Nous leur avons demandé en outre de confirmer et justifier que la pièce n° 12 des CE avait été rédigée pendant la période couverte par l'enquête.[256] Elles ont confirmé que tel était le cas. Nous avons également demandé aux Communautés européennes s'il y avait des feuilles de calcul ou des notes relatives à l'enquête qui constituaient la base de la pièce n° 12 des CE et nous les avons priées de les fournir ou d'expliquer pourquoi elles n'étaient pas fournies. Elles ont répondu ce qui suit: "Les conclusions figurant dans la pièce n° 12 des CE sont fondées sur des feuilles de calcul mais celles-ci contiennent des renseignements commerciaux très confidentiels concernant les résultats des divers producteurs communautaires, et les CE préféreraient ne pas les rendre publiques."[257] À cet égard, l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* énonce des règles protégeant la confidentialité des communications écrites et renseignements communiqués au Groupe spécial. Ces règles font obligation aux Membres de préserver la confidentialité de toute communication ou de tout renseignement présenté, ou reçu, dans le cadre d'une procédure de groupe spécial.[258] Par conséquent, nous n'estimons pas que la confidentialité déclarée de telles feuilles de calcul aurait été compromise si les Communautés européennes les avaient communiquées dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial. Néanmoins, les Communautés européennes nous assurent que ces feuilles de calcul existent. À cet

---

[254] Cela affaiblit les obligations énoncées à l'article 12 au sujet de la détermination publiée faite par l'autorité chargée de l'enquête. C'est en outre contraire à l'importance attachée à l'existence d'une indication écrite concomitante de l'existence de certains documents au moment de l'enquête et de la détermination finale par les groupes spéciaux dans les rapports *CE – Linge de lit, supra*, note 77; *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS122/AB/R, paragraphes 7.136 et suivants, et *Corée - Droits antidumping appliqués aux importations de polyacétal en provenance des États-Unis* ("*Corée - Polyacétals*"), adopté le 27 avril 1993, IBDD, S40/236, paragraphes 208 à 213 et 225 à 228.

[255] Réponse des CE à la question n° 109 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3.

[256] Voir la question n° 20 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion et la réponse y relative des CE, annexe E-8. Nous avons demandé en outre (question n° 19 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion) s'il y avait des feuilles de calcul ou des notes relatives à l'enquête qui constituaient la base de la pièce n° 12 des CE et nous avons prié les CE de les fournir ou d'expliquer pourquoi elles n'étaient pas fournies. Les Communautés européennes ont répondu ce qui suit: "Les conclusions figurant dans la pièce n° 12 des CE sont fondées sur des feuilles de calcul mais celles-ci contiennent des renseignements commerciaux très confidentiels concernant les résultats des divers producteurs communautaires, et les CE préféreraient ne pas les rendre publiques." Voir l'annexe E-8.

[257] Réponse des CE à la question n° 19 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, annexe E-8.

[258] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada – Aéronefs*"), WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, DSR 1999:III, 1377, paragraphe 147.

égard, nous présumons que les Membres de l'OMC participent de bonne foi aux procédures de règlement des différends.

7.308 Ayant soigneusement examiné tous ces facteurs, nous sommes forcés d'inclure la pièce n° 12 des CE dans notre examen des allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 3.4. Nous souhaitons cependant souligner que, selon nous, les Membres ne devraient ménager aucun effort pour s'assurer que leurs avis publiés ou rapports publics distincts permettent de discerner que tous les éléments d'analyse requis au titre de l'*Accord antidumping* ont été en fait examinés. De cette manière, non seulement les obligations relatives à l'avis au public ont plus de chances d'être respectées, mais la tâche d'un groupe spécial chargé d'examiner une affaire qui, conformément à l'article 17.5 et 17.6, consiste uniquement à déterminer, en se fondant sur les faits portés à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête à l'époque, si l'établissement des faits par cette autorité était correct et si son évaluation de ces faits était impartiale et objective, est facilitée.

7.309 Le seul des facteurs énumérés à l'article 3.4 dont le Brésil allègue qu'il n'a pas du tout été traité de manière explicite par les Communautés européennes pendant l'enquête était la "croissance". Nous examinons donc si les Communautés européennes ont manqué à leur obligation au titre de l'article 3.4 en n'accordant pas à la "croissance" un traitement distinct et indépendant dans le dossier de l'enquête.

7.310 L'Accord exige que chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 soit traité. Quant à la manière dont chaque facteur doit être traité, il est clair qu'une approche formaliste de "liste récapitulative" - qui exigerait que chaque facteur soit traité de manière explicite et indépendante dans chaque détermination sur la base des termes précis utilisés dans la disposition pertinente - serait hautement souhaitable en ce qu'elle donnerait davantage l'assurance à l'autorité chargée de l'enquête (et au groupe spécial) que tous les facteurs ont été traités. Cependant, nous ne trouvons pas une telle obligation dans le texte de la disposition et, par conséquent, nous n'estimons pas que ce soit une approche requise pour l'analyse au titre de l'article 3.4. La disposition exige une conformité de fond plutôt que de pure forme. Il sera satisfait aux prescriptions de cette disposition lorsqu'il apparaîtra au moins qu'un facteur a été traité, fût-ce implicitement. L'"évaluation [des] effets négatifs, effectifs et potentiels, sur … la croissance" n'a pas fait l'objet d'un dossier distinct. Les Communautés européennes elles-mêmes ne le contestent pas.[259] Toutefois, elles ont bel et bien traité, pendant l'enquête, certains autres facteurs énumérés, y compris les ventes, les bénéfices, la production, la part de marché, la productivité, le retour sur investissement et l'utilisation des capacités. Pour chacun de ces facteurs, elles ont retracé l'évolution depuis 1995 jusqu'à la fin de la période couverte par l'enquête. Cet examen a porté sur les résultats et le déclin ou l'expansion relatifs de la branche de production nationale. Par exemple, le règlement provisoire (considérant 150) indique qu'il y a eu une baisse de la production communautaire en 1995 et 1996, et une augmentation entre 1996 et la période couverte par l'enquête, tandis que la capacité de production, le volume des ventes, la rentabilité et la part de marché des CE diminuaient. Les faits figurant dans le dossier de l'enquête et pris en compte dans l'analyse du dommage effectuée par les CE nous montrent que dans leur examen d'autres facteurs de dommage – en particulier, les ventes, les bénéfices, la production, la part de marché, la productivité et l'utilisation des capacités –, et nous convainquent qu'en traitant l'évolution concernant ces autres facteurs de la manière dont elles l'ont fait dans cette enquête particulière, les Communautés européennes ont implicitement traité le facteur "croissance".

7.311 Nous constatons donc que les Communautés européennes n'ont pas manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.4 dans leur traitement de la "croissance", et qu'elles ont au moins traité chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4.

[259] Première communication écrite des CE, paragraphe 349.

iii) Les Communautés européennes ont-elles évalué de manière adéquate les facteurs énumérés à l'article 3.4?

a. Approche pour déterminer l'adéquation de l'évaluation des Communautés européennes

7.312 Nous examinons ensuite l'adéquation de l'analyse de chacun des facteurs énumérés effectuée par les Communautés européennes. Le Brésil fait valoir que l'analyse faite par les CE des facteurs mentionnés à l'article 3.4 est partiale et inadéquate et qu'en particulier en ce qui concerne les facteurs traités exclusivement dans la pièce n° 12 des CE, l'examen ne constitue pas une analyse bien argumentée et valable de la situation de la branche de production et n'est donc pas conforme à l'article 3.4. Les Communautés européennes estiment que leur évaluation des facteurs est suffisante pour respecter les prescriptions de l'article 3.4.

7.313 Cette partie de notre examen porte donc essentiellement sur le point de savoir si le traitement des facteurs énumérés à l'article 3.4 dans l'enquête et la détermination des CE est suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 3.4 concernant "l'évaluation" des facteurs énumérés qui influent sur la situation de la branche de production. Notre point de départ est, comme toujours, le texte du traité pertinent. La partie pertinente de l'article 3.4 dispose ce qui suit:

> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une *évaluation* de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche …" (pas d'italique dans l'original)

7.314 Le terme "evaluate" (évaluer) est défini comme suit: "To work out the value of …; To reckon up, ascertain the amount of; to express in terms of the known;"[260] (déterminer la valeur de ...; estimer, apprécier le montant de; exprimer par référence à ce qui est connu); "To determine or fix the value of; To determine the significance, worth of condition of usually by careful appraisal or study."[261] (déterminer ou fixer la valeur de; déterminer l'importance, la valeur ou l'état de quelque chose, généralement par une estimation ou une étude minutieuse). Ces définitions indiquent qu'une "évaluation" est un processus d'analyse et d'appréciation qui nécessite un jugement de la part de l'autorité chargée de l'enquête.[262] Ce n'est pas une simple question de forme et la liste des facteurs pertinents qui doivent être évalués n'est pas une simple liste récapitulative.[263] Étant donné que le poids relatif ou l'importance relative d'un facteur donné peut naturellement varier d'une enquête à l'autre, l'autorité chargée de l'enquête doit apprécier le rôle, la pertinence et le poids relatif de chaque facteur dans l'enquête particulière. Si elle détermine que certains facteurs ne sont pas pertinents ou ne jouent pas un rôle important dans la détermination, elle ne peut pas simplement écarter ces facteurs, mais elle doit expliquer sa conclusion quant au manque de pertinence ou d'importance desdits facteurs.[264] L'évaluation de la pertinence ou de l'importance de certains facteurs, y compris ceux qui ne sont pas jugés essentiels pour la décision, doit donc apparaître au moins implicitement dans la détermination. L'absence d'indication sur la pertinence ou le manque de pertinence d'un facteur donné ne pourrait suffire.[265] De plus, l'évaluation d'un facteur ne se résume pas, selon nous, à une simple définition de la pertinence ou du manque de pertinence de ce facteur.[266] Nous pensons plutôt qu'une

---

[260] Shorter Oxford English Dictionary.

[261] Merriam-Webster's Collegiate Dictionary online: http://www.m-w.com.

[262] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature, supra*, note 251.

[263] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 104.

[264] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.162.

[265] *Ibid*., paragraphe 6.168.

[266] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue dans le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H.*

"évaluation" suppose aussi que l'on fasse l'analyse des données en les situant dans leur contexte du point de vue de l'évolution particulière des données relatives à chaque facteur pris individuellement ainsi que par rapport aux autres facteurs examinés.[267,268]

7.315 Nous examinons si la détermination des Communautés européennes est compatible avec les prescriptions de l'article 3.4 imposant d'évaluer tous les facteurs énumérés et avec l'article 3.1.

b. Périodes et analyse de la "tendance"

7.316 Nous rappelons tout d'abord l'importance qu'il y a au cours de cette évaluation à placer les données relatives à l'évolution de chacun des facteurs de dommage dans leur contexte, à la fois du point de vue de leur propre évolution particulière et par rapport à l'évolution des autres facteurs examinés.[269] Ainsi, une enquête valable doit aussi prendre en compte les tendances intermédiaires effectives de chacun des facteurs et indices de dommage – plutôt que simplement une comparaison des "valeurs extrêmes". Une image rationnelle, authentique et non faussée doit se dégager des faits portés à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête. C'est seulement sur la base d'une telle évaluation complète et dynamique des données rendant compte de la situation actuelle de la branche de production dans la détermination qu'un groupe spécial chargé d'examiner une affaire serait en mesure de déterminer si les conclusions tirées de l'examen sont celles d'une autorité impartiale et objective.

7.317 Le Brésil allègue que les Communautés européennes n'ont pas effectué une analyse des tendances intermédiaires de certains facteurs de dommage (capacité de production, utilisation des capacités, volume des ventes, part de marché, stock, rentabilité et emploi) et ont à la place simplement analysé les "valeurs extrêmes" de ces facteurs de dommage. Il fait observer qu'en ce qui concerne la rentabilité en particulier, mais également certains autres facteurs, l'évolution en 1996 et 1997 ne corrobore pas l'observation selon laquelle il y avait une détérioration de la situation de la branche de production nationale.

7.318 Les Communautés européennes déclarent que la "période d'examen du préjudice" va du 1er janvier 1995 à la fin de la période couverte par l'enquête, qu'elle était consacrée à l'"examen des tendances dans le cadre de l'analyse du préjudice" et qu'elle avait montré clairement qu'il était simplement tenu compte des changements et tendances précédant la période d'enquête "de manière à mieux comprendre les constatations relatives à cette période". En outre, elles font observer qu'elles ne se bornent pas à leur propre résumé de leurs propres données figurant dans les règlements provisoire et définitif, que les données pertinentes année par année ont été divulguées aux parties intéressées et que dans tous les cas les chiffres de milieu d'année ont fait apparaître un mouvement plus ou moins régulier d'une valeur extrême à l'autre.

7.319 La période couverte par l'enquête établie par les Communautés européennes allait d'avril 1998 à mars 1999. Dans le contexte de leur analyse du dommage, les Communautés européennes ont réuni et analysé les données pour la période allant de 1995 à la fin de la période couverte par l'enquête (c'est ce qu'elles appellent la "période d'examen du préjudice"). Nous croyons comprendre que le Brésil

---

[267] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note 62, paragraphes 7.232, 7.233.

[268] Ainsi, nous partageons l'opinion de l'Organe d'appel selon laquelle "l'article 3.1 et 3.4 indique que les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer objectivement, et sur la base d'éléments de preuve positifs, l'importance à attacher à *chaque* facteur potentiellement pertinent ainsi que le poids à accorder à chacun d'eux. Dans toute enquête, cette détermination est centrée sur "l'influence" que les facteurs pertinents ont "sur la situation de la branche de production [nationale]"". Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud, supra*, note 40, paragraphe 197.

[269] Cette approche est suggérée dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note 62.

allègue de diverses façons que les Communautés européennes ont centré leur analyse de certains facteurs (par exemple, la rentabilité) sur la période commençant en 1996 (plutôt qu'en 1995) et que, dans certains cas, elles ont accordé une importance excessive à l'évolution intervenue pendant la période coïncidant avec la période couverte par l'enquête, donnant par là une image trompeuse de la situation de la branche de production. Le Brésil allègue aussi que l'évaluation faite par les CE des différents facteurs de dommage ne constitue pas des éléments de preuve positifs à l'appui d'un examen objectif débouchant sur une constatation positive de l'existence d'un dommage puisqu'ils ne font pas apparaître une tendance à la baisse.

7.320 Nous avons examiné ci-dessus l'emploi de la période couverte par l'enquête dans une enquête antidumping.[270] Nous trouvons dans le texte de l'Accord une référence à la notion de période couverte par l'enquête. Nous notons cependant que ni l'article 3 ni aucune autre disposition de l'*Accord antidumping* n'énoncent une quelconque règle spécifique concernant les périodes devant être couvertes par les enquêtes en matière de dommage ou de dumping, ou un éventuel rapport ou chevauchement entre ces périodes. Les seules dispositions qui à ce que l'on peut voir donnent des indications sur la manière dont les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale doivent être mesurés sont (tel qu'il y est fait renvoi à l'article 3.5) l'article 3.2 (effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et les prix) et 3.4 (incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale). Aucune de ces dispositions ne spécifie des périodes particulières pour ces analyses.[271]

7.321 La *Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping*[272] indique, entre autres choses, ce qui suit: la période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dumping devrait normalement être de 12 mois et ne serait en aucun cas inférieure à six mois; elle devrait s'achever à une date aussi proche de celle de l'ouverture de l'enquête que cela est faisable; et la période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dommage devrait normalement être d'au moins trois ans, à moins qu'une partie auprès de laquelle des données sont recueillies existe depuis moins longtemps, et devrait comprendre la totalité de la période de collecte des données aux fins de l'enquête en matière de dumping. Nous en déduisons qu'il est souhaitable qu'il y ait une coïncidence substantielle entre la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping et la période pendant laquelle l'existence d'un dommage a été constatée.

7.322 Vu les considérations qui précèdent concernant les périodes, nous prenons note de la déclaration ci-après figurant dans le règlement définitif:

> "(98) … il convient premièrement de noter que le dumping et le préjudice subi par l'industrie communautaire doivent être constatés pendant la période d'enquête. Pour établir l'existence de ce préjudice, il est simplement tenu compte des changements et des tendances constatés pour les années précédant la période d'enquête de manière à mieux comprendre les conclusions relatives à cette période. Dans le cas d'espèce, la période d'enquête commençant en avril 1998, il a été jugé approprié de tenir compte d'au moins trois années civiles la précédant (1995-1997) de manière à obtenir une image fiable de l'évolution des indicateurs de préjudice. Deuxièmement, le choix de 1996 comme année de référence n'aurait en rien modifié les résultats de l'analyse du préjudice. Au contraire, le préjudice subi par l'industrie communautaire serait ressorti plus clairement encore, en

[270] *Supra*, paragraphes 7.100 et suivants.
[271] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue dans le rapport du Groupe spécial *Égypte - Barres d'armature*, *supra*, note 251.
[272] G/ADP/6, recommandation adoptée le 5 mai 2000 par le Comité des pratiques antidumping.

> raison de l'évolution de certains indicateurs tels que la rentabilité et les stocks. Les autres indicateurs de préjudice ont suivi la même tendance négative à l'exception des investissements et du volume de production dont la hausse a toutefois entraîné un accroissement des stocks …
>
> (102) À titre général, il convient de souligner que le préjudice subi par l'industrie communautaire doit être évalué par référence à la période d'enquête. Quant aux années antérieures et aux tendances établies pour ces années, elles expliquent le contexte dans lequel s'inscrit le préjudice établi."

7.323 En l'espèce, les Communautés européennes ont examiné la situation de la branche de production nationale pendant la période couverte par l'enquête, ainsi que les données pour les années 1995 à 1998. Il y avait donc une coïncidence substantielle entre la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping et la période pendant laquelle l'existence d'un dommage a été constatée. En particulier, que les Communautés européennes se réfèrent aux événements survenus au début de la période couverte par l'enquête en se référant soit à 1995 soit à 1996, elles évaluent de la même manière la corrélation des facteurs pendant la période couverte par l'enquête.

7.324 En outre, nous avons examiné les données figurant dans le dossier et l'évaluation qu'en ont faite les CE dans le dossier de l'enquête en ce qui concerne les facteurs de dommage jugés pertinents par les Communautés européennes et, en conséquence, évalués de manière plus approfondie dans leur détermination: production, capacité de production, utilisation des capacités, volume des ventes, part de marché, prix de vente, stocks, rentabilité, emploi, et investissement. Les Communautés européennes ont réuni des données allant de 1995 jusqu'à la fin de la période couverte par l'enquête pour tous ces facteurs. Nous ne constatons pas que l'approche communautaire consistant à centrer l'examen de l'existence d'un dommage sur la période couverte par l'enquête et à souligner le fait que le dommage subi par la branche de production nationale devait être constaté pendant la période couverte par l'enquête ait fourni une "photographie" trompeuse de la situation économique des producteurs communautaires à la fin de la période couverte par l'enquête, qui ne plaçait pas la situation pendant cette période dans son contexte temporel. Nous ne constatons pas non plus que l'évaluation faite par les CE de l'évolution de certains facteurs de dommage soit d'une manière générale partiale ou non objective et non fondée sur des éléments de preuve positifs. Nous n'estimons pas non plus que les Communautés européennes n'aient pas accordé d'attention aux tendances dans leur analyse du dommage. Par exemple, les données figurant dans le dossier de l'enquête montrent que la part de marché est passée de 70 pour cent en 1995 à 71 pour cent en 1996, puis à 62 pour cent pendant la période couverte par l'enquête.[273] L'évaluation effectuée par les Communautés européennes dans le règlement provisoire (considérant 154) est la suivante: "La part du marché de la Communauté détenue par l'industrie communautaire est tombée de 70 pour cent en 1995 à environ 62 pour cent pendant la période d'enquête, soit de quelque 8 points. Cette tendance à la baisse a commencé après 1996, année au cours de laquelle la part de marché de l'industrie communautaire avait atteint un sommet d'environ 71 pour cent." Les Communautés européennes ont donc explicitement reconnu la tendance à la hausse de 1995 à 1996, puis ont relevé la tendance à la baisse des données relatives à ce facteur sur toute la période couverte par l'enquête. Nous soutenons un point de vue identique à l'égard des autres facteurs mentionnés par le Brésil dans ce contexte.

[273] Règlement provisoire, considérant 154.

c. Certaines données sur lesquelles les Communautés européennes ont fondé leur évaluation du dommage

7.325 S'agissant des facteurs examinés dans la pièce n° 12 des CE, le Brésil allègue que la base factuelle de la détermination de l'existence d'un dommage est viciée. En particulier, il fait valoir que les Communautés européennes n'ont pas demandé à la branche de production nationale de fournir des renseignements "spécifiques pour le produit similaire" détaillés en ce qui concerne le retour sur investissement, les salaires, le flux de liquidités et la capacité de se procurer des capitaux, et que cela les a empêchées de procéder à un "examen objectif" fondé sur des "éléments de preuve positifs". Il allègue aussi que les "simulations" présentées dans la pièce n° 12 des CE au sujet, en particulier, du retour sur investissement, du flux de liquidités et de la capacité de se procurer des capitaux, sont "sans intérêt" pour analyser les résultats des producteurs communautaires, "non parce que les questions du retour sur investissement, du flux de liquidités et de la capacité de se procurer des capitaux n'étaient pas pertinentes, mais en raison de la méthode exagérément simplifiée des CE".[274] Les Communautés européennes répondent que la nature des éléments de preuve utilisés dans la pièce n° 12 des CE n'était "pas différente en soi" de celle des éléments de preuve concernant les autres facteurs mentionnés à l'article 3.4 que les autorités communautaires avaient examinés"[275], en ce qu'il s'agissait essentiellement de renseignements obtenus directement auprès des producteurs communautaires, y compris leurs comptes vérifiés.

7.326 Nous rappelons qu'une évaluation du dommage au titre de l'article 3.4 porte sur la situation de l'ensemble de la branche de production nationale. L'*Accord antidumping* dispose que le terme "dommage" s'entend d'un "dommage important causé à une *branche de production nationale*, d'une menace de dommage important pour une *branche de production nationale* ou d'un retard important dans la création d'une *branche de production nationale*".[276] (pas d'italique dans l'original) L'élément central d'une détermination de l'existence d'un dommage est donc la situation de la "branche de production nationale".[277] La branche de production nationale désigne les producteurs du "produit similaire". L'article 3.6 dispose ce qui suit:

> "L'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sera évalué par rapport à la production nationale du produit similaire lorsque les données disponibles permettent d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production, les ventes des producteurs et les bénéfices. S'il n'est pas possible d'identifier séparément cette production, les effets des importations qui font l'objet d'un dumping seront évalués par examen de la production du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit, comprenant le produit similaire, pour lequel les renseignements nécessaires pourront être fournis."

7.327 Le Brésil fait observer que l'article 3.6 dispose que l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping "sera évalué par rapport à la production nationale du produit similaire". Selon le Brésil, les Communautés européennes n'ont jamais allégué qu'il n'était "pas possible d'identifier séparément cette production" et, eu égard aux autres facteurs de dommage concernant spécifiquement le produit similaire, elles n'étaient pas en mesure de le faire. Il est clair que, bien que les données et les renseignements concernant spécifiquement le "produit similaire" doivent être utilisés dans la mesure du possible, l'Accord envisage aussi de recourir à un éventail de données plus large dans les cas où il n'est pas possible d'identifier séparément les données spécifiques pour le produit similaire. Il est donc admissible que l'autorité chargée de l'enquête évalue les effets des importations qui font l'objet d'un

---

[274] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 236.
[275] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 121.
[276] Note de bas de page 9 de l'*Accord antidumping*.
[277] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note 40, paragraphes 189 et 190.

dumping par examen de la production d'une gamme de produits plus large, comprenant le produit similaire pour lequel les renseignements nécessaires pourront être fournis si les renseignements spécifiques pour le produit similaire ne sont pas disponibles. Cela ressort clairement du texte de l'article 3.6. Le Brésil fait observer que les Communautés européennes disent que les données relatives aux immobilisations figurant dans la pièce n° 12 des CE ont été "réparties sur la base du chiffre d'affaires" tiré des comptes annuels, mais que les comptes vérifiés sont utilisés pour donner l'image financière d'une société le dernier jour de son exercice financier, qui ne correspond pas nécessairement à la fin de la période couverte par l'enquête le 31 mars 1999. Malgré l'absence de coïncidence parfaite, cela aboutirait à un chevauchement d'au moins neuf mois qui permettrait une simultanéité de l'analyse et les périodes utilisées coïncideraient largement et donneraient une indication de la situation de la branche de production pendant la période.

7.328 En outre, bien que l'autorité chargée de l'enquête doive examiner tous les renseignements qui lui ont été communiqués par les parties intéressées dans le cadre de l'enquête, elle peut également compléter ces renseignements, si nécessaire, de manière à s'assurer que son enquête est approfondie. Bien que le questionnaire n'ait pas expressément identifié les facteurs mentionnés à l'article 3.4 dans les termes précis utilisés dans l'Accord et ne demandait pas la communication de renseignements par les producteurs communautaires sur ces facteurs spécifiquement, nous croyons comprendre que les Communautés européennes ont largement fondé leur évaluation des facteurs considérés sur les comptes annuels vérifiés des producteurs communautaires. En l'absence de "données spécifiques pour le produit similaire" dans le dossier de l'enquête, nous ne considérons pas que l'utilisation par les Communautés européennes de données tirées des comptes annuels vérifiés des sociétés sur la base du chiffre d'affaires fausse la base factuelle sur laquelle est fondée l'analyse du dommage. À la lumière de ces considérations, nous n'estimons pas que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.4 leur imposant de procéder à un examen objectif sur la base d'éléments de preuve positifs à cet égard.

d. Adéquation de l'évaluation faite par les CE des facteurs de dommage

7.329 Nous ne trouvons pas à l'article 3.4 de prescription établissant que chacun des facteurs de dommage, *pris isolément*, doit nécessairement indiquer l'existence d'un dommage. En fait, un examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale au titre de l'article 3.4 comporte une évaluation de tous les facteurs économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production pour donner une impression globale de la situation de la branche de production nationale. Par conséquent, nous examinons si, à la lumière de l'évolution et de l'interaction *globales* des indicateurs de dommage pris collectivement, les données figurant dans le dossier globalement empêcheraient une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective de constater que la branche de production nationale subissait un dommage.

7.330 Les Communautés européennes ont constaté l'existence d'un dommage important au cours de la période couverte par l'enquête sur la base, en particulier, de baisses de la production, des capacités de production, des ventes et de la part de marché.[278] Le Brésil affirme que l'utilisation des capacités, qui est passée de 64 pour cent en 1995 à 67 pour cent pendant la période couverte par l'enquête n'indique pas l'existence d'un dommage. *Pris isolément*, nous convenons que ce facteur pourrait ne pas indiquer l'existence d'un dommage. Cependant, la conclusion des Communautés européennes concernant le dommage se réfère à la relation de dépendance entre l'augmentation de l'utilisation des capacités et la réduction de la capacité de production qui a diminué de 14 pour cent entre 1995 et la période couverte par l'enquête, tombant de 85 000 à 73 000 tonnes. Les Communautés européennes ont fait observer ce qui suit: "Cette évolution doit être analysée en tenant compte du fait qu'en 1996 une installation de production a cessé ses activités en Allemagne." Nous ne souscrivons pas à l'argument du Brésil avancé au sujet entre autres de la production et des stocks, selon lequel une fois

[278] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 160.

que l'autorité chargée de l'enquête a évalué les tendances dommageables *effectives* de ces facteurs et que cela est suffisant aux fins d'établir une constatation de l'existence d'un dommage, il y aurait également une obligation d'évaluer aussi les tendances dommageables *potentielles*.

7.331 Les Communautés européennes ont dit aussi que la branche de production communautaire avait enregistré une "perte significative" d'emplois. Les données correspondantes figurant dans le dossier de l'enquête étayent largement les déclarations des CE.[279] L'absence de référence explicite dans ce contexte à la diminution de 6 pour cent de la consommation n'affaiblit pas cette constatation.

7.332 Les Communautés européennes ont également constaté une diminution des investissements ainsi qu'une augmentation des stocks. Le Brésil critique la façon dont les CE ont traité l'investissement – y compris l'observation selon laquelle "l'industrie communautaire a enregistré ... une diminution des investissements" – comme étant partiale et non fondée sur des éléments de preuve positifs, et il laisse entendre que les Communautés européennes auraient dû situer leur analyse dans un contexte plus large, en l'associant au chiffre d'affaires. Le Brésil fait observer que, quelle que soit la manière dont la question des investissements était évaluée, même les chiffres absolus indiquaient que les investissements des producteurs communautaires avaient augmenté à partir de 1996. Il part du postulat que normalement, une augmentation des investissements indique simplement une stratégie commerciale de répartition des ressources financières entre les entreprises.[280] Il fait également observer que la valeur absolue des investissements des producteurs communautaires a baissé de 7 pour cent entre 1995 et la période couverte par l'enquête.[281] Les Communautés européennes ont expliqué que cela était dû à la restructuration de la branche de production en 1995. Elles ont identifié certains avantages qui découlaient de cette restructuration en 1996. Une augmentation de 37 pour cent des investissements en pourcentage du chiffre d'affaires entre 1998 et la période couverte par l'enquête n'est pas incompatible avec cela. Les Communautés européennes en ont exposé les raisons dans leur détermination.[282] S'agissant de la constatation concernant une "augmentation des stocks"[283] formulée par les CE sur la base des réponses non confidentielles des producteurs communautaires au questionnaire et des données confidentielles communiquées au cours de la procédure du présent

[279] Les renseignements portés à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête au sujet du nombre d'emplois dans la branche de production sont les suivants: 1995: 2 532; 1996: 2 399; 1997: 2 414; 1998: 2 393; période couverte par l'enquête: 2 370. Le règlement provisoire donne l'évaluation suivante: "L'emploi dans l'industrie communautaire est tombé de 2 532 postes en 1995 à 2 370 postes au cours de la période d'enquête, ce qui correspond à une diminution d'environ 6 pour cent. Cette baisse de l'emploi doit être analysée en tenant compte des efforts de restructuration et de réduction des coûts déployés par l'industrie communautaire. En fait, l'enquête a montré que la fabrication d'accessoires malléables exige une main-d'œuvre très importante." Règlement provisoire, considérant 158.

[280] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 282.

[281] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 713.

[282] Le considérant 159 du règlement provisoire dispose ce qui suit: "Les investissements de l'industrie communautaire sont tombés de quelque 20,4 millions d'écus en 1995 à environ 17 millions d'écus pendant la période d'enquête, soit une diminution de quelque 16 pour cent. Cette période a été caractérisée par des différences importantes. Par exemple, entre 1998 et la période d'enquête, les investissements sont passés de 12,7 millions d'écus à 17 millions d'écus. Il convient de noter que le niveau des investissements a été relativement important pendant toute la période d'examen du préjudice, notamment en 1995, coïncidant avec les efforts de restructuration réalisés cette année-là, comme indiqué ci-dessus. Cela montre que l'industrie communautaire est toujours viable et n'est pas prête à abandonner ce segment de production, dans la mesure où ces investissements, notamment, étaient principalement destinés à rationaliser le processus de fabrication."

[283] Le considérant 156 du règlement provisoire disposait également ce qui suit: "Les stocks de clôture de l'industrie communautaire sont passés d'environ 16 300 tonnes en 1995 à quelque 17 400 tonnes pendant la période d'enquête, ce qui correspond à une augmentation de quelque 6 pour cent. Cette hausse du volume des stocks, qui a été particulièrement forte à partir de 1996, correspond à l'accroissement de la production et à la diminution du volume des ventes de l'industrie communautaire." La notification provisoire indiquait les données année par année suivantes: 1995: 16 330 tonnes; 1996: 14 647 tonnes; 1997: 13 101 tonnes; 1998: 16 010 tonnes; période couverte par l'enquête: 17 376 tonnes.

Groupe spécial, le Brésil fait observer que les données relatives aux stocks présentent des disparités qui affaiblissent l'allégation des CE selon laquelle elles ont établi la détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'éléments de preuve positifs.[284] Les Communautés européennes expliquent que ces augmentations des stocks se chiffrent à environ 1 pour cent en 1996, 1,4 pour cent en 1997 et 4 pour cent en 1998, et qu'à leur avis ces montants sont dus à l'inclusion de la ferraille dans la production brute qui leur a été indiquée. Nous soulignons l'importance qu'il y a pour l'autorité chargée de l'enquête à fonder sa détermination sur des renseignements exacts. Cependant, nous ne considérons pas que des disparités de cette ampleur sapent la base factuelle utilisée par les CE pour évaluer les stocks en l'espèce.

7.333 Les Communautés européennes situent leur évaluation de chacun de ces facteurs dans le contexte de sa propre évolution interne et du point de vue de son rapport avec les mouvements d'autres facteurs de dommage. Les données globales figurant dans le dossier pour les facteurs jugés pertinents par les Communautés européennes étayent l'évaluation qu'elles font de ces facteurs.

7.334 Le Brésil souligne que le fait que les producteurs nationaux ont relevé leurs prix pendant la période d'examen du dommage n'indique pas l'existence d'un dommage. Les renseignements versés au dossier concernant certains indicateurs de dommage, y compris le prix[285], *pris isolément*, n'indiquent peut-être pas nécessairement une situation dommageable. Les Communautés européennes ont effectué une analyse des prix.[286] Néanmoins, il nous apparaît qu'elles n'ont pas conclu que leur branche de production avait baissé ses prix pendant la période couverte par l'enquête, ni que les prix, en eux-mêmes et à eux seuls, indiquaient l'existence d'un dommage pour la branche de production communautaire. Nous notons à cet égard le rapport auquel les Communautés européennes font référence dans leur détermination entre les prix et la part de marché[287] et le volume des ventes.[288]

---

[284] Selon le Brésil, les disparités fondées sur le rapprochement des stocks entre les "entrées" (stock en début d'exercice, production et achats) et les "sorties" (ventes intérieures, exportations et stocks en fin d'exercice) étaient de 653 tonnes en 1996, 687 en 1997 et 2 120 en 1998.

[285] Les renseignements portés à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête indiquaient que les prix de la branche de production nationale, sous la forme indexée, étaient passés de 100 en 1995 à 105 (1996 et 1997) et 108 (1999 et période couverte par l'enquête), tandis que les prix des importations en provenance des pays concernés passaient de 100 (1995) à 104 (1996), 99 (1997 et 1998) et 95 (période couverte par l'enquête), annexes III des notifications précédant les règlements provisoire et définitif. S'agissant de ce facteur, le considérant 103 du règlement définitif dispose ce qui suit: "En ce qui concerne plus spécifiquement l'évolution des prix de vente de l'industrie communautaire, l'enquête a montré que la hausse de 5 pour cent enregistrée entre 1995 et la période d'enquête s'est étalée sur deux phases: la première entre 1995 et 1996, lorsque l'ensemble du marché a connu une hausse générale des prix, et la deuxième entre 1997 et 1998, lorsque seule l'industrie communautaire et d'autres pays tiers ont augmenté leurs prix, les prix des pays concernés diminuant alors de manière significative."

[286] Règlement provisoire, considérants 147 à 149, et 155; et règlement définitif, considérants 86 à 94.

[287] Les données figurant dans le dossier de l'enquête montrent que la part de marché est passée de 70 pour cent en 1995 à 71 pour cent en 1996, puis à 62 pour cent au cours de la période couverte par l'enquête. Règlement provisoire, considérant 154. L'évaluation faite par les CE était la suivante: "La part du marché de la Communauté détenue par l'industrie communautaire est tombée de 70 pour cent en 1995 à environ 62 pour cent pendant la période d'enquête, soit de quelque 8 points. Cette tendance à la baisse a commencé après 1996, année au cours de laquelle la part de marché de l'industrie communautaire avait atteint un sommet d'environ 71 pour cent."

[288] Les données figurant dans le dossier indiquent qu'entre 1995 et 1996, le volume des ventes de la branche de production communautaire a diminué de 8,7 pour cent. Entre 1997 et 1998, le volume des ventes a diminué de 7,6 pour cent. Plus exactement, les données figurant dans le dossier de l'enquête concernant les ventes sont les suivantes: 1995: 45 456 tonnes; 1996: 41 486 tonnes; 1997: 41 866 tonnes; 1998: 38 670 tonnes; période couverte par l'enquête: 37 722 tonnes. Le considérant 153 du règlement provisoire dispose ce qui suit: "Le volume des ventes de l'industrie communautaire a diminué de quelque 17 pour cent, passant d'environ 45 500 tonnes en 1995 à environ 37 700 tonnes pendant la période d'enquête. Il convient de

Nous notons également l'incidence sur la rentabilité de l'évolution des prix et du volume à laquelle les Communautés européennes font référence dans leur détermination.[289] Nous discernons dans la détermination que les Communautés européennes ont conclu que la pression sur les prix exercée par les importations concernées a eu plus d'effets sur le volume des ventes et sur la part du marché de la branche de production communautaire que sur le niveau de ses prix.[290] Elles ont fait le raisonnement suivant: "confrontée aux importations à bas prix en provenance des pays concernés, l'industrie communautaire pouvait maintenir ses prix au risque de perdre des parts de marché ou s'aligner sur les bas prix des importations faisant l'objet d'un dumping de manière à préserver le volume de ses ventes. Elle a décidé de maintenir ses prix, mais les effets de cette décision sur le volume des ventes se sont répercutés sur la rentabilité qui est devenue négative après 1996".

7.335 S'agissant de l'affirmation du Brésil selon laquelle les Communautés européennes n'évaluent pas, dans le contexte des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs", si les producteurs communautaires avaient tendance à vendre à terme plutôt qu'au comptant, s'il y avait eu des changements quelconques dans la configuration des échanges (par exemple externalisation) à cet égard et/ou s'il y avait eu des changements quelconques dans la structure des coûts de la branche de production communautaire, l'article 3.4 prescrit une évaluation des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" (pas de "tous" les facteurs qui influent sur les prix intérieurs). Nous considérons que cette prescription est inextricablement liée aux prescriptions de l'article 3.1 et 3.2 imposant de procéder à un examen objectif des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, qui doit comporter un examen du point de savoir s'il y a eu sous-cotation notable du prix, si les prix ont été déprimés ou si des hausses de prix ont été empêchées dans une mesure notable. Nous en déduisons que l'autorité chargée de l'enquête doit procéder à une analyse des prix comme le prescrit l'article 3.1 et 3.2 (qui n'énonce aucune prescription explicite imposant une analyse des conditions de vente, de la configuration des échanges ou des structures de coûts). Nous ne voyons aucun élément dans le texte de l'Accord étayant l'argument du Brésil qui exigerait une analyse des facteurs qui influent sur les prix intérieurs allant au-delà d'une analyse des prix au titre de l'article 3.2, et nous faisons observer que certains des facteurs qui influent potentiellement sur les prix peuvent s'apparenter davantage à des facteurs de causalité à analyser au titre de l'article 3.5 plutôt qu'au titre de l'article 3.4. À notre avis, l'article 3.4 est centré sur les facteurs *indiquant* la situation de la branche de production ou les *effets* sur la branche de production, plutôt que les facteurs *ayant un effet* sur celle-ci.[291] Par conséquent, la question de savoir si une évaluation des facteurs causals est ou non adéquate est une question à examiner au titre de l'article 3.5. Nous traitons ci-après les allégations du Brésil concernant le lien de causalité.

7.336 Le Brésil conteste la constatation des CE selon laquelle: "Le marché des accessoires malléables est *très sensible aux prix*, le niveau des prix étant l'élément décisif du choix des utilisateurs, ce qui a été confirmé par les importateurs et les utilisateurs ayant coopéré" (pas d'italique

---

noter que les ventes de l'industrie communautaire ont diminué en période de contraction du marché alors que le volume des ventes des pays concernés s'est accru d'environ 32 pour cent."

[289] À cet égard, les données figurant dans le dossier indiquent ce qui suit concernant les bénéfices: 1995: -2,2; 1996: 1,4; 1997: -0,9; 1998: -0,2; période couverte par l'enquête: -0,9. Les Communautés européennes ont indiqué que la rentabilité de la branche de production communautaire était tombée de 1,4 pour cent à -0,9 pour cent entre 1996 et la période couverte par l'enquête. Règlement provisoire, considérant 157. Les éléments de preuve versés au dossier correspondent dans une large mesure à l'évaluation des CE, y compris l'augmentation entre 1995 et 1996, et ne sont pas inconciliables avec l'observation des CE selon laquelle la demande a atteint son niveau le plus bas en 1996, "année où les conditions du marché ont été difficiles pour l'ensemble du secteur".

[290] Règlement définitif, pièce n° 19, considérant 103.

[291] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue selon lequel l'article 3.4 traite des *effets* plutôt que des *causes* dans le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature*, *supra*, note 251. Voir notre analyse plus détaillée de ce point *infra*.

dans l'original).[292] Il fait valoir que les CE ont fait cette constatation "malgré le fait que les prix des accessoires importés n'avaient pas influé sur les prix de la branche de production communautaire".[293] Nous rappelons notre observation antérieure selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas conclu que leur branche de production avait baissé ses prix pendant la période couverte par l'enquête, ni que les prix, en eux-mêmes et à eux seuls, indiquaient l'existence d'un dommage pour cette branche de production. Néanmoins, les Communautés européennes ont situé l'évolution des prix dans le contexte de l'évolution d'autres facteurs, à savoir la part de marché et la rentabilité, afin d'établir leur constatation positive de l'existence d'un dommage.[294] Nous notons que les renseignements versés au dossier de l'enquête correspondante indiquent que chacun des importateurs ayant coopéré et l'un des deux utilisateurs ayant coopéré ont fait explicitement référence au "prix" en tant qu'élément déterminant pertinent. Les renseignements versés au dossier confirment largement les déclarations des CE.

7.337 Nous avons examiné les indicateurs de dommage que les Communautés européennes ont jugés pertinents et significatifs pour leur détermination de l'existence d'un dommage. Les Communautés européennes ont constaté l'existence d'un dommage important pendant la période couverte par l'enquête sur la base, en particulier, de baisses de la production, des capacités de production, des ventes et de la part de marché.[295] En outre, elles ont indiqué que la branche de production communautaire avait enregistré une "perte significative" d'emplois et une diminution des investissements, ainsi qu'une augmentation des stocks. Elles ont également déterminé que l'augmentation de l'utilisation des capacités dépendait de la baisse de la capacité de production. De plus, elles ont situé leur évaluation des facteurs qui influent sur les prix intérieurs dans le contexte de l'évolution de la part de marché et de la rentabilité. Nous avons fait observer qu'elles situaient leur évaluation de chacun de ces facteurs dans le contexte de sa propre évolution interne et du point de vue de son rapport avec les mouvements d'autres facteurs de dommage et que les données figurant dans le dossier pour les facteurs qu'elles jugeaient pertinents confirmaient globalement leur évaluation de ces facteurs.

7.338 Nous examinons l'adéquation de l'évaluation faite par les CE des facteurs restants énumérés à l'article 3.4: capacité de se procurer des capitaux, marge de dumping, productivité, retour sur investissement, flux de liquidités et salaires.

7.339 Le Brésil allègue que l'examen par les Communautés européennes de ces facteurs tel qu'il est présenté dans la pièce n° 12 des CE ne constitue pas "une analyse bien argumentée et valable" de la situation de la branche de production communautaire expliquant de manière convaincante comment l'évaluation de certains facteurs pertinents figurant dans la pièce n° 12 des CE a abouti à la détermination de l'existence d'un dommage. Il estime que la pièce n° 12 des CE informe le lecteur qu'il a été procédé ailleurs à un examen (bien que l'on ne sache absolument pas, selon lui, où cet examen a été effectué) et que la pièce n° 12 des CE n'est vraisemblablement qu'un résumé de cet examen, si celui-ci a bien eu lieu. Il formule également des allégations spécifiques concernant chacun des facteurs mentionnés dans la pièce n° 12 des CE.

7.340 Les Communautés européennes estiment que le document explique l'analyse qui a été effectuée par les autorités communautaires. Cette explication, en réponse aux questions et aux observations du Brésil, a été "complétée" au cours de la présente procédure. Le document n'est pas censé avoir été publié au titre de l'article 12, de sorte que les critères énoncés dans cet article ne sont pas pertinents. Les Communautés européennes indiquent, en outre, ce qui suit:

---

[292] Règlement provisoire, considérant 165.
[293] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 273.
[294] *Supra*, paragraphe 7.334.
[295] Règlement provisoire, considérant 160.

> "Pour quatre de ces facteurs (productivité, retour sur investissement, flux de liquidités et salaires), les autorités communautaires ont conclu que l'évolution pendant la période d'examen du préjudice était conforme à celle d'un ou plusieurs autres facteurs, de sorte que ce n'était pas la peine de les consigner séparément dans le règlement. S'agissant de la "capacité de se procurer des capitaux", le verdict a été que la branche de production ne connaissait pas de problèmes. Enfin, au sujet de la marge de dumping, la note signale qu'"étant donné le volume et les prix des importations, cette incidence ne peut être tenue pour négligeable."[296]

7.341 Nous rappelons la dernière phrase de l'article 3.4, qui dispose ce qui suit: la liste des facteurs mentionnés à l'article 3.4 "n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante". Nous observons que la pièce n° 12 des CE commence par la phrase: "Après avoir examiné tous les facteurs de dommage, nous sommes arrivés aux conclusions suivantes en ce qui concerne les facteurs de dommage particuliers indiqués ci-après …" Elle contient ensuite de brèves observations sur les facteurs suivants mentionnés à l'article 3.4: retour sur investissement; salaires; productivité; flux de liquidités, capacité de se procurer des capitaux et importance de la marge de dumping effective, et présente les données correspondantes au moyen de tableaux et de graphiques concernant l'évolution de chacun des différents facteurs. Le document identifie également les sources des données. L'évolution de chaque facteur est retracée individuellement ainsi que du point de vue de son rapport avec les autres facteurs évalués. Il y a une déclaration indiquant la raison pour laquelle les Communautés européennes n'ont pas accordé d'intérêt ou de poids à chacun des facteurs. Les Communautés européennes n'ont pas utilisé ces facteurs comme une base pertinente pour leur détermination de l'existence d'un dommage, et elles ont indiqué qu'il en était ainsi. La dernière phrase de l'article 3.4 envisage une telle situation.

7.342 À la lumière de l'évolution et de l'interaction *globales* des indicateurs de dommage *pris collectivement*, les données figurant dans le dossier globalement n'empêcheraient pas une autorité chargée de l'enquête raisonnable et objective de constater que la branche de production nationale subissait un dommage. Nous considérons donc que les Communautés européennes n'ont pas manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.4 ou 3.1 lorsqu'elles ont évalué les facteurs de dommage.

iv) Facteurs non énumérés à l'article 3.4

7.343 L'obligation faite à l'article 3.4 d'évaluer les facteurs qui influent sur la situation de la branche de production nationale "ne se limite pas aux facteurs énumérés, mais s'étend à "tous les facteurs économiques pertinents".[297] Dans ce contexte, nous relevons que, dans l'argumentation qu'il a présentée à l'appui de son allégation de violation de l'article 3.4, le Brésil a allégué que, dans leur détermination de l'existence d'un dommage, les Communautés européennes avaient accordé une attention inadéquate aux résultats à l'exportation et à l'externalisation, ainsi qu'à la structure relative des coûts de la branche de production communautaire (y compris la différence substantielle dans le coût de production entre le produit en cause fabriqué et vendu par les producteurs communautaires ("accessoires à cœur blanc") et le produit visé importé du Brésil ("accessoires à cœur noir"), ce coût étant notablement plus élevé pour la fabrication des accessoires à cœur blanc).[298]

---

[296] Deuxième déclaration orale des CE.

[297] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud, supra,* note 40.

[298] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 727 à 729. Nous croyons comprendre que malgré les références que le Brésil a faites dans son argumentation concernant le dommage à certains autres éléments, comme l'incidence sur la rentabilité des investissements et les frais d'amortissement liés à la rationalisation (par exemple première communication écrite du Brésil, paragraphe 713), ses allégations relatives à ces éléments se limitent à son allégation sur le lien de causalité formulée au titre de l'article 3.5.

7.344 À cet égard, une distinction ferme doit être établie entre les éléments d'une enquête relatifs au lien de causalité et au dommage. L'expression "having a bearing on" (qui influent sur) figurant à l'article 3.4 peut signifier "relevant to or having to do with" (pertinent en ce qui concerne ou se rapportant à) la situation de la branche de production nationale.[299] Cela est compatible avec le point de vue selon lequel les facteurs énumérés à l'article 3.4 *indiquent* la situation de la branche de production ou les *effets* sur la branche de production, plutôt qu'ils ne sont des facteurs *ayant un effet* sur celle-ci. Des considérations contextuelles étayent cette interprétation du sens ordinaire du texte. En particulier, le libellé du dernier groupe de facteurs figurant à l'article 3.4 est "effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, ...". En outre, l'article 3.5 renvoie aux "effets du dumping, tels qu'ils sont définis … [à l'article 3.4]". Par conséquent, nous ne souscrivons pas aux affirmations du Brésil[300] selon lesquelles les conséquences de l'externalisation, y compris les importations en provenance d'autres pays tiers, sont des indicateurs de la situation de la branche de production nationale, par opposition aux facteurs causals potentiels qui influent ou ont une incidence sur la situation de la branche de production nationale. La question de savoir si une évaluation des facteurs causals est ou non adéquate est une question à examiner au titre de l'article 3.5. Nous traitons ci-après les allégations du Brésil concernant le lien de causalité.

7.345 Pour toutes ces raisons, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas manqué à leurs obligations au titre de l'article 3.4 ou 3.1.

v) Allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4 concernant l'analyse du dommage

7.346 Nous rappelons la distinction entre les obligations de fond énoncées à l'article 3 et le "cadre d'obligations en matière de procédure et de régularité de la procédure" établi par l'article 6 et l'article 12.[301] Dans la mesure où les allégations du Brésil concernent la non-divulgation de renseignements relatifs au dommage au cours de l'enquête, nous les examinons au regard de l'article 6.[302] Nous examinons les allégations du Brésil concernant l'inadéquation alléguée des déterminations publiées des CE au titre de l'article 12 (Point 19, *infra*).

7.347 Nous croyons comprendre que le Brésil affirme que les CE ont enfreint l'article 6.2 et 6.4 en ne ménageant pas à Tupy toutes possibilités de défendre dûment ses intérêts au titre de l'article 6.2, et en ne lui ménageant pas en temps utile la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents, en violation de l'article 6.4, en ce qui concerne les facteurs de dommage mentionnés uniquement dans la pièce n° 12 des CE.

7.348 Nous commençons notre examen par le texte de l'article 6.2 et 6.4. L'article 6.2 prescrit ce qui suit: "Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts …" L'article 6.4 prescrit ce qui suit: "Chaque fois que cela sera réalisable, les autorités ménageront en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, … que les autorités utilisent dans leur enquête antidumping." Nous rappelons que les Communautés européennes ont également réuni et analysé des données concernant les facteurs de dommage mentionnés exclusivement dans la pièce n° 12 des CE, mais ont conclu pour l'essentiel que ces données étaient "conformes" à d'autres données (qui étaient divulguées) et qu'il n'y avait aucune "valeur ajoutée" à la substance de leur enquête dans l'analyse de ces facteurs. En conséquence, ces

[299] Voir *Webster's New World Dictionary*. Nous trouvons des éléments étayant ce point de vue dans le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature*, *supra*, note 251, paragraphes 7.62 et 7.63.

[300] Voir, par exemple, les observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 23 posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion.

[301] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, *supra*, note 81, paragraphes 107 et suivants.

[302] Nous examinons l'allégation du Brésil concernant la non-divulgation de renseignements relatifs au résultats à l'exportation *infra*, dans le cadre du "Point 17: lien de causalité".

renseignements ont été jugés non pertinents et n'ont pas été spécifiquement utilisés par les CE pour établir la détermination antidumping. Tupy n'a donc pas été privée de la possibilité en temps utile de prendre connaissance des renseignements pertinents pour la présentation de son dossier ni de la possibilité de défendre ses intérêts.

7.349 Pour ces raisons, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas enfreint l'article 6.2 ou 6.4 en ce qui concerne les renseignements relatifs aux facteurs de dommage mentionnés exclusivement dans la pièce n° 12 des CE.

15. Point 17: lien de causalité

a) Arguments des parties

7.350 Le **Brésil** estime que les Communautés européennes ont violé l'article 3.1 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en établissant un lien de causalité avec le dommage alors qu'il n'y avait pas de dommage, en n'examinant pas de façon adéquate les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui causaient au même moment un dommage à la branche de production nationale et en n'établissant pas que le dommage causé par les facteurs connus autres que les importations faisant prétendument l'objet d'un dumping n'était pas imputé aux importations faisant prétendument l'objet d'un dumping. En plus de contester la méthode des Communautés européennes relative au lien de causalité (le "critère de la contribution significative"), le Brésil remet aussi en cause l'adéquation de l'examen de certains facteurs spécifiques par les CE, insistant en particulier à cet égard sur sept autres facteurs "connus" qui, selon lui, ont été évoqués pendant l'enquête[303]: i) l'analyse des marges (relation entre le dumping et les marges de sous-cotation, y compris l'"avantage compétitif" de Tupy par rapport aux producteurs communautaires qui lui a permis de vendre à des prix plus bas (étant donné qu'elle produisait des "accessoires à cœur noir" dont le coût de production était différent de celui des "accessoires à cœur blanc" produits par les producteurs communautaires); ii) les mauvais résultats à l'exportation des producteurs communautaires; iii) les importations en provenance des pays ne faisant pas l'objet de l'enquête; iv) l'externalisation; v) les efforts de rationalisation; vi) la substitution du produit visé; et vii) la différence dans le coût de production et la perception par le marché entre les deux variantes du produit visé.

7.351 Les **Communautés européennes** soulignent que la tâche du Groupe spécial n'est pas de procéder à un examen *de novo*. Elles défendent la compatibilité de leur méthode relative au lien de causalité avec l'article 3.5, affirmant qu'il n'est pas nécessaire de chercher à imputer des dommages à des causes dans le cas d'un facteur qui n'a pas contribué de manière significative au dommage.[304] Les Communautés européennes disent que les facteurs i) et vii) mentionnés par le Brésil n'étaient pas des facteurs "connus" car ils n'avaient pas été évoqués par les parties intéressées au cours de l'enquête correspondante. En outre, les autres facteurs mentionnés par le Brésil étaient dûment et de façon adéquate évalués au titre de l'article 3.5 dans le cadre d'un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs conformément à l'article 3.1.

[303] Voir la réponse du Brésil à la question n° 125 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[304] Réponse des CE à la question n° 129 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-3, paragraphe 177, renvoyant au considérant 113 du règlement définitif, qui dispose ce qui suit: "aucun effet de substitution ne peut avoir contribué de manière significative au préjudice subi par l'industrie communautaire, comme l'atteste la consommation relativement stable constatée dans le cadre de la présente enquête".

b) Arguments des tierces parties

7.352 Le **Chili** souscrit à l'avis exprimé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*[305] qui, selon le Chili, signifie que l'obligation énoncée à l'article 3.5 de l'*Accord antidumping* impose à l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer les importations visées et tout autre facteur causant un dommage à la branche de production nationale au même moment, de distinguer ces effets et d'imputer à chaque facteur ses effets.

7.353 Le **Japon** estime que les Communautés européennes ont violé l'article 3.1 et 3.5 parce qu'elles ne se sont pas assurées que le dommage causé par des facteurs autres que les importations n'était pas imputé aux importations. Le Japon estime que les Communautés européennes ont en conséquence violé aussi l'article VI du *GATT de 1994* et l'article premier de l'*Accord antidumping*.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.354 Comme toujours, le **Groupe spécial** commence son analyse des allégations du Brésil par le texte des dispositions conventionnelles pertinentes. L'article 3.5 dispose ce qui suit:

> "3.5 Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale."

7.355 Les obligations énoncées à l'article 3.1 éclairent également les prescriptions relatives à l'évaluation au titre de l'article 3.5. Nous rappelons le texte de cette disposition et notre interprétation des obligations qu'elle impose, qui ont été exposés plus haut.[306]

7.356 L'article 3.5 prescrit aux autorités chargées de l'enquête, dans le cadre de leur analyse du lien de causalité, premièrement d'examiner *tous* les "facteurs connus", "autres que les importations faisant l'objet d'un dumping", qui causent un dommage à la branche de production nationale "au même moment" que les importations faisant l'objet d'un dumping. Deuxièmement, les autorités chargées de l'enquête doivent s'assurer que les dommages causés à la branche de production nationale par des facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping ne sont pas *imputés* aux importations faisant l'objet d'un dumping.

7.357 Nous examinons tout d'abord si les Communautés européennes ont manqué à leur obligation d'examiner les facteurs "connus", autres que les importations, qui causaient un dommage à la branche de production nationale au même moment. Il n'y a pas de divergence de vues entre les parties sur le

---

[305] *Supra*, note 40, paragraphe 228.
[306] *Supra*, paragraphes 7.225 et suivants.

fait que les facteurs ii) à vi) ci-dessus étaient "connus". Toutefois, les CE font valoir qu'au titre de l'article 3.5, c'est aux parties intéressées de soulever des questions au cours de l'enquête. Les CE affirment donc que les facteurs "connus" englobent les facteurs évoqués par les parties intéressées au cours de l'enquête et, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, elles estiment que Tupy n'a pas évoqué certains de ces facteurs pendant l'enquête: "l'analyse des marges" et "les différences dans le coût de production et la perception par le marché entre les variantes à cœur blanc et à cœur noir du produit visé".

7.358 Nous examinons donc la nature de l'obligation énoncée à l'article 3.5 en ce qui concerne l'éventail des facteurs que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner au titre de l'article 3.5 et, en particulier, ce qui constitue un facteur "connu" au sens de cette disposition.

7.359 L'article 3.5 dispose que la démonstration du lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale "se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités", et que les autorités doivent aussi examiner les autres facteurs "connus". L'obligation imposée par l'article 3.5 est donc d'examiner tous les autres facteurs *connus* qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale. Cette disposition indique clairement qu'il est obligatoire d'examiner les facteurs "connus" autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale et de s'assurer qu'un tel dommage n'est pas imputé à ces importations. Le membre de phrase "les facteurs qui *pourront* être pertinents à cet égard *comprennent*, entre autres, …" (pas d'italique dans l'original) indique aussi clairement que la liste figurant dans la disposition est indicative.[307] Nous considérons que les facteurs "connus" au sens de l'article 3.5 comprennent les facteurs causals qui sont clairement évoqués devant les autorités chargées de l'enquête par les parties intéressées au cours d'une enquête antidumping.[308]

7.360 À la lumière de ces considérations, nous examinons si l'"analyse des marges" et les différences dans le coût de production et la perception par le marché entre les variantes à cœur noir et à cœur blanc étaient des facteurs "connus" au sens de l'article 3.5.

7.361 Nous considérons que le Brésil fait valoir devant nous que Tupy avait présenté pendant l'enquête les arguments selon lesquels elle avait un avantage comparatif par rapport aux producteurs communautaires en ce sens que le coût de production des accessoires "à cœur noir" (importés du Brésil) était inférieur à celui des accessoires "à cœur blanc" (vendus dans les Communautés européennes par les producteurs communautaires) et que cette différence de coût entre les deux variantes du produit visé était reflétée dans les prix de vente ultérieurs en raison de la perception par le marché différente. Pour le Brésil, ces éléments constituent la base de deux facteurs causals prétendument "connus": premièrement, l'"analyse des marges" concernant la compétitivité (efficacité) relative et l'avantage comparatif de l'exportateur brésilien par rapport aux producteurs communautaires sur la base d'une comparaison du dommage et des marges de dumping; et deuxièmement, la différence de coût entre l'exportateur brésilien et la branche de production communautaire sur la base de la comparaison des prix.[309]

7.362 Nous avons demandé au Brésil d'indiquer où dans le dossier de l'enquête – dans le contexte du lien de causalité – Tupy avait présenté ces arguments devant l'autorité communautaire chargée de

[307] Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note 62.

[308] Nous trouvons des éléments étayant cette approche dans les rapports de groupes spéciaux antérieurs, en particulier le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H*.

[309] Nous avons demandé au Brésil de clarifier ces points dans la question n° 124 posée par le Groupe spécial après sa première réunion. Voir l'annexe E-1.

l'enquête. Les sections du dossier de l'enquête mentionnées par le Brésil en réponse[310] à nos questions indiquent que Tupy a évoqué les différences entre les variantes à cœur noir et à cœur blanc du produit visé en termes de coût de production et de perception par le marché au cours de l'enquête dans le contexte du dommage (et du dumping) – et, en particulier, en ce qui concerne la non-comparabilité ou les ajustements demandés pour la comparabilité des prix dans l'analyse de la sous-cotation du prix. Les Communautés européennes ont bien examiné les différences alléguées dans le coût de production et la perception par le marché entre les variantes à cœur blanc et à cœur noir du produit visé et elles ont établi des constatations de fait selon lesquelles la différence dans le coût de production était minime et il n'y avait pas de différence significative dans la perception par le marché. À la lumière de ces constatations, ces facteurs, bien que "connus" d'elles dans le contexte de l'analyse du dumping et du dommage, ne seraient pas un facteur causal "connu", c'est-à-dire un facteur dont les Communautés européennes savaient qu'il causerait éventuellement un dommage à la branche de production nationale. Nous constatons donc que les Communautés européennes ont bien examiné ces facteurs et qu'à la lumière de leurs constatations, elles ne les ont pas perçus comme des facteurs causals "connus".

7.363 Nous examinons ensuite si les Communautés européennes se sont assurées que les dommages causés à la branche de production nationale par des facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping n'étaient pas *imputés* aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les allégations du Brésil soulèvent deux questions générales: premièrement, le Brésil allègue que la méthode des Communautés européennes relative au lien de causalité (que le Brésil appelle le "critère de la contribution significative") est en soi incompatible avec l'article 3.5; deuxièmement, le Brésil allègue que l'examen spécifique par les CE de chacun des autres facteurs connus est inadéquat pour satisfaire aux prescriptions de l'article 3.5. Nous allons examiner ces questions l'une après l'autre.

7.364 Le Brésil estime qu'indépendamment des autres causes de dommage existantes, les Communautés européennes déterminent la marge de dumping comme étant la différence totale entre le prix des importations faisant l'objet d'un dumping et le prix réel ou indicatif des producteurs communautaires *sans* éliminer les effets dommageables des autres facteurs connus. Le Brésil allègue que les Communautés européennes ne peuvent pas, du point de vue de la méthode, s'assurer que les dommages causés par ces autres facteurs connus ne sont pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les Communautés européennes disent qu'elles ont dissocié et distingué de façon adéquate les effets des facteurs causals connus.

7.365 Nous examinons donc la nature de la prescription relative à la non-imputation de l'article 3.5, qui s'applique aux situations dans lesquelles les importations faisant l'objet d'un dumping et les autres facteurs connus causent un dommage à la branche de production nationale "au même moment".

7.366 Au titre de l'article 3.5, l'autorité chargée de l'enquête doit examiner s'il existe un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale et, ce faisant, elle doit dissocier et distinguer de manière appropriée les effets dommageables des autres facteurs des effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping afin de ne pas imputer les effets des autres facteurs aux importations faisant l'objet d'un dumping.[311] Toutefois, l'Accord n'établit pas de méthode requise ou préférée particulière quant à la manière dont cette analyse du lien de causalité doit être effectuée. Par conséquent, les Membres de l'OMC peuvent appliquer n'importe quelle méthode relative au lien de causalité, à condition qu'elle dissocie et distingue de manière appropriée les effets dommageables des importations des effets

[310] Réponse du Brésil à la question n° 125 posée par le Groupe spécial après sa première réunion, annexe E-1.

[311] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud, supra*, note 40.

dommageables des autres facteurs causals connus et respecte donc les obligations énoncées à l'article 3.[312]

7.367 Dans leur détermination, les Communautés européennes ont identifié certains facteurs, autres que les importations faisant l'objet d'un dumping, qui causaient potentiellement un dommage à la branche de production nationale, y compris des importations en provenance de pays tiers ne faisant pas l'objet de l'enquête, une baisse de la consommation et une substitution. Pour chacun de ces facteurs pris individuellement, les Communautés européennes ont procédé à un examen séparé et ont constaté soit qu'il "ne [pouvait] avoir contribué de manière significative au préjudice important subi par l'industrie communautaire" (baisse de la consommation)[313]; qu'il n'avait fait "aucune contribution significative" (résultats à l'exportation) soit qu'il n'aurait pu avoir "aucune influence significative" (importations propres du produit visé)[314], qu'il ne pouvait pas avoir contribué de manière significative au dommage (substitution)[315], soit que (dans le cas des importations en provenance des pays ne faisant pas l'objet de l'enquête) "même si les importations en provenance d'autres pays tiers [pouvaient] avoir contribué au préjudice important subi par l'industrie communautaire, il [était] confirmé qu'elles [n'étaient] pas de nature à briser le lien de causalité entre le dumping et le préjudice constatés".[316] Les Communautés européennes ont conclu que tous les autres facteurs ayant pu contribuer au dommage causé à la branche de production nationale n'étaient "pas de nature à briser le lien de causalité" entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage.[317]

7.368 Ces aspects de la détermination des CE nous indiquent que les Communautés européennes ont analysé individuellement les facteurs causals visés et ont identifié les effets propres à chacun de ces facteurs causals. S'agissant de chacun des facteurs, les Communautés européennes ont conclu que l'ampleur de la contribution au dommage n'était pas significative ou, dans un cas, ont déduit par extrapolation que, même si l'effet était significatif, il ne serait pas de nature à "briser le lien de causalité" entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage important. La conclusion générale des Communautés européennes a été qu'aucun de ces facteurs n'avait un effet qui était de nature à briser le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage important.

7.369 Nous savons bien qu'il est théoriquement possible qu'une méthode relative au lien de causalité qui dissocie et distingue les différents facteurs de dommage puisse ne pas prendre en compte la possibilité que de multiples "facteurs non significatifs" constituent *collectivement* une cause de dommage significative de nature à rompre le lien entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage.[318] Toutefois, la méthode des CE – dont nous croyons comprendre qu'elle dissocie et

---

[312] Nous rappelons à cet égard la déclaration faite par l'Organe d'appel au paragraphe 224 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note 40: "Nous soulignons que les méthodes et approches particulières par lesquelles les Membres de l'OMC choisissent de mener à bien le processus consistant à dissocier et distinguer les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping et les effets dommageables des autres facteurs causals connus ne sont pas prescrites par l'*Accord antidumping*. Ce que l'Accord exige, c'est simplement que les obligations énoncées à l'article 3.5 soient respectées lorsqu'une détermination de l'existence d'un dommage est établie."

[313] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 176.

[314] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 174.

[315] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérants 175 et 176.

[316] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 111.

[317] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 177.

[318] Dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation du gluten de froment en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Gluten de froment*"), WT/DS166/R, paragraphes 8.136 à 8.153, adopté le 19 janvier 2001 tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS166/AB/R, le Groupe spécial a constaté qu'une méthode semblable relative au lien de causalité qui était centrée sur le point de savoir si l'accroissement des importations était une "cause substantielle" était incompatible avec les prescriptions de l'article 4:2 de *l'Accord sur les sauvegardes* concernant le lien de

distingue les effets de chacun de ces facteurs causals et ceux des importations faisant l'objet d'un dumping, y compris au moyen d'un examen du point de savoir si l'ampleur des effets de chaque facteur causal est telle qu'il est nécessaire de les dissocier et de les distinguer – ne laisse pas les effets de ces facteurs totalement amalgamés et impossibles à distinguer.

7.370 Pour ces raisons, et vu que l'article 3.5 ne prescrit aucune méthode particulière, nous constatons que le Brésil n'a pas établi que la méthode relative au lien de causalité appliquée par les Communautés européennes dans l'enquête en question constituait, en elle-même et à elle seule, une violation de l'article 3.5.

7.371 Il nous reste à examiner si dans leur détermination du lien de causalité les Communautés européennes ont satisfait à leurs obligations en ce qui concerne chacun des facteurs "connus" pendant l'enquête qui ont été identifiés par le Brésil: résultats à l'exportation; importations en provenance des pays tiers et externalisation; substitution et rationalisation.

i) Résultats à l'exportation

7.372 Le **Brésil** affirme que les Communautés européennes ont violé l'article 3.5 et 3.1 en ne dissociant et ne distinguant pas les effets des résultats à l'exportation des producteurs communautaires et en ne procédant pas à un examen objectif de ce facteur sur la base d'éléments de preuve positifs.[319,320]

---

causalité. Le raisonnement de ce groupe spécial était qu'une telle méthode appréciait chaque autre facteur individuellement par rapport aux importations pour déterminer si ce facteur était "une cause plus importante de dommage" puis excluait ce facteur en tant que "cause de dommage" lorsqu'il ne satisfaisait pas à lui seul à ce critère. Pour ce Groupe spécial, démontrer qu'un facteur causal donné n'avait pas contribué autant ou davantage que les importations au dommage grave ne démontrait pas que ce facteur n'avait pas contribué du tout au dommage grave. L'Organe d'appel a infirmé cette constatation, mais n'a pas franchement examiné la compatibilité de la *méthode* relative au lien de causalité en question dans cette affaire. Par contre, il a constaté que les États-Unis n'avaient pas évalué de manière adéquate les complexités d'un facteur causal particulier (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Gluten de froment*"), WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001, paragraphes 60 à 92). De même, dans son rapport *États-Unis - Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie* ("*États-Unis – Viande d'agneau*"), WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001, dans son rapport *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée* ("*États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*"), WT/DS202/AB/R, adopté le 8 mars 2002, et dans son rapport *États-Unis – Acier laminé à chaud, supra*, note 40 (traitant de la compatibilité d'un lien de causalité semblable au titre de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*), l'Organe d'appel soit n'a pas franchement examiné la compatibilité de la *méthode* relative au lien de causalité en question, soit l'a apparemment admise implicitement en s'intéressant plutôt à l'adéquation de certains aspects de l'analyse du lien de causalité faite par l'autorité chargée de l'enquête. L'Organe d'appel a fait observer que les rapports sur le règlement des différends concernant le lien de causalité dans le cadre de l'*Accord sur les sauvegardes* pouvaient donner des indications pour le lien de causalité dans le cadre de l'*Accord antidumping* et vice versa (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 214).

[319] Avant que les Communautés européennes ne communiquent les chiffres relatifs aux exportations des producteurs communautaires dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial, le Brésil a initialement affirmé qu'étant donné que les Communautés européennes n'avaient pas divulgué les chiffres relatifs aux exportations des producteurs communautaires et que le volume vérifié des exportations de la branche de production communautaire différait des chiffres d'Eurostat, il avait présumé que la détermination des Communautés européennes à cet égard n'était pas suffisamment fondée sur des éléments de preuve positifs pour qu'elles se soient acquittées de leurs obligations conformément à l'article 3.5. Toutefois, après que les Communautés européennes eurent communiqué les données confidentielles relatives aux exportations dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial, le Brésil a fait observer que le volume des exportations des producteurs communautaires avait diminué de 17 pour cent entre 1995 et la période couverte par l'enquête. Le

7.373 Les **Communautés européennes** contestent ces deux allégations. Elles communiquent dans la procédure du présent Groupe spécial les données confidentielles sur le volume des exportations pour les années 1995 à 1998 et pour la période couverte par l'enquête dont disposait l'autorité communautaire chargée de l'enquête.

7.374 Le **Groupe spécial** observe que Tupy a appelé l'attention de l'autorité communautaire chargée de l'enquête sur l'incidence qu'avait, selon elle, la diminution des exportations des producteurs communautaires sur les stocks au cours de l'enquête sur la base des données d'Eurostat (dont le Brésil fait valoir qu'elles indiquaient, entre autres choses, que les exportations avaient chuté de 22 pour cent entre 1995 et 1998).[321]

7.375 Pendant l'enquête, les Communautés européennes ont examiné les arguments formulés par Tupy au sujet des tendances du volume des exportations, y compris les divergences entre les données d'Eurostat (communiquées par Tupy) et les données recueillies et vérifiées par les Communautés européennes au cours de l'enquête.[322]

7.376 Les données confidentielles sur le volume des exportations qui faisaient partie du dossier de l'enquête correspondante et qui ont été communiquées par les Communautés européennes dans la procédure du présent Groupe spécial étayent les déclarations citées faites par les Communautés européennes pendant l'enquête, y compris en ce qui concerne leur rapport avec les données d'Eurostat. Les Communautés européennes ont identifié l'indicateur de dommage le plus affecté par les résultats à l'exportation (les niveaux des stocks) et ont considéré dans leur raisonnement que, sur la base de la proportion des ventes à l'extérieur de la Communauté comparées aux ventes sur le marché

Brésil note aussi que cette diminution représente un volume absolu de 1 283 tonnes, c'est-à-dire environ 3 pour cent de la production des producteurs communautaires, environ 7 pour cent des stocks des producteurs communautaires et environ 6 pour cent des importations en provenance des pays concernés pendant la période couverte par l'enquête (deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 320).

[320] Le Brésil rappelle (aux paragraphes 316 et 317 de sa deuxième communication écrite) que Tupy avait fait valoir que les mauvais résultats à l'exportation avaient contribué à l'augmentation des niveaux des stocks. En réponse, les Communautés européennes avaient dit ce qui suit dans la lettre de transparence (pièce n° 18 du Brésil, point 6.4): "… premièrement, les données sur les ventes à l'extérieur de la Communauté figurant dans les réponses de la branche de la production communautaire au questionnaire et vérifiées par les services de la Commission ne confirment pas les chiffres fournis par Tupy, la diminution de ces ventes étant inférieure et concernant des volumes inférieurs. Deuxièmement, sur la base de la proportion des ventes à l'extérieur de la Communauté comparées aux ventes sur le marché communautaire, il ne peut pas être conclu que la diminution des ventes à l'extérieur de la Communauté a contribué de manière significative à l'augmentation des niveaux des stocks." Le Brésil fait valoir que les données sur les stocks utilisées par les Communautés européennes étaient inexactes et que, donc, les faits concernant les conséquences des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production communautaire n'ont pas été dûment établis sur la base d'éléments de preuve positifs. Nous rappelons notre constatation exposée plus haut selon laquelle les données des CE sur les stocks n'affaiblissaient pas la base factuelle de l'évaluation faite par les CE au titre de l'article 3.4. Notre constatation est forcément valable aussi aux fins de l'analyse que nous effectuons ici.

[321] Voir la cinquième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce ° 17 du Brésil, paragraphe 3.8.3.

[322] Le passage pertinent de la lettre de transparence des CE est le suivant: "… il est fait référence aux tendances des volumes des exportations de la branche de production communautaire entre 1995 et 1998 en relation avec l'évolution des stocks. À cet égard, il convient de noter que, premièrement, les données sur les ventes à l'extérieur de la Communauté figurant dans les réponses de la branche de production communautaire au questionnaire et vérifiées par les services de la Commission ne confirment pas les chiffres fournis par Tupy, la diminution de ces ventes étant inférieure et concernant des volumes inférieurs. Deuxièmement, sur la base de la proportion des ventes à l'extérieur de la Communauté comparées aux ventes sur le marché communautaire, il ne peut pas être conclu que la diminution des ventes à l'extérieur de la Communauté a contribué de manière significative à l'augmentation des niveaux des stocks".

communautaire, il ne pouvait pas être conclu que la diminution des ventes à l'extérieur de la Communauté avait contribué de manière significative à l'augmentation des stocks.

7.377 S'agissant de l'allégation du Brésil selon laquelle la conclusion des CE concernant les résultats à l'exportation n'est pas fondée sur des éléments de preuve positifs puisque les données fournies par les producteurs communautaires, et vérifiées par les autorités communautaires, présentent des discordances par rapport aux données d'Eurostat, les Communautés européennes ont montré dans la notification définitive qu'elles préféraient utiliser des données vérifiées, lorsque cela était possible.[323]

7.378 À la lumière des données confidentielles sur les résultats à l'exportation figurant dans le dossier de l'enquête et de l'évaluation fondée sur ces données dont il est rendu compte dans ces déclarations, nous ne constatons pas que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations de procéder à un examen objectif sur la base d'éléments de preuve positifs en ce qui concerne les résultats à l'exportation en tant que facteur causal, ni que les CE n'ont pas dissocié et distingué les effets de ce facteur causal.

7.379 Le Brésil a aussi formulé une allégation concernant la non-divulgation des exportations et achats du produit visé réalisés par les producteurs communautaires pendant la période d'examen du dommage, ce qui avait empêché Tupy de pouvoir défendre correctement ses intérêts, en violation de l'article 6.2, et d'avoir en temps utile la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents, en violation de l'article 6.4. Les CE disent que ces renseignements étaient confidentiels et n'étaient donc pas divulgués aux parties intéressées.

7.380 Nous commençons par le texte des dispositions juridiques pertinentes. L'article 6.2 dispose que: "Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts." Le texte de cette disposition indique aussi clairement que cette obligation générale énoncée à l'article 6.2 "devra [tenir] compte […] de la nécessité de sauvegarder le caractère confidentiel des renseignements". De même, le texte de l'article 6.4 dispose que: "Chaque fois que cela sera réalisable, les autorités ménageront en temps utile … la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements … *qui ne seraient pas confidentiels aux termes du paragraphe 5* …" (pas d'italique dans l'original) Nous notons que ces renseignements avaient été considérés comme confidentiels au sens de l'article 6.5 et, sur la base de la demande d'établissement d'un groupe spécial et de l'argumentation présentées par le Brésil dans la procédure du présent Groupe spécial, nous ne considérons pas que le Brésil a invoqué l'article 6.5 de l'Accord à cet égard. Nous ne constatons donc pas que les Communautés européennes ont enfreint l'article 6.2 ou 6.4 à cet égard.

ii) Importations en provenance des pays tiers et "externalisation"

7.381 Le **Brésil** fait observer que Tupy a régulièrement fait valoir pendant l'enquête qu'il y avait des exportations de certains autres pays tiers qui entraient dans les CE dans des volumes qui n'étaient pas inférieurs à ceux des exportations de certains des pays concernés – en particulier, la Bulgarie, la Pologne et la Turquie – et à des prix qui semblaient présenter une sous-cotation notable par rapport aux prix des producteurs communautaires (ainsi qu'aux prix brésiliens).[324] Le Brésil fait aussi valoir que, parallèlement à l'accroissement des importations en provenance des autres pays tiers et pour l'expliquer, Tupy a indiqué pendant l'enquête que certains producteurs communautaires procédaient à une externalisation de leur production du produit visé vers d'autres pays puis à des importations sur le marché communautaire en provenance de ces pays. La branche de production nationale se causait ainsi un dommage à elle-même en cédant une part de marché. Selon le Brésil, il incombait aux CE, conformément à leurs obligations au titre de l'article 6.6, de s'assurer de l'exactitude des renseignements que Tupy leur avait communiqués quant à la mesure dans laquelle les producteurs

[323] Notification précédant le règlement provisoire, pièce n° 16 du Brésil.
[324] Par exemple, première et troisième communications de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE.

communautaires externalisaient leur production du produit similaire vers des pays non membres des CE et contribuaient donc à la baisse des ventes et de la part de marché de la branche de production communautaire.

7.382 Les **Communautés européennes** soutiennent qu'elles ont examiné de manière appropriée les importations en provenance de ces pays et ont conclu qu'elles n'étaient pas un facteur causal significatif. Les Communautés européennes ont conclu que, même si les importations en provenance des pays tiers (y compris la Turquie, la Bulgarie et la Pologne) avaient pu contribuer au dommage important subi par la branche de production communautaire, elles n'étaient pas de nature à briser le lien de causalité entre le dumping et le dommage constatés.[325]

7.383 Le **Groupe spécial** note que le règlement provisoire[326] et le règlement définitif contiennent tous les deux des déclarations concernant le volume et le prix des importations en provenance des autres pays tiers ne faisant pas l'objet de l'enquête. Le règlement définitif dispose ce qui suit[327]:

> "Selon Eurostat, pendant la période d'examen du préjudice, le volume des importations en provenance des autres pays tiers a diminué d'environ 14%, alors que leur part de marché reculait d'un point de pourcentage environ. Quant aux prix, ils ont augmenté de quelque 15% en moyenne et dépassaient de 17% les prix moyens des importations en provenance des pays concernés."

7.384 Les règlements provisoire et définitif traitent également de l'évolution respective des importations en provenance de Turquie, de Bulgarie et de Pologne.

7.385 S'agissant des importations en provenance de **Pologne**, le Brésil fait observer que leur volume a augmenté de 23 pour cent au cours de la période d'examen du dommage et que leur part de marché est passée de 3,8 pour cent à 5 pour cent, et que les prix unitaires, bien qu'ils aient augmenté de 11 pour cent sur la même période, étaient notablement inférieurs (42 pour cent) aux prix des producteurs communautaires. Le Brésil conteste la façon dont les CE caractérisent ces tendances. En particulier, il conteste la déclaration faite par les CE dans la procédure du présent Groupe spécial, selon laquelle l'autorité communautaire chargée de l'enquête "n'a pas imputé de dommage à ces importations (étant donné qu'il n'y en avait pas)".[328] Compte tenu de la conclusion des CE sur la sensibilité aux prix[329] (que le Brésil conteste néanmoins), le Brésil estime que la conclusion des CE selon laquelle les importations en provenance de Pologne n'avaient pas causé de dommage n'avait pas pu être fondée sur un examen objectif d'éléments de preuve positifs.[330]

---

[325] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 111.

[326] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérants 167 et 168:

"Certaines parties concernées ont, sur la base des données d'Eurostat, fait valoir que l'éventuel préjudice subi par l'industrie communautaire avait été causé par les importations en provenance de pays tiers non couverts par la procédure, notamment la Turquie, la Bulgarie et la Pologne.

Selon ces données, le volume des importations d'accessoires malléables en provenance de tous les autres pays tiers est tombé de quelque 6 200 tonnes en 1995 à environ 5 300 au cours de la période d'enquête, soit une diminution de quelque 14 pour cent, alors que leur part de marché est restée relativement stable tout au long de la période, reculant légèrement de 10 pour cent en 1995 à quelque 9 pour cent au cours de la période d'enquête. Les prix moyens pondérés des importations en provenance d'autres pays tiers, communiqués par Eurostat, sont passés de 1,93 écu par kilogramme à 2,22 écus par kilogramme. Il convient de noter qu'ils sont restés nettement plus élevés que les prix moyens pondérés des pays concernés pendant toute la période d'examen du préjudice."

[327] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 107.

[328] Le Brésil fait référence à la première communication écrite des CE, paragraphe 361.

[329] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 164.

[330] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 324.

7.386 Le Brésil rappelle aussi que Tupy avait souligné ce qui suit[331]:

> "... la Commission omet de noter que la plupart des importations d'origine polonaise concernent des accessoires galvanisés, contrairement à la plupart des importations en provenance du Brésil. Les accessoires galvanisés coûtent plus cher à produire et leurs prix sont fixés à des niveaux très différents, les accessoires galvanisés atteignant des prix beaucoup plus élevés. En outre, les exportateurs vendent à tous les niveaux commerciaux et, en particulier, à des niveaux inférieurs alors que Tupy ne vend qu'au niveau le plus élevé. Lorsqu'on calcule l'incidence de ces différences, on ne peut pas ne pas conclure que les importations d'origine polonaise sont notablement moins chères que celles en provenance du Brésil ..."

7.387 L'évaluation faite par les Communautés européennes de l'évolution des importations en provenance de Pologne[332] ainsi que leur évaluation des importations en provenance de l'ensemble des pays tiers étaient exposées dans le règlement provisoire[333] et le règlement définitif. Pour nous, il ressort clairement de la détermination que les CE ont examiné les importations en provenance de Pologne et ont pris en considération les arguments présentés par Tupy au cours de l'enquête. Bien que les éléments de preuve versés au dossier montrent une augmentation des importations en provenance de Pologne de 23 pour cent de 1995 à la période couverte par l'enquête, ils indiquent également qu'elles ont culminé en 1997 puis ont légèrement diminué en 1998 et pendant la période couverte par l'enquête. Le prix unitaire a augmenté de 11 pour cent de 1995 à la période couverte par l'enquête.

7.388 Une analyse du dommage et du lien de causalité n'est pas nécessairement centrée sur l'évolution des facteurs *pris isolément*. Un facteur doit plutôt être évalué du point de vue de sa propre évolution ainsi que dans le contexte de l'évolution des autres facteurs afin de permettre une évaluation intégrée de la situation de la branche de production nationale dans son ensemble et des causes de cette situation. Prises dans leur contexte, ces données étayent dans une large mesure la déclaration des CE selon laquelle la "part de marché est restée relativement stable pendant la période d'examen du préjudice, à un niveau d'environ 4-5 pour cent, même si elles sont passées, en termes absolus, de quelque 2 500 tonnes en 1995 à environ 3 000 tonnes pendant la période d'enquête". De même, les éléments de preuve versés au dossier confirment la déclaration des CE concernant le prix des importations en provenance de Pologne (à savoir que, pendant la période couverte par l'enquête, le prix unitaire a été notablement plus élevé que les prix moyens pondérés des pays concernés). Nous rappelons que la Pologne ne faisait pas l'objet de l'enquête pour avoir vendu le produit à des prix de dumping sur le marché communautaire. Nous rappelons en outre notre examen de la constatation faite par les CE d'une "très grande sensibilité aux prix" (*supra*, paragraphe 7.336).

7.389 Les autorités communautaires ont également pris en compte la différence alléguée en ce qui concerne le produit examiné, et ont expliqué à Tupy que "l'allégation concernant l'éventail d'accessoires en fonte malléable originaires de Pologne n'était en fait pas étayée et n'était pas susceptible d'être vérifiée puisque les données d'Eurostat ne présentaient pas un tel niveau de détail".[334] En vertu de l'article 6.6, l'autorité communautaire chargée de l'enquête est obligée au cours

---

[331] Quatrième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 13 du Brésil.

[332] Les données utilisées pendant l'enquête indiquaient que les volumes des importations en provenance de Pologne étaient les suivants: 1995: 2 497; 1996: 2 993; 1997: 3 209; 1998: 3 137; période couverte par l'enquête: 3 063; et que la configuration des prix était la suivante: 1995: 2,03; 1996: 2,08; 1997: 2,18; 1998: 2,24; période couverte par l'enquête: 2,26.

[333] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 171: "En ce qui concerne les importations en provenance de *Pologne*, leur part de marché est restée relativement stable pendant la période d'examen du préjudice, à un niveau d'environ 4-5 pour cent, même si elles sont passées, en termes absolus, de quelque 2 500 tonnes en 1995 à environ 3 000 tonnes pendant la période d'enquête. Toutefois, pendant la période d'enquête, leur prix unitaire est resté sensiblement plus élevé que les prix moyens pondérés des pays concernés."

[334] Lettre de transparence, pièce n° 18 du Brésil, point 7.1.

de l'enquête de s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels ses constatations sont fondées. Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles avaient examiné l'allégation de Tupy, dont elles ont fait observer qu'elle n'avait pas été étayée, et qu'elles avaient utilisé les données d'Eurostat dont le niveau de spécificité ne reflétait pas non plus l'allégation de Tupy. L'utilisation par les Communautés européennes des données d'Eurostat concernant les importations en provenance de Pologne, pays qui ne faisait pas l'objet de l'enquête sur les importations faisant l'objet d'un dumping, ne constitue pas, selon nous, une violation de l'article 3.5 ou 3.1, ni de l'article 6.6 de l'Accord.

7.390 S'agissant des importations en provenance de **Bulgarie**, les règlements provisoire[335] et définitif[336] traitent de l'évolution du volume et du prix des importations. Le règlement provisoire indique aussi que les Communautés européennes ont examiné les éléments de preuve relatifs aux importations en provenance de Bulgarie "dans le cadre de l'analyse de la plainte préalable à l'ouverture de la procédure". Sur la base de ces éléments de preuve, les Communautés européennes ont constaté qu'"ils n'ont semblé révéler aucune pratique de dumping", ce qui expliquait qu'aucune enquête n'avait pu être ouverte concernant la Bulgarie.[337] Bien qu'il ressorte clairement des éléments de preuve versés au dossier qu'il y avait eu une augmentation substantielle des importations en provenance de Bulgarie en termes absolus (de 43 à 1 109 tonnes entre 1995 et la période couverte par l'enquête), les Communautés européennes y ont spécifiquement fait référence et ont aussi situé ce facteur dans son contexte en notant que la part de marché était de 1,8 pour cent pendant la période couverte par l'enquête. Les Communautés européennes ont aussi évalué l'évolution des prix, notant entre autres choses que, pendant la période d'examen du dommage, leur prix avait augmenté d'environ 11 pour cent et que pendant la période couverte par l'enquête, il était de 5 pour cent supérieur au prix pondéré moyen des importations visées.[338,339]

7.391 Il appartenait avant tout à l'autorité communautaire d'apprécier et d'évaluer les éléments de preuve dont elle disposait. Tupy avait fourni aux CE des renseignements factuels étayant ses allégations selon lesquelles certains requérants (Georg Fischer, Atusa et Woeste) "externalisaient" certains types de produits ou segments du produit visé vers certains pays, y compris la Bulgarie, dans les communications qu'elle avait présentées tout au long de l'enquête, y compris après le règlement provisoire. L'évaluation des CE a été qu'elle n'avait fourni aucun élément de preuve notablement nouveau pour les amener à réviser leur évaluation initiale. Cela est tout à fait discernable dans la détermination.

7.392 Il n'y a rien dans le dossier de l'enquête des CE tel que le Brésil nous l'a mentionné[340] qui montre que Tupy a évoqué les importations en provenance spécifiquement d'Égypte en relation avec les importations du produit visé. Le dossier indique que Tupy a soulevé la question des importations en provenance d'Égypte lorsqu'elle s'est opposée à l'exclusion des produits non filetés de la définition du "produit similaire" et donc du champ de l'enquête. En outre, le règlement provisoire des CE indique que les CE ont examiné les volumes et les prix des importations en provenance "de tous les autres pays tiers" ne faisant pas l'objet de l'enquête.[341] Il a été constaté qu'aucun d'entre eux n'avait été une cause de dommage significative.

---

[335] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 170.

[336] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 109.

[337] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérants 7 et 8.

[338] Voir la quatrième communication de Tupy dans le cadre de l'enquête des CE, pièce n° 13 du Brésil, page 2, paragraphe 3.

[339] Le considérant 174 du règlement provisoire dispose ce qui suit: "... l'enquête a montré qu'un producteur communautaire a importé le produit concerné d'un seul pays tiers. Néanmoins, les importations de ce producteur représentant un volume très faible et une partie négligeable de ses ventes dans la Communauté, elles n'ont pu avoir aucune influence significative sur sa situation".

[340] Quatrième communication de Tupy, pièce n° 13 du Brésil, paragraphe 3.

[341] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 168.

7.393 S'agissant des importations en provenance de Turquie, le règlement provisoire dispose ce qui suit: "... les importations en provenance de Turquie sont restées stables, à un niveau quasi négligeable, pendant toute la période d'examen du préjudice. Le volume de ces importations était de 553 tonnes en 1995 et de 632 tonnes pendant la période d'enquête, leur part de marché étant restée stable, à environ 1 pour cent, pendant toute la période d'examen du préjudice. Quant au prix unitaire, il est, selon les données d'Eurostat, resté plus élevé que celui des importations concernées pendant toute la période d'examen du préjudice".[342] Le règlement définitif traite aussi de l'évolution du volume et du prix des importations en indiquant que, pendant la période couverte par l'enquête, le prix moyen pondéré des importations dépassait d'environ 10 pour cent le prix moyen pondéré des importations visées et leur part de marché, qui correspondait à 1 pour cent environ de la consommation communautaire, était stable. De plus, le règlement définitif note que l'enquête a confirmé que certains producteurs communautaires avaient effectué des importations, que celles-ci étaient minimes par rapport aux ventes de produits fabriqués dans les CE par les producteurs communautaires concernés et qu'elles n'influaient pas sur l'appartenance de ces producteurs communautaires à la branche de production nationale. L'avis d'ouverture indique que, bien que la Turquie ait été mentionnée dans la demande, les CE ont décidé de l'exclure du champ de l'enquête dès le départ car sa part de marché était *de minimis*.[343] Le dossier indique aussi que Tupy a soulevé la question des importations en provenance de Turquie lorsque, entre autres choses, elle s'est opposée à l'exclusion des produits non filetés de la définition du "produit similaire" et donc du champ de l'enquête.

7.394 Le Brésil fait aussi valoir que l'absence alléguée de réaction des Communautés européennes à la demande faite par Tupy visant à ce que les CE demandent aux autorités turques de confirmer les renseignements relatifs aux accords d'externalisation conclus entre un producteur communautaire (Georg Fischer) et un producteur turc constitue un manquement aux obligations d'une autorité objective et impartiale. Nous ne voyons rien dans l'Accord qui justifie l'argument du Brésil selon lequel les CE étaient *tenues* d'examiner la question des importations en provenance de Turquie (pays ne faisant pas l'objet de l'enquête) de la façon particulière requise par une partie intéressée.[344]

7.395 L'évaluation par les CE des effets dommageables d'autres facteurs, y compris les importations en provenance des pays tiers, figure dans leur conclusion générale sur le lien de causalité.[345] Dans le règlement définitif, les Communautés européennes ont formulé une constatation concernant spécifiquement les importations en provenance des pays tiers, concluant que ces importations ne rompaient pas le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage.[346] Nous discernons dans la détermination que les Communautés européennes ont examiné ce facteur et ses effets et ont conclu qu'il ne faisait pas une contribution significative au dommage. Nous pensons non pas que les CE n'ont pas "examiné" la question, mais plutôt qu'elles ont évalué les éléments de preuve à la lumière des effets sur le volume et les prix de ces importations dans le contexte d'autres faits nouveaux affectant la branche de production nationale, afin d'établir leur détermination.

7.396 Le Brésil souligne que certains producteurs communautaires "exerçaient un contrôle" sur certains producteurs dans d'autres pays et pouvaient donc leur dicter leurs décisions commerciales. Selon le Brésil, la branche de production communautaire a externalisé la production et s'est ainsi infligée un dommage à elle-même.

---

[342] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 169.
[343] Avis d'ouverture, *supra*, note 5, considérant 1.
[344] Première déclaration orale du Brésil, paragraphe 14.
[345] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 177.
[346] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 111.

7.397 L'article 4 de l'*Accord antidumping*, qui régit la notion de "branche de production nationale" aux fins d'une enquête antidumping, appelle un examen des liens existant entre les sociétés en matière de participation et de contrôle, y compris les liens entre les producteurs et les exportateurs ou les importateurs situés sur le territoire d'autres pays, ainsi qu'un examen des producteurs qui sont aussi importateurs du produit faisant prétendument l'objet d'un dumping. La définition de la "branche de production nationale" est un élément clé de l'enquête antidumping. En l'espèce, les Communautés européennes ont examiné s'il était ou non requis ou approprié au titre de l'article 4.1 d'exclure certains producteurs de la définition de la branche de production nationale. Les CE ont conclu que cela ne l'était pas.[347]

7.398 La conséquence de l'externalisation serait une augmentation du volume des importations en provenance des pays tiers, et toute perte de part de marché résulterait des importations en provenance des sociétés vers lesquelles la production avait été externalisée. Les importations en provenance des pays tiers dans lesquels ces sociétés étaient situées comprendraient la production résultant de toute "externalisation". Un examen des effets de ces importations tiendrait compte des effets éventuels d'éléments englobés dans ces importations. En tout état de cause, les CE ont aussi examiné les allégations formulées par les parties intéressées concernant les importations réalisées par les producteurs nationaux eux-mêmes, et sont arrivées à la conclusion qu'à la lumière de leur ampleur relativement faible, ces importations n'influaient pas sur le statut des producteurs communautaires, ni ne constituaient une cause de dommage significative.

7.399 À la lumière des données figurant dans le dossier de l'enquête, en particulier celles qui concernent le prix et le volume des importations en provenance des pays tiers ne faisant pas l'objet de l'enquête, en particulier la Pologne, la Turquie et la Bulgarie, et de l'évaluation des CE fondées sur ces données, nous ne constatons pas que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations de procéder à un examen objectif sur la base d'éléments de preuve positifs en ce qui concerne les importations en provenance des autres pays ne faisant pas l'objet de l'enquête ou l'"externalisation" en tant que facteur causal, ni que les Communautés européennes n'ont pas dissocié et distingué les effets de ce facteur causal.

iii) Rationalisation

7.400 Le **Brésil** fait valoir que l'évaluation du lien de causalité par les CE était viciée car l'évolution de la production et de la capacité de production, ainsi que le recul de l'emploi et le manque de rentabilité, étaient causés par la décision "volontaire" de la branche de production communautaire de rationaliser la production au début et au cours de la période couverte par l'enquête. Le Brésil affirme

[347] Le règlement provisoire dispose ce qui suit: "En outre, certaines parties concernées ont affirmé que des producteurs communautaires ont importé le produit concerné d'autres pays tiers. L'enquête a montré qu'un producteur a en effet importé le produit concerné. Néanmoins, ces importations étaient minimes par rapport aux ventes du produit fabriqué dans la Communauté sur le marché communautaire. Par conséquent, cette société, de par son activité principale, appartient toujours clairement à l'industrie communautaire. En ce qui concerne les autres sociétés, les allégations n'ont pas été confirmées." Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles avaient examiné la nature des investissements de la branche de production communautaire, mais que les allégations de Tupy n'avaient pas été étayées ni confirmées (pièce n° 18 du Brésil, paragraphe 6.14). Dans la notification précédant le règlement définitif, pièce n° 18 du Brésil, paragraphe 6.1, les Communautés européennes indiquent qu'elles "ont bien examiné soigneusement la structure des ventes d'Atusa ainsi que de tous les autres producteurs communautaires" mais que "le résultat de cet examen n'a toutefois appelé aucune modification" de leurs constatations. Les questionnaires adressés aux producteurs communautaires indiquent que les CE ont demandé des renseignements sur la structure et les liens des sociétés, par exemple, en ce qui concerne Atusa (pièce n° 41 du Brésil) et Georg Fischer (pièce n° 39 du Brésil). Bien que nous ne voulions pas laisser entendre qu'un examen au titre de l'article 4 serait nécessairement suffisant aussi aux fins de l'analyse du lien de causalité prescrit par l'article 3.5, il établit les paramètres de l'examen du "dommage" causé par "les importations faisant l'objet d'un dumping".

que les CE n'ont pas fondé leur détermination sur des éléments de preuve positifs et n'ont pas dissocié et distingué de manière appropriée les effets de ce facteur causal.

7.401 Les **Communautés européennes** soutiennent que l'autorité chargée de l'enquête a examiné et distingué l'effet de la rationalisation sur la base d'un examen objectif d'éléments de preuve positifs.

7.402 Le **Groupe spécial** rappelle qu'en vertu de l'article 3.5 le dommage ne doit pas être imputé à d'autres facteurs connus causant un dommage à la branche de production nationale au même moment que les importations faisant l'objet d'un dumping. Nous examinons donc l'allégation du Brésil concernant la rationalisation à la lumière de cette obligation.

7.403 Les Communautés européennes ont expressément reconnu dans leur détermination les efforts de restructuration entrepris par la branche de production en 1995 et, en réponse aux arguments que Tupy leur avait présentés, elles ont aussi indiqué qu'elles estimaient que cela avait eu une incidence négative sur la production, l'emploi et la rentabilité et avait exigé des investissements importants en 1995.[348] Les CE ont aussi indiqué que les données figurant dans le dossier montraient que la production et la rentabilité avaient augmenté l'année suivante, en 1996, à la suite de la restructuration. La détermination indique ensuite que cette tendance positive, dont les CE avaient escompté qu'elle se poursuivrait compte tenu des efforts de rationalisation, ne s'est en fait pas poursuivie. Nous croyons comprendre que le Brésil remet en cause de nombreux aspects de cette évaluation, y compris le fait que, même si les CE ont dit ce qui suit: "La contraction des ventes de l'industrie communautaire a provoqué un accroissement des stocks et une baisse de rentabilité. Cette dernière, qui avait augmenté entre 1995 et 1996, a ensuite baissé de 2,3 points entre 1996 et la période d'enquête [tombant à 0,9 pour cent]", elles n'ont pas établi le lien de causalité "évident" avec les hausses de prix pratiquées par les producteurs communautaires et la baisse de leur part de marché; le fait que les CE n'ont pas cherché à déterminer pourquoi les prix des producteurs communautaires augmentaient et si ces augmentations avaient ou non un rapport avec les coûts liés à la rationalisation; et le fait que les Communautés européennes n'ont prétendument pas examiné et identifié quels étaient les "bénéfices supplémentaires que l'industrie communautaire pouvait raisonnablement escompter" du fait de ses efforts de rationalisation auxquels les Communautés européennes font référence dans le règlement définitif. Concernant ce dernier point, le Brésil souligne que les producteurs communautaires ont augmenté leurs prix pendant la période d'examen du dommage et il estime qu'il est inapproprié "que des droits antidumping soient perçus sur les exportations du Brésil vers les CE s'ils doivent servir à protéger un marché contre les pertes et coûts liés à une restructuration volontaire …" qui sont alors répercutés sur les utilisateurs finals au moyen d'une augmentation des prix de vente sur un marché qui, d'après la propre analyse des CE, est "très sensible aux prix".[349] Nous allons examiner ces allégations successivement.

7.404 Premièrement, s'agissant de l'allégation selon laquelle les Communautés européennes n'auraient pas reconnu l'existence d'un lien de causalité entre la rationalisation et les hausses de prix et la diminution de la part de marché, nous notons que les Communautés européennes ont dit que la "baisse de production a été particulièrement forte de 1995 à 1996".[350] Elles mentionnent ensuite "la fermeture d'une installation de production en Allemagne" et indiquent que l'évolution de la capacité de production "doit être analysée en tenant compte du fait que [en 1996] … une installation de production a cessé ses activités en Allemagne" et que l'évolution de l'emploi "doit être analysée en tenant compte des efforts de restructuration et de réduction des coûts déployés par l'industrie communautaire". Nous discernons dans la détermination que les Communautés européennes ont bien évalué le rapport entre la restructuration et la production, la capacité de production et l'emploi pendant

[348] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 101.
[349] Il est fait référence au règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 165.
[350] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérants 150, 151 et 158.

la période d'examen du dommage, et ont situé l'évolution enregistrée pendant la période couverte par l'enquête dans ce contexte.

7.405 Le Brésil semble faire valoir que, dans leur analyse du lien de causalité, les Communautés européennes minimisent ou omettent de mentionner l'incidence des efforts de rationalisation. Pour autant qu'il soit clair qu'une détermination prend un facteur donné en compte, l'endroit où cette prise en compte est indiquée dans la détermination importe peu. Lorsqu'il est clair que l'autorité chargée de l'enquête évalue un facteur causal donné quant au fond, il n'est pas essentiel que cette évaluation apparaisse, du point de vue formel, dans une section intitulée "lien de causalité" dans la détermination. Pour autant qu'il soit clair qu'il y a eu un examen du point de savoir si la baisse enregistrée pour certains facteurs de dommage était ou non imputable à un facteur causal donné plutôt qu'aux importations faisant l'objet d'un dumping, une analyse appropriée dissociant et distinguant les effets des facteurs causals peut encore être faite. En l'espèce, l'utilisation par les Communautés européennes des expressions "*the effects* of" (efforts … "qui *se sont traduits* … par") et "*results* of these restructuring efforts" (*résultats* de ces efforts de restructuration) (pas d'italique dans l'original) nous indique que les CE ont bien considéré qu'il s'agissait d'un facteur ayant une influence sur la situation de la branche de production nationale, plutôt qu'uniquement d'un facteur indiquant la situation de la branche de production nationale. Le fait que les Communautés européennes n'ont pas identifié les effets de la rationalisation dans la dernière partie de la période couverte par l'enquête est conciliable avec le point de vue selon lequel les Communautés européennes pensaient que ce facteur ne causait pas de dommage à la branche de production nationale au même moment que les importations faisant l'objet d'un dumping.

7.406 Deuxièmement, s'agissant de l'allégation selon laquelle les Communautés européennes n'auraient pas déterminé la raison des hausses de prix pratiquées par les producteurs communautaires, la détermination examine la raison d'être des hausses de prix, qui sont survenues en même temps qu'une diminution du volume des ventes et de la part de marché.[351] Nous discernons dans la détermination que les Communautés européennes ont examiné les hausses de prix pratiquées par les producteurs communautaires et ont présenté leur évaluation des faits marquants à cet égard.

7.407 S'agissant de l'allégation du Brésil selon laquelle le règlement définitif était trompeur et n'était pas fondé sur des éléments de preuve positifs lorsqu'il indiquait qu'"à partir de 1996 … l'industrie communautaire voyait le volume de ses ventes … diminuer, tendance qui s'est maintenue sur le reste de la période d'examen du préjudice"[352], les données figurant dans le dossier montrent une chute du volume des ventes de 1995 à 1996 et de 1997 à la période couverte par l'enquête.[353] Nous considérons que, globalement, les données correspondantes confirment l'évaluation de ce facteur faite par les CE. Nous ne considérons pas que le fait qu'il y a eu une légère augmentation du volume des ventes de 1996 à 1997 rend l'évaluation de ce facteur par les CE exposée dans le règlement définitif trompeuse, en particulier vu que le membre de phrase "le reste de la période d'examen du préjudice" semble indiquer une référence à la suite ou à la fin de la période d'examen du dommage et, donc, en particulier lorsqu'il est pris en considération dans une évaluation de la tendance à la baisse dans la partie de la période d'examen du dommage la plus étroitement liée à la période couverte par l'enquête sur le dumping.

7.408 Compte tenu de ces considérations, nous n'estimons pas que le Brésil a établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 3.5 et 3.1 en ce qui concerne leurs constatations relatives à la rationalisation.

---

[351] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 103.

[352] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 102.

[353] Les données sur le volume des ventes qui figurent dans le dossier de l'enquête sont les suivantes: 1995: 45 456 tonnes; 1996: 41 486 tonnes; 1997: 41 866 tonnes; 1998: 38 866 tonnes; période couverte par l'enquête: 37 722 tonnes.

iv) Substitution

7.409 Le **Brésil** fait valoir que Tupy a toujours affirmé pendant l'enquête correspondante que la principale cause d'un quelconque dommage subi par la branche de production communautaire était la substitution d'accessoires faits à partir de matériaux tels que le cuivre et le plastique à ceux qui étaient faits en fonte malléable et a fourni des éléments de preuve indiquant que même la branche de production communautaire estimait que c'était le cas. Toutefois, selon les allégations du Brésil, en n'examinant pas dûment la question de la substitution et en partant du principe que la baisse de la consommation n'avait pas causé de dommage notable à la branche de production communautaire, les CE n'ont pas procédé à un examen "objectif" et fondé sur des "éléments de preuve positifs". Bien qu'il ait été démontré aux Communautés européennes que même la branche de production communautaire considérait que la substitution avait été une cause majeure de leurs difficultés pendant la période d'examen du dommage et avait donc causé ou favorisé la baisse de la consommation de 6 pour cent entre 1995 et la période couverte par l'enquête, les CE ont été d'un avis contraire et ont conclu dans le règlement définitif i) que la consommation n'avait pas diminué (car elle avait été "relativement stable") et ii) que, de ce fait, elle "ne [pouvait pas] avoir contribué de manière significative au préjudice subi par l'industrie communautaire". En conséquence, le Brésil fait valoir que la conclusion établie par les Communautés européennes au sujet de la substitution était peu fiable, erronée et contradictoire.

7.410 Les **Communautés européennes** répondent que les autorités communautaires ont étudié ces questions et ont consigné leurs constatations aussi bien dans le règlement provisoire que dans le règlement définitif. Le fait que la substitution des accessoires en cuivre ou en plastique aux accessoires en fonte malléable a eu lieu essentiellement dans les années 80 (fait généralement connu sur le marché) a été indiqué à plusieurs reprises, non seulement par les producteurs, mais aussi par certains utilisateurs et importateurs, pendant les visites de vérification. En tout état de cause, la question de la substitution est pertinente uniquement en tant que facteur influant sur la demande, et les Communautés européennes ont établi une constatation de fait non contestée, exposée dans le règlement provisoire, selon laquelle la consommation avait diminué de 6 pour cent au cours de la période d'examen du dommage, et elles ont jugé que cela ne constituait pas une cause de dommage notable.

7.411 Le **Groupe spécial** rappelle que la prescription de l'article 3.5 relative à la non-imputation s'applique uniquement lorsqu'un autre facteur connu a une incidence sur la branche de production communautaire "au même moment" que les importations faisant l'objet d'un dumping. Tupy a soulevé la question de la substitution en tant que cause de dommage pour la branche de production nationale à plusieurs reprises pendant l'enquête correspondante. Les Communautés européennes ont examiné ces communications et les ont traitées en détail dans leurs règlements provisoire[354] et définitif[355], en concluant que, entre autres choses, tout dommage causé par la substitution s'était produit avant la période d'examen du dommage et que ce facteur ne causait pas de dommage à la branche de production nationale au même moment que les importations faisant l'objet d'un dumping.

[354] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérants 175 et 176.

[355] Le considérant 113 du règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, dispose ce qui suit: "La question a été approfondie et il est confirmé que le remplacement de la fonte malléable par d'autres matériaux tels que le cuivre et le plastique a surtout eu lieu dans les années quatre-vingt. Ce phénomène de substitution s'est ralenti par la suite et l'utilisation d'accessoires en fonte malléable est restée stable, notamment dans les domaines où la durabilité physique et la résistance, notamment à la traction et à l'allongement, sont nécessaires. Par conséquent, aucun effet de substitution ne peut avoir contribué de manière significative au préjudice subi par l'industrie communautaire, comme l'atteste la consommation relativement stable constatée dans le cadre de la présente enquête."

7.412 Ces déclarations des CE concernant la non-coïncidence temporelle de tous dommages causés par la substitution et par les importations faisant l'objet d'un dumping étaient fondées sur l'évaluation faite par l'autorité communautaire chargée de l'enquête des éléments de preuve dont elle disposait. En outre, et en tout état de cause, toute substitution se refléterait dans l'évolution de la demande/de la consommation du produit visé. À cet égard, nous notons la constatation de fait établie par les Communautés européennes selon laquelle la consommation a diminué de 6 pour cent sur la période d'examen du dommage[356], et leur évaluation selon laquelle cela n'était pas de nature à avoir contribué de manière significative au dommage subi par la branche de production nationale.[357] Nous ne considérons pas que le Brésil conteste la relation entre les effets de toute substitution et les tendances de la consommation. En effet, le Brésil lui-même insiste sur cette relation.[358] Nous rappelons notre examen exposé plus haut de la méthode des CE relative au lien de causalité proprement dite.

7.413 Compte tenu de ces considérations, nous n'estimons pas que le Brésil a établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 3.5 et 3.1 en ce qui concerne leurs constatations relatives à la substitution.

d) Conclusion sur la non-imputation aux autres facteurs "connus" au titre de l'article 3.5

7.414 Nous avons pris soigneusement note des facteurs présentés par le Brésil comme "des facteurs connus autres" au sens de l'article 3.5. Nous avons aussi examiné l'analyse de ces facteurs effectuée par l'autorité communautaire chargée de l'enquête, à la lumière des données correspondantes pertinentes figurant dans le dossier. À cet égard, nous rappelons en particulier l'importance de la distinction entre les obligations de fond énoncées à l'article 3.5 de l'Accord et les obligations en matière de transparence concernant la divulgation et la publication des données et des renseignements énoncés aux articles 6 et 12 de l'Accord.[359]

7.415 Comme nous l'indiquons plus haut, nous avons formulé des constatations de fait selon lesquelles les Communautés européennes avaient bien traité explicitement dans leur détermination les "autres facteurs" identifiés par le Brésil qui avaient été évoqués par Tupy pendant l'enquête correspondante. Ayant examiné les données figurant dans le dossier de l'enquête correspondante et l'évaluation de ces données par les CE, à la lumière du texte des dispositions de l'Accord, nous ne constatons pas que l'examen de ces facteurs par les Communautés européennes, y compris leurs conclusions y relatives, a été partial ou non objectif.

7.416 Comme nous l'avons dit plus haut[360], nous sommes tenus par l'article 17.5 et 17.6 de l'*Accord antidumping* d'examiner, sur la base des éléments de preuve dont disposait l'autorité chargée de l'enquête pendant l'enquête, si l'établissement des faits concernant un quelconque facteur a été incorrect, et si l'évaluation d'un quelconque facteur a été partiale ou non objective. Nous sommes donc privés de la possibilité de procéder à notre propre examen *de novo* des éléments de preuve versés au dossier et d'établir nos propres conclusions concernant chaque facteur et l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité de façon générale et de les substituer aux conclusions des CE. En fait, nous devons examiner si les conclusions établies pendant l'enquête *auraient pu* être établies par une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale sur la base de son analyse des éléments de preuve versés au dossier au moment de la détermination. Pour les raisons exposées ci-dessus, nous constatons que ce critère a été respecté et, donc, que le Brésil n'a pas établi que l'évaluation par les CE

[356] Règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil, considérant 163.

[357] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérant 113: "… aucun effet de substitution ne peut avoir contribué de manière significative au préjudice subi par l'industrie communautaire, comme l'atteste la consommation relativement stable constatée dans le cadre de la présente enquête".

[358] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 344.

[359] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, *supra*, note 81.

[360] *Supra*, paragraphe 7.6.

des dommages causés par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping était incompatible avec l'article 3.5.

16. Point 19: renseignements sur les points de fait et de droit

a) Renseignements relatifs à l'exploration des possibilités de solutions constructives (en rapport avec le point 1)

i) Arguments des parties

7.417 Le **Brésil** fait valoir que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2 et 12.2.2 en n'incluant pas ou en n'exposant pas suffisamment dans leurs avis au public certaines constatations et conclusions établies sur des points de fait et de droit. Le Brésil dit qu'il pense comme les Communautés européennes que l'obligation énoncée à l'article 12.2 concerne uniquement les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés "importants" par les autorités chargées de l'enquête et que les constatations et les conclusions n'incluent pas tous les éléments de preuve correspondants. En particulier, le Brésil affirme que les Communautés européennes ont violé l'article 12.2 et 12.2.2 en ne rendant pas publiques leurs constatations et conclusions concernant l'exploration des possibilités de solutions constructives au titre de l'article 15. Il affirme que le fait qu'il n'est pas mentionné dans le règlement définitif que la possibilité d'un engagement avait été explorée s'agissant de l'exportateur brésilien (alors qu'il est fait référence aux exportateurs tchèque, coréen, thaïlandais et japonais) démontre que les Communautés européennes n'ont pas elles-mêmes considéré qu'elles avaient évoqué la possibilité d'engagements en matière de prix avec Tupy.

7.418 Les **Communautés européennes** font valoir d'une manière générale que les "constatations et les conclusions" auxquelles il est fait référence à l'article 12.2 n'incluent pas tous les éléments de preuve correspondants. En outre, l'article 12.2 prescrit uniquement aux Membres de traiter les points qui sont "jugés importants par les autorités chargées de l'enquête". Ce critère est influencé par l'expérience des autorités chargées de l'enquête et par les questions soulevées par une partie pendant l'enquête. Les Communautés européennes font valoir qu'elles se sont conformées à leurs obligations au titre de l'article 15 en recherchant un engagement en matière de prix par la voie diplomatique et que la politique des CE consistant à ne pas rendre publics les détails des négociations ou des discussions sur les engagements tant qu'elles n'ont pas abouti était renforcée par la nature des discussions diplomatiques qui sont confidentielles au sens de l'article 6.5.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.419 Le **Groupe spécial** commence par le texte de la disposition pertinente. L'article 12.2 est ainsi libellé:

> 12.2 Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative, de toute décision d'accepter un engagement en conformité avec l'article 8, de l'expiration de cet engagement, et de la suppression d'un droit antidumping définitif. L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête. Tous les avis et rapports de ce genre seront communiqués au Membre ou aux Membres dont les produits font l'objet de la détermination ou de l'engagement et aux autres parties intéressées réputées avoir un intérêt en la matière.

7.420 L'article 12.2.2 est ainsi libellé:

> 12.2.2 Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6.

7.421 Nous examinons si l'absence de toute référence à l'un quelconque des aspects relatifs à l'exploration des possibilités de solutions constructives au titre de l'article 15 que le Brésil jugeait "importants" – y compris l'absence de toute référence au Brésil dans la section du règlement définitif portant sur les engagements en matière de prix – constitue ou non une violation de l'article 12.2.

7.422 L'article 12.2 prescrit la publication des "constatations et [des] conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants *par les autorités chargées de l'enquête*", de sorte qu'il semblerait qu'un certain degré de subjectivité et de pouvoir discrétionnaire soit prévu ici pour les autorités chargées de l'enquête. Cela dit, toutefois, l'Accord impose certaines prescriptions objectives qui devraient nécessairement être reflétées dans le rapport de l'enquête publié et nous allons donc examiner si nous sommes face à de telles prescriptions en l'espèce.

7.423 L'article 12.2 dispose que les constatations et les conclusions sur les points de fait et de droit qui doivent figurer dans les avis au public, ou dans un rapport distinct, sont celles qui sont jugées "material" (importantes) par l'autorité chargée de l'enquête. Le sens ordinaire du terme "material" (important) est "important, essential, relevant" (conséquent, essentiel, pertinent).[361]

7.424 Nous comprenons qu'un point "important" est un point qui est apparu au cours de l'enquête et qui doit nécessairement être réglé pour que les autorités chargées de l'enquête puissent établir leur détermination. Nous observons que la liste d'éléments figurant à l'article 12.2.1 est limitée aux questions liées aux déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage, alors que l'article 12.2.2 est libellé en termes plus généraux ("tous les renseignements pertinents sur les points de fait ou de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix"). Néanmoins, l'expression "ont conduit à" implique les points sur lesquels une détermination factuelle ou juridique doit nécessairement être établie en vue de la décision d'imposer un droit antidumping définitif. Bien qu'il soit certainement souhaitable que l'autorité chargée de l'enquête expose les dispositions qu'elle a prises pour explorer les possibilités de solutions constructives, une telle exploration n'est pas un point sur lequel une détermination factuelle ou juridique doit nécessairement être établie puisque, tout au plus, elle pourrait conduire à l'imposition de solutions autres que des droits antidumping. Nous croyons que les considérations contextuelles étayent aussi cette interprétation puisque les seuls points mentionnés "en particulier" à l'alinéa 12.2.2 sont, outre les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents, et le fondement de certaines décisions.

7.425 Bien que l'article 15 fasse effectivement partie intégrante de l'Accord, nous ne pensons pas que les éléments de l'article 15 sont de cette nature. Nous ne considérons donc pas que les Communautés européennes ont fait erreur en ne considérant pas ces éléments comme "importants" au

[361] Concise Oxford Dictionary.

sens de ce terme utilisé à l'article 12 et nous ne pensons donc pas qu'elles ont fait erreur en ne les ayant pas inclus dans leur détermination finale publiée.

7.426 En outre, nous notons que le texte de l'article 12.2 couvre, entre autres choses, "toute détermination préliminaire ou finale" de l'existence d'un dumping et d'un dommage et, spécifiquement, "toute décision d'accepter un engagement en conformité avec l'article 8". À cet égard, comme les Communautés européennes n'ont pas pris de décision d'accepter (ou de rejeter) un engagement, l'obligation spécifique au titre de l'article 12.2 d'expliquer qu'un engagement avait été accepté ou rejeté ne s'appliquerait pas non plus en l'espèce.

7.427 En outre, l'article 12.2.2 mentionne explicitement que les obligations qu'il énonce sont assujetties à la prescription imposant de maintenir la confidentialité. Dans la mesure où toutes les communications entre les CE et le gouvernement brésilien n'ont pas été divulguées par les Communautés européennes dans leur détermination finale publiée pour des raisons de confidentialité, nous ne pouvons pas constater que cela constitue une violation de l'article 12.2.

7.428 Pour ces raisons, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas manqué à leurs obligations au titre de l'article 12.2 à cet égard.

b) Renseignements relatifs aux facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 (en rapport avec le point 16)

i) Arguments des parties

7.429 Le **Brésil** allègue que les Communautés européennes ont violé l'article 12.2 et 12.2.2 en ne rendant pas publiques leurs constatations et leurs conclusions concernant la totalité des facteurs de dommage impératifs énumérés à l'article 3.4.[362]

7.430 Les **Communautés européennes** font valoir que le règlement définitif traite d'une manière générale de l'évaluation de tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 en indiquant que tous ces facteurs n'ont pas besoin d'être analysés de la même façon. En outre, les CE ont constaté que les facteurs visés allaient généralement dans le même sens que les autres facteurs énumérés à l'article 3.4 et qu'il n'était donc pas nécessaire de les mentionner dans la détermination rendue publique.

ii) Arguments des tierces parties

7.431 Le **Japon** fait valoir qu'en ne décrivant pas tous les éléments qu'elles ont pris en considération pour leur détermination de l'existence d'un dommage dans le règlement définitif, les Communautés européennes ont violé l'article 12.2.2; et que l'absence de constatations ou conclusions concernant certains facteurs énumérés à l'article 3.4 dans les avis au public constitue une violation de l'article 12.2.2. Le Japon estime que les Communautés européennes ont en conséquence aussi violé l'article VI du *GATT de 1994* et l'article premier de l'*Accord antidumping*.

iii) Évaluation par le Groupe spécial

7.432 L'article 12.2 prescrit que les autorités exposent de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête. Nous avons examiné le sens du terme "important" plus haut.[363] En outre, l'article 12.2 contient un lien textuel avec le "paragraphe 2.1" de l'article 12. Parmi les éléments spécifiés à l'article 12.2.1 figurent "iv) les considérations se rapportant à la détermination de

[362] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 366.
[363] *Supra*, paragraphe 7.424.

l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3". Nous avons constaté que l'article 3.4 disposait que l'autorité chargée de l'enquête devait évaluer le rôle, la pertinence et le poids relatif de chaque facteur dans une enquête donnée, et devait expliquer ses conclusions sur le manque de pertinence ou d'importance des facteurs dont elle avait déterminé qu'ils n'étaient pas pertinents ou n'avaient pas un poids important.[364] Nous considérons donc que l'article 12.2 et le lien textuel explicite avec le paragraphe 12.2.1 exigent qu'il soit discernable dans la détermination publiée que l'autorité chargée de l'enquête donne cette explication du manque de pertinence ou d'importance.

7.433 En l'espèce, il n'est pas directement discernable dans les déterminations provisoire ou définitive publiées que les Communautés européennes ont traité ou expliqué l'absence d'importance des facteurs ci-après dans leur détermination de l'existence d'un dommage: capacité de se procurer des capitaux; productivité, retour sur investissements; flux de liquidités et salaires. L'importance relative de ces facteurs est traitée exclusivement dans la "note pour le dossier" interne, pièce n° 12 des CE.

7.434 Le Règlement définitif indique que Tupy "a contesté la validité de la détermination des effets des importations faisant l'objet d'un dumping, faisant valoir que certains des facteurs de préjudice énumérés à l'article 3, paragraphe 4" n'avaient pas été examinés. Les Communautés européennes ont rejeté ce raisonnement du fait que "ni l'Accord antidumping de l'OMC ni le règlement de base n'exigent d'analyser chaque facteur de la même manière" et que, dans le cas d'espèce, "tous les facteurs dont il est considéré qu'ils influencent la situation de l'industrie communautaire ont été pris en considération aux fins de l'évaluation du préjudice".[365] Nous n'estimons pas que cette référence générale par les Communautés européennes à la perception qu'elles ont de leurs obligations au titre de l'Accord donne une quelconque explication de l'importance relative des facteurs énumérés à l'article 3.4 particuliers qui sont visés ici.

7.435 Nous constatons donc que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 12.2 et de l'article 12.2.2 de l'*Accord antidumping* en ce qu'il n'est pas directement discernable dans la détermination provisoire ou définitive publiée que les Communautés européennes ont traité ou expliqué le manque d'importance de certains facteurs énumérés à l'article 3.4.

c) Renseignements relatifs aux résultats à l'exportation des producteurs communautaires (en rapport avec les points 16 et 17)

i) Arguments des parties

7.436 Le **Brésil** estime que les Communautés européennes ont violé l'article 12.2 et 12.2.2 en ne rendant pas publiques leurs constatations et conclusions concernant les résultats à l'exportation des producteurs communautaires.

7.437 Les **Communautés européennes** font valoir que l'allégation du Brésil concerne la divulgation plutôt que la publication des renseignements et ne relève donc pas de l'article 12.

ii) Arguments des tierces parties

7.438 Le **Japon** fait valoir que le fait que les Communautés européennes n'ont pas expliqué pourquoi elles avaient rejeté l'allégation du Brésil concernant les mauvais résultats à l'exportation constitue une violation de l'article 12.2.2. Le Japon estime que les Communautés européennes ont en conséquence aussi violé l'article VI du *GATT de 1994* et l'article premier de l'*Accord antidumping*.

[364] Voir *supra* le paragraphe 7.314.
[365] Règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil, considérants 95 et 96.

iii) Évaluation par le Groupe spécial

7.439 Nous renvoyons à notre examen du rapport entre l'article 12.2 et l'article 3.4 ci-dessus. Nous avons constaté que les "résultats à l'exportation" n'étaient pas un facteur "pertinent" au sens de l'article 3.4. Nous ne poursuivons donc pas l'examen de l'allégation liée à l'article 3.4 formulée par le Brésil au titre de l'article 12.2.

7.440 S'agissant de l'allégation du Brésil selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas publié les renseignements relatifs aux résultats à l'exportation en rapport avec leur analyse du lien de causalité au titre de l'article 3.5, nous rappelons que les Communautés européennes ont divulgué à Tupy, pendant l'enquête, leur constatation selon laquelle, sur la base de la proportion des ventes à l'extérieur de la Communauté comparées aux ventes sur le marché communautaire, il ne pouvait pas être conclu que la diminution des ventes à l'extérieur de la Communauté avait contribué de manière significative à l'augmentation des stocks.

7.441 Nous avons examiné plus haut le sens du terme "important" figurant à l'article 12.2. Le fait que les Communautés européennes ont divulgué cette constatation à Tupy ne la rend pas nécessairement "importante". En outre, les renseignements divulgués à Tupy indiquent que les Communautés européennes ne considéraient pas qu'il s'agissait d'un facteur causal important ni donc qu'il était nécessairement pertinent comme base de leur détermination du lien de causalité.

7.442 Les Membres sont assurément encouragés à inclure dans leurs déterminations publiées toutes les considérations qui sous-tendent leur détermination du lien de causalité. Toutefois, ne pas le faire pour un élément qu'il n'est pas obligatoire de traiter ne peut pas constituer une violation.

7.443 En outre, l'article 12.2.2 mentionne explicitement que les obligations qu'il énonce sont assujetties à la prescription imposant de maintenir la confidentialité. Dans la mesure où les Communautés européennes n'ont pas publié les données sur les résultats à l'exportation réels pour des raisons de confidentialité, nous ne pouvons pas constater que cela constitue une violation de l'article 12.2.

7.444 Pour ces raisons, nous ne constatons pas que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 12.2 ou 12.2.2 en ce qui concerne les renseignements relatifs aux résultats à l'exportation.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

A. CONCLUSION

8.1 À la lumière de nos constatations exposées plus haut, nous concluons ce qui suit:

a) Les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre:

i) de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en "réduisant à zéro" les marges de dumping négatives dans leur détermination de l'existence d'un dumping; et

ii) de l'article 12.2 et 12.2.2 en ce qu'il n'est pas directement discernable dans la détermination provisoire ou définitive publiée que les Communautés européennes ont traité ou expliqué l'absence d'importance de certains facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4.

b) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre:

i) de l'article 15 de l'*Accord antidumping* en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives;

ii) de l'article premier de l'*Accord antidumping* ou de l'article VI:2 du *GATT de 1994* en imposant une mesure antidumping en l'espèce après la dévaluation de la monnaie brésilienne intervenue au début du quatrième trimestre de la période couverte par l'enquête; ou de l'article 11.1 ou 11.2 de l'*Accord antidumping* en imposant des mesures antidumping définitives en l'espèce ou en n'engageant pas d'office, parallèlement à cette imposition, un réexamen après la dévaluation de la monnaie brésilienne qui était intervenue au début du quatrième trimestre de la période couverte par l'enquête;

iii) de l'article 2.2 ou 2.2.2 de l'*Accord antidumping* en incluant des données relatives à des ventes "de faible volume" dans la construction de la valeur normale; ni en incluant des données se rapportant à des ventes de certains types de produits relevant de la définition du "produit similaire" pour construire la valeur normale;

iv) de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* ou de l'article VI (en particulier, les paragraphes 2 et 4) du *GATT de 1994* en n'accordant pas un ajustement au titre de l'IPI Premium Credit;

v) de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* ou de l'article VI (en particulier, les paragraphes 2 et 4) du *GATT de 1994* du fait de la méthode qu'elles ont appliquée pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS;

vi) de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en refusant un ajustement au titre des frais d'emballage, en n'indiquant pas à Tupy quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable ou en imposant une charge de la preuve déraisonnable à Tupy en ce qui concerne les frais d'emballage;

vii) de l'article 2.4.1 de l'*Accord antidumping*, parce que le Brésil n'a pas établi que l'article 2.4.1 offrait une base juridique à son allégation concernant les conversions de monnaies pour les ajustements, ou de l'article 6.4 en ne ménageant pas en temps utile à Tupy la possibilité de prendre connaissance de renseignements pertinents pour la présentation de son dossier en ce qui concerne la conversion de monnaies pour les ajustements;

viii) de l'article 3.3 ou 3.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'évaluation relative au cumul, ni de l'article 3.2 parce que l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 3.2 se fondait sur l'hypothèse que les Communautés européennes étaient obligées d'examiner le volume des importations faisant l'objet d'un dumping pays par pays;

ix) de l'article 3.2 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en "réduisant à zéro" les marges de sous-cotation négatives et en se concentrant sur les transactions relatives aux modèles correspondants pour examiner la sous-cotation du prix;

x) de l'article 3.2 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en n'accordant pas un ajustement au titre de la comparabilité des prix dans leur comparaison des prix de vente des accessoires à cœur noir et à cœur blanc dans le contexte de leur examen de la sous-cotation du prix;

xi) de l'article 3.4 ou 3.1 de l'*Accord antidumping* dans leur évaluation des facteurs de dommage parce que, à la lumière de l'évolution et de l'interaction *globales* des indicateurs de dommage *pris collectivement*, les données figurant dans le dossier globalement n'empêcheraient pas une autorité chargée de l'enquête raisonnable et objective de constater que la branche de production nationale subissait un dommage;

xii) de l'article 6.2 ou 6.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les renseignements relatifs aux facteurs de dommage mentionnés exclusivement dans la pièce n° 12 des CE parce que ces renseignements ont été jugés non pertinents et n'ont pas été spécifiquement utilisés par les CE pour établir la détermination antidumping;

xiii) de l'article 3.5 ou 3.1 de l'*Accord antidumping* en examinant si chaque facteur constituait, pris individuellement, une cause notable de dommage, ni dans son évaluation du lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage;

xiv) de l'article 6.2 ou 6.4 de l'*Accord antidumping* en ne divulguant pas les renseignements confidentiels relatifs aux exportations et achats du produit visé réalisés par les producteurs communautaires;

xv) de l'article 6.6 de l'*Accord antidumping* en utilisant les données d'Eurostat en ce qui concerne les importations en provenance de Pologne, pays tiers qui ne faisait pas l'objet de l'enquête sur les importations du produit visé faisant l'objet d'un dumping; ou

xvi) de l'article 12.2 et 12.2.2 de l'*Accord antidumping* en ne faisant pas référence dans la détermination publiée aux éléments relatifs à l'exploration des possibilités de solutions constructives au titre de l'article 15, y compris l'absence de toute référence au Brésil dans la section du règlement définitif portant sur les engagements en matière de prix; ni en ce qui concerne les renseignements relatifs aux résultats à l'exportation des producteurs communautaires.

B. ANNULATION ET RÉDUCTION D'AVANTAGES

8.2 Au titre de l'article 3:8 du *Mémorandum d'accord*, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage résultant de cet accord.

8.3 Les **Communautés européennes** affirment qu'en ce qui concerne les allégations formulées par le Brésil dans le cadre du point 9 ("Pas de conversion de monnaies adéquate") et du point 10 ("Pas de base adéquate pour évaluer les taxes indirectes PIS/COFINS"), elles ont montré que, même s'il était constaté que les Communautés européennes avaient enfreint les obligations invoquées par le Brésil, les conséquences pour les droits antidumping imposées à Tupy étaient, dans le dernier cas, imperceptibles et, dans le premier, légèrement favorables en fait à Tupy. En outre, les Communautés européennes ajoutent qu'en ce qui concerne le point 13, les résultats de l'application de la "réduction à

zéro" pour le calcul des marges de sous-cotation étaient si insignifiants qu'il était inconcevable que l'utilisation de cette méthode ait pu influer sur la conclusion selon laquelle un dommage avait été causé par les importations faisant l'objet d'un dumping. En tant que telles, ces infractions n'avaient pas pu annuler ou compromettre un quelconque avantage résultant pour le Brésil, directement ou indirectement, de l'Accord. Les Communautés européennes estiment donc que, si nous devions constater des infractions uniquement à partir de ces allégations, aucune constatation d'annulation ou de réduction d'avantages ne serait appropriée.[366]

8.4 Comme nous n'avons pas constaté de manquement des Communautés européennes aux obligations mentionnées dans ce contexte, nous n'examinons pas cette question plus avant.

8.5 En conséquence, nous concluons que, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'*Accord antidumping*, elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour le Brésil de cet accord.

C. RECOMMANDATION

8.6 Les Communautés européennes estiment qu'en engageant en décembre 2001[367] le réexamen des mesures antidumping frappant les accessoires en fonte malléable, réexamen qui, selon elles, tiendra compte des vues de l'Organe d'appel sur la réduction à zéro des marges de dumping, elles ont aussi ménagé à Tupy la possibilité de démontrer que ses affirmations concernant les conséquences de la dévaluation étaient en fait correctes. Les Communautés européennes estiment que, même si le Groupe spécial devait constater qu'elles avaient agi d'une manière contraire à leurs obligations dans le cadre de l'OMC en appliquant une "réduction à zéro" dans le calcul de la marge de dumping de Tupy ou en ne réexaminant pas la marge de dumping de Tupy après la dévaluation, elles auraient, en engageant ce réexamen, fait ce qui était nécessaire pour remédier à cette situation, de sorte qu'il ne serait pas nécessaire que nous fassions des recommandations à cet égard. Les Communautés européennes font référence à la distinction faite par le Groupe spécial *Inde - Secteur automobile* entre la constatation de l'existence d'une infraction établie par le Groupe spécial et sa recommandation à l'ORD.[368] Les Communautés européennes demandent donc au Groupe spécial de ne faire aucune recommandation au sujet des allégations de Tupy à cet égard, quelles que soient ses constatations sur la question de l'infraction.

8.7 À la lumière de notre constatation selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.4.2 en appliquant la "réduction à zéro" dans leur détermination de l'existence d'un dumping, nous avons soigneusement examiné ces arguments des Communautés européennes. La mesure des CE mentionnée dans notre mandat et dont nous avons constaté qu'elle était incompatible avec les obligations des CE au titre de l'Accord reste en vigueur.

8.8 Nous recommandons donc que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre leur mesure conforme à leurs obligations au titre de l'*Accord antidumping*.

8.9 Le Brésil demande que nous exercions notre pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord* pour suggérer aux Communautés européennes des façons de mettre en œuvre notre recommandation. Spécifiquement, le Brésil nous demande de suggérer que les

---

[366] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphes 162 à 165.

[367] Réponse des CE à la question n° 144 du Groupe spécial, annexe E-3.

[368] Rapport du Groupe spécial *Inde – Mesures concernant le secteur automobile*, WT/DS146/R, WT/DS175/R, adopté le 5 mai 2002, paragraphes 8.25 et suivants.

Communautés européennes abrogent leur ordonnance instituant les droits antidumping et remboursent tous les droits antidumping recouvrés à ce titre.

8.10 L'article 19:1 du *Mémorandum d'accord* dispose ce qui suit:

> "Outre les recommandations qu'il fera, le groupe spécial ou l'Organe d'appel pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations."

8.11 En vertu de l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord*, un groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire de ("pourra") suggérer à un Membre des façons de mettre en œuvre la recommandation visant à ce que le Membre concerné rende la mesure conforme à l'accord visé en question. Toutefois, un groupe spécial n'est évidemment en aucun cas tenu de faire une suggestion s'il ne le juge pas approprié. Par conséquent, puisque nous sommes libres de suggérer aux Communautés européennes des façons de mettre en œuvre d'une manière que nous jugeons appropriée notre recommandation, nous décidons de ne pas le faire en l'espèce.

IX. DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS219/2
8 juin 2001

(01-2945)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – DROITS ANTIDUMPING SUR LES ACCESSOIRES DE TUYAUTERIE EN FONTE MALLÉABLE EN PROVENANCE DU BRÉSIL

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil

La communication ci-après, datée du 7 juin 2001, adressée par la Mission permanente du Brésil au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 21 décembre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes (les CE) conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le Mémorandum d'accord), à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le GATT de 1994) et à l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'Accord antidumping) au sujet des mesures antidumping appliquées dans les CE aux importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil, y compris l'ouverture de l'enquête antidumping menée par les CE qui a abouti à l'imposition et au recouvrement de droits antidumping définitifs et provisoires sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil (l'enquête) et l'imposition et le recouvrement de droits provisoires et définitifs.

La demande de consultations susmentionnée a été notifiée à l'Organe de règlement des différends puis distribuée aux Membres de l'OMC[369], et les consultations ont eu lieu à Genève le 7 février 2001. Comme elles n'ont pas permis de trouver une solution mutuellement convenue, le Brésil demande l'établissement d'un groupe spécial pour examiner la question conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, à l'article 17 de l'Accord antidumping et à l'article 6 du Mémorandum d'accord.

Les CE ont ouvert l'enquête moyennant la publication d'un avis d'ouverture le 29 mai 1999 au Journal officiel des Communautés européennes[370], et ont imposé des droits antidumping provisoires

[369] Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil (WT/DS219/1).

[370] J.O. C 151, 29 mai 1999, page 21.

par le biais du Règlement (CE) n° 449/2000[371] de la Commission, daté du 28 février 2000 (le règlement provisoire). Les droits antidumping définitifs ont été imposés et les droits provisoires recouvrés par le biais du Règlement (CE) n° 1784/2000[372] du Conseil, daté du 11 août 2000 (le règlement définitif).

De l'avis du Brésil, les CE ont agi et agissent de manière incompatible avec leurs obligations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping parce que les avantages résultant pour le Brésil, directement ou indirectement, de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 ont été annulés ou compromis par les CE et/ou la réalisation des objectifs de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 est entravée par les CE.

Les actions des CE, y compris mais non exclusivement l'ouverture de l'enquête et l'imposition et le recouvrement de droits antidumping provisoires et définitifs, ont eu des effets notables sur les exportations brésiliennes d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable à destination des CE.

Le Brésil estime que l'ouverture de l'enquête et l'imposition et le recouvrement de droits antidumping provisoires et définitifs par les CE, dont il est fait mention plus haut, sont des actions incompatibles avec les dispositions ci-après de l'Accord antidumping et du GATT de 1994:

Dispositions du GATT de 1994:

i) Article I
ii) Article VI

Dispositions de l'Accord antidumping:

a) Article premier
b) Article 2, en particulier (mais non exclusivement) l'article 2.1, 2.2, 2.4 et 2.6
c) Article 3, en particulier (mais non exclusivement) l'article 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6
d) Article 4.1 i)
e) Article 5, en particulier (mais non exclusivement) l'article 5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 5.7 et 5.8
f) Article 6, en particulier (mais non exclusivement) l'article 6.1, 6.2, 6.4, 6.6, 6.10 et 6.12
g) Article 7, en particulier (mais non exclusivement) l'article 7.1 et 7.5
h) Article 9, en particulier (mais non exclusivement) l'article 9.1 et 9.2
i) Article 11, en particulier (mais non exclusivement) l'article 11.1
j) Article 12, en particulier (mais non exclusivement) l'article 12.2
k) Article 15

Le Brésil estime que les actions et/ou déterminations et/ou omissions ci-après des CE sont ou étaient incompatibles avec le GATT de 1994 et/ou l'Accord antidumping.

[371] Règlement (CE) n° 449/2000 de la Commission du 28 février 2000 instituant un droit antidumping provisoire sur les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable originaires du Brésil, de la République tchèque, du Japon, de la République populaire de Chine, de la République de Corée et de Thaïlande et portant acceptation d'un engagement offert par un producteur-exportateur en République tchèque – J.O. L 55, 29 février 2000, page 3.

[372] Règlement (CE) n° 1784/2000 du Conseil du 11 août 2000 instituant un droit antidumping définitif et portant perception définitive du droit provisoire institué sur les importations de certains accessoires de tuyauterie en fonte malléable originaires du Brésil, de la République tchèque, du Japon, de la République populaire de Chine, de la République de Corée et de Thaïlande – J.O. L 208, 18 août 2000, page 8.

Dans le présent document, par "Tupy" il faut entendre dans tous les cas l'exportateur brésilien Industria de Fundição Tupy Ltda et, sauf indication contraire, par "articles" il faut entendre les articles de l'Accord antidumping.

QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

1. Les CE ont manqué à leurs obligations au titre de l'article VI du GATT de 1994 et au titre de l'Accord antidumping, en particulier mais non exclusivement les articles 1er, 2, 3, 5 et 9, parce qu'elles ont adopté les mesures antidumping visées à l'égard du Brésil par le biais du règlement provisoire et du règlement définitif alors que, surtout après la dévaluation du real brésilien en janvier 1999, rien ne justifiait l'adoption de ces mesures. Selon les propres constatations des CE quand elles étaient correctes, après la dévaluation, l'existence d'un dumping ou d'un dommage n'aurait pas pu être dûment établie en ce qui concerne les importations du produit visé originaire du Brésil.

2. Au moment de l'ouverture de l'enquête, le produit visé originaire du Brésil ne faisait l'objet d'aucun dumping et, par conséquent, la demande ne comportait aucun élément de preuve de l'existence d'un dumping et donc d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage (article 5.2). La demande ne comportait donc pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping (et donc d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage) aux fins de l'ouverture de l'enquête (article 5.3), d'autant plus que l'allégation de dommage concernait un dommage important réellement subi par la branche de production nationale et non une menace de dommage important pour la branche de production nationale.

3. Les CE ont déterminé que le produit originaire du Brésil faisait l'objet d'un dumping d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2 et 3 étant donné qu'au moment de l'établissement des déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage en cause, le prix à l'exportation du produit n'était pas inférieur au prix pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation au Brésil (article 2.1); il s'ensuit qu'il ne pouvait donc pas y avoir de lien de causalité entre le produit originaire du Brésil et le dommage prétendument subi par la branche de production nationale (article 3.5). En outre, les CE ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 9 parce qu'elles ont recouvré des droits antidumping sur des importations autres que celles du produit visé en provenance du Brésil qui faisaient l'objet d'un dumping et causaient un dommage (articles 7.5 et 9.2).

4. Par là même, les CE ont donc manqué à leurs obligations au titre de l'article premier dans la mesure où elles ont appliqué des mesures antidumping dans des circonstances autres que celles qui sont prévues à l'article VI du GATT de 1994 et à la suite d'une enquête qui n'a pas été menée (pour ces raisons, notamment) en conformité avec les dispositions de l'Accord antidumping.

QUESTIONS DE PROCÉDURE

5. Les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 5 parce que (par exemple) la demande ne comportait pas de description complète du volume et de la valeur de la production nationale du produit similaire que représentaient les requérants (article 5.2 i)) et ne fournissait pas de renseignements (par exemple) sur les salaires, les stocks et les investissements des requérants, renseignements qui auraient dû être plus que raisonnablement à leur disposition (article 5.2 iv)). De même, les CE ne se sont pas assurées de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande au sujet des importations du produit visé en provenance de certains pays qui n'ont finalement pas fait l'objet de l'enquête (article 5.3).

6. Les CE n'ont pas examiné simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage au moment de décider d'ouvrir ou non l'enquête et pendant l'enquête, étant donné qu'elles n'ont à aucun moment disposé d'éléments de preuve positifs suffisants de l'existence d'un dumping ou d'un dommage causé aux producteurs communautaires (article 5.7) et, en tout état de cause, les CE auraient dû rejeter la demande qui leur avait été présentée lorsqu'il est devenu évident que les éléments de preuve positifs relatifs en particulier au dumping qu'elle contenait étaient insuffisants pour justifier la poursuite de leur procédure (article 5.8).

7. Les CE n'étaient pas en mesure de déterminer si la demande avait été ou non présentée par la branche de production nationale ou en son nom (article 5.4), surtout du fait qu'elles n'avaient pas examiné dans quelle mesure certains des requérants étaient eux-mêmes importateurs du produit visé (articles 4.1 et 6.6); en outre, les CE n'avaient pas été saisies d'une demande dûment documentée et n'avaient pas avisé le Brésil avant de procéder à l'ouverture de l'enquête (article 5.5).

8. Les CE ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 6 parce que, entre autres choses, elles ne se sont pas assurées de l'exactitude de certains renseignements qui lui avaient été fournis par Tupy concernant l'ajustement pour le crédit d'impôt, l'ajustement pour les frais d'emballage, l'ajustement pour les frais de publicité et de promotion, l'importation par les producteurs communautaires du produit visé en provenance de pays qui ne faisaient pas l'objet de l'enquête, l'incidence de la substitution et la perception par le marché de la distinction entre les variantes dites à cœur noir et à cœur blanc du produit visé (article 6.6), et elles ont donc aussi privé Tupy de toutes possibilités de défendre ses intérêts sur ces questions notamment (article 6.2).

9. Les CE ont recouru à l'échantillonnage des types de produits afin de décider de l'importance de l'ajustement pour le crédit d'impôt alors que l'échantillon choisi n'était pas valable d'un point de vue statistique, ni nécessaire du fait qu'il était impossible d'examiner tous les types de produits visés, et les CE n'ont pas cherché à déterminer quel échantillon, le cas échéant, pouvait être approprié à cet égard en consultation avec Tupy et avec son consentement (article 6.10).

10. Tupy ne s'est pas vu ménager en temps utile la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de son dossier, surtout dans la mesure où les CE n'ont pas dûment divulgué leur méthodologie et leurs calculs concernant les conversions de monnaies effectuées lors de la détermination de l'existence d'un dommage (article 6.4).

11. Rien dans le règlement définitif n'indiquait que les CE avaient examiné s'il y avait eu ou non augmentation notable des importations en provenance du Brésil dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping sur le marché communautaire, et rien dans le règlement provisoire, ni dans le règlement définitif ou dans tout autre rapport distinct y relatif, n'indiquait que les CE avaient examiné tous les facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 (article 12.2).

12. Dans le règlement définitif, les CE n'ont pas fourni, ni indiqué qu'il existait un rapport distinct fournissant tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit relatifs au dommage causé aux producteurs communautaires par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui avaient été portés à leur connaissance, notamment (par exemple) en ce qui concernait les importations du produit visé en provenance de pays tiers qui ne faisaient pas l'objet de l'enquête, le remplacement du produit visé par des produits de substitution, les importations du produit visé dans les CE au titre de sous-positions autres que la sous-position 7307 1910 et les initiatives en matière d'externalisation, les mauvais résultats

à l'exportation et les hausses de prix des producteurs communautaires pendant la période couverte par l'enquête concernant le dommage (article 12.2).

13. Dans le règlement définitif, les CE n'ont pas non plus fourni, ni indiqué qu'il existait un rapport distinct fournissant tous les renseignements pertinents sur les points de fait ou de droit liés aux déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité établies compte tenu de la dévaluation du real brésilien en janvier 1999 (article 12.2).

14. Dans le règlement définitif, les CE n'ont pas fourni, ni indiqué qu'il existait un rapport distinct fournissant tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit liés à leur décision de cumuler les importations du produit visé en provenance du Brésil et les importations en provenance des autres pays faisant l'objet de l'enquête, à leur évaluation de l'incidence des facteurs concernant le lien de causalité dont elles avaient connaissance, à leur décision de procéder à un échantillonnage afin de déterminer l'importance de l'ajustement à accorder pour le crédit d'impôt, à leur décision de ne pas accorder l'ajustement pour le crédit d'impôt et les autres ajustements nécessaires pour procéder à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, à leur décision de pratiquer une réduction à zéro dans le cadre de leur évaluation des effets sur les prix des importations du produit visé, et aux éléments à prendre en compte pour la comparabilité des modèles dans leurs calculs concernant les ventes à des prix inférieurs et la sous-cotation des prix (article 12.2).

15. Les CE n'ont pas exposé les raisons qui les avaient conduites à accepter ou à rejeter les arguments et allégations de Tupy en cause, y compris mais non exclusivement en ce qui concernait l'allégation relative au crédit d'impôt, leur décision d'exclure en particulier la Pologne, la Bulgarie et la Turquie du champ d'application de l'enquête, leur décision de limiter la portée de l'enquête au seul code CN 7307 1910, leur décision établissant qu'aucune distinction n'était faite sur le marché entre les variantes dites à cœur noir et à cœur blanc du produit visé, leur décision établissant que les intérêts de certains requérants de certains pays tiers et leurs importations du produit faisant prétendument l'objet d'un dumping ne devaient pas affecter la définition de la branche de production communautaire, leur décision établissant que le cumul était approprié, et leurs décisions établissant le remplacement du produit visé, les importations du produit visé en provenance de pays tiers et les initiatives d'externalisation, les mauvais résultats à l'exportation et les hausses des prix des producteurs communautaires pendant la période couverte par l'enquête concernant le dommage n'avaient pas d'effet sur le lien de causalité (article 12.2).

16. Les CE n'ont pas ménagé en temps utile aux utilisateurs industriels du produit faisant l'objet de l'enquête et aux organisations de consommateurs représentatives la possibilité de fournir des renseignements qui avaient un rapport avec l'enquête dans la mesure où elles n'ont demandé de tels renseignements qu'à deux sociétés gazières nationales (article 6.2) et n'ont pas accepté les renseignements fournis par Tupy en ce qui concernait particulièrement la distinction faite sur le marché entre les variantes dites à cœur noir et à cœur blanc du produit visé (article 6.6); de plus Tupy ne s'est pas vu ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'il jugeait pertinents pour les besoins de l'enquête en la matière (article 6.1).

QUESTIONS RELATIVES AU DUMPING

17. Les CE ont déterminé que pour certains types de produits les valeurs normales devaient être construites car le volume de leurs ventes n'était pas représentatif et ne permettait donc pas une comparaison valable conformément à l'article 2.2 puisque les ventes sur le marché intérieur du produit similaire ne représentaient pas 5 pour cent ou plus des ventes des types de produits visés aux CE. Bien qu'ayant établi elles-mêmes que les données relatives à ces ventes ne

permettaient pas une comparaison valable avec le type de produit exporté conformément à l'article 2.2, les CE ont utilisé les marges bénéficiaires liées à ces mêmes types de produits pour calculer un chiffre correspondant aux frais de commercialisation, aux frais de caractère général et aux frais d'administration et, pour les bénéfices, elles n'ont pas fait d'ajustements pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix afin de garantir une comparaison équitable (article 2.4).

18. La définition de "produit similaire" à l'article 2.6 n'incluait pas les types de produits dont les codes commençaient par "68" et "69" qui étaient vendus sur le marché intérieur brésilien (en raison de leurs caractéristiques physiques et de leur utilisation projetée différentes) étant donné que d'autres produits avaient des caractéristiques beaucoup plus semblables à celles du produit visé. Les données relatives aux ventes sur le marché intérieur des types de produits dont les codes commençaient par ces chiffres ont été illicitement utilisées par les CE pour calculer les frais de commercialisation, les frais de caractère général, les frais d'administration et la marge bénéficiaire pour les types de produits vendus sur le marché européen (article 2.2 et 2.4).

19. En omettant de vérifier si l'allégation de Tupy concernant l'ajustement pour les frais d'emballage était valable, les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 2 parce qu'une comparaison équitable ne pouvait alors pas être faite entre le prix à l'exportation et la valeur normale vu que Tupy n'avait pas pu obtenir un ajustement approprié pour tenir compte des frais d'emballage différents qu'il supportait pour ses ventes sur le marché intérieur, qui étaient plus élevés que ses frais d'emballage pour l'exportation du produit visé vers les CE (article 2.4).

20. Les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 2 parce qu'elles ont refusé à Tupy un ajustement qui était nécessaire pour qu'une comparaison équitable soit faite entre le prix à l'exportation et la valeur normale vu qu'elles ne lui ont pas accordé d'ajustement pour tenir compte de l'accroissement de ses frais de publicité et de promotion sur le marché intérieur brésilien par rapport à ses frais de publicité et de promotion, moins élevés, liés à l'exportation vers les CE (article 2.4).

21. Les CE n'ont pas effectué les conversions de monnaies prescrites par l'article 2 afin de procéder à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, d'autant plus qu'en ce qui concernait certaines transactions, elles ne disposaient manifestement d'aucun renseignement sur les taux de change en vigueur aux dates auxquelles les conditions matérielles de la vente avaient été établies pour la ou les transactions en question (article 2.4).

22. Les CE n'ont pas procédé à des ajustements pour tenir compte des caractéristiques physiques du produit visé (et de la distinction faite entre ses variantes dites à cœur noir et à cœur blanc, élément qui affecte la comparabilité des prix) et n'ont donc pas procédé à des comparaisons équitables à ces égards entre le prix à l'exportation et la valeur normale (article 2.4).

23. Les CE ont recouru à l'échantillonnage des types de produits afin de décider de l'importance de l'ajustement à effectuer pour tenir compte de l'ajustement pour le crédit d'impôt alors que l'échantillon choisi n'était pas valable d'un point de vue statistique, ni nécessaire du fait qu'il était impossible d'examiner tous les types de produits visés et, ce faisant, elles n'ont de nouveau pas procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale (article 2.4).

24. En violation de l'article VI:4 du GATT de 1994, le produit originaire du Brésil faisant l'objet de l'enquête a été assujetti à des droits antidumping lors de son exportation vers les CE parce qu'il était exempté des droits ou taxes frappant le produit similaire destiné à la consommation

au Brésil et/ou parce que les droits ou taxes frappant le produit similaire sur le marché brésilien étaient remboursés à Tupy conformément à la législation brésilienne en vigueur. Les CE ont aussi refusé à Tupy un ajustement approprié pour le crédit d'impôt concernant les droits et taxes auxquels était assujetti le produit similaire destiné à la consommation au Brésil (article 2.4).

25. Les CE ont "réduit à zéro" les marges de dumping négatives qui avaient été calculées pour certains types de produits d'origine brésilienne exportés vers les CE pendant la période couverte par l'enquête, ce qui fait qu'elles n'ont pas compensé les marges de dumping qui, selon les calculs, étaient négatives par les marges de dumping qui, d'après leurs calculs, étaient positives. Par conséquent, les CE n'ont pas procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, et une marge de dumping faussée a été calculée (article 2.4).

QUESTIONS RELATIVES AU DOMMAGE ET AU LIEN DE CAUSALITÉ

26. Les CE n'ont pas examiné s'il y avait eu augmentation notable des importations en provenance du Brésil qui faisaient l'objet d'un dumping, soit en quantités absolues, soit par rapport à la production ou à la consommation des CE. Les CE ont estimé que le volume (en termes absolus) des importations du produit visé d'origine brésilienne vers le marché communautaire avait toujours été important et qu'il n'était donc pas nécessaire qu'elles examinent s'il pouvait y avoir eu une augmentation notable des importations en provenance du Brésil pendant la période couverte par l'enquête concernant le dommage. Les CE ont examiné, dans le règlement provisoire, s'il y avait eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantités absolues, soit par rapport à la production ou à la consommation des CE, en ce qui concernait les pays pour lesquels un cumul avait été effectué, mais l'article 3.3 ne prescrit pas une évaluation cumulative du caractère notable de l'augmentation du volume des importations en provenance des pays faisant l'objet de l'enquête menée au titre de l'article 3.2, et le caractère notable de l'augmentation du volume (le cas échéant) des importations de chaque pays faisant l'objet d'une enquête antidumping pendant la période couverte par l'enquête concernant le dommage doit être évalué séparément (article 3.2).

27. Les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.2 parce qu'elles n'ont pas, entre autres choses, examiné (sur la base d'éléments de preuve positifs) quel était l'effet des importations faisant prétendument l'objet d'un dumping sur les prix, ni s'il y avait eu, dans les importations faisant prétendument l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire dans les CE, ou si ces importations avaient eu pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites, dans la mesure où:

i) elles ont calculé un chiffre correspondant aux ventes à des prix inférieurs en tenant uniquement compte, d'après les calculs qu'elles ont fournis, des transactions dont il avait été constaté qu'elles avaient eu lieu à des prix inférieurs (ce qui revient à pratiquer une "réduction à zéro") et ce chiffre est donc sans rapport avec les "importations faisant l'objet d'un dumping" mentionnées à l'article 3.2; et

ii) elles n'ont pas examiné si des hausses de prix avaient effectivement été empêchées; et

iii) elles n'ont pas examiné si, effectivement, la perception par le marché des différences entre les variantes dites à cœur noir et à cœur blanc du produit pouvaient justifier que des ajustements appropriés soient effectués; et

iv) il était possible que les CE n'aient pas constaté que les prix étaient déprimés étant donné que les prix pratiqués par les producteurs communautaires avaient en fait augmenté sur la période pendant laquelle on avait observé une tendance (cumulée) à la baisse des prix des importations en provenance du Brésil; et

v) s'agissant de la détermination par les CE de la sous-cotation des prix, elle n'a de nouveau pas été effectuée par rapport aux "importations faisant l'objet d'un dumping" dans leur ensemble mais plutôt par rapport à une sélection de types de produits pour lesquels les marges de sous-cotation étaient positives (voir aussi l'article 3.6).

28. Les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.3 parce que (par exemple) elles ont cumulé les importations du produit visé originaires du Brésil et celles qui provenaient des autres pays faisant l'objet de l'enquête alors qu'une évaluation cumulative des effets des importations en provenance de ces autres pays n'était pas appropriée (et n'aurait pas pu être fondée sur des éléments de preuve positifs) tant au vu des conditions de concurrence entre les importations d'origine brésilienne et les autres produits importés faisant l'objet de l'enquête qu'au vu des conditions de concurrence entre les importations du produit visé en provenance du Brésil et le produit communautaire similaire en raison de disparités notables dans les structures des prix et les volumes des importations des pays faisant l'objet de l'enquête, surtout compte tenu de la dévaluation du real brésilien en janvier 1999.

29. Les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.4 et leur constatation de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs parce que (par exemple) elles n'ont pas examiné la totalité de la liste non exhaustive de 15 facteurs et indices liés à la question du dommage au sens de l'Accord antidumping dans leur analyse du dommage prétendument causé à la branche de production nationale étant donné qu'elles se sont seulement contentées d'analyser les huit (8) facteurs ci-après de la liste énoncée à l'article 3.4:

i) diminution effective et potentielle des ventes (bien que la diminution potentielle des ventes ne soit pas expressément mentionnée et que la tendance à la hausse des ventes de produits provenant d'une externalisation n'ait pas été dûment prise en compte);

ii) bénéfices (bien que l'accroissement des ventes de produits provenant d'une externalisation n'ait pas été dûment pris en compte);

iii) part de marché (bien que l'accroissement de la part de marché détenue par les produits provenant d'une externalisation n'ait pas été dûment pris en compte);

iv) productivité (bien que l'accroissement de la productivité liée aux produits provenant d'une externalisation n'ait pas été dûment pris en compte);

v) utilisation des capacités (bien que l'accroissement de l'utilisation des capacités pour les produits provenant d'une externalisation n'ait pas été dûment pris en compte);

vi) stocks (bien que l'amélioration de la tendance des stocks de produits provenant d'une externalisation n'ait pas été dûment prise en compte);

vii) emploi (bien que les données positives en matière d'emploi lié aux produits provenant d'une externalisation n'aient pas été dûment prises en compte).

30. Les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.5 parce que (par exemple) elles ont attribué le dommage qui aurait été causé aux producteurs communautaires aux importations du produit visée d'origine brésilienne en dépit du fait qu'à compter de janvier 1999, en raison de la dévaluation du real brésilien, il était impossible que les importations originaires du Brésil causent un dommage à la branche de production nationale des CE, et en dépit du fait que le dommage subi par la branche de production nationale des CE était facilement attribuable à la rationalisation, aux efforts d'externalisation et aux mauvais résultats à l'exportation des producteurs communautaires. Les CE ne se sont pas assurées que le dommage causé à la branche de production nationale des CE par les importations du produit visé (en quantités notables et à des prix notablement inférieurs à ceux qui étaient pratiqués pour les importations du produit visé d'origine brésilienne) en provenance de pays tels que, entre autres, la Turquie, la Bulgarie et la Pologne, n'était pas attribué aux importations du produit visé en provenance du Brésil.

31. Les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.5 pace que (par exemple) elles ne se sont pas assurées que le dommage causé à la branche de production nationale des CE par le remplacement du produit visé par des produits de substitution, par les importations effectuées par les producteurs communautaires en provenance d'autres pays tiers qui ne faisaient pas l'objet de l'enquête (et avec lesquels ils entretenaient des relations étroites) et par d'autres facteurs tels que les mauvais résultats à l'exportation, et les efforts d'externalisation et de rationalisation des producteurs communautaires pendant la période couverte par l'enquête concernant le dommage, n'était pas attribué aux importations du produit visé en provenance du Brésil.

32. Étant donné qu'elles ne se sont pas assurées de l'exactitude des renseignements fournis par Tupy en ce qui concernait l'importation par les producteurs communautaires du produit visé en provenance de pays ne faisant pas l'objet de l'enquête (en violation de l'article 6.6), les CE ont aussi manqué à leurs obligations au titre de l'article 4 en n'excluant pas les producteurs concernés de la définition de la branche de production nationale.

QUESTIONS RELATIVES À LA SITUATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

33. Les CE n'ont pas pris spécialement en considération la situation du Brésil en tant que pays en développement pendant toute la durée de l'enquête parce que, entre autres choses, elles ont refusé d'accorder à Tupy des ajustements au titre de l'article 2.4 uniquement à cause de leur incapacité à évaluer correctement le bien-fondé de ces ajustements - notamment en ce qui concernait la demande d'ajustement pour le crédit d'impôt (pour des raisons qui témoignaient d'un manque de considération pour le mode d'administration du système fiscal brésilien), et elles ont continué à rendre les importations d'origine brésilienne responsables du dommage causé aux producteurs communautaires, malgré la dévaluation monétaire du real en janvier 1999 qui faisait que, même d'après les calculs (erronés) des CE, Tupy ne vendait plus à des prix de dumping sur le marché communautaire. En outre, les CE ont décidé de cumuler les importations originaires du Brésil et les importations en provenance des autres pays faisant l'objet de l'enquête en dépit de la dévaluation susmentionnée du real (article 15).

34. Nonobstant la dernière phrase de l'article 9.1, les CE ont décidé d'appliquer le montant intégral du droit antidumping déterminé au lieu de prendre en compte la situation créée au Brésil, pays en développement, par la dévaluation de la monnaie en janvier 1999 (article 15).

35. Les CE n'ont pas exploré, ni évoqué avec le Brésil ou avec Tupy, la possibilité de rechercher des solutions constructives en plus de la possibilité d'imposer des droits antidumping (article 15).

AUTRES QUESTIONS

36. Les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 7 parce que, entre autres choses, elles n'ont pas jugé que le règlement provisoire était nécessaire pour empêcher qu'un dommage ne soit causé pendant la durée de l'enquête (article 7.1) ou, si elles l'ont fait, elles ne l'ont pas indiqué clairement dans le règlement provisoire (article 12.2) et, en tout état de cause, une telle détermination n'aurait pas été impartiale ni objective étant donné qu'au moment de l'imposition des mesures provisoires, il résultait de la dévaluation du real brésilien que le produit visé d'origine brésilienne ne faisait pas l'objet d'un dumping, et on ne pouvait pas prévoir qu'il y aurait un dumping pendant la durée de l'enquête.

37. Les CE ne se sont pas efforcées, pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 9.1, de prendre en compte la situation du Brésil en tant que pays en développement et de fixer le niveau du droit appliqué aux exportations de Tupy sur la base du niveau du dommage causé aux producteurs communautaires par les exportations de Tupy et non sur la base de la marge de dumping (calculée de manière erronée); en outre, les CE ont recouvré des droits sur les importations du produit visé originaire du Brésil alors qu'il était manifeste que le produit visé ne faisait pas l'objet d'un dumping (eu égard à la dévaluation) et qu'il était donc illicite de recouvrer ces droits (article 9.1 et 9.2).

38. Les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 11 parce qu'elles n'ont pas établi (sur la base d'éléments de preuve positifs) qu'au sens de l'Accord antidumping, il existait un dumping et qu'un dommage en résultait pour les producteurs communautaires, qui était causé par les exportations brésiliennes. Rien ne justifiait donc que les CE imposent des droits antidumping, ni ne les maintiennent pour neutraliser les importations d'un produit qui ne faisait pas l'objet d'un dumping ni ne causait de dommage (article 11); en outre, malgré une communication présentée peu après l'établissement du règlement définitif le 13 juillet 2000, dans laquelle Tupy demandait un réexamen des mesures en question et exposait les raisons pour lesquelles le maintien des droits antidumping était inapproprié, un tel réexamen n'a pas encore eu lieu (article 11.2).

39. Le Brésil demande que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends, prévue pour le 20 juin 2001, et qu'un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends soit établi.

ANNEXE A

Premières communications écrites des parties et communications écrites concernant les demandes de décisions préliminaires des parties

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Brésil	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes et demande de décisions préliminaires	A-6
Annexe A-3	Demande de décision préliminaire présentée par le Brésil	A-14
Annexe A-4	Réponse des Communautés européennes à la demande de décision préliminaire présentée par le Brésil	A-16
Annexe A-5	Réponse du Brésil à la demande de décisions préliminaires présentée par les Communautés européennes	A-18

ANNEXE A-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU BRÉSIL

1. Le 7 juin 2001, le gouvernement du Brésil a demandé qu'un groupe spécial soit établi sur la question de, entre autres choses, l'imposition par les CE de droits antidumping provisoires et définitifs sur les importations de certains accessoires de tuyauterie en fonte malléable originaires du Brésil. Un groupe spécial a été établi le 24 juillet 2001, sa composition a été arrêtée le 5 septembre 2001 et la première communication écrite du Brésil a été présentée au Groupe spécial le 10 octobre 2001. Le présent document est un bref résumé analytique des principales questions soulevées dans la première communication du Brésil.

2. Le Brésil estime que les CE ont agi et agissent d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des Accords de l'OMC, notamment l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord antidumping, parce que des avantages revenant au Brésil ont été annulés ou compromis par les mesures antidumping imposées par les CE sur les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil.

3. Les CE n'ont pas pris spécialement en considération la situation particulière du Brésil en tant que pays en développement et, en violation de l'article 15 de l'Accord antidumping, elles n'ont pas exploré ni évoqué avec le Brésil ou le producteur-exportateur brésilien l'idée qu'elles pourraient envisager la possibilité de rechercher des solutions constructives en plus de celle d'imposer des droits antidumping.

4. Les requérants ont omis de communiquer des renseignements concernant les facteurs et indices énumérés à l'article 3.4, qui étaient raisonnablement à leur disposition et manifestement pertinents pour l'ouverture de l'enquête. Par conséquent, en ne rejetant pas la demande, les CE ont manqué aux obligations qui leur incombent au titre de l'article 5.8. En outre, comme la demande donnait une définition du produit plus large que celle qui avait été retenue dans l'enquête, elle fournissait des renseignements inexacts et dénués d'intérêt. Le producteur-exportateur brésilien n'était donc pas en mesure de défendre dûment ses intérêts, comme le prévoit l'article 6.2.

5. Étant donné que la monnaie brésilienne a été dévaluée de 41,99 pour cent en janvier 1999, les CE n'avaient nul besoin d'imposer des mesures sur les importations brésiliennes dans le but de neutraliser un dumping qui n'existait pas, et l'imposition de mesures antidumping dans ces circonstances constitue une violation de l'article VI du GATT de 1994 et de l'article premier de l'Accord antidumping. À titre subsidiaire, les CE ont enfreint l'article 11.1 de l'Accord antidumping, puisque, en même temps qu'elles ordonnaient l'imposition des mesures, elles n'ont pas également ordonné l'annulation de ces mesures en vue de satisfaire à l'obligation énoncée à l'article 11.1, à savoir ne pas permettre que le droit reste en vigueur quand il n'est plus nécessaire pour neutraliser le dumping. Les CE ont aussi enfreint l'article 11.2, puisque après avoir ordonné l'imposition des mesures, elles n'ont pas pris l'initiative de réexaminer la nécessité de les maintenir compte tenu de la situation nouvelle après la dévaluation de la monnaie brésilienne.

6. La manière dont les CE ont construit les valeurs normales pour certains types du produit visé par l'enquête est contraire aux prescriptions de l'Accord antidumping. En premier lieu, pour quantifier les montants correspondant aux frais ACG ainsi qu'aux bénéfices à ajouter au coût de production, les CE ont appliqué des critères différents pour les frais ACG et pour les bénéfices alors que l'article 2.2.2 n'en prescrit expressément qu'un seul. À titre subsidiaire, étant donné que les valeurs normales

construites étaient fondées sur des données relatives aux ventes de types de produits, ce qui ne permettait pas une comparaison valable, les CE n'ont pas procédé à une comparaison équitable en refusant d'opérer les ajustements pertinents, et ce faisant, elles ont aussi gonflé la marge de dumping. En second lieu, pour certains types de produits, elles ont inclus dans leurs calculs des types d'accessoires de tuyauterie qui n'étaient pas des produits similaires, en violation de l'article 2.2. Elles ont également agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.2 en ajoutant les montants réels correspondant aux frais ACG ainsi qu'aux bénéfices concernant la production et les ventes au cours d'opérations commerciales normales pour les types du produit visé, qui ne sont pas identiques aux produits comparés. En refusant de tenir dûment compte comme il convenait des différences dans les caractéristiques physiques affectant la comparabilité des prix, les CE ont enfreint l'article 2.4. De ce fait, elles ont également gonflé indûment la marge de dumping.

7. S'agissant de la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation, les cinq allégations suivantes sont formulées. Premièrement, en refusant de prendre en compte l'effet de la taxation intérieure, les CE ont augmenté l'écart entre le prix à l'exportation et la valeur normale et ont ainsi augmenté indûment, s'il en existait une, la marge de dumping constatée pour le producteur-exportateur brésilien, en violation de l'article VI:4 du GATT de 1994. Deuxièmement, en refusant de tenir compte des différences dans la taxation indirecte, les frais de publicité et ventes promotionnelles et les frais d'emballage affectant la comparaison des prix, les CE ont enfreint l'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping, du fait qu'elles manquaient ainsi à l'obligation de procéder à une comparaison équitable. Troisièmement, la méthode de conversion monétaire et la méthode d'évaluation des taxes indirectes par échantillonnage utilisées par les CE étaient contraires à l'article 2.4. Quatrièmement, en réduisant à zéro les marges de dumping négatives constatées pour certains types de produits du producteur-exportateur brésilien, les CE n'ont pas procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, en violation de l'article 2.4, et ont calculé une marge de dumping faussée, en violation de l'article 2.4.2. Enfin, du fait des violations susvisées, la marge de dumping a été exagérée et gonflée et, en conséquence, des droits antidumping dépassant la marge de dumping effective, s'il en existait une, ont été imposés en violation de l'article 9.3.

8. La manière dont l'existence d'un dommage a été déterminée par les CE est également contraire aux prescriptions de l'Accord antidumping. Premièrement, les CE ont agi en violation de l'article 3.1 et 3.2, en n'examinant pas dûment s'il y avait eu augmentation notable des importations en provenance du Brésil faisant prétendument l'objet d'un dumping. Comme les CE n'avaient pas satisfait aux prescriptions de l'article 3.2, elles étaient privées de la possibilité de faire des constatations au titre des alinéas suivants de l'article 3.

9. Deuxièmement, les CE ont enfreint l'article 3.1 et 3.2, puisqu'elles n'ont pas dûment examiné s'il y avait eu, dans les importations brésiliennes faisant prétendument l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix du produit similaire dans les CE. S'agissant de la sous-cotation des prix, l'examen des CE n'a pas porté sur les "*importations faisant l'objet d'un dumping*" comme il est indiqué à l'article 3.2. En outre, en n'examinant pas au titre de l'article 3.2 l'effet des "*importations faisant l'objet d'un dumping*" sur les prix, les CE n'ont pas fondé le calcul de la sous-cotation du prix concernant le producteur-exportateur brésilien sur des éléments de preuve positifs, et leur examen visant à déterminer s'il y avait une sous-cotation notable du prix à l'exportation du produit visé originaire du Brésil par rapport aux prix pratiqués par les producteurs communautaires n'était pas objectif. Par conséquent, le calcul de la sous-cotation effectué par les CE a débouché sur une marge de sous-cotation exagérée et gonflée.

10. Troisièmement, en refusant indûment et sans justification de reconnaître que le produit brésilien à cœur noir était différent du produit communautaire à cœur blanc, et en refusant d'accepter un ajustement sur ce point ou en refusant d'établir la comparaison des prix sur la seule base des accessoires de tuyauterie à cœur noir, les CE n'ont pas réalisé un "examen objectif" des faits de l'espèce sur la base d'"éléments de preuve positifs", comme le prescrivait l'article 3.1, et n'ont pas non

plus procédé à une comparaison de prix valable, en violation de l'article 3.2. Par conséquent, le calcul de la sous-cotation effectué par les CE a débouché sur une marge de sous-cotation exagérée et gonflée.

11. En outre, les CE ont enfreint l'article 3.2 et 3.3 en imputant de manière cumulative le dommage qui leur aurait été causé aux importations en provenance des pays concernés. Elles n'ont pas dûment tenu compte du fait qu'il était au préalable nécessaire de mener une analyse par pays et d'établir correctement les conditions de concurrence pertinentes. Les CE ont également enfreint l'article 3.3 en cumulant les importations en provenance des pays concernés, bien que leurs constatations ne répondent pas aux prescriptions pertinentes relatives aux conditions de concurrence. Compte tenu des incohérences de leur approche, les CE ont manqué à l'obligation de procéder à un "examen objectif" énoncée à l'article 3.1.

12. De surcroît, les CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.4, puisque leur constatation de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs. En analysant l'existence du dommage, elles n'ont pas évalué la totalité de la liste non exhaustive de 15 facteurs et indices liés à la question du dommage au sens de l'Accord antidumping. Les CE ont également enfreint l'article 3.4, puisque les facteurs évalués se sont révélés une base insuffisante pour permettre à l'autorité impartiale et objective chargée de l'enquête d'établir une constatation positive de l'existence d'un dommage. En outre, la constatation de l'existence d'un dommage établie par les CE n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs puisque les CE n'ont pas examiné les tendances dessinées par les facteurs et indices partiellement analysés, mais se sont contentées de comparer les points extrêmes. En ne divulguant pas les achats et exportations des producteurs communautaires, les CE ont empêché l'exportateur brésilien de vérifier la cohérence des données utilisées. Cette non-divulgation, qui constitue une violation grave de l'article 12.2.2, a privé l'exportateur brésilien du droit d'accéder aux faits essentiels examinés par les CE avant l'imposition des droits antidumping définitifs, en violation de l'article 6.9, et de la possibilité de défendre correctement ses intérêts, en violation de l'article 6.2.

13. Enfin, les CE ont enfreint l'article 3.1 et 3.5 en imputant le dommage aux importations d'origine brésilienne, bien que les producteurs communautaires n'aient subi aucun dommage pour lequel un lien de causalité pouvait alors être légitiment établi. Elles ont également enfreint l'article 3.1 et 3.5 en ne s'assurant pas que le dommage causé à la branche de production communautaire par des facteurs autres que les importations faisant prétendument l'objet d'un dumping - par exemple, le désavantage comparatif des producteurs communautaires, les mauvais résultats à l'exportation, les efforts d'externalisation et de rationalisation, et/ou les importations en provenance des autres pays tiers, la substitution d'un produit de remplacement au produit visé et/ou la différence dans le coût de production et la perception par le marché - n'était pas imputé aux importations en provenance du Brésil. Par ailleurs, en ne divulguant pas certains renseignements essentiels, comme les propres achats et importations des producteurs communautaires, les CE ont empêché l'exportateur brésilien de vérifier la cohérence des données communautaires, en violation des articles 6.2, 6.9 et 12.2.2.

14. En ne divulguant pas la méthodologie et les calculs concernant les conversions monétaires effectuées en vertu des prescriptions de l'article 2.4, les CE n'ont pas ménagé en temps utile au producteur-exportateur brésilien la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de son dossier, en violation de l'article 6.4. Les CE ont également enfreint l'article 12.2 et 12.2.2 en ne donnant pas dans le règlement provisoire ni dans le règlement définitif tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit et en n'indiquant pas qu'il existe des rapports distincts contenant ces renseignements.

15. Le Brésil a l'honneur de demander que le Groupe spécial constate que les CE ont agi d'une manière incompatible avec l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord antidumping, recommande que les CE mettent leurs mesures en conformité avec l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord antidumping, et suggère que les CE abrogent l'ordonnance instituant les droits antidumping et remboursent tous les droits antidumping perçus à ce titre.

ANNEXE A-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

(21 novembre 2001)

Du fait du grand nombre d'allégations figurant dans la communication du Brésil, le présent résumé ne peut que survoler les arguments que les CE présentent pour leur défense. Par conséquent, si un quelconque argument en est omis, cela ne veut pas dire que les CE ne le jugent pas important.

1. INTRODUCTION

1. Le différend porte sur l'imposition par les CE de droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil et d'autres pays. Les CE formulent un certain nombre d'observations liminaires concernant, par exemple, des problèmes créés par la forme de la communication du Brésil. (Paragraphes 1 à 12)

2. Les CE soulignent que c'est au Brésil qu'il incombe d'établir des éléments *prima facie* à l'appui de ses allégations. (Paragraphe 13)

3. Les CE désignent un certain nombre de leurs documents comme étant confidentiels. (Paragraphe 14)

2. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

4. Les CE nient qu'il y ait le moindre élément de preuve à l'appui des allégations formulées par le Brésil en ce qui concerne les motifs qui ont amené la branche de production nationale à présenter sa demande. (Paragraphes 15 à 18)

5. Une grande partie des allégations du Brésil sont formulées de manière si vague que le Groupe spécial devrait les rejeter. Elles ne répondent pas au critère de la bonne foi prescrit par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Les retenir serait léser les droits des CE à une "justice naturelle" et aux "garanties d'une procédure régulière". Les CE demandent une décision préliminaire rejetant pour ces motifs sept allégations particulières et la totalité des allégations formulées au titre du point 19. Par souci de concision, les différentes demandes n'ont pas été reprises dans le compte rendu ci-après. (Paragraphes 19 à 22)

6. Le Brésil a formulé dans sa communication plus de 20 allégations qui sont nouvelles pour le présent différend, étant donné qu'elles n'ont pas été mentionnées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Les allégations de cette nature ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial et les CE demandent une décision préliminaire à l'effet de les rejeter. Par souci de concision, les différentes demandes n'ont pas été reprises dans le compte rendu ci-après. (Paragraphes 23 à 24)

7. Le critère d'examen qui doit être appliqué par le Groupe spécial en l'espèce est celui qui est énoncé à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping (l'"Accord"). (Paragraphes 25 à 28)

3. POINTS

3.1 Point 1 - "Pas de considération spéciale accordée au Brésil en tant que pays en développement, pas de solutions constructives explorées"

8. Le Brésil allègue que les CE ont enfreint divers aspects de l'article 15 de l'Accord. Aucune allégation cohérente n'est formulée au titre de la première phrase et, en tout état de cause, cette disposition ne crée pas d'obligation distincte. (Paragraphes 30 et 31, 44)

9. Les CE nient que leurs mesures antidumping aient porté atteinte aux "intérêts essentiels" du Brésil. L'importance des accessoires de tuyauterie en fonte malléable, que ce soit pour Tupy en particulier ou pour l'économie brésilienne en général, était minime. (Paragraphe 32)

10. Les CE nient également avoir manqué à l'obligation d'explorer les possibilités de "solutions constructives" ainsi qu'il est prévu dans l'Accord. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, plusieurs réunions ont eu lieu entre les fonctionnaires des CE et du Brésil, au cours desquelles les CE ont signalé la possibilité qu'un engagement soit accepté. (Paragraphes 33 à 43)

3.2 Point 2 - "Demande inappropriée"

11. L'obligation énoncée à l'article 5.2 vise non pas les Membres de l'OMC, mais les parties qui présentent des demandes. On ne trouve une obligation correspondante pour les Membres qu'à l'article 5.3, et les CE nient avoir enfreint cette disposition. Il a été satisfait aux critères énoncés à l'article 5.2, et les CE n'expriment pas d'opinion sur le point de savoir s'il existe des conditions préalables à l'ouverture d'une enquête. Le caractère approprié de la décision des CE doit être apprécié à partir des données de fait dont elles disposaient à ce moment-là. (Paragraphes 45 à 50)

3.2.1 Volume et valeur de la production nationale; description complète du produit

12. Contrairement à ce qu'allègue le Brésil, il n'y a pas d'incompatibilité entre la portée de la demande et celle de l'enquête. L'une et l'autre concernaient les "accessoires de tuyauterie en fonte malléable". Les codes NC ont été mentionnés dans les deux cas à titre indicatif. Bien que le Code NC 7307 19 90 ne couvre pas ces accessoires, il a été mentionné par les requérants dans le but d'englober tout accessoire de tuyauterie qui était classé de manière erronée à l'importation. La définition figurant dans l'avis d'ouverture aurait également couvert ces produits mal classés parce que, même si elle donnait le Code NC 7307 19 10, elle précisait que celui-ci était "mentionné […] à titre indicatif". Aucune allégation n'est recevable au titre de l'article 5 concernant d'éventuels défauts dans le règlement provisoire ou le règlement définitif. (Paragraphes 51 à 57)

13. Les CE réfutent l'allégation du Brésil selon laquelle la demande contenait des renseignements insuffisants sur le volume et la valeur de la production du produit similaire que représentaient les requérants. (Paragraphes 58 à 62)

3.2.2 Liste des importateurs

14. La liste des importateurs fournie dans la demande satisfaisait aux critères énumérés à l'article 5.2 ii) puisque la liste prescrite par cette disposition vise uniquement les importateurs des produits dont il est allégué qu'ils font l'objet d'un dumping. En tout état de cause, dans les circonstances propres aux CE, l'établissement par les autorités de la liste présentée dans la demande satisfaisait aux prescriptions de l'Accord. (Paragraphes 65 à 72)

3.2.3 Renseignements sur l'incidence des importations

15. La demande satisfaisait aux critères énoncés à l'article 5.2 iv). L'Accord ne prescrit pas que chaque facteur de dommage énuméré à l'article 3.4 soit pris en compte dans la demande. En réalité, cette demande contenait des renseignements sur la totalité des facteurs sauf deux, ainsi que sur plusieurs facteurs non énumérés à cet article. Le Brésil n'a pas essayé de montrer que les renseignements sur les autres facteurs étaient pertinents pour étayer les allégations de dommage. (Paragraphes 73 à 83)

3.3 Point 3 - "Mesures inappropriées"

16. Le Brésil allègue que les CE n'auraient pas dû imposer de droits antidumping parce que, en raison de la dévaluation qui a eu lieu vers la fin de la période couverte par l'enquête, ces exportations ne faisaient plus l'objet d'un dumping et que, par conséquent, les droits n'étaient plus "nécessaires". (Paragraphes 84 à 86)

17. L'allégation du Brésil ne saisit pas sur quelle base sont calculés les droits antidumping dans le cadre de l'Accord. Dans le cas de la plupart des Membres, cette base est fournie par l'examen des importations sur une "période couverte par l'enquête" déterminée et précédant l'ouverture de l'enquête. Ce système prévoit des mécanismes propres (réexamen, remboursements, engagements) pour tenir compte des changements qui peuvent survenir après la période couverte par l'enquête. (Paragraphes 87 à 91)

18. L'argument du Brésil donnerait aux autorités nationales le pouvoir de fixer des droits antidumping sur la base d'une évaluation qualitative d'événements qui ne peuvent être prévus objectivement. (Paragraphes 92 à 93)

19. Le Brésil n'indique pas de fondement juridique pour cet argument. Les seuls critères prévus dans l'Accord pour juger si les mesures sont "nécessaires" sont ceux qui servent à déterminer la marge de dumping et les questions du lien de causalité et du dommage. (Paragraphes 94 à 99)

20. Le fait que les CE ont tenu compte occasionnellement d'événements postérieurs à la période couverte par l'enquête n'est pas pertinent. Premièrement, de telles décisions sont discrétionnaires et deuxièmement, la dévaluation a eu lieu pendant la période. De surcroît, une dévaluation ne détermine pas en elle-même les décisions des entreprises en matière de prix. (Paragraphes 100 à 103)

21. Le Brésil n'a pas présenté d'éléments de preuve pour justifier son allégation apparente selon laquelle les CE auraient dû engager un réexamen de leur mesure. (Paragraphes 104 à 110)

3.4 Point 4 – "Valeur normale inadéquate – types de produits inappropriés"

3.4.1 Construction de la valeur normale

22. Le Brésil s'est opposé au fait que, lorsqu'elles ont construit la valeur normale pour obtenir la marge de bénéfice, les CE ont inclus des données relatives à des ventes intérieures "non représentatives". (Ces ventes n'ont pas été utilisées pour établir la valeur normale fondée sur les prix en raison de la règle du "faible volume" énoncée à l'article 2.2.) Toutefois, les CE n'ont fait qu'appliquer la règle énoncée dans la disposition pertinente, l'article 2.2.2. (Paragraphes 111 à 119)

23. Le Brésil se trompe en alléguant que les CE ont utilisé des méthodes différentes pour calculer les frais ACG et les bénéfices. Les deux chiffres ont été (en parfaite conformité avec l'article 2.2.2) fondés sur les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire effectuées par Tupy. (Paragraphes 112 à 127)

3.4.2 Ajustements

24. Le Brésil allègue que, en comparant la valeur normale et le prix à l'exportation, les CE auraient dû procéder à un ajustement pour tenir compte de l'inclusion dans la valeur normale construite de données provenant de ventes "non représentatives" (voir le paragraphe 22 ci-dessus). Cependant, aucune base pour opérer cet ajustement n'a été proposée ni par Tupy ni par le Brésil. (Paragraphes 128 à 132)

3.5 Point 5 – "Valeur normale inadéquate – codes de produits inappropriés"

25. Le Brésil allègue que les CE ont fondé leur calcul de la marge de dumping sur la comparaison de produits non similaires (en l'occurrence les types de produits "68" et "69"). Cependant, le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve à l'appui de son allégation, dont même Tupy a reconnu qu'elle n'était pas défendable. (Paragraphes 133 à 142)

26. Le Brésil allègue aussi qu'il conviendrait de procéder à un ajustement dans la comparaison en raison des différences entre les produits, mais aucune base n'a été proposée sur laquelle un tel ajustement pourrait être opéré. (Paragraphes 143 à 145)

3.6 Point 6 – "Pas de prise en compte adéquate de la neutralisation des taxes"

27. Le Brésil allègue qu'il aurait fallu procéder à un ajustement concernant le crédit d'impôt de 20 pour cent prévu dans le programme – "IPI Premium Credit" – mis en place par le gouvernement brésilien, parce qu'il servait à compenser des impôts indirects perçus à des stades antérieurs.

28. La principale raison qui a fait rejeter la demande de Tupy concernant cet ajustement est que cette dernière n'a pas démontré que le crédit servait à compenser les taxes intérieures "qui frappent" le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation sur le marché brésilien.

29. Les CE ont distingué diverses taxes (IPI, ICMS, PIS, COFINS) pour lesquelles des ajustements spécifiques avaient été accordés lorsqu'ils étaient justifiés. L'ajustement demandé concernant l'IPI Premium Credit était fondé sur la simple assertion figurant dans la loi brésilienne pertinente, et aucun élément de preuve n'a été fourni montrant que des intrants avaient été assujettis à des taxes particulières dont il était censé compenser l'effet. (Paragraphes 146 à 156)

30. Le statut juridique de la compensation des impôts en cascade perçus à des stades antérieurs est exposé dans l'Accord SMC, lequel s'inscrit dans un cadre commun comprenant l'article VI du GATT et l'Accord antidumping. L'Accord SMC souligne qu'il incombe à la partie concernée d'établir clairement le lien entre le crédit et l'impôt (perçu sur des intrants) pour lequel il constitue une compensation. (Paragraphes 157 à 173)

31. Plusieurs autres raisons de refuser l'ajustement ont été fournies à Tupy et les CE les confirment. Par conséquent, aucune des allégations du Brésil n'est justifiée. (Paragraphes 174 à 178)

3.7 Point 7 – "Pas d'ajustement adéquat pour frais de publicité et de promotion des ventes"

32. Le Brésil allègue que, dans le calcul de la marge de dumping, il aurait fallu accorder à Tupy un ajustement afin de compenser les différences dans les frais de publicité, etc. Toutefois, Tupy n'a pas présenté aux CE d'éléments de preuve justifiant un tel ajustement. (Paragraphes 179 à 192)

33. En tout état de cause, les CE ont procédé à des ajustements pour compenser les différences dans les "niveaux commerciaux" entre les ventes intérieures de Tupy et ses ventes aux CE, et ces ajustements englobaient toute différence dans les frais de publicité, etc. (Paragraphes 193 à 194)

3.8 Point 8 – "Pas d'ajustement adéquat pour frais d'emballage"

34. Le Brésil allègue également qu'un ajustement aurait dû être accordé pour les frais d'emballage. Cet ajustement a été également refusé par les CE en raison de l'absence d'éléments de preuve pour l'étayer. (Paragraphes 195 à 212)

35. Contrairement à ce qu'allègue le Brésil, les CE ont dûment précisé quels renseignements étaient nécessaires pour garantir une comparaison équitable, en particulier au moyen du Questionnaire, et elles ont fourni à Tupy toute l'aide possible pour présenter ses demandes d'ajustements. (Paragraphes 212 à 218)

3.9 Point 9 – "Pas de conversions de monnaies adéquates"

36. Le Brésil accuse les CE de ne pas avoir précisé la base du taux de change utilisé dans les conversions de monnaies pour comparer les prix intérieurs de Tupy et ses prix CE. Il allègue une violation de l'article 2.4.1, mais cet article ne comporte pas d'obligation pertinente. (Paragraphes 219 à 221)

37. En réalité, Tupy n'avait jamais demandé de précisions, et n'en a pas eu besoin étant donné qu'elle avait fourni elle-même aux CE les tableaux de change utilisés dans la conversion. Pour convertir les coûts de transport, un taux de change particulier avait été utilisé, mais en tout état de cause, ces coûts ne représentaient qu'une proportion infime du total des coûts. (Paragraphes 222 à 230)

3.10 Point 10 – "Pas de base adéquate pour évaluer les taxes indirectes PIS/COFINS"

38. Le Brésil accuse les CE d'avoir enfreint l'article 2.4 par la façon dont elles ont calculé l'ajustement pour les taxes indirectes PIS/COFINS. En réalité, Tupy n'a jamais présenté de demande cohérente pour cet ajustement et il a été opéré par les CE elles-mêmes sur la base de renseignements obtenus auprès de Tupy. Le calcul a été effectué en partant du principe qu'il fallait procéder à l'ajustement par rapport à la valeur normale, sur la base des montants réels versés ou reçus par Tupy. En outre, l'allégation du Brésil se fonde sur des éléments de preuve nouveaux, ce qui est contraire à l'article 17.5 ii). (Paragraphes 231 à 238)

39. Le Brésil allègue que les CE ont choisi une méthode punitive pour calculer l'ajustement. En réalité, les CE ont adopté une méthode pratique, en raison de l'absence de demande cohérente venant de Tupy, à qui pourtant ce qui était prescrit avait été clairement indiqué. (Paragraphes 239 à 248)

3.11 Point 11 – "Pas de constatations adéquates concernant la marge de dumping ("réduction à zéro")"

40. Les CE étudient actuellement les conséquences du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire Linge de lit. La "réduction à zéro" aux fins du calcul de la marge de dumping a eu pour effet dans cette affaire d'augmenter la marge de moins de 3 pour cent. (Paragraphes 249 à 250)

3.12 Point 12 – "Pas de prise en compte adéquate des tendances du volume des importations"

41. L'allégation principale formulée par le Brésil à ce titre est que les CE ont manqué à l'obligation énoncée à l'article 3.2 concernant l'augmentation notable du volume. L'allégation ne tient pas compte du fait que les Membres sont tenus d'examiner s'il y a eu une telle augmentation. Il n'est pas nécessaire d'établir une constatation positive sur ce point, ni de consigner les résultats de l'examen.

42. En réalité, les règlements communautaires montrent que les CE ont examiné la question de l'augmentation notable à la fois pour le Brésil pris séparément et d'une manière cumulative pour l'ensemble des "pays concernés". (Paragraphes 251 à 265)

3.13 Point 13 – "Sous-cotation du prix alléguée non dûment prise en compte"

43. Le Brésil accuse les CE d'avoir enfreint l'article 3.2 en calculant indûment le degré de sous-cotation par la "réduction à zéro" des marges négatives. Il n'est pas justifié que le Brésil utilise l'affaire Linge de lit comme précédent, en raison des nombreuses différences existant entre les marges de dumping et les marges de sous-cotation. Une simple comparaison des prix moyens dissimulerait l'effet véritable de la sous-cotation. En tout état de cause, il n'y a qu'une différence de 0,01 pour cent, montant *de minimis*, entre les marges calculées selon les deux méthodes. (Paragraphes 266 à 270)

44. Le Brésil accuse les CE d'avoir enfreint la même disposition en limitant leur calcul de la sous-cotation aux types de produits qui sont exportés vers les CE. L'allégation est sans fondement puisque la méthode appliquée était parfaitement licite. Par ailleurs, l'allégation du Brésil est fondée sur des éléments de preuve nouveaux, ce qui est contraire à l'article 17.5 ii). (Paragraphes 271 à 279)

3.14 Point 14 – "Pas de calcul adéquat des marges de sous-cotation du prix alléguées"

45. Le Brésil formule plusieurs allégations injustifiées selon lesquelles l'estimation par les CE de la marge de sous-cotation constituait une infraction à l'article 3.1 et 3.2. Tout d'abord, le Brésil fait valoir à tort que les différences dans les coûts de production devraient être prises en compte (alors qu'il n'a même pas pu démontrer l'existence de telles différences). (Paragraphes 280 à 286)

46. Le Brésil n'a pas pu établir non plus qu'il existait des différences dans les perceptions des produits par le marché. (Paragraphes 287 à 290)

3.15 Point 15 – "Pas de cumul adéquat des importations"

47. S'agissant du cumul des importations faisant l'objet d'un dumping dans l'enquête sur le dommage, le droit et la pratique des CE, appliqués en l'espèce, suivent les prescriptions de l'article 3.3. (Paragraphes 291 à 299)

48. À la fois le texte de l'article 3.2 et son contexte indiquent que la règle concernant l'examen de l'augmentation en volume des importations faisant l'objet d'un dumping s'applique au volume cumulé lorsque le cumul se justifie. Cette disposition ne fixe pas une condition de "concurrence" en plus de celle qui figure à l'article 3.3. (Paragraphes 300 à 306)

49. Le droit de l'OMC, tel qu'il est traduit dans la pratique nationale, laisse aux Membres une latitude considérable dans l'application de la notion de "conditions de concurrence" mentionnée à l'article 3.3 b). Les CE ont pour pratique de tenir compte des tendances du volume, mais ce n'est que dans des cas extrêmes que l'analyse des tendances du volume aboutit à la décision de ne pas procéder au cumul. (Paragraphes 307 à 315)

50. Les diverses contestations spécifiques présentées par le Brésil sont dénuées de fondement. Premièrement, la question des "produits similaires" n'est pas pertinente dans ce contexte. Deuxièmement, il n'y a pas d'obligation de refuser le cumul en raison de différences dans les tendances du volume. Troisièmement, l'examen des prix par les CE était parfaitement compatible avec leur conclusion visant à procéder au cumul. Quatrièmement, la question des circuits de distribution a été dûment examinée par les CE. (Paragraphes 316 à 341)

3.16 Point 16 – "Prise en compte inappropriée des indicateurs de dommage"

51. L'allégation principale du Brésil porte sur l'article 3.4. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, les CE ont bien respecté la prescription imposant d'examiner chacun des facteurs de dommage énumérés à cet article. Pour la plupart des facteurs, cet examen est consigné en détail dans les règlements. Pour un petit nombre d'entre eux, dont l'examen a montré que, pris séparément, ils étaient sans incidence ou n'indiquaient pas de dommage, les conclusions ont été formulées dans un rapport interne. Le facteur "croissance" a été traité dans le cadre de l'enquête portant sur d'autres facteurs énumérés. (Paragraphes 342 à 349)

52. Le Brésil oublie que l'article 3.4 et l'article 3.5 traitent, respectivement, de la situation de la branche de production nationale et des causes de tout dommage subi par celle-ci. Les règlements communautaires reflètent cette division. Les allégations du Brésil concernant les effets "potentiels" sont déplacées puisque cette disposition n'est pertinente que dans les allégations de menace de dommage ou les demandes de réexamen. L'allégation du Brésil relative à l'analyse "portant sur les points extrêmes de la période" est également déplacée puisqu'elle se fonde sur les résumés présentés dans les règlements concernant l'analyse de l'article 3.4, et qu'elle ne rend pas compte de l'examen effectif fait par les CE. (Paragraphes 350 à 370)

53. S'agissant de la prise en compte des différents facteurs mentionnés à l'article 3.4, le membre de phrase "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" renvoie aux facteurs de prix mentionnés à l'article 3.2, principalement la sous-cotation, qui ont été pleinement examinés par les CE. En particulier, la dénégation par le Brésil de l'importance de la sensibilité aux prix n'est pas justifiée. (Paragraphes 371 à 385)

54. Contrairement à ce qu'allègue le Brésil, les CE ont dûment examiné l'"utilisation des capacités", la "production", les "ventes" et la "part de marché". (Paragraphes 386 à 402)

55. Les critiques du Brésil concernant l'examen des "bénéfices" par les CE reposent sur une mauvaise compréhension de la nature de l'enquête sur l'existence d'un dommage qui, à la différence de ce qui se passe dans le cas des sauvegardes, est centrée sur la période d'un an couverte par l'enquête pour laquelle l'existence d'un dumping a été déterminée. Les CE réfutent également les critiques formulées par le Brésil sur leur examen de l'"emploi", de l'"investissement" et des "stocks". Les arguments du Brésil concernant les résultats à l'exportation sont déplacés. (Paragraphes 403 à 424)

3.17 Point 17 – "Établissement inapproprié d'un lien de causalité"

56. Ce point concerne les aspects visés à l'article 3.5, en particulier l'obligation de ne pas imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping tous dommages causés par d'autres facteurs. Une particularité importante de ce paragraphe est que, par opposition à l'article 3.4, il incombe aux parties intéressées d'évoquer d'"autres facteurs" pendant l'enquête. (Paragraphes 427 à 429)

57. Plusieurs allégations du Brésil sont irrecevables parce qu'elles ont trait à des facteurs qui n'ont pas été évoqués pendant l'enquête. Ses allégations le sont également pour des raisons de fond. L'avantage comparatif allégué de Tupy n'est pas pertinent pour la question du lien de causalité. S'agissant des ventes à l'exportation des CE, les CE ont dûment déterminé qu'elles ne contribuaient pas de manière importante au dommage. En outre, les CE ont dûment utilisé les différentes sources de données qui étaient disponibles. Les importations en provenance des pays tiers ont été examinées de manière approfondie et, lorsqu'il a été constaté qu'il en existait, leurs effets sur la branche de production des CE ont été évalués séparément. Tel a été le cas en particulier pour les importations en provenance de Bulgarie. (Paragraphes 430 à 464)

58. L'allégation du Brésil concernant l'externalisation de la production par les producteurs communautaires n'est pas pertinente, puisque toutes conséquences éventuelles apparaîtraient dans les

importations en provenance des pays tiers et que ce facteur est examiné expressément. Nonobstant l'accusation du Brésil, les CE ont pleinement examiné (et consigné dans les règlements) les conséquences de la rationalisation opérée par la branche de production nationale au début de la période couverte par l'enquête concernant le dommage, et la question de la hausse des prix sur le marché communautaire. En outre, l'examen par les CE du volume des ventes et de la part de marché était tout à fait valable. (Paragraphes 465 à 488)

59. Les CE ont bel et bien examiné la question de la substitution d'accessoires de tuyauterie en plastique, et ont constaté que ce problème était apparu dans les années 80. En outre, la question pertinente n'est pas celle de la "substitution" mais celle de la "demande" (sur laquelle agirait la substitution, le cas échéant), et les CE ont dûment examiné ce facteur. (Paragraphes 489 à 497)

60. Les allégations du Brésil concernant les différences alléguées entre les accessoires de tuyauterie à cœur noir et à cœur blanc ne sont pas pertinentes pour la question du lien de causalité, étant donné qu'il n'y a pas entre eux de différence de coût notable et, par conséquent, pas de risque pour les CE de subir un dommage du fait d'un tel facteur. (Paragraphes 498 à 502)

3.18 Point 18 – "Pas de possibilités ménagées en temps utile de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents"

61. Le Brésil adopte une interprétation faussée des règlements communautaires afin d'alléguer que les détails des conversions de monnaies faites par les CE n'ont pas été divulgués. L'allégation vise le règlement provisoire et ne satisfait pas aux prescriptions relatives à de telles allégations. En tout état de cause le sens des règlements est évident et exige simplement de faire une distinction entre le taux appliqué un jour donné, et la période (mois ou jour) sur la base de laquelle ce taux est établi. (Paragraphes 503 à 509)

62. Le Brésil présente de manière trompeuse la source du tableau des taux de conversion utilisé pour calculer la marge de dumping. Cette source était Tupy et non les CE, et Tupy a également fourni l'explication. (Paragraphes 510 à 513)

3.19 Point 19 – "Pas de renseignements adéquats sur les points de fait et de droit"

63. Au titre du point 19, le Brésil formule environ 25 allégations distinctes selon lesquelles les CE ont enfreint l'article 12. Toutes ces allégations sont irrémédiablement vagues et devraient être rejetées par le Groupe spécial.

64. Plusieurs de ces allégations sont également déplacées, puisqu'elles concernent des questions que, pour des raisons appropriées (telles la confidentialité), les CE ne feraient jamais figurer dans les instruments qu'elles publient et dont l'article 12 ne prescrit pas qu'elles devraient y figurer.

65. Certaines allégations concernent des obligations de l'article 12.1 qui n'existent pas. D'autres sont en réalité des critiques du fait que les CE ont rendu compte fidèlement des décisions qu'elles avaient prises alors que le Brésil conteste également ces décisions. Dans la mesure où les allégations portent sur des questions relevant dûment de l'article 12, les CE se sont pleinement acquittées de leurs obligations dans les textes des règlements. (Paragraphes 514 à 566)

4. CONCLUSIONS, MESURES CORRECTIVES ET DEMANDES

66. Les CE réfutent les allégations formulées par le Brésil. Elles s'opposent également aux mesures correctives demandées par le Brésil, et rejettent l'idée selon laquelle toute suggestion du Groupe spécial serait appropriée. (Paragraphes 567 à 571)

ANNEXE A-3

DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL

(20 novembre 2001)

1. Le 14 novembre 2001, les CE ont présenté leur première communication écrite dans l'affaire susmentionnée et ont formulé une demande de décision préliminaire.

2. À la deuxième ligne du paragraphe n° 11 figurant à la page 6 de leur première communication, les CE mentionnent ce qu'elles considèrent comme des "problèmes pratiques considérables" qui se rapportent prétendument à la présentation de la première communication du Brésil. Les CE ont été jusqu'à dire que pour "permettre aux membres du Groupe spécial de repérer rapidement la partie de ce document" (c'est-à-dire la première communication du Brésil) "à laquelle la présente communication (c'est-à-dire la première communication des CE) fait référence", elles ont produit une version de la communication du Brésil qui comporte une numérotation des lignes (pièce n° 1 des CE). Les références à ce document se présenteront donc sous la forme "BFS, ligne 275".

3. Les CE ont donc pris une initiative des plus inhabituelles consistant à produire leur propre "version" de la première communication du Brésil et ont en fait cherché à obliger le Groupe spécial et les parties au présent différend à utiliser cette "version" à la place du seul texte officiel de la première communication du Brésil.

4. Quels que soient les motifs de cette initiative apparemment sans précédent qui a conduit les CE à modifier le document du Brésil et à tenter de le remplacer par leur propre "version", le Brésil estime que cela ne doit pas être autorisé. De telles modifications de la documentation d'une partie adverse dans une procédure juridique de cette nature, que les CE le reconnaissent ou non, sont fondamentalement injustifiables et clairement inacceptables dans la plupart, voire la totalité, des systèmes juridiques des Membres de l'OMC. En outre, le Brésil note que rien dans les procédures de travail adoptées par le présent Groupe spécial ni dans d'autres règles pertinentes de l'OMC ne prescrit la numérotation des lignes ou d'autres modes semblables de présentation des documents comme la première communication du Brésil. Il convient de noter que les CE n'ont pas utilisé cette numérotation des lignes dans leur propre première communication.

5. Les autorités des CE n'ont pas le droit d'altérer matériellement le document du Brésil, de changer sa présentation, de renuméroter ses pages ou de le modifier autrement comme elles ont pris la liberté de le faire en l'occurrence, et elles ne doivent pas être autorisées à le faire. En outre, les autorités des CE n'ont pas le droit d'obliger le Groupe spécial et/ou toute partie à la présente procédure à se référer ou à recourir à leur "version" de la première communication du Brésil comme elles cherchent à le faire en l'espèce, et elles ne doivent pas être autorisées à le faire.

6. Le Brésil a volontiers accédé à la demande présentée par les autorités des CE en vue d'obtenir un laps de temps supplémentaire, qui excédait de beaucoup le délai prescrit par le paragraphe 12 des procédures de travail de l'appendice 3 du Mémorandum d'accord, pour préparer et présenter leur première communication. Les CE avaient cinq semaines à compter de la réception de la première communication écrite du Brésil pour demander aux autorités brésiliennes de numéroter les paragraphes dans ce document, ce que le Brésil aurait pu faire et aurait fait en temps voulu. Au lieu de cela, les CE ont préféré intervenir de manière inhabituelle et inacceptable sur le texte du Brésil.

7. Qui plus est, la présentation de la première communication du Brésil est claire, chaque page numérotée étant divisée en paragraphes bien définis qui, même s'ils ne sont pas spécifiquement numérotés, sont néanmoins manifestement différenciés et séparés les uns des autres. Les CE auraient pu simplement faire référence aux numéros de page et aux paragraphes selon leur ordre décroissant sur chaque page de la façon suivante, par exemple: "Le Brésil note à la *page 63, quatrième paragraphe*, que..."

8. Quoi qu'il en soit, le Brésil réaffirme qu'il croit comprendre qu'en tout état de cause, la seule version officielle de sa première communication écrite est celle qui a été transmise par la Mission permanente du Brésil à Genève le 10 octobre 2001 dans les délais prévus pour la présente affaire. En fait, le Brésil ne peut pas confirmer que la version établie par les CE de sa première communication est exacte. En outre, contrairement à ce qu'allèguent les CE, cette approche inhabituelle des CE, si elle devait être admise, rendrait probablement la procédure toute entière extrêmement confuse. Le Groupe spécial et les parties devraient constamment se référer simultanément à trois documents au lieu de deux, à savoir la première communication des CE, la première communication du Brésil et la "version" établie par les CE de la première communication du Brésil.

9. Le Brésil demande donc que les CE soient priées, par le biais d'une décision préliminaire conformément au paragraphe 13 des procédures de travail du présent Groupe spécial, de modifier le texte de leur première communication de sorte que toutes les références à la première communication du Brésil qu'elle contient renvoient au véritable texte de la première communication du Brésil tel qu'il a été communiqué à l'origine par le Brésil. Les CE pourraient formuler ces nouvelles références, par exemple, de la façon proposée au paragraphe 7 (ci-dessus). Le Brésil demande en outre que la décision préliminaire prescrive aux CE de faire les modifications pertinentes et de présenter leur nouvelle communication dans un délai bref qui n'entraînerait aucun retard dans la présente procédure.

10. Compte tenu de la nature exceptionnelle de l'approche des CE et du moment choisi, le Brésil communique la présente demande à titre d'exception à la règle générale énoncée au paragraphe 13 des procédures de travail du présent Groupe spécial et demande que le présent Groupe spécial accepte le raisonnement susmentionné du Brésil comme étant une raison valable de communiquer la présente demande à ce stade.

ANNEXE A-4

RÉPONSE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL

(26 novembre 2001)

1. Dans sa lettre du 20 novembre 2001, le Brésil a demandé que les CE "soient priées, par le biais d'une décision préliminaire conformément au paragraphe 13 des procédures de travail du présent Groupe de travail spécial, de modifier le texte de leur première communication de sorte que toutes les références à la première communication du Brésil qu'elle contient renvoient au véritable texte de la première communication du Brésil tel qu'il a été communiqué à l'origine par le Brésil."

2. Les CE rejettent les allégations infondées du plaignant selon lesquelles les CE, d'une façon ou d'une autre, "ont modifié", "ont changé", "ont altéré" ou "sont intervenues sur" la première communication du Brésil. Il n'y a aucune différence entre le texte du document reproduit dans la pièce n° 1 des CE et ce que le plaignant appelle le "véritable texte" de sa communication, si ce n'est l'ajout des numéros de lignes. En conséquence, les modifications demandées par le plaignant seraient totalement inutiles étant donné que toutes les références à la première communication du Brésil faites dans la première communication des CE renvoient déjà au "véritable texte" de cette communication.

3. En outre, les CE n'ont jamais demandé que le Groupe spécial "remplace" la première communication du Brésil par la version numérotée figurant dans la pièce n° 1 des CE. Les CE ont fourni cette version au Groupe spécial uniquement pour faciliter la lecture de leur propre première communication. Les CE auraient pu omettre de communiquer cette pièce et laisser au Groupe spécial le soin de numéroter lui-même les lignes de la communication du Brésil.

4. Comme l'a noté le plaignant, rien dans les procédures de travail adoptées par le présent Groupe spécial n'impose la numérotation des lignes ou un autre mode de présentation. Toutefois, du même coup, rien dans les procédures de travail n'exige que les CE fassent référence à la première communication du Brésil d'une façon particulière, et a fortiori d'une façon déterminée par le Brésil. Plus précisément, rien dans les procédures de travail n'empêche les CE d'identifier un passage de la première communication du Brésil en citant le numéro de la ligne à laquelle il apparaît. La demande du plaignant, si elle était acceptée, imposerait aux CE une nouvelle obligation qu'elles n'avaient pas au moment où elles ont établi leur première communication.

5. Certes, la méthode appliquée par les CE est "sans précédent". Mais il en est de même pour la communication par le plaignant d'un document de plus de 250 pages dont les paragraphes et les lignes n'étaient pas numérotés. Si l'on examine les rapports de groupes spéciaux dans lesquels les communications des parties ont été reproduites (y compris celles du Brésil), on voit que l'utilisation de la numérotation est universelle.

6. Il est impossible que l'omission de la numérotation n'ait pas été intentionnelle. Les communications antérieures du plaignant (la demande d'établissement d'un groupe spécial et la demande de consultations) et de Tupy (qui ont été rédigées par le même cabinet juridique) comprenaient des paragraphes numérotés. Il en va de même pour le résumé analytique du plaignant et pour sa demande de décision préliminaire du 20 novembre 2001.

7. Il était tout à fait prévisible que l'omission de la numérotation gênerait considérablement le Groupe spécial et les autres parties au différend pour identifier les éléments de la communication du plaignant. La méthode suggérée par le plaignant pour les citations (par exemple "septième paragraphe

de la page 236") est pratiquement inapplicable et n'est même pas utilisée par le plaignant lui-même (par exemple, ligne 5826 de la BFS: "Bien que la méthode des CE concernant la sous-cotation des prix ait été exposée ailleurs que dans ce document (voir le point 13 ci-dessus)." Le "point 13" s'étend sur 13 pages de la communication).

8. Les CE, se trouvant dans une situation pénalisante, ont réagi de façon pragmatique en adoptant une méthode non intrusive pour identifier les passages de la communication du plaignant. Cette approche était encore plus appropriée que la numérotation des paragraphes compte tenu du style de la communication du plaignant et elle pouvait être appliquée sans que la structure de celle-ci en soit modifiée. (Une telle méthode n'est pas appropriée pour la communication des CE, dans laquelle la longueur moyenne des paragraphes n'est que de sept lignes.)

9. Vu qu'il s'est comporté d'une façon pour le moins négligente en plaçant les CE dans cette situation, le plaignant ne devrait pas maintenant être autorisé à prescrire rétroactivement aux CE la façon dont elles pouvaient réagir. Le Groupe spécial et les autres parties devraient encore moins être obligés de subir les désagréments que le plaignant leur a imposés sans raison.

10. Pour les raisons susmentionnées, les CE demandent au Groupe spécial de rejeter la demande du Brésil. Elles demandent en outre qu'afin d'éviter que des incidents similaires se reproduisent, le Groupe spécial modifie ses procédures de travail pour prévoir que les parties numéroteront les paragraphes ou les lignes de toutes leurs communications à l'avenir.

ANNEXE A-5

RÉPONSE DU BRÉSIL À LA DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(26 novembre 2001)

Le 14 novembre 2001, les CE ont présenté leur première communication écrite et une demande de décision préliminaire (demande de décision préliminaire des CE).

Vous trouverez ci-après la réponse du Brésil à la demande de décision préliminaire des CE.

A. DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE DES CE

1. Les CE présentent leur demande de décision préliminaire sur la base d'une allégation selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (WT/DS219/2, pièce n° 22 du Brésil) ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Les CE allèguent que plusieurs allégations formulées dans la première communication du Brésil "ne sont pas soulevées ou sont mal définies" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et ne peuvent donc pas être considérées comme relevant du mandat du Groupe spécial.[1] En outre, les autorités des CE allèguent également que certaines allégations figurant dans la première communication du Brésil sont "définies de manière si vague que les droits fondamentaux des CE seraient fortement lésés si elles devaient être retenues par le Groupe spécial".

B. S'AGISSANT DU MANDAT

2. Le Brésil pense comme les CE que le mandat du groupe spécial est important pour deux raisons majeures. Premièrement, le mandat établit la sphère de compétence du groupe spécial. Deuxièmement, il remplit un objectif important qui est de garantir une procédure régulière.[2] C'est pourquoi l'ORD a insisté sur le fait que le mandat devait respecter un certain critère de clarté.

3. Toutefois, si l'on considère la liste des allégations qui ne relèvent prétendument pas du mandat du Groupe spécial[3], les CE semblent croire que l'article 6:2 du Mémorandum d'accord impose au requérant l'obligation d'énoncer, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, tous les éléments de chacune des obligations qu'il entend invoquer pour défendre sa position.

4. Le Brésil fait valoir que l'interprétation des CE est non seulement en contradiction avec la lettre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord mais aussi incompatible avec l'esprit et le but dudit article.[4]

---

[1] Première communication écrite des CE, ci-après dénommée ECFS, paragraphe 23.

[2] *CE - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, rapport de l'Organe d'appel ("rapport de l'Organe d'appel CE - Bananes"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, paragraphe 142.

[3] ECFS, paragraphe 24.

[4] Dans son rapport sur l'affaire *États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 166, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "Les règles de procédure du mécanisme de règlement des différends de l'OMC ont pour objet de promouvoir non pas la mise au point de techniques en matière de contentieux mais simplement le règlement équitable, rapide et

5. Le Brésil rappelle que dans l'affaire *Corée - Mesure de sauvegarde appliquée aux produits laitiers*, l'Organe d'appel a estimé que la **simple énumération des articles** de l'accord sur lesquels la plainte était fondée "suffi[sait], compte tenu des circonstances entourant l'affaire, pour satisfaire au critère de clarté dans l'énoncé du fondement juridique de la plainte".[5] En d'autres termes, l'Organe d'appel n'a pas dit qu'une "simple énumération" serait *nécessairement* insuffisante au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

6. Il est incontestable que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil satisfait au moins au critère minimum de clarté visé à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En fait, au début de sa demande, le Brésil a énuméré les dispositions de l'Accord antidumping que, selon lui, les CE avaient enfreintes (articles 1 à 7, 9, 11, 12 et 15). En indiquant la mesure communautaire en cause et les dispositions de l'OMC que, selon lui, les CE avaient enfreintes, le Brésil a énoncé clairement le "problème" en question et a ainsi dûment respecté la prescription relative aux "règles minimales" en matière de spécificité établie dans le Mémorandum d'accord.[6]

7. Ensuite, le Brésil a exposé plus précisément certains de ses arguments concernant l'ouverture et la conduite par les CE de l'enquête, la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage, le lien de causalité entre le dumping et le dommage, le statut de pays en développement, l'imposition et le recouvrement des droits antidumping, ainsi que l'avis au public et les explications.

8. Dans cette partie de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil fait aussi référence à de nombreux paragraphes des articles que, selon lui, les CE ont enfreints. En outre, il fournit des exemples des arguments qu'il présentera dans sa première communication. Cela apparaît clairement, par exemple, au paragraphe 5 de la demande d'établissement, dans lequel l'expression "par exemple" est utilisée. Le Brésil estime donc que sa demande d'établissement d'un groupe spécial fait bien plus que simplement énumérer les articles de l'Accord antidumping que, selon lui, les CE ont violés.

9. En ce qui concerne certaines allégations qui ne sont prétendument pas mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil renvoie à l'affaire *Argentine - Chaussures*, dans laquelle le Groupe spécial a établi qu'"un instrument juridique qui n'est pas explicitement mentionné dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, mais qui a un lien direct avec une mesure qui y est expressément désignée, peut être examiné à bon droit par le Groupe spécial".[7]

10. En d'autres termes, les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sont respectées si une "mesure" est **annexe ou si étroitement liée à** une mesure expressément indiquée et si on peut raisonnablement constater que la partie défenderesse a été suffisamment informée de la portée des allégations formulées par le requérant.

11. Le Brésil estime que les CE semblent confondre certains arguments que le Brésil a exposés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et les allégations concrètes qu'il a formulées dans cette même demande. Un bon exemple en est l'allégation concernant l'article 9.3 de l'Accord

---

efficace des différends commerciaux"; voir aussi *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("rapport de l'Organe d'appel Thaïlande - Poutres en H"), WT/DS122/AB/R, rapport adopté le 12 mars 2001, paragraphe 97.

[5] *Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel ("rapport de l'Organe d'appel Corée - Produits laitiers"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 124.

[6] *Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, rapport du Groupe spécial, WT/DS27/R/USA, adopté le 22 mai 1997, paragraphe 7.29.

[7] *Argentine - Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures* ("Argentine - Chaussures"), WT/DS121/R, rapport adopté le 25 juin 1999, paragraphe 8.35; voir aussi *Japon - Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs*, WT/DS44/R, rapport adopté le 22 avril 1998, paragraphe 10.8.

antidumping qui, selon les CE, ne relèverait pas du mandat. Toutefois, les CE elles-mêmes reconnaissent dans leur première communication écrite que l'allégation concernant l'article 9.3 est "entièrement subordonnée à d'autres allégations".[8] Elles ne contestent pas que ces "autres allégations" relèvent du mandat. Il est donc indiscutable que l'allégation concernant l'article 9.3 doit aussi relever et relève effectivement du mandat.

12. En outre, le Brésil soutient que les CE n'ont pas bien fait la distinction entre les allégations et les arguments. Comme l'a précisé l'Organe d'appel,

> "... il y a une grande différence entre les allégations indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui déterminent le mandat du groupe spécial au titre de l'article 7 du Mémorandum d'accord, et les *arguments* étayant ces allégations, qui sont exposées et progressivement précisées dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du groupe spécial avec les parties."[9] (italique dans l'original)

Par conséquent, alors que les *allégations* doivent être "indiquées de manière suffisante dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre à la partie défenderesse ... de connaître le fondement juridique de la plainte"[10], les *arguments* qui étayent ces allégations devraient être énoncés et précisés au cours de la procédure.

13. Ce n'est qu'à titre d'exemple que le Brésil avait exposé certains des arguments dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Rien n'oblige le Brésil à présenter de manière exhaustive tous les arguments étayant ses allégations, comme les CE semblent l'insinuer.

14. Enfin, le Brésil affirme que la question du caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial dépend du point de savoir si le défendeur, compte tenu des "circonstances entourant l'affaire", a été trompé quant aux allégations qui étaient en fait formulées contre lui d'une manière qui a effectivement porté atteinte à sa capacité de se défendre.[11] Le Brésil n'a jamais eu l'intention de tromper les CE, et il ne voit vraiment aucune raison valable qui permette de penser qu'il a trompé les CE de la façon dont elles semblent l'insinuer.

15. Quoi qu'il en soit, l'existence d'une atteinte doit être déterminée à la lumière de l'ensemble des circonstances et des considérations, "compte tenu du déroulement de la procédure du Groupe spécial", autrement dit il faut qu'une atteinte réelle ait été portée à la capacité du défendeur de défendre ses intérêts avant que l'on puisse constater qu'une simple énumération des dispositions est insuffisante au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

16. Le Brésil estime que les CE n'ont pas démontré, éléments de preuve à l'appui, qu'elles avaient subi une atteinte à cause de l'imprécision alléguée de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.

17. En outre, le Brésil note que les CE n'ont pas demandé de précisions concernant les allégations soulevées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial avant de formuler leurs allégations dans leur première communication écrite. Dans son rapport sur l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*, l'Organe d'appel a précisé qu'une telle demande pouvait être faite par la partie défenderesse et qu'il ne fallait pas abuser d'une argumentation selon laquelle il était porté atteinte aux droits de défense du défendeur. En outre, l'Organe d'appel a aussi prescrit de ne pas perdre de vue que les Membres de

[8] ECFS, paragraphe 132.
[9] *CE - Bananes*, paragraphe 141.
[10] *Ibid.*, paragraphe 142.
[11] Rapport de l'Organe d'appel *Corée - Produits laitiers*, paragraphe 127.

l'OMC devaient engager les procédures de règlement des différends "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend".[12]

18. De plus, le Brésil fait valoir et rappelle que ses allégations avaient déjà été soulevées dans sa demande de consultations[13] et que toutes ont été exposées pendant les consultations. Les CE étaient donc parfaitement au courant des prétentions du Brésil et n'ont pas cherché à obtenir d'autres explications. En conséquence, le Brésil estime que les CE n'ont absolument pas établi que l'insuffisance alléguée de la demande d'établissement d'un groupe spécial avait porté atteinte à leurs droits en tant que défendeur.[14]

C. S'AGISSANT DES ALLÉGATIONS DES CE RELATIVES AU "CARACTÈRE VAGUE"

19. En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle certaines allégations formulées par le Brésil sont "vagues", le Brésil observe tout d'abord que les résumés qu'il a fournis dans sa première communication indiquent clairement le sens des allégations (et des arguments) qu'il a présentées dans cette communication et que ces résumés ont en fait supprimé tout risque de "caractère vague" concernant les allégations du Brésil. Néanmoins, les CE semblent insinuer qu'il "serait gravement porté atteinte" à leur droit à un examen équitable si les allégations devaient être retenues par le Groupe spécial.[15]

20. Le Brésil ne peut pas accepter cette interprétation et estime qu'elle est totalement infondée. Selon lui, en tout état de cause, des allégations selon lesquelles les allégations figurant dans les *communications écrites* des parties sont inexactes, imprécises et/ou vagues, devraient être analysées par le Groupe spécial lorsque celui-ci examine le différend quant au fond et, en règle générale, ces allégations ne peuvent pas être évaluées de façon approfondie, et encore moins rejetées, dans le cadre d'une décision préliminaire.

21. Comme il l'a déjà indiqué, le Brésil souscrit à l'avis des CE selon lequel la demande d'établissement d'un groupe spécial doit respecter un certain critère de clarté énoncé à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Toutefois, pour ce qui est des allégations dont il a été reconnu qu'elles *relevaient* du mandat du groupe spécial et qui lui sont donc soumises à bon droit, le Brésil estime que c'est au groupe spécial qu'il incombe de décider, lors de son analyse de la question quant au fond, si ces allégations sont ou non trop vagues pour être acceptées.[16]

22. Comme il est indiqué plus haut, le Brésil note que la pratique habituelle dans les procédures de l'OMC consiste à demander des précisions sur les questions peu claires soulevées par l'autre partie. Dans son rapport sur l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*, l'Organe d'appel a dit que "rien dans le Mémorandum d'accord n'empêch[ait] une partie défenderesse de demander à la partie plaignante d'autres précisions" sur les allégations que cette dernière avait formulées.[17] Selon l'Organe d'appel, il ne faut pas perdre de vue que les Membres de l'OMC devraient engager les procédures de règlement des différends "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". Le Brésil note que les CE n'ont absolument pas tenté d'obtenir des précisions concernant les allégations prétendument viciées.

---

[12] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande - Poutres en H*, paragraphe 97.
[13] Document WT/DS219/1 du 9 janvier 2001.
[14] Rapport de l'Organe d'appel *Corée - Produits laitiers*, paragraphe 131.
[15] ECFS, paragraphes 19 et suivants.
[16] Voir, par exemple, *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, rapport du Groupe spécial, WT/DS194/R, adopté le 29 juin 2001, paragraphes 8.120 et suivants; *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport du Groupe spécial, WT/DS70/R, adopté le 14 avril 1999, paragraphes 9.247 et suivants; *États-Unis - Restrictions à l'importation des vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, rapport du Groupe spécial, WT/DS24/R, adopté le 8 novembre 1996, paragraphes 7.38 et suivants.
[17] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande - Poutres en H*, paragraphe 97.

23. Même si le Groupe spécial devait accepter le principe de base des CE selon lequel une décision préliminaire peut être demandée à cause de ce "caractère vague", le Brésil rappelle que c'est aux CE qu'il incombe de prouver qu'il serait "gravement porté atteinte" à leurs droits fondamentaux si les allégations prétendument "vagues" devaient être retenues par le Groupe spécial.

24. Enfin, le Brésil souscrit à l'affirmation des CE selon laquelle "le Membre défendeur ne devrait pas être lui-même tenu d'**indiquer** les dispositions qu'il est accusé d'enfreindre".[18] Toutefois, il estime que les obligations que, selon lui, les CE ont enfreintes sont clairement "indiquées" dans sa première communication. Par conséquent, si l'on considère la définition du caractère vague donnée par les CE, qui porte essentiellement sur l'absence d'indication du fondement juridique de la plainte, les allégations du Brésil ne peuvent pas être considérées comme vagues étant donné qu'il a clairement indiqué ce fondement juridique dans sa première communication écrite.

25. Quoi qu'il en soit, le Brésil estime que les allégations concernant le prétendu caractère vague des allégations présentées dans la première communication doivent être examinées lors de l'analyse quant au fond effectuée dans le rapport du Groupe spécial, et non au stade préliminaire. Si le Groupe spécial en décide autrement, le Brésil estime que ses allégations ne peuvent pas être considérées comme vagues et que c'est aux CE qu'il incombe de prouver qu'il serait porté atteinte à leurs droits en tant que défendeur si ces allégations prétendument vagues devaient être retenues par le Groupe spécial.

D. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES POINTS PARTICULIERS SOULEVÉS PAR LES CE DANS LEUR DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE

a) S'agissant du caractère prétendument vague

26. S'agissant du caractère prétendument vague de certaines de ses allégations, le Brésil aimerait, compte tenu également du paragraphe 13 des Procédures de travail du Groupe spécial, apporter la réponse suivante:

27. Les CE semblent affirmer que

i) "l'allégation figurant à la ligne 1226 de la BFS, examinée au paragraphe 63 ci-dessous";

ii) "l'allégation figurant à la ligne 1737 de la BFS, examinée au paragraphe 106 ci-dessous";

iii) "l'allégation figurant à la ligne 3840 de la BFS, examinée au paragraphe 221 ci-dessous";

iv) "l'allégation figurant à la ligne 4750 de la BFS, examinée au paragraphe 253 ci-dessous";

v) "l'allégation figurant à la ligne 7160 de la BFS, examinée au paragraphe 339 ci-dessous";

vi) "l'allégation figurant à la ligne 9762 de la BFS, examinée au paragraphe 489 ci-dessous";

vii) "l'allégation figurant à la ligne 9922 de la BFS, examinée au paragraphe 499 ci-dessous"; et

[18] ECFS, paragraphe 20.

viii) "toutes les allégations formulées au titre du point 19, examinées au paragraphe 515 ci-dessous" sont indûment vagues et devraient être rejetées.

28. Le Brésil réfute énergiquement chacune de ces allégations des CE selon lesquelles les allégations sont vagues. S'agissant de la "demande" (première allégation des CE)[19], le Brésil fait valoir en substance que, comme la demande donnait une définition du produit plus large que celle qui avait été retenue dans l'enquête, les renseignements qu'elle fournissait conformément à l'article 5.2 étaient inexacts et dénués d'intérêt et que, par conséquent, le producteur-exportateur brésilien n'était pas en mesure de défendre dûment ses intérêts, comme le prévoyait l'article 6.2. Il convient de noter que la demande et l'avis d'ouverture ont été les seules sources d'information dont l'exportateur brésilien a disposé jusqu'à la divulgation précédant le règlement provisoire. Le Brésil rappelle que ces allégations ont été clairement présentées aux pages 22 à 35 de sa première communication.

29. En ce qui concerne le "réexamen d'office" (deuxième allégation des CE), le Brésil allègue en résumé que les CE ont enfreint l'article 11.2 car elles n'ont pas engagé de leur propre initiative un réexamen concernant la nécessité de maintenir les mesures alors que, compte tenu de la nouvelle situation existant après la dévaluation de la monnaie brésilienne, un tel réexamen était justifié. Le Brésil rappelle que cette allégation a été clairement présentée aux pages 35 à 46 de sa première communication.

30. En ce qui concerne la "conversion de monnaies" (troisième allégation des CE), le Brésil a estimé dans sa première communication que les CE avaient enfreint l'article 2.4.1 en ne convertissant pas les monnaies en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente. Le Brésil rappelle que cette allégation a été clairement présentée aux pages 93 à 97 de sa première communication.

31. En ce qui concerne les "autres codes NC" (quatrième allégation des CE), le Brésil allègue en substance que les CE n'ont pas respecté l'obligation de procéder à un "examen objectif" au titre de l'article 3.1 étant donné qu'elles ont refusé d'étudier l'allégation de Tupy selon laquelle le produit visé était importé sous des codes NC autres que le code 7307 19 10. Le fondement juridique de l'allégation du Brésil est clairement exposé à la page 115 de sa première communication.

32. En ce qui concerne les "circuits de distribution" (cinquième allégation des CE), le Brésil allègue en substance que les CE n'ont pas respecté l'obligation de procéder à un "examen objectif" prévue à l'article 3.1 car elles ont indiqué mais n'ont pas examiné si les conditions de concurrence étaient similaires. Le fondement juridique de l'allégation du Brésil est clairement exposé aux pages 170 et 171 de sa première communication.

33. En ce qui concerne la substitution (sixième allégation des CE), le fondement juridique de cette allégation est clairement exposé aux pages 170 et 171 de la première communication.

34. En ce qui concerne la différence entre les deux variantes du produit visé (septième allégation des CE), le fondement juridique de cette allégation est clairement exposé à la page 235 de la première communication.

35. En ce qui concerne les "allégations relatives à l'avis au public" (huitième allégation des CE), le Brésil pense comme les CE que "ces dispositions sont très longues et contiennent de nombreuses clauses et clauses subsidiaires".[20] Toutefois, il estime que l'obligation fondamentale, commune à l'ensemble de ces dispositions et clauses subsidiaires, est liée à une seule prescription simple, celle qui concerne la transparence. Comme le Groupe spécial *CE - Linge de lit* l'a établi dans les mêmes

[19] Le Brésil note que les CE renvoient à la ligne 1185 de la BFS.
[20] ECFS, paragraphe 515.

circonstances, les prescriptions de l'article 12.2 "assurent toute la transparence pour ce qui est des décisions dont il est donné avis".[21]

36. Le Brésil rappelle en outre la déclaration générale qui figure à la page 240 de sa première communication, selon laquelle "comme corollaire des allégations de violation quant au fond, le Brésil estime aussi que les CE ont enfreint les prescriptions en matière de transparence de l'article 12.2 en n'expliquant pas de manière adéquate leurs décisions". En outre, il était également dit que les "avis au public ou rapports distincts [des CE] n'exposaient pas le raisonnement des CE en vertu duquel elles avaient appliqué les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping (par le biais du règlement de base des CE) comme elles l'avaient fait". Le Brésil a aussi fait valoir que "contrairement aux obligations qui résultaient pour elles de l'article 12, les CE n'avaient pas expliqué le choix de leur méthodologie, leurs analyses et leurs conclusions sur les points de fait, et n'avaient pas expliqué pourquoi elles avaient écarté les arguments du producteur-exportateur brésilien concerné". Comme toutes les allégations distinctes du Brésil concernant l'article 12 témoignent du fait que les CE ont enfreint leur obligation de transparence en ne fournissant pas pour justifier l'imposition de droits antidumping en l'espèce des décisions publiques dûment motivées, l'allégation des CE devrait être considérée sans fondement.

b) S'agissant des allégations de rejet formulées par les CE

Article 9.3

37. Les CE semblent affirmer que "*l'allégation (BFS, ligne 1760) d'infraction à l'article 9.3 (paragraphe 132 ci-dessous)*", "*l'allégation (BFS, ligne 2350) d'infraction à l'article 9.3 (paragraphe 134 ci-dessous)*", "*l'allégation (BFS, ligne 2685) d'infraction à l'article 9.3 (paragraphe 178 ci-dessous)*", "*l'allégation (BFS, ligne 3845) d'infraction à l'article 9.3 (paragraphe 230 ci-dessous)*" et "*l'allégation (BFS, ligne 3970) d'infraction à l'article 9.3 (paragraphe 248 ci-dessous)*" n'étaient pas visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial.

38. Le Brésil réfute l'affirmation des CE selon laquelle ces allégations n'étaient pas visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial et devraient être rejetées. Le Brésil a mentionné, entre autres, l'article 9 ("*imposition et recouvrement de droits antidumping*") sur la base duquel il a contesté les mesures des CE. Il a donc, en indiquant la disposition de l'OMC que, selon ses allégations, les CE avaient enfreinte (article 9), énoncé clairement le "problème" en question. En outre, comme l'a aussi estimé, par exemple, le Groupe spécial (*Thaïlande – Poutres en H*), "la nature de l'enquête antidumping qui a abouti à l'imposition de la mesure contestée [fait] qu'en toute logique certains paragraphes" de la disposition de l'Accord antidumping visée (qui n'a pas été spécifiée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial) "[sont] nécessairement"[22] pertinents ou applicables (ou, selon le cas, non pertinents ou inapplicables dans le cadre du différend). Cela est particulièrement vrai lorsque, comme cela est expliqué en détail ci-dessous, l'invocation de la disposition de l'Accord antidumping en question découle en fait automatiquement de l'application d'autres dispositions de l'Accord antidumping qui sont spécifiquement mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

39. Qui plus est, l'article 9.3 est une disposition générale qui oblige les Membres à ne pas imposer de mesures antidumping d'un montant supérieur à la marge de dumping "déterminée selon l'article 2". Comme cela a été indiqué au paragraphe 11 ci-dessus, les CE elles-mêmes reconnaissent (paragraphes 132, 134, 178, 230 et 248) que les allégations du Brésil concernant l'article 9.3 sont "entièrement subordonnées à d'autres allégations", et elles ne contestent pas que ces autres allégations relèvent du mandat. Puisque la constatation de l'existence d'une violation de l'article 9.3 découle

[21] *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde*, WT/DS141/R, rapport adopté le 30 octobre 2000, paragraphe 6.260.

[22] Toutes les citations renvoient au paragraphe 7.21 du rapport de ce groupe spécial.

automatiquement des incompatibilités existant avec les autres articles de l'Accord antidumping, le Brésil estime qu'il ne peut pas exister une quelconque obligation supplémentaire de mentionner expressément ledit article dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

40. Le Brésil estime donc que la demande des CE devrait être rejetée.

Article 5.2

41. Les CE affirment que "*l'allégation (BFS, ligne 1185) d'infraction à l'article 5.2 au motif que les produits visés par l'enquête doivent être identiques à ceux qui sont décrits dans la demande (paragraphe 52 ci-dessous)*" et "*l'allégation (BFS, ligne 1228) d'infraction à l'article 5.2 sous prétexte que la demande n'incluait pas une liste complète des importateurs connus (paragraphe 69 ci-dessous)*" devraient être rejetées.

42. En ce qui concerne la dernière allégation, le Brésil observe que les CE font une référence croisée au "paragraphe 67 ci-dessous". Bien que les CE aient indiqué au paragraphe 20 de l'ECFS que "le Membre défendeur ne devrait pas être lui-même tenu d'indiquer les dispositions qu'il est accusé d'enfreindre", le Brésil a, dans un esprit de coopération, indiqué que la référence correcte pourrait être le paragraphe 66.

43. Le Brésil réfute l'affirmation des CE selon laquelle il n'a pas clairement indiqué ces "allégations" relevant de l'article 5 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. La partie introductive de la demande d'établissement précise, entre autres, que "[l]e Brésil estime que l'ouverture de l'enquête ... par les CE sont des actions incompatibles avec les dispositions ci-après de l'Accord antidumping et du GATT de 1994". Le Brésil a également indiqué que ses allégations de violation de l'article 5 concernaient "en particulier (mais non exclusivement)" l'article 5.2. Il a aussi observé brièvement au paragraphe 5 que les CE "ne [s'étaient] pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 5 parce que (par exemple) la demande ne comportait pas de description complète du volume et de la valeur de la production nationale du produit similaire que représentaient les requérants (article 5.2 i))". L'expression "par exemple" montre que le Brésil n'entendait pas être exhaustif mais plutôt donner des exemples montrant que certains aspects de la demande et, sur la base de cette demande, l'ouverture ultérieure de l'enquête par les CE n'étaient pas conformes aux prescriptions de l'article 5. En outre, la question de l'ouverture de l'enquête a été soulevée pendant les consultations entre le Brésil et les CE.

44. Comme dans sa première communication, le Brésil a indiqué que ses allégations de violation de l'article 5 de l'Accord antidumping concernaient l'article 5.2 et l'article 5.3 et, étant donné non seulement que les deux articles étaient mentionnés mais aussi qu'"un bref exposé du fondement juridique était fourni" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil estime donc que la demande d'établissement d'un groupe spécial fait bien plus que simplement mentionner l'article 5 prétendument violé par les CE.

Article 6.2

45. Les CE affirment que "*l'allégation (BFS, ligne 1226) selon laquelle la différence présumée entre les produits visés dans la demande et les produits visés par l'enquête a empêché Tupy d'être en mesure de défendre correctement ses intérêts, en violation de l'article 6.2 (paragraphe 67 ci-dessous)*" ne relève pas du mandat.

46. Le Brésil note, dans un esprit de coopération, que la référence correcte est probablement le paragraphe 63.

47. Le Brésil n'accepte pas d'exclure cette allégation. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, il fait référence non seulement à l'article 6 mais aussi spécifiquement au paragraphe 2

de cet article dont ses allégations de violation relèvent. Le Brésil a aussi souligné au paragraphe 8 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial que les CE "[avaient] manqué à leurs obligations au titre de l'article 6 parce que, entre autres choses, elles ne [s'étaient] pas assurées ... et elles [avaient] donc aussi privé Tupy de toutes possibilités de défendre ses intérêts sur ces questions notamment (article 6.2)" (non souligné dans l'original). Au surplus, le Brésil estime que les articles 5.2 et 6.2 sont liés intrinsèquement, autrement dit comme la demande donnait une définition du produit plus large que celle qui avait été retenue dans l'enquête, elle fournissait des renseignements inexacts et dénués d'intérêt et, par conséquent, le producteur-exportateur brésilien n'était pas en mesure de défendre dûment ses intérêts, comme le prévoyait l'article 6.2. Enfin, la question de l'ouverture de l'enquête et celle des éléments de preuve ont été soulevées pendant les consultations entre le Brésil et les CE.

48. Comme dans sa première communication, le Brésil a indiqué que la façon de procéder des CE avait empêché Tupy d'être en mesure de défendre dûment ses intérêts, ce qui contrevenait à l'article 6.2, et, étant donné que l'article 6.2 et "un bref exposé du fondement juridique" figuraient dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil estime que cette demande d'établissement fait bien plus que simplement mentionner l'article 6 prétendument violé par les CE.

Article 2.2.2

49. Les CE recommandent que "*l'allégation (BFS, ligne 2233) d'infraction à l'article 2.2.2 en raison de l'utilisation de critères différents pour le calcul des frais ACG et des bénéfices (paragraphe 121 ci-dessous)*" soit rejetée.

50. Le Brésil ne partage pas l'avis des CE. L'article 2 et spécifiquement le paragraphe 2 de cet article, dont les allégations de violation du Brésil relèvent, étaient mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Le Brésil a aussi brièvement souligné, au paragraphe 17 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, que la façon dont les CE avaient construit les valeurs normales pour certains types de produits visés par l'enquête contrevenait aux prescriptions de l'article 2.2. Étant donné que la question de la "construction des valeurs normales" était mentionnée, la question soulevée par les CE, qui découlait *automatiquement* des incompatibilités existant avec l'article 2.2, était aussi visée. Qui plus est, la question de l'ouverture de l'enquête a été soulevée pendant les consultations entre le Brésil et les CE.

51. Par conséquent, le Brésil, en identifiant les points ci-dessus, a énoncé clairement le "problème" en question.

Article 6.13

52. Les CE affirment que "*l'allégation (BFS, ligne 3821) d'infraction à l'article 6.13 (paragraphe 220 ci-dessous)*" n'était pas visée par la demande d'établissement d'un groupe spécial.

53. Dans ledit paragraphe 220, les CE affirment que "le Brésil ne présente aucun élément de preuve étayant cette allégation". Toutefois, étant donné que l'allégation des CE est "inopportune" à ce stade de la procédure de règlement du différend et ne concerne pas le point de savoir si l'allégation du Brésil était visée par la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil demande au Groupe spécial de rejeter l'affirmation des CE.

Exactitude des renseignements

54. Les CE affirment que "*l'allégation (BFS, ligne 4750) selon laquelle les autorités des CE ne se sont pas assurées de l'exactitude des renseignements contenus dans la demande (paragraphe 253 ci-dessous)*" n'est pas visée par la demande d'établissement d'un groupe spécial.

55. Dans le cadre de cette allégation, les CE font référence au "paragraphe 253 ci-dessous". Or, dans ce paragraphe, les CE indiquent que "le Brésil fait aussi valoir (BFS, ligne 4750) que le volume des importations n'a pas été dûment établi car les autorités des CE ne se sont pas assurées de l'exactitude des renseignements communiqués par Tupy au sujet des importations effectuées sous d'autres codes NC. Il s'agit d'une nouvelle allégation qui n'était pas mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et devrait être rejetée par le Groupe spécial au motif qu'elle ne relève pas de son mandat (paragraphe 23 ci-dessus)".

56. Bien que le Brésil ait, dans un esprit de coopération, essayé de comprendre comment l'allégation de rejet des CE et les raisons mentionnées au paragraphe 253 étaient liées, il ne voit aucun rapport entre cette allégation et le raisonnement. En conséquence, il demande au Groupe spécial de rejeter l'affirmation des CE.

57. Toutefois, dans un souci de transparence, le Brésil aimerait souligner que l'article 3 et spécifiquement les paragraphes 1 et 2 de cet article dont son allégation de violation relevait étaient mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, au paragraphe 26 de la demande d'établissement, le Brésil a fait valoir que "[l]es CE [n'avaient] pas examiné s'il y avait eu augmentation notable des importations en provenance du Brésil qui faisaient l'objet d'un dumping, soit en quantités absolues, soit par rapport à la production ou à la consommation des CE". Étant donné que l'allégation du Brésil, que les CE aimeraient voir rejetée, concerne "le volume des importations", elle est visée par le paragraphe 26 de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

Article 3.2

58. Les CE font valoir que "*l'allégation (BFS, ligne 5294) d'infraction à l'article 3.2 parce que l'examen de la sous-cotation notable était limité aux produits pour lesquels il existait des produits des CE correspondants (paragraphe 272 ci-dessous)*" n'est pas visée par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.

59. Le Brésil n'est pas d'accord. La demande d'établissement d'un groupe spécial fait référence non seulement à l'article 3 mais aussi spécifiquement au paragraphe 2 de cet article dont ses allégations de violation relèvent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Le Brésil a aussi souligné au paragraphe 27 de sa demande d'établissement que "[l]es CE ne [s'étaient] pas acquittées de leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.2 parce qu'elles n'[avaient] pas, entre autres choses, examiné (sur la base d'éléments de preuve positifs) quel était l'effet des importations faisant prétendument l'objet d'un dumping sur les prix, ..." (non souligné dans l'original). Le Brésil fait valoir que l'examen effectué par les CE en ce qui concerne la sous-cotation des prix au titre de l'article 3.2 ne portait pas sur les "*importations faisant l'objet d'un dumping*". Par conséquent, il estime que tous les aspects des déterminations relatives à la sous-cotation des prix et à la vente à des prix inférieurs, qu'il s'agisse de la "réduction à zéro" ou de la "correspondance", étaient visés par la demande d'établissement d'un groupe spécial. Le Brésil estime aussi que l'"allégation" désignée est en fait un argument étayant l'allégation relative à la notion de l'"effet sur les prix". Enfin, l'expression "entre autres choses" montre que le Brésil n'entend pas être exhaustif mais plutôt donner des exemples montrant que certains aspects de la comparaison des prix n'étaient pas conformes à l'article 3.

Article 6.2 et 6.9

60. Les CE allèguent que "*les allégations (BFS, ligne 7210) au titre de l'article 6.2 et de l'article 6.9 qui sont liées au point 16 (paragraphe 347 ci dessous)*" et "*l'allégation (BFS, ligne 9160) concernant l'article 6.2 et l'article 6.9 (paragraphe 446 ci-dessous)*" n'étaient pas visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial.

61. S'agissant de la première allégation, le Brésil estime qu'au paragraphe 347, les CE présentent une argumentation qui n'a aucun lien avec l'article 6.2 ni avec l'article 6.9. Là encore, le Brésil a, dans un esprit de coopération, indiqué que la référence correcte est probablement le paragraphe 343.

62. Le Brésil s'oppose vivement à la demande visant à exclure cette allégation. En substance, il estime qu'en ne divulguant pas les achats et les exportations des producteurs communautaires, les CE ont empêché l'exportateur brésilien d'être en mesure de vérifier la conformité des données utilisées, ce qui contrevient, entre autres, à l'article 6.2 et l'article 6.9.

63. Comme il est indiqué ci-dessus, le Brésil fait référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial non seulement à l'article 6, mais aussi spécifiquement au paragraphe 2 de cet article dont ses allégations de violation relèvent. Le Brésil a aussi souligné au paragraphe 8 de la demande d'établissement que les CE "[avaient] manqué à leurs obligations au titre de l'article 6 parce que, entre autres choses, elles ne [s'étaient] pas assurées ... et elles [avaient] donc aussi privé Tupy de toutes possibilités de défendre ses intérêts sur ces questions notamment (article 6.2)" (non souligné dans l'original). De plus, le Brésil estime que l'article 6.2 et l'article 6.9 sont liés, c'est-à-dire que la première phrase du premier établit une obligation importante concernant la régularité de la procédure et que le dernier est une application importante de cette obligation dans le cadre de la détermination finale. En substance, comment les parties intéressées auraient-elles toutes possibilités de défendre leurs intérêts si l'autorité chargée de l'enquête ne divulguait pas les faits essentiels examinés avant d'imposer les mesures définitives? En conséquence, le Brésil estime que les deux articles étaient visés par la demande d'établissement d'un groupe spécial et que la proposition de rejet des CE devrait être écartée.

Article 3.4

64. Les CE affirment que "*les allégations concernant l'examen des facteurs de dommage spécifiques énumérés à l'article 3.4 (paragraphe 350 ci-dessous), y compris en particulier l'allégation (BFS, ligne 7909) concernant l'examen inadéquat des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs", en violation de l'article 3.4 (paragraphe 371 ci-dessous*)" devraient être rejetées. S'agissant de la dernière allégation, le Brésil note que la référence correcte est probablement le paragraphe 372.

65. Le Brésil réfute l'affirmation des CE. Il fait référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial à l'article 3 et à l'article 3.1 ainsi qu'à l'article 3.4. En outre, les allégations étaient clairement visées par le paragraphe 29 de la demande d'établissement. Le Brésil estime aussi que l'"allégation" désignée est un argument parmi plusieurs interprétant l'obligation d'examiner les facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4. Le Brésil estime donc que l'affirmation des CE devrait être rejetée.

Article 3.5

66. Les CE affirment que "*l'allégation (BFS, ligne 9008) de violation de l'article 3.5 fondée sur l'"avantage comparatif" de Tupy (paragraphe 432 ci-dessous)*" ainsi que "*l'allégation (BFS, ligne 9922) d'infraction à l'article 3.5 fondée sur les différences entre les accessoires "à cœur noir" et "à cœur blanc" (paragraphe 500 ci-dessous)*" n'étaient pas indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et devraient être rejetées.

67. Le Brésil réfute l'affirmation des CE selon laquelle ces allégations devraient être rejetées. Premièrement, le Brésil a mentionné à la fois l'article 3, l'article 3.1 et l'article 3.5 dont relèvent ses allégations de violation dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, le paragraphe 30 de la demande d'établissement mentionne clairement que "[l]es CE ne se sont pas assurées que le dommage causé à la branche de production nationale des CE ... n'était pas attribué aux importations du produit visé en provenance du Brésil". Par conséquent, l'allégation selon laquelle les CE ont violé l'article 3.1 et l'article 3.5 en imputant aux importations faisant prétendument l'objet d'un

dumping le dommage causé par des facteurs autres que les importations faisant prétendument l'objet d'un dumping est juste une reformulation du paragraphe 30 de la demande d'établissement d'un groupe spécial. De plus, la question des différences dans les coûts de production a été portée devant les CE par l'exportateur brésilien au cours de l'enquête antidumping. Le Brésil estime également que les "allégations" désignées sont en fait des arguments étayant l'allégation relative à la notion du lien de causalité. Par conséquent, la demande des CE devrait être considérée sans fondement.

Article 6.6

68. Les CE affirment que "*l'allégation (BFS, ligne 9338) concernant l'article 6.6 (paragraphe 448 ci-dessous)*" devrait être rejetée.

69. Le Brésil n'est pas du tout d'accord et demande au Groupe spécial de réfuter l'affirmation des CE. Vu que l'article 6 et l'article 6.6 étaient mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil a énoncé clairement le "problème" en question. En outre, il a dit, au paragraphe 8 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, que "[l]es CE [avaient] manqué à leurs obligations au titre de l'article 6 parce que, entre autres choses, elles ne [s'étaient] pas assurées de l'exactitude de certains renseignements qui lui avaient été fournis par Tupy concernant ... l'importation par les producteurs communautaires du produit visé en provenance de pays qui ne faisaient pas l'objet de l'enquête ... (article 6.6)". En conséquence, les importations en provenance de Pologne étaient visées par la demande d'établissement. Enfin, comme le disent les CE, la question des importations en provenance de Pologne a été portée devant les CE par l'exportateur brésilien au cours de l'enquête antidumping correspondante.

Article 12

70. Enfin, les CE allèguent que "*l'allégation (BFS, ligne 10158) d'infraction à l'article 12.2 et à l'article 12.2.2 (paragraphe 520 ci-dessous)*", "*les allégations (BFS, ligne 10165) de manquement à l'obligation de fournir des renseignements au titre de l'article 12.1 (paragraphe 522 ci-dessous)*", "*l'allégation (BFS, ligne 10235) concernant la divulgation et l'article 12 (paragraphe 529 ci-dessous)*", "*l'allégation (BFS, ligne 10265) d'infraction à l'article 12.2 et 12.2.2 (paragraphe 532 ci-dessous)*", "*l'allégation (BFS, ligne 10414) d'infraction à l'article 12.2 et à l'article 12.2.2 (paragraphe 544 ci-dessous)*" et "*l'allégation (BFS, ligne 10470) d'infraction à l'article 12.2 et à l'article 12.2.2 (paragraphe 550 ci-dessous)*" n'étaient pas visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial.

71. Le Brésil réfute l'affirmation des CE selon laquelle il n'a pas clairement indiqué les "allégations" relevant de l'article 12 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En mentionnant l'article 12 ("Avis au public et explication des déterminations") et, spécifiquement, le paragraphe 2 de cet article dont relèvent certaines allégations de violation dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil a énoncé clairement les "problèmes" en question. Dans un souci de transparence, il souligne également que les problèmes ont été résumés aux paragraphes 11 à 15 et 36 de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

72. En outre, le Brésil estime que l'article 12.1 est une disposition générale établissant des prescriptions relatives à la notification et à l'avis au public concernant l'ouverture d'une enquête. Plus précisément, l'article 12.1.1 prescrit ce qui suit: "[un] avis au public concernant l'ouverture d'une enquête contiendra des renseignements adéquats ... sur les points suivants: i) ... produit en cause; ... iv) résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage; ..." Étant donné que le Brésil allègue que l'ouverture de l'enquête par les CE contrevient à l'article 5, une constatation l'existence d'une violation de l'article 12.1 découle de ces incompatibilités avec l'article 5.2. En conséquence, le Brésil estime qu'il ne peut pas exister une quelconque obligation supplémentaire de mentionner expressément ledit paragraphe dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

73. Enfin, le Brésil observe que les CE n'ont en aucune façon montré si, ni dans l'affirmative comment, les "omissions" qu'elles imputent au Brésil avaient porté atteinte à leurs intérêts en l'espèce. En l'absence de telles atteintes, le Brésil estime que les allégations des CE sont sans fondement et doivent donc être rejetées.

E. DEMANDE DU BRÉSIL

74. Au vu de ce qui précède, le Brésil demande que le Groupe spécial

i) rejette parce qu'infondée la demande de décision préliminaire des CE par laquelle celles-ci allèguent que les allégations formulées par le Brésil dans sa première communication écrite n'étaient pas dûment visées par sa demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS219/2, pièce n° 22 du Brésil);

ii) rejette parce qu'infondée la demande de décision préliminaire des CE par laquelle celles-ci allèguent que les allégations formulées par le Brésil dans sa première communication écrite sont vagues.

À titre subsidiaire, au cas où le Groupe spécial considérerait que l'une des demandes susmentionnées pourrait être fondée, le Brésil demanderait que toute décision finale à ce sujet soit prise uniquement lorsque toute la portée, le fond et toutes les circonstances du présent différend auront été dûment évalués de manière concluante.

ANNEXE B

Communications des tierces parties

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication du Japon en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication des États-Unis en tant que tierce partie	B-12

ANNEXE B-1

COMMUNICATION DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Le Japon s'est associé à la présente procédure en qualité de tierce partie afin d'appeler l'attention sur certaines violations systématiques des obligations dans le cadre de l'OMC que les Communautés européennes (CE) semblent avoir commises en imposant des droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable (accessoires de tuyauterie).[1] Sans prendre position sur les questions factuelles, le Japon demande que le Groupe spécial examine attentivement les mesures adoptées par les CE, afin de déterminer si elles ont violé l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), et des articles 1er, 2.4, 2.4.2, 3.1, 3.4, 3.5, 12.2.1 iv) et 12.2.2 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994.

2. Plus précisément, le Japon avance les quatre allégations suivantes:

- en "réduisant à zéro" les marges de dumping négatives calculées pour certains produits, les CE ont violé l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping;

- en n'examinant pas chacun des facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping et chacun des autres facteurs pertinents, les CE ont violé les articles 3.1, 3.4, 12.2.1 iv) et 12.2.2 de l'Accord antidumping;

- les CE ont violé l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping parce qu'elles n'ont pas fait en sorte que le dommage découlant de facteurs autres que les importations ne soit pas imputé aux importations; et

- en agissant de la manière indiquée dans les trois allégations qui précèdent, les CE ont violé l'article premier de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994 parce qu'elles n'ont pas mené leur enquête antidumping ni appliqué leur mesure antidumping en conformité avec les dispositions de l'Accord antidumping.

3. Les décisions de l'OMC en matière de règlement des différends ont déjà résolu la plupart des questions présentées dans la présente communication en tant que tierce partie. En particulier, la pratique de la réduction à zéro adoptée par les CE a déjà été déclarée incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping.[2] Par ailleurs, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont déclaré à maintes reprises que l'article 3.4 de l'Accord antidumping exigeait que l'autorité évalue chacun des 15 facteurs de dommage énumérés, de même que tous autres facteurs

[1] Puisque le gouvernement du Japon n'était pas partie à la procédure antidumping, il n'a pas de connaissance propre des faits. Les allégations du Japon relatives aux violations dans le cadre de l'OMC sont fondées sur les avis au public des déterminations faites par les autorités communautaires et sur l'exposé des faits présenté par le Brésil, Membre plaignant, dans sa communication au Groupe spécial.

[2] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R (1er mars 2001) (*Linge de lit*), paragraphe 66 ("la méthode de la "réduction à zéro" utilisée aux fins de l'établissement de "l'existence de marges de dumping", telle qu'elle a été appliquée par les Communautés européennes dans le cadre de l'enquête antidumping en cause dans le présent différend, est incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*").

pertinents, et présente les évaluations dans la détermination de l'existence d'un dommage rendue publique ou dans tout autre document public.[3] Les CE ne l'ont pas fait et, de plus, ont manqué à l'obligation de "non-imputation" énoncée à l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.[4]

II. ARGUMENT

A. EN "RÉDUISANT A ZÉRO" LES MARGES DE DUMPING NÉGATIVES CALCULÉES POUR CERTAINS PRODUITS, LES CE ONT VIOLÉ L'ARTICLE 2.4 ET 2.4.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

4. Les CE ont "réduit à zéro" les marges de dumping négatives qu'elles avaient calculées pour certains types de produits exportés vers les CE pendant la période couverte par l'enquête, en violation de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping. Elles n'ont pas ensuite déduit des marges de dumping qui, selon les calculs, étaient négatives des marges de dumping qui, d'après leurs calculs, étaient positives. Ainsi, elles n'ont pas procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale, en violation de l'article 2.4, et elles ont calculé une marge de dumping faussée, en violation de l'article 2.4.2. Si elles avaient satisfait à leurs obligations au titre de l'article 2.4 et 2.4.2, la valeur normale et, donc, toute marge de dumping auraient été moindres.

5. Selon la première phrase de l'article 2.4, "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale." L'article 2.4.2 précise par ailleurs que:

> Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction.

6. Dans l'affaire *Linge de lit*, le Groupe spécial a conclu que l'article 2.4 et 2.4.2 interdisait à un Membre (en l'espèce, comme ici, les CE) d'"établi[r] l'existence de marges de dumping suivant une méthode qui consistait à réduire à zéro les différences de prix négatives...".[5] L'Organe d'appel a confirmé cette conclusion en appel:

> lorsqu'elles "ont ramené certaines marges à zéro", les Communautés européennes ont affecté une valeur nulle aux "marges de dumping" se rapportant aux modèles dont la "marge de dumping" était "négative". Comme le Groupe spécial l'a fait remarquer à juste titre en ce qui concerne ces modèles, les Communautés européennes ont considéré que "la moyenne pondérée du prix à l'exportation ... éta[i]t égale à la moyenne pondérée de la valeur normale ..., alors qu'elle était en réalité plus élevée". En "ramenant à zéro" les "marges de dumping négatives", les Communautés européennes n'ont donc *pas* dûment tenu compte de l'ensemble des prix de *certaines* transactions à l'exportation, à savoir celles portant sur des modèles de linge de lit en coton pour lesquels des "marges de dumping négatives" avaient été établies. Les Communautés européennes ont plutôt traité ces prix à l'exportation comme s'ils étaient inférieurs à ce qu'ils étaient. Cela a eu pour effet de gonfler le résultat du calcul de la marge de dumping. Par conséquent, les Communautés européennes n'ont *pas* établi "l'existence de marges de dumping" en ce qui concerne le linge de lit en

---

[3] *Voir, par exemple, Thaïlande — Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R (12 mars 2001) (*Poutres en H)*, paragraphes 125 à 128.

[4] *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R (24 juillet 2001) (*États-Unis – Acier laminé à chaud)*, paragraphes 222 à 234.

[5] *Linge de lit*, WT/DS141/R (30 octobre 2000), paragraphe 6.119.

> coton sur la base d'une comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables - c'est-à-dire *toutes* les transactions portant sur *tous* les modèles ou types du produit visé par l'enquête. Par ailleurs, nous estimons également qu'une comparaison entre un prix à l'exportation et une valeur normale qui ne tient *pas* dûment compte des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables - comme c'est le cas avec la pratique de la "réduction à zéro" qui est en cause dans le présent différend - n'est *pas* une "comparaison équitable" entre un prix à l'exportation et une valeur normale, comme l'exigent le paragraphe 2.4 et l'alinéa 2.4.2.[6]

7. Ainsi, l'article 2.4 s'applique lorsqu'une autorité compare les moyennes pondérées des prix à l'exportation aux valeurs normales moyennes pondérées. Lorsque l'autorité regroupe les résultats des comparaisons de type individuel pour calculer une marge de dumping, elle doit inclure – et non considérer comme étant nul – tout "dumping négatif".

8. Les CE ont appliqué leur méthode désormais prohibée de la réduction à zéro dans la détermination concernant l'affaire *Accessoires de tuyauterie*, ainsi qu'il est exposé en détail dans la première communication du Brésil (10 octobre 2000) aux paragraphes 110 à 112.

9. Ainsi, les CE ont violé l'article 2.4.2 en calculant une marge de dumping faussée pour le produit concerné. Par ailleurs, elles ont violé l'article 2.4 et 2.4.2 en ne procédant pas à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Si elles avaient respecté leurs obligations au titre de l'article 2.4 et 2.4.2, la valeur normale aurait été moindre, ce qui aurait réduit la marge de dumping globale, si elle existait.

B. EN N'EXAMINANT PAS CHACUN DES FACTEURS DE DOMMAGE PERTINENTS ET CHACUN DES FACTEURS ÉNUMÉRÉS A L'ARTICLE 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING, LES CE ONT VIOLÉ LES ARTICLES 3.1, 3.4, 12.2.1 IV) ET 12.2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Une autorité doit examiner chacun des facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 et cette évaluation doit apparaître dans la détermination finale

10. Les CE ont violé leurs obligations au titre de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping, ainsi qu'il est allégué dans la première communication du Brésil (10 octobre 2001) aux paragraphes 174 à 208. Elles ont également violé l'article 12.2.1 iv) et 12.2.2 de l'Accord antidumping. Leur constatation de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs: elles n'ont pas évalué la totalité des 15 facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4, et n'ont pas pleinement examiné ceux qu'elles ont effectivement évalués. En outre, les facteurs qu'elles ont effectivement évalués ne constituent pas une base suffisante pour établir leur constatation positive de l'existence d'un dommage. Enfin, en ne décrivant pas tous les éléments qu'elles ont examinés dans leur détermination de l'existence d'un dommage figurant dans le règlement provisoire et le règlement définitif[7], elles ont violé l'article 12.2.1 iv) et 12.2.2 de l'Accord antidumping.

11. L'article 3.1 exige qu'une constatation de l'existence d'un dommage soit fondée sur des "éléments de preuve positifs" et comporte un "examen objectif" des facteurs qui y sont mentionnés. L'article 3.4 de l'Accord antidumping établit une liste non exhaustive de facteurs qu'une autorité doit examiner dans le cadre de l'enquête concernant le dommage. Selon l'article 3.4:

---

[6] *Linge de lit*, WT/DS141/AB/R (1er mars 2001), paragraphe 55 (note de bas de page omise).

[7] Règlement du Conseil (CE) n° 1784/2000 (11 août 2000), publié au *Journal officiel* L 208 (18 août 2000); Règlement du Conseil (CE) n° 449/2000 (28 février 2000), publié au *Journal officiel* L 055 (29 février 2000).

> L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

12. L'article 3.4 a été interprété dans plusieurs procédures de règlement des différends. Par exemple, dans la récente procédure *Poutres en H*, le Groupe spécial a interprété l'article 3.4 de la manière suivante:

> 7.229 Nous sommes d'avis que l'énoncé de l'article 3.4 montre clairement que tous les facteurs énumérés dans cet article doivent être examinés dans tous les cas. La disposition est spécifique et impérative à cet égard …
>
> * * *
>
> 7.231 Sur la base de cette analyse textuelle de l'article 3.4, nous sommes donc d'avis que chacun des 15 différents facteurs énumérés dans la liste impérative de facteurs figurant à l'article 3.4 doit être évalué par les autorités chargées de l'enquête …
>
> * * *
>
> 7.236 Nous sommes d'avis que la prescription de l'article 3.4 relative à l'"évaluation de tous les facteurs pertinents" doit être lue conjointement avec les prescriptions de portée plus générale de l'article 3.1 concernant les "éléments de preuve positifs" et l'"examen objectif" qui doivent intervenir dans la détermination de l'existence d'un dommage … l'article 3.4 fait obligation aux autorités d'établir correctement s'il existe une base factuelle pour étayer une analyse valable et bien motivée de la situation de la branche de production ainsi qu'une constatation de l'existence d'un dommage. Cette analyse ne découle pas d'une simple caractérisation du degré de "pertinence" ou de "non-pertinence" de chaque facteur, sans exception, mais doit être fondée sur une évaluation approfondie de la situation de la branche de production et, eu égard à la dernière phrase de l'article 3.4, doit contenir une explication convaincante de la manière dont l'évaluation des facteurs pertinents a débouché sur la détermination de l'existence d'un dommage.
>
> 7.237 Conformément à notre approche, indiquée plus haut, nous sommes d'avis que l'évaluation des facteurs prescrits doit apparaître dans les documents qui constituent la base de notre examen …[8]

13. L'Organe d'appel a confirmé la décision du Groupe spécial dans l'affaire *Poutres en H*, en concluant ce qui suit:

[8] *Poutres en H*, WT/DS122/R (28 septembre 2000), paragraphes 7.224 à 7.237 (non souligné dans l'original) (notes de bas de page omises).

> 125. ... Nous approuvons l'analyse du Groupe spécial dans sa totalité et l'interprétation qu'il donne du caractère impératif des facteurs mentionnés à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*.
>
> * * *
>
> 128. Nous concluons que le Groupe spécial a eu raison d'interpréter l'article 3.4 comme exigeant une évaluation impérative de tous les facteurs mentionnés dans cette disposition ...[9]

14. L'article 12.2.1 prescrit la publication d'un avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires dans toute enquête antidumping. Cet avis:

> ... donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments.[10]

Parmi les points qui, selon l'article 12.2.1 iv), doivent être contenus dans l'avis figurent:

> iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3.

15. L'article 12.2.2 prescrit la publication d'un avis au public d'une détermination finale positive prévoyant l'imposition d'un droit antidumping définitif. Cet avis:

> … contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales … En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs …[11]

16. Dans l'affaire *Mexique — SHTF*, le Groupe spécial a décidé que, parce que le Mexique n'avait pas fourni une explication des faits et conclusions qui sous-tendaient une décision des autorités nationales, il avait violé l'article 12.2.2. Plus précisément, le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

> Nous avons décidé ci-dessus que la décision du Mexique d'appliquer rétroactivement le droit antidumping définitif était incompatible avec les prescriptions de fond de l'article 10.2. Ce faisant, nous avons constaté qu'il n'y avait dans l'avis final aucune explication des faits et conclusions qui sous-tendaient la décision du Mexique à ce sujet. L'article 12.3 dispose expressément ce qui suit: "Les dispositions [de l'article 12] s'appliqueront *mutatis mutandis* ... aux décisions d'appliquer des droits à titre rétroactif prises au titre de l'article 10." Par conséquent, l'absence de toutes

[9] *Poutres en H*, WT/DS122/AB/R (12 mars 2001), paragraphes 125 à 128. *Voir également Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* (*Mexique – SHTF*), WT/DS132/R (28 janvier 2000), paragraphes 7.127 à 7.142; *Linge de lit*, WT/DS141/R (30 octobre 2000), paragraphes 6.154 à 6.162.

[10] Accord antidumping, article 12.2.1.

[11] Accord antidumping, article 12.2.2.

> constatations ou conclusions sur cette question est incompatible avec les obligations qui incombent au Mexique en vertu de l'article 12.2 et 12.2.2.[12]

Bien qu'elle n'ait pas été en cause dans l'affaire *Mexique — SHTF*, cette décision concernant l'avis au public d'une détermination finale positive est également applicable aux prescriptions de l'article 12.2.1 iv) concernant l'avis au public d'une mesure provisoire.

17. En résumé:

- une autorité doit évaluer ou déterminer la pertinence ou l'importance de chacun des facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 et des autres facteurs qui sont particulièrement pertinents; et

- l'évaluation par l'autorité de chacun des facteurs de dommage doit apparaître dans la détermination finale.

2. Les CE n'ont pas évalué chacun des facteurs de dommage indiqués à l'article 3.4 et ne les ont pas inclus dans leurs déterminations provisoire et finale

18. Un examen du règlement provisoire et du règlement définitif indique que les CE ont porté leur attention (dans une certaine mesure, du moins) sur neuf seulement des 15 facteurs mentionnés à l'article 3.4. Les facteurs qu'elles n'ont pas examinés sont les suivants: i) ventes; ii) bénéfices; iii) production; iv) part de marché; v) facteurs qui influent sur les prix intérieurs; vi) utilisation des capacités; vii) stocks; viii) emploi; et ix) investissement.[13] Elles n'ont donc pas évalué les facteurs suivants: i) diminution effective et potentielle de la productivité; ii) diminution effective et potentielle du retour sur investissement; iii) effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités; iv) effets négatifs, effectifs et potentiels, sur les salaires; v) effets négatifs, effectifs et potentiels, sur la croissance; vi) effets négatifs, effectifs et potentiels, sur la capacité de se procurer des capitaux; et vii) importance de la marge de dumping.

19. Ainsi qu'il est noté plus haut au paragraphe 12, le Groupe spécial *Poutres en H* a décidé ce qui suit: "l'évaluation des facteurs prescrits doit apparaître dans les documents qui constituent la base de notre examen".[14] Étant donné que les documents qui constituent la base de l'examen dans le présent différend ne comportent aucune mention des sept facteurs identifiés au paragraphe précédent, les CE n'ont pas satisfait aux obligations au titre de l'article 3.4, telles qu'elles ont été interprétées par le Groupe spécial *Poutres en H*.

20. En outre, comme dans l'affaire *Mexique — SHTF* (citée plus haut au paragraphe 16), l'absence de constatations ou de conclusions concernant les sept facteurs identifiés ci-dessus dans les avis au public du règlement provisoire et du règlement définitif des CE constitue également une violation des obligations énoncées à l'article 12.2.1 iv) et 12.2.2.

3. L'évaluation par les CE des facteurs qu'elles ont effectivement examinés était insuffisante

21. Le Japon demande que le Groupe spécial examine attentivement si l'analyse faite par les CE des facteurs ci-après qu'elles ont effectivement pris en considération – capacité de production, utilisation des capacités, volume des ventes, part de marché, stocks, rentabilité et emploi dans la

---

[12] *Mexique — SHTF*, WT/DS132/R (28 janvier 2000), paragraphe 7.198.

[13] Le dernier facteur cité est "la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement". Les CE ont bien fait référence à l'investissement dans leurs règlements, mais elles n'ont pas examiné les effets sur la capacité de se procurer des capitaux.

[14] *Poutres en H*, WT/DS122/R (28 septembre 2000), paragraphe 7.237.

branche de production des CE – était inadéquate. Leur analyse de ces facteurs semble avoir été axée sur une comparaison des valeurs extrêmes. Il semble qu'elles n'aient pas prêté attention de manière adéquate aux tendances intermédiaires de ces facteurs. De ce fait, elles n'ont pas donné "une analyse valable et bien motivée de la situation de la branche de production", dont le Groupe spécial *Poutres en H* a déterminé qu'elle était prescrite par l'article 3.4.[15]

4. Les CE n'ont pas examiné tous les facteurs pertinents

22. La liste figurant à l'article 3.4 n'est pas exhaustive.[16] Lorsqu'une autorité récuse la pertinence d'un facteur non énuméré qui est mentionné par une société interrogée, elle doit expliquer minutieusement pourquoi le facteur allégué n'est pas pertinent. De plus, l'explication doit apparaître dans le texte de la détermination provisoire ou finale ou dans d'autres documents versés au dossier de la procédure, comme le prescrit l'article 12.2.1 iv) et 12.2.2 de l'Accord antidumping.

23. Par exemple, le Brésil a allégué que Tupy (une société brésilienne interrogée) avait soutenu pendant l'enquête sur l'existence d'un dommage que les résultats à l'exportation de plus en plus mauvais des producteurs communautaires entre 1995 et 1998 étaient un facteur qui avait contribué notablement à augmenter les stocks pendant toute la période couverte par l'enquête. Il a allégué, en outre, que les CE n'avaient jamais divulgué les chiffres relatifs aux volumes et aux valeurs des exportations des producteurs communautaires du produit concerné et, par conséquent, n'avaient pas présenté de manière adéquate leur analyse (si tant est qu'elles en aient fait une) de ce facteur, en violation de l'article 3.4.

24. En ne donnant pas une "analyse valable et bien motivée" de cette allégation, les CE violent l'article 3.4 (tel qu'il a été interprété par le Groupe spécial *Poutres en H*)[17]; en n'expliquant pas les raisons pour lesquelles elles ont rejeté l'allégation du Brésil, elles violent l'article 12.2.1 iv) et 12.2.2 (tel qu'il a été interprété par le Groupe spécial *Mexique — SHTF*).[18]

C. LES CE ONT VIOLÉ L'ARTICLE 3.1 ET 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PARCE QU'ELLES N'ONT PAS FAIT EN SORTE QUE LE DOMMAGE DÉCOULANT DE FACTEURS AUTRES QUE LES IMPORTATIONS NE SOIT PAS IMPUTÉ AUX IMPORTATIONS

25. Le Japon demande que le Groupe spécial examine attentivement si les CE ont violé l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping parce qu'elles n'ont pas démontré qu'elles n'avaient pas imputé aux importations le dommage causé à la branche de production communautaire par d'autres facteurs. Le Brésil allègue que les CE n'ont pas examiné les effets des facteurs suivants: i) avantage comparatif des producteurs étrangers par rapport aux producteurs communautaires; ii) résultats à l'exportation des producteurs communautaires; iii) importations en provenance d'autres pays tiers; iv) efforts d'externalisation des producteurs communautaires; v) efforts de rationalisation des producteurs communautaires; et vi) remplacement du produit visé par des produits de substitution. Ces arguments et d'autres arguments connexes sont présentés en détail dans la première communication du Brésil (10 octobre 2001) aux paragraphes 208 à 238.

26. Selon l'article 3.1:

> La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif … de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

---

[15] *Poutres en H*, WT/DS122/R (28 septembre 2000), paragraphe 7.236.
[16] *Id.*
[17] *Id.*
[18] *Mexique — SHTF*, WT/DS132/R (28 janvier 2000), paragraphe 7.198.

27. L'article 3.5 précise davantage l'obligation énoncée à l'article 3.1 et dispose ce qui suit:

> Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4 [de l'article 3], un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale.

28. Des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont interprété l'obligation de "non-imputation" énoncée à l'article 3.1 et 3.5. Par exemple, dans l'affaire *Poutres en H*, le Groupe spécial a interprété ces dispositions de la manière suivante:

> L'article 3.5 prévoit donc que les autorités chargées de l'enquête doivent examiner d'autres facteurs connus et donne une liste exemplative de ces facteurs. En outre, il dispose que les autorités ne doivent pas imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping le dommage causé par de tels autres facteurs. Conformément à notre approche exposée plus haut, nous estimons que l'examen de ces autres facteurs doit apparaître dans les documents qui constituent la base de notre examen.[19]

29. L'Organe d'appel, dans l'affaire *Acier laminé à chaud* (infirmant comme suit l'avis du Groupe spécial), a estimé que:

> 222. Cette disposition [l'article 3.5] exige que, dans un premier temps, les autorités chargées de l'enquête examinent, dans le cadre de leur analyse du lien de causalité, *tous* "les facteurs connus", "autres que les importations faisant l'objet d'un dumping", qui causent un dommage à la branche de production nationale "au même moment" que les importations faisant l'objet d'un dumping. Dans un deuxième temps, les autorités chargées de l'enquête doivent faire en sorte que les dommages causés à la branche de production nationale par des facteurs connus, autres que les importations faisant l'objet d'un dumping, ne soient pas "*imputés* aux importations faisant l'objet d'un dumping". (pas d'italique dans l'original)
>
> 223. … Pour qu'en appliquant l'article 3.5, les autorités chargées de l'enquête puissent faire en sorte que les effets dommageables des autres facteurs connus ne soient pas "imputés" aux importations faisant l'objet d'un dumping, elles doivent évaluer de manière adéquate les effets dommageables de ces autres facteurs. Logiquement, pour faire une telle évaluation, il faut dissocier et distinguer les effets dommageables des autres facteurs et les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping. Si les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping ne sont pas correctement dissociés et distingués des effets dommageables des autres facteurs, les autorités ne seront pas en mesure de conclure

[19] *Poutres en H*, WT/DS122/R (28 septembre 2000), paragraphe 7.275 (note de bas de page omise).

> que le dommage qu'elles attribuent aux importations faisant l'objet d'un dumping est effectivement causé par ces importations, plutôt que par les autres facteurs. Ainsi, sans cette dissociation et cette distinction des différents effets dommageables, les autorités chargées de l'enquête n'auraient aucune base rationnelle leur permettant de conclure que les importations faisant l'objet d'un dumping causent bel et bien le dommage qui, en vertu de l'*Accord antidumping*, justifie l'imposition de droits antidumping.[20]

30. Ainsi, le libellé de l'article 3.5 concernant la non-imputation exige qu'une autorité dissocie et distingue de manière explicite les effets dommageables des autres facteurs de dommage et les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping.

31. Le Japon demande que le Groupe spécial examine attentivement si les CE n'ont pas démontré que les importations causaient, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis à l'article 3.2 et 3.4, un dommage au sens de l'Accord antidumping sans imputer aux importations les effets dommageables d'autres facteurs, en violation de l'article 3.5, comme l'allègue en détail le Brésil aux pages 216 à 238 de sa communication.

D. EN NE MENANT PAS LEUR ENQUÊTE EN CONFORMITÉ AVEC LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD ANTIDUMPING, LES CE ONT VIOLÉ L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994 ET L'ARTICLE PREMIER DE L'ACCORD ANTIDUMPING

32. L'article premier de l'Accord antidumping prescrit ce qui suit:

> Une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord. (note de bas de page omise)

33. En menant l'enquête sur les accessoires de tuyauterie et en appliquant la mesure antidumping dans le cadre de cette enquête, les CE n'ont pas agi en conformité avec les dispositions de l'article VI du GATT et de l'Accord antidumping. Ainsi qu'il a été indiqué dans les précédentes sections de la présente communication en tant que tierce partie:

en "réduisant à zéro" les marges de dumping négatives calculées pour certains produits, les CE ont violé l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping;

- en n'examinant pas chacun des facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping et chacun des autres facteurs pertinents, les CE ont violé les articles 3.1, 3.4, 12.2.1 iv) et 12.2.2 de l'Accord antidumping; et

- les CE ont violé l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping parce qu'elles n'ont pas fait en sorte que le dommage découlant de facteurs autres que les importations ne soit pas imputé aux importations.

34. Par conséquent, les CE ont violé l'article VI du GATT de 1994 et l'article premier de l'Accord antidumping.[21]

---

[20] *Acier laminé à chaud*, WT/DS184/AB/R (24 juillet 2001), paragraphes 222 et 223 (non souligné dans l'original).

[21] *Voir, par exemple, États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS162/R (29 mai 2000), paragraphes 6.240 et 6.264.

III. CONCLUSION

35. Pour les raisons exposées ci-dessus, le Japon demande au Groupe spécial d'examiner attentivement si les CE ont violé les obligations qu'elles ont contractées dans le cadre de l'OMC au titre de l'article VI du GATT de 1994 et des articles 1er, 2.4, 2.4.2, 3.1, 3.4, 3.5, 12.2.1 iv) et 12.2.2 de l'Accord antidumping.

ANNEXE B-2

COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

21 novembre 2001

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 12

II. L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PORTE SUR DES QUESTIONS DE PROCÉDURE ET N'EXIGE PAS UN RÉSULTAT PARTICULIER 12

A. LA PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE 15 N'EXIGE PAS UN RÉSULTAT PARTICULIER 13

B. LA DEUXIÈME PHRASE DE L'ARTICLE 15 N'EXIGE PAS NON PLUS UN RÉSULTAT PARTICULIER 13

III. L'EXCLUSION DE CERTAINES VENTES DE LA VALEUR NORMALE, EFFECTUÉE PAR LES CE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2.2 N'IMPLIQUE PAS L'ARTICLE 2.4 15

IV. CONCLUSION 17

I. INTRODUCTION

1. Les États-Unis font la présente communication en tant que tierce partie de façon à donner au Groupe spécial leur point de vue sur l'interprétation juridique adéquate de certaines dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("l'Accord antidumping") qui sont pertinentes pour le présent différend. Sans préjudice des autres questions qu'ils pourraient souhaiter soulever à la réunion des tierces parties avec le Groupe spécial, les États-Unis traiteront les deux questions ci-après dans la présente communication écrite: 1) l'interprétation adéquate de l'article 15; et 2) l'interprétation adéquate de la relation entre l'article 2.2 et l'article 2.4. Les États-Unis reconnaissent que bon nombre des questions soulevées dans le présent différend sont uniquement ou principalement factuelles. Les États-Unis n'expriment pas d'avis sur le point de savoir si, compte tenu des faits en l'espèce, la mesure en cause est compatible avec l'Accord.

II. L'ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PORTE SUR DES QUESTIONS DE PROCÉDURE ET N'EXIGE PAS UN RÉSULTAT PARTICULIER

2. Le Brésil allègue que les CE ont violé l'article 15 de l'Accord antidumping[1] en ne prenant pas "spécialement en considération" la "situation particulière" du Brésil en tant que pays en

[1] L'article 15 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

développement Membre et qu'elles n'ont pas exploré la possibilité de solutions constructives lorsque des droits antidumping porteraient atteinte aux intérêts essentiels du Brésil.[2] La plainte du Brésil semble être principalement que les CE n'ont fait aucune proposition positive d'explorer des solutions autres que les droits antidumping et secondairement que les CE ont montré peu d'empressement à comprendre le système de dégrèvement fiscal "mais élaboré" du Brésil.[3] L'argument du Brésil repose cependant sur une interprétation erronée de l'article 15.

A. LA PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE 15 N'EXIGE PAS UN RÉSULTAT PARTICULIER

3. Les deux phrases de l'article 15 sont séparées et distinctes. La première phrase dispose que les pays développés Membres doivent "give special "regard" (*i.e.*, "attention, care or consideration")"[4] (prendre spécialement en "considération" (c'est-à-dire, prêter spécialement attention, soin ou égard à)) la situation des pays en développement Membres lorsqu'ils appliquent des mesures antidumping. Toutefois, la première phrase ne crée pas d'obligation de fond concernant un quelconque résultat particulier. Par exemple, elle n'exige pas que les pays développés Membres choisissent des engagements au lieu de droits antidumping ou imposent des droits antidumping dans une mesure moindre que celle du dumping.

4. Le fait de prendre "spécialement en considération" prévu dans la première phrase de l'article 15 établit le contexte dans lequel un pays développé Membre envisage "d'appliquer <u>des mesures</u> antidumping" à un pays en développement (non souligné dans l'original). Il n'y a pas d'élément dans le texte de la première phrase de l'article 15 qui permette de conclure que les pays développés Membres sont tenus de recourir à des pratiques distinctes pour les "pays en développement", en ce qui concerne les <u>méthodes</u> utilisées pour déterminer si et dans quelle mesure un dumping existe (comme le Brésil le laisse entendre en qualifiant la méthode de la TVA utilisée par les CE de violation de cette disposition).[5]

B. LA DEUXIÈME PHRASE DE L'ARTICLE 15 N'EXIGE PAS NON PLUS UN RÉSULTAT PARTICULIER

5. Le Brésil suggère que les CE ont agi en violation de l'article 15 en ne "proposant" pas de solutions constructives.[6] Son argument repose cependant sur un postulat qui est faux, parce que rien dans la deuxième phrase de l'article 15 n'exige que le pays développé Membre propose une solution particulière. Au lieu de cela, la seule obligation que cette phrase impose est que, dans certaines conditions, les pays Membres "explore[nt]" des solutions constructives préalablement à l'application de droits antidumping.[7]

> Il est reconnu que les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent accord. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres.

[2] Première communication écrite du Brésil, pages 19 à 21.

[3] *Ibid.*, page 21.

[4] II The New Shorter Oxford English Dictionary, volume II, page 2526 (1993).

[5] Première communication écrite du Brésil, page 21.

[6] *Ibid.*, page 20.

[7] Le terme "explore" (explorer) signifie, notamment "investigate, examine, scrutinize" (étudier, examiner, passer au crible). The New Shorter Oxford English Dictionary, volume I, page 889 (1993). Comme le Groupe spécial l'a reconnu *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, le 30 octobre 2000 ("*CE – Linge de lit*"), le terme "explorer" ne peut décemment pas être interprété comme impliquant l'obligation d'obtenir un résultat donné quant au fond; il exige simplement que la possibilité de solutions constructives soit examinée. *Voir* l'affaire *Linge de lit*, paragraphe 6.233.

6. Dans les cas où les Accords de l'OMC établissent des obligations spécifiques de traitement différencié des pays en développement Membres, ce traitement est énoncé explicitement. L'article 27.2 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (Accord SMC), par exemple, prévoit que les pays visés à l'Annexe VII de l'Accord SMC ne sont pas soumis à la prohibition des subventions à l'exportation applicable aux autres Membres de l'OMC; l'article 27.10 et 27.11 prévoit des niveaux *de minimis* plus élevés pour les pays visés à l'Annexe VII; et l'article 27.2 a) prévoit que certains pays en développement Membres sont autorisés à éliminer progressivement leurs subventions à l'exportation sur une période de huit ans, sous réserve de conditions spécifiées. L'article 15 de l'Accord antidumping n'énonce aucune obligation spécifique qui fasse plus qu'imposer d'"explorer" des possibilités dans des circonstances spécifiées, et il n'y a pas de raison de donner une lecture qui en inclut une dans le texte.

7. Dans le rapport du groupe spécial du GATT *Fils de coton en provenance du Brésil*[8], le Groupe spécial a interprété la deuxième phrase de l'article 13 du GATT, disposition très semblable à l'article 15[9], et a constaté ce qui suit:

> Si l'application de mesures antidumping "port[ait] atteinte aux intérêts essentiels de pays en voie de développement", l'obligation qui était faite était d'explorer les "possibilités" de "solutions constructives". Il était clair, compte tenu de l'utilisation des mots "possibilités" et "explorer", que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues d'adopter des solutions constructives du simple fait que ce genre de solutions avait été proposé.[10]

Le Groupe spécial *Fils de coton* a également constaté que "l'obligation ne consistait pas à accepter des solutions constructives, mais simplement à envisager la possibilité d'en accepter".[11] Ainsi, la détermination factuelle que le Groupe spécial doit faire en l'espèce consiste à déterminer si le Brésil a établi que les CE ont manqué à leur obligation d'"explorer" la possibilité de solutions constructives.

8. Récemment, la Conférence ministérielle qui s'est réunie à Doha a reconnu que, même si l'article 15 était une "disposition impérative", les "modalités de son application" n'étaient pas claires.[12] Ainsi, tant que les Membres de l'OMC n'auront pas décidé de clarifier la disposition ou de créer des obligations additionnelles, il n'y a tout simplement aucune raison de conclure que les CE ont agi en violation de l'article 15 si les données de fait établissent qu'elles ont exploré les possibilités de solutions constructives.

9. Enfin, comme l'article 15 l'indique clairement, l'obligation d'"explorer" des solutions constructives naît uniquement lorsque l'application de droits antidumping "porter[ait] atteinte aux intérêts essentiels [du] pays en développement Membre [ ]".[13] Les États-Unis ne connaissent pas bien

---

[8] *CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*, ADP/137, 4 juillet 1995 (ci-après "*Fils de coton*").

[9] L'article 13 du Code antidumping du GATT disposait ce qui suit:

Il est reconnu que les pays développés doivent prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en voie de développement quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping conformément au présent Code. Les possibilités de solutions constructives prévues par le présent Code seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels des pays en voie de développement.

[10] *Fils de coton*, paragraphe 584.

[11] *Ibid.*, paragraphe 589.

[12] Questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, WT/MIN(01)/W/10, 14 novembre 2001 (01-57868), paragraphe 7.2.

[13] Le paiement de droits antidumping aura toujours quelque effet négatif sur un ou plusieurs producteur(s)/exportateur(s) d'un pays Membre. Ainsi, une situation qui porterait atteinte aux intérêts "essentiels" du pays Membre lui-même doit signifier bien plus que cela. Les décisions sur le point de savoir si

le dossier de l'enquête dans le cadre de la procédure engagée devant les autorités des CE et ne sont donc pas en mesure d'exprimer une opinion sur le point de savoir si le Brésil a démontré avec succès, au cours de cette procédure, que l'application des droits antidumping en l'espèce aurait, en fait, porté atteinte à ses intérêts essentiels.[14] Si en revanche le dossier démontre que le Brésil ne l'a pas fait, il n'y a aucune raison de conclure que les CE ont agi en violation de l'article 15.

III. L'EXCLUSION DE CERTAINES VENTES DE LA VALEUR NORMALE, EFFECTUÉE PAR LES CE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2.2 N'IMPLIQUE PAS L'ARTICLE 2.4

10. Le Brésil a allégué qu'en calculant la valeur normale construite pour certains types de produits, les CE avaient agi en violation de l'article 2.2 et 2.2.2 en n'excluant pas, de la base de données concernant leur marché intérieur utilisée pour calculer les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ("frais ACG") ainsi que les bénéfices, les données concernant des ventes qui étaient considérées comme "non comparables" soit parce que le marché intérieur n'était pas considéré comme un "marché viable" pour le modèle en cause, soit parce que les ventes ne satisfaisaient pas au critère des "ventes à des prix inférieurs au coût" des CE.[15]

11. Le Brésil a en outre allégué que de ce fait, les CE avaient agi en violation de la première et de la troisième phrase de l'article 2.4 en n'opérant pas les ajustements appropriés pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, et en manquant ainsi à leur obligation de procéder à une "comparaison équitable".[16] Les États-Unis ne prennent pas position au sujet de l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 2.2 et 2.2.2. L'argument présenté par le Brésil au titre de l'article 2.4, en revanche, repose sur une interprétation incorrecte de cet article. Les questions se posant au titre de l'article 2.2 n'impliquent pas l'article 2.4, qui a une fonction différente dans le cadre de l'Accord. Dans la mesure où le Brésil a présenté une allégation légitime au titre de l'article 2.4, cette allégation doit être jugée uniquement sur la question de savoir si le Brésil s'est acquitté de la charge de la preuve qui lui incombe en ce qui concerne les prescriptions de l'article 2.4 lui même.

---

une mesure proposée porterait atteinte aux intérêts essentiels d'un Membre dépendront des données de fait et pourraient être envisagées de multiples façons admissibles.

[14] Le terme "essentiels" implique un critère très strict quant au niveau d'intérêt national auquel le pays en développement (en tant que partie en possession des données de fait à cet égard) doit démontrer que les droits antidumping porteraient atteinte. Cette limitation stricte – à des situations dans lesquelles il a été démontré que l'application de droits antidumping porterait atteinte aux intérêts "essentiels" d'un pays – doit être prise en compte lorsqu'il s'agit d'examiner si la deuxième phrase de l'article 15 s'applique bien dans une affaire donnée. Une interprétation adéquate de l'article 15 ne peut pas faire abstraction du libellé strictement limitatif, partie essentielle de l'équilibre négocié des droits et obligations qui sous-tend cette disposition.

[15] Première communication écrite du Brésil, pages 46 à 59. Les CE ont refusé d'utiliser les prix du marché intérieur brésilien pour les modèles pour lesquels les ventes sur le marché intérieur étaient inférieures à 5 pour cent du volume des ventes du même modèle aux CE. *Ibid*., page 49, citant le paragraphe 22 du règlement provisoire des CE. Le critère des CE concernant les prix "inférieurs au coût" utilisé aux fins de comparaison est un critère par modèle établissant la proportion de ventes rentables à des clients non affiliés pour chaque modèle. *Ibid.*, citant le paragraphe 23 du règlement provisoire des CE. Si au moins 80 pour cent (en moyenne pondérée) des ventes d'un modèle sont rentables, la valeur normale pour ce modèle est fondée sur la moyenne pondérée de toutes les ventes sur le marché intérieur de ce modèle, qu'elles soient rentables ou non. *Ibid.*, si 10 à 79 pour cent des ventes du modèle sont rentables, la valeur normale est fondée uniquement sur les marges des ventes rentables de ce modèle. *Ibid.*, pages 49 et 50 citant le paragraphe 23 du règlement provisoire des CE. Si moins de 10 pour cent des ventes du modèle sont rentables, aucune des ventes de ce modèle n'est utilisée aux fins de comparaison. *Ibid.*, page 50, évoquant le paragraphe 23 du règlement provisoire des CE. Les CE ont appliqué à la fois le critère des prix inférieurs au coût et le critère de la viabilité du marché aux fins de l'article 2.2.2, mais l'ont fait au niveau des entreprises et non au niveau des modèles. *Ibid.*, page 50 citant les paragraphes 24 et 27 du règlement provisoire des CE.

[16] Première communication écrite du Brésil, pages 46 et 48.

12. L'article 2.2 et 2.2.2 concerne l'établissement adéquat de la valeur normale, en permettant d'éliminer de la valeur normale les ventes à des prix inférieurs au coût dans certaines circonstances, et en prévoyant l'utilisation de la valeur normale construite comme base pour la valeur normale dans certaines circonstances. Le Brésil a exprimé ses préoccupations en ce qui concerne l'établissement de la valeur normale dans le contexte de ces articles.

13. Outre les arguments qu'il a présentés au titre de l'article 2.2 et 2.2.2, le Brésil a présenté un argument, au titre de la première et de la troisième phrase de l'article 2.4, visant apparemment des "ajustements pour les différences affectant la comparabilité des prix", en se fondant sur les mêmes données de fait.[17]

14. L'article 2.4 traite des comparaisons et des ajustements que les Membres doivent opérer après avoir défini la base adéquate pour la valeur normale et le prix d'exportation et avant de calculer les marges de dumping. L'article 2.4 dispose, *in extenso* (les phrases en cause ont été mises en relief) ce qui suit:

> Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. Dans les cas visés au paragraphe 3, il devrait être tenu compte également des frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices. Si, dans ces cas, la comparabilité des prix a été affectée, les autorités établiront la valeur normale à un niveau commercial équivalant au niveau commercial du prix à l'exportation construit, ou tiendront dûment compte des éléments que le présent paragraphe permet de prendre en considération. Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable. (non souligné dans l'original)

15. Les arguments du Brésil concernant le calcul de la valeur construite ont trait à la *détermination* de la valeur normale conformément à l'article 2.2 et 2.2.2, et non à sa *comparaison* ultérieure avec le prix d'exportation visée à l'article 2.4. Comme on peut le voir d'après le texte susmentionné, l'article 2.4 présuppose que le prix d'exportation et la valeur normale ont déjà été déterminés.

16. En conséquence, les États-Unis sont en désaccord avec l'argument du Brésil selon lequel un calcul inadéquat de la valeur normale construite[18] peut constituer une infraction à l'article 2.4. Ils sont aussi en désaccord avec l'idée que l'on puisse utiliser une infraction supposée à l'article 2.4 pour soutenir une allégation au titre de l'article 2.2 ou 2.2.2. Le libellé de l'article 2.4, qui a trait uniquement à la comparaison de la valeur normale avec le prix d'exportation, ne devrait pas être sorti de son contexte et appliqué à d'autres questions concernant le calcul des marges de dumping. L'article 31 de la *Convention de Vienne* dispose qu'un traité doit être interprété suivant "le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte"... (non souligné dans l'original)[19] Le

[17] *Ibid*., page 46.

[18] Comme il a été indiqué plus haut, les États-Unis ne prennent pas position sur le point de savoir si le calcul du coût de production ou de la valeur construite en l'espèce était, en fait, inadéquat.

[19] Les règles consignées dans les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ont acquis le statut de règles coutumières d'interprétation du droit international. *Voir* les *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, rapport adopté le 20 mai 1996, page 26;

Groupe spécial ne devrait pas adopter l'approche interprétative proposée par le Brésil, qui sort le libellé général de la première phrase de l'article 2.4 de son contexte et s'en sert pour passer outre les règles détaillées négociées dans d'autres parties de l'Accord.

17. Pour examiner les questions de calcul du coût de production et de la valeur normale construite, le Groupe spécial devrait donc limiter son analyse au point de savoir si le Brésil a établi l'existence d'une infraction à l'article 2.2 et 2.2.2. Dans la mesure où le Groupe spécial est tenu d'examiner les arguments présentés au titre de l'article 2.4, il devrait constater que le Brésil ne s'est pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombait.

IV. CONCLUSION

18. Les États-Unis se félicitent d'avoir la possibilité d'exprimer leur point de vue dans le présent différend et espèrent que leurs observations seront utiles au Groupe spécial lors de ses délibérations.

Japon – Taxes sur les boissons alcooliques, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, rapport adopté le 1er novembre 1996, page 12; *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles WT/DS126) – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS126/RW, 14 janvier 2000, paragraphe 6.25.

ANNEXE C

Deuxièmes communications des parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Brésil	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des Communautés européennes	C-7

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU BRÉSIL

1. Le présent document est un bref résumé analytique des principaux arguments et allégations soulevés par le Brésil dans sa deuxième communication, conformément aux procédures de travail du Groupe spécial.

2. Le Brésil réaffirme ce qu'il a déjà dit au sujet du contexte de la présente affaire, qui fait partie intégrante de ses allégations concernant l'établissement et l'évaluation par les CE des faits en l'espèce.

3. Le Brésil estime que les CE ont agi de manière incompatible avec leurs obligations au regard de la première phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping en ne prenant pas spécialement en considération la situation particulière du Brésil en tant que pays en développement Membre. En outre, les autorités des CE n'auraient pas pu se conformer à leurs obligations au regard de la deuxième phrase de l'article 15 à moins de communiquer au producteur-exportateur brésilien un avis ou des renseignements sur la possibilité d'un engagement. Comme les CE n'ont jamais "proposé ni tenté d'engager des négociations ou des discussions" au sujet d'un engagement possible avec l'exportateur brésilien, elles n'ont pas exploré les possibilités de solutions constructives et ont donc enfreint la deuxième phrase de l'article 15.

4. Les CE ont fourni avec leur première communication une copie de la version confidentielle de la demande. Étant donné que ses allégations étaient fondées sur la version non confidentielle, le Brésil retire ses allégations concernant la demande.

5. La monnaie brésilienne a été fortement dévaluée en janvier 1999. Étant donné qu'il n'était pas nécessaire d'imposer des mesures sur les exportations brésiliennes pour neutraliser le dumping, qui n'existait plus après la dévaluation, les CE ont imposé un droit antidumping dans des circonstances *autres* que celles qui sont prévues à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article premier de l'Accord antidumping. À titre subsidiaire, les CE ont violé leurs obligations au regard de l'article 11.1 de l'Accord antidumping en maintenant le droit à un moment et dans une mesure qui n'étaient pas nécessaires pour contrebalancer le dumping existant. De même, les CE ne se sont pas conformées à l'article 11.2 de l'Accord antidumping en n'engageant pas d'office un réexamen immédiatement après l'imposition de la mesure pour évaluer la nécessité de maintenir le droit antidumping compte tenu de la nouvelle situation qui existait après la dévaluation de la monnaie brésilienne.

6. La façon dont les CE ont construit les valeurs normales pour certains types du produit visé est contraire aux prescriptions de l'Accord antidumping. Le libellé exact de l'article 2.2.2, lu conjointement avec l'article 2.6, indique clairement que, lorsqu'un produit identique existe, on doit utiliser les données relatives aux frais ACG et aux bénéfices qui correspondent à ce produit. Ce n'est qu'"en l'absence d'un tel produit", interprétation étayée par le terme "*ou*" à l'article 2.6, que l'on peut utiliser les données relatives aux frais ACG et aux bénéfices qui correspondent à un produit présentant des caractéristiques étroitement semblables. Cette interprétation vaut aussi dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête *subdivise* le produit visé en plusieurs types. En outre, lorsque l'autorité chargée de l'enquête exclut les données au titre de l'article 2.2, il s'ensuit en théorie que les mêmes données devraient être exclues au titre de l'article 2.2.2. En conséquence, alors qu'il existe des types identiques du produit similaire, les CE ont violé l'article 2.2.2 en utilisant des données réelles relatives aux frais ACG et aux bénéfices qui correspondaient à des types du produit non identiques.

7. En outre, les CE ont enfreint l'article 2.2.2 en incluant dans les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices qui ont été utilisés pour établir les valeurs normales construites des données réelles concernant la production et les ventes de types du produit similaire pour lesquels les ventes sur le marché intérieur n'étaient *pas* représentatives au sens de l'article 2.2 et de la note de bas de page 2 y relative. Les CE n'ont par ailleurs pas fait en sorte qu'une comparaison équitable soit effectuée étant donné qu'aucun ajustement n'a été fait pour tenir compte de l'utilisation de données relatives aux ventes, ce qui n'a pas permis une comparaison correcte et contrevient donc à l'article 2.4.

8. En ce qui concerne la comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation, les allégations suivantes sont formulées. Premièrement, les CE ont agi de manière incompatible avec leurs obligations au regard de l'article VI:4 du GATT de 1994 en ne neutralisant pas, ou pas totalement, les différences identifiées dans la taxation indirecte, c'est-à-dire les effets de l'IPI Premium Credit et des taxes PIS/COFINS, respectivement. Par ailleurs, le Brésil n'accepte pas que l'on ramène l'Accord antidumping à l'Accord SMC. Deuxièmement, l'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping obligent l'*autorité chargée de l'enquête* à faire en sorte qu'il soit procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation du produit visé. Par conséquent, les CE ont violé l'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ne respectant pas l'obligation de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et les prix d'exportation du fait qu'elles ont refusé de faire des ajustements ou de tenir pleinement compte des différences dans la *taxation indirecte* (IPI Premium Credit et PIS/COFINS) et dans les *frais d'emballage* entre les ventes sur le marché intérieur et les ventes à l'exportation, bien que ces différences aient affecté la comparabilité des prix.

9. En outre, la façon dont les CE ont quantifié l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS était arbitraire, manipulatrice et punitive, ce qui contrevenait à l'article 2.4. Les CE ont aussi agi de manière incompatible avec leurs obligations au regard de l'article 2.4 en n'indiquant pas à l'exportateur brésilien quels renseignements additionnels concernant l'IPI Premium Credit et les frais d'emballage étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable. Enfin, les CE ont violé l'article 2.4 en imposant à l'exportateur brésilien la charge déraisonnable de prouver la justification de la législation fiscale brésilienne visée ainsi que l'attribution directe des matériaux d'emballage et le temps de travail employé tant pour les accessoires vendus sur le marché intérieur que pour les accessoires exportés.

10. Comme les CE ont fourni dans leur première communication des renseignements indiquant que le niveau des prix intérieurs utilisé pour déterminer les valeurs normales n'incluait pas les frais de publicité, le Brésil retire ses allégations concernant les frais de publicité et de promotion au titre de l'article 2.4.

11. Les CE ont violé l'article 2.4.1 en utilisant les taux de change en vigueur à la date de la vente pour les valeurs des transactions à l'exportation mais pas pour les ajustements déduits des prix à l'exportation. Elles n'ont pas non plus respecté leurs obligations au regard de l'article 2.4 en utilisant les taux de change de manière sélective et en augmentant les valeurs nominales des ajustements déduits des prix d'exportation.

12. Les CE ont agi de manière incompatible avec l'article 2.4.2 du fait qu'elles ont établi l'existence de marges de dumping en "réduisant à zéro" les marges de dumping négatives. De plus, la méthode comparative des CE était foncièrement inéquitable, ce qui contrevient à l'article 2.4.

13. L'examen du volume des importations par les CE au titre de l'article 3.2 ne constituait pas un "examen objectif" et n'était pas fondé sur des "éléments de preuve positifs". En fait, les CE ont juste dit que les volumes des importations brésiliennes étaient "toujours notables" et que la part de marché était "loin d'être négligeable", mais elles n'ont pas examiné si les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du Brésil avaient augmenté de manière notable.

14. S'agissant de la comparaison des prix d'exportation et des prix intérieurs au titre de l'article 3.2, l'examen des CE ne constituait pas un "examen objectif" et n'était pas fondé sur des "éléments de preuve positifs" du fait qu'elles n'ont pas tenu compte des marges de sous-cotation "négatives" lors du calcul (ce qui revient à une "réduction à zéro"). En outre, le calcul n'était pas fondé sur les "importations faisant l'objet d'un dumping" mais juste sur certains types du produit visé (autrement dit des "modèles correspondants"). La méthode des CE s'apparente à une manipulation des prix des types du produit exportés par le Brésil et l'examen par les CE de l'effet sur les prix n'était donc pas fondé sur des "éléments de preuve positifs". La comparaison des prix constituait aussi une manipulation étant donné que les CE ont artificiellement "forcé" la comparabilité du produit visé et du produit similaire. En outre, les CE avaient la possibilité de comparer les types du produit brésiliens identiques à ceux qui étaient fabriqués et vendus sur le marché intérieur par les producteurs communautaires. Toutefois, elles ont opté pour une comparaison des prix des versions "à cœur noir et à cœur blanc", sans procéder aux ajustements nécessaires pour assurer la comparabilité des prix. Enfin, les conclusions des CE qui établissaient que "les seules différences [entre les accessoires à cœur noir et à cœur blanc] étaient dues à une plus grande consommation d'énergie", que cette différence n'était pas "notable" et qu'"il n'y avait pas de différence dans les perceptions par le marché des accessoires à cœur blanc et des accessoires à cœur noir", n'étaient pas étayées par les faits et n'étaient donc pas fondées sur des "éléments de preuve positifs".

15. La façon dont les CE ont abordé la question du cumul en l'espèce est contraire aux prescriptions de l'article 3.1 et 3.3. Premièrement, les CE, en renversant la charge de la preuve et en présumant qu'elles pouvaient procéder à une évaluation cumulative, ont agi de manière incompatible avec l'obligation qu'elles avaient au titre de l'article 3.1 et 3.3 de déterminer, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", que l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping était appropriée. Deuxièmement, les CE n'ont pas indiqué, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", que les importations faisant l'objet d'un dumping *correspondant* à chaque Membre importateur visé par l'enquête avaient des effets, qu'elles pouvaient ensuite évaluer de manière cumulative. En fait, l'approche des CE n'est pas une évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping, comme le prescrit l'article 3.3, mais simplement un cumul des importations. Troisièmement, la détermination par les CE des conditions de concurrence au titre de l'article 3.3 est dénuée de sens étant donné qu'elle porte sur les similitudes (et non sur les dissimilitudes) des conditions de concurrence entre les importations faisant l'objet d'un dumping elles-mêmes et entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le produit national similaire. Toutefois, ces similitudes sont simplement des conséquences logiques des définitions données par les CE du "produit visé" et du "produit similaire", entre lesquels il existe, par définition, une certaine forme de concurrence. Quatrièmement, les CE n'ont pas analysé, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", les dissimilitudes dans les conditions de concurrence telles que les différences concernant le produit visé, les tendances des volumes d'importation, les tendances des prix, le niveau des échanges et la segmentation du marché. Enfin, même si les CE ont dit qu'"il avait été constaté que le produit communautaire et le produit importé en provenance des pays concernés avaient des circuits de distribution communs ou similaires", tout indique que la conclusion des CE n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs".

16. L'examen par les CE de l'existence d'un dommage n'est pas conforme aux prescriptions de l'Accord antidumping. Au cours de la procédure de règlement du différend, les CE ont fourni un nouveau document (pièce n° 12 des CE) qui indiquait qu'elles avaient examiné tous les facteurs de dommage à l'exception de la "croissance". Toutefois, ce document ne fait pas partie du dossier non confidentiel et tout concourt à indiquer qu'il ne faisait pas non plus partie du dossier confidentiel. La pièce n° 12 des CE ne fait donc pas partie du dossier des CE et ne devrait pas être prise en considération par le Groupe spécial. En fait, les conséquences de l'approche des CE, si elle était acceptée, réduiraient à néant les obligations en matière de procédure régulière et de transparence de l'Accord antidumping et aboutiraient à la prolifération des différends soumis dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. En conséquence, comme la pièce n° 12 des CE n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial, les CE n'ont pas analysé la totalité des 15 facteurs

de dommage impératifs conformément à l'article 3.4. En tout cas, les CE n'ont pas examiné les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs", ni la question de la "croissance".

17. En ce qui concerne le contenu de la pièce n° 12 des CE, il n'a pas été demandé à la branche de production nationale de fournir des renseignements sur le "retour sur investissement", les "salaires", le "flux de liquidités" et la "capacité de se procurer des capitaux", et les CE ne disposaient pas de ces données spécifiques pour le produit similaire. Par conséquent, l'examen de ces facteurs de dommage impératifs prétendument effectué par les CE n'était pas fondé sur des éléments de preuve positifs. En outre, l'examen prétendument effectué ne constituait pas une analyse valable et bien argumentée de la situation de la branche de production nationale et ne fournissait pas une explication convaincante de la façon dont l'évaluation avait abouti à la détermination de l'existence d'un dommage. Enfin, comme les CE n'ont ni divulgué ni publié leur examen concernant la totalité des 15 facteurs de dommage, l'exportateur brésilien n'a pas eu la possibilité de répondre, ce qui contrevient à l'article 6.2, ni de prendre connaissance en temps utile de tous les renseignements pertinents, ce qui contrevient à l'article 6.4.

18. En ce qui concerne l'examen de l'existence d'un dommage divulgué *avant* la procédure de règlement du différend, les constations des CE concernant le dommage reposaient de manière démontrable sur des données manifestement incorrectes et, donc, les faits relatifs à l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production communautaire n'étaient pas fondés sur des "éléments de preuve positifs". Deuxièmement, comme les tendances enregistrées par les facteurs de dommage étaient divergentes, les CE ont violé l'article 3.4 en ne fournissant pas d'explication détaillée et convaincante sur le point de savoir si et comment les "mouvements positifs" de certains indicateurs de dommage avaient été compensés par les mouvements d'autres facteurs de dommage dans des directions prétendument opposées. Troisièmement, comme l'examen de certains facteurs de dommage prenait la forme d'une analyse des valeurs extrêmes, les CE n'ont pas replacé les données dans leur contexte et n'ont pas évalué ces données en fonction de leur évolution interne et par rapport aux autres facteurs analysés. Quatrièmement, les CE n'ont pas dûment examiné la question de l'externalisation et n'ont pas du tout examiné les résultats à l'exportation de la branche de production nationale, facteur économique pertinent ayant une incidence sur la situation de la branche de production communautaire. En outre, les conclusions des CE concernant la sensibilité aux prix, la rentabilité, les investissements et les stocks n'étaient pas fondées sur des "éléments de preuve positifs" et l'examen n'était pas impartial (c'est-à-dire "objectif"). Enfin, en ne divulguant pas les chiffres relatifs aux exportations des producteurs communautaires, les CE n'ont pas ménagé à l'exportateur brésilien toute possibilité de se défendre, ce qui contrevient à l'article 6.2, ni la possibilité de prendre connaissance en temps utile de tous les renseignements pertinents, ce qui contrevient à l'article 6.4.

19. En ce qui concerne le lien de causalité, les CE ont enfreint la prescription de non-imputation énoncée à l'article 3.5 en attribuant la totalité du dommage aux importations faisant prétendument l'objet d'un dumping alors même que ce dommage était au moins en partie causé par les effets des autres facteurs connus (la baisse de la consommation et la substitution; les importations propres et l'externalisation réalisées par les producteurs communautaires, y compris auprès de fournisseurs étrangers liés; les mauvais résultats à l'exportation; et les importations en provenance de pays qui n'étaient pas visés par l'enquête). Les CE ont violé l'article 3.5 en se contentant de *supposer* que ces autres facteurs connus n'avaient pas "brisé le lien de causalité" entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage prétendument subi par la branche de production nationale. Les CE n'ont pas non plus dissocié et distingué les effets de l'avantage comparatif de l'exportateur brésilien, les effets dommageables des hausses de prix connues pratiquées par la branche de production communautaire, et la question des différences de coûts entre les deux variantes du produit visé. Par conséquent, le dommage causé par ces facteurs connus a été imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping en violation de l'article 3.5. En outre, les conclusions ci-après des CE n'étaient pas fondées sur des "éléments de preuve positifs": i) les importations en provenance de Pologne n'avaient causé aucun dommage à la branche de production nationale; ii) la branche de production communautaire "a commencé à enregistrer une baisse continue du volume de ses ventes" entre 1996

et la période couverte par l'enquête; et iii) la rentabilité de la branche de production communautaire "est devenue négative après 1996". Enfin, en n'examinant pas dûment les questions du dommage auto-infligé, de la substitution et des différences de coûts et de perception par le marché entre les deux variantes du produit visé, les CE n'ont pas procédé à un examen "objectif" et leurs conclusions n'étaient pas fondées sur des "éléments de preuve positifs". En fait, les CE ont simplement amalgamé les effets dommageables des importations faisant prétendument l'objet d'un dumping et les effets dommageables de ces autres facteurs connus, ce qui contrevient à l'article 3.5.

20. Bien que les CE aient expressément mentionné que les taux de change étaient "les taux de change quotidiens obtenus lors de la vérification sur place", la conversion de monnaies qu'elles ont effectuée pour les ajustements n'était pas fondée sur ces tableaux. Par conséquent, l'exportateur brésilien a été privé de la possibilité d'avoir connaissance des éléments de preuve justifiant les taux de conversion appliqués par les CE, ce qui contrevient à l'article 6.4.

21. En ne rendant pas publiques leurs constatations et conclusions relatives à l'exploration des possibilités de solutions constructives au titre de l'article 15, à tous les facteurs de dommage impératifs conformément à l'article 3.4 et aux résultats à l'exportation des producteurs communautaires, les CE ont violé les articles 12.2 et 12.2.2.

22. Le Brésil demande que le Groupe spécial constate que les CE ont agi d'une manière incompatible avec l'article VI du GATT de 1994 et avec l'Accord antidumping, recommande que les CE mettent leurs mesures en conformité avec l'article VI du GATT de 1994 et avec l'Accord antidumping, et propose que les CE abrogent immédiatement la décision imposant des droits antidumping définitifs et remboursent les droits antidumping perçus à ce jour.

ANNEXE C-2

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

14 mai 2002

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. Introduction 7

2. Considérations générales 7

2.1 Article 15 7

2.2 Dévaluation 9

2.3 Dumping 9

2.4 "Externalisation" et questions connexes 10

3. Conclusion 11

1. Introduction

1. Les Communautés européennes (ci-après dénommées "les CE") se félicitent de l'occasion qui leur est offerte de présenter une deuxième communication écrite dans le cadre du recours formé par le Brésil contre l'imposition par les CE de mesures antidumping définitives à l'importation d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil.

2. La présente communication a pour principal objectif de réfuter les allégations et arguments que le Brésil a formulés dans sa déclaration orale au Groupe spécial dans la mesure où ils vont au-delà de ce qui figure dans sa première communication.

3. Afin de se défendre, les CE présentent certains documents contenant des renseignements qui, pour une raison ou une autre, sont confidentiels. Les documents portent la mention confidentiel dans l'annexe figurant à la fin de la présente communication, et les CE les désignent comme tels conformément à l'article 18:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (ci-après dénommé "le Mémorandum d'accord") et au paragraphe 3 des procédures de travail du Groupe spécial.

2. Considérations générales

2.1 Article 15

4. Dans sa première communication, le Brésil a allégué que les CE avaient enfreint l'obligation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 15 et n'avaient donc pas pris spécialement en

considération la situation particulière d'un pays en développement Membre, comme le stipule la première phrase. Dans sa déclaration orale, le Brésil semble aller encore plus loin en alléguant que "[r]ien dans le dossier de la présente affaire ne semble indiquer que les CE ont fait quelque chose de spécial ou d'extraordinaire pour le Brésil en tant que pays en développement Membre qu'elles n'auraient pas fait pour n'importe quel autre Membre de l'OMC".[1] Pour une analyse juridique de l'article 15, les CE renvoient le Groupe spécial à la réponse qu'elles ont donnée à la première des questions adressées aux parties par le Groupe spécial. Pour ce qui est des faits, les CE ont aussi expliqué dans leur première communication les nombreuses démarches qu'elles avaient faites en vue de discuter de la possibilité pour Tupy d'offrir un engagement.[2] Ces démarches avaient été bien au-delà de ce que les CE font normalement lors des enquêtes antidumping. Par conséquent, même si la première phrase impose une obligation aux Membres, ce qu'elles contestent, les CE l'ont pleinement respectée.

5. Le Brésil a encore une fois contesté le fait que les CE aient exploré les possibilités de "solutions constructives", comme le prévoit la deuxième phrase de l'article 15.[3] Comme les CE l'ont indiqué dans leur première communication[4], lors des discussions menées avec les fonctionnaires brésiliens, les CE ont plusieurs fois discuté de la possibilité pour Tupy d'offrir un engagement. Dans sa déclaration orale[5], le Brésil a choisi de prétendre que, lorsque les CE ont dit qu'elles avaient "activement examiné la question", ladite "question" était la procédure antidumping menée contre Tupy. Comme le contexte l'indique assez clairement, la "question" à laquelle les CE faisaient référence dans leur communication était la possibilité pour Tupy d'offrir un engagement afin de faire aboutir l'enquête antidumping de façon mutuellement satisfaisante. Il ne fait aucun doute que c'étaient les CE et non le Brésil qui avaient soulevé cette question, et à plusieurs reprises.

6. Le Brésil fait valoir que, pour satisfaire à l'article 15, il aurait fallu discuter de la possibilité d'offrir des engagements directement avec Tupy.[6] Toutefois, une des caractéristiques inhabituelles de cette enquête a été la participation active manifeste du gouvernement brésilien pour le compte de Tupy. Un fonctionnaire brésilien a été présent tout au long de la vérification sur place, en septembre 1999. En outre, des fonctionnaires et des représentants diplomatiques brésiliens à Bruxelles ont activement défendu les intérêts de Tupy. En décembre 1999, l'Ambassadeur du Brésil a envoyé à M. Lamy, Commissaire européen, une copie de la communication que Tupy avait récemment présentée aux autorités chargées de l'enquête.[7] Par la suite, d'autres lettres ont été adressées aux fonctionnaires de la Commission en janvier et février 2000, et il est évident que les représentants diplomatiques brésiliens connaissaient en détail les questions visées par l'enquête.[8] Un fonctionnaire brésilien était présent lors de l'audition de Tupy par les fonctionnaires de la Commission à Bruxelles en décembre 1999. Par conséquent, les CE avaient toutes les raisons de croire qu'en s'adressant à ces fonctionnaires, elles s'adressaient à Tupy.

7. Toujours dans le contexte de l'article 15, le Brésil affirme que les CE ne sont pas habilitées à déterminer ce qui constitue un intérêt essentiel pour lui et il revendique en effet ce droit pour lui-même.[9] Toutefois, interpréter la disposition de façon à donner à l'une ou l'autre partie le droit de déterminer unilatéralement et de façon définitive si la condition a été remplie reviendrait à la rendre superflue. Le Brésil fait valoir que le fait même que l'enquête avait été évoquée lors de discussions de

[1] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 20.
[2] Première communication des CE, paragraphes 38 et suivants.
[3] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 21 et suivants.
[4] Paragraphes 38 et suivants.
[5] Paragraphe 23.
[6] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 25.
[7] Pièce n° 27 des CE.
[8] Lettre du 29 janvier 2000 adressée par l'Ambassadeur à la Direction générale du commerce, pièce n° 28 des CE; lettre du 23 février 2000 adressée par l'Ambassadeur à la Direction générale du commerce, pièce n° 29 des CE.
[9] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 29.

haut niveau indique qu'elle concernait un intérêt essentiel mais l'accepter reviendrait aussi à rendre l'évaluation purement subjective. Un Membre exportateur pourrait transformer toute question en un intérêt essentiel simplement en faisant des histoires. De plus, il ne semble pas que le Brésil ait effectivement formulé une telle allégation pendant les discussions.

8. Le Brésil fournit peu de critères objectifs pour étayer sa prétention. Premièrement, il dit que "les industries sidérurgiques, métallurgiques et mécaniques font partie de ses intérêts essentiels". Deuxièmement, il allègue que "Tupy est le seul producteur d'accessoires au Brésil et est de loin le premier producteur en Amérique du Sud". La première déclaration n'est rien d'autre qu'une simple affirmation et la deuxième est *a posteriori* et non pertinente. Les enquêtes antidumping visent forcément tous les exportateurs du produit dans le pays exportateur, quel qu'en soit le nombre, et, bien souvent, ces exportateurs constituent l'ensemble des producteurs du pays. Ce fait ne peut pas en soi transformer ces producteurs en un intérêt essentiel, pas plus que ne le peut le fait qu'un producteur est le premier du continent.

2.2 Dévaluation

9. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil[10], les décisions des autorités des CE n'ont jamais été fondées sur l'idée que la dévaluation survenue au Brésil était "une simple fluctuation monétaire". Les CE étaient plutôt d'avis[11] que les conséquences de la dévaluation sur la marge de dumping de Tupy dépendraient des décisions prises par Tupy en matière de prix. Il n'était en aucun cas acquis que la dévaluation entraînerait une réduction de la marge de dumping. Tupy aurait pu tirer parti de la dévaluation en réduisant ses prix à l'exportation (en devises), de sorte que, sans réduire le produit de ses ventes par unité (en monnaie nationale), elle aurait pu attirer de nouveaux acheteurs. Elle aurait pu également maintenir les mêmes prix à l'exportation et augmenter ainsi le produit de ses ventes. Tupy aurait encore pu adopter une stratégie de fixation des prix située entre ces deux extrêmes. Les CE n'avaient aucun moyen de savoir quelle stratégie Tupy pouvait adopter et cette stratégie pouvait bien évidemment changer. Le Brésil fait référence[12] aux données concernant la partie de la période couverte par l'enquête postérieure à la dévaluation, dont les CE disposaient déjà. Toutefois, on pouvait s'attendre à ce que les prix pendant cette période correspondent aux listes de prix et aux offres de prix présentées peu avant et on ne pouvait pas les considérer comme une indication de la réaction à long terme de Tupy face à la dévaluation.

10. Le Brésil soulève la question d'un réexamen.[13] Comme elles l'ont expliqué dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial[14], à la demande d'un autre exportateur, les CE ont engagé un réexamen des droits antidumping qui font l'objet du présent différend.[15] Vu que le réexamen portait sur la période allant du 1er janvier 2001 au 30 septembre 2001, il aurait fourni à Tupy l'occasion d'étayer ses allégations selon lesquelles le dumping avait cessé à la suite de la dévaluation. Or, ce qui est révélateur, Tupy a décidé de ne pas collaborer au réexamen.

2.3 Dumping

11. Lorsqu'il se réfère à ses allégations antérieures concernant le dumping, le Brésil parle du "comportement globalement partial dont les autorités ont fait montre au cours de l'enquête". Il ne s'agit pas d'une accusation que le Brésil avait déjà portée au sujet de l'enquête des CE. Aucun élément de preuve n'est fourni pour l'étayer et les CE la réfutent vivement.

---

[10] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 36.
[11] Première communication des CE, paragraphe 102.
[12] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 40.
[13] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 38.
[14] Questions n° 143 et 144.
[15] Journal officiel des CE, C/342/5, 5, 5 décembre 2001, pièce n° 26 des CE.

2.4 "Externalisation" et questions connexes

12. Le Brésil a accordé une importance considérable aux allégations relatives à l'"externalisation" de la production par les producteurs communautaires. En d'autres termes, il est allégué que, plutôt que de produire eux-mêmes, ils ont passé des accords pour que les accessoires soient fabriqués dans des pays tiers, puis exportés vers les CE. Les CE ont expliqué comment une enquête avait été menée au sujet de ces relations et comment il avait été constaté qu'elles avaient peu de conséquences. Le Brésil s'est manifestement persuadé du contraire et cherche, à force de le répéter, à en convaincre le Groupe spécial, en pensant apparemment qu'une affirmation répétée constitue en soi une forme d'élément de preuve.

13. Dans sa déclaration orale, le Brésil fait diverses observations sur les relations existant entre un producteur communautaire et un exportateur bulgare. Les enquêteurs des CE ont examiné ces relations lors de leurs enquêtes. Leurs conclusions ont été publiées dans le règlement provisoire, et les dispositions pertinentes sont citées dans la première communication des CE.[16] Les noms des entreprises visées n'ont pas été mentionnés pour des raisons de confidentialité. Les nouveaux documents que présente maintenant le Brésil sont à la fois inacceptables (en raison de l'article 17.5 i) de l'Accord antidumping), et sans intérêt (étant donné qu'ils confirment simplement l'existence de relations que les CE connaissaient déjà parfaitement). Ils n'ont pas d'incidence sur la conclusion des CE quant à l'importance (ou à l'absence d'importance) des importations en provenance de Bulgarie.

14. Le Brésil allègue encore[17] que d'autres producteurs communautaires avaient passé des accords d'externalisation importants et accuse les CE de ne pas avoir mené d'enquête les concernant. Les CE ont bien enquêté au sujet de ces allégations et les résultats de leurs enquêtes sont reproduits dans les règlements provisoire et définitif.[18]

15. Le Brésil s'est tellement focalisé sur l'"externalisation" et les liens existants entre les entreprises nationales et les producteurs des pays tiers que l'on pourrait croire que le sujet constituait un élément distinct de la définition du dumping dommageable. Le Brésil parle d'"une compréhension correcte de la situation du marché, du positionnement des différents concurrents sur le marché visé et de la nature évolutive de la branche de production communautaire et du marché communautaire".[19]

16. Toutefois, l'Accord antidumping est rédigé en termes beaucoup plus précis et c'est au regard de ces termes que le Brésil doit prouver la validité de sa thèse. Dans sa première communication, si ce n'est dans sa déclaration orale, le Brésil a examiné ces questions afin de contester les constatations des CE concernant les causes du dommage causé à la branche de production nationale. Toutefois, il n'a nulle part expliqué comment, même s'ils avaient existé, de tels accords d'externalisation auraient pu d'eux-mêmes influer sur les constatations relatives au lien de causalité.

17. Il semble que l'argument de Tupy ne concernait pas les conséquences en matière d'investissement de cette externalisation, mais les CE ont de toute façon examiné le niveau d'investissement dans la branche de production communautaire et ont constaté qu'il était assez important pendant toute la période d'examen du dommage, ce qui montre que la branche de production communautaire était toujours viable et n'était pas prête à abandonner ce segment de production.[20] Sur le fond, la plainte de Tupy était plutôt que la branche de production nationale avait passé des accords pour que les produits soient fabriqués à l'étranger et importés dans les CE. Par conséquent, les accords sur lesquels Tupy, et maintenant le Brésil, insistaient tant n'ont pas d'importance à moins qu'ils ne se rapportent aux importations dans les CE. En outre, la question de

[16] Paragraphes 467 et 468.
[17] Déclaration orale, paragraphe 13.
[18] Règlement provisoire, considérants 134 et 174; règlement définitif, considérants 65 à 68, 106 à 111.
[19] Déclaration orale, paragraphe 6.
[20] Règlement provisoire, considérant 159.

savoir quelles importations dans les CE, s'il y en avait, causaient un dommage était au cœur de l'enquête, indépendamment des accords juridiques à l'origine de ces importations. Par conséquent, bien que les CE aient enquêté et fait rapport sur les relations qui existaient entre les producteurs dans les CE et les producteurs hors des CE, elles se sont surtout intéressées aux importations, en particulier à leur volume et à leurs prix.

18. Ainsi, le Brésil se plaint de ce que les CE n'ont pas enquêté sur les accords entre les CE et les producteurs turcs conformément aux modalités précises que Tupy avait proposées, c'est-à-dire par le biais de questions aux autorités turques.[21] Or, premièrement, rien dans l'Accord n'oblige les autorités nationales à adopter des méthodes d'enquête simplement parce qu'elles sont proposées par une partie intéressée. Deuxièmement, les CE ont bien enquêté sur les importations en provenance de Turquie. Il a été constaté qu'un producteur communautaire importait effectivement le produit visé de Turquie, mais en quantités tellement minimes qu'il a été jugé que ces importations n'affectaient pas son statut de producteur communautaire.[22] En outre, en ce qui concerne l'évaluation générale des importations turques, il a été constaté que "les importations en provenance de Turquie étaient restées stables, à un niveau quasi négligeable, pendant toute la période d'examen du dommage".[23] Cette constatation aurait été suffisante pour rendre l'existence éventuelle d'accords d'"externalisation" non pertinente.

3. Conclusion

19. Les CE affirment que la présente communication, prise conjointement avec leurs réponses aux questions du Groupe spécial, réfute globalement les allégations du Brésil, telles qu'elles ont été précisées dans sa déclaration orale, et elles demandent au Groupe spécial de prendre les décisions appropriées.

[21] *Ibid*., paragraphe 14.
[22] Règlement définitif, considérant 67.
[23] Règlement provisoire, considérant 169. Cette conclusion a été confirmée dans les considérants 67 et 108 du règlement définitif.

PIÈCES

Pièce n° 27 des CE	Confidentiel: lettre de l'Ambassadeur du Brésil, 10 décembre 1999
Pièce n° 28 des CE	Confidentiel: lettre de l'Ambassadeur du Brésil, 29 janvier 2000
Pièce n° 29 des CE	Confidentiel: lettre de l'Ambassadeur du Brésil, 23 février 2000

ANNEXE D

Déclarations orales, première et deuxième réunions du Groupe spécial

Table de matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique de la déclaration orale du Brésil - Première réunion	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes - Première réunion	D-7
Annexe D-3	Résumé analytique des observations des Communautés européennes sur la réponse du Brésil à la demande de décisions préliminaires présentée par les Communautés européennes - Première réunion	D-12
Annexe D-4	Déclaration orale additionnelle du Brésil concernant les pièces n° 47 à 52 – Première réunion	D-17
Annexe D-5	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie	D-20
Annexe D-6	Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie	D-22
Annexe D-7	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	D-27
Annexe D-8	Résumé analytique de la déclaration orale du Brésil - Deuxième réunion	D-30
Annexe D-9	Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes - Deuxième réunion	D-35

ANNEXE D-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL - PREMIÈRE RÉUNION

(4 et 5 décembre 2001)

INTRODUCTION

1. Dans la déclaration ci-après, le Brésil se contentera d'énumérer certains des points principaux de l'affaire. Cela est sans préjudice d'autres questions importantes qu'il sera préférable, en raison soit de leur complexité, soit de leur lien avec d'autres aspects de l'affaire, de traiter dans la deuxième communication écrite du Brésil qui sera présentée prochainement au Groupe spécial.

HISTORIQUE DE L'AFFAIRE

2. La décision prise pour des raisons structurelles depuis le milieu des années 90 par une grande partie de la branche de production des CE d'externaliser et, dans certains cas, de réimplanter leur production dans des pays extérieurs au territoire communautaire revêt une importance capitale pour la présente affaire. Le refus des CE d'apprécier correctement cette nouvelle réalité structurelle a contribué à ce que leur établissement et leur évaluation des faits de la cause soient incorrects.

3. Les CE n'ont jamais examiné correctement les allégations formulées à maintes reprises par le Brésil et auparavant par l'exportateur brésilien (et d'autres).[1] Bien qu'elles aient reçu d'abondantes indications et pistes pour obtenir des renseignements et des éléments de preuve en vue de vérifier les allégations de l'exportateur brésilien, elles se sont contentées d'affirmer qu'elles ne pouvaient pas vérifier l'exactitude de ces éléments de preuve.[2]

4. En substance, la demande avait principalement pour objectif d'évincer du marché communautaire les importations en provenance du Brésil et d'autres pays afin de laisser la place aux propres produits de la branche de production des CE provenant d'une externalisation.[3] Dans certains cas, la production du produit visé dans les CE a été sensiblement réduite voire totalement arrêtée. La qualification d'"allégations extravagantes" adoptée par les CE pour qualifier ces affirmations n'est pas justifiée.

5. Un rapport trouvé par le Brésil sur le site Web du Bulgaria Economic Forum[4] confirme qu'en 1996 déjà, Atusa (un demandeur) avait acquis une participation majoritaire dans Berg Montana, producteur bulgare et qu'en juillet 2000, Atusa avait fait l'acquisition de nouvelles actions et renforcé son contrôle sur le producteur bulgare.[5] Cela était déjà prévu dans un rapport publié en

[1] Première communication de Tupy, 2.1.7, 4ème paragraphe; deuxième communication de Tupy, page 2; quatrième communication de Tupy, pages 23 et 24 (première communication du Brésil page 119, 4ème paragraphe; page 222, 2ème paragraphe; page 224, 2ème paragraphe). Des références aux déclarations et documents produits par Tupy pendant l'enquête figurent dans la première communication du Brésil, entre autres choses, au point "B. Historique des précédents et leur pertinence pour la présente affaire", page 10 et suivantes et au point "*d) Importations en provenance d'autres pays tiers*", page 217 et suivantes, en particulier page 222 et suivantes.

[2] *Idem*.

[3] *Idem*.

[4] Biforum, www.biforum.org.

[5] Pièce n° 47 du Brésil.

septembre 1999.[6] De plus, il ressort clairement des tableaux publiés sur le site Web des autorités bulgares chargées de l'investissement étranger qu'Atusa a pris le contrôle de Berg Montana en 1996 et 1997[7] et l'a renforcé le 4 juillet 2000.[8] Ce qui précède ne laisse subsister aucun doute quant au fait que l'acquisition avait été réalisée par Atusa elle-même.

6. L'exportateur brésilien a fourni aux CE des renseignements similaires concernant Woeste, autre requérant de premier plan dans l'enquête, ainsi que d'autres accords d'externalisation caractérisant la situation nouvelle de la branche de production des CE[9] (y compris les relations entre le requérant austro-suisse Georg Fischer (GF) et un producteur turc). Les CE maintiennent qu'"elles se sont livrées à un examen attentif de la branche de production des CE dans le cadre de l'enquête et n'ont pas trouvé d'éléments de preuve à l'appui des allégations du Brésil".[10] En manquant à l'obligation de vérifier l'exactitude des renseignements fournis, les CE ont également manqué à celle d'établir dûment les faits et de procéder à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs.

LE BRÉSIL EN TANT QUE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

7. Les CE ont enfreint divers aspects de l'article 15 de l'Accord antidumping:

8. *a) Prendre spécialement en considération la situation particulière d'un pays en développement Membre*. La première phrase de l'article 15 prescrit que le pays développé Membre devra prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand il envisagera d'appliquer des mesures antidumping. Cette nécessité de "prendre spécialement en considération" doit se traduire dans les faits. Tel n'a pas été le cas pour la mesure soumise au Groupe spécial.

9. La deuxième phrase de l'article 15 énonce une deuxième obligation, *b) une obligation d'explorer les possibilités de solutions constructives* aux termes de laquelle "l'"exploration" des possibilités [de solutions constructives] doit être activement entreprise par … [le] pays développé avec une volonté de parvenir à un résultat positif".[11] Un respect véritable et intégral de cette obligation suppose d'aviser les exportateurs des possibilités d'explorer des solutions constructives. Dans la présente affaire, les CE n'ont pas entrepris activement une telle exploration, et Tupy n'a pas non plus été informée d'une telle possibilité.

10. Les CE n'ont même jamais signalé à l'exportateur brésilien la possibilité d'un engagement pendant l'enquête. Il convient de noter que – conformément à leur droit interne – les CE sont habilitées à suggérer des engagements aux exportateurs concernés.[12] En raison de la nature même des engagements en matière de prix, pour que la possibilité d'une solution constructive puisse être dûment explorée, il faut que les CE suggèrent cette option à l'exportateur. Chose qu'elles n'ont pas faite. Cela n'a pas non plus été évoqué avec le Brésil. Comme le montrent les pièces des CE, la "question" a toujours été "soulevée" du côté brésilien, et non l'inverse. En tout état de cause, comme le fait savoir

[6] Pièce n° 48 du Brésil.
[7] Pièce n° 49 du Brésil.
[8] Pièce n° 50 du Brésil.
[9] Première communication de Tupy, 2.1.7, 4ème paragraphe; deuxième communication de Tupy, page 2; quatrième communication de Tupy, pages 23 et 24 (première communication du Brésil page 119, 4ème paragraphe; page 222, 2ème paragraphe; page 224, 2ème paragraphe).
[10] Première communication des CE, paragraphe 18.
[11] Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, rapport du Groupe spécial (WT/DS141/R, 30 octobre 2000), paragraphe 6.233.
[12] Article 8 du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne (pièce n° 24 du Brésil).

le Groupe spécial Linge de lit, "Rester totalement passif ne suffit pas pour satisfaire à l'obligation d'"explorer" les possibilités de solutions constructives".[13]

11. *c) Intérêts essentiels d'un pays en développement Membre.* Il n'appartient pas aux CE de déterminer ce qui constitue un intérêt essentiel du Brésil. Ensuite, puisque le Brésil avait inscrit la question de l'enquête antidumping au programme de réunions de haut niveau entre son gouvernement et la Commission des CE, cela montre à l'évidence que cette question était essentielle pour ses intérêts.

DEMANDE

12. Les CE ont manqué à l'obligation énoncée à l'article 5.3 leur imposant d'examiner les renseignements fournis dans la demande pour s'assurer qu'ils étaient exacts et que tous les éléments énumérés à l'article 5.2 avaient été pris en compte ou avaient été écartés à juste titre.

13. Étant donné qu'il n'a reçu la version confidentielle de la demande qu'avec la première communication des CE, le Brésil estime nécessaire d'examiner cette question de manière plus approfondie et se réserve le droit de formuler de nouvelles observations à son propos dans sa prochaine communication écrite au Groupe spécial.

INCIDENCE DE LA DÉVALUATION

14. Les CE ont enfreint l'article VI du GATT de 1994 et l'article premier de l'Accord antidumping dans la mesure où, après la dévaluation de 41,99 pour cent du real brésilien en janvier 1999, l'existence d'un dumping n'a pas pu être constatée, de sorte que l'imposition de mesures antidumping était injustifiée. À titre subsidiaire, les CE ont enfreint l'article 11.1 en permettant que les mesures restent en vigueur alors qu'elles n'étaient plus nécessaires pour neutraliser le dumping. Elles ont également enfreint l'article 11.2 de l'Accord antidumping en ne réexaminant pas, de leur propre initiative, la nécessité de maintenir l'imposition des mesures compte tenu de la situation nouvelle après la dévaluation.

15. Le règlement antidumping des CE ne donne pas à l'exportateur le droit de demander l'ouverture d'un réexamen pendant la première année suivant l'imposition des droits. Il ne peut pas être reproché à l'exportateur brésilien de n'avoir pas demandé un réexamen pendant ladite année.

DUMPING

16. Le Brésil n'évoquera ici que deux aspects principaux de cette question. Premièrement, dans leur analyse et leur calcul de PIS/COFINS, les CE ont utilisé un échantillonnage *de facto* punitif. Deuxièmement, s'agissant de la "réduction à zéro", elles ont manqué à leur obligation d'examiner les conséquences de leur méthode, bien que la réduction à zéro et la violation de l'article 2.4.2 constituent des éléments importants du comportement globalement partial des CE dans cette enquête.

DOMMAGE

17. **Sous-cotation du prix alléguée non dûment prise en compte -** Les CE ont enfreint l'article 3.1 et 3.2 lorsqu'elles ont examiné la sous-cotation des prix des importations en provenance du Brésil, par rapport à la branche de production nationale, parce que leur détermination n'était pas fondée sur "des éléments de preuve positifs et [ne] comport[ait] [pas] un examen objectif". Au moment d'établir les faits, les CE ont "réduit à zéro" les marges de sous-cotation négatives en violation de la jurisprudence établie de l'OMC. Cette "manipulation" *de facto* des prix des

[13]Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, rapport du Groupe spécial (WT/DS141/R, 30 octobre 2000), paragraphe 6.238.

exportations est intrinsèquement partiale, parce qu'elle i) augmente la probabilité que soit déterminée l'existence d'une sous-cotation des prix et ii) augmente l'amplitude de la marge.

18. Ces défauts sont encore aggravés par le refus des CE de prendre en compte les différences importantes existant entre les accessoires de tuyauterie à cœur noir et à cœur blanc; l'autorité chargée de l'enquête doit s'assurer que les prix qu'elle examine sont comparables. En outre, les CE n'ont pas comparé les types de produits brésiliens avec les produits à cœur noir d'un producteur communautaire ou, sinon, n'ont pas opéré les ajustements justifiés.

19. **Cumul non adéquat** - le cumul des exportations brésiliennes et de celles des autres pays exportateurs visés était inapproprié parce que les conditions qui permettent un tel cumul au titre de l'article 3.3, et compte tenu des articles 3.1 et 3.2, n'étaient pas réunies.

20. L'article 3.3 vise la possibilité pour les autorités chargées des enquêtes de "procéder à une évaluation cumulative des effets" des importations faisant l'objet d'un dumping. Pour cela, il faut à l'évidence que i) les autorités identifient les effets; et c'est seulement après cette identification qu'elles pourront passer à l'étape ii): l'évaluation cumulative. Pourtant, les CE ont réduit ces deux étapes à une seule. Cela ne correspond pas à la notion d'"additions successives" (successive addition).[14]

21. En second lieu, ces procédures "ne pourront" être utilisées "que" si les deux conditions énoncées à l'article 3.3 sont remplies. Le premier groupe de conditions offre assez d'indications aux autorités chargées des enquêtes. Cependant, s'agissant des "conditions de concurrence", le Brésil émet de sérieuses réserves quant au caractère suffisant des critères suivis par les CE, question qu'il soulèvera dans sa deuxième communication écrite. À ce stade, nous faisons observer que les importations en provenance du Brésil ne correspondent à aucun des critères prescrits.

22. De surcroît, la procédure ordinaire pour les autorités communautaires est à l'évidence de cumuler les importations. Il incombe à l'exportateur étranger de prouver que les importations ne doivent pas être cumulées. Néanmoins, l'article 3.3 constitue clairement une exception à la procédure normale de détermination de l'existence d'un dommage d'une manière non cumulative. Le cumul n'est autorisé "que" si les conditions énoncées à l'article 3.3 sont remplies. En cas d'ambiguïté, les autorités ne peuvent pas procéder à une évaluation cumulative des effets des importations.

23. **Manquement à l'obligation d'évaluer tous les facteurs de dommage à prendre impérativement en compte** - les CE n'ont pas évalué la totalité des 15 facteurs non exhaustifs de dommage énumérés à l'article 3.4 pour déterminer la situation de la branche de production communautaire. Elles ont donc agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4.

LIEN DE CAUSALITÉ

24. Les CE ont enfreint l'article 3.5 parce qu'elles n'ont pas *démontré* que les importations en provenance du Brésil causaient un dommage. Les effets des autres causes de dommage pour la branche de production des CE ont été imputés à tort aux importations en provenance du Brésil. Les CE ont fait une analyse superficielle des causes connues telles que: l'incidence de la baisse de la consommation et les mauvais résultats à l'exportation de la branche de production des CE, l'avantage comparatif de l'exportateur brésilien par rapport aux producteurs des CE, les efforts d'externalisation et de rationalisation de la branche de production des CE, les importations en provenance des autres pays tiers, le remplacement du produit visé et la différence de perception par le marché entre les deux variantes du produit visé. Par ailleurs, les facteurs allégués concernant les importations en provenance du Brésil ne reposaient pas sur des éléments de preuve positifs, lesquels étaient contredits par les éléments de preuve versés au dossier. Les CE ont rejeté les arguments du Brésil sans fournir "une explication motivée de la détermination" et sans "établir une base factuelle adéquate pour la

[14] The Shorter Oxford Dictionary, Third Edition.

détermination". Cependant, le libellé de l'article 3.5 concernant la non-imputation oblige l'autorité chargée de l'enquête à *établir une séparation et une distinction entre* les effets dommageables des autres facteurs et les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping. À défaut, les autorités seraient dans l'incapacité de garantir qu'une détermination faite à propos des effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping porte bien sur ces importations et non sur d'autres facteurs.

ANNEXE D-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - PREMIÈRE RÉUNION

I. INTRODUCTION

1. Le Brésil a formulé un grand nombre d'allégations. Nous avons présenté une réfutation détaillée et exhaustive de ces allégations dans notre communication. Plutôt que de simplement reproduire les arguments que nous y avons exposés, nous préférons, dans la présente déclaration, nous attacher à certaines questions de caractère plus général.

II. DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2. Le Brésil a formulé un certain nombre d'allégations fausses concernant la conduite des fonctionnaires communautaires qui étaient chargés de l'enquête. Il allègue, par exemple, sans fournir aucun élément de preuve, que les enquêteurs ont écourté la vérification effectuée sur place en ce qui concerne Tupy et ont refusé ses demandes en vue de leur faire visiter un entrepôt. Il accuse également les CE de n'avoir pas communiqué à Tupy le détail des taux de change qui ont été utilisés pour calculer la marge de dumping. Quiconque lirait ces allégations en retirerait l'impression que les enquêteurs n'ont pas été équitables avec Tupy, et l'ont traitée avec désinvolture ou même avec dédain. La vérité est tout autre.

3. La coopération de Tupy est loin d'avoir été satisfaisante. Ses réponses aux Questionnaires étaient inadéquates. Celles de Tupy (Europe) étaient inexactes, incomplètes et trompeuses. Dans la réponse de Tupy elle-même, les ajustements concernant tant les ventes à l'exportation que les ventes sur le marché intérieur ont été mal calculés, les chiffres n'ont pas été fournis dans la bonne monnaie, et les données concernant le chiffre d'affaires étaient contradictoires. Les efforts déployés par les CE pendant la vérification sur place pour obtenir que Tupy corrige ces erreurs ont donné des résultats très limités. La vérification elle-même a été prolongée inutilement en raison du manque de coopération de Tupy.

4. Ces problèmes n'étaient pas dus à un manque de familiarité de Tupy avec les questions antidumping – Tupy avait fait l'objet d'enquêtes antidumping menées par les CE à deux reprises dans les années 80, et avait été mêlée à des enquêtes similaires menées par d'autres pays. Ils ne provenaient pas non plus d'un manque de ressources. Tupy est une grosse société qui dispose de cadres expérimentés et applique des normes comptables professionnelles. En outre, Tupy a bénéficié dans cette enquête des services d'un conseil juridique.

5. Les CE suivent des règles procédurales destinées à assurer le bon déroulement des enquêtes. Elles sont fondées sur les prescriptions de l'Accord et les recommandations du Comité antidumping. Conformément à la pratique habituelle de la Commission européenne, Tupy a bénéficié d'une application souple et généreuse de ces règles. Ainsi, elle a obtenu une semaine supplémentaire pour répondre au Questionnaire, les fonctionnaires communautaires lui ont accordé deux auditions à Bruxelles et elle a été autorisée à présenter des corrections concernant des éléments d'information essentiels même après l'achèvement de la vérification sur place. Quand Tupy a présenté des renseignements déconcertants et contradictoires sur les crédits d'impôt à l'exportation, les fonctionnaires communautaires ont pris eux-mêmes l'initiative d'établir des ajustements de prix. Après avoir adopté des mesures provisoires, les CE ont pris au plus haut niveau l'initiative de proposer à Tupy d'offrir un engagement en matière de prix plutôt que de se voir imposer des droits.

6. Ainsi, malgré le manque de coopération, les autorités communautaires ont fait de leur mieux pour veiller à ce que les intérêts de Tupy soient respectés. En bref, les CE réfutent toutes les allégations, explicites ou implicites, selon lesquelles leurs fonctionnaires n'ont aucunement agi conformément aux normes les plus élevées.

7. Dans sa déclaration orale, le Brésil laisse encore entendre, cependant, que les autorités communautaires ont agi de mauvaise foi dans cette affaire. Plus précisément, au paragraphe 174, il allègue que "la méthode de la réduction à zéro et la violation de l'article 2.4.2 constituent des éléments importants du comportement globalement partial dont les autorités ont fait montre au cours de l'enquête". Les CE souhaiteraient rappeler que l'enquête sur les accessoires de tuyauterie était achevée, et les mesures définitives imposées, avant que l'Organe d'appel n'ait publié son rapport sur l'affaire du linge de lit. Avant ce rapport, les autorités communautaires avaient appliqué la même méthode de calcul des moyennes dans toutes les enquêtes. En conséquence, les CE rejettent les allégations du Brésil. Il se peut que les autorités communautaires aient appliqué une méthode de calcul des moyennes erronée en l'espèce, mais elles n'ont fait preuve d'aucune partialité à l'encontre de Tupy.

III. CRITÈRE D'EXAMEN

8. Il n'est pas besoin de rappeler au Groupe spécial que dans la présente procédure, le critère d'examen approprié concernant les constatations de fait est énoncé de manière explicite à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping. Toutefois, nous aimerions profiter de cette occasion pour examiner de plus près cette disposition importante et son interprétation correcte.

9. L'article 17.6 i) a pour objet l'établissement et l'évaluation des faits par les autorités chargées de l'enquête. J'examinerai successivement chacun de ces points.

10. L'établissement des faits porte sur la collecte des données brutes, telles que les niveaux de bénéfices d'une entreprise pendant certaines années. Selon l'article 17.6 i), l'établissement des faits doit être "correct". Dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "à en juger par son sens ordinaire, le terme "correct" signifie "exact" ou "juste"". Cependant, l'Organe d'appel n'avait apparemment pas l'intention de donner une interprétation définitive de ce terme. Il voulait plutôt établir une distinction entre l'obligation de procéder à une "évaluation correcte des faits" et celle de divulguer ces faits aux parties.

11. Le dictionnaire utilisé par l'Organe d'appel (le New Shorter Oxford) donne une autre définition du mot "correct" qui semble encore plus pertinente dans ce contexte. Cette définition est la suivante: "Du modèle ou type requis; convenable, adéquat, approprié; idoine, qui convient". Il existe une solide raison pour préférer "adéquat" [suitable] ou "approprié" [appropriate], puisque l'expression "établissement des faits" semble plus naturellement se rapporter à un *processus* qu'à un *résultat*. En d'autres termes, c'est la manière dont les autorités s'y prennent pour établir les faits qui doit être correcte. Un groupe spécial a dit que la question était de savoir si les renseignements réunis par les autorités étaient pertinents et fiables. Que le résultat soit exact ou non est un point dont les groupes spéciaux ne sont généralement pas à même de juger puisqu'ils n'ont pas les moyens de contester les conclusions des enquêteurs (en fait, l'article 17.5 ii) les empêche d'avoir ces moyens). La notion de justesse (ou d'exactitude) n'en demeure pas moins pertinente, du fait que le caractère "adéquat" de l'établissement des faits par les autorités sera jugé, entre autres choses, sur la probabilité qu'il permette de rendre compte des faits avec justesse.

12. La seconde opération traitée par l'article 17.6 i) est l'"évaluation" des faits. À l'instar de l'"établissement", l'"évaluation" est tout autant un processus qu'un résultat. En outre, c'est un processus qui est susceptible de se répéter plusieurs fois au cours d'une enquête. Les évaluations peuvent également être cumulatives. Ainsi, dans le contexte de l'article 3.4, les données annuelles relatives à un facteur particulier pourraient être évaluées et mener à la conclusion que, par exemple,

les bénéfices ont baissé pendant la période couverte par l'enquête. Cette conclusion pourrait ensuite être évaluée parallèlement à d'autres et amener alors les autorités à une nouvelle conclusion indiquant que la branche de production nationale subit un dommage.

13. Les questions que les groupes spéciaux doivent se poser lorsqu'ils examinent l'"évaluation" des faits par les autorités sont celles de savoir si elle était "impartiale" et si elle était "objective". De ces deux notions, la partialité est probablement la plus simple à définir, mais elle ne semble pas constituer un élément significatif dans le présent différend puisque le Brésil ne l'a pas invoquée pour fonder une plainte distincte.

14. La notion d'évaluation "objective" est évidemment complexe, et les dictionnaires sont ici de peu de secours. Le groupe de sens le plus pertinent est peut-être: "portant ou mettant l'accent sur ce qui est extérieur à l'esprit; se rapportant à des choses ou des événements extérieurs; présentant les faits sans les teinter de sentiments, d'opinions, ou de préjugés personnels; désintéressé". "Objectif" est employé ici par opposition à "subjectif". Une évaluation objective serait alors celle qui serait régie par des considérations d'ordre général et non particulières au cas d'espèce. Cependant, différentes raisons donnent à penser que cette interprétation est trop étroite.

15. En premier lieu, l'Organe d'appel a donné une interprétation plus large d'une obligation libellée de façon similaire à l'article 3.1. L'article 3.1 fait obligation aux autorités nationales de fonder les déterminations de l'existence d'un dommage sur un "examen objectif". L'Organe d'appel a dit ce qui suit: "Le terme "objectif" indique essentiellement que le processus d'"examen" doit respecter les impératifs correspondant aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire."

16. En second lieu, plusieurs groupes spéciaux établis au titre des Codes du Tokyo Round ont appliqué un critère de "caractère raisonnable" pour analyser l'évaluation des faits par les autorités. Ainsi, dans le contexte de l'article 3.1, un groupe spécial établi au titre du Code antidumping a indiqué qu'il avait pour tâche d'établir "si les autorités chargées de l'enquête avaient examiné tous les faits pertinents … et s'il avait été expliqué raisonnablement comment l'ensemble des faits étayait la détermination faite par les autorités chargées de l'enquête".

17. Le "caractère raisonnable" est loin d'être un critère précis. Toutefois, il convient de préciser que caractère raisonnable n'est pas synonyme de perfection. Les décisions prononcées au titre du Code et qui retiennent ce critère ont admis que des décisions pouvaient être raisonnables même lorsque l'analyse effectuée par les autorités nationales comportait des "lacunes manifestes".

18. Les groupes spéciaux qui appliquent l'Accord antidumping de l'OMC ont, en majorité, évité le débat sur le sens du mot "objectif", et se sont contentés d'indiquer s'il était satisfait ou non à ce critère. Quelquefois, les groupes spéciaux se sont attachés au *processus* de l'évaluation. Dans le contexte de l'article 3.4, un groupe spécial a dit ce qui suit: "L'évaluation d'un facteur suppose de placer les données dans leur contexte et de les évaluer tant du point de vue de leur évolution interne que par rapport aux autres facteurs examinés." Ceci suppose que les autorités expliquent le raisonnement qu'elles ont suivi. Dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, le Groupe spécial a parlé d'"explication convaincante", ce qui élude toutefois la question de savoir jusqu'à quel point cette explication doit être convaincante. S'il fallait que cette explication soit assez puissante pour convaincre *quiconque*, cela ne laisserait guère voire pas de place à la restriction énoncée à l'article 17.6 i) selon laquelle "même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée". Il serait préférable d'indiquer que l'explication devrait être *de nature à* convaincre une personne raisonnable. Il est intéressant de constater que, ainsi qu'il a été admis dans le cadre des Codes, des évaluations qui étaient loin d'être parfaites ont néanmoins été tenues pour "objectives".

19. Plutôt que de s'intéresser au processus d'évaluation des faits, les groupes spéciaux examinent quelquefois son *résultat*, et se demandent si, compte tenu des données communiquées aux autorités,

les conclusions de ces dernières peuvent être justifiées. La notion de caractère raisonnable a été expressément invoquée dans ce contexte.

20. Sur la question de savoir si les groupes spéciaux examinent le processus de l'évaluation des faits par les autorités nationales ou son résultat, il est évident que l'article 17.6 i) ne permet pas de répondre précisément. Cependant, la référence explicite à la possibilité que ces autorités arrivent à une "conclusion différente" de celle du groupe spécial indique que l'Accord sous-entend que les autorités nationales devraient se voir accorder un large pouvoir d'appréciation.

IV. DOMMAGE ET LIEN DE CAUSALITÉ

21. Je souhaiterais à présent dire quelques mots concernant certains aspects de l'existence du dommage et du lien de causalité dont nous craignons, autrement, qu'ils ne puissent devenir source de difficultés dans cette affaire.

22. La communication du Brésil a créé une confusion considérable en n'établissant pas une distinction appropriée entre les questions visées à l'article 3.4 et celles visées à l'article 3.5 de l'Accord. Ce point a été souligné dans notre communication, mais une explication supplémentaire peut être nécessaire.

23. Les alinéas 4 et 5 de l'article 3 concernent deux sujets distincts, quoique liés. L'objet de l'alinéa 4 est la "situation" de la branche de production nationale, en particulier la question de savoir si ladite branche a subi un dommage important. En revanche, le propos principal de l'alinéa 5 est la détermination de la cause de ce dommage.

24. L'alinéa 4 définit un certain nombre de critères pour évaluer ce qui pourrait être décrit comme l'"état de santé" de la branche de production nationale. Si des critères particuliers indiquent que cette branche de production n'est pas en bonne santé, on pourra peut-être établir un lien de causalité entre certains d'entre eux et les importations faisant l'objet d'un dumping. Cependant, rien dans l'article 3 n'exige que de tels liens soient établis. Le seul lien de causalité qu'il faille établir est celui entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le "dommage" (au singulier, non au pluriel) causé à la branche de production nationale. En d'autres termes, ce qui compte lorsque l'on s'intéresse au lien de causalité, c'est le dommage subi globalement par la branche de production nationale.

25. C'est la raison pour laquelle, après avoir relevé plusieurs critères différents par rapport auxquels la branche de production nationale présentait de mauvais résultats, les CE ont abouti à la conclusion globale que "l'industrie communautaire a subi un préjudice important".

26. Cette constatation a été formulée pour la période couverte par l'enquête, à savoir la période d'un an qui a également servi à déterminer la marge de dumping. Les divers critères énumérés à l'article 3.4 ont été examinés sur une période plus longue, la "période couverte par l'enquête sur le dommage" qui est d'environ quatre ans. Cependant, ainsi qu'il a été expliqué dans le Règlement définitif, "il est simplement tenu compte des changements et des tendances constatés dans les années précédant la période d'enquête de manière à mieux comprendre les constatations relatives à cette période.

27. L'Organe d'appel a souligné le parallélisme existant entre l'Accord antidumping et l'Accord sur les sauvegardes en ce qui concerne l'analyse de l'existence du dommage et l'importance qu'il y a à examiner les tendances au lieu de s'en remettre à une simple analyse portant sur les points extrêmes de la période. En tant que principe général, ceci est indéniablement vrai. Les tendances importent dans les deux types d'enquête, mais les incidences de tendances particulières peuvent différer. Dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes le lien de causalité peut commencer à exister à n'importe quel moment de la "période couverte par l'enquête sur le dommage". Ainsi, dans l'affaire *Argentine - Mesures de sauvegarde pour les chaussures*, le Groupe spécial a dit que, si des importations

causaient un dommage, il fallait s'attendre à ce qu'un accroissement des importations coïncide avec une baisse des facteurs relatifs au dommage. En revanche, dans une enquête antidumping une telle évolution sur toute la période couverte par l'enquête sur le dommage devrait être traitée avec plus de circonspection, car elle pourrait même indiquer que le dommage est dû à un autre facteur à long terme, et non au dumping.

V. PIÈCES NOUVELLES – DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE

28. Nous notons que, à l'appui de sa déclaration orale, le Brésil a présenté une série de pièces nouvelles qui, à première vue, ne semblent pas avoir été communiquées aux autorités chargées de l'enquête pendant cette dernière. Nous rappelons qu'aux termes de l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping, le Groupe spécial doit examiner la question en se fondant sur "les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur". En conséquence, les CE s'élèvent contre la présentation de ces pièces par le Brésil. En outre, elles demandent que le Groupe spécial rende une décision préliminaire à l'effet de les rejeter. Nous sommes bien conscients que la règle 13 des Procédures de travail prévoit que les décisions préliminaires doivent être demandées au plus tard le jour où est présentée la première communication. Néanmoins, cette règle envisage que le Groupe spécial puisse accorder des exemptions sur exposé de raisons valables.

ANNEXE D-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR LA RÉPONSE DU BRÉSIL À LA DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - PREMIÈRE RÉUNION

(4 et 5 décembre 2001)

1. Mandat

1. Le Brésil fait valoir (RB, paragraphe 5) qu'une simple énumération des articles n'est pas nécessairement insuffisante. Dans son rapport sur l'affaire *Corée – Mesure de sauvegarde appliquée aux produits laitiers*, cité par le Brésil, l'Organe d'appel a souligné l'importance qu'il y avait à examiner chaque affaire en fonction des circonstances qui lui étaient propres, et à se demander s'il avait été porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre. En l'espèce, le Brésil tente de justifier l'inclusion de ses allégations en partie sur la base d'une liste substantielle d'articles et de paragraphes de l'Accord antidumping figurant à la page 2 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Cette liste vient après une référence au règlement provisoire et au règlement définitif des CE. Aucun effort n'est fait pour lier les dispositions particulières de l'accord mentionnées dans la liste à des aspects particuliers des deux mesures communautaires. Vu le nombre des dispositions invoquées (qui comprenaient la plupart de celles de l'Accord qui imposent des obligations aux Membres), ainsi que la durée et la complexité des deux mesures communautaires, les CE soutiennent que la liste en tant que telle était tout à fait inadéquate en tant que moyen de les informer dûment sur l'affaire au sujet de laquelle elles allaient devoir répondre. Par conséquent, les CE seraient lésées si la liste devait être acceptée comme les informant suffisamment des dispositions de l'OMC invoquées par le Brésil.

2. Le caractère insuffisant de la liste a été tacitement admis par le Brésil, puisque la plus grande partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial était composée de 38 paragraphes couvrant sept pages où étaient exposées en détail les différentes allégations formulées à l'encontre des CE. Le Brésil tente (RB, paragraphe 8) de faire passer ces paragraphes pour de simples exemples des dispositions visées dans la liste. Cependant, bien que des expressions de pure forme (telles que "par exemple") aient été incluses afin d'essayer de conserver au Brésil toute sa liberté d'action, ces paragraphes constituent un ensemble d'allégations formulées à l'encontre des CE, qui existe tout à fait indépendamment de la liste figurant plus haut. En réalité, la liste inclut plusieurs dispositions qui ne sont pas mentionnées dans les différents paragraphes. C'est comme si le Brésil avait simplement annoncé qu'il accusait les CE d'enfreindre chacune des obligations énoncées dans l'Accord.

3. S'agissant de l'argument (RB, paragraphe 9) fondé sur l'affaire *Argentine – Chaussures*, le Brésil fait référence à "certaines allégations" dont il apparaît qu'on ne trouve pas trace. Plusieurs groupes spéciaux ont défendu le principe selon lequel une mesure qui est annexée et étroitement liée à une mesure spécifiée dans le mandat relèvera également de la compétence du groupe spécial. Cela concerne une caractéristique du *système juridique interne* du Membre dont les actions sont contestées. Même lorsqu'elle n'est pas mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, une *mesure* nationale peut relever du mandat du groupe spécial si elle est annexée à une autre *mesure*. Le Brésil (RB, paragraphe 10) cherche à appliquer cette règle dans un contexte très différent – celui des dispositions de l'OMC invoquées dans les allégations.

4. Les CE ont fait valoir que certaines dispositions des *Accords de l'OMC* étaient liées à d'autres dispositions, de sorte que la violation de l'une entraînerait automatiquement celle d'une autre. Le point de savoir si cette relation existe est naturellement une des questions dont le Groupe spécial ne serait saisi que si la seconde disposition relevait de son mandat. La règle concernant la relation entre des *mesures* nationales n'a rien à voir avec cette question.

5. L'argument du Brésil fondé sur la différence entre "allégations" et "arguments" (RB, paragraphe 12) est juste en principe, mais n'est pas pertinent dans le présent contexte. En premier lieu, le Brésil ne précise pas comment il doit être appliqué. Il n'indique pas, parmi ses affirmations, lesquelles sont des allégations et lesquelles des arguments. Deuxièmement, l'article 6.2 prescrit que la demande d'établissement d'un groupe spécial devrait contenir "un bref exposé du fondement juridique de la plainte", lequel doit être constitué, au moins, d'une référence à la disposition invoquée.

6. Le Brésil laisse entendre également que les CE (RB, paragraphe 14) ont dit qu'il devait y avoir dans une certaine mesure intention de tromper. Les CE n'avancent aucun argument de ce genre. En l'espèce, le Brésil a formulé un très grand nombre d'allégations. Les CE sont en droit d'être informées de ces allégations à partir du moment où le mandat est adopté, de manière à pouvoir préparer leur défense de manière adéquate. Le Brésil note (RB, paragraphe 17) que les CE n'ont pas demandé de précisions concernant la demande d'établissement d'un groupe spécial. Toutefois, les CE avaient tout lieu de penser que la substance de la demande était constituée des paragraphes de fond contenant les allégations spécifiques. C'est maintenant seulement que le Brésil invoque la liste des dispositions à l'appui de ses allégations. Les CE n'admettent pas que la discussion des questions pendant les consultations (RB, paragraphe 18) constitue une information suffisante concernant les allégations. Cette conclusion peut être inférée de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H,* puisque les parties tierces n'ont pas pu participer à ces consultations.

2. Caractère vague des allégations

7. Le Brésil a cité (RB, paragraphe 22) l'avis de l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H* en ce qui concerne la possibilité pour le Membre défendeur de demander des précisions sur les allégations formulées par le plaignant. Cependant, l'Organe d'appel parlait des allégations figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et non pas dans la communication. Il incombe au plaignant de présenter des allégations correctes dans sa première communication. Il serait porté gravement atteinte aux droits du Membre défendeur si le plaignant devait être autorisé à les formuler au cours de la procédure.

8. Le Brésil se sert de sa réponse (RB, paragraphes 28 à 36) pour combler les insuffisances de sa communication, technique que le Groupe spécial devrait rejeter pour les raisons exposées ci-dessus au paragraphe 7. Le seul argument de fond avancé par le Brésil a trait au dernier point soulevé par les CE, celui qui concerne les allégations formulées dans le cadre du point 19 de la communication du Brésil. Toutefois, il ne suffit pas au Brésil d'observer (RB, paragraphe 35) que les allégations sont liées par l'obligation générale d'assurer la transparence. Une allégation fondée simplement sur la violation d'une obligation de "transparence" serait irrémédiablement vague, comme le serait une allégation fondée simplement sur une mention de l'article 12.

9. Les citations (RB, paragraphe 36) extraites de la communication du Brésil sont tirées du paragraphe introductif (BFS, ligne 10105) et ont un caractère général. La communication ne cherche pas à lier ces observations aux différentes allégations formulées par le Brésil aux lignes 10158 et suivantes.

3. Points spécifiques relatifs au mandat

3.1 Article 9.3

10. Le Brésil fait valoir (RB, paragraphe 37) qu'en incluant l'article 9 sur la liste figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, il intègre de ce fait l'article 9.3 dans le mandat. Les CE ont déjà expliqué pourquoi une telle liste était inadéquate. La demande d'établissement d'un groupe spécial du Brésil comporte une liste initiale de dispositions dont il est allégué qu'elles sont enfreintes, où figure la mention "Article 9, en particulier (mais non exclusivement) l'article 9.1 et 9.2". Les paragraphes ultérieurs contiennent des allégations d'infraction à l'"article 9.1", l'"article 9.2", et dans un cas l'"article 9", en les liant à des aspects particuliers des mesures antidumping communautaires. Ainsi, à aucun moment la demande ne mentionne l'article 9.3 ou n'indique, même indirectement, comment cet article aurait pu être enfreint.

11. L'article 9 contient quelque 900 mots et couvre plus de deux pages du texte publié des Accords de l'OMC. Il serait difficile de concevoir meilleur exemple d'une "simple liste" portant atteinte aux intérêts du Membre défendeur. Le Brésil cite le rapport du Groupe spécial *Thaïlande - Poutres en H* pour étayer son argument, mais le passage en question vise simplement les dispositions d'un article qui sont "en toute logique […] nécessairement inapplicables ou étrang[ères]" au différend, et non celles qui pourraient être "applicables ou pertinentes" comme le laisse entendre le Brésil.

12. L'argument du Brésil (RB, paragraphe 39) fondé sur le point soulevé par les CE selon lequel les allégations concernant l'article 9.3 sont entièrement subordonnées à d'autres allégations présente l'insuffisance logique décrite au paragraphe 0 ci-dessus. En tout état de cause, les CE sont en droit de formuler des arguments de fond ainsi que de procédure et ne peuvent se voir priver du droit à la protection que leur reconnaît l'article 6.2, puisque, *ex abundante cautela*, il répond aussi au point de fond.

3.2 Article 5.2

13. Contrairement à ce qu'avance le Brésil (RB, paragraphes 43 et 44), la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indiquait pas avec une précision suffisante de quelle manière les CE avaient prétendument enfreint l'article 5.2. La liste initiale figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial visait effectivement l'ensemble de l'article 5 puisqu'elle comportait la mention "Article 5, en particulier (mais non exclusivement) l'article 5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 5.7 et 5.8". Le paragraphe 5 de la demande d'établissement d'un groupe spécial faisait simplement référence à l'"article 5" de l'Accord, puis donnait deux exemples spécifiques. L'article 5 est une longue disposition qui s'étend sur plus de deux pages du texte de l'Accord. En outre, le fait qu'une question a été soulevée au cours des consultations ne peut être considéré comme indiquant de manière suffisante qu'elle est incluse dans le mandat, puisque de nombreuses questions peuvent faire l'objet de discussions entre les parties, qui ne sont pas traitées dans la procédure. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil (RB, paragraphe 45), la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contenait pas de "bref exposé" du fondement juridique de la plainte.

3.3 Article 6.2

14. Le Brésil ne montre pas (RB, paragraphe 47) en quoi la demande d'établissement d'un groupe spécial donnait des informations suffisantes sur les allégations concernant l'article 6.2 que les CE ont contestées. L'expression "entre autres choses" figurant au paragraphe 8 de la demande est tellement vague qu'elle est vide de sens dans ce contexte. La conception selon laquelle les articles 5.2 et 6.2 sont "liés intrinsèquement" aurait pour effet de justifier une allégation au titre de l'article 6.2 dès lors que pratiquement n'importe quelle autre disposition de l'Accord aurait été mentionnée dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial. Elle est par conséquent trop large. Il a déjà été répondu à l'argument concernant les consultations (paragraphe 0 ci-dessus).

3.4 Article 2.2.2

15. Le Brésil ne parvient pas à démontrer (RB, paragraphe 50) que la demande d'établissement d'un groupe spécial contenait une référence adéquate à l'article 2.2.2. En fait, il allègue que toute référence à l'article 2.2 et aux valeurs normales construites suffit, alors que ces dispositions sont très détaillées et comportent de nombreuses règles. Pour pouvoir défendre dûment leurs intérêts, les CE étaient en droit d'obtenir des indications plus précises sur leurs erreurs supposées.

3.5 Article 6.13

16. La demande des CE concernant l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 6.13 aurait dû être mentionnée au paragraphe 216 et non 220 de la communication des CE.

3.6 Exactitude des renseignements

17. Le Brésil indique maintenant (RB, paragraphe 57) que son allégation (BFS, ligne 4750) concernant le manquement supposé des CE à l'obligation de "s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis" était formulée au titre de l'article 3. Cette question n'apparaissait pas dans la communication du Brésil.

3.7 Article 3.2

18. Les CE rejettent l'allégation du Brésil (RB, paragraphe 59) selon laquelle il suffit, en fait, de mentionner l'article 3.2 de l'Accord pour que toute question portant sur la sous-cotation soit soulevée de manière adéquate. Au paragraphe 27 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil indique un certain nombre de raisons spécifiques pour lesquelles les CE ont prétendument enfreint l'article 3.2. Compte tenu des nombreuses façons possibles dont une infraction liée à la sous-cotation, pourrait se produire, les CE étaient en droit de considérer la liste donnée par le Brésil comme définitive.

3.8 Article 6.2 et 6.9

19. Le Brésil invoque de nouveau (RB, paragraphe 63) l'expression vague "entre autres choses" figurant au paragraphe 8 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. La totalité des accusations formulées à l'encontre des CE dans ce paragraphe porte sur l'idée que les CE "ne se sont pas assurées de l'exactitude de certains renseignements …". À l'inverse, les allégations figurant aux lignes 7210 et 9160 de la communication BFS accusent les CE de n'avoir pas *divulgué* des renseignements. Par conséquent, s'agissant de la divulgation des renseignements, le paragraphe 8 n'ajoute rien à la simple mention de l'article 6.2 faite par le Brésil au début de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, en recourant à la notion de "lien", le Brésil donne à entendre qu'ayant mentionné un élément de l'article 6 (l'article 6.2), il peut dès lors prétendre avoir soulevé les divers autres éléments de l'article, y compris le paragraphe 9, alors que ce dernier ne figure même pas dans la liste donnée au début de sa demande.

3.9 Article 3.4

20. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (paragraphe 29), le Brésil accuse les CE de n'avoir pas évalué huit facteurs et de n'avoir pas dûment pris en compte les "produits provenant d'une externalisation". Sa communication allait au-delà de cette allégation et, par conséquent, au-delà du mandat du groupe spécial, puisque le Brésil allègue maintenant en termes généraux que les CE ont examiné incorrectement *la totalité* des facteurs énumérés à l'article 3.4. Le Brésil ne peut se dérober en présentant (RB, paragraphe 65) les termes de sa communication (BFS, ligne 7909) comme "un argument parmi plusieurs interprétant l'obligation d'examiner les facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4". La communication indiquait ce qui suit: "Le Brésil estime que le règlement provisoire

et le règlement définitif ne comportent pas une évaluation des facteurs qui influent sur les prix de la branche de production des CE qui soit compréhensible ou fondée sur des éléments de preuve positifs." Le contexte confirme que le Brésil fait référence à l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord. Cette déclaration constitue à l'évidence une allégation (parmi plusieurs autres) selon laquelle les CE ont enfreint ces dispositions.

3.10 Article 3.5

21. Le Brésil ne cherche pas sérieusement (RB, paragraphe 67) à justifier l'inclusion d'allégations concernant l'article 3.5 visées aux paragraphes 432 et 500 de la communication des CE. En premier lieu, il fait simplement mention de l'article 3.5 parmi de nombreuses autres dispositions de l'Accord. Deuxièmement, le paragraphe 30 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, mis à part les exemples spécifiques des prétendus manquements des CE qu'il donne, n'est rien de plus qu'un renvoi au sujet traité à l'article 3.5. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, ce n'est pas parce qu'une question a été soulevée au cours de l'enquête qu'elle entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial. Le Brésil essaie également de présenter les déclarations (BSF, lignes 9008 et 9922) comme des arguments et non comme des allégations. Les CE réfutent cette thèse, car les déclarations constituent des allégations distinctes à l'intérieur d'une série d'allégations. Du fait que toutes portent sur l'article 3, elles ne se réduisent pas à de simples "arguments".

3.11 Article 6.6

22. Le Brésil fait valoir (RB, paragraphe 69) que son allégation (BSF, ligne 9338) de violation de l'article 6.6 relative aux importations en provenance de Pologne avait été soulevée au paragraphe 8 de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cependant, ce paragraphe visait les importations effectuées par des producteurs nationaux, alors qu'en réalité, les seules importations de ce type provenaient de Bulgarie. Par conséquent, il n'avait pas été formulé d'allégation au titre de l'article 6.6 à l'encontre des importations en provenance de la Pologne. L'idée avancée par le Brésil selon laquelle il suffisait que la question ait été soulevée pendant l'enquête est un argument qui a déjà été écarté.

3.12 Article 12

23. Le Brésil reste vague (RB, paragraphe 71) sur la façon dont il a indiqué les allégations relevant de l'article 12 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Mis à part la simple mention "article 12, en particulier (mais non exclusivement) l'article 12.2", il a formulé un certain nombre d'allégations spécifiques portant sur l'article 12.2. Il cherche (RB, paragraphe 72) à utiliser la relation évidente entre l'article 12.1 et l'article 5.2 pour faire valoir qu'il n'est pas nécessaire de mentionner de manière distincte l'article 12.1 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Toutefois, cet argument ne respecte pas la distinction entre les obligations de fond découlant de l'Accord et les obligations procédurales énoncées à l'article 12. L'Organe d'appel a fait cette observation en ce qui concerne la question du mandat et d'une manière générale. Les CE ne sont pas d'accord avec le Brésil lorsqu'il laisse entendre (RB, paragraphe 73) qu'elles doivent démontrer qu'elles ont subi un préjudice. Cependant, si une telle preuve est nécessaire, elle apparaît dans les difficultés auxquelles se sont heurtées les CE pour savoir comment présenter au mieux leur défense contre le Brésil, étant donné qu'elles n'ont pas été informées d'une manière adéquate de ce que seraient les allégations du Brésil.

ANNEXE D-4

DÉCLARATION ORALE ADDITIONNELLE DU BRÉSIL CONCERNANT LES PIÈCES N° 47 À 52 – PREMIÈRE RÉUNION

(5 décembre 2001)

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial

1. Lors de notre réunion/audience hier matin, nous vous avons présenté des renseignements dans notre déclaration orale ainsi que les pièces n° 47 à 52 du Brésil concernant les accords de relocalisation et d'externalisation conclus par plusieurs producteurs communautaires importants. Ces accords incluaient également des investissements stratégiques à long terme dans ces sociétés étrangères de production d'accessoires de tuyauterie. Ces renseignements sont les mêmes que ceux que Tupy et d'autres parties aux enquêtes des CE ont présentés aux autorités des CE pendant l'enquête antidumping.[1]

2. Comme nous l'avons dit hier, nous ignorons si ces renseignements, qui sont désormais disponibles sur Internet, l'étaient déjà de la même façon pendant l'enquête des CE. Nous avons toutefois aussi dit que là n'était pas, selon nous, la question. Pour nous, la principale question tient au fait que des renseignements, des indications et des indices solides témoignant de ces relations ont été fournis aux CE à plusieurs reprises pendant la procédure antidumping. Il a été demandé aux CE d'examiner ces renseignements et toutes leurs conséquences sur les constatations qu'elles établissaient dans le cadre de l'enquête. Cela ne se limitait pas aux aspects immédiats des importations et de la détermination de l'existence d'un dommage mais couvrait également les investissements stratégiques à long terme des producteurs communautaires sur les marchés étrangers et leurs conséquences.[2] Des renseignements similaires sur les importations communautaires en provenance d'Égypte avaient déjà été présentés pendant la procédure d'enquête des CE.[3]

3. Malgré la nature convaincante, voire concluante, des renseignements susmentionnés, nous ne voyons rien dans les dossiers des CE qui nous ont été communiqués qui indique que les CE ont fait une enquête ou formulé des constatations concernant les importations et les nouvelles réalités sur le marché communautaire. Hier, nous avons entendu les CE reconnaître pour la première fois qu'elles avaient connaissance de certaines importations effectuées par Atusa. Rien de plus. Nous comprenons maintenant que la référence à "un producteur communautaire [qui] a importé le produit concerné d'un seul pays tiers" (considérant 174 du règlement provisoire) visait en fait Atusa.

4. Jusqu'à hier, Tupy avait pour ainsi dire exclu, dans ses conjectures sur la déclaration des CE, que ce producteur communautaire puisse être Atusa. Premièrement, elle savait que cette déclaration pouvait viser un des divers accords qu'elle avait mentionné aux CE (concernant trois des cinq producteurs communautaires, c'est-à-dire Woeste, Georg Fisher ou Atusa). Deuxièmement, la déclaration des CE concernait simplement les "importations" et ne disait rien au sujet des investissements dans les pays étrangers. S'agissant d'Atusa par exemple, les renseignements que Tupy avait fournis aux CE comprenaient des éléments de preuve qui se présentaient sous la forme de plusieurs lettres adressées par Atusa à des clients dans les CE pour les inviter à acheter des accessoires produits par Atusa en Bulgarie. Une de ces lettres mentionnait spécifiquement les produits fabriqués

[1] Voir les références faites, par exemple, dans la première communication du Brésil, au point d), pages 217 et suivantes, et au point e), pages 223 et suivantes, en particulier page 225.

[2] Voir les annexes 2, 3 et 6 de la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil).

[3] Voir la page 2 de la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil).

dans "notre usine" en Bulgarie.[4] Troisièmement, dans le même considérant, les CE ont indiqué que le volume de ces importations était "très faible". Par conséquent, les propres données des CE utilisées pour l'enquête montraient clairement que le volume des importations en provenance de Bulgarie (et il n'y a là-bas qu'un seul producteur) s'était élevé à 1 109 tonnes pendant la période couverte par l'enquête, ce qui accessoirement représentait un accroissement de 2 585 pour cent pendant la période d'examen du dommage!

5. Comme nous l'avons indiqué, 1 109 tonnes représentent plus d'un quart du volume des produits exportés par Tupy sur la même période (4 188 tonnes). Cela représente également une part de 6,3 pour cent des importations totales, chiffre très supérieur au seuil *de minimis* applicable dans cette enquête. À titre indicatif, nous signalons que le Japon, avec un volume inférieur (1 020) et des prix très supérieurs à ceux de la Bulgarie, était visé par l'enquête. Les importations en provenance de la Corée du Sud, qui était aussi visée par l'enquête, se sont élevées à 1 360 tonnes pendant la période couverte par l'enquête. La vérité, **M. le Président**, est que d'après le type de renseignements que les CE ont communiqués dans leurs déclarations susmentionnées, les parties concernées n'avaient aucun moyen de déterminer avec une quelconque certitude à quel producteur communautaire les CE pensaient lorsqu'elles ont formulé ces déclarations se prêtant à diverses interprétations, alors même que les renseignements dont les CE disposaient à l'époque auraient dû leur permettre d'indiquer plus clairement l'identité du producteur communautaire concerné. En fait, au vu du libellé du considérant, Tupy pouvait supposer que les importations en question provenaient de n'importe laquelle des autres sociétés mais pas de Bulgarie.

6. Comme nous l'avons dit, les renseignements communiqués hier étaient simplement des renseignements que les autorités des CE avaient depuis le début. Les faits auxquels ils se rapportent ne sont pas nouveaux et figuraient aux dossiers des CE concernant cette affaire depuis d'époque de l'enquête antidumping. Ils ont été communiqués aux autorités des CE, comme indiqué, conformément aux procédures antidumping des CE. Rien dans les dispositions de l'article 17.5 ii) ne pouvait donc être dûment interprété comme empêchant le Brésil de présenter ces renseignements dans sa déclaration orale d'hier.

7. **M. le Président, Mme et M. les membres du Groupe spécial,** nous avons cherché s'il existait à l'ORD des précédents concernant cette question de l'article 17.5 ii). Fait intéressant, nous avons trouvé un exemple de circonstances similaires qui ont été examinées récemment par un autre Groupe spécial (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon (DS184)* du 28 février 2001). Il convient de noter que, dans cette affaire, les renseignements comprenaient une "information provenant du site Web" (paragraphe 7.11), ainsi que des articles de journaux et des déclarations sous serment. En l'occurrence, les États-Unis, tout comme les CE hier, ont soutenu ce qui suit:

> Le champ de l'examen auquel doit procéder le Groupe spécial est limité, en vertu de l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping, aux faits dont l'autorité chargée de l'enquête avait connaissance lorsqu'elle a établi sa détermination, c'est-à-dire les éléments de preuve versés au dossier administratif. (paragraphe 7.25)

8. Par contre, le Japon a fait valoir ce qui suit:

> [L]es Membres doivent pouvoir présenter des éléments de preuve qui expliquent ou démontrent en quoi les procédures ou les déterminations de l'autorité chargée de l'enquête étaient inéquitables, déraisonnables ou partiales. (paragraphe 7.4)

[4] Voir la page 2 de la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil).

9. Le Groupe spécial s'est reporté à l'article 17.5 ii) mais a néanmoins autorisé la présentation de renseignements dans des pièces qui concernaient précisément les aspects du différend relatifs au dumping. Il en a tiré la conclusion suivante:

> Il y a cependant une différence notable entre les questions concernant l'admissibilité des éléments de preuve et l'importance que nous devons accorder aux éléments de preuve pour nous prononcer. Le fait que nous avons conclu qu'il n'est pas opportun d'exclure de la présente procédure, dès le départ, des éléments de preuve présentés par le Japon n'a pas nécessairement une incidence pour ce qui est de l'intérêt ou de l'importance de ces éléments de preuve pour nos déterminations définitives concernant les allégations quant au fond dont nous sommes saisis. (Paragraphe 7.12)

Il s'ensuit que le présent Groupe spécial aurait toute autorité pour rejeter la demande de décision préliminaire présentée par les CE.

ANNEXE D-5

DÉCLARATION ORALE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, le Japon se félicite de l'occasion qui lui est offerte de mettre en évidence trois violations systématiques des obligations contractées dans le cadre de l'OMC que les Communautés européennes (CE) semblent avoir commises en imposant des droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable (accessoires de tuyauterie).[1]

2. Étant donné que nous avons déjà présenté nos principaux arguments dans notre communication écrite, nous nous abstiendrons de les répéter en détail dans la présente déclaration et nous nous contenterons d'évoquer les quatre points qui, selon nous, méritent l'attention du Groupe spécial. Nos arguments concernent la réduction à zéro, les facteurs pertinents pour la détermination de l'existence d'un dommage, la règle de la non-imputation pour la détermination de l'existence d'un dommage, et la violation de l'article VI du GATT de 1994 et de l'article premier de l'Accord antidumping.

3. La première allégation du Japon est qu'en "réduisant à zéro" les marges de dumping négatives calculées pour certains produits, les CE ont violé l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping.

4. Les CE ont "réduit à zéro" les marges de dumping négatives qu'elles avaient calculées pour certains types de produits exportés vers les CE pendant la période couverte par l'enquête. Par la suite, elles n'ont pas compensé les marges de dumping qui, selon les calculs, étaient négatives par les marges de dumping qui, d'après leurs calculs, étaient positives.

5. Le Japon note qu'au paragraphe 249 de leur première communication écrite, les CE indiquent que leurs autorités examinent leur pratique de la "réduction à zéro" à la lumière de la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire du *linge de lit*. Le Japon espère sincèrement qu'avant même que le Groupe spécial rende sa décision dans le présent différend, les CE cesseront officiellement leur pratique de la "réduction à zéro" qui est incompatible avec les règles de l'OMC.

6. La deuxième allégation du Japon est qu'en n'examinant pas chacun des facteurs de dommage pertinents et chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping, les CE ont violé les articles 3.1, 3.4, 12.2.1 iv) et 12.2.2 de l'Accord.

7. Les CE n'ont pas évalué la totalité des 15 facteurs de dommage spécifiés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping et n'ont pas étudié de façon approfondie les facteurs qu'elles ont effectivement évalués. En outre, les facteurs que les CE ont effectivement évalués ne suffisent pas à justifier leur constatation de l'existence d'un dommage. De plus, elles n'ont pas indiqué dans le règlement

[1] Comme le gouvernement japonais n'était pas partie à la procédure antidumping, il n'a pas de connaissance indépendante des faits. Les allégations de violations des règles de l'OMC formulées par le Japon reposent sur les avis au public des déterminations établies par les autorités communautaires et sur le récit factuel fait par le Brésil, Membre plaignant, dans sa communication au Groupe spécial.

provisoire et le règlement définitif[2] tous les éléments qu'elles avaient pris en considération pour déterminer l'existence d'un dommage.

8. Qui plus est, l'absence de toute constatation ou conclusion relative aux sept facteurs susmentionnés dans les avis au public concernant les règlements provisoire et définitif des CE contrevient également aux obligations qui découlent pour les CE de l'article 12.2.1 iv) et 12.2.2. Cette obligation a été examinée dans le différend *Mexique – SHTF*, dans lequel le Groupe spécial a établi que, puisque le Mexique n'avait pas fourni dans ses déterminations antidumping une explication des faits et conclusions qui sous-tendaient la décision de ses autorités, il avait violé l'article 12.2.2.[3]

9. Les CE tentent de justifier leur allégation selon laquelle elles ont examiné la totalité des 15 facteurs en s'appuyant sur une "note interne de la Commission européenne pour le dossier".[4] Indépendamment du contenu de la note, cette tentative est vaine puisque, par définition, une note interne n'est pas accessible au public.

10. Le Japon demande aussi que le Groupe spécial examine soigneusement si l'analyse par les CE des facteurs effectivement considérés était adéquate. Les CE semblent avoir privilégié une comparaison des valeurs extrêmes sans tenir compte de l'évolution de ces facteurs dans l'intervalle. De ce fait, les CE n'ont pas fourni "une analyse valable et bien motivée de la situation de la branche de production", laquelle, selon le Groupe spécial *Poutres en H*, est prescrite par l'article 3.4 de l'Accord antidumping.[5]

11. La troisième allégation du Japon est que les CE ont violé l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping car elles n'ont pas fait en sorte que le dommage causé par des facteurs autres que les importations ne soit pas imputé aux importations.

12. Le Japon demande que le Groupe spécial examine soigneusement si les CE ont manqué à leur obligation de démontrer que les importations causaient, par les effets du dumping tels qu'ils sont définis à l'article 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping, un dommage au sens de l'Accord sans leur imputer les effets dommageables d'autres facteurs, ce qui contrevient à l'article 3.5.

13. Le dernier point soulevé par le Japon est qu'en ne menant pas leur enquête conformément aux dispositions de l'Accord antidumping, les CE ont violé l'article VI du GATT de 1994 et l'article premier de l'Accord antidumping.

* * *

14. Nous espérons que nos vues seront pleinement prises en compte dans la présente procédure. Merci.

---

[2] Règlement (CE) n° 1784/2000 du Conseil (11 août 2000), publié au *Journal officiel* L 208 (18 août 2000); Règlement (CE) n° 449/2000 de la Commission (28 février 2000), publié au *Journal officiel* L 055 (29 février 2000).

[3] *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* (*Mexique – SHTF*), rapport WT/DS132/R (28 janvier 2000), paragraphe 7.198.

[4] Première communication des CE (14 novembre 2001), paragraphe 346.

[5] *Poutres en H*, rapport WT/DS122/R (28 septembre 2000), paragraphe 7.236.

ANNEXE D-6

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

5 décembre 2001

I. INTRODUCTION

1. Merci Monsieur le Président et Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial. Les États-Unis se félicitent de l'occasion qui leur est offerte aujourd'hui de vous présenter leurs vues dans le présent différend. Je commencerai par aborder la question de la bonne interprétation de l'article 15 de l'Accord antidumping, puis j'évoquerai brièvement les rapports entre l'article 2.2 et l'article 2.4 de l'Accord, et l'imposition de droits antidumping à la suite d'une dévaluation. Enfin, j'analyserai trois questions relatives au dommage.

II. QUESTIONS GÉNÉRALES ET QUESTIONS RELATIVES AU DUMPING

A. ARTICLE 15 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

2. M. le Président, comme nous l'avons indiqué dans notre communication écrite, rien dans l'article 15 de l'Accord antidumping n'impose aux pays développés Membres d'offrir ou d'accepter une solution particulière lorsqu'ils enquêtent sur une allégation de dumping formulée par un pays en développement Membre. L'article 15 est une disposition relative à une procédure.

3. Par exemple, l'obligation, dans la première phrase de l'article 15, de prendre spécialement en "considération" la situation des pays en développement Membres ne crée pas l'obligation de fond d'opter pour des engagements plutôt que pour des droits antidumping, ou d'imposer des droits à un niveau inférieur à l'ampleur totale du dumping. Elle ne crée pas non plus l'obligation d'utiliser des méthodes différentes pour déterminer l'ampleur du dumping, selon que les importations en cause sont originaires d'un pays développé ou d'un pays en développement.

4. De même, l'obligation, dans la deuxième phrase de l'article 15, d'"explorer" les "possibilités" de solutions constructives ne peut pas à bon droit être interprétée comme obligeant le pays développé Membre à offrir en fin de compte un engagement ou un droit moindre au pays en développement Membre.

5. L'obligation même d'étudier ces possibilités n'existe que lorsque l'application des droits antidumping risque de porter atteinte aux "intérêts essentiels" du pays en développement Membre. En conséquence, lorsqu'un pays en développement Membre cherche à obtenir l'application de l'article 15, il doit démontrer à l'autorité chargée de l'enquête qu'il existe dans l'affaire des "intérêts essentiels" et que l'application des droits antidumping leur porterait atteinte. Un groupe spécial d'examen, quant à lui, doit d'abord déterminer si le pays en développement Membre a bien effectué ces démonstrations. Toute lecture de la clause des "intérêts essentiels" qui ne met pas en évidence sa nature limitative ne peut pas être autorisée.

B. RAPPORT ENTRE L'ARTICLE 2.2 ET L'ARTICLE 2.4

6. Je vais maintenant évoquer brièvement le rapport entre l'article 2.2 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Comme nous l'avons indiqué dans notre communication écrite, il est important de reconnaître que l'article 2.2 (qui traite de la détermination de la valeur normale) et l'article 2.4 (qui

traite de la comparaison, y compris les ajustements, qui est faite ensuite entre la valeur normale et le prix d'exportation) ont des fonctions séparées et distinctes. Les allégations du Brésil selon lesquelles les CE ont enfreint l'article 2.2 devraient être évaluées en fonction de leur nature propre et ne devraient pas être examinées au regard de l'article 2.4.

C. IMPOSITION DE DROITS ANTIDUMPING À LA SUITE D'UNE DÉVALUATION

7. En ce qui concerne l'imposition de droits antidumping à la suite d'une dévaluation, le Brésil allègue que lorsqu'il est allégué que les circonstances ont notablement changé entre la période couverte par l'enquête et le moment où une ordonnance est imposée, l'autorité chargée de l'enquête doit mener une première enquête pour satisfaire aux dispositions de l'Accord antidumping et une deuxième enquête pour satisfaire aux dispositions générales de l'article VI:2 du GATT de 1994. Pour commencer, nous notons que l'Accord antidumping représente les règles convenues pour déterminer comment mettre en œuvre l'article VI:2 en identifiant et en neutralisant le dumping dommageable. Par conséquent, l'article VI et l'Accord antidumping sont censés être lus conjointement, comme l'Organe d'appel l'a indiqué à la page 21 de son rapport sur la *noix de coco desséchée*.

8. En ce qui concerne les détails de l'allégation du Brésil, l'Accord antidumping prévoit des réexamens au titre de l'article 11. La note de bas de page 22 de l'article 11 confirme que, même s'il est constaté qu'il n'y a pas eu de dumping au cours d'une période postérieure à celle qui a été couverte par de l'enquête initiale, cela n'oblige pas en soi les autorités à supprimer l'ordonnance instituant le droit définitif. En outre, comme le Groupe spécial *Corée – DRAM* l'a reconnu aux paragraphes 6.26 à 6.29 de son rapport, l'article 11.2 n'exige pas, s'il est constaté dans un réexamen qu'il n'existe pas de dumping, qu'une ordonnance soit abrogée au motif que les droits ne sont plus "nécessaires". Il n'y a tout simplement rien dans le texte de l'Accord antidumping ou dans l'article VI:2 qui justifie l'argument du Brésil.

III. QUESTIONS RELATIVES AU DOMMAGE

9. J'aimerais maintenant aborder trois des questions relatives au dommage que la présente affaire soulève. J'examinerai tout d'abord les conditions générales préalables au cumul au titre de l'article 3.3. Je me pencherai ensuite sur les "conditions de concurrence" qu'une autorité doit examiner avant de procéder au cumul au titre de l'article 3.3. Enfin, j'évoquerai l'examen visant à déterminer s'il y a eu sous-cotation notable du prix au titre de l'article 3.2.

A. CUMUL AU TITRE DE L'ARTICLE 3.3

10. S'agissant tout d'abord du cumul, en règle générale, les États-Unis estiment comme les CE qu'il n'est pas nécessaire qu'une autorité examine le caractère notable du volume et des effets sur les prix des importations en provenance de chaque pays visé avant de pouvoir cumuler les importations au titre de l'article 3.3. Nous souscrivons en particulier aux arguments avancés par les CE aux paragraphes 302 à 307 de leur première communication écrite.

11. Le Brésil fait valoir qu'une autorité chargée d'une enquête qui souhaite cumuler les importations au titre de l'article 3.3 doit d'abord déterminer que le volume et les effets sur les prix des importations en provenance de chaque pays sont notables. Les termes mêmes de l'article 3.3, qui énonce des critères spécifiques pour la réalisation d'une évaluation cumulative, contredisent cet argument. En vertu de l'article 3.3, l'autorité chargée de l'enquête peut cumuler les importations uniquement si, premièrement, les marges de dumping calculées pour chaque pays sont supérieures au niveau *de minimis* et si, deuxièmement, le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable. En outre, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer qu'une évaluation cumulative est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et entre les produits importés et le produit national similaire. Étant donné ces conditions préalables au

cumul spécifiques énoncées dans le texte, rien n'étaye l'argument du Brésil selon lequel l'article 3.3 impose d'autres conditions préalables au cumul qui ne sont pas mentionnées.

12. Si les dispositions de l'article 3.2 étaient censées se greffer sur les conditions préalables au cumul, l'article 3.3 inclurait le caractère notable du volume des importations parmi les critères requis. Mais la seule référence au volume dans l'article 3.3 est l'obligation pour les autorités chargées de l'enquête de ne pas cumuler les importations qui, prises individuellement, sont jugées négligeables. Il n'y a pas d'autres obligations relatives au volume à l'article 3.3.

13. L'argument du Brésil présente également un autre défaut car il obligerait les autorités chargées de l'enquête à effectuer l'analyse au titre de l'article 3.2 avant d'examiner s'il y a lieu de procéder à un cumul au titre de l'article 3.3. Cela reviendrait à inverser la procédure prévue par l'Accord. Comme les CE l'ont fait remarquer, l'article 3.3 prévoit expressément un critère à appliquer avant que les autorités chargées de l'enquête puissent procéder à une évaluation cumulative des effets de toutes les importations en provenance des pays visés par l'enquête. En d'autres termes, les autorités doivent d'abord déterminer si le cumul est approprié avant de pouvoir examiner les effets de ces importations cumulées.

14. Lu dans le contexte de l'article 3 dans son intégralité, il est clair que le terme "effets" utilisé à l'article 3.3 fait référence au volume et aux effets sur les prix, ainsi qu'à l'incidence des importations sur la branche de production nationale. Cette interprétation est confirmée par l'article 3.5, qui mentionne les "*effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4*". Le paragraphe 3.2, quant à lui, concerne le volume (en termes relatifs ou absolus) et les effets sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping. Par conséquent, les "effets" qui peuvent être considérés de manière cumulative après application du critère relatif au cumul de l'article 3.3 comprennent le volume et les effets sur les prix mentionnés à l'article 3.2.

15. Le Brésil fait valoir que, outre qu'il convient de respecter les critères de l'article 3.3, le cumul n'est permis que si la contribution de chaque pays au dommage est notable. Cette interprétation viderait l'article 3.3 de son sens, ce qui est contraire aux principes établis de l'interprétation des traités. Si la contribution de chaque pays au dommage est notable, il n'est pas nécessaire de cumuler les importations pour déterminer si leurs effets cumulés contribuent au dommage.

16. Enfin, les États-Unis estiment comme les CE que l'article 3.2 prescrit uniquement que les autorités chargées de l'enquête examinent le volume et les effets sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping. Ces autorités n'ont pas à constater l'existence d'un volume ou d'effets sur les prix notables pour constater que les importations faisant l'objet d'un dumping ont une incidence dommageable sur la branche de production. L'interprétation du Brésil présume à tort que ces constatations sont nécessaires dans tous les cas. Étant donné qu'il n'est même pas nécessaire de constater l'existence d'un volume et d'effets sur les prix notables pour établir une détermination globale positive de l'existence d'un dommage, il n'y a rien dans l'Accord qui justifie l'argument du Brésil selon lequel ces constatations sont d'une façon ou d'une autre nécessaires lorsque l'autorité chargée de l'enquête examine s'il y a lieu de procéder à une évaluation cumulative.

B. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX "CONDITIONS DE CONCURRENCE" AUX FINS DU CUMUL

17. Passons maintenant aux arguments des parties concernant la disposition de l'article 3.3 relative aux "conditions de concurrence". De même que les considérations en matière de volume et de prix de l'article 3.2 ne peuvent pas se greffer sur les prescriptions globales en matière de cumul de l'article 3.3, elles ne peuvent pas non plus être interprétées comme des prescriptions à respecter pour établir les "conditions de concurrence" au titre de l'article 3.3. Si le caractère notable du volume et des effets sur les prix des importations était un élément nécessaire pour déterminer si les conditions de concurrence justifient le cumul, cela signifierait que l'article 3.2 et l'article 3.3 contiennent des éléments redondants. Par conséquent, le Brésil a tort lorsqu'il fait valoir que la disposition relative

aux "conditions de concurrence" exige la similitude des tendances du volume et des effets sur les prix notables des importations pendant la période couverte par l'enquête.

18. L'interprétation donnée par les CE de la disposition relative aux "conditions de concurrence" de l'article 3.3 est aussi erronée. Comme les CE l'ont noté, la question de la bonne interprétation de la manière d'évaluer les "conditions de concurrence" aux fins du cumul au titre de l'article 3.3 est toujours examinée par un groupe de travail spécial relevant du Comité antidumping. Les Membres de l'OMC ne sont pas d'accord sur cette question. Les États-Unis en particulier sont préoccupés par la pratique généralement suivie par les CE, qui consiste à faire des similitudes concernant les tendances des importations et des prix le principal indicateur d'une concurrence justifiant le cumul. Le fait que le volume des importations en provenance d'un pays augmente ou diminue parallèlement à celui des importations en provenance d'autres pays ne répond pas nécessairement à la question de savoir si ces importations sont en concurrence.

19. En outre, la façon dont les CE interprètent la disposition relative aux "conditions de concurrence" de l'article 3.3 est incompatible avec leur position sur le rapport général existant entre les considérations de l'article 3.2 et l'article 3.3. Dans leur première communication écrite (paragraphe 305), les CE indiquent à juste titre qu'"il n'y a en principe pas de raison pour que des produits dont les volumes suivent des tendances contraires ne puissent pas être en concurrence, et un tel phénomène pourrait même être la preuve de l'existence d'une concurrence". Cette analyse argumentée est difficilement compatible avec le fait que les CE considèrent les tendances comme le principal critère pour déterminer si les importations sont en concurrence les unes avec les autres.

20. La même analyse vaut également pour la valeur de la comparaison des tendances en matière de prix et de l'importance de la sous-cotation des prix. Le fait que les importations en provenance d'un pays diminuent ou entraînent une sous-cotation des prix du produit national alors que les importations en provenance d'un autre pays restent stables ne permet pas forcément de déterminer si les diverses importations sont en concurrence. Cela peut simplement signifier que les importations en provenance du pays qui a maintenu les prix ont bien soutenu la concurrence, contrairement aux importations en provenance de l'autre pays.

21. En résumé, les États-Unis conviennent que les Membres ont la faculté au titre de l'article 3.3 d'élaborer des critères et des cadres analytiques appropriés pour évaluer si le cumul est approprié à la lumière des conditions de concurrence entre les importations et entre les importations et le produit national similaire. Toutefois, ces critères et analyses doivent avoir un lien raisonnable avec l'examen du point de savoir si les divers produits sont en concurrence sur le marché intérieur du Membre importateur. Se limiter à une comparaison des tendances des importations ne suffit pas pour procéder à l'examen relatif à la concurrence.

C. SOUS-COTATION DES PRIX AU TITRE DE L'ARTICLE 3.2

22. Enfin, je vais aborder rapidement la question de l'examen par l'autorité chargée de l'enquête de la sous-cotation des prix conformément à l'article 3.2. Les États-Unis estiment comme les CE que l'Accord antidumping ne prescrit aucune méthode particulière pour déterminer s'"il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur". En l'absence de pareille prescription, les autorités chargées de l'enquête peuvent comparer les prix selon toute méthode qui garantit un examen impartial et objectif.

23. En particulier, rien dans l'article 3.2 n'oblige les autorités chargées de l'enquête, au moment d'examiner le caractère notable de la sous-cotation, à appliquer la méthode énoncée à l'article 2 pour déterminer l'existence du dumping et les marges de dumping. En effet, l'article 2 de l'Accord s'applique expressément à la "détermination de l'existence d'un dumping", alors que l'article 3 s'applique à la "détermination de l'existence d'un dommage". Les buts et les obligations énoncés dans

chacun de ces articles sont distincts et rien dans le texte de l'Accord ne justifie de les considérer comme interchangeables.

24. Là encore, les États-Unis ne prennent pas position pour ce qui est de l'application du cadre juridique requis aux faits spécifiques visés dans la présente enquête. Toutefois, nous souhaitons faire plusieurs observations en ce qui concerne les objections que le Brésil a soulevées au sujet de la méthode utilisée par les CE pour comparer les prix. Dans la mesure où le Brésil fait valoir que son produit était d'une qualité et d'une fiabilité supérieures à celles des autres importations et était vendu sur un segment de marché différent par rapport aux autres importations visées, il soulève un point de fait au titre de l'article 3.3 pour ce qui est de savoir si "une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés". Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'analyse de la sous-cotation des prix et des effets sur les prix au titre de l'article 3.2 intervient après la détermination relative au cumul au titre de l'article 3.3. Si leur constatation selon laquelle le cumul était approprié satisfaisait aux règles de l'article 3.3, il était logique que les CE examinent le caractère notable de la sous-cotation des prix et des autres effets sur les prix des importations cumulées en provenance de tous les pays.

25. Le Brésil reproche également aux CE de ne pas avoir ajusté le prix du produit national et celui du produit brésilien pour tenir compte des différences de coûts de production. Toutefois, une autorité n'est pas juridiquement obligée au titre de l'Accord antidumping d'ajuster les prix avant de les comparer dans le but de déterminer l'existence d'un dommage. Au contraire, l'article 3.1 mentionne l'examen des prix *sur le marché intérieur*. L'Accord donne donc instruction aux autorités d'examiner et de comparer les prix réels auxquels les produits sont vendus sur le marché du Membre menant l'enquête; il n'autorise pas la comparaison de prix fictifs.

26. Enfin, le Brésil fait valoir à titre subsidiaire que les CE auraient dû comparer les prix des produits importés du Brésil, qui étaient tous des accessoires de tuyauterie à cœur noir, avec ceux des accessoires de tuyauterie à cœur noir exportés qui étaient fabriqués par les producteurs communautaires. Une telle comparaison n'aurait pas satisfait aux prescriptions de l'article 3. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'article 3.1 prescrit que les autorités compétentes doivent procéder à un examen objectif de, entre autres choses, "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires *sur le marché intérieur*".

IV. CONCLUSION

27. M. le Président, ainsi s'achève notre déclaration. Merci de votre attention.

ANNEXE D-7

DÉCLARATION ORALE DU CHILI EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Le Chili remercie le Groupe spécial de lui donner la possibilité de présenter ses vues dans le présent différend. Bien que nous n'ayons pas d'intérêt commercial direct dans l'affaire, nous nous prévalons du droit prévu à l'article 10 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends car nous sommes convaincus que la question portée devant le présent Groupe spécial est importante pour le fonctionnement correct du système commercial multilatéral. En effet, le Chili note avec inquiétude le recours croissant aux mesures antidumping non pas pour remédier à des distorsions des échanges entre les Membres mais pour dresser des obstacles commerciaux à l'encontre d'importations légitimes et pour protéger, bien souvent, des branches de production peu compétitives. Le Chili, dont le développement économique repose sur l'exportation, estime que les droits antidumping sont des mesures légitimes de caractère exceptionnel, qui peuvent être appliquées uniquement dans les circonstances particulières et rigoureuses expressément prévues à l'article VI du GATT de 1994 et dans l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping), comme plusieurs groupes spéciaux et l'Organe d'appel l'ont clairement indiqué.

2. Ainsi, l'enquête menée par les Communautés européennes concernant les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance de plusieurs pays comme l'application des droits antidumping sont discutables à plusieurs égards. Toutefois, dans le présent exposé, le Chili n'abordera que les quatre points suivants: nécessité de la mesure pour réparer le dommage; réduction à zéro; article 3.4 de l'Accord antidumping; et lien de causalité et non-imputation.

Application du droit antidumping uniquement dans la mesure nécessaire

3. L'article VI:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> En vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping, toute partie contractante pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge du dumping afférente à ce produit (non souligné dans l'original).

4. L'article 11.1 de l'Accord antidumping, quant à lui, dispose ce qui suit:

> Les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage (non souligné dans l'original).

5. Il ressort clairement de ces deux dispositions que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas appliquer un droit antidumping supérieur à la marge de dumping calculée, et que ce droit restera en vigueur dans la mesure et le temps nécessaires pour contrebalancer le dumping qui est pratiqué. Dans l'affaire en cause, les Communautés européennes auraient déterminé une marge de dumping sans prendre en considération divers facteurs importants, comme la dévaluation de la monnaie brésilienne, ce qui les a conduites à appliquer un droit antidumping dans des circonstances dans lesquelles il n'était pas nécessaire pour neutraliser le dommage présumé que la branche de production brésilienne aurait pu causer.

6. Ainsi, les autorités chargées de l'enquête doivent réévaluer la situation de dumping si les circonstances évoluent de telle sorte que la marge de dumping calculée n'est plus représentative parce que la situation de dumping cesse d'exister, comme dans l'affaire soumise par le Brésil, ou parce que la marge est supérieure à ce qui est nécessaire.

7. Les droits antidumping, comme les mesures de sauvegarde, sont des instruments clairement et expressément établis dans le GATT de 1994 et dans les accords correspondants, auxquels les Membres peuvent recourir dans des circonstances bien particulières. C'est pourquoi ces instruments doivent être appliqués dans la mesure indispensable et le temps nécessaire pour empêcher ou neutraliser un dommage. Comme le rappelle à juste titre le Brésil, dans le différend *Corée - Produits laitiers*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont tous deux conclu que la mesure (de sauvegarde) ne pouvait pas être plus restrictive que ce qui était nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave ..., ou qu'elle devait être proportionnée aux objectifs consistant à prévenir ou réparer le dommage. Le Chili estime que ce critère du caractère conditionnel et proportionnel est également implicite dans l'article VI:1 du GATT et dans l'article 11.1 de l'Accord antidumping.

Réduction à zéro ("Zeroing")

8. Au cours de la réunion de l'Organe de règlement des différends du 12 mars 2001, les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel *Communautés européennes - Linge de lit* ont été adoptés. Ce dernier rapport, au paragraphe 86.1, a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la méthode de la "réduction à zéro" des marges de dumping négatives, telle qu'elle a été appliquée par les Communautés européennes pour établir l'existence de marges de dumping, était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Lors de cette réunion de l'ORD, les Communautés européennes ont indiqué qu'elles se conformeraient rapidement aux recommandations et décisions[1] en la matière. De plus, le représentant des Communautés a indiqué que la méthode jugée incompatible avec l'OMC était également appliquée par d'autres Membres et qu'il espérait donc que ceux-ci mettraient leurs pratiques en conformité avec l'Accord antidumping. Il convient que les Communautés européennes fassent ce qu'elles préconisent et modifient ladite méthode.

9. Compte tenu de ce précédent sans équivoque et de ce que les Communautés européennes ont expressément reconnu, le Chili estime que le Groupe spécial ne peut que réaffirmer l'incompatibilité de la méthode des Communautés européennes qui consiste à réduire à zéro les marges de dumping négatives au moment de déterminer l'existence de marges de dumping. Le Groupe spécial confirmerait ainsi le sens et la portée véritables de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.

Évaluation de tous les facteurs

10. Comme le Brésil le signale dans sa première communication écrite[2], le Chili estime que l'article 3.4 de l'Accord antidumping établit une liste précise mais non exhaustive de facteurs et d'indices économiques que toute autorité chargée d'une enquête doit nécessairement examiner pour déterminer les effets des importations qui font l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale visée. Elle est précise en ce sens qu'elle oblige l'autorité chargée de l'enquête à prendre en considération et à évaluer chacun des facteurs et indices qui y sont mentionnés; elle n'est pas exhaustive en ce sens que l'autorité chargée de l'enquête peut prendre en compte et évaluer d'autres facteurs qu'elle juge nécessaires pour autant qu'elle ait aussi évalué ceux qui sont indiqués audit article 3.4. Cela a d'ailleurs été confirmé par divers rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, dont le plus récent - *Thaïlande - Poutres en H*[3] - a été adopté le 18 juin dernier.

[1] WT/DSB/M/101, paragraphe 77.
[2] Partie VIII, question n° 16.
[3] WT/DS122/AB/R.

11. Sans préjudice de ce qui précède, le Chili aimerait souligner que, dans son analyse de la présente question, le Brésil fait référence aux rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures*. Plus précisément, le Brésil indique que, dans les constatations des deux rapports (paragraphes 8.276 et 129 respectivement), il est fait mention des "tendances" des importations, sans préciser quel rapport il y a avec son argument concernant l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

Lien de causalité et imputation

12. Selon le Chili, l'article 3.5 de l'Accord antidumping est clair: l'autorité chargée de l'enquête doit examiner non seulement l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale mais aussi tous les autres facteurs connus qui, au même moment, causent un dommage à ladite branche de production. Les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Ainsi, nous souscrivons totalement à la constatation établie par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud* - selon laquelle "[s]i les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping et des autres facteurs connus restent amalgamés et ne peuvent être distingués, il n'y a simplement aucun moyen de savoir si un dommage attribué à des importations faisant l'objet d'un dumping était, en réalité, causé par d'autres facteurs".[4]

13. En d'autres termes, ledit article 3.5 oblige l'autorité chargée de l'enquête à évaluer les importations faisant prétendument l'objet d'un dumping et tous autres facteurs qui pourraient causer, au même moment, un dommage à la branche de production nationale, à distinguer les effets éventuels de ces importations et ceux de ces autres facteurs sur la branche de production nationale, et à imputer aux unes et aux autres les effets correspondants. Autrement dit, elle doit s'assurer que le dommage causé à la branche de production nationale par ces autres facteurs ne soit pas imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping.

Conclusions

14. Le Chili estime que le strict respect des disciplines des accords de l'OMC, en particulier l'Accord antidumping, est indispensable pour garantir que leur application ne soit pas discriminatoire et ne constitue pas un obstacle au commerce légitime. L'enquête menée par les Communautés européennes en l'espèce laisse planer de grands doutes quant à sa conformité et à celle de la mesure appliquée avec les accords mentionnés. Par conséquent, il est fondamental que le Groupe spécial réaffirme, dans ses décisions, les principes de transparence et d'équité sur lesquels reposent ces accords.

[4] WT/DS184/AB/R, paragraphe 228.

ANNEXE D-8

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL - DEUXIÈME RÉUNION

(11 juin 2002)

1. La position du Brésil en ce qui concerne les divers points et questions soulevés au cours de la présente procédure a été clairement établie tout au long des différentes phases de la procédure. Dans la présente déclaration, le Brésil n'aborde que certains des points qui méritent d'être davantage analysés et mis en avant.

2. En particulier, un aspect important de la présente affaire concerne les critères d'examen selon lesquels la mesure devrait être évaluée. Le Brésil fait valoir que c'est en fonction de ces critères, énoncés à l'article 17.6 de l'Accord antidumping, que l'enquête des CE doit être évaluée. Les critères d'examen prescrivent aux groupes spéciaux de ne pas infirmer l'établissement et l'évaluation des faits par une autorité chargée de l'enquête, pour autant que l'établissement est correct et que l'évaluation est impartiale et objective.

3. À cet égard, le Brésil estime que l'établissement par les CE des faits essentiels de la présente affaire était clairement ***incorrect*** et que leur évaluation de ces faits souffrait d'un grave ***manque d'objectivité***. L'évaluation par les CE de ces faits était purement et simplement ***partiale***.

Observations préliminaires

4. Un exemple intéressant en est la façon dont les CE ont réagi aux communications répétées de l'exportateur brésilien demandant qu'elles évaluent les conséquences des liens en matière de participation et d'externalisation qui existaient ou avaient existé entre les principaux requérants communautaires et les producteurs du produit visé dans certains pays tiers. Les autorités des CE n'ont jamais examiné cette question directement ou, tout du moins, rien n'indique qu'elles l'aient fait à quelque stade que ce soit de l'enquête. Toutefois, les CE disent qu'elles ont examiné ce point et fournissent des références dans lesquelles il n'est nulle part franchement question des allégations relatives aux liens en matière de participation.

5. En outre, les CE affirment que "la question de savoir quelles importations dans les CE, s'il y en avait, causaient un dommage était au cœur de l'enquête, indépendamment des accords juridiques à l'origine de ces importations". Le Brésil estime que cette déclaration des CE met en évidence les défauts rédhibitoires que présentent leur établissement et leur évaluation des faits pertinents, en particulier en ce qui concerne la constatation et les déterminations de l'existence d'un dommage établies au titre de l'article 3.4 (indicateurs de dommage) et 3.5 (lien de causalité).

6. Les CE semblent admettre, au moins en ce qui concerne un producteur communautaire (Atusa), qu'un tel lien en matière de participation existait et qu'il était tout à fait connu des CE. Les CE étaient parfaitement au courant, compte tenu des renseignements mis à leur disposition pendant l'enquête, i) des efforts déployés par le producteur espagnol pour exporter ses produits d'origine bulgare vers les CE; ii) du fait que la part du marché communautaire détenue par la Bulgarie avait augmenté de 1 800 pour cent et sa part des importations totales de 2 500 pour cent au cours de la période d'examen du dommage; et iii) du fait qu'Atusa avait poursuivi ses efforts en vue d'accroître encore sa part de marché en proposant son produit d'origine bulgare à des prix très inférieurs aux prix du marché et inférieurs à ceux de l'exportateur brésilien.

7. Dans leurs constatations provisoires sur le lien de causalité, se référant aux importations du producteur espagnol, les CE ont dit que "les importations de ce producteur représentant un volume très faible et une partie négligeable de ses ventes dans la Communauté, elles n'[avaient] pu avoir aucune influence significative sur sa situation". Le Brésil ne sait pas à quelles importations les CE faisaient spécifiquement référence dans ce passage. Le dossier laisse penser que les CE avaient en fait examiné les propres achats du producteur espagnol pour ses propres besoins et/ou à des fins de revente uniquement. Rien dans le dossier n'indique que les autorités des CE ont évalué l'incidence de ces importations ni que ces effets ont été dûment distingués des autres causes de dommage pour faire en sorte qu'ils ne soient pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping, comme le prescrit par exemple l'article 3.5.

8. De même, les CE admettent qu'en ce qui concerne les achats/importations en provenance d'autres sources (en volume et en valeur), le producteur espagnol Atusa et le producteur "autrichien" GF ont fourni ces renseignements au cours de l'enquête. Cela semble indiquer que les CE, dans le meilleur des cas, ignoraient ces éléments au moment où elles ont examiné la demande de la branche de production communautaire pour évaluer "l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis" dans cette demande, comme le prescrit l'article 5.3. Par conséquent, en ne fournissant pas de renseignements sur leur propre "contribution" au dommage prétendument causé à la branche de production communautaire, ces producteurs communautaires n'ont pas fourni les renseignements adéquats requis au titre de cette disposition, et dont l'exactitude et l'adéquation devaient être examinées par les CE.

9. En outre, le Brésil estime que, de la même façon que pour le producteur espagnol, les CE n'ont pas examiné les effets du dommage auto-infligé que les importations en provenance de Turquie, effectuées par le producteur "autrichien" (GF), avaient causé à ce producteur (et à ses corequérants). Cet établissement et cette évaluation des faits pertinents, ou plutôt leur absence, présentent donc des défauts rédhibitoires similaires à ceux qui ont été décrits pour ce qui concernait Atusa.

10. En outre, le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien a affirmé aux CE pendant l'enquête que GF avait importé le produit visé non seulement de Turquie mais aussi de Pologne. Même si les CE ont examiné les importations en provenance de Pologne en général lors de leur analyse du lien de causalité, elles n'ont néanmoins jamais, à aucun moment connu, examiné cet aspect des allégations de l'exportateur brésilien relatif aux importations propres pour ce qui est de GF. Comme les CE n'ont pas indiqué si elles avaient jamais procédé à un examen à l'échelle du groupe GF en Suisse ou ailleurs lors des CE, le Brésil doit conclure qu'un tel examen n'a pas eu lieu.

11. Selon le Brésil, l'examen très partiel effectué par les CE des faits concernant les propres importations de GF en provenance à la fois de Pologne et de Turquie ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 3.4. De plus, comme cela a déjà été dit, ces manquements des CE à leurs obligations enfreignent également l'article 3.5, du fait que les effets dommageables de leurs propres importations "non dommageables" en provenance de Bulgarie, de Turquie et de Pologne ont été attribués aux "importations faisant l'objet d'un dumping".

Le Brésil en tant que pays en développement

12. Le Brésil est surpris par le moyen de défense des CE, qui consiste à dire qu'en discutant de la possibilité d'un engagement avec les autorités brésiliennes, elles pensaient traiter en fait directement avec Tupy. Les engagements sont en effet des contrats et un contrat est négocié et conclu par les parties au contrat. Le Brésil ne pouvait en aucun cas être une telle partie; l'engagement aurait dû être négocié avec Tupy directement. Les tentatives des CE en vue de trouver une excuse pour ne pas s'être conformées à l'article 15 devraient échouer.

13. Les CE ont tenté de montrer avec quel empressement elles avaient néanmoins pris "spécialement en considération" la situation à cet égard. Toutefois, il ressort des dossiers a) que

les CE n'ont pas été les premières à soulever cette question; et b) que le Brésil a toujours pris l'initiative d'en discuter.

Dumping

14. Le Brésil souhaite donner quelques exemples flagrants de l'établissement incorrect des faits par les CE en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping. Premièrement, il rappelle que les CE ont expressément et exclusivement indiqué que la conversion de monnaies était fondée sur les taux quotidiens. Toutefois, devant le Groupe spécial, elles ont admis que la conversion des frais de *transport* et des *frais de crédit*, de la *garantie* et des *commissions* était fondée sur les taux mensuels. Le Brésil estime donc que l'*utilisation sélective des taux de change* par les CE ne peut pas être conforme à l'article 2.4.1 et 2.4, et encore moins satisfaire au critère d'examen applicable.

15. Le Brésil note aussi la nouvelle pièce n° 25 des CE, intitulée "Données sur les ventes de Tupy à l'exportation montrant l'effet des taux de conversion". Le sens du tableau correspondant n'est pas clair. Par conséquent, la conclusion des CE selon laquelle "Tupy a bénéficié de l'utilisation par les CE des taux de change mensuels" est inadéquate ou, du moins, n'est pas étayée par des éléments de preuve suffisants ou disponibles.

16. En ce qui concerne les taxes indirectes PIS/COFINS, les CE semblent croire que la commodité administrative prévaut sur l'obligation d'établir correctement les faits et de procéder à des comparaisons équitables. En fait, l'analyse des CE a été limitée, sans que cela soit dûment justifié, aux seuls 20 modèles les plus exportés. Le Brésil estime que ce type de conduite inconsidérée et arbitraire ne constitue pas un établissement ou une évaluation corrects des faits pertinents.

Dommage

17. En ce qui concerne maintenant la détermination de l'existence d'un dommage, nous aimerions évoquer brièvement les allégations du Brésil concernant l'article 3, qui constituent l'une des principales questions en jeu dans la présente procédure.

A. La détermination par les CE de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs" et ne comportait pas un "examen objectif" des faits, ce qui contrevient à l'article 3.1

18. Le Brésil estime que les prescriptions de l'article 3.1 sont bien établies et sans équivoque. Au minimum, la prescription relative aux "éléments de preuve positifs" empêche l'autorité chargée de l'enquête de fonder ses constatations sur des faits *incorrects* ou *inexacts*. L'obligation d'"examen objectif" signifie que le processus d'examen doit respecter les principes de base de la bonne foi et de l'équité fondamentale.

19. À cet égard, le Brésil souhaite souligner cinq points. Premièrement, il a démontré, en particulier en ce qui concerne la question de l'externalisation, que la base factuelle sur laquelle les CE s'étaient fondées pour établir leur détermination de l'existence d'un dommage était, pour le moins, *incorrecte*.

20. Deuxièmement, le Brésil observe que l'examen et l'évaluation par les CE de la base factuelle de leurs constatations et déterminations concernant le cumul des effets des importations brésiliennes et de ceux des autres importations visées ne satisfaisaient pas aux prescriptions fondamentales de l'article 3.3. Les CE confondent le critère des "conditions de concurrence" et le "critère du produit similaire". Aggravant leur erreur, elles cumulent les importations, et non les "effets de ces importations", comme le prescrit le libellé de l'article 3.3.

21. Troisièmement, le Brésil note que les CE n'ont pas examiné tous les facteurs de dommage de l'article 3.4. La pièce n° 12 des CE ne doit pas être acceptée par le présent Groupe spécial et, à supposer qu'elle le soit, elle ne remédie pas à l'absence totale d'"examen objectif" "fondé sur des éléments de preuve positifs".

22. Quatrièmement, les CE n'ont pas expliqué de manière adéquate si et comment les "*mouvements positifs*" de certains indicateurs de dommage étaient compensés par les mouvements de certains facteurs de dommage dans une "*direction négative*". En outre, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective n'aurait *pas* pu conclure sur la base d'"éléments de preuve positifs" en l'espèce que "la tendance des bénéfices était manifestement à la baisse" comme les CE l'ont fait. Enfin, les CE admettent que le volume des stocks des producteurs communautaires était le seul indicateur permettant de penser qu'un certain type de dommage aurait pu se produire. Toutefois, le Brésil a démontré que tous ces faits étaient manifestement incorrects.

23. Enfin, lorsqu'elles ont comparé les prix au titre de l'article 3.2, les CE ont pratiqué une "réduction à zéro" lorsque les prix de l'exportateur brésilien étaient égaux ou supérieurs à ceux de la branche de production nationale. L'effet de la "réduction à zéro" a été renforcé par la décision des CE de limiter l'examen aux types *identiques* du produit visé exportés par le Brésil et vendus sur le marché intérieur par la branche de production nationale. Enfin, comme les CE n'ont pas comparé les accessoires à cœur "noir" exportés et les accessoires à cœur "noir" produits localement, le Brésil ne croit pas qu'une comparaison entre les prix des accessoires à cœur "noir" et des accessoires à cœur "blanc" en l'absence de tout ajustement constitue un "examen objectif".

B. Les CE n'ont pas évalué tous les facteurs de dommage impératifs, ce qui contrevient à l'article 3.4

24. Selon le Brésil, la pièce n° 12 des CE devrait être *totalement ignorée* et ne devrait pas être considérée comme ayant été soumise à bon droit au Groupe spécial. Tout indique que cette pièce n° 12 n'est qu'une tentative des CE pour remédier aux défauts de leur enquête. L'accepter réduirait à néant les obligations en matière de procédure régulière et de transparence de l'Accord antidumping. Le Brésil émet également de grandes réserves quant au fond de l'examen prétendument effectué par les CE.

C. Les CE n'ont pas établi l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale, ce qui contrevient à l'article 3.5

25. En admettant que les CE aient correctement établi que leur branche de production nationale avait subi un dommage, ce qui n'est pas le cas, elles étaient toujours tenues au titre de l'article 3.5 d'établir que ce dommage était causé par les importations faisant prétendument l'objet d'un dumping.

26. Le Brésil estime que le critère "*pas de contribution significative*" des CE ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 3.5. En effet, les CE ont conclu que les effets des autres facteurs de dommage connus n'étaient "*pas* de nature à briser le lien de causalité" entre le dommage important et les importations faisant l'objet d'un dumping. En particulier, ce type de déclaration se rapporte i) à la baisse de la consommation et aux exportations de la branche de production nationale; ii) aux propres importations du requérant; iii) aux importations en provenance de pays tiers; et iv) à la substitution. Toutefois, le Brésil estime que les CE n'ont jamais fourni d'explication claire, non équivoque et franche au sujet de la *façon* dont elles avaient dissocié et distingué les effets des facteurs susmentionnés des effets des importations faisant l'objet d'un dumping.

27. Comme les CE n'ont fourni aucune explication précise concernant la non-imputation, il est logique de déduire que la conclusion des CE selon laquelle il n'y avait "pas de contribution significative" était fondée sur l'*hypothèse* que le dommage causé par ces autres facteurs connus n'était

pas significatif. Toutefois, des hypothèses ne peuvent pas établir un "rapport réel et substantiel de cause à effet", comme le prescrit l'article 3.5.

28. En outre, il y a dans la documentation publique plusieurs éléments indiquant que les conclusions des CE relatives au lien de causalité n'étaient pas fondées sur des "éléments de preuve positifs" et ne comportaient pas un "examen objectif". Premièrement, les CE n'ont *pas* examiné du tout les effets dommageables de l'avantage comparatif des exportateurs brésiliens. En outre, elles n'ont pas dûment examiné les questions de l'externalisation et de la substitution. Deuxièmement, la conclusion des CE selon laquelle les importations en provenance de Pologne n'avaient causé aucun dommage à la branche de production nationale est forcément incorrecte du point de vue des faits compte tenu des constatations des CE sur la sensibilité aux prix, ainsi que des effets sur le volume et sur les prix de ces importations polonaises. De même, les conclusions des CE concernant la "diminution continue des ventes" et la "baisse de la rentabilité" de la branche de production nationale qui étaient prétendument dues aux importations faisant l'objet d'un dumping étaient incorrectes du point de vue des faits.

Conclusion

29. Le Brésil estime que le présent différend concerne un assez grand nombre d'aspects importants de l'Accord antidumping. Plusieurs des allégations qu'il a formulées n'ont pas été évoquées dans la présente déclaration.

ANNEXE D-9

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - DEUXIÈME RÉUNION

(18 juin 2002)

1. Selon les CE, le Brésil a présenté dans sa deuxième communication des allégations nouvelles concernant l'article 15 (manquement à l'obligation énoncée dans la première phrase, exploration des solutions constructives *avant* l'imposition des mesures provisoires) et l'article 2.4 (obligation d'indiquer les renseignements nécessaires) qui devraient être déclarées irrecevables car elles n'avaient pas été soulevées précédemment. En outre, les CE réitèrent les demandes qu'elles ont présentées dans leur première communication en vue que le Groupe spécial ne tienne pas compte de certaines allégations du Brésil du fait qu'elles étaient vagues ou ne relevaient pas de son mandat.

2. Les CE notent que le Brésil cherche fondamentalement à obtenir un réexamen *de novo*, ce qui est contraire à l'article 17.6 i) de l'Accord et contrevient à la notion d'examen équitable inscrite dans le droit de l'OMC. Si, en présentant de nouveaux éléments de preuve, le Brésil pouvait montrer que les autorités des CE étaient parvenues à une conclusion sur la base d'une constatation de fait dont il était maintenant prouvé qu'elle était erronée, cette conclusion serait remise en cause. C'est exactement ce que l'article 17.5 ii) est censé empêcher.

1. Points soulevés par le Brésil

1.1 Point 1 "Pas de considération spéciale accordée au Brésil en tant que pays en développement"

3. Les CE rejettent l'allégation d'infraction à la première phrase de l'article 15 formulée par le Brésil car cette disposition ne contient pas d'obligation distincte et le Brésil n'a pas montré en quoi des questions telles que l'IPI Premium Credit ou la dévaluation étaient pertinentes. La première phrase de l'article 15 ne concerne pas n'importe quel aspect d'une enquête antidumping mais s'applique spécifiquement lorsqu'un Membre "envisage … d'*appliquer* des mesures antidumping". Quoi qu'il en soit, les enquêteurs ont dûment pris en considération cette question et les CE, en s'acquittant de l'obligation énoncée dans la deuxième phrase, se sont aussi acquittées de toute obligation, quelle qu'elle soit, qui pourrait être imposée par la première. Les CE ont déjà répondu aux allégations du Brésil concernant une violation de la deuxième phrase de l'article 15.

1.2 Point 2 "Demande inappropriée"

4. Le Brésil ayant retiré sa plainte sur ce point, les CE ne font pas d'autres observations.

1.3 Point 3 "Mesures inappropriées"

5. Les CE maintiennent que le Brésil fausse le sens du rapport de l'Organe d'appel sur l'*acier au carbone* par une citation sélective. L'Organe d'appel soulignait simplement que, si la pratique en question n'était pas une subvention, des droits compensateurs n'étaient pas justifiés.

6. Les CE réaffirment que les assertions du Brésil sur les conséquences de la dévaluation sont dénuées de fondement et qu'il n'est pas vrai que les données indiquaient que les probabilités qu'un dumping se produise après l'enquête avaient été totalement éliminées.

7. En ce qui concerne l'allégation du Brésil au titre du paragraphe 1 de l'article 11, les CE notent que si les allégations relèvent des paragraphes 2 et/ou 3, alors en respectant les dispositions du paragraphe correspondant, le Membre respectera également les prescriptions du paragraphe 1. Les assertions du Brésil entrent entièrement dans le cadre du paragraphe 2 et, puisque les CE ont respecté les prescriptions de ce paragraphe, elles ont aussi respecté celles du paragraphe 1.

8. Dans certaines circonstances, un Membre pourrait être obligé d'engager d'office un réexamen conformément à l'article 11.2. Toutefois, comme il ressort des termes de l'article 11.2, ces circonstances doivent être différentes de celles qui justifieraient normalement un réexamen (après le délai raisonnable) et très probablement plus rigoureuses. Le Brésil n'a pas cherché à indiquer les facteurs pouvant être pertinents à cet égard. Il a encore moins montré que ces facteurs étaient ou sont effectivement appropriés en l'espèce.

9. Ni Tupy ni le Brésil n'ont présenté de demande de réexamen, bien qu'ils aient été invités par les CE à le faire s'ils pouvaient montrer que la marge du dumping avait été réduite depuis la période initiale couverte par l'enquête. En outre, Tupy a refusé de participer au réexamen engagé par les CE, alors même qu'au cours de ce réexamen, la situation qui, selon les allégations du Brésil, avait changé à la suite de la dévaluation aurait été examinée.

1.4 Point 4 "Valeur normale inadéquate – types de produits inappropriés"

10. La classification adoptée par les CE dans toute enquête sur l'existence d'un dumping vise à faciliter l'identification des produits comparables et similaires. Elle est établie au début de l'enquête mais peut évoluer au cours de la procédure. Lorsque cela est possible, les enquêteurs adoptent la même classification des produits que celle qui est utilisée par l'exportateur.

11. Les CE contestent l'expression "constatation de "manque de fiabilité" au sens de l'article 2.2" utilisée par le Brésil, la qualifiant d'incompatible avec ladite disposition. S'agissant de l'argument du Brésil sur l'exclusion des marges bénéficiaires des ventes "non représentatives", elles notent que la méthode établie à l'article 2 pour la construction des valeurs normales consiste essentiellement à calculer la moyenne des données relatives aux bénéfices et aux frais ACG pour un ensemble de ventes (réalisées avec un bénéfice) et vise donc à produire le résultat le plus équitable. En tout cas, l'exclusion dans la présente enquête des données concernant les ventes dites "non représentatives" aurait eu pour conséquence d'abaisser la marge bénéficiaire de 0,01 pour cent.

1.5 Point 5 " Valeur normale inadéquate – codes de produits inappropriés"

12. L'interprétation donnée par le Brésil de l'article 2.2.2 est viciée. Pour chaque type de produit dont la valeur normale doit être construite, il n'y a par définition pas de ventes représentatives du type de produit identique réalisées au cours d'opérations commerciales normales. Autrement, la valeur normale pourrait et devrait être fondée sur les prix des ventes intérieures de ce type de produit. Par conséquent, les frais ACG et les bénéfices doivent toujours être fondés sur les types de produits vendus sur le marché intérieur qui ne sont pas identiques aux types de produits exportés. Les conséquences de la théorie du Brésil seraient incohérentes si elles étaient appliquées à la définition de la branche de production nationale (article 4.1) et à la production nationale à prendre en considération aux fins du dommage (article 3.6), qui varieraient alors toutes deux selon les exportateurs. Étant donné que la définition du produit similaire est valable pour l'ensemble de l'Accord, une interprétation qui est impossible dans un contexte particulier de l'Accord doit être rejetée pour l'Accord tout entier. En tout cas, l'application par le Brésil de sa théorie aux accessoires malléables manque de cohérence.

1.6 Point 6 "Pas de prise en compte adéquate de la neutralisation des taxes"

13. Les CE ont déjà expliqué de quelle façon elles avaient pris en compte les taxes indirectes telles que IPI, ICMS et PIS/COFINS pour le calcul de la valeur normale. Aucun ajustement n'était nécessaire pour l'IPI Premium Credit puisqu'aucune taxe de ce type n'avait été identifiée pendant l'enquête. Le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles, feuilles et bandes d'acier* n'étaye pas l'argument du Brésil à cet égard. Au contraire, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* et le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* ont tous deux confirmé que l'Accord faisait peser la charge de la preuve sur la partie intéressée tout en obligeant les autorités à procéder à une comparaison équitable et à ne pas imposer une charge de la preuve déraisonnable aux parties. Tupy n'a pas rempli ce critère.

1.7 Point 7 "Pas d'ajustement adéquat pour frais de publicité et de promotion des ventes"

14. Le Brésil ayant retiré sa plainte sur ce point, les CE ne font pas d'autres observations.

1.8 Point 8 "Pas d'ajustement adéquat pour frais d'emballage"

15. Les CE réfutent la mauvaise interprétation donnée par le Brésil de leur position à cet égard. Tupy n'a pas valablement démontré qu'un ajustement était justifié.

1.9 Point 9 "Pas de conversion de monnaies adéquate"

16. Les CE ont expliqué précisément les détails des divers taux utilisés. La question des taux de conversion pour les ajustements a une importance *de minimis* puisqu'elle entraînerait pour la marge de dumping un changement minime. En outre, par rapport aux taux de conversion proposés par Tupy, ceux qui ont été adoptés par les CE ont plutôt eu pour effet de *réduire* les marges de dumping.

1.10 Point 10 "Pas de base adéquate pour évaluer les taxes indirectes PIS/COFINS"

17. Les CE ont déjà expliqué la méthode qu'elles avaient adoptée pour arriver au montant de l'ajustement et les circonstances de son adoption. À cet égard, elles notent que Tupy a plutôt fait de l'obstruction pendant les enquêtes. Même si l'approche du Brésil consistant à utiliser 40 modèles au lieu de 20 était acceptée, le résultat montre que les CE ont utilisé des clés de répartition très raisonnables puisque la différence dans les ajustements s'élève à 0,03 pour cent seulement.

1.11 Point 11 "Pas de constatation adéquate concernant la marge de dumping ("réduction à zéro")"

18. Les CE n'ont pas d'autres observations à faire sur ce point.

1.12 Point 12 "Pas de prise en compte adéquate des tendances du volume des importations"

19. Pour ce qui est de savoir si l'un ou l'autre des facteurs mentionnés à l'article 3.2 (volume et effets sur les prix) doit être établi, la position du Brésil va à l'encontre de cette disposition parce que si l'un ou l'autre facteur devait exister, cela en ferait une base de jugement déterminante pour la question de l'existence d'un dommage. Les CE rejettent encore une fois la tentative du Brésil de déformer ce qui est dit dans leur communication pour donner une fausse idée de ce qui était visé.

1.13 Point 13 "Sous-cotation du prix alléguée non dûment prise en compte"

20. Les CE notent que pratiquer une réduction à zéro dans le cadre de l'enquête a eu pour effet d'accroître la marge de sous-cotation de Tupy de 0,01 pour cent. Pour ce qui est de la méthode fondée sur la correspondance des produits utilisée par les CE, le Brésil l'a qualifiée d'inéquitable mais n'avait pas de meilleure solution à proposer.

1.14 Point 14 "Pas de calcul adéquat des marges de sous-cotation du prix alléguées"

21. Le Brésil fait plusieurs déclarations fallacieuses ou inexactes concernant les critères utilisés par les CE pour la classification des accessoires malléables. Elles s'articulent autour de la question de savoir si les différences entre les accessoires à cœur blanc et les accessoires à cœur noir étaient importantes. Les CE ont déjà répondu à cet argument. Le Brésil n'est pas en mesure de réfuter l'estimation des CE selon laquelle la distinction entre les accessoires à cœur noir et à cœur blanc n'était pas pertinente.

1.15 Point 15 "Pas de cumul adéquat des importations"

22. Les CE pensent comme le Brésil que les autorités doivent justifier le recours au cumul et elles n'ont jamais prétendu le contraire. Toutefois, l'allégation du Brésil selon laquelle "l'autorité chargée de l'enquête devrait déterminer les effets des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de chaque pays" n'a pas de fondement au regard de l'article 3.3. Il en va de même de son affirmation selon laquelle un Membre ne peut pas procéder au cumul "lorsqu'il devient évident au regard de l'article 3.2 qu'il existe des différences dans la façon dont les produits des Membres exportateurs sont en concurrence entre eux ou avec le produit national similaire".

23. Les CE ont énuméré dans le règlement définitif les facteurs qu'elles avaient examinés en ce qui concerne les conditions de concurrence, et elles réfutent les accusations du Brésil selon lesquelles elles n'ont pas fait preuve d'exhaustivité. En l'occurrence, la différence entre les accessoires à cœur blanc et les accessoires à cœur noir n'est pas pertinente. Les CE ont déjà rejeté les tentatives du Brésil d'embrouiller une question déjà complexe en soulevant et en présentant de nouvelles questions et interprétations spécifiques. Cela concerne en particulier ses allusions à EMAFIDA, aux segments de marchés et aux courants d'échanges.

1.16 Point 16 "Prise en compte inappropriée des facteurs de dommage"

24. Les CE mettent en garde contre les interprétations outrancières de l'avis du Groupe spécial *Poutres en H* sur le rôle correct des groupes spéciaux dans le réexamen des décisions nationales concernant le dommage. Cette partie du rapport du Groupe spécial n'a pas été examinée par l'Organe d'appel.

25. En ce qui concerne l'argument des CE sur la "croissance", ce facteur est inévitablement lié aux autres facteurs et, dans la mesure où les autorités examinent dûment les aspects de ces facteurs relatifs à la croissance, elles examinent aussi dûment la croissance. Rien dans les décisions de l'Organe d'appel ne dit que les constatations sur un facteur donné ne peuvent pas être implicites. En fait, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire du *linge de lit*, qui appliquait les critères énoncés par l'Organe d'appel, a dit que le critère était de savoir si un groupe spécial d'examen était en mesure de déterminer si les autorités s'étaient conformées aux prescriptions de l'article 3.4. Selon les CE, les constatations reproduites dans les règlements provisoire et définitif et les explications données dans leur pièce n° 12 montrent que les autorités des CE se sont conformées à ces prescriptions.

26. Les allégations d'infraction à l'article 6.2 formulées par le Brésil ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial et, de toute façon, l'accusation est sans fondement. Il en va de même pour l'allégation au regard de l'article 6.4, qui n'a pas été formulée auparavant dans ce contexte et qui ne relève donc pas non plus du mandat. Les CE ont déjà noté la tendance du Brésil à confondre les obligations énoncées à l'article 3.4 avec celles qui sont énoncées à l'article 6, erreur contre laquelle l'Organe d'appel a mis en garde.

27. Le Brésil présente également une série d'arguments concernant la détermination prétendument viciée de l'existence d'un dommage auxquels les CE ont déjà répondu. Cela concerne en particulier l'"externalisation", les facteurs qui influent sur les prix intérieurs, la sensibilité aux prix, la rentabilité, les stocks et les résultats à l'exportation. En ce qui concerne les stocks, les CE rejettent les allégations du Brésil selon lesquelles les CE ont enfreint l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord en ne divulguant pas à Tupy des renseignements sur les achats et les exportations des producteurs communautaires parce que ces allégations sont nouvelles et ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial.

1.17 Point 17 "Établissement inapproprié d'un lien de causalité"

28. Les CE notent que, si un facteur particulier ne constitue pas une cause importante de dommage pour la branche de production communautaire, ce facteur n'a donc pas d'effets dommageables qui puissent être dissociés et distingués. Selon cette logique, les critiques formulées par le Brésil à l'encontre de la méthode des CE sont déplacées. Les CE réfutent les arguments du Brésil concernant l'"analyse des marges", les "résultats à l'exportation", les "importations en provenance d'autres pays tiers", les "efforts de rationalisation" et l'"externalisation". Pour ce qui est de cette dernière, les CE ont dûment examiné toute perte de part de marché qui aurait pu se produire à cause des importations en provenance des entreprises vers lesquelles la production avait été externalisée.

1.18 Point 18 "Pas de possibilités ménagées en temps utile de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents"

29. Il apparaît que cette allégation concerne désormais uniquement les renseignements sur les taux de conversion des monnaies utilisés pour les ajustements dans le cadre du calcul du dumping. Les CE ont fourni une explication complète des taux utilisés aux divers stades de l'enquête.

1.19 Point 19 "Pas de renseignements adéquats sur les points de fait ou de droit"

30. Les CE se sont conformées à leurs obligations au regard de l'article 15 en étudiant, par la voie diplomatique, la possibilité d'un engagement en matière de prix. Dans les deux cas, les CE estiment que la clause de confidentialité énoncée à l'article 6.5 s'applique.

31. En ce qui concerne leur pièce n° 12, les CE ont constaté que, pour les facteurs mentionnés dans ce document, l'évolution durant la période d'examen du dommage était conforme à celle d'un ou plusieurs autres facteurs. En conséquence, elles ne voyaient pas l'intérêt de les consigner séparément dans le règlement; cette observation générale était "suffisamment détaillée", selon le critère applicable à la fois à l'article 12.2 et à l'article 12.2.2.

2. Remarques finales

32. S'agissant des allégations du Brésil au regard des points 9, 10 et 13, les CE ont montré que toutes les conséquences pour les droits antidumping frappant Tupy étaient *de minimis*. Ainsi, ces infractions en tant que telles n'auraient pas pu annuler ou réduire les avantages résultant pour le Brésil, directement ou indirectement, de l'Accord.

33. Même si le Groupe spécial devait constater qu'elles avaient violé leurs obligations dans le cadre de l'OMC en ce qui concerne la "réduction à zéro" et la "dévaluation", les CE auraient, en engageant un réexamen, fait ce qui était nécessaire pour remédier à cette situation. Les CE font référence à cet égard à la distinction faite par le Groupe spécial *Inde – Secteur automobile* entre une constatation d'infraction d'un groupe spécial et sa recommandation à l'ORD.

34. Les CE demandent donc au Groupe spécial de ne formuler aucune recommandation concernant les allégations de Tupy à cet égard, indépendamment de ses constatations sur la question de l'infraction.

ANNEXE E

Questions et réponses

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponses du Brésil aux questions des Communautés européennes - Première réunion	E-64
Annexe E-3	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-67
Annexe E-4	Réponses des Communautés européennes aux questions du Brésil	E-114
Annexe E-5	Réponse des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial aux tierces parties	E-119
Annexe E-6	Observations du Brésil sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial aux parties	E-123
Annexe E-7	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-135
Annexe E-8	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-152
Annexe E-9	Observations du Brésil sur les réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-164
Annexe E-10	Observations des Communautés européennes sur les réponses du Brésil - Deuxième réunion	E-171

ANNEXE E-1

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

POINT 1: "PAS DE CONSIDÉRATION SPÉCIALE ACCORDÉE AU BRÉSIL EN TANT QUE PAYS EN DÉVELOPPEMENT", "PAS DE SOLUTIONS CONSTRUCTIVES EXPLORÉES"

Question posée aux CE:

1. En ce qui concerne les allégations du Brésil au titre de l'article 15 de l'Accord antidumping, les Communautés européennes auraient-elles agi de la même manière dans une enquête antidumping impliquant un pays développé Membre? Ce point est-il pertinent en l'espèce? Dans la négative, quels sont le sens et la signification juridique de l'expression "[prendre] spécialement en considération" dans la première phrase de l'article 15?

Questions posées au Brésil:

2. Le Brésil pourrait-il commenter les déclarations des Communautés européennes aux paragraphes 38 à 41 de leur première communication écrite – et les pièces justificatives communiquées par les Communautés européennes – suivant lesquelles les Communautés européennes ont évoqué la possibilité d'un engagement en matière de prix, mais que Tupy/le Brésil n'ont pas semblé intéressés par une telle possibilité? Quelle est la relation entre ces déclarations et l'affirmation du Brésil à la page 21 de sa première communication écrite suivant laquelle "... à aucun moment les CE n'ont suggéré ou tenté d'engager quelconques négociations ou discussions concernant quelconque proposition ou initiative en faveur de quelconque genre de solutions constructives autre que l'imposition des mesures antidumping en cause"?

Le Brésil fait observer que:

a) comme admis par les CE elles-mêmes dans leurs rapports, ce sont les autorités brésiliennes qui ont inclus la question à l'ordre du jour de ces réunions; et

b) à ce moment-là, les autorités communautaires ont seulement suggéré aux autorités brésiliennes que Tupy pourrait offrir un engagement en matière de prix.

La démarche des CE n'est pas conforme à l'obligation établie par le Groupe spécial *CE - Linge de lit* suivant laquelle "l'"exploration" des possibilités [de solutions constructives] doit être activement entreprise par les autorités du pays développé avec une volonté de parvenir à un résultat positif".[1]

De toute façon, les autorités communautaires n'auraient pu satisfaire à leurs obligations en vertu de la seconde phrase de l'article 15 que si elles avaient avisé ou informé l'exportateur brésilien de la possibilité d'un engagement. Compte tenu de la nature même d'un engagement en matière de prix, la possibilité d'une telle solution constructive ne peut pas être dûment explorée si les autorités ne suggèrent pas cette option à l'exportateur.

[1] *CE - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, rapport du Groupe spécial, WT/DS141/R, "*CE - Linge de lit*", paragraphe 6.233.

Or, les CE n'ont jamais "suggéré ou tenté d'engager quelconques négociations ou discussions" concernant un éventuel engagement avec Tupy.

Cette conclusion est encore étayée par le fait qu'il n'a pas été donné d'avis au public rendant compte en détail de quelconque examen par les CE des "possibilités de solutions constructives" s'agissant de Tupy, comme l'exigeait l'article 12.2 de l'Accord antidumping. Cela laisse penser que les CE n'ont pas jugé que l'exploration des "possibilités de solutions constructives" était "importante" au sens de l'article 12.2. En outre, le fait que les CE n'aient mentionné ni dans le règlement définitif ni dans le règlement provisoire (ou autres documents connexes) que la possibilité d'un engagement avait été explorée s'agissant de l'exportateur brésilien (alors que cela a été mentionné pour les exportateurs tchèque et japonais dans la même affaire) démontre clairement que les CE elles-mêmes ne considéraient pas qu'elles avaient fait quelconque effort en ce sens s'agissant de l'exportateur brésilien.

3. Au cours de l'enquête, Tupy/le Brésil ont-ils activement fait part aux Communautés européennes d'un désir d'offrir des engagements ou d'envisager tout autre genre de "solution constructive"? Dans l'affirmative, veuillez présenter les pièces justificatives ou indiquer les parties pertinentes du dossier.

Non. Toutefois, le Brésil rappelle que c'est au pays développé Membre qu'il incombe d'entreprendre activement l'exploration des solutions constructives. Dans ce contexte, le Brésil fait observer que les CE n'ont jamais mentionné au gouvernement brésilien qu'elles envisageaient un engagement concret en matière de prix ou tout autre genre de solution constructive. En outre, les enquêteurs des CE n'ont jamais soulevé cette question de quelconque manière avec Tupy. En conséquence, les CE n'ont jamais indiqué à Tupy qu'une solution constructive était une possibilité concrète qui pouvait être discutée avec les CE.

4. Le Brésil estime-t-il que les Communautés européennes ont exploré la possibilité d'imposer un "droit moindre"? Dans l'affirmative, sur quelle base? Suivant le Brésil, quoi d'autre les Communautés européennes auraient-elles pu/dû faire pour s'acquitter de leur obligation en vertu de l'article 15 dans ce contexte? Le Brésil a-t-il suggéré une autre option qu'un engagement en matière de prix à quelconque moment de la procédure? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la partie pertinente du dossier.

Le Brésil admet que les CE ont effectivement envisagé la possibilité d'imposer un droit moindre. Toutefois, ce n'est pas quelque chose qu'elles auraient envisagé comme découlant directement de la situation de pays en développement du Brésil. En réalité, à titre de pratique générale et comme exigé juridiquement par le règlement de base, les CE imposeront toujours un droit moindre dans une enquête antidumping, indépendamment du fait que le pays visé est un pays développé ou en développement.

Le Brésil fait observer que le Groupe spécial *CE - Linge de lit* n'est arrivé à aucune conclusion quant aux mesures autres qu'un "droit moindre" et un "engagement en matière de prix" qui pourraient être considérées comme des "solutions constructives" au sens de l'article 15.[2] La déclaration du Groupe spécial laisse penser qu'il pourrait exister d'autres solutions constructives au sens de l'article 15 que le pays développé Membre pourrait explorer. Le Brésil estime qu'à cet égard la notion de "solutions constructives" est similaire à celle d'"engagements". Dans ce contexte, le Brésil fait observer que, dans la pratique, les CE acceptent des engagements autres que les engagements en matière de prix. Par exemple, en plusieurs occasions, les CE ont jugé plus approprié d'accepter un engagement qui limitait les quantités pouvant être exportées vers la Communauté.[3] Le

[2] *Idem*, paragraphe 6.229.

[3] *Voir*, par exemple, la Décision n° 93/521/CEE de la Commission, du 3 septembre 1993, portant acceptation des engagements offerts dans le cadre du réexamen des mesures antidumping concernant les importations de ficelles lieuses et botteleuses originaires du Brésil, portant clôture de la procédure de réexamen

Brésil soutient donc que les CE n'ont pas exploré non plus toutes les possibilités de solutions constructives en n'envisageant pas d'engagements autres que des engagements en matière de prix. Le Brésil n'a suggéré aucune autre option qu'un engagement en matière de prix à quelconque moment de la procédure.

5. Le Brésil pourrait-il expliciter la pertinence spécifique de sa déclaration à la page 21 de sa première communication écrite suivant laquelle "... les CE ont même jugé approprié d'augmenter notablement le niveau du droit antidumping auquel elles ont assujetti les importations en provenance du Brésil entre le stade provisoire (droit imposé au taux de 26,1 pour cent) et le stade définitif (où le droit définitif a été imposé au taux de 34,8 pour cent)"? Veuillez expliquer la pertinence de ce point par rapport aux allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 15 de l'Accord antidumping.

Le Brésil a fait cette déclaration pour illustrer comment les CE n'ont pas pris en considération la situation particulière du Brésil en tant que pays en développement, où le système d'imposition indirecte est plus complexe que dans les pays en développement. Le Brésil attendait des CE qu'elles fassent preuve de plus de considération et de compréhension à cet égard. Le renversement de l'approche suivie par les CE au stade définitif démontre, selon le Brésil, que les CE n'ont pas fait preuve d'une telle déférence et n'ont pas pris "spécialement en considération" la situation particulière du Brésil en tant que pays en développement.

Questions posées aux deux parties:

6. Quelles sont les obligations juridiques imposées par l'article 15 de *l'Accord antidumping?* Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des Communautés européennes au paragraphe 31 de leur première communication écrite suivant laquelle "... la première phrase [de l'article 15] n'impose pas d'obligation juridique"? S'il n'existe qu'une seule obligation en vertu de l'article 15, quelle est la relation, le cas échéant, entre ces obligations, en d'autres termes, s'agit-il d'obligations distinctes et indépendantes, ou d'obligations liées et interdépendantes? Veuillez expliquer votre réponse, au regard des règles coutumières d'interprétation du droit international public et en vous référant à tous les éléments pertinents.

La première phrase de l'article 15 impose aux pays développés Membres l'obligation de prendre spécialement en considération la situation particulière des pays en développement Membres quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping, tandis que la seconde phrase de cette disposition impose une obligation d'explorer les solutions constructives préalablement à l'application de droits antidumping lorsque ceux-ci porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres.

Le Brésil n'est pas d'accord avec la déclaration des CE suivant laquelle la première phrase de l'article 15 "n'impose pas d'obligation juridique". Le Brésil connaît le passage du rapport du Groupe spécial *CE - Fils de coton*[4] cité par les CE[5] suivant lequel "en assumant pour (...) l'argumentation

---

des mesures antisubventions relatives à ces importations, et portant clôture de la procédure de réexamen des mesures antidumping et antisubventions concernant les importations de ficelles lieuses et botteleuses originaires du Mexique, J.O. n° L 221, 1993, page 28; la Décision n° 303/96/CECA de la Commission, du 19 février 1996, instituant un droit antidumping définitif sur les importations dans la Communauté de certaines tôles dites "magnétiques" à grains orientés originaires de Russie, portant perception définitive du droit provisoire et portant acceptation de l'engagement offert en liaison avec ces importations, J.O. n° L 42, 1996, page 7; la Décision n° 790/97/CE de la Commission du 24 octobre 1997 portant acceptation d'un engagement offert dans le cadre de la procédure antidumping concernant les importations de certains tubes et tuyaux sans soudure, en fer ou en acier non allié, originaires de Hongrie, de Pologne, de République tchèque, de Roumanie et de République slovaque, J.O. n° L 322, page 63.

[4] *CE - Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*, rapport du Groupe spécial, ADP/137, du 30 octobre 1995, "*CE - Fils de coton*", paragraphe 582.

qu'une obligation découlait de la première phrase de l'article 13 [du Code antidumping du GATT], le libellé de cette phrase ne renfermait aucune disposition exécutoire circonscrivant la portée de l'obligation" (non souligné dans l'original). Toutefois, le Brésil ne peut pas accepter l'interprétation de cette citation donnée par les CE, à savoir que la première phrase n'impose pas d'obligation juridique. Cet extrait confirme en fait l'existence d'une obligation. C'est la portée de cette obligation qui n'est pas déterminée par une "disposition exécutoire". Le Brésil fait encore observer que[6], si une obligation ne découlait pas de la première phrase de l'article 15, celui-ci serait lettre morte. Il serait dès lors difficile de comprendre pourquoi cette phrase a été incluse dans l'Accord antidumping pour commencer. En outre, selon une règle fondamentale d'interprétation un traité doit être interprété à la lumière de son objet et de son but.[7] Le préambule de l'*Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce* dit ceci: "reconnaissant en outre qu'il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique". Comme les Accords de l'OMC constituent un tout, lorsqu'ils prennent des mesures en vertu des différents accords les Membres doivent respecter ce principe. En conséquence, la première phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping doit être interprétée à la lumière de cette déclaration. Le Brésil déduit de ce qui précède que la première phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping ne peut pas être interprétée d'une manière qui la prive de sens.

Le Brésil soutient que la première phrase de l'article 15 énonce une obligation de nature générale, tandis que la seconde phrase prescrit un moyen possible de s'acquitter de cette obligation.

7. Avons-nous raison de penser que les Communautés européennes ont établi que le niveau des marges de dumping était dans tous les cas inférieur au seuil du dommage et que le niveau du droit a donc été fixé au niveau des marges de dumping établies? Veuillez commenter, au regard de l'obligation (des obligations) en vertu de l'article 15 de *l'Accord antidumping* et des pièces pertinentes du dossier.

Oui, le Groupe spécial a raison de penser cela. Conformément aux articles 7 2) et 9 4) du règlement de base, les CE sont tenues d'imposer un droit correspondant soit au niveau de la marge de dumping soit au niveau nécessaire pour faire disparaître le dommage subi par la branche de production communautaire, si ce dernier est moindre.[8] Les CE appliquent cette règle quel que soit le statut - en développement ou développé - du Membre dans lequel l'exportateur est installé. En conclusion, la décision des CE d'imposer un droit correspondant au niveau des marges de dumping n'est pas une conséquence des obligations énoncées à l'article 15 de l'Accord antidumping.

8. Aux termes de l'article 15 de *l'Accord antidumping*, incombe-t-il au Membre qui impose la mesure de "*proposer*" des solutions constructives? Veuillez justifier votre réponse. Comment, le cas échéant, cela est-il en relation avec les obligations en vertu de l'article 8 (et de toutes autres dispositions de *l'Accord antidumping*? Comment, par qui et quand un engagement en matière de prix devrait-il être demandé/accepté aux fins de l'article 15 de l'Accord antidumping?

L'obligation découlant de la seconde phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping est une obligation d'"explorer" les possibilités de solutions constructives plutôt qu'une obligation d'adopter des solutions constructives comme déclaré dans le rapport du Groupe spécial *CE - Linge de lit*, où il est dit dans la partie pertinente: "[...] dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'article 15, nous considérons que l'"exploration" des possibilités doit être activement entreprise par les

---

[5] ECFS, paragraphe 31, note de bas de page 14.

[6] Les passages qui suivent reprennent en grande partie la discussion dans la deuxième communication du Brésil, en particulier dans les paragraphes 3 à 12.

[7] Convention de Vienne sur le droit des traités, 1969, article 31 1).

[8] Voir les articles 7.2, 8.1 et 9.4 du règlement de base (pièce n° 24 du Brésil).

autorités du pays développé avec une volonté de parvenir à un résultat positif".[9] Ainsi, le Brésil fait valoir que l'idée d'explorer (étudier, examiner, passer au crible)[10] activement devrait inclure celle de proposer des possibilités de solutions constructives.

Le Brésil considère que l'article 15 constitue effectivement une exception par rapport à l'article 8 de l'Accord antidumping dans le sens que, en vertu de l'article 15 les autorités doivent proposer des solutions constructives alors que cela n'est pas exigé par l'article 8 de l'Accord antidumping.[11]

9. Les parties conviennent-elles que l'obligation (les obligations) énoncée(s) à l'article 15 de *l'Accord antidumping* s'applique(nt) uniquement à l'imposition de mesures antidumping définitives à la *fin* de la procédure d'enquête? Veuillez faire référence dans votre réponse à tous les éléments pertinents.

Le Brésil soutient que l'obligation d'"explorer" les possibilités de solutions constructives peut exister avant l'imposition des mesures provisoires. Il faut d'ailleurs noter que c'est ce qui s'est produit dans le cas d'espèce s'agissant de l'exportateur tchèque.[12] Le Brésil fait valoir que l'imposition d'une mesure provisoire, indépendamment de la forme qu'elle prend, porte atteinte aux intérêts du pays en développement Membre concerné, puisqu'elle restreint, dès son application, l'accès du produit visé au marché du pays développé. Par exemple, il est probable que les importateurs remplaceront le fournisseur faisant l'objet de l'enquête par un autre compte tenu des incertitudes introduites par les mesures provisoires.

Le Brésil connaît la déclaration du Groupe spécial dans le rapport *CE – Linge de lit* suivant laquelle "l'Accord antidumping fait manifestement une distinction entre mesures provisoires et droits antidumping, cette deuxième expression se référant toujours à des mesures définitives".[13] Le Brésil ne peut pas souscrire à cette interprétation. Si le raisonnement du Groupe spécial prévalait, il ne serait pas nécessaire de qualifier le terme "droit" dans l'Accord antidumping. Or, ce n'est pas ainsi que se présente l'Accord. Le Brésil attire l'attention du Groupe spécial sur l'article 12.2 et 12.2.2, qui mentionne de manière significative dans la partie pertinente "... et de la suppression d'un droit antidumping définitif" et "... l'imposition d'un droit [antidumping] définitif" (non souligné dans l'original). En revanche, si l'intention des rédacteurs de l'Accord antidumping avait été de donner une signification uniforme au terme "droit" dans tout le texte, ils auraient recouru, par exemple, à une note de bas de page comme ils l'ont fait pour le terme "dommage" (note de bas de page 9 relative à l'article 3).

10. Que constituent pour les parties, selon leur interprétation, des "solutions constructives" au sens de l'article 15 de l'*Accord antidumping*? Veuillez mentionner toute référence pertinente.

Le Brésil note que le Groupe spécial *CE – Linge de lit* n'est arrivé à aucune conclusion quant aux mesures autres qu'un "droit moindre" et un "engagement en matière de prix" qui pourraient être considérées comme des "solutions constructives" au sens de l'article 15.[14] La déclaration du Groupe spécial laisse penser qu'il pourrait exister d'autres solutions constructives au sens de l'article 15 que le pays développé Membre pourrait explorer. Dans ce contexte, le Brésil fait observer que, dans la pratique, les CE acceptent des engagements autres que des engagements en matière de prix. Par

[9] "*CE - Linge de lit*", paragraphe 6.233.
[10] *Ibid*.
[11] L'article 8.5 de l'Accord antidumping dit ceci: "Des engagements en matière de prix pourront être suggérés par les autorités du [pays] importateur (...)."
[12] Voir le considérant 195 du règlement provisoire (pièce n° 12 du Brésil).
[13] "*CE – Linge de lit*", paragraphe 6.231.
[14] *Idem*, paragraphe 6.229.

exemple, dans certaines circonstances, les CE ont jugé plus approprié d'accepter un engagement qui limitait les quantités pouvant être exportées vers la Communauté.[15]

11. Existe-t-il en vertu de l'article 15 de l'*Accord antidumping* une obligation de "communiquer" aux pays en développement Membres le fait qu'une autorité chargée de l'enquête explore les possibilités de solutions constructives?

Non, il n'en existe pas. Toutefois, le Brésil rappelle que, dans le présent différend, les CE ont manqué à leurs obligations en vertu de la seconde phrase de l'article 15 puisque ni avis ni information quant à l'exploration, à supposer qu'elle ait eu lieu, de la possibilité d'un engagement en matière de prix n'ont été donnés par les CE au producteur exportateur brésilien. Compte tenu de la nature même d'un engagement en matière de prix, la possibilité d'une telle solution constructive ne peut pas être dûment explorée si les autorités ne suggèrent pas cette option à l'exportateur.

En outre, le Brésil fait valoir que l'exploration des possibilités de solutions constructives en vertu de l'article 15 de l'Accord antidumping est une question "importante" au sens de l'article 12.2 de l'Accord antidumping. Il est effectivement essentiel pour un pays en développement que la possibilité de mesures autres que des droits antidumping soit examinée par les autorités chargées de l'enquête. Il devait donc être donné avis au public des constatations et conclusions des autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne l'exploration des possibilités de solutions constructives.

12. À quels facteurs devrait s'en remettre un groupe spécial pour déterminer si l'imposition de mesures antidumping porterait atteinte aux "intérêts essentiels" du Brésil au sens de l'article 15 de l'Accord antidumping? Les parties souscrivent-elles à la déclaration des États-Unis dans leur communication écrite en tant que tierce partie (paragraphe 14) suivant laquelle le terme "essentiels" implique un critère très strict s'agissant pour le pays en développement de démontrer à quel degré des droits antidumping porteraient atteinte à son intérêt national?

Selon le Brésil, il appartient au pays en développement Membre d'évaluer s'il est porté atteinte à ses intérêts essentiels. En ce qui concerne la déclaration des États-Unis, le Brésil considère que c'est là aussi un aspect qu'il incombe au pays en développement Membre de traiter. Par conséquent, du point de vue du Brésil, les facteurs à prendre en compte pour déterminer s'il a été porté atteinte à ses intérêts essentiels sont notamment les suivants:

a) Tupy est la plus grosse fonderie d'Amérique du Sud;

b) Tupy est l'une des plus importantes sociétés sidérurgiques brésiliennes, qui emploie plus de 4 500 personnes;

[15] Voir, par exemple, la Décision n° 93/521/CEE de la Commission, du 3 septembre 1993, portant acceptation des engagements offerts dans le cadre du réexamen des mesures antidumping concernant les importations de ficelles lieuses et botteleuses originaires du Brésil, portant clôture de la procédure de réexamen des mesures antisubventions relatives à ces importations, et portant clôture de la procédure de réexamen des mesures antidumping et antisubventions concernant les importations de ficelles lieuses et botteleuses originaires du Mexique, J.O. n° L 221, 1993, page 28; la Décision n° 303/96/CECA de la Commission, du 19 février 1996, instituant un droit antidumping définitif sur les importations dans la Communauté de certaines tôles dites "magnétiques" à grains orientés originaires de Russie, portant perception définitive du droit provisoire et portant acceptation de l'engagement offert en liaison avec ces importations, J.O. n° L 42, 1996, page 7; la Décision n° 790/97/CE de la Commission du 24 octobre 1997 portant acceptation d'un engagement offert dans le cadre de la procédure antidumping concernant les importations de certains tubes et tuyaux sans soudure, en fer ou en acier non allié, originaires de Hongrie, de Pologne, de République tchèque, de Roumanie et de République slovaque, J.O. n° L 322, 1997, page 63.

c) les autorités brésiliennes ont inclus la question de l'enquête antidumping des CE visant les exportations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable de Tupy à l'ordre du jour de réunions bilatérales de niveau élevé; et

d) les exportations sont importantes compte tenu des engagements financiers extérieurs du Brésil.

13. Nous notons que dans la section "Engagements" du règlement définitif, il n'est pas fait référence à Tupy/au Brésil. Veuillez commenter.

Le Brésil répète que la possibilité d'un engagement n'a pas été évoquée par les enquêteurs des CE avec Tupy. En outre, le Brésil rappelle que les CE n'ont pas mentionné dans les règlements provisoire et/ou définitif que la possibilité d'un engagement avait été explorée s'agissant de l'exportateur brésilien, alors que cela a été mentionné pour les exportateurs tchèque, coréen, thaïlandais et japonais, c'est-à-dire tous les autres exportateurs à l'exception des exportateurs chinois.[16] Cela démontre clairement que les CE elles-mêmes ne considéraient pas i) qu'elles avaient fait quelconque effort en ce sens s'agissant de l'exportateur brésilien, et ii) que cette question était pour elles "importante" au sens de l'article 12.2 de l'Accord antidumping.

14. Le Brésil pourrait-il développer l'affirmation faite à la page 32 de sa première communication écrite suivant laquelle:

> **"... la demande ne comportait pas de description du volume et de la valeur de la production du produit similaire que représentaient les requérants" et "[l]es requérants ont fourni des renseignements concernant le volume et la valeur de la production du produit similaire qu'ils représentaient uniquement dans la mesure où ceux-ci pouvaient être déduits de manière large et assez imprécise des chiffres fournis concernant la consommation totale, les calculs de la sous-cotation des prix et le volume des importations dans leur ensemble admises dans les CE".**

Le Brésil a fait cette affirmation sur la base des renseignements non confidentiels dont il disposait à cet égard. Le Brésil retire maintenant l'allégation correspondante.

15. Les Communautés européennes pourraient-elles commenter cet argument tel qu'il existe actuellement?

POINT 2: "DEMANDE INAPPROPRIÉE"

Question posée aux CE:

16. Le Brésil déclare: "... les éléments de preuve fournis par le requérant n'étaient pas conformes aux prescriptions de l'article 5.3" (déclaration orale du Brésil à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 31). Veuillez commenter.

[16] Voir le règlement provisoire (pièce n° 12 du Brésil, paragraphe 195) en ce qui concerne l'engagement accepté par l'exportateur tchèque et voir le règlement définitif (pièce n° 19 du Brésil, paragraphes 124 et 125) s'agissant des exportateurs tchèque, coréen, thaïlandais et japonais. Il convient de noter à ce propos que les autorités communautaires n'acceptaient pas par principe, à ce moment-là, d'engagements de la part des exportateurs chinois. Les exportateurs chinois et brésilien sont les seuls exportateurs en l'espèce pour lesquels les CE ne font pas mention d'un engagement.

Questions posées aux deux parties:

17. Quelle est la relation entre: i) l'article 5.2 et l'article 5.3; ii) l'article 5.2 et l'article 5.8; iii) l'article 5.2 et l'article 6.2 – une infraction à l'un constituerait-elle nécessairement une infraction à l'autre? Veuillez expliquer en vous référant à tous les éléments pertinents.

Étant donné que les allégations du Brésil étaient fondées sur la version non confidentielle de la demande, le Brésil retire ses allégations concernant la demande mentionnée au point 2.

18. Quelle est la relation entre: i) l'article 5.3 et l'article 5.8; ii) l'article 5.3 et l'article 6.2 - une infraction à l'un constituerait-elle nécessairement une infraction à l'autre? Veuillez expliquer en vous référant à tous les éléments pertinents.

Comme indiqué dans la réponse à la question n° 17, le Brésil retire ses allégations concernant la demande mentionnée au point 2.

19. Point 3: "Il n'était pas nécessaire d'imposer les mesures."

Question posée aux CE:

20. Suivant le Brésil, les Communautés européennes ont pour la première fois "pris en considération expressément" la dévaluation de la monnaie le 20 juillet 2000 dans la notification précédant le règlement définitif. Les Communautés européennes en conviennent-elles? Ce point est-il pertinent? Pourquoi, ou pourquoi pas?

Questions posées au Brésil:

21. En quoi, le cas échéant, la non-divulgation alléguée des "renseignements détaillés" "montrant les marges de dumping après la dévaluation" – "dossier ECSALUR sur le CD-ROM" que la Commission des CE déclare avoir remis à Tupy (mais dont Tupy déclare avoir reçu dix pages sur 97) implique-t-elle une violation de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'article premier de l'*Accord antidumping*?

Le Brésil se référait à cet aspect sous le point 3 car selon lui les circonstances décrites dans la question du Groupe spécial doivent être liées au fait que les CE n'ont pas attribué l'importance qui convenait à la dévaluation massive de la monnaie brésilienne. Les implications de ce changement structurel dans l'économie brésilienne, que les CE ont enregistré, vérifié et admis, auraient dû démontrer aux CE que les circonstances avaient changé dans une mesure telle qu'il n'était pas nécessaire d'imposer des mesures pour contrebalancer le dumping, puisque celui-ci n'existait plus. La première allégation subsidiaire formulée par le Brésil en relation avec le point 3 concernait l'attitude des CE à cet égard. Cette attitude a abouti à l'imposition inappropriée de mesures antidumping alors qu'il n'y avait pas de dumping sur le marché. Le Brésil allègue que cela constitue une violation par les CE de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'article premier de l'Accord antidumping.

22. En quoi précisément (le cas échéant) les Communautés européennes n'ont-elles "pas ... évalué de manière adéquate toute l'incidence de [la] dévaluation" durant la période couverte par l'enquête (voir la page 43 de la première communication écrite du Brésil)? Le Brésil convient-il que les données examinées par les Communautés européennes concernant la période couverte par l'enquête établissaient qu'il y avait eu un dumping durant la période couverte par l'enquête? Les allégations du Brésil se rapportent-elles exclusivement à la période *consécutive à la fin* de la période couverte par l'enquête, notamment la période entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'imposition des mesures?

La déclaration ci-dessus (BFS, paragraphe 191) fait intervenir deux considérations essentielles traitées par le Brésil dans sa première communication. La première concernait l'affirmation du Brésil suivant laquelle après la dévaluation de la monnaie brésilienne les constatations et déterminations des CE pour la période couverte par l'enquête sont devenues caduques. (C'est parce que nous ne contestons pas les constatations en ce qui concerne la période couverte par l'enquête que cette question est traitée ici.) Deuxièmement, comme la dévaluation a eu lieu vers la fin de la période couverte par l'enquête et que, comme les CE l'ont vérifié, elle a eu un effet durable pendant une durée de plus de deux mois, il est clair qu'il y a eu des conséquences par rapport à la nécessité d'imposer des mesures antidumping en l'absence d'un dumping qu'il fallait contrebalancer ou neutraliser. Cela fait référence à la même allégation que celle évoquée par le Brésil dans sa réponse à la question n° 21 ci-dessus.

Comme indiqué plus haut et dans la première communication du Brésil (paragraphe 158), et comme développé encore dans la deuxième communication du Brésil (paragraphes 26 et suivants), le Brésil ne nie pas que la règle générale en vertu de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping veut que l'autorité chargée de l'enquête agisse conformément à ces principes lorsque ses constatations et sa détermination reposent sur la période couverte par l'enquête. Toutefois, le Brésil confirme sa thèse suivant laquelle, même lorsque les autorités d'un Membre importateur concluent, après une enquête antidumping en bonne et due forme, que les conditions formelles de l'Accord antidumping ont été remplies de sorte que des mesures antidumping peuvent être imposées à bon droit, les autorités en question doivent encore examiner si les circonstances antérieures à l'imposition des mesures rendent celle-ci nécessaire. Comme indiqué, le Brésil considère que, dans la présente affaire, les résultats de l'enquête des CE durant la période couverte par l'enquête sont devenues caducs du fait de la dévaluation brésilienne, de sorte que les mesures n'auraient pas dû être adoptées sur cette base.

En ce qui concerne les considérations de période de temps dans la question du Groupe spécial, pour le Brésil la ligne de partage est la date de la dévaluation. À partir de cette date et compte tenu de l'effet durable de cette dévaluation, toute imposition à bon droit de mesures antidumping, ou la décision de maintenir de telles mesures, devait être évaluée, selon le cas, par rapport à la nécessité de neutraliser ou contrebalancer le dumping.

23. Sur quelle base repose l'argument du Brésil suivant lequel les Communautés européennes avaient l'obligation d'examiner les données après la fin de la période couverte par l'enquête?

Comme expliqué à propos du point 3 dans la deuxième communication du Brésil (paragraphes 24 et suivants), l'obligation d'examiner ces données postérieures à la période couverte par l'enquête découle de la nécessité d'évaluer la situation en tenant compte de deux prescriptions fondamentales identifiées par le Brésil à cet égard. Premièrement, conformément à la réponse du Brésil à la question n° 22 ci-dessus, comme il n'était pas nécessaire d'imposer des mesures antidumping pour contrebalancer un dumping dommageable puisque ce dernier était inexistant après la période couverte par l'enquête, les CE avaient en l'espèce l'obligation générale de ne pas imposer, ou au minimum de suspendre, les mesures. Deuxièmement, comme le Brésil l'a fait observer, les CE ont établi leur propre méthode pour traiter les situations dans lesquelles des circonstances exceptionnelles imposent le réexamen de mesures qui dans un autre cas auraient pu être adoptées, compte tenu des constatations générales se rapportant à la période couverte par l'enquête (voir aussi BFS, paragraphes 165 à 168, et voir également la réponse du Brésil à la question n° 35 du Groupe spécial). Ainsi, conformément à la propre méthode des CE, pour pouvoir évaluer une situation postérieure à la période couverte par l'enquête les données postérieures à la période couverte par l'enquête qui sont pertinentes doivent être examinées. Les CE n'ont pas appliqué cette méthode dans le cas de l'exportateur brésilien.

24. Quelles sont les pièces justifiant la déclaration suivant laquelle "... du fait de la dévaluation, la valeur normale du produit visé était notablement inférieure au prix à l'exportation" (et votre déclaration suivant laquelle le dumping avait cessé à la fin de la période couverte par l'enquête) dans la première communication écrite du Brésil, page 44? À quelle période de temps cette déclaration fait-elle référence?

Cette déclaration (BFS, paragraphe 193) est étayée par la version électronique de la réponse de l'exportateur brésilien au questionnaire des CE ("dossier ECSALUR sur le CD-ROM") que le Brésil a communiquée aux CE et que les CE ont utilisée ensuite pour leurs calculs ultérieurs, comme mentionné aussi plus haut dans la question n° 21 du Groupe spécial.

Comme indiqué, l'exportateur brésilien a reçu dix pages seulement de la version sur papier du dossier électronique traité par les CE, qui contient semble-t-il 97 pages. Ni l'exportateur brésilien ni le Brésil ne pouvaient donc vérifier les conclusions complètes des CE concernant les cas possibles de dumping après la dévaluation du 15 janvier 1999. En outre, le Brésil ne sait pas si ces constatations des CE concernaient tout le dernier trimestre de la période couverte par l'enquête c'est-à-dire du 1er janvier au 31 mars 1999, ce qui dans ce cas couvrirait également environ deux semaines de transactions aux conditions antérieures à la dévaluation, ou bien si elles se référaient uniquement aux deux mois et demi de la période postérieure à la dévaluation.

Toutefois, une tentative de simulation de la méthode des CE, telle que reflétée dans les dix pages disponibles de ce dossier (sans réduction à zéro des marges de dumping), en l'appliquant ensuite au dossier électronique original que le Brésil avait conservé, a abouti aux conclusions qui justifiaient les déclarations mentionnées dans la question du Groupe spécial. Les deux déclarations se réfèrent à la période postérieure à la dévaluation, c'est-à-dire du 15 janvier 1999 à la fin de la période couverte par l'enquête.

À titre d'indication générale, et comme les CE ont calculé la marge de dumping dans la monnaie du pays exportateur, le Brésil note que le taux de change moyen établi sur la base des données des CE pour toute la période couverte par l'enquête, y compris les deux semaines et demie postérieures à la dévaluation du dernier trimestre de ladite période, était de 1,5, alors qu'il était de 1,3 pour 1998, soit pour les trois premiers trimestres de la période couverte par l'enquête (voir les données mensuelles dans le document BFS, paragraphe 173). Toutefois le taux de change moyen pour les trois derniers mois de la période couverte par l'enquête était de 2,1.[17] Selon les données officielles concernant le taux de change communiquées par la Banque centrale du Brésil, le taux était de 1,9 à la fin de 1999, de 1,8 à la fin de 2000 et de 2,1 à la fin de 2001. La dévaluation de 41,99 pour cent a plus que complètement absorbé la marge de dumping de 34,8 pour cent que les CE ont établie pour le Brésil.

25. Quand Tupy a-t-elle soulevé pour la première fois la question de la dévaluation au cours de l'enquête – était-ce avant la vérification de septembre 1999? Veuillez indiquer les parties pertinentes du dossier de l'enquête et de votre communication.

La dévaluation massive de la monnaie brésilienne a été au premier plan de l'enquête antidumping depuis son tout début. C'étaient en fait les CE qui avaient d'abord traité la question. L'importance de la dévaluation brésilienne était clairement reflétée dans la liste détaillée des taux de change que les CE avaient envoyée à Tupy avec leur questionnaire au moment de l'ouverture de l'enquête le 29 mai 1999 (pièce n° 3 du Brésil). La réponse de Tupy au questionnaire, qui a été communiquée aux CE le 8 juillet 1999 (pièce n° 4 du Brésil), fournissait des renseignements fondés sur les taux de change quotidiens (qui différaient des moyennes mensuelles des CE) pour refléter les préoccupations suscitées par la dévaluation. Les divergences entre les positions respectives des CE et

[17] Voir l'annexe II du questionnaire (pièce n° 3 du Brésil).

de Tupy ont été finalement résolues durant la visite de vérification. Cela a été confirmé par les CE, par exemple dans leur notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil).

ARTICLE 11.1 ET 11.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

Question posée aux CE:

26. Les Communautés européennes considèrent-elles que la comparaison des prix à la *fin* de la période couverte par l'enquête faisait apparaître des différences nulles, ou décroissantes, entre le prix à l'exportation et la valeur normale à la *fin* de la période? Veuillez expliquer en quoi ce point est pertinent pour établir la marge de dumping durant la période couverte par l'enquête dans son ensemble. Veuillez préciser le fondement juridique de votre réponse, en vous référant à tous les éléments pertinents.

Questions posées au Brésil:

27. Le Brésil fait-il valoir que les circonstances qu'il décrit dans sa première communication peuvent être considérées comme des circonstances dans lesquelles un réexamen par les Communautés européennes de leur propre initiative était "justifié" au sens de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*? Pour quelle(s) raison(s)?

Oui. Le Brésil considère que les données que les CE ont obtenues sur l'exportateur brésilien concernant une période de plus de deux mois après la dévaluation massive de la monnaie brésilienne étaient d'une nature qui "justifiait" un tel réexamen de leur propre initiative.

La justification de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier au carbone*[18] qui concernait des circonstances similaires à celles discutées ici, mais dans le cadre d'un réexamen de droits compensateurs en vertu de l'Accord SMC (article 21.1 et 21.2), peut être transposée, *mutatis mutandis*, à la présente affaire. Les conditions d'un réexamen de droits compensateurs sont définies dans ces dispositions de l'Accord SMC en des termes similaires à ceux des dispositions parallèles dans le contexte antidumping (article 11.1 et 11.2 de l'Accord antidumping).

Selon l'Organe d'appel (au paragraphe 53), "[c]onformément à [l'article 21.1 de l'Accord SMC qui est le parallèle de l'article 11.1 de l'Accord antidumping], les autorités d'un Membre qui applique un droit ... doivent, lorsque cela est justifié, "réexaminer la nécessité de maintenir le droit". Lorsqu'elles procèdent à ce réexamen, les autorités doivent "examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le subventionnement" et/ou "si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié". L'article 21.2 établit un mécanisme de réexamen pour faire en sorte que les Membres se conforment à la règle énoncée à l'article 21.1".

Comme l'Organe d'appel l'a estimé (au paragraphe 61), "[a]près avoir apprécié les données qui leur ont été communiquées par les parties intéressées ainsi que les autres éléments de preuve dont elles disposent ..., les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer s'il est nécessaire de continuer à appliquer des droits compensateurs. Elles n'ont pas la liberté de faire abstraction de ces données. Si elles pouvaient faire fi de ces données, le mécanisme de réexamen prévu à l'article 21.2 ne serait d'aucune utilité". En d'autres termes, un réexamen est "justifié" si les renseignements dont dispose l'autorité chargée de l'enquête laissent penser, comme dans le cas d'espèce, que la nécessité de continuer à appliquer le droit devrait être réexaminée.

[18] *États-Unis - Produits en acier au carbone originaires du Royaume-Uni, rapport de l'Organe d'appel*, document WT/DS138/AB/R du 10 mai 2000, "*États-Unis - Acier au carbone, rapport de l'Organe d'appel*".

Ces renseignements "déclenchant" devaient être de nature "positive", du genre propre à "justifier [...] la nécessité d'un tel réexamen" (au sens de l'article 11.2 de l'Accord antidumping) et ils devaient représenter plus qu'une "simple affirmation" (au sens de l'article 5.2 de l'Accord antidumping) de sorte qu'ils auraient une valeur de persuasion similaire à celle qui est requise d'une "demande" au titre de l'article 5.2. Les renseignements dont disposaient les CE, compte tenu de leurs constatations pour les deux mois et demi suivant la dévaluation, étaient certainement de cette nature.

Selon le Brésil, les CE "n'avaient pas la liberté de faire abstraction de ces données" et elles étaient donc dans l'obligation manifeste d'entreprendre un réexamen de leur propre initiative. En d'autres termes, ces données "justifiaient" certainement que l'initiative d'un réexamen soit prise. En outre, dans les circonstances particulières de l'espèce, il n'était pas nécessaire pour l'exportateur brésilien de fournir quelconque renseignement additionnel aux CE pour déclencher ce réexamen.

28. Le Brésil fait-il valoir que les effets durables de la dévaluation sur les calculs des Communautés européennes établissant la marge de dumping seraient similaires ou identiques après la fin de la période couverte par l'enquête? Sur quelle base?

Le Brésil confirme que, selon lui, les effets durables de la dévaluation sur les calculs de la Communauté européenne établissant la marge de dumping auraient été similaires après la fin de la période couverte par l'enquête, ou du moins auraient été notablement différents de ceux correspondant à la période couverte par l'enquête. Comme indiqué et expliqué dans la réponse du Brésil à la question n° 24 du Groupe spécial, et compte tenu des données obtenues et vérifiées par les CE pour les deux derniers mois et demi de la période couverte par l'enquête, l'effet de la dévaluation qui a plus qu'absorbé la marge de dumping que les CE avaient établie pour le Brésil s'est poursuivi dans la pratique après l'imposition des droits définitifs.

29. Même si la comparaison des prix à la *fin* de la période couverte par l'enquête faisait apparaître des différences nulles, ou décroissantes, entre le prix à l'exportation et la valeur normale à la *fin* de la période, en quoi ce point est-il pertinent par rapport à l'établissement de la marge de dumping durant la période couverte par l'enquête dans son ensemble? Veuillez préciser le fondement juridique de votre réponse, en citant tous rapports pertinents de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel du GATT/de l'OMC. Comment votre position est-elle conciliable, par exemple, avec la prescription de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* imposant une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée?

Comme indiqué dans la première communication du Brésil (paragraphe 158) et aussi expliqué plus avant dans la deuxième communication du Brésil (paragraphes 26 et suivants), le Brésil ne nie pas que la règle générale en vertu de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping veut que l'autorité chargée de l'enquête agisse en conformité avec les méthodes prévues dans l'Accord antidumping. Toutefois, comme expliqué plus avant en relation avec le point 3 dans la deuxième communication du Brésil, l'imposition de mesures antidumping ne doit pas être le résultat d'une action mécanique car les mesures en question ne peuvent être imposées que pour contrebalancer et neutraliser le dumping sur le marché.

30. Veuillez commenter l'affirmation des CE suivant laquelle il n'y avait pas de certitude quant à savoir si et comment Tupy refléterait la dévaluation dans son prix à l'exportation.

Le Brésil ne pense pas que cette déclaration soit justifiée. Comme expliqué plus avant dans la deuxième communication du Brésil (paragraphe 34), en fait le Brésil aurait attendu des CE qu'elles fassent la déclaration inverse. Les CE ont disposé de données concrètes fournies par l'exportateur brésilien pour les deux mois et demi suivant la dévaluation. Les CE ont vérifié ces renseignements, qui démontrent manifestement que l'exportateur brésilien n'a pas changé ses politiques en matière de prix à cause de la dévaluation.

31. Le Brésil peut-il clarifier sa déclaration suivant laquelle Tupy a demandé un "réexamen" après la dévaluation et n'a obtenu aucune réponse de la Commission? Cette demande a-t-elle été formulée *après* l'imposition des droits antidumping définitifs? Si la demande a été formulée *avant* l'imposition des droits antidumping définitifs, le Brésil considère-t-il que cela constituerait un "réexamen" au sens de l'article 11 de l'*Accord antidumping*?

Tupy n'a jamais demandé de réexamen. Le Brésil a demandé aux CE de ne pas imposer de dumping à l'égard du Brésil puisqu'il n'y avait pas eu de dumping après la dévaluation de la monnaie brésilienne. Comme expliqué plus avant dans sa deuxième communication (paragraphe 36 et suivants), Tupy n'était pas en mesure de demander un réexamen à ce stade puisque les règles antidumping des CE n'accordent pas aux exportateurs le droit légal de demander un tel réexamen. Le Brésil rappelle que les exportateurs disposent de ce droit dans les CE uniquement à condition qu'"une période raisonnable d'au moins un an se soit écoulée depuis l'institution de la mesure définitive ..." (voir l'article 11.3 du règlement de base, pièce n° 24 du Brésil).

32. Tupy a-t-elle demandé un "remboursement" des droits antidumping après leur imposition compte tenu de l'incidence alléguée de la dévaluation? Dans la négative, pourquoi pas?

Non. Tupy n'a pas importé le produit visé dans les CE et elle ne peut donc pas demander un remboursement des droits antidumping. Tupy ne sait pas si l'un de ses importateurs dans les CE a demandé un remboursement.

Questions posées aux deux parties:

33. Quel est le sens du membre de phrase "*dans les cas où cela sera justifié*" à l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*? Veuillez indiquer le fondement juridique de votre réponse. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, qu'il soit "justifié" d'engager un réexamen, existe-t-il une *obligation* juridique d'engager un réexamen de sa propre initiative?

Selon le Brésil, le membre de phrase "dans les cas où cela sera justifié" à l'article 11.2 de l'Accord antidumping fait référence à une situation où l'autorité chargée de l'enquête dispose de renseignements suffisants qui justifient et lui donnent autorité[19] d'ordonner l'engagement d'un réexamen "[de] la nécessité de maintenir le droit ...". Selon l'article 11.2 ce réexamen est une question d'obligation pour le Membre en question (aux termes de l'article 11.2, "[l]es autorités réexamineront ..."; non souligné dans l'original) si de tels renseignements sont présentés au Membre pour appuyer une demande de réexamen ou sont autrement mis à sa disposition. En l'espèce, ces renseignements ont été mis à la disposition des CE par le biais des données que Tupy a fournies aux CE au cours de l'enquête et compte tenu du fait que les CE ont vérifié ces données.

34. Existe-t-il des éléments pertinents qui pourraient guider le Groupe spécial dans son examen des allégations des CE au titre de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*?

Le Brésil estime que les CE possèdent ces éléments pertinents. Cela résultera de leur examen des renseignements que Tupy a fournis au cours de l'enquête, y compris éventuellement des données auxquelles le Groupe spécial fait référence dans la question n° 21 ("dossier ECSALUR sur le CD-ROM").

[19] Selon le Concise Oxford Dictionary, la définition de "warrant" ("justifier") est "justification or authority" ("justification ou autorité"), "justify or necessitate" ("justifier ou nécessiter").

35. En quoi consistent, le cas échéant, la pertinence et le rôle par rapport à la présente procédure de la jurisprudence et de la pratique des CE concernant le "changement de circonstances" cité par le Brésil aux pages 38 et suivantes de sa première communication écrite?

Le Brésil estime que la jurisprudence et la pratique des CE concernant le "changement de circonstances" cité par le Brésil dans sa première communication (BFS, paragraphes 166 à 169) sont particulièrement pertinentes et importantes par rapport à la présente procédure puisqu'elles démontrent ce que les CE peuvent faire en de telles circonstances, mais ont décidé de ne pas faire en l'espèce.

POINTS N° 4 ET 5: "VALEUR NORMALE INADÉQUATE" - "TYPES DE PRODUITS INAPPROPRIÉS"; "CODES DE PRODUITS INAPPROPRIÉS"

Questions posées aux CE:

36. Les Communautés européennes pourraient-elles décrire de manière détaillée les mesures précises qu'elles ont appliquées pour calculer la valeur normale, y compris la valeur normale construite, dans la présente enquête, en citant les parties pertinentes du dossier de l'enquête? Dans leur réponse, les Communautés européennes pourraient-elles préciser en quoi consiste le critère du "caractère représentatif" mentionné au paragraphe 27 du règlement provisoire? Correspond-il au critère prévu dans l'article 2.2 et dans la note de bas de page 2 de l'*Accord antidumping*? Dans la négative, où se trouve la justification dans l'*Accord antidumping*?

37. Les Communautés européennes ont-elles inclus des données relatives aux ventes ne permettant pas une comparaison valable pour calculer les frais ACG? Dans quelle mesure, le cas échéant, cette considération serait-elle pertinente par rapport à l'article 2.2 et 2.2.2 de l'*Accord antidumping*?

38. Y a-t-il eu des ventes à des parties liées? Dans l'affirmative, comment ont-elles été traitées dans le cadre de l'application de la méthode prévue dans le texte introductif de l'article 2.2.2?

39. Le Groupe spécial comprend-il correctement que les Communautés européennes ont construit la valeur normale des produits dont le code de produit interne de Tupy commençait par "18" en utilisant la méthode décrite dans le texte introductif de l'article 2.2.2 (c'est-à-dire les données réelles concernant les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, pour les frais ACG et pour les bénéfices, des types dont les codes de produits internes commençaient par 12, 68 et 69)? Dans l'affirmative, comment cela est-il conciliable avec la déclaration suivante des Communautés européennes: "la valeur normale a été construite sur la base [du] coût de fabrication [des types exportés], si bien que, dans ces cas également, il ne pouvait y avoir de différences physiques et donc d'ajustement justifié" (règlement définitif, paragraphe 43).

40. Veuillez commenter l'allégation du Brésil concernant la discordance entre votre déclaration dans la notification précédant le règlement provisoire:

" - Sur le marché intérieur, des produits dont les codes commençaient par 12, 68, 69 et 79 étaient vendus. Les produits dont les codes commençaient par 68 et 69 avaient un filetage différent (NPT au lieu de BSP), tandis que 79 produits n'étaient pas filetés. Les produits du code 68 étaient également conçus pour une pression plus élevée que les autres produits. *Les coûts de fabrication de ces produits semblaient être différents, et la plupart de ces produits avaient aussi des valeurs marchandes qui étaient très différentes.*

- Sur le marché communautaire, Tupy vendait des produits dont le code commençait par 12 (de marque propre) et des produits dont le code commençait par 18 (de la marque Nefit). Là encore, *ces produits semblaient avoir parfois des coûts de fabrication très différents*" (notes de bas de page omises, pas d'italique dans l'original).

et la position prise dans l'enquête de ne pas accorder les ajustements envisagés par l'article 2.4.

41. Veuillez commenter les déclarations faites par le Brésil à la page 60 de sa première communication écrite:

"En conséquence, l'expression "dans le présent accord" à l'article 2.6, quand elle est lue conjointement avec le libellé de l'article 2.2.2, impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'utiliser les montants réels pour les frais ACG et pour les bénéfices concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, des produits qui sont identiques, c'est-à-dire semblables à tous égards, au produit considéré. C'est seulement en l'absence de tels produits identiques que peuvent être utilisés les montants réels pour les frais ACG et pour les bénéfices concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, des produits qui, bien qu'ils ne lui soient pas semblables à tous égards, présentent des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré. Toutefois, dans ce dernier cas l'autorité chargée de l'enquête est tenue de prendre dûment en considération, en fonction des circonstances propres à chaque cas, les différences dans les caractéristiques physiques affectant la comparabilité des prix ..."

Questions posées au Brésil:

42. Veuillez commenter la déclaration des Communautés européennes au paragraphe 129 de leur première communication écrite suivant laquelle la charge de proposer des ajustements incombe à l'exportateur et que, puisque Tupy n'a pas, durant l'enquête, demandé un ajustement conformément à l'article 2.4 concernant l'exclusion des ventes non représentatives du calcul de la marge bénéficiaire, l'allégation est donc irrecevable.

Le Brésil est en désaccord avec l'interprétation des CE. L'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping imposent à l'*autorité chargée de l'enquête* l'obligation d'assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation du produit visé. Cette obligation est confirmée par l'emploi du mot anglais "shall" sans qualification dans l'article VI:1 du GATT de 1994 et dans l'article 2.4 de l'Accord antidumping. D'ailleurs, l'Organe d'appel a souligné dans *États-Unis – Acier laminé à chaud* que, "en vertu de l'article 2.4, l'obligation d'assurer une "comparaison équitable" incombe aux autorités chargées de l'enquête, et non aux exportateurs"[20] (non souligné dans l'original). En conséquence, la question de savoir si une partie intéressée a identifié une différence affectant la comparabilité des prix, ou bien si c'est une autorité chargée de l'enquête qui l'a fait, est sans importance puisque l'autorité chargée de l'enquête a en tout cas une obligation positive d'assurer une comparaison des prix qui réponde à l'exigence d'équité. Le Brésil fait valoir que l'allégation d'irrecevabilité avancée par les CE est donc défaillante.

43. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des Communautés européennes au paragraphe 141 de leur première communication écrite, à savoir que le Brésil n'étaye pas son affirmation suivant laquelle les produits en question ne sont pas "similaires", et que l'article 17.5 ii) l'empêche en fait de présenter de tels éléments de preuve? Tupy contestait-elle les constatations figurant dans le règlement provisoire aux paragraphes 14 à 16? Veuillez faire référence aux parties pertinentes du dossier de l'enquête.

[20] Voir *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, document WT/DS184/AB/R du 24 juillet 2001, "États-Unis – Acier laminé à chaud, rapport de l'Organe d'appel", paragraphe 178.

Le Brésil fait valoir que l'article 2.6 et l'article 2.2.2 doivent être interprétés de façon mutuellement cohérente, en particulier à la lumière de la clause liminaire de l'article 2.6 ("[d]ans le présent accord ..."). Le Brésil fait valoir que le libellé exact de l'article 2.2.2 quand il est lu conjointement avec l'article 2.6 montre clairement que lorsqu'"il existe un produit identique, les données correspondant à ses frais ACG et ses bénéfices devraient être utilisées. C'est seulement "en l'absence d'un tel produit", interprétation étayée par le mot "*ou*" à l'article 2.6, que les données correspondant aux frais ACG et aux bénéfices pour un produit qui présente des caractéristiques lui ressemblant étroitement peuvent être utilisées. L'interprétation ci-dessus vaut aussi dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête *subdivise* le produit en cause en types de produits, comme les CE l'ont fait en l'occurrence. En conséquence l'article 2.2.2 impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'utiliser les données réelles, pour les frais ACG et pour les bénéfices, se rapportant à des *types de produits identiques*. C'est seulement en l'absence de tels types de produits identiques que l'autorité chargée de l'enquête a le droit d'utiliser les données réelles se rapportant à des *types de produits non identiques qui présentent des caractéristiques leur ressemblant étroitement*.

Étant donné que les types de produits dont le code de produit interne commençait par "12" n'étaient pas identiques à ceux des codes "68" et "69", le Brésil note que l'exportateur brésilien avait demandé un ajustement au titre des différences dans les coûts et les valeurs marchandes.[21] En outre, compte tenu des différences notables dans les caractéristiques physiques et dans les valeurs marchandes entre les ventes du code "12", d'une part, et les ventes des codes "68" et "69", d'autre part, l'exportateur brésilien a aussi demandé que ces derniers codes soient exclus des données utilisées dans la construction.[22] Enfin, le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien a déclaré que "ces types de produits ["68" et "69"] peuvent constituer", et non qu'ils constituent, le "produit similaire".[23]

44. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des CE au paragraphe 141 de leur première communication écrite suivant laquelle "l'article 2.4 présuppose que deux produits similaires peuvent ne pas être suffisamment semblables pour être comparables"? Veuillez faire référence à tout élément pertinent dans votre réponse.

Le Brésil n'est pas d'accord. L'expression "produit similaire" figurant dans l'article 2.6, concept qui s'applique "[d]ans le présent Accord", désigne des produits identiques *ou bien*, en l'absence d'un tel produit, un autre produit qui présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré. Les CE semblent donner à entendre que deux produits différents, qui ne sont même pas "semblables" au sens de l'article 2.6, peuvent être utilisés aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping. Le Brésil fait valoir, toutefois, que la question de la "comparabilité" au sens de l'article 2.4 ne se pose pas dans ce genre de situation, c'est-à-dire que si deux produits ne sont pas identiques et ne présentent pas non plus des caractéristiques étroitement ressemblantes, il s'agit dès lors de deux produits "similaires" distincts et il devrait y avoir deux procédures différentes dans le cadre de l'Accord antidumping.

45. Le Brésil considère-t-il que les Communautés européennes ont pris en compte les différences physiques fondées sur les coûts entre les types de produits en cause pour construire la valeur normale? Dans l'affirmative, sur quelle base juridique les Communautés européennes pourraient-elles accorder des ajustements additionnels au titre de ces différences physiques conformément à l'article 2.4?

[21] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil); voir aussi la réponse de Tupy à la lettre indiquant les insuffisances (pièce n° 7 du Brésil). Le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien vendait des types de produits dont les codes de produits internes commençaient par "12", "68" et "69" sur le marché intérieur et qu'il exportait vers les CE des produits des codes "12" et "18".

[22] Voir la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), pages 34 et 35.

[23] Voir la cinquième communication de Tupy (pièce n° 17 du Brésil), page 4.

En ce qui concerne la première phrase de la question du Groupe spécial, le Brésil ne pense pas que cela soit tout à fait le cas. Bien que le Brésil considère que les valeurs normales construites pour certains types de produits aient été fondées sur le coût de production de chaque type de produit, il fait valoir que les montants pour les frais ACG et pour les bénéfices utilisés par les CE dans la construction se rapportent non seulement aux types de produits non identiques (c'est-à-dire les types de produits dont les codes internes commençaient par 68 et par 69) mais aussi aux types de produits dont les ventes sur le marché intérieur n'étaient pas représentatives (c'est-à-dire inférieures à 5 pour cent des ventes à l'exportation du même type de produit). En conséquence, les allégations du Brésil qui sont développées plus bas (voir les réponses aux questions n° 46 à 50 et 52) se rapportant non *pas* à des ajustements au titre des différences physiques conformément à l'article 2.4, mais aux montants pour les frais ACG et pour les bénéfices dont le coût de fabrication a été majoré conformément à l'article 2.2.2.

En ce qui concerne la seconde phrase de la question du Groupe spécial, voir la réponse à la question n° 42.

46. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des CE au paragraphe 144 de leur première communication écrite suivant laquelle le Brésil a proposé seulement une base d'ajustement qui contredit l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping en excluant des données qui ont été correctement incluses?

Le Brésil n'est pas d'accord avec le raisonnement fondamental des CE. Le Brésil fait valoir que les seuls types de produits vendus sur le marché intérieur auxquels les CE devaient se référer pour établir les montants pour les frais ACG et pour les bénéfices conformément à l'article 2.2.2 pour les types de produits exportés "12" et "18" sont 566 types de produits dont les codes de produits internes commençaient par "12" et dont les ventes sur le marché intérieur étaient à la fois représentatives et réalisées avec un bénéfice.[24] En conséquence, le Brésil ne partage pas la thèse des CE suivant laquelle l'exclusion des ventes sur le marché intérieur des types de produits non représentatifs des données utilisées dans la construction est incompatible avec l'article 2.2.2.

Questions posées aux deux parties:

47. Quelle est la relation entre l'article 2.2 et le texte introductif de l'article 2.2.2 de l'*Accord antidumping*?

L'article 2.2 permet le calcul des valeurs normales sur la base, entre autres, des valeurs normales construites dès lors qu'il a été établi que les prix de vente sur le marché intérieur ne sont pas fiables (c'est-à-dire qu'ils "ne permettent pas une comparaison valable"). Le Brésil fait valoir que l'article 2.2 est une *disposition globale* qui éclaire les obligations plus détaillées énoncées dans les paragraphes suivants concernant la construction. Par conséquent, la constatation de ce "manque de fiabilité" au sens de l'article 2.2 restreint l'établissement des montants pour les frais ACG et pour les bénéfices par l'autorité chargée de l'enquête, ultérieurement, aux types de produits dont les ventes sur le marché intérieur permettent bien une comparaison valable. En fait, le Brésil rappelle les constatations du Groupe spécial *CE – Fils de coton* selon lesquelles "il devait y avoir quelque chose dans la nature intrinsèque des ventes elles-mêmes qui empêchait d'effectuer une comparaison valable"[25] et il fait valoir que le faible volume *affecte* les ventes sur le marché intérieur elles-mêmes

[24] À titre de clarification, le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien vendait des types de produits dont les codes de produits internes commençaient par "12", "68" et "69" sur le marché intérieur et qu'il exportait vers les CE des produits des codes "12" et "18". L'exportateur brésilien avait demandé à plusieurs reprises l'exclusion de la construction des données correspondant à des codes de produits non représentatifs du produit: voir la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), pages 34 et 35; en particulier, voir le document communiqué après l'audition (pièce n° 15 du Brésil); et la cinquième communication de Tupy (pièce n° 17 du Brésil), page 4.

[25] "*CE – Fils de coton*", paragraphe 478.

de telle manière que celles-ci ne permettraient pas une comparaison valable dans les paragraphes suivants en ce qui concerne les valeurs normales construites.

Le Brésil fait observer que l'Accord antidumping ne définit pas l'expression "au cours d'opérations commerciales normales".[26] En conséquence, le texte introductif de l'article 2.2.2 disposant que les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices seront fondés sur "des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête" est ouvert à interprétation. Le Brésil note aussi que l'article 2.2.2 ne fait expressément référence à aucune notion de "caractère représentatif" au sens de l'article 2.2 et de la note de bas de page 2 y relative. Toutefois, le Brésil fait valoir que, lorsque l'autorité chargée de l'enquête exclut des données conformément à l'article 2.2, il s'ensuit logiquement que les mêmes données devraient être exclues conformément à l'article 2.2.2.

En réalité, les rédacteurs de l'Accord antidumping ne peuvent pas avoir eu pour intention de laisser l'autorité chargée de l'enquête décider de construire les valeurs normales pour les ventes de types de produits qui ne permettent pas une comparaison valable, et d'utiliser des données qui ne permettent pas une comparaison valable pour construire les valeurs normales correspondant aux ventes des mêmes types de produits. En conséquence, pour éviter une situation inutile, contradictoire et incohérente dans laquelle les données concernant des ventes qui ne permettent pas une comparaison valable sont utilisées pour construire une valeur normale qui permet une comparaison valable, l'article 2.2.2 (quand il est lu conjointement avec l'article 2.2) exige que les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices soient fondés sur les données concernant les ventes *représentatives* et *réalisées avec un bénéfice* sur le marché intérieur. Le Brésil fait observer que les CE également acceptent cette interprétation.[27]

L'interprétation ci-dessus est étayée aussi par le fondement du concept de "construction". La valeur normale construite est destinée à servir de *substitut* par rapport à l'utilisation des prix intérieurs, autrement dit par rapport à ce qui serait si le produit visé par l'enquête ou un type dudit produit *avait été vendu* sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales. Étant donné que les marges bénéficiaires associées aux ventes de faible volume sur le marché intérieur de types de produits normalement fabriqués sur la base de spécifications atypiques sont non représentatives car élevées, l'inclusion de ces marges dans les données à utiliser dans la construction serait contraire à l'idée de construction ou "substitution".

Par conséquent, le Brésil fait valoir que les CE ont violé l'article 2.2.2 en incluant dans les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices utilisés dans la détermination des valeurs normales construites des données réelles concernant la production et les ventes de types de produits dont les ventes sur le marché intérieur n'étaient *pas* représentatives au sens de l'article 2.2 et de la note de bas de page 2 y relative. En fait, les seuls types de produits vendus sur le marché intérieur auxquels les CE devaient se référer pour construire valablement les valeurs normales, au sens de l'article 2.2.2 pour les types de produits exportés "12" et "18", sont 566 types de produits dont les

---

[26] Voir "*États-Unis – Acier laminé à chaud, rapport de l'Organe d'appel*", paragraphe 139, où l'Organe d'appel a déclaré expressément que l'Accord antidumping "ne définit pas l'expression "au cours d'opérations commerciales normales"".

[27] Voir la déclaration des CE dans "*CE – Linge de lit*" suivant laquelle "[l]'Inde suppose ... que les autorités communautaires, lorsqu'elles exigent que les données utilisées en appliquant l'article 2.2.2 ii) soient soumises au principe des "opérations commerciales normales", se fondent sur le texte introductif de l'article 2.2.2, où il apparaît effectivement. Toutefois, le principe de base est énoncé à l'article 2.2. En fait, c'est un principe qui se compose de deux éléments: les données se rapportant à des ventes qui ne sont *pas rentables* ou *pas représentatives* ne peuvent pas être prises en compte. Pour des raisons de cohérence, ce principe s'applique à toutes les dispositions entrant dans le cadre de l'article 2.2, dont son alinéa 2 ii)"; voir la première communication et demande de décisions préliminaires présentées par les Communautés européennes (27 mars 2000), paragraphe 152; voir aussi le rapport du Groupe spécial "*CE – Linge de lit*", paragraphe 6.79.

codes de produits internes commençaient par "12" et dont les ventes sur le marché intérieur étaient à la fois représentatives et réalisées avec un bénéfice.

48. L'expression "comparaison valable" à l'article 2.2 de l'*Accord antidumping* a-t-elle le même sens que l'expression "comparaison équitable" à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*? Veuillez indiquer le fondement juridique et la justification de votre réponse, en vous référant à toutes les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* (et autres, si nécessaire).

Non, il s'agit de deux concepts différents. Alors que "valable" fait référence à la "qualité" des données à rassembler afin de composer l'ensemble d'éléments comparables, "équitable" fait référence à l'impartialité exigée de la part des autorités chargées de l'enquête pour comparer les éléments une fois qu'ils ont été dûment rassemblés.

49. Quelle est la nature de la référence dans l'article 2.2 de l'*Accord antidumping* aux "ventes [qui] ne permettent pas une comparaison valable"? S'agit-il simplement d'un critère pour aider à décider s'il convient ou non de passer à la valeur normale construite, ou s'agit-il également d'une considération dont il faut tenir compte pour construire la valeur normale? Sur quoi votre réponse est-elle fondée par rapport aux règles coutumières d'interprétation du droit international public?

À la lecture du texte d'abord, le Brésil note que l'article 2.2 autorise les autorités chargées de l'enquête à utiliser soit la valeur normale construite soit les ventes des pays tiers comme base de la valeur normale lorsque la valeur normale ne peut pas être établie sur la base des prix de vente sur le marché intérieur. Cette dernière situation se produirait si les ventes sur le marché intérieur disponibles avaient eu lieu au cours d'opérations commerciales normales, mais qu'elles ne permettent pas une comparaison valable. Compte tenu des constatations du Groupe spécial *CE - Fils de coton* suivant lesquelles "il devait y avoir quelque chose dans la nature intrinsèque des ventes elles-mêmes qui empêchait d'effectuer une comparaison valable"[28], le Brésil fait valoir que le faible volume *affecte* les ventes sur le marché intérieur elles-mêmes d'une telle manière que celles-ci ne permettraient pas une comparaison valable. Le Brésil considère donc que l'article 2.2 n'est pas simplement un *critère* pour aider à décider s'il convient ou non de passer à la construction des valeurs normales, mais une *disposition globale* qui éclaire les obligations plus détaillées énoncées dans les paragraphes suivants concernant les valeurs normales construites. L'article 2.2 impose en réalité à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de ne pas utiliser les données qui se réfèrent à des ventes sur le marché intérieur non représentatives au sens de l'article 2.2.2.

50. L'exclusion des ventes d'un volume si faible qu'elles ne permettent pas une comparaison valable au sens de l'article 2.2 de l'*Accord antidumping* est-elle en contradiction avec l'article 2.2.2 de l'*Accord antidumping* dans la mesure où une catégorie qui aurait dû normalement être incluse dans le calcul en est exclue?

Oui. Comme indiqué plus haut dans la réponse n° 47, le Brésil fait valoir que l'article 2.2.2 (à la lumière de l'article 2.2) exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle fonde les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices, dans la construction des valeurs normales sur les données concernant les ventes *représentatives* et *réalisées avec un bénéfice* sur le marché intérieur des types de produits identiques, si elles sont disponibles. En fait, le Brésil fait valoir que l'article 2.2 *prohibe* l'utilisation dans le cadre de l'article 2.2.2 des données qui se rapportent à des ventes sur le marché intérieur ne permettant pas une comparaison valable. En conséquence, si l'autorité chargée de l'enquête exclut les données conformément à l'article 2.2, il s'ensuit logiquement que les mêmes données devraient être exclues conformément à l'article 2.2.2.

[28] Voir "*CE - Fils de coton*", paragraphe 478.

51. La définition du "produit similaire" s'applique-t-elle aux types qui relèvent du champ du produit similaire? Veuillez indiquer sur quoi repose votre raisonnement.

Oui. À la lecture du texte d'abord, le Brésil note que "le produit similaire" dans l'article 2.6, concept qui s'applique "[d]ans le présent accord", fait référence à "un produit identique, ... ou en l'absence d'un tel produit, [...] un autre produit qui, ... présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré" (non souligné dans l'original). Le Brésil est en désaccord avec les CE, qui donnent à entendre que deux produits différents, qui ne sont pas identiques ou qui ne présentent même pas des caractéristiques étroitement ressemblantes, peuvent encore être suffisamment similaires pour être comparables aux fins d'une détermination de l'existence d'un dumping. Le Brésil fait valoir que dans ce cas-là il devrait aussi y avoir deux procédures différentes dans le cadre de l'Accord antidumping.

Inversement, lorsque l'autorité chargée de l'enquête subdivise le produit similaire en types de produits aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping, pratique qui n'est pas contestée par le Brésil, l'Accord antidumping prévoit un seul concept pour "le produit similaire". Comme indiqué dans la réponse à la question n° 43, le libellé de l'article 2.2.2, quand il est lu conjointement avec le libellé de l'article 2.6, implique qu'il existe une hiérarchie entre les types de données utilisables pour construire les valeurs normales pour différents types de produits. L'article 2.2.2 et 2.6 impose donc à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'utiliser les données réelles pour les frais ACG et pour les bénéfices se rapportant aux *types de produits identiques*. C'est uniquement en l'absence de ces types de produits identiques que l'autorité chargée de l'enquête a le droit d'utiliser les données réelles se rapportant aux *types de produits non identiques qui présentent des caractéristiques étroitement ressemblantes*.

52. Comment les parties réagissent-elles à la déclaration des États-Unis dans leur communication écrite en tant que tierce partie suivant laquelle un calcul incorrect de la valeur normale construite ne peut pas constituer une infraction à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, et une infraction putative à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* ne peut pas être invoquée pour étayer une allégation au titre de l'article 2.2 et 2.2.2 de l'*Accord antidumping*?

Le Brésil ne souscrit pas à la déclaration des États-Unis. Comme indiqué plus haut dans la réponse à la question n° 47, le Brésil considère que les CE ont enfreint l'article 2.2.2 en incluant dans les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices utilisés dans la détermination des valeurs normales construites des données réelles concernant la production et les ventes de types de produits dont les ventes sur le marché intérieur n'étaient *pas* représentatives au sens de l'article 2.2 et de la note de bas de page 2 y relative. Mais, si les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices conformément à l'article 2.2.2 concernent la production et les ventes de types de produits non représentatifs, le Brésil ne voit pas alors comment l'autorité chargée de l'enquête pouvait procéder à une comparaison équitable en utilisant des données censées ne pas permettre une comparaison valable.

53. Veuillez commenter la déclaration des Communautés européennes au paragraphe 127 de leur première communication écrite suivant laquelle "… les frais ACG et les bénéfices étaient fondés sur les 1 260 types du produit similaire vendus sur le marché intérieur".

Cette déclaration confirme que les CE ont enfreint l'article 2.2.2 puisqu'elles reconnaissent que, pour construire les valeurs normales, elles ont utilisé les marges bénéficiaires et les frais ACG se rapportant non seulement à des types de produits qui n'étaient pas identiques, mais aussi à des types de produits dont les autorités communautaires chargées de l'enquête ont établi qu'ils ne permettaient pas une comparaison valable.

POINTS 6 ET 10: "PAS DE PRISE EN COMPTE ADÉQUATE DE LA NEUTRALISATION DES TAXES"; "PAS DE BASE ADÉQUATE POUR ÉVALUER LES TAXES INDIRECTES PIS/COFINS"

Question posée aux CE:

54. Les Communautés européennes considèrent-elles que les taux de l'IPI Premium Credit applicables aux produits exportés ont été établis par la résolution n° 2, du 17 janvier 1979, de la Commission des incitations à l'exportation ("résolution n° 2") relevant du Ministère des finances et que la résolution n° 2 établissait un crédit d'impôt dit "IPI Premium Credit" de 20 pour cent pour les accessoires de tuyauterie auxquels s'applique la définition du produit similaire dans la présente enquête? (première communication écrite du Brésil, page 78).

[Question posée aux deux parties:]

Cette législation figurait-elle dans le dossier de l'enquête *antidumping* correspondante?

La résolution n° 2 du 17 janvier 1979 ne faisait pas partie du dossier. Cependant, le Décret-loi n° 491 du Brésil daté du 5 mars 1969, traduit en anglais, a été communiqué aux CE dans la réponse de Tupy au questionnaire.[29]

Le Brésil rappelle la déclaration des CE suivant laquelle celles-ci "approfondira[ient] cette question afin de déterminer le montant des impôts indirects effectivement remboursés sur les ventes à l'exportation vers la Communauté et perçus sur le produit concerné consommé au Brésil".[30]

Compte tenu de ce qui précède, l'exportateur brésilien présumait que les CE "approfondira[ient]" la question des taxes intérieures et présumait qu'il aurait eu l'occasion de fournir d'autres renseignements sur la législation brésilienne, si nécessaire. Le Brésil rappelle que la définition donnée dans le Concise Oxford Dictionary pour "investigate" (approfondir) est "to make a careful study of (a thing) in order to discover the facts about it" (étudier soigneusement (quelque chose) pour établir les faits pertinents). Cependant, dans la notification précédant le règlement définitif, sans aucunement approfondir la question, les CE ont confirmé le rejet de l'IPI Premium Credit.[31]

Questions posées aux CE:

55. En ce qui concerne le dossier de l'enquête, les Communautés européennes peuvent-elles justifier la déclaration faite au paragraphe 153 de leur première communication écrite suivant laquelle la valeur normale calculée était nette de l'IPI Premium Credit et que par conséquent aucun ajustement n'était nécessaire?

56. Comment les Communautés européennes concilient-elles les déclarations des paragraphes 153 à 156 de leur première communication écrite suivant lesquelles la valeur normale calculée était nette de l'IPI Premium Credit et qu'en conséquence aucun ajustement n'était nécessaire, mais que les autorités communautaires chargées de l'enquête ont refusé un ajustement au titre de l'IPI Premium Credit parce que Tupy n'avait pas démontré que ce crédit

[29] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section G-2.2.

[30] Notification précédant le règlement provisoire (pièce n° 11 du Brésil), pages 7 et 8; voir aussi le règlement provisoire (pièce n° 12 du Brésil), considérant 47.

[31] Notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil), page 7, règlement définitif (pièce n° 19 du Brésil), considérant 46 et lettre de transparence (pièce n° 18 du Brésil), pages 4 et 5.

"compensait" les taxes intérieures "qui frappent le produit similaire lorsqu'il est destiné à être consommé" sur le marché brésilien au sens de l'article VI:4 du *GATT de 1994*.

57. Au nom de quoi les Communautés européennes justifient-elles l'emploi des données se rapportant aux 20 "types les plus exportés" du produit visé pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS?

58. Les CE peuvent-elles indiquer au Groupe spécial où dans leur première communication écrite elles décrivent la méthode utilisée pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS? Cette méthode est-elle présentée dans les paragraphes 237 à 239 de leur première communication? La lettre indiquant les insuffisances pertinente envoyée à Tupy durant l'enquête figure-t-elle dans les pièces n° 6 et 7 du Brésil?

Questions posées au Brésil:

59. Pourquoi le Brésil/Tupy considèrent-ils que la méthode utilisée par les Communautés européennes (l'emploi des données se rapportant aux 20 "types les plus exportés" du produit visé) était déraisonnable ou incompatible avec l'*Accord antidumping*? Est-ce parce qu'elle se rapportait seulement à 33 pour cent environ de la quantité totale exportée, ou aux 20 types les plus exportés, ou ...?

Le Brésil fait valoir que l'approche des CE était incompatible avec l'Accord antidumping. Le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien avait fourni dans la réponse au questionnaire des listes de toutes les transactions de vente du produit visé sur le marché intérieur et vers les CE durant la période couverte par l'enquête. Ainsi, les renseignements nécessaires pour une analyse pleine et complète étaient à la disposition des CE, mais l'examen a été limité aux 20 "types les plus exportés". Le Brésil considère que cette restriction est incompatible avec l'Accord antidumping et représente en fait une méthode *punitive*.

Le Brésil allègue que l'approche des CE est dépourvue de tout fondement juridique dans l'Accord antidumping. Premièrement, l'autorité chargée de l'enquête a le droit en vertu de l'article 6.8 de ne pas tenir compte des renseignements communiqués par une partie intéressée et de procéder à ses calculs sur la base "des données de fait disponibles". Toutefois, le Brésil rappelle la déclaration des CE suivant laquelle "[m]ême s'il pouvait être argumenté qu'une demande de 20 pour cent comparée à une demande justifiée de 0,88 pour cent est trompeuse au sens de l'article 18 1) du règlement de base [article 6.8 de l'Accord antidumping] et pouvait donc être totalement rejetée, les services de la Commission ont décidé, compte tenu de la complexité de l'affaire, d'accorder quoi qu'il en soit un ajustement correspondant à 0,88 pour cent des prix de vente sur le marché intérieur".[32] En conséquence, l'article 6.8 est dénué de quelconque pertinence puisque les CE elles-mêmes ont expressément indiqué que la méthode des "données de fait disponibles" n'a pas été appliquée.

Deuxièmement, le Brésil note que l'article 6.10 contient des dispositions spécifiques qui traitent expressément de l'utilisation des techniques d'échantillon dans les enquêtes antidumping, c'est-à-dire dans les cas où les autorités chargées de l'enquête ont limité leur enquête à une sélection de, entre autres, types de produits. Le Brésil fait valoir cependant que les CE n'ont jamais invoqué l'article 6.10 comme base juridique de leur approche.

En ce qui concerne la "répartition", le Brésil note que le sens ordinaire de "répartir" est "attribuer": entre autres "distribuer officiellement". Étant donné que toutes les déterminations devaient être fondées sur les dispositions de fond pertinentes de l'Accord antidumping, le seul article qui pouvait fournir le fondement juridique de la méthode des CE s'agissant de "distribuer officiellement" est l'article 2.2.1.1. D'une manière générale, le Brésil note que normalement la

[32] Voir la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil), page 7.

question de la "répartition" se pose uniquement lorsqu'il n'est pas possible d'identifier "un élément de coût distinct avec un centre de coûts et [lorsqu']il est nécessaire de répartir un coût entre plusieurs centres de coûts sur une base convenue".[33] Cependant, bien que l'article 2.2.1.1 énonce des règles pour la répartition des frais, cas où la question de la répartition pouvait être pertinente, le Brésil fait valoir que l'article 2.2.1.1 ne fournit aucune base juridique pour la répartition des prix.

Le Brésil fait valoir, en conséquence, que sur la base de l'article 6.8 et/ou 6.10 les autorités chargées de l'enquête pouvaient s'écarter des données communiquées. Toutefois, comme la méthode des CE ne repose pas sur ces dispositions, et indépendamment du fait que les données utilisées se rapportent "à 33 pour cent environ de la quantité totale exportée, ou aux 20 types les plus exportés", l'approche des CE consistant à quantifier la différence de prix et à limiter l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS à 0,88 pour cent est dépourvue de tout fondement juridique dans l'Accord antidumping.

60. Le Brésil pourrait-il commenter les déclarations des CE aux paragraphes 148 (et 162) de leur première communication écrite suivant lesquelles "... l'article VI et l'Accord forment un ensemble indissociable de droits et d'obligations" et en conséquence "les règles énoncées à l'article 2.4, en particulier celles relatives à la charge de la preuve, valent aussi pour l'article VI"?

Le Brésil en convient. L'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping imposent à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation du produit visé par l'enquête. Cette obligation est confirmée par l'emploi du mot anglais "shall" sans qualification dans l'article VI:1 du GATT de 1994 et dans l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

Le texte introductif de l'article 2.4 dispose qu'"[i]l sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Le Brésil rappelle l'opinion exprimée par l'Organe d'appel dans *États-Unis – Acier laminé à chaud* suivant laquelle "[n]ous ... voudrions ... souligner qu'en vertu de l'article 2.4, l'obligation d'assurer une "comparaison équitable" incombe aux *autorités chargées de l'enquête*, et non aux exportateurs".[34] En outre, le Brésil rappelle les constatations du Groupe spécial dans "*Argentine – Carreaux*" suivant lesquelles l'exigence d'équité "signifie au minimum que l'autorité doit évaluer les différences identifiées dans ... pour voir si un ajustement est nécessaire pour maintenir la comparabilité des prix et assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation en vertu de l'article 2.4 de l'Accord antidumping".[35] Par conséquent, la question de savoir si une partie intéressée a identifié une différence affectant la comparabilité des prix, ou bien si c'est une autorité chargée de l'enquête qui l'a fait, est sans importance puisque l'autorité chargée de l'enquête a en tout cas une obligation positive d'assurer une comparaison des prix qui réponde à l'exigence d'équité.

Étant donné que la première phrase de l'article 2.4 crée une obligation de comparaison équitable indépendante des autres prescriptions de l'article 2.4, le Brésil fait valoir que la dernière phrase de l'article 2.4 ("charge de la preuve") doit être lue à la lumière de ce principe fondamental. De plus, la question de savoir si des ajustements spécifiques devraient être apportés dépend très largement dans tous les cas des circonstances factuelles propres au cas. Toutefois, comme les différences de taxation non neutralisées conduiraient automatiquement à une marge de dumping faussée, le Brésil considère qu'il était fondamentalement injuste de pénaliser l'exportateur brésilien pour un événement qui échappe à son contrôle, comme la taxation.

---

[33] Voir Lucey, Costing, 5ème édition, 1996, page 12.

[34] "*États-Unis – Acier laminé à chaud*", paragraphe 178.

[35] Voir *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, document WT/DS189/R du 28 septembre 2001, "Argentine – Carreaux", paragraphe 6.113.

61. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration du paragraphe 175 de la première communication écrite des CE concernant la comptabilisation de la différence de 8 721 250 reais en tant que réserve pour pertes?

En ce qui concerne la question de la différence entre les montants comptabilisés de 31 812 500 reais et de 23 541 250 reais, les CE allèguent que la différence de 8 271 250 reais a été "comptabilisée en tant que réserve pour pertes".[36] Cela est une erreur de la part des CE. Le Brésil a indiqué dans sa première communication que la différence en question doit être comprise "en tenant compte des retards dans l'inspection des autorités fiscales et aussi des frais inhérents à ces procédures".[37] En réalité, la différence de 8 271 250 reais, qui était liée au coût des procédures fiscales, a été transférée à la réserve. Ces dépenses ont été encourues, mais elles n'ont pas été officiellement enregistrées en 1998 et il était prévu qu'elles soient enregistrées après la fin de 1998.

62. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des CE au paragraphe 232 de leur première communication écrite suivant laquelle "... le Brésil suppose que, dans la mesure où les autorités chargées de l'enquête dérogent à l'article 6 en ce qui concerne le processus de comparaison des prix à l'exportation et de la valeur normale, elles n'auront pas procédé à une comparaison valable entre les deux et auront par conséquent agi de manière incompatible avec l'article 2.4". Comment le Brésil conçoit-il la relation juridique entre les dispositions de l'article 6 et de l'article 2.4 citées?

Le Brésil fait valoir qu'une dérogation à une règle de procédure ne constitue pas nécessairement une dérogation à une règle de fond, et vice versa.

63. La Loi n° 9363 et la formule à laquelle le Brésil se réfère à la page 83 de sa première communication écrite font-elles partie du dossier de l'enquête *antidumping* correspondante? Veuillez citer les parties pertinentes du dossier. Veuillez commenter la déclaration du paragraphe 238 de la première communication écrite des CE suivant laquelle elles sont par conséquent "irrecevables au sens de l'article 17.5 ii)" de l'*Accord antidumping*. Veuillez citer tout élément pertinent dans votre réponse.

La Loi n° 9363 et la formule en question, qui se rapportent à la quantification des taxes PIS/COFINS, n'ont *pas* été communiquées aux CE durant l'enquête. Toutefois, la question est sans pertinence puisque les CE ont établi que le montant au titre des taxes PIS/COFINS remboursé à l'exportateur brésilien était de 2 491 000 reais durant la période couverte par l'enquête.[38]

64. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration du paragraphe 244 de la première communication écrite des CE: "... il n'y a pas de raison de croire que le résultat était moins favorable que celui obtenu en utilisant des données complètes"?

Le Brésil n'est pas d'accord. Il considère que la façon de procéder des CE représente en réalité une méthode punitive. Le Brésil rappelle les constatations des CE suivant lesquelles l'exportateur brésilien "a reçu sur un montant total exporté de 159 335 000 reais un remboursement de 2 491 000 reais au titre des taxes PIS/COFINS versées sur les matériaux utilisés pour la production des biens exportés".[39] Les CE ont également établi que ce montant "représente 1,56 pour cent de la valeur totale des ventes à l'exportation". Toutefois, se référant à la différence entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation, les CE ont décidé que "le montant du remboursement au titre des taxes

[36] ECFS, paragraphe 175.
[37] BFS, paragraphe 316.
[38] Voir la notification précédant le règlement provisoire, annexe II, page 7 (pièce n° 11 du Brésil), la notification précédant le règlement définitif, annexe II, page 7 (pièce n° 16 du Brésil) et la lettre de transparence, pages 4 et 5 (pièce n° 18 du Brésil).
[39] Voir la notification précédant le règlement provisoire (pièce n° 11 du Brésil), page 7.

PIS/COFINS serait limité à 0,88 pour cent de la valeur des ventes sur le marché intérieur".[40] La différence de prix résultait du calcul des CE suivant lequel "les prix à l'exportation vers la Communauté étaient inférieurs de 43,5 pour cent en moyenne aux prix de vente sur le marché intérieur (sur la base des 20 types les plus exportés, voir l'annexe 7)".[41]

En suivant exactement la méthode des CE, le Brésil a calculé que la différence entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation sur la base des 40 types les plus exportés est non pas de 43,5 pour cent, mais de 41,4 pour cent. Il y a donc des indications que la déclaration des CE "... il n'y a pas de raison de croire que le résultat était moins favorable que celui obtenu en utilisant des données complètes" est factuellement incorrecte. En outre, le Brésil fait valoir que toutes les méthodes appliquées par l'autorité chargée de l'enquête dans ses déterminations devraient être raisonnables, logiques et ne pas être fondées sur le hasard. En réalité, la méthode appliquée par les CE était intrinsèquement injuste car elle créait une incertitude et une imprévisibilité fondamentales.

65. Le Brésil pourrait-il expliquer comment et sur quelle base Tupy est arrivée au crédit estimatif au titre des taxes PIS/COFINS de 5,35 pour cent?

Le Brésil fait valoir que l'exportateur brésilien a reçu conformément à la législation brésilienne un remboursement au titre des taxes PIS/COFINS représentant 5,37 pour cent sur les intrants, c'est-à-dire sur les matières premières, les emballages et autres matériaux utilisés pour la fabrication du produit final exporté. Ce remboursement est fondé sur la Loi n° 9363, publiée le 13 décembre 1996, qui dispose dans la section pertinente que "[l]e crédit d'impôt sera obtenu en appliquant le pourcentage de 5,37 pour cent à la base de calcul définie dans le présent article". Ce remboursement a également été mentionné par l'exportateur brésilien dans sa réponse à la lettre indiquant les insuffisances.[42]

Questions posées aux deux parties:

66. À quelles considérations pourrait s'en remettre un groupe spécial pour examiner une analyse type par type dans le cadre de l'*Accord antidumping* et l'utilisation par les CE des 20 "types les plus exportés" pour calculer l'ajustement au titre du crédit PIS/COFINS? Veuillez vous référer aussi à tout autre élément pertinent. Commenter la pertinence du point de vue juridique, le cas échéant, de la note de bas de page 1 de l'*Accord SMC* par rapport à cette question.

En général le Brésil n'est pas opposé à une analyse "type par type". En fonction principalement des faits de la cause, une telle analyse peut même être appropriée. Toutefois, le Brésil fait valoir qu'une fois défini le produit l'autorité chargée de l'enquête est tenue de traiter ensuite ce produit de manière cohérente, conformément à cette définition.

Deuxièmement, comme indiqué plus haut dans la réponse à la question n° 59, la méthode des CE consistant à utiliser les 20 "types les plus exportés" pour calculer l'ajustement au titre du crédit PIS/COFINS est dépourvue de tout fondement juridique dans l'Accord antidumping. Le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien avait fourni dans la réponse au questionnaire des listes de toutes les transactions de vente du produit visé sur le marché intérieur et vers les CE durant la période couverte par l'enquête. Les CE n'ont pas tenu compte de ces données. En ce qui concerne le fondement juridique de cette méthode, le Brésil considère que l'article 6.8 est dénué de pertinence puisque les CE elles-mêmes ont expressément fait valoir que les données de fait connues n'ont pas été appliquées. En outre, les CE n'ont jamais invoqué l'article 6.10 en tant que fondement juridique de

[40] Voir la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil), page 7.
[41] Voir la notification précédant le règlement provisoire (pièce n° 11 du Brésil), page 7.
[42] BFS, paragraphe 328.

leur méthode. Enfin, le Brésil nie que l'article 2.2.1.1 fournisse quelconque fondement juridique pour la répartition des *prix*.

En ce qui concerne la note de bas de page 1 relative à l'article premier de l'Accord SMC, le Brésil convient avec les CE que les taxes indirectes compensées "à concurrence des montants dus ou versés" peuvent constituer une subvention. Le Brésil conteste en revanche le caractère pertinent de la note de bas de page 1 de l'Accord SMC par rapport à l'Accord antidumping. Premièrement, l'article VI:4 du GATT de 1994 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping exigent que la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation soit neutre du point de vue des taxes. Deuxièmement, bien que l'Accord SMC et l'Accord antidumping fassent partie d'un "ensemble indissociable de droits et d'obligations" dans le cadre de l'OMC, l'Accord antidumping ne devrait pas être réduit à l'Accord SMC d'une manière qui priverait soit l'article VI soit l'Accord antidumping de leur sens propre. Troisièmement, bien que les deux accords précités fassent partie de l'ensemble de l'OMC, les obligations découlant de ces accords sont distinctes. Si les Membres avaient voulu fusionner ces accords, ils l'auraient fait. En conséquence, la thèse de type *argumentum e silentio* des CE, voulant que si quelque chose est "seulement mentionné brièvement dans l'Accord antidumping" mais "fait l'objet d'une attention considérable dans l'Accord SMC"[43], les obligations du premier soient interprétées ou même remplacées par le second, est dépourvue de tout fondement juridique et devrait être rejetée.

67. En ce qui concerne les points 6 et 10, dans quelle mesure la méthode des CE pour calculer les ajustements est-elle en relation avec le concept d'"échantillon"? S'agit-il davantage d'une question de "répartition"? Veuillez expliquer, en faisant référence à toutes dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*.

La réponse du Brésil est identique à celle donnée plus haut à la question n° 59. Pour l'essentiel, le Brésil rappelle que les CE avaient à leur disposition les données complètes sur les ventes fournies par l'exportateur brésilien.[44] Les CE n'ont invoqué ni l'article 6.8 (les "meilleurs renseignements disponibles") ni l'article 6.10 ("échantillons") en tant que fondement juridique de leur méthode. En outre, l'article 2.2.1.1 ne fournit pas de fondement juridique pour la répartition des prix.

Le Brésil considère donc que la méthode des CE pour quantifier la différence entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation sur la base des 20 types les plus exportés et pour limiter l'ajustement au titre des taxes PIS/COFIN à 0,88 pour cent est dépourvue de tout fondement juridique dans l'Accord antidumping.

68. Veuillez commenter la déclaration figurant dans la notification précédant le règlement provisoire (annexe II, pages 7 et 8) suivant laquelle "... seulement 23 541 250 reais ont été comptabilisés, car le crédit ne sera pas utilisé ces prochaines années du fait que la société a encore droit à des crédits d'impôt pour les pertes reportées".

Comme indiqué dans la réponse à la question n° 61 à propos de la question de la différence entre les montants comptabilisés de 31 812 500 reais et de 23 541 250 reais, les CE allèguent que la différence de 8 271 250 reais a été "comptabilisée en tant que réserve pour pertes".[45] Cela est une erreur de la part des CE. Le Brésil a indiqué dans sa première communication que la différence en question doit être comprise "en tenant compte des retards dans l'inspection des autorités fiscales et aussi des frais inhérents à ces procédures".[46] En réalité, la différence de 8 271 250 reais, qui était liée au coût des procédures fiscales, a été transférée à la réserve. Ces dépenses ont été encourues, mais

[43] ECFS, paragraphe 164.
[44] Voir la notification précédant le règlement provisoire (pièce n° 11 du Brésil), page 7.
[45] ECFS, paragraphe 175.
[46] BFS, paragraphe 316.

elles n'ont pas été officiellement enregistrées en 1998 et il était prévu qu'elles soient enregistrées après la fin de 1998.

POINT 7: "PAS D'AJUSTEMENT ADÉQUAT POUR FRAIS DE PUBLICITÉ ET DE PROMOTION DES VENTES"

Questions posées aux CE:

69. Sur quelles pièces justificatives repose la déclaration: "Des commissions similaires ont été versées à des fins similaires à Tupy Europe pour des transactions à l'exportation avec d'autres clients" (dans la notification précédant le règlement définitif)?

70. Les frais de publicité en cause se rapportent-ils aux transactions à l'exportation de Tupy impliquant spécifiquement des accessoires de tuyauterie?

71. Les Communautés européennes conviennent-elles que les frais de publicité pourraient justifier un ajustement en vertu de l'article 2.4 de l'Accord antidumping? Veuillez vous référer à tous les éléments pertinents.

Questions posées au Brésil:

72. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des CE suivant laquelle "Tupy Brésil a versé une commission de 15 pour cent à Tupy Europe sur la facture n° 11113 pour des ventes à JANNONE Italie" (notification précédant le règlement définitif)? Le Brésil considère-t-il que certaines commissions ont été versées à Tupy Europe pour des ventes à des clients non liés et qu'elles incluaient des frais de publicité et de promotion de Tupy sur le marché communautaire? Les ventes à l'exportation d'accessoires de tuyauterie de Tupy à destination des Communautés européennes étaient-elles affectées par ces frais de publicité? Comment, le cas échéant, Tupy a-t-elle démontré cela aux Communautés européennes au cours de l'enquête?

Compte tenu des renseignements fournis maintenant par les CE, suivant lesquels le niveau des prix intérieurs utilisé pour déterminer les valeurs normales n'inclut pas les frais de publicité, le Brésil retire ses allégations concernant les frais de publicité et de promotion (point 7) au titre de l'article 2.4.

73. Aux pages 88 et 89 de la première communication écrite du Brésil, le Brésil déclare que "les frais de publicité et de promotion des ventes étaient reflétés dans les prix de vente sur le marché intérieur alors qu'ils n'étaient pas en pratique reflétés dans les prix de vente aux CE ...". Sur quelle base repose cette déclaration du Brésil, et comment cela a-t-il été porté à l'attention des Communautés européennes au cours de l'enquête? Veuillez citer les parties pertinentes du dossier et présenter, si nécessaire, tout autre renseignement additionnel pertinent pour le dossier de l'enquête dont le Groupe spécial ne dispose pas actuellement.

Comme indiqué dans la réponse à la question n° 72, le Brésil retire ses allégations concernant les frais de publicité et de promotion (point 7) au titre de l'article 2.4.

74. Dans la réponse de Tupy au questionnaire, le membre de phrase "le calcul de l'ajustement transaction par transaction a été effectué au moyen du ratio frais totaux/quantités totales" fait-il référence expressément aux frais et aux quantités correspondant aux ventes d'*accessoires de tuyauterie* ou à celles de tous les produits fabriqués par la société?

Comme indiqué dans la réponse à la question n° 72, le Brésil retire ses allégations concernant les frais de publicité et de promotion (point 7) au titre de l'article 2.4.

75. Le Brésil pourrait-il commenter les déclarations des CE au paragraphe 190 de leur première communication écrite suivant lesquelles:

> "bien que Tupy ait reconnu qu'une partie des versements à Tupy Europe ont été effectués faits au titre d'activités de promotion et de publicité, elle a donné à entendre que les enquêteurs des CE devaient calculer l'ampleur de ces versements. Cela revient à inverser les responsabilités qui sont établies dans l'Accord antidumping ..."?
>
> et (au paragraphe 208 de la première communication écrite des CE): "dans l'application de l'article 2.4 la charge de la preuve incombe à la partie demandant l'ajustement".

Comme indiqué dans la réponse à la question n° 72, le Brésil retire ses allégations concernant les frais de publicité et de promotion (point 7) au titre de l'article 2.4.

76. Le Brésil pourrait-il commenter l'argument des CE au paragraphe 193 de leur première communication écrite suivant lequel même si Tupy avait dûment demandé et justifié un ajustement au titre des frais de publicité, cet ajustement n'aurait pas été autorisé par l'article 2.4, puisqu'il aurait effectivement fait double emploi avec l'ajustement accordé au titre des différences dans le niveau commercial?

Comme indiqué dans la réponse à la question n° 72, le Brésil retire ses allégations concernant les frais de publicité et de promotion (point 7) au titre de l'article 2.4.

POINT 8: "PAS D'AJUSTEMENT ADÉQUAT POUR FRAIS D'EMBALLAGE"

Question posée aux CE:

77. Dans la notification précédant le règlement définitif, les Communautés européennes ont déclaré que "... l'estimation des coûts de main-d'œuvre n'était pas étayée par des éléments de preuve, bien que ceux-ci aient été demandés durant la vérification sur place ..." Les Communautés européennes peuvent-elles démontrer que ces éléments de preuve ont été demandés durant la vérification? Veuillez citer les parties pertinentes du dossier de l'enquête.

Questions posées au Brésil:

78. Comment Tupy détermine-t-elle et traite-t-elle les produits qui sont destinés à des ventes sur le marché intérieur et non à des ventes à l'exportation *avant* que la vente soit effectuée? Existe-t-il quelconque différence de traitement ou de manipulation (c'est-à-dire pour un produit vendu à la fois sur le marché intérieur et sur les marchés étrangers (par exemple un produit du code "12"))?

En ce qui concerne le marché intérieur, la production de l'exportateur brésilien est organisée conformément aux programmes de production et n'est *pas* fondée sur les commandes.[47] L'emballage des produits vendus sur le marché intérieur se déroule en deux étapes. Premièrement, le produit en question est rangé librement dans des caisses ouvertes et placé en entrepôt. Quand une commande est reçue, la quantité d'accessoires (de chaque type) requise est prélevée dans l'entrepôt et réemballée pour le client (la seconde étape). Étant donné que les ventes à l'exportation vers les CE étaient

[47] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section D-E, sous-section 5, où l'exportateur brésilien déclare que "[l]a production est entreprise conformément au calendrier de production normal de la société, qui est fondé sur les renseignements reçus du marché"; voir aussi la section G-2, sous-section 10.2, où il déclare que "[l]es ventes pour le MI [marché intérieur] sont fondées sur les stocks disponibles".

déterminées par les commandes individuelles et qu'il n'était pas détenu de stocks[48], la seule étape de l'emballage qui est pertinente est la seconde étape. Les frais (matériaux, étiquetage, main-d'œuvre, etc.) correspondant à la première étape de l'emballage ne concernent donc pas le produit exporté.

79. Le Brésil considère-t-il que ce qu'il décrit comme la "première étape de l'emballage" à la page 89 de sa première communication écrite se situe avant la vente (ou la "réception d'une commande") du produit? Tupy ne détient-elle un "stock" en entrepôt que pour les ventes sur le marché intérieur? S'il existe une différence à cet égard dans le traitement par Tupy de ses ventes sur le marché intérieur et de ses ventes à l'étranger, pourquoi la même procédure n'est-elle pas suivie pour les ventes à l'étranger?

Comme indiqué dans la réponse à la question n° 78, l'emballage des produits vendus sur le marché intérieur comportait deux étapes. Premièrement, le produit en question est rangé librement dans des caisses ouvertes et placé en entrepôt. Quand une commande est reçue, la quantité d'accessoires (de chaque type) requise est prélevée dans l'entrepôt et réemballée pour le client (la seconde étape).

Étant donné que les ventes à l'exportation vers les CE étaient déterminées par les commandes individuelles et qu'il n'était pas détenu de stocks[49], la seule étape de l'emballage qui est pertinente est la seconde étape. Les frais (matériaux, étiquetage, main-d'œuvre, etc.) correspondant à la première étape de l'emballage ne concernent donc pas le produit exporté. En conséquence, la "première étape de l'emballage" décrite à la page 89 de la première communication du Brésil se situe avant la vente du produit. Étant donné que les ventes sur le marché intérieur ne sont *pas* déterminées par les commandes et que la production était organisée conformément aux programmes de production, l'exportateur brésilien détenait des stocks du produit en question pour ses ventes sur le marché intérieur.[50]

En ce qui concerne la deuxième partie de la question, la réponse est oui. Comme les ventes sur le marché intérieur sont déterminées non pas par les commandes mais par les programmes de production, l'exportateur brésilien maintenait des stocks du produit en question pour ses ventes sur le marché intérieur.

En ce qui concerne la troisième partie de la question, les ventes à l'exportation vers les CE étaient déterminées par les commandes individuelles et il n'était pas détenu de stocks. Ainsi, la seule étape de l'emballage qui est pertinente est la seconde et les frais, par exemple pour les matériaux, l'étiquetage et la main-d'œuvre, correspondant à la première étape de l'emballage ne concernent pas le produit exporté.[51]

80. À quoi l'expression "autres données importantes concernant les coûts" fait-elle référence dans la "cinquième communication de Tupy"?

Le Brésil rappelle que les CE ont refusé de tenir compte des différences dans les frais d'emballage. Elles ont en effet allégué que l'exportateur brésilien n'avait pas d'élément de preuve ("aucun élément de preuve") étayant ses affirmations quant aux modalités de répartition des frais

[48] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section D-1, où l'exportateur brésilien déclare "4ème étape - quand le client confirme la facture pro forma, nous lançons la production"; voir aussi la section G-1, sous-section 8.2, où il déclare que "[l]es ventes aux pays des CE ne sont exécutées que contre confirmation de la commande" et que "[c]ela signifie qu'il n'est pas détenu de stock pour les commandes de l'étranger dont la production doit être entreprise" ainsi que la section D-1.5.

[49] *Ibid.*

[50] *Supra*, note 47.

[51] *Supra*, note 48.

d'emballage[52], c'est à dire que l'exportateur brésilien affirmait avoir utilisé une "clé de répartition" suivant laquelle 75 pour cent des frais totaux d'emballage étaient alloués aux ventes sur le marché intérieur et 25 pour cent aux ventes à l'exportation.[53]

Il est important de dire que les entreprises comme l'exportateur brésilien répartissent rarement leurs frais directement sur la base du marché sur lequel les produits ont été vendus et par conséquent les frais indirects devaient être alloués au produit visé en utilisant une clé de répartition appropriée. La répartition des frais, même dans la comptabilité en général, est une convention. Le choix d'une base appropriée pour procéder à la répartition est une question de jugement. La base choisie devait permettre une répartition juste et équitable des frais. En réalité, compte tenu de la nature *ad hoc* des procédures antidumping, pour répondre au questionnaire antidumping les parties doivent répartir les frais raisonnablement, mais cela implique inévitablement qu'il y sera procédé de manière *ad hoc*.

Compte tenu de ce qui précède, il importe de noter que les justifications dont disposait l'exportateur brésilien pour appliquer la clé de répartition venaient de l'inspection visuelle des activités et pratiques courantes dans la zone d'emballage des locaux de la société ainsi que des documents correspondants de la société montrant le nombre de personnes employées dans le service d'emballage. L'inspection visuelle aurait montré clairement aux représentants officiels des CE que le processus d'emballage pour les ventes sur le marché intérieur était et est considérablement différent et plus compliqué que pour les ventes à l'exportation. Ceux-ci auraient alors pu juger eux-mêmes si la clé de répartition, certes estimative, de 75/25 pour cent était dûment fondée dans les faits.

81. Veuillez commenter la déclaration des CE au paragraphe 201 de leur première communication écrite suivant laquelle "il n'existait pas de données disponibles pour les matériaux d'emballage, ni pour le temps de travail, qui faisaient une distinction entre les ventes à l'étranger et les ventes sur le marché intérieur". Les données comptables de Tupy permettent-elles d'identifier séparément le coût de la main-d'œuvre utilisée pour l'emballage des ventes à l'exportation (par opposition à celles sur le marché intérieur)? Dans l'affirmative, de quelle manière, et comment cela a-t-il été communiqué aux Communautés européennes?

Le Brésil fait valoir que les CE imposaient des conditions préalables irréalistes pour accorder un ajustement pertinent. Le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien avait fourni dans la réponse au questionnaire des explications sur son système et sa politique comptables en général.[54] En outre, en ce qui concerne les processus de production et les coûts de production en général, l'exportateur brésilien a expliqué que les frais de "main-d'œuvre directe" étaient "répartis selon le critère "temps/homme", par centre de coûts, selon le nombre d'heures de travail proportionnel pour chaque centre de coûts".[55] Toutefois, les données comptables de l'exportateur brésilien ne permettaient *pas* d'identifier séparément le coût de la main-d'œuvre utilisée pour l'emballage. L'exportateur brésilien ne répartissait pas ses frais directement en fonction du marché sur lequel le produit visé était vendu et les frais indirects étaient donc alloués au produit visé en appliquant une clé de répartition appropriée. En général, et comme indiqué plus haut dans la réponse à la question n° 80, le choix d'une base de répartition appropriée est une question de jugement. La clé de répartition devait permettre une répartition juste et équitable des frais. En réalité, compte tenu de la nature *ad hoc* des procédures antidumping, pour répondre au questionnaire antidumping, les parties doivent répartir les frais raisonnablement, mais cela implique inévitablement qu'il y sera procédé de manière *ad hoc*.

[52] Voir la notification précédant le règlement provisoire (pièce n° 11 du Brésil), annexe II, page 5; le considérant 44 du règlement provisoire (pièce n° 12 du Brésil); la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 11 du Brésil), annexe II, page 6; et la lettre de transparence (pièce n° 18 du Brésil), page 5.

[53] L'exportateur brésilien a expliqué ses frais d'emballage pour les ventes sur le marché intérieur dans la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section G-1; première communication (pièce n° 5 du Brésil), paragraphe 1.3.4, page 5; quatrième communication (pièce n° 13 du Brésil), page 38; et cinquième communication (pièce n° 17 du Brésil), page 6.

[54] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section F-1.

[55] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section F-2, sous-section 4 a).

L'exportateur brésilien a communiqué aux CE ses principes comptables généraux et aussi des éléments justifiant sa clé de répartition dans sa réponse au questionnaire.

82. Le Brésil allègue aussi apparemment aux pages 90 et 91 de sa première communication écrite que, contrairement à l'article 12.2 de l'Accord antidumping, les Communautés européennes n'ont pas expliqué clairement pourquoi elles n'étaient pas disposées à accepter la répartition de 75 pour cent/25 pour cent pour les frais d'emballage, mais il ne fait apparemment pas référence à cette allégation par la suite en relation avec le "point 19". Le Brésil maintient-il cette allégation?

Le Brésil retire cette allégation.

Questions posées aux deux parties:

83. Un ajustement en vertu de l'article 2.4 de l'Accord antidumping serait-il justifié pour les frais généraux encourus par une société au titre du stockage? L'article 2.4 de l'Accord antidumping s'applique-t-il aux frais d'emballage indirects (c'est-à-dire "avant-vente") et directs (c'est-à-dire "après-vente")? Pourquoi le Brésil/Tupy considèrent-ils que cette méthode utilisée par les Communautés européennes était déraisonnable ou incompatible avec l'article 2.4?

Le Brésil considère que tous les frais de commercialisation du produit en question sont visés, c'est-à-dire que l'article 2.4 ne fait pas de distinction entre frais indirects et directs. En ce qui concerne la deuxième partie de la question, le Brésil fait valoir que selon son sens ordinaire le membre de phrase "toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix" dans l'article 2.4 ne fait pas de distinction entre frais indirects et directs. L'article 2.4 donne à entendre en réalité que toutes les différences, qu'elles soient directes ou indirectes, pouvaient affecter la comparabilité des prix.

L'exportateur brésilien ne répartissait pas ses frais directement en fonction du marché sur lequel les produits étaient vendus et, de ce fait, les frais indirects ont été alloués au produit visé en utilisant une clé de répartition valable. Le choix d'une base de répartition est une question de jugement. La clé de répartition devait permettre une répartition juste et équitable des coûts. En réalité, compte tenu de la nature *ad hoc* des procédures antidumping, pour répondre au questionnaire antidumping, les parties doivent répartir les frais raisonnablement, mais cela implique inévitablement qu'il y sera procédé de manière *ad hoc*. En conséquence, le Brésil fait valoir que le critère de "la répartition directe" des CE n'est pas compatible avec l'obligation faite par l'article 2.4, à savoir que "la charge de la preuve" imposée à l'exportateur brésilien "ne sera pas déraisonnable". De plus, le Brésil fait valoir que les CE, en omettant d'indiquer à l'exportateur brésilien quels étaient les renseignements nécessaires pour assurer une comparaison équitable, n'ont pas assuré une comparabilité des prix répondant à l'exigence d'équité imposée par l'article 2.4.

84. La visite de vérification dans le cadre de cette enquête était-elle "essentiellement documentaire"? Une vérification "essentiellement documentaire" est-elle compatible avec l'*Accord antidumping*? Pourquoi, ou pourquoi pas?

Le Brésil fait valoir que la visite de vérification dans le cadre de cette enquête était exclusivement "essentiellement documentaire". D'un point de vue général, le Brésil considère que répondre à un questionnaire antidumping ne fait pas partie de l'activité normale des entreprises. Compte tenu de la nature *ad hoc* des procédures antidumping, il doit être procédé à une évaluation *ad hoc* des frais raisonnable pour répondre au questionnaire antidumping. Dans de nombreux cas, les entreprises ne sont pas en mesure de "démontrer" ou de fournir des "pièces". Il peut être normal pour une société fabriquant de nombreux produits de ne pas répartir tous ses coûts par types de produits par exemple. Le Brésil considère donc que le refus des CE d'accepter une "clé de répartition" assurant

une répartition juste et équitable des frais était déraisonnable. En outre, le Brésil fait valoir que les CE, dans la mesure où elles n'ont pas indiqué à l'exportateur brésilien quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable, n'ont pas assuré une comparabilité des prix répondant à l'exigence d'équité imposée par l'article 2.4.

POINT 9: "PAS DE CONVERSIONS DE MONNAIES ADÉQUATES"

Questions posées aux CE:

85. Les Communautés européennes peuvent-elles clarifier le sens de chacun des titres des colonnes auquel le Brésil s'est référé dans sa première communication écrite (page 96)?

86. La conversion en reais brésiliens des chiffres correspondant aux frais de transport en monnaie européenne fournis par Tupy sur la base du même taux mensuel que celui utilisé par Tupy pour convertir ces montants des reais en monnaie européenne modifie-t-elle en quoi que ce soit le résultat du calcul?

87. Les CE ont-elles pour pratique courante de comparer les prix utilisés pour comparer la marge de dumping sur la base de la monnaie de l'exportateur?

88. La conversion des montants communiqués par Tupy de la monnaie européenne en reais a-t-elle été effectuée seulement pour les frais de transport?

Questions posées au Brésil:

89. Pourquoi Tupy a-t-elle converti les montants communiqués pour les frais de transport en monnaies européennes?

Les ventes à l'exportation par l'exportateur brésilien du produit visé par l'enquête ont été réalisées et exprimées dans une monnaie convenue entre lui et le client concerné. Par conséquent, normalement toutes les ventes à destination de l'Italie ont été réalisées en lires italiennes, à destination de la Finlande, de la Suède, de la Belgique et des Pays-Bas en deutsche mark, à destination du Royaume-Uni en livres sterling, à destination de l'Espagne en pesetas et à destination de la France en francs français. Étant donné que les conditions de livraison convenues pour les ventes à l'exportation de l'exportateur brésilien étaient "c.a.f."[56], tous les éléments ("coût, assurance et fret") entre la *sortie d'usine* (l'exportateur brésilien) et le port convenu dans les CE ont été indiqués dans la monnaie du contrat d'achat. Le Brésil n'est donc pas d'accord avec les vues des CE suivant lesquelles l'exportateur brésilien a fait des conversions de monnaies inutiles. Il note également que la lettre des CE indiquant les insuffisances ne contient aucune référence aux conversions de monnaies dont il est allégué qu'elles sont inutiles.[57]

90. Le Brésil considère-t-il que les montants résultant de la conversion de monnaies effectuée par les CE sont les mêmes que ceux communiqués par Tupy avant que celle-ci ait effectué sa propre conversion?

L'allégation du Brésil concernant la question des conversions de monnaies est liée au fait que bien que le montant de chaque transaction à l'exportation soit converti sur la base des taux de conversion quotidiens, comme indiqué par les CE, les ajustements indiqués par l'exportateur brésilien dans la réponse au questionnaire et déduits des montants des transactions à l'exportation n'ont pas été convertis sur la même base. Le Brésil rappelle la déclaration expresse des CE suivant laquelle "les

[56] Ces renseignements font partie du dossier de l'enquête; voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section H-3.1.

[57] Voir la lettre indiquant les insuffisances (pièce n° 6 du Brésil).

taux de change quotidiens ont été utilisés pour calculer le dumping au stade définitif".[58] Toutefois, la conversion de monnaies effectuée par les CE en ce qui concerne les ajustements (c'est-à-dire pour le transport, le fret, l'assurance, les impositions, les crédits, les garanties et les commissions) n'était pas fondée sur le tableau des taux de change quotidiens obtenu durant la vérification sur place. Étant donné que l'exportateur brésilien a utilisé les taux de change qui étaient en vigueur le jour où l'opération de change a été liquidée, sur la base des taux de la Banque centrale du Brésil, les conversions de monnaies effectuées par l'exportateur brésilien et par les CE ne pouvaient pas aboutir aux mêmes montants.

91. Le Brésil a-t-il une objection concernant l'utilisation en fin de compte par les Communautés européennes des taux de change quotidiens sur la base de la date de la facture? Dans l'affirmative, où est-il fait état de cette objection spécifique dans le dossier de l'enquête? Le Brésil peut-il clarifier le sens de l'expression "la date de liquidation de l'opération de change" utilisée par Tupy dans sa réponse au questionnaire?

Le Brésil n'a pas d'objection concernant la décision des CE de convertir les monnaies en reais brésiliens en utilisant les taux quotidiens. En ce qui concerne l'expression "la date de liquidation de l'opération de change", le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien a utilisé les taux de change qui étaient en vigueur le jour où l'opération de change a été liquidée, sur la base des taux de la Banque centrale du Brésil.[59] Étant donné que selon les normes comptables du Brésil le jour de la liquidation est la date à laquelle est calculé le montant reçu par l'entreprise, et vu les fluctuations importantes de la monnaie durant la période en question, l'exportateur brésilien a rendu compte de ses transactions à l'exportation en conséquence.[60]

92. Au titre du "point 9", l'objection du Brésil concerne-t-elle la notification prétendument insuffisante par les Communautés européennes de la base de leurs calculs pour leurs conversions de monnaies? Dans l'affirmative, sur quelle base le Brésil considère-t-il que cette allégation est en relation avec l'article 2.4.1?

Le Brésil apporte les éclaircissements suivants. Comme les conversions de monnaies étaient nécessaires pour procéder à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2.4, l'objection du Brésil vise non pas la décision des CE de convertir les monnaies en reais brésiliens, mais la manière dont il a été procédé à la conversion pour les transactions à l'exportation de l'exportateur brésilien. L'article 2.4.1 énonce les règles concernant la conversion de monnaies à effectuer, à savoir "[l]orsque la comparaison effectuée conformément au paragraphe 4 nécessitera une conversion de monnaies" et "cette conversion devrait être effectuée en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente". Or, la conversion de monnaies effectuée par les CE en ce qui concerne les ajustements (c'est-à-dire pour le transport, le fret, l'assurance, les impositions, les crédits, les garanties et les commissions) n'était pas fondée sur les tableaux des taux de change quotidiens obtenus durant la vérification sur place comme indiqué par les CE. Par conséquent, comme le point de référence des CE pour convertir les monnaies dans le cas des montants facturés et des frais d'exportation n'était pas le même, l'application sélective des taux de change ne peut pas être conforme à l'article 2.4.1. En tout cas la comparaison entre les prix d'exportation ajustés et les valeurs normales ajustées conformément à l'article 2.4 n'était pas équitable.

93. Le Brésil a-t-il reçu une copie complète du tableau auquel il se réfère à la page 96 de sa première communication écrite? Veuillez commenter la déclaration des CE dans la lettre de transparence suivant laquelle le taux de change pouvait être calculé en divisant le "chiffre d'affaires en reais" par le "montant facturé net". La date pertinente pour le taux de change

[58] Voir le considérant 52 du règlement définitif (pièce n° 19 du Brésil).

[59] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section G-1.7; voir aussi la première communication de Tupy (pièce n° 5 du Brésil), section 1.3.6.

[60] Voir la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), page 36, paragraphe 13.

utilisé peut-elle être déduite en se référant au taux de change de la date de la facture qui figure dans la troisième colonne du tableau?

L'exportateur brésilien a *bien* reçu une copie des tableaux des taux de change quotidiens dont il est allégué qu'ils ont été utilisés par les CE.[61] Le Brésil déclare que la réponse des CE à la question de l'exportateur brésilien était incorrecte. Le Brésil convient avec les CE qu'une simple division de la colonne "Chiffre d'affaires en reais" par la colonne "montant facturé net", conformément aux instructions des CE, donne un taux de change utilisé dans la conversion des montants facturés pour les ventes à l'exportation. Cependant, cette réponse n'était pas correcte car l'exportateur brésilien avait demandé que les taux de change utilisés dans la conversion par les CE soient communiqués. Comme indiqué plus haut dans la réponse à la question n° 90, ce problème se référait aux ajustements que les CE, en fonction de leurs constatations, ont déduits des prix des transactions à l'exportation de l'exportateur brésilien et pour lesquels la conversion de monnaies n'est pas conforme au tableau des taux de change quotidiens fourni.

94. Le Brésil pourrait-il commenter l'explication des CE concernant le taux de change à une certaine date dans la première communication écrite des CE, au paragraphe 222?

Le Brésil convient avec les CE que le montant de chaque transaction a été converti sur la base des tableaux des taux de change communiqués. Toutefois, le Brésil déclare au titre du point 9 que les conversions de monnaies pour les ajustements accordés par les CE n'étaient pas fondées sur les tableaux communiqués. Le Brésil fait observer que les CE tentent de minimiser l'argument du Brésil par des explications circonstanciées. Toutefois, le Brésil fait valoir que l'allégation au titre du point 9 ne tient pas à une date de taux de change ou à une transaction, mais au problème sous-jacent qui est de nature générique.

POINT 11: "PAS DE CONSTATATIONS ADÉQUATES CONCERNANT LA MARGE DE DUMPING" ("RÉDUCTION À ZÉRO")

Question posée au Brésil:

95. Les Communautés européennes calculent que l'incidence de l'application de la réduction à zéro dans la présente enquête sera de 2,73 pour cent (soit une marge de dumping de 34,82 pour cent et non de 32,09 pour cent). Le Brésil considère-t-il que cela représente une "incidence relativement limitée"? (voir la première communication écrite des CE, paragraphe 250)

Les CE tentent de minimiser l'infraction à l'article 2.4.2 en alléguant que l'incidence de la méthode de la réduction à zéro dans la présente affaire n'est pas notable. Le Brésil n'est pas d'accord avec cette position car la méthode des CE accroît non seulement la probabilité d'une détermination de l'existence d'un dumping mais aussi l'importance de la marge de dumping qui sera établie. Le Brésil fait également observer que la pratique de la réduction à zéro et l'infraction à l'article 2.4.2 sont intrinsèquement injustes et ne permettent pas de procéder à une comparaison équitable au sens de l'article 2.4.

Compte tenu de la différence entre 32,09 pour cent et 34,82 pour cent et en supposant que le volume et le prix des importations en provenance de l'exportateur brésilien seraient restés les mêmes que durant la période couverte par l'enquête et n'auraient pas changé après l'imposition des droits antidumping définitifs, les importateurs communautaires auraient payé 25 154 euros de plus chaque année.

[61] Ces tableaux étaient joints en annexe à la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil).

Question posée aux deux parties:

En quoi cet élément serait-il pertinent ici?

Comme les CE n'ont pas montré que la méthode de la réduction à zéro assure une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation, le Brésil considère que la déclaration des CE quant à une "incidence relativement limitée" n'est pas pertinente dans le cas d'espèce.

POINT 12: "PAS DE PRISE EN COMPTE ADÉQUATE DES TENDANCES DU VOLUME DES IMPORTATIONS"

Question posée au Brésil:

96. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des CE au paragraphe 252 de leur première communication écrite concernant l'article 3.1? L'article 3.1 impose-t-il des obligations autres que celles imposées par les paragraphes 2 à 5 de l'article 3 de l'Accord antidumping? Dans l'affirmative, quelles sont ces obligations? Une infraction à l'un quelconque des paragraphes 2 à 5 de l'article 3 entraînerait-elle *ipso facto* une infraction à l'article 3.1, ou vice versa? Veuillez citer tout élément pertinent dans votre réponse.

En ce qui concerne l'argument des CE, le Brésil se réfère aux constatations de l'Organe d'appel dans *Thaïlande – Poutres en H* suivant lesquelles l'article 3.1 est "une disposition globale qui énonce l'obligation de fond essentielle d'un Membre" en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage et que cette obligation générale "éclaire les obligations plus détaillées" énoncées dans la suite de l'article 3.[62] Le Brésil rappelle également que le Groupe spécial *Mexique - SHTF* a décrit la relation entre l'article 3.1 et les paragraphes 2 à 5 de l'article 3 en déclarant que "[l']article 3.1 est une disposition générale" et que "[l]es paragraphes suivants de l'article 3 donnent des indications plus spécifiques sur la détermination de l'existence d'un dommage". Le Groupe spécial a également déclaré que "[l']article 3.2 énonce les facteurs à prendre en considération en ce qui concerne le volume des importations et leurs effets sur les prix dont l'examen est requis par l'article 3.1 … L'article 3.3 établit les prescriptions concernant l'évaluation cumulative … L'article 3.4 énonce les facteurs à prendre en considération au moment d'examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, comme l'exige l'article 3.1 … L'article 3.5 établit les prescriptions concernant l'analyse du lien de causalité" (non souligné dans l'original).[63]

Selon l'interprétation du Brésil, aux termes de l'article 3.1 la détermination de l'autorité chargée de l'enquête doit être fondée sur des "éléments de preuve positifs" et comporter un "examen objectif", obligation qui couvre aussi les examens effectués par les autorités chargées de l'enquête conformément aux dispositions suivantes de l'article 3.

En ce qui concerne les "éléments de preuve positifs", l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* a établi que l'expression se rapporte à "la qualité des éléments de preuve sur lesquels les autorités peuvent se fonder pour établir une détermination" où le terme "positifs" signifie que "les éléments de preuve doivent être de caractère affirmatif, objectif et vérifiable, et qu'ils doivent être crédibles". En conséquence, l'expression "éléments de preuve positifs" met fondamentalement l'accent sur les faits qui étayent et justifient la détermination de

[62] *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, document WT/DS122/AB/R, "Thaïlande – Poutres en H, rapport de l'Organe d'appel", paragraphes 90 et 106.

[63] *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, document WT/DS132/R, paragraphes 7.118 et 7.119.

l'existence d'un dommage.[64] En ce qui concerne l'expression "examen objectif", le même Organe d'appel a établi que le terme "examen" se rapporte "à la manière dont les éléments de preuve sont réunis, analysés, puis évalués" et que le terme "objectif" indique essentiellement que le processus d'examen "doit respecter les impératifs correspondant aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire". En particulier, l'Organe d'appel a précisé qu'un examen objectif "exige que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées"[65] et que "[l]es autorités chargées de l'enquête ne sont … pas en droit de mener leur enquête de manière telle qu'il devienne plus probable que, à la suite du processus d'établissement ou d'évaluation des faits, elles détermineront que la branche de production nationale subit un dommage".[66]

Dans la présente affaire, par exemple, les CE ont réduit à zéro les marges de sous-cotation "négatives" lorsqu'elles ont calculé la marge moyenne de sous-cotation. En ce qui concerne cette pratique de la réduction à zéro suivie par les CE, le Brésil fait valoir que la détermination des CE concernant l'effet sur les prix conformément à l'article 3.2 n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs" comme l'exigeait l'article 3.1. La pratique de la réduction à zéro des marges de sous-cotation "négatives" suivie par les CE signifie en fait que les CE réduisent les prix des types de produits exportés dans ces comparaisons. Spécifiquement, dans la réduction à zéro, le prix moyen pondéré des types de produits exportés est considéré comme *égal* au prix moyen pondéré des types de produits communautaires, indépendamment du fait que, en réalité, le premier est *supérieur* au second. En conséquence, la méthode des CE signifie que les prix des types de produits exportés par le Brésil sont manipulés.

En outre, l'article 3.2 exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle examine s'il y a eu "dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix", c'est-à-dire si les prix d'importation effectifs des importations faisant l'objet d'un dumping ont été notablement inférieurs aux prix effectifs de la branche de production nationale. Mais comme les CE ont utilisé non pas des prix d'importation effectifs mais des prix d'importation artificiels fixés au niveau de la branche de production nationale, l'examen auquel ont procédé les CE au titre de l'article 3.2 n'était pas fondé sur des "éléments de preuve positifs".

La méthode des CE pour déterminer l'effet sur les prix conduit de plus à une situation inacceptable, où le prix d'un type de produit exporté, qui correspond au type de produit communautaire, sera toujours égal aux prix de la branche de production communautaire. Cette méthode, qui rend non seulement plus probable une détermination de l'existence d'une sous-cotation des prix mais accroît aussi l'ampleur de cette sous-cotation est toujours appliquée au détriment de l'exportateur. Par conséquent, la méthode des CE, condamnée par l'Organe d'appel dans *États-Unis - Acier laminé à chaud*, est intrinsèquement inéquitable, et elle ne constitue pas un "examen objectif" au sens de l'article 3.1.

Comme la méthode des CE conduit inévitablement à une détermination finale positive de l'existence d'une sous-cotation des prix, l'examen de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix sur le marché communautaire conformément à l'article 3.2 n'était pas fondé sur des "éléments de preuve positifs" et ne comportait pas un "examen objectif" comme l'exigeait l'article 3.1. Le Brésil considère donc que les CE ont agi de manière incompatible avec à la fois l'article 3.1 et l'article 3.2.

---

[64] "*États-Unis – Acier laminé à chaud, rapport de l'Organe d'appel*", paragraphe 192.
[65] "*États-Unis – Acier laminé à chaud, rapport de l'Organe d'appel*", paragraphe 193.
[66] *Ibid.*, paragraphe 196.

Questions posées aux deux parties:

97. Comment, le cas échéant, les obligations énoncées dans l'article 3.2 et dans l'article 3.3 de l'Accord antidumping sont-elles reliées? Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des CE au paragraphe 263 de leur première communication écrite suivant laquelle "… le Brésil nie … que le cumul s'applique dans la mise en œuvre de l'article 3.2"?

L'article 3.2 exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles "examinent" deux facteurs pays par pays pour déterminer l'existence d'un dommage, à savoir la tendance du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix (c'est-à-dire s'il y a eu sous-cotation notable du prix, ou si les prix ont été déprimés ou si des hausses de prix ont été empêchées dans une mesure notable).

L'article 3.3, en revanche, envisage un cas exceptionnel où les autorités chargées de l'enquête ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping "que si" elles pouvaient satisfaire à trois critères: i) la marge de dumping pour chaque pays est supérieure au niveau *de minimis*; ii) le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable; et iii) une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des "conditions de concurrence".

Premièrement, le Brésil tient à faire observer que l'article 3.3 b) fait référence aux "conditions de concurrence" et non à la "concurrence" comme les CE semblent l'avancer.[67] Le sens ordinaire de l'expression "conditions de concurrence" est "un élément indispensable pour que le fait d'entrer en concurrence avec d'autres existe ou apparaisse".[68] Le Brésil considère donc que l'article 3.3 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'évaluer tous les facteurs économiques pertinents qui sont propres au marché en question, tels que la substituabilité, les facteurs des prix et autres que les prix ainsi que les circuits de distribution, parmi lesquels la tendance du volume des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de chaque pays visé par l'enquête est, en tant que fonction d'autres éléments déterminants de la demande, l'un des facteurs les plus importants.

Le Brésil fait valoir que les éléments à examiner conformément à l'article 3.2, en particulier la tendance du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, sont essentiels pour renseigner l'autorité chargée de l'enquête sur la manière dont les importations faisant l'objet d'un dumping sont en concurrence les unes avec les autres et avec le produit national similaire et, même indirectement, sur les conditions de concurrence correspondantes. Lorsque les tendances du volume des différentes importations examinées par l'autorité chargée de l'enquête conformément à l'article 3.2 sont divergentes, ces dissimilarités indiquent également que les conditions de concurrence pour ces importations ne sont pas identiques ou pas similaires.

À cet égard, étant donné que l'article 3.3 imposait aux CE l'obligation non seulement "d'examiner" mais aussi "de déterminer" la déclaration des CE suivant laquelle elles "ont démontré qu'elles ont, en fait, examiné la question de l'augmentation notable du volume des exportations en provenance du Brésil considérées isolément"[69] dénote la légèreté de la méthode des CE. En ce qui concerne le terme "détermination" (et non "examen") dans l'article 3.3, au lieu de citer l'expression latine *expressio unius est exclusio alterius* les CE auraient dû citer une autre expression latine *ut res magis valeat quam prereat*, à savoir que "il convient, dans la mesure du possible, de donner tout leur

[67] ECFS, paragraphe 305.

[68] Selon le Concise Oxford Dictionary, le sens ordinaire du terme "competition" (concurrence) implique "the act or process of competing" (le fait d'entrer en concurrence avec d'autres) et le terme "condition" (condition) signifie "something essential to the appearance or occurrence of something else" (quelque chose d'essentiel pour qu'une autre chose se produise ou survienne).

[69] ECFS, paragraphe 301, renvoyant au paragraphe 264.

sens à toutes les dispositions d'un traité afin que les parties audit traité puissent faire valoir leurs droits et obligations effectivement".[70]

En réalité, le Brésil allègue que "si les exportations en provenance d'un pays sont en augmentation notable alors que celles en provenance d'un autre pays sont stables ou diminuent, elles sont alors "concurrentes dans des mesures différentes et selon des manières différentes" et un cumul ne serait pas justifié" comme cité par les CE. Conformément à la position générale du Brésil exposée plus haut, les dissimilarités dans le volume des importations sont des indications inévitables que les conditions de concurrence de ces importations ne sont pas identiques ou pas similaires.

Dans ce contexte, le Brésil ne souscrit pas à la thèse des États-Unis suivant laquelle "il n'est pas nécessaire qu'une autorité examine le caractère notable du volume et des effets sur les prix des importations en provenance de chaque pays visé avant de pouvoir cumuler les importations au titre de l'article 3.3".[71] Le Brésil estime que même si l'article 3.3 n'inclut pas expressément l'article 3.2 en tant que condition préalable pour le cumul, le critère des "conditions de concurrence" de l'article 3.3 b), qui est une condition préalable pour le cumul, couvre bel et bien une large gamme d'éléments à déterminer avant l'évaluation cumulative, y compris les facteurs qui sont mentionnés à l'article 3.2.

Par conséquent, en ne déterminant pas la tendance du volume des importations faisant l'objet d'un dumping pays par pays, les CE n'ont pas satisfait au critère des "conditions de concurrence" énoncé à l'article 3.3 b). Les CE ne devaient donc pas procéder au cumul des importations en provenance du Brésil.

98. Les données dont une autorité chargée de l'enquête est saisie doivent-elles démontrer qu'il y a eu augmentation notable des importations en provenance d'une source particulière durant la période couverte par l'enquête pour satisfaire aux prescriptions de l'article 3.2? Quelle est la signification – le cas échéant – de l'expression "s'il" (plutôt que "le fait qu'il") dans la formule "examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping" à l'article 3.2 de l'Accord antidumping?

En ce qui concerne la première partie de la question, le Brésil convient que pour satisfaire à l'article 3.2, l'autorité chargée de l'enquête n'a *pas* besoin de "démontrer", mais a l'obligation d'"examiner", s'il y a eu augmentation notable des importations en provenance d'une source particulière durant la période couverte par l'enquête.

Dans leur première communication, les CE ont fait valoir que "l'article 3.2 a des aspects procéduraux et fondamentaux" et que, en ce qui concerne la procédure, l'article 3.2 "impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'"examiner" les facteurs du volume et des prix".[72] Autrement dit, les CE faisaient valoir que l'article 3.2 impose uniquement à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'examiner le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et non celle d'examiner "s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping".[73] Il semble que les CE fassent une confusion entre l'article 3.2 ("les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping") et l'article 3.1 ("se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif ... du volume des importations faisant l'objet d'un dumping ...").

---

[70] "*Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements*", document WT/DS34/R du 31 mai 1999; paragraphe 9.96 et note de bas de page 327, où le Groupe spécial a déclaré que "[l]e principe de l'effet utile ou "effective interpretation" ou, en latin, "*ut res magis valeat quam pereat*" exprime la règle d'interprétation générale selon laquelle un traité doit être interprété de façon à donner sens et effet à tous les termes du traité. Par exemple, il ne faudrait pas donner d'une disposition une interprétation qui aura pour résultat d'annuler l'effet d'une autre disposition du même traité".

[71] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 12.

[72] ECFS, paragraphe 256.

[73] Voir aussi la déclaration orale du Brésil, paragraphe 23.

Le Brésil considère que l'article 3.1 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'examiner à la fois les facteurs du volume et des prix, la détermination devant se fonder sur des "éléments de preuve positifs" et comporter un "examen objectif". En ce qui concerne le facteur du volume conformément à l'article 3.2, l'élément que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner est "s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur".

Par conséquent, le fait que les autorités chargées de l'enquête aient juste examiné le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ne suffit pas pour satisfaire aux prescriptions de l'article 3.2. Elles devaient examiner s'il y a eu augmentation notable du volume des importations, le terme "notablement" faisant référence selon le Brésil à l'ampleur de l'augmentation des importations faisant l'objet d'un dumping. Cette interprétation est étayée, par exemple, par les constatations dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H* où le Groupe spécial a déclaré que "notre tâche est d'examiner si les autorités thaïlandaises ont établi correctement les faits concernant l'existence d'une augmentation des importations faisant l'objet d'un dumping et si elles ont évalué ces faits de manière impartiale et objective"[74] (non souligné dans l'original). Le Brésil fait valoir que les CE n'ont absolument pas examiné si les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du Brésil avaient augmenté notablement, mais qu'elles ont supposé que cela n'était pas nécessaire étant donné que les importations en provenance du Brésil avaient toujours été significatives.[75]

Quant à la question de savoir quel type de dossier pouvait montrer que les autorités chargées de l'enquête ont examiné s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, en quantité absolue ou en quantité relative, le Groupe spécial dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H* a donné quelques exemples. Ceux-ci incluent la déclaration faite par les autorités thaïlandaises dans la détermination finale suivant laquelle le volume des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de Pologne a "continuellement augmenté" et les tableaux non confidentiels communiqués qui indiquent une augmentation de 10 pour cent entre 1995 et la période visée par l'enquête, ainsi que d'autres exemples.[76]

Toutefois, dans le cas d'espèce, la déclaration des CE suivant laquelle les importations en provenance du Brésil "ont toujours été significatives" et "loin d'être négligeables" peut seulement indiquer que les CE ont examiné le *volume* des importations en provenance du Brésil. Elle ne peut pas démontrer que les CE ont examiné s'il y avait eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, en quantité absolue ou en quantité relative. Par conséquent, la pratique des CE a enfreint l'article 3.2.

Pour ce qui est de la seconde partie de question, concernant la signification de l'expression "s'il" (plutôt que "le fait qu'il") à l'article 3.2, le Brésil note qu'il y a une différence entre le sens ordinaire des expressions "s'il" et "le fait qu'il". Selon le Concise Oxford Dictionary, "whether" ("s'il") introduit une possibilité, alors que "that" ("le fait qu'il") donne un sens plus affirmatif qui n'introduit pas de telle possibilité. Dans le contexte de l'article 3.2, la formule "examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping" peut être traduite par "*soit* il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping *soit* il n'y a pas eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping". Quand "s'il" est remplacé par "le fait qu'il" dans l'article 3.2, la formule "examineront le fait qu'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping" semblerait exiger de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle établisse qu'il s'est produit une augmentation notable des importations.

---

[74] Voir *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, document WT/DS122/R, "*Thaïlande – Poutres en H*", paragraphe 7.157.

[75] Voir le considérant 140 du règlement provisoire (pièce n° 12 du Brésil) et le considérant 71 du règlement définitif (pièce n° 19 du Brésil); voir aussi BFS, partie VIII, et déclaration orale du Brésil, paragraphe 22.

[76] Voir "*Thaïlande – Poutres en H*", paragraphes 7.164 à 7.170.

Cependant, le Brésil pense que l'expression "s'il" renforce le terme "examineront" dans le contexte de l'article 3.2. Autrement dit, les autorités chargées de l'enquête sont obligées de "tenir compte de" ou de "prêter attention à" l'aspect en question. Le résultat de leur examen peut être positif ou négatif. Mais en l'espèce, le point fondamental ne consiste pas à savoir si les CE ont l'obligation de constater qu'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping. Le point fondamental consiste plutôt à savoir si les CE ont l'obligation d'examiner s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping.

99. Aux fins de l'analyse du dommage au sens de l'article 3.2 et 3.3 de l'*Accord antidumping*, est-il nécessaire pour un Membre d'établir qu'il y a eu augmentation notable en volume des importations faisant l'objet d'un dumping pour les importations en provenance des pays exportateurs pris individuellement avant de procéder et/ou après avoir procédé à une évaluation cumulative? Pourquoi, ou pourquoi pas? Veuillez commenter, en vous référant notamment au paragraphe 12 de la déclaration orale des États-Unis.

Comme indiqué plus haut dans la réponse à la question n° 97, le Brésil considère que l'article 3.2 impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'"examiner" le volume et les effets sur les prix pays par pays.

L'article 3.3, en revanche, envisage un cas exceptionnel où les autorités chargées de l'enquête ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping "que si" elles pouvaient satisfaire aux critères concernant le dumping, le volume et les conditions de concurrence.

Le Brésil fait observer que l'article 3.3 b) fait référence aux "conditions de concurrence" et non à la "concurrence".[77] Le sens ordinaire de l'expression "conditions de concurrence" est "un élément indispensable pour que le fait d'entrer en concurrence avec d'autres existe ou apparaisse".[78] Le Brésil fait donc valoir que l'article 3.3 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'évaluer tous les facteurs économiques pertinents qui sont propres au marché en question, tels que la substituabilité, les facteurs des prix et autres que les prix ainsi que les circuits de distribution, parmi lesquels la tendance du volume des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de chaque pays visé par l'enquête est, en tant que fonction d'autres éléments déterminants de la demande, l'un des indicateurs les plus importants.

Le Brésil rappelle que selon la définition de l'Organe d'appel dans "*Corée – Boissons alcooliques*" l'expression "conditions de concurrence" décrit "un type de rapport particulier entre deux produits, l'un importé, l'autre national" et que "[l]e contexte du rapport de concurrence est nécessairement le marché puisque c'est l'endroit où les consommateurs choisissent entre différents produits" et que la concurrence sur le marché est "un processus dynamique, évolutif".[79]

Le Brésil fait valoir que les éléments à examiner conformément à l'article 3.2, en particulier la tendance du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, sont essentiels pour renseigner l'autorité chargée de l'enquête sur la manière dont les importations faisant l'objet d'un dumping sont en concurrence les unes avec les autres et avec le produit national similaire, à supposer qu'il existe, et, indirectement, sur les conditions de concurrence correspondantes. En fait, les tendances divergentes concernant le volume indiquent que les conditions de concurrence pour ces importations ne pouvaient pas être identiques ni même similaires.

En réalité, le Brésil allègue que "si les exportations en provenance d'un pays sont en augmentation notable alors que celles en provenance d'un autre pays sont stables ou diminuent, elles

[77] ECFS, paragraphe 305.
[78] *Supra*, note 58.
[79] Voir "*Corée – Boissons alcooliques, rapport de l'Organe d'appel*", paragraphe 114.

sont alors "concurrentes dans des mesures différentes et selon des manières différentes" et un cumul ne serait pas justifié", c'est-à-dire que les dissimilarités dans le volume des importations sont des indications inévitables que les conditions de concurrence de ces importations ne sont pas identiques ou pas similaires.

Le Brésil ne souscrit donc pas à la thèse des États-Unis suivant laquelle "il n'est pas nécessaire qu'une autorité examine le caractère notable du volume et des effets sur les prix des importations en provenance de chaque pays visé avant de pouvoir cumuler les importations au titre de l'article 3.3".[80] Le Brésil estime que le critère des "conditions de concurrence" de l'article 3.3 b), qui est une condition préalable pour le cumul, couvre bel et bien une large gamme d'éléments à déterminer avant l'évaluation cumulative, y compris les facteurs qui sont mentionnés à l'article 3.2.

POINT 13: "SOUS-COTATION DU PRIX ALLÉGUÉE NON DÛMENT PRISE EN COMPTE"

Questions posées aux deux parties:

100. Quelle est la signification, le cas échéant, de l'emploi à l'article 3.2 de l'Accord antidumping du mot "d'un" (plutôt que "du") produit similaire? Et de l'emploi (au pluriel plutôt qu'au singulier) du terme "prix" intérieurs?

L'autorité chargée de l'enquête peut constater que le "produit visé par l'enquête" correspond à plus d'un produit similaire de la branche de production nationale. Par exemple, elle peut définir les produits importés visés par l'enquête comme les "accessoires de tuyauterie en fonte malléable à cœur noir" qui correspondent à deux produits similaires de la branche de production nationale: les accessoires de tuyauterie en fonte malléable à cœur "noir" et à cœur "blanc". Dans ces cas-là, l'expression "produit similaire" désigne un produit similaire aux accessoires de tuyauterie en fonte malléable "à cœur blanc" et un produit similaire à ceux "à cœur noir".

Dans le contexte de l'examen de l'effet sur les prix, l'article 3.1 mentionne "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur *les* prix des produits similaires sur le marché intérieur". À cet égard, l'article 3.2 précise que les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu sous-cotation notable du prix des importations faisant l'objet d'un dumping ("à cœur noir") par rapport au prix d'un produit similaire aux accessoires "à cœur noir" ou d'un produit similaire aux accessoires "à cœur blanc" ou bien, dans certaines conditions, des deux.

Toutefois, le Brésil fait valoir que l'expression "dans le présent accord" à l'article 2.6, quand elle est lue conjointement avec le libellé de l'article 3.2, impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation de comparer des produits qui sont identiques, c'est-à-dire semblables à tous égards au produit visé par l'enquête. C'est seulement en l'absence de tels produits identiques que les autorités chargées de l'enquête peuvent recourir à une comparaison entre des produits qui, bien qu'ils ne lui soient pas semblables à tous égards, présentent des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit visé par l'enquête. En conséquence, l'autorité chargée de l'enquête doit comparer "le noir avec le noir" et c'est seulement en l'absence de tels produits identiques qu'elle peut comparer "le noir avec le blanc". Dans ce dernier cas, l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation de s'assurer que les prix des produits sont comparables, c'est-à-dire de neutraliser les différences affectant la comparabilité des prix.

101. Quelle est la pertinence, le cas échéant, de la référence aux "importations faisant l'objet d'un dumping" dans l'article 3.2 de l'*Accord antidumping*?

[80] Paragraphe 12 de la déclaration orale des États-Unis.

Le libellé de l'article 3.1 et 3.2 indique qu'une sous-cotation du prix doit être établie pour les importations faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire pour la totalité des importations en question. En premier lieu, le Brésil prend note de la constatation du Groupe spécial "*CE – Cassettes audio*" selon laquelle "[l]e nombre de ventes effectuées à des prix sous-cotés était un élément particulièrement important, car il donnerait une idée du nombre de ventes qui auraient probablement échappé à la branche de production nationale".[81] Toutefois, cette approche "transaction par transaction" est essentiellement la même que celle préconisée par l'Inde dans "*CE – Linge de lit*", à savoir que les considérations relatives à l'effet sur le volume, l'effet sur les prix et l'incidence correspondante au sens de l'article 3 se rapportaient uniquement aux transactions pour lesquelles une marge de dumping positive a été calculée.[82] Le groupe spécial n'a toutefois pas souscrit à cela, déclarant que "les autorités chargées de l'enquête peuvent traiter toutes les importations en provenance des producteurs/exportateurs pour lesquels une détermination positive de l'existence d'un dumping est formulée comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage au titre de l'article 3".[83] Le Brésil fait valoir par conséquent que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" comprend toutes les importations du produit en provenance d'un producteur/exportateur pour lequel une autorité chargée de l'enquête a formulé une détermination positive de l'existence d'un dumping.

102. Quelle est la pertinence, le cas échéant, de l'affirmation des CE suivant laquelle le résultat pratique de la "réduction à zéro" pour examiner s'il y a eu sous-cotation notable du prix en l'espèce était *de minimis* (0,01 pour cent)?

Ni l'exportateur brésilien ni le Brésil ne sont en mesure de vérifier l'exactitude et le bien-fondé du calcul des CE. En effet, les CE n'ont divulgué aucun renseignement en ce qui concerne les prix des producteurs communautaires par type de produit lorsque la marge de sous-cotation était *négative*, c'est-à-dire lorsque le prix des importations en provenance du Brésil par type de produit correspondant était *égal ou supérieur* au prix moyen pondéré du type de produit communautaire comparable. En fait, le Brésil note que le calcul des CE concernant la sous-cotation du prix et la vente à des prix inférieurs, tel que notifié, comprend 775 lignes correspondant au même nombre de codes de produits (NCP) (types de produits) correspondants. Le Brésil note, d'ailleurs, que sur ces 775 types la marge de sous-cotation était "négative" pour 247 types de produits, soit 32 pour cent de tous les types de produits utilisés dans la comparaison. Enfin, le Brésil note que les CE ont utilisé uniquement les "types correspondants", excluant ainsi des calculs 40 pour cent (en volume) ou 30 pour cent (en valeur) des exportations brésiliennes, mais sans être en mesure de dire quels auraient été les chiffres si les CE avaient utilisé tous les types dans leurs calculs.

103. À la différence de l'article 2 de l'Accord antidumping en relation avec le dumping, l'article 3 ne contient pas d'indication particulière quant à la méthode qu'un enquêteur peut utiliser pour examiner la sous-cotation du prix. Veuillez commenter.

Le Brésil en convient. Il fait cependant valoir que toutes les méthodes particulières appliquées par les autorités chargées de l'enquête qui sont contraires aux principes de base de la bonne foi et de l'équité constituent une violation de l'article 3.1. La prescription de l'article 3.1 exigeant un "examen objectif" fondé sur des "éléments de preuve positifs" impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation, entre autres, de procéder à une comparaison équitable entre le produit visé par l'enquête et le produit similaire. Il s'ensuit que, même si l'article 3 ne contient pas de disposition prévoyant expressément des ajustements, de tels ajustements devraient être apportés s'ils sont nécessaires pour assurer la comparabilité des prix. Par exemple, le produit en cause peut être défini par l'autorité

[81] Voir *CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon*, document ADP/136, rapport non adopté, "CE - Cassettes audio", paragraphe 437; citations de la première communication des CE, paragraphe 269.

[82] Voir *CE – Linge de lit*, paragraphes 6.121 à 6.123.

[83] Voir *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.139.

chargée de l'enquête comme une "voiture de tourisme". Le Brésil ne considère pas qu'une comparaison entre le prix d'importation effectif d'une voiture de tourisme à quatre portes (le seul modèle importé) et le prix effectif d'une voiture de tourisme à deux portes de la branche de production nationale (le seul modèle produit dans le pays) sans aucun ajustement constituerait un "examen objectif". En outre, indépendamment du fait que l'article 3.2 ne prescrit pas expressément une méthode particulière pour la comparaison de prix entre le produit importé et le produit national, il est manifeste qu'une telle comparaison, par exemple à un niveau commercial différent, ne constituerait pas un "examen objectif".

POINT 14: "PAS DE CALCUL ADÉQUAT DES MARGES DE SOUS-COTATION DU PRIX ALLÉGUÉES"

Question posée au Brésil:

104. En relation avec le point 14, le Brésil semble alléguer qu'en n'accordant pas un ajustement conformément à l'article 2.4 au titre des différences alléguées dans le coût de production des accessoires "à cœur noir" et "à cœur blanc", les Communautés européennes ont nécessairement enfreint l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Si tel n'est pas le cas, le Brésil pourrait-il expliquer son allégation?

Le Brésil regrette le malentendu et précise que son allégation ne se réfère pas à l'article 2.4 mais à l'article 3.2. Comme indiqué dans la réponse à la question n° 103, le Brésil fait valoir que même si l'article 3 ne prévoit pas expressément d'ajustements, les principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire signifient que des ajustements doivent être apportés s'ils sont nécessaires pour assurer la comparabilité des prix. Le Brésil rappelle que l'article 3.2, quand il est lu conjointement avec le libellé de l'article 2.6, impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation de comparer des produits qui sont identiques. C'est seulement en l'absence de tels produits identiques que les autorités peuvent recourir à une comparaison entre des produits qui, bien qu'ils ne lui soient pas semblables à tous égards, présentent des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit visé par l'enquête. Les CE avaient donc une obligation positive de comparer "le noir avec le noir", et seulement en l'absence de tels produits identiques elles pouvaient comparer "le noir avec le blanc". Cependant, dans ce dernier cas, les CE étaient tenues de prendre en compte les différences dans la qualité des produits, qui étaient reflétées sur le marché et qui affectaient la comparabilité des prix, en apportant un ajustement au moment d'examiner l'effet sur les prix. Le Brésil ne considère pas qu'une comparaison entre le prix d'importation effectif d'un accessoire à cœur *noir* et le prix effectif d'un accessoire à cœur *blanc* de la branche de production nationale sans aucun ajustement constituerait un "examen objectif".

Questions posées aux deux parties:

105. Existe-t-il une obligation dans l'*Accord antidumping*, soit à l'article 3.2 soit ailleurs, d'ajuster les prix avant comparaison dans le contexte du dommage?

Oui. Comme indiqué dans la réponse à la question n° 103, le Brésil fait valoir que toutes les méthodes particulières appliquées par les autorités chargées de l'enquête conformément à l'article 3.2 qui sont contraires aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité violent l'article 3.1. La prescription de l'article 3.1 exigeant un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation, entre autres, de procéder à une comparaison équitable entre le produit visé par l'enquête et le produit similaire. Il s'ensuit que, même si l'article 3 ne contient pas de disposition prévoyant expressément des ajustements, de tels ajustements devraient être apportés s'ils sont nécessaires pour assurer la comparabilité des prix. Supposons que l'autorité chargée de l'enquête ait défini le produit en cause comme une "voiture de tourisme", le Brésil ne considère pas qu'une comparaison entre le prix d'importation effectif d'une voiture de tourisme à quatre portes (le seul modèle importé) et le prix effectif d'une voiture de tourisme à deux portes de la

branche de production nationale (le seul modèle produit dans le pays) sans aucun ajustement constituerait un "examen objectif". En conséquence, indépendamment du fait que l'article 3.2 ne prescrit pas expressément une méthode particulière pour la comparaison de prix entre le produit importé et le produit national, une telle comparaison, par exemple à un niveau commercial différent, ne constituerait pas un "examen objectif".

106. L'article 3.1 de l'*Accord antidumping* fait référence aux "prix [...] sur le marché intérieur". Veuillez commenter, par rapport à la nature de l'examen exigé en vertu de l'article 3.2 de l'*Accord antidumping*.

Comme indiqué dans la réponse à la question n° 100, l'autorité chargée de l'enquête peut constater que le "produit visé par l'enquête" correspond à plus d'un produit similaire de la branche de production nationale. Par exemple, elle peut définir les produits importés visés par l'enquête comme les "accessoires de tuyauterie en fonte malléable à cœur noir" qui correspondent à deux produits similaires de la branche de production nationale: les accessoires de tuyauterie en fonte malléable à cœur "noir" et à cœur "blanc". Dans ces cas-là, l'expression "produit similaire" désigne un produit similaire aux accessoires de tuyauterie en fonte malléable "à cœur blanc" et un produit similaire à ceux "à cœur noir". Dans le contexte de l'examen de l'effet sur les prix, l'article 3.1 mentionne "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur *les* prix des produits similaires sur le marché intérieur". À cet égard, l'article 3.2 précise que les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu sous-cotation notable du prix des importations faisant l'objet d'un dumping ("à cœur noir") par rapport au prix d'un produit similaire ("à cœur noir" ou "à cœur blanc" ou bien, dans certaines conditions, des deux) du Membre importateur.

Toutefois, comme indiqué dans la réponse à la question n° 104, le Brésil fait valoir que l'expression "dans le présent accord" à l'article 2.6, quand elle est lue conjointement avec le libellé de l'article 3.2, impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation de comparer des produits qui sont identiques, c'est-à-dire semblables à tous égards au produit visé par l'enquête. C'est seulement en l'absence de tels produits identiques que les autorités chargées de l'enquête peuvent recourir à une comparaison entre des produits qui, bien qu'ils ne lui soient pas semblables à tous égards, présentent des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit visé par l'enquête. L'autorité chargée de l'enquête est par conséquent tenue de comparer "le noir avec le noir" et seulement en l'absence de tels produits identiques elle peut comparer "le noir avec le blanc". Dans ce dernier cas, l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation de s'assurer que les prix des produits sont comparables, c'est-à-dire de neutraliser les différences affectant la comparabilité des prix.

POINT 15: "PAS DE CUMUL ADÉQUAT DES IMPORTATIONS"

Questions posées aux deux parties:

107. Quel est le sens de l'évaluation cumulative des "effets" conformément à l'article 3.3 de l'Accord antidumping? Quels sont les "effets" qui peuvent être cumulés et où y est-il fait référence dans les autres dispositions de l'article 3? Veuillez commenter, en vous référant notamment au paragraphe 14 de la déclaration orale des États-Unis (dans la mesure où elle est pertinente).

Le Brésil fait valoir que l'article 3.3 impose clairement une méthode en deux étapes: premièrement, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer les effets des importations faisant l'objet d'un dumping; c'est seulement après cette détermination que l'autorité peut procéder à une évaluation cumulative. Dans la première étape l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer les effets des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de chaque pays, et c'est seulement après cette détermination qu'il est procédé à l'évaluation cumulative. Le cumul en tant que tel signifie que l'autorité chargée de l'enquête peut s'écarter, dans des conditions strictement définies, des procédures

normales pour procéder à la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité pays par pays.

Il est à noter que l'article 3.3 envisage une situation où les autorités chargées de l'enquête "pourront procéder à une évaluation cumulative des **effets** de[s] importations" (pas de caractères gras dans l'original) plutôt que des importations, ou du volume des importations, en tant que tels. Une méthode similaire est également prévue dans l'article 3.1 qui fait une distinction entre l'examen "du volume des importations faisant l'objet d'un dumping" et "de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping" sur les prix intérieurs (article 3.1 a)), ainsi que "de l'incidence de ces importations sur" les producteurs nationaux (article 3.1 b)). De même, l'article 3.2 fait une distinction entre l'"augmentation [...] des importations faisant l'objet d'un dumping" et l'"effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix". De son côté, l'article 3.4 met simplement l'accent sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping et énumère les 15 facteurs de dommage à examiner à cet égard. Ainsi, l'évaluation cumulative autorisée par l'article 3.3 doit effectivement s'entendre de l'évaluation cumulative de ces 15 facteurs de dommage, qui doit donner une image complète du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping. En revanche, une évaluation cumulative du volume des importations faisant l'objet d'un dumping serait inutile à cet effet.

Il s'ensuit également, compte tenu du libellé de l'article 3.2, que les indicateurs préliminaires du dommage, à savoir l'"augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping" et/ou l'"effet notable sur les prix", doivent être présents pour justifier une évaluation cumulative des effets de ces importations faisant l'objet d'un dumping. C'est donc seulement lorsqu'un dommage semble avoir été causé (c'est-à-dire quand les conditions préalables de l'article 3.2 sont remplies) que la portée concrète des effets dommageables, tels que définis à l'article 3.4, et le lien de causalité correspondant, tel qu'établi conformément à l'article 3.5, peuvent faire l'objet d'une évaluation cumulative, sous réserve que les conditions de l'article 3.3 soient remplies.

108. En ce qui concerne le paragraphe 341 de la première communication écrite des CE, une infraction à l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* serait-elle possible si aucune infraction à l'article 3.2 ou 3.3 de l'*Accord antidumping* n'a été constatée?

Cela peut être le cas si l'autorité chargée de l'enquête n'a pas communiqué des renseignements importants conformément à l'article 3.2 et 3.3 durant le cours normal de la procédure, par exemple pas avant l'ouverture d'une procédure de règlement d'un différend. Une telle pratique peut empêcher une partie intéressée d'avoir toutes possibilités de défendre ses intérêts, en violation de l'article 6.2.

POINT 16: "PRISE EN COMPTE INAPPROPRIÉE DES INDICATEURS DE DOMMAGE"

Question posée aux CE:

109. Les Communautés européennes font-elles valoir que leur évaluation de la "croissance" est implicitement apparente dans la détermination finale? Dans l'affirmative, sur quelle base?

Questions posées au Brésil:

110. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des CE au paragraphe 356 de leur première communication écrite suivant laquelle beaucoup des allégations du Brésil "sont fondées sur une mauvaise interprétation de la structure de l'article 3 en ce qui concerne les rôles respectifs des paragraphes 4 et 5"? En particulier, comment le Brésil conçoit-il la relation entre les facteurs énumérés et mentionnés à l'article 3.4 et ceux énumérés et mentionnés à l'article 3.5?

L'accent mis dans les articles 3.4 et 3.5 est différent. L'article 3.4 est centré sur une évaluation de la situation de la branche de production concernée. Cela signifie qu'une évaluation de "tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche" devrait fournir une description (une image) fondée sur des éléments de preuve positifs de la situation économique de la branche de production nationale. C'est seulement après avoir procédé à cet examen que l'autorité chargée de l'enquête peut conclure qu'il a été causé à la branche de production nationale un dommage au sens de la note de bas de page 9 relative à l'article 3. Toutefois, en cas de détermination positive de l'existence d'un dommage, la détermination de l'existence d'un lien de causalité conformément à l'article 3.5 consiste à démontrer pourquoi il a été causé un dommage à la branche de production nationale, c'est-à-dire ce qui a causé le dommage. Toutefois, le Brésil prend bien note que les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs", l'"importance de la marge de dumping" et les "effets négatifs […] sur le flux de liquidités" énumérés à l'article 3.4 sont des concepts "combinés". L'examen de ces facteurs ne consiste pas uniquement à savoir si un dommage peut avoir été causé à la branche de production nationale ("une analyse statique"), mais implique aussi un examen plus dynamique de nature causale, à savoir pourquoi un dommage peut avoir été causé à la branche de production nationale. Enfin, le Brésil considère que l'approche des CE est hypocrite, car il est normal que les autorités chargées de l'enquête, comme les CE, expliquent pourquoi il a été causé un dommage à la branche de production nationale lorsqu'elles examinent les indicateurs du dommage.[84]

111. Veuillez commenter les arguments des CE concernant l'examen de la diminution effective *et* potentielle conformément à l'article 3.4 (voir la première communication écrite des CE, paragraphes 362 et 363).

Le Brésil ne partage pas l'avis des CE et regrette l'esprit de leur démarche. Premièrement, même si l'article 3.4 ne prescrit aucune méthode d'examen particulière, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'évaluer certains facteurs de dommage dans une perspective non seulement "effective" mais aussi "potentielle". Deuxièmement, conformément à la constatation de l'Organe d'appel dans "*États-Unis – Acier laminé à chaud*", le Brésil fait valoir qu'aux termes de l'article 3.1 et 3.4 *les autorités chargées de l'enquête* "doivent déterminer objectivement, et sur la base d'éléments de preuve positifs, l'importance à attacher à *chaque* facteur potentiellement pertinent ainsi que le poids à accorder à chacun d'eux".[85] En conséquence, les obligations prévues à l'article 3.4 incombent aux autorités chargées de l'enquête, et non pas à l'exportateur brésilien ni, au cours de la procédure de règlement des différends, au Brésil s'agissant d'indiquer aux CE les méthodes et approches qu'elles peuvent choisir pour procéder à l'examen prévu à l'article 3.4. Toutefois, le Brésil note, par exemple, que la question de la "croissance potentielle" peut être liée aux frais et investissements de recherche-développement prévus et/ou déjà engagés.

112. Veuillez commenter la déclaration des CE au paragraphe 349 de leur première communication écrite suivant laquelle elles ont également satisfait à l'obligation énoncée à l'article 3.4 en ce qui concerne la "croissance".

Le Brésil rappelle la constatation de l'Organe d'appel dans "*États-Unis – Acier laminé à chaud*" suivant laquelle "l'article 3.1 et 3.4 indique que les autorités chargées de l'enquête doivent

[84] Voir, par exemple, le considérant 150 ("[c]ette baisse de production a été particulièrement forte de 1995 à 1996 pour deux raisons principales: premièrement, la fermeture d'une installation de production en Allemagne et deuxièmement, une contraction de la consommation sur le marché de la Communauté"), le considérant 153 ("que les ventes de l'industrie communautaire ont diminué en période de contraction du marché alors que le volume des ventes des pays concernés s'est accru"), le considérant 156 ("[c]ette hausse du volume des stocks, qui a été particulièrement forte à partir de 1996, correspond à l'accroissement de la production et à la diminution du volume des ventes de l'industrie communautaire") et le considérant 157 ("l'année 1995 et la rentabilité négative constatée en moyenne pour l'industrie communautaire reflètent les coûts liés à la fermeture [...] de l'usine en 1995") du règlement provisoire (pièce n° 12 du Brésil).

[85] "*États-Unis – Acier laminé à chaud, rapport de l'Organe d'appel*", paragraphe 197.

déterminer objectivement, et sur la base d'éléments de preuve positifs, l'importance à attacher à *chaque* facteur potentiellement pertinent ainsi que le poids à accorder à chacun d'eux" et que dans toute enquête "cette détermination est centrée sur l'"influence" que les facteurs pertinents ont "sur la situation de la branche de production [nationale]".[86] Le Brésil nie par conséquent que l'examen de la croissance allégué par les CE, qui ne peut être déduit qu'implicitement (tout au plus) de leur examen des autres facteurs de dommages conformément à l'article 3.4, puisse être considéré comme une analyse bien argumentée et valable du facteur en question.

113. En quoi, le cas échéant, la non-divulgation alléguée par les Communautés européennes des données concernant les résultats à l'exportation - dont il est allégué aussi qu'elle conduit à des incompatibilités par rapport aux articles 12.2.2 et 6.2 de l'*Accord antidumping* - constitue-t-elle un "manquement à l'obligation d'évaluer" au sens de l'article 3.4?

Le Brésil fait valoir que la non-divulgation en question ne constitue pas en soi une infraction à l'article 3.4, mais que le défaut d'examen des CE en constitue une.

Questions posées aux CE:

114. Veuillez indiquer dans le dossier de l'enquête les sources d'information et la méthode sur lesquelles sont fondées les déclarations et informations figurant dans la pièce n° 12 des CE. En particulier:

- Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant la "capacité de se procurer des capitaux" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires et comptes annuels"?
- Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant les "salaires" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "comptes annuels"? Veuillez expliquer le sens de la formule "répartition sur la base du chiffre d'affaires".
- Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant la "productivité" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires"?
- Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant le "retour sur investissement" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires et comptes annuels"?
- Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant le "flux de liquidités" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires et comptes annuels"?
- Comment et sur quelle base la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant l'"importance de la marge de dumping" a-t-elle été déduite?

115. Nous notons que dans le questionnaire aux producteurs nationaux (pièce n° 37 du Brésil ff.), il est demandé dans la section D2 des renseignements sur les quantités et la valeur des achats/importations du produit visé. Cela s'applique-t-il uniquement au produit en provenance des pays énumérés à la première page du questionnaire, ou bien à toutes les importations du produit visé en provenance de toutes sources?

116. Chaque réponse au questionnaire de la branche de production nationale fournit-elle des renseignements sur chacun des facteurs identifiés dans le questionnaire? Veuillez fournir une réponse détaillée, en vous référant aux dispositions pertinentes du dossier de l'enquête.

[86] *Ibid.*, paragraphe 197.

Questions posées aux deux parties:

117. Une infraction à l'article 3.4 de l'Accord antidumping conduirait-elle aussi nécessairement à une infraction à l'article VI du GATT de 1994?

Oui. L'article VI du GATT de 1994 condamne le dumping et autorise les Membres à percevoir des droits uniquement *si* "il [le dumping] cause ou menace de causer un dommage important ... ou s'il retarde de façon importante la création d'une branche de production nationale". En ce qui concerne l'Accord antidumping, l'article premier dispose que "une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord". Les éléments fondamentaux de l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale sont énoncés à l'article 3.4. Étant donné que l'article VI du GATT de 1994 ne condamne pas le dumping en tant que tel mais seulement le dumping dommageable, le Brésil considère qu'une détermination viciée de l'existence d'un dommage conformément à l'article 3.4 de l'Accord antidumping enfreint aussi l'article VI, c'est-à-dire que les mesures imposées seraient fondées sur des circonstances autres que celles prévues dans l'article VI du GATT.

118. L'allégation du Brésil concernant le cumul et le dommage figurant à la page 205 de sa première communication écrite est-elle en relation avec les obligations au titre de l'article 3.4 ou 3.5? Veuillez justifier votre réponse.

L'article 3.3 énonce une prescription fondamentale essentielle en ce qui concerne l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping. Le Brésil fait valoir qu'une infraction à l'article 3.3 est irréparable et que, de ce fait, les déterminations ultérieures de l'existence d'un dommage conformément à l'article 3.4 et de l'existence d'un lien de causalité conformément à l'article 3.5 seraient inévitablement viciées. Autrement dit, il ne pouvait pas être "remédié" au non-respect des prescriptions de l'article 3.3 à travers les déterminations ultérieures. En outre, tout droit antidumping imposé sur la base d'une enquête non menée conformément aux dispositions de l'Accord antidumping enfreindrait également l'article premier de l'Accord antidumping et les mesures imposées seraient fondées sur des circonstances autres que celles prévues dans l'article VI du GATT.

119. Les renseignements demandés par les Communautés européennes dans les questionnaires aux producteurs nationaux concernant l'"effet de la poursuite des importations "pouvaient-ils étayer l'évaluation par l'autorité chargée de l'enquête de l'importance de la marge de dumping au sens de l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*? Cela a-t-il été le cas en l'espèce?

Non. Le Brésil nie tout lien réciproque entre ces concepts. Le concept de "marge de dumping" fait référence, en général, à la différence de prix quantifiée des exportateurs entre le marché intérieur et le marché d'exportation. Ainsi, l'"importance de la marge de dumping" fait référence à l'ampleur ("importance") de cette différence de prix. Mais la marge de dumping (ou ampleur de cette marge) n'indique en *aucune* manière la position concurrentielle des fournisseurs étrangers sur le marché du Membre *importateur*. Par exemple, indépendamment de la marge de dumping ou de son importance, le niveau de prix effectif appliqué par un exportateur sur le marché du pays importateur peut être supérieur à celui de la branche de production nationale. Ainsi, les suppositions des producteurs nationaux concernant l'"effet de la poursuite des importations" (sur le marché du Membre *importateur*) ne pouvaient pas constituer une base positive pour l'examen par l'autorité chargée de l'enquête de la question de l'importance de la marge de dumping.

120. Comment le Groupe spécial peut-il vérifier si, et dans quelle mesure, les autorités communautaires chargées de l'enquête ont examiné la question des liens d'externalisation et de participation de la branche de production nationale avec des producteurs installés dans des pays non visés par l'enquête? Veuillez indiquer les sections pertinentes du dossier de l'enquête.

Le Brésil ne voit pas comment il serait possible de prouver le contraire. Ce qui compte est le dossier de l'enquête, qui en l'espèce ne fournit aucun détail sur un tel examen, à supposer qu'il ait eu lieu.

Le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien avait demandé à plusieurs reprises aux CE de tenir compte du fait que le seul producteur bulgare d'accessoires de tuyauterie, Berg Montana, appartenait à Accesorios Tuberia SA (Atusa). De plus, le Brésil rappelle encore que l'exportateur brésilien avait également fourni des renseignements concernant les deux autres requérants, R.Woeste Co GmbH & Co et Georg Fischer Fittings GmbH, ainsi que leurs relations avec des producteurs égyptiens et turcs, respectivement.[87] Étant donné que les CE n'ont pas donné d'autres détails sur l'examen qu'elles allèguent avoir entrepris, si ce n'est pour admettre de manière assez péremptoire qu'elles n'ont rien pu déterminer sinon qu'"un producteur communautaire a importé le produit concerné d'un seul pays tiers"[88], le Brésil n'est évidemment pas en mesure de commenter la base factuelle de cette déclaration apparemment vide de sens.

Le Brésil fait toutefois valoir que la déclaration des CE ne semble refléter aucun effort réel de leur part pour examiner véritablement les renseignements concrets qui leur ont été communiqués par l'exportateur brésilien et par d'autres.[89] De toute manière, vu la nature concrète et détaillée des renseignements que l'exportateur brésilien a mis à la disposition des CE tout au long de l'enquête initiale, ainsi que des renseignements étayant les allégations de l'exportateur brésilien qui ont été fournis aux CE par d'autres parties intéressées[90], le Brésil est forcé de déduire de cela et de l'affirmation vague des CE suivant laquelle elles n'ont pu trouver "aucun élément de preuve qui étaye les allégations du Brésil"[91] que manifestement l'examen auquel les CE ont procédé était fondamentalement insuffisant et inadéquat. De plus, le Brésil fait valoir que ses pièces n° 47 à 52 étayent sa conviction que les CE n'ont pas dûment examiné les communications réitérées de l'exportateur brésilien. Le Brésil estime que dans le présent contexte, il incombe aux CE de démontrer et de convaincre le Groupe spécial, et le Brésil, que leurs autorités avaient bel et bien dûment examiné ces communications. Or, il n'y a rien d'autre dans le dossier de la présente procédure que les simples affirmations non étayées des CE qui puisse montrer que les CE ont agi, en l'occurrence, comme on aurait pu l'attendre de toute autorité responsable.

121. Veuillez indiquer les sections pertinentes du dossier de l'enquête où les ventes à l'extérieur des Communautés européennes sont considérées.

Le Brésil rappelle que l'exportateur brésilien avait soulevé la question des résultats à l'exportation en tant que facteur contribuant à l'augmentation des stocks des producteurs communautaires.[92] Toutefois, les CE n'ont réagi à cette communication qu'indirectement dans la lettre de transparence, en déclarant que "il ne peut pas être conclu que la diminution des ventes à l'extérieur de la Communauté a contribué de manière significative à l'augmentation du niveau des stocks".[93]

[87] Voir la première communication de Tupy (pièce n° 5 du Brésil), page 9; la deuxième communication de Tupy (pièce n° 9 du Brésil), page 2; la troisième communication de Tupy (pièce n° 10 du Brésil), pages 10 et 11; et la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), paragraphe 14.

[88] Voir les considérants 127 et 174 du règlement provisoire (pièce n° 11 du Brésil).

[89] Voir aussi plus loin les réponses aux questions n° 145 à 147.

[90] Comme admis également par les CE dans le considérant 174 du règlement provisoire.

[91] ECFS, paragraphe 18.

[92] Voir la cinquième communication de Tupy, pièce n° 17 du Brésil, paragraphe 3.8.2.

[93] Voir la lettre de transparence, pièce n° 18 du Brésil.

POINT 17: "ÉTABLISSEMENT INAPPROPRIÉ D'UN LIEN DE CAUSALITÉ"

Questions posées au Brésil:

122. Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des CE au paragraphe 433 de leur première communication écrite suivant laquelle: "Les raisons pour lesquelles Tupy peut demander de tels prix ... sont sans signification dans une enquête sur l'existence d'un dumping"?

Le Brésil n'est pas d'accord avec cette déclaration. En réalité, dans une analyse antidumping, l'accent est mis sur l'ampleur du dommage causé par le dumping à la branche de production nationale concurrente sur le marché du pays importateur. En ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage, les conditions correspondantes sur le marché intérieur de l'exportateur ne sont *pas* prises en considération. Toutefois, l'obligation de non-imputation énoncée à l'article 3.5 exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle examine tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale. En l'occurrence, les CE ont calculé les marges suivantes pour l'exportateur brésilien: dumping 34,80 pour cent, sous-cotation de prix 39,78 pour cent et vente à des prix inférieurs 82,06 pour cent.[94] Comme le dommage quantifié était *supérieur* à la marge de dumping, les CE *savaient* que le dommage subi par leur branche de production était causé également par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping. Essentiellement, même une fois neutralisée la marge de dumping de 34,8 pour cent, l'exportateur brésilien pouvait encore demander des prix inférieurs de 4,98 pour cent à ceux de la branche de production communautaire et réaliser un bénéfice. Autrement dit, le producteur brésilien était plus compétitif (efficace) que la branche de production communautaire. En conséquence, l'avantage concurrentiel de Tupy par rapport à la branche de production communautaire avait bel et bien une signification importante pour l'enquête, que les CE n'ont pas reconnue. En outre, en ne dissociant pas et en ne distinguant pas les effets dommageables de ce facteur connu (c'est-à-dire le dommage causé à la branche de production communautaire par la compétitivité relative de l'exportateur brésilien), les CE ont manqué à leur obligation de non-imputation en vertu de l'article 3.5.

123. En quoi, le cas échéant, la non-divulgation alléguée par les Communautés européennes des données concernant les résultats à l'exportation – dont il est aussi allégué qu'elle conduit à des incompatibilités par rapport aux articles 12.2.2 et 6.2 de l'*Accord antidumping* – constitue-t-elle une infraction à l'article 3.5?

Le Brésil fait valoir que la non-divulgation en question ne constitue pas en soi une infraction à l'article 3.5, mais que le défaut d'examen des CE en constitue une.

124. Veuillez faire la distinction entre les références au coût de production différent des accessoires "à cœur blanc" et "à cœur noir" sous les points b) et h) de votre analyse en relation avec l'article 3.5 dans votre première communication écrite.

L'analyse de la marge sous le point **b)** fait référence à la compétitivité (efficacité) relative de l'exportateur brésilien par rapport aux producteurs communautaires. En particulier, elle fait référence au fait que dans le dommage subi par les producteurs communautaires, tel que quantifié par les CE, le chiffre de 4,98 points de pourcentage (une marge causant le dommage de 39,78 pour cent *moins* une marge de dumping de 34,8 pour cent = 4,98 pour cent) représente le dommage quantifié causé par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping.

[94] Voir la notification précédant le règlement provisoire, annexe III (pièce n° 11 du Brésil) et la notification précédant le règlement définitif, annexe III (pièce n° 16 du Brésil).

L'analyse sous le point **h)**, en revanche, fait référence directement à la différence de coûts entre l'exportateur brésilien et la branche de production communautaire. Dans le cadre de leur quantification du dommage, les CE ont calculé que le *prix indicatif* était celui auquel la branche de production communautaire peut couvrir tous ses frais et réaliser un bénéfice de 7 pour cent. En comparant le prix de l'exportateur brésilien avec le prix indicatif, les CE ont trouvé une différence de 82,06 pour cent. En conséquence, le seuil de rentabilité de la branche de production communautaire (c'est-à-dire le point où le prix est égal au coût) est de 75,06 pour cent (82,06 pour cent – 7,0 pour cent). Étant donné que les ventes des exportateurs brésiliens dans les CE n'étaient pas réalisées à perte, la différence de coûts entre l'exportateur brésilien et la branche de production communautaire était au moins de 75,06 pour cent.

125. Le Brésil pourrait-il indiquer les sections pertinentes du dossier de l'enquête où il a traité – dans le contexte du lien de causalité – chaque facteur auquel il fait référence maintenant dans le cadre du point 17.

Les arguments du Brésil sont centrés sur sept autres facteurs connus des CE:

i) analyse de la marge (la situation concurrentielle désavantageuse des producteurs communautaires) – (*première communication de Tupy (pièce n° 5 du Brésil), paragraphe 2.1.7; troisième communication de Tupy (pièce n° 10 du Brésil), paragraphe 4.5; quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), paragraphes 6 et 7*);

ii) mauvais résultats à l'exportation (*cinquième communication de Tupy (pièce n° 17 du Brésil), paragraphe 3.8.3*);

iii) importations en provenance de pays non visés par l'enquête (*première communication de Tupy (pièce n° 5 du Brésil), page 1; troisième communication de Tupy (pièce n° 10 du Brésil), paragraphe 2.5; quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), pages 23 à 25; cinquième communication de Tupy (pièce n° 17 du Brésil), pages 15 et 16*);

iv) externalisation (*première communication de Tupy (pièce n° 5 du Brésil), page 9; deuxième communication de Tupy (pièce n° 9 du Brésil), page 2; troisième communication de Tupy (pièce n° 10 du Brésil), pages 10 et 11; quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), paragraphe 14*);

v) efforts de rationalisation (*quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), paragraphe 30; cinquième communication de Tupy (pièce n° 17 du Brésil), page 14*);

vi) substitution du produit visé (*première communication de Tupy (pièce n° 5 du Brésil), pages 19 et 20; troisième communication de Tupy (pièce n° 10 du Brésil), page 8; quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), pages 26 et 27*); et

vii) différence dans le coût de production et la perception par le marché entre les deux variantes du produit visé (*première communication de Tupy (pièce n° 5 du Brésil), paragraphe 2.1.7; troisième communication de Tupy (pièce n° 10 du Brésil), paragraphe 4.5; quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), paragraphe 6*).

Questions posées aux deux parties:

126. Quels sont les éléments pertinents qui peuvent guider un groupe spécial dans son examen de la question de l'"imputation" au sens de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*?

Premièrement, le Brésil rappelle les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire "*États-Unis – Acier laminé à chaud*" où celui-ci a déclaré que le libellé de l'article 3.5 concernant la non-imputation exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle évalue de manière appropriée les effets dommageables des facteurs de dommage autres que les importations faisant l'objet d'un dumping. Pour procéder à cette "évaluation appropriée" il faut dissocier et distinguer les effets dommageables des autres facteurs et les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping, car sans cette dissociation et cette distinction les autorités chargées de l'enquête n'auraient aucune base rationnelle leur permettant de conclure que les importations faisant l'objet d'un dumping causent bel et bien le dommage qui justifie l'imposition de droits antidumping.[95] Dans le même appel, l'Organe d'appel a aussi précisé que l'article 3.5 exige une détermination de "la nature et l'importance des effets dommageables des autres facteurs connus" ainsi que "une explication satisfaisante de la nature et de l'importance des effets dommageables des autres facteurs, par opposition aux effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping".[96]

Le Brésil rappelle également que l'Organe d'appel a estimé que "les rapports adoptés de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel traitant du libellé de l'*Accord sur les sauvegardes* concernant la non-imputation peuvent donner des indications pour l'interprétation du libellé de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping* concernant la non-imputation".[97]

Le Groupe spécial pourrait donc s'inspirer des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Mesures de sauvegarde visant la viande d'agneau,* où celui-ci a précisé que "il faut examiner les effets de l'accroissement des importations, dissociés et distingués des effets d'autres facteurs, pour déterminer si les effets de cet accroissement établissent un "rapport réel et substantiel de cause à effet" entre l'accroissement des importations et le dommage grave" et que l'autorité chargée de l'enquête "évalue [...] dûment les effets dommageables des autres facteurs, de manière que ces effets puissent être différenciés des effets dommageables de l'accroissement des importations".[98] Le Brésil rappelle aussi les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux*, où celui-ci a précisé que l'autorité chargée de l'enquête doit "établir explicitement, en fournissant une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par des facteurs autres qu'un accroissement des importations [faisant l'objet d'un dumping] n'est pas imputé à un accroissement des importations [faisant l'objet d'un dumping]" et que "[c]ette explication doit être claire et non équivoque", elle "ne doit pas être simplement insinuée ou sous-entendue" et il "doit s'agir d'une explication directe formulée en termes exprès".[99]

127. À quel type d'analyse économique l'autorité chargée de l'enquête devrait-elle effectivement procéder pour "dissocier" et "distinguer" chaque facteur causal distinct?

Le Brésil fait valoir que toutes les méthodes particulières appliquées par les autorités chargées de l'enquête qui sont contraires aux principes de base de la bonne foi et de l'équité constituent une violation de l'article 3.1 (un "examen objectif") et, par conséquent, enfreignent aussi l'article 3.5. En ce qui concerne l'analyse économique, l'article 3.1 exige que la détermination du lien de causalité se fonde sur des "éléments de preuve positifs" et comporte un "examen objectif". Compte tenu de l'exigence stricte de l'article 3.5 concernant la non-imputation, (c'est-à-dire les obligations de "dissocier" et "distinguer" afin d'établir un "rapport réel et substantiel de cause à effet"), le Brésil fait

[95] "*États-Unis – Acier laminé à chaud, rapport de l'Organe d'appel*", paragraphes 222 et 223.
[96] *Ibid.*, paragraphe 227.
[97] *Ibid.*, paragraphe 230.
[98] *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, document WT/DS177/AB/R et WT/DS178/AB/R, paragraphes 168 et 179.
[99] *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée*, document WT/DS202/AB/R, paragraphe 217.

valoir que la non-imputation devrait, dans la mesure du possible, être fondée sur des méthodes quantifiables.

128. Si un produit fait "l'objet d'un dumping", la raison de ce dumping (par exemple un avantage comparatif éventuel) intervient-elle?

Non. Cependant, comme indiqué dans la réponse à la question n° 122, le Brésil fait valoir que la compétitivité relative de l'exportateur brésilien par rapport aux producteurs communautaires était un facteur *autre* que les importations faisant l'objet d'un dumping qui causait un dommage à la branche de production communautaire et était connu des CE. En ne dissociant pas et en ne distinguant pas les effets dommageables de cet "autre facteur connu", les CE ont manqué à leur obligation de non-imputation en vertu de l'article 3.5.

129. En quoi, le cas échéant, les critères de "contribution significative" (voir par exemple le règlement définitif, paragraphe 113) et "pas de nature à briser le lien de causalité" (voir par exemple le règlement définitif, paragraphe 111) impliquent-ils un rapport réel et substantiel de cause à effet?

Les critères des CE ne sont pas liés à "un rapport réel et substantiel de cause à effet".

Le Brésil note que les CE reconnaissent que les autres facteurs, comme la diminution de la consommation et des exportations, les propres importations des producteurs communautaires, les importations en provenance d'autres pays tiers et la substitution, avaient des effets dommageables sur la branche de production communautaire.[100] Le Brésil qualifie cette approche de critère de la "contribution significative".

Toutefois, l'analyse des CE ne fait pas apparaître comment, à supposer qu'elles l'aient fait, elles ont dissocié et distingué les effets dommageables de ces autres facteurs des effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping. En outre, le critère des CE concernant la "contribution significative" ne donne pas d'indication sur la nature et l'ampleur du dommage causé par ces autres facteurs connus. Le Brésil soutient que les déclarations faites par les CE ne donnent pas d'explication claire, non équivoque et directe. Le Brésil fait valoir plutôt que les CE, en déclarant simplement qu'il n'y avait "pas de contribution significative", ont supposé en réalité que ces facteurs ne causaient pas le dommage imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping, supposition qui n'est pas compatible avec l'article 3.5.

[100] Les CE ont conclu que la baisse de la *consommation* "ne peut avoir contribué de manière significative au préjudice important subi par l'industrie communautaire"; voir le considérant 176 du règlement provisoire (pièce n° 12 du Brésil). On trouve aussi des déclarations similaires concernant les *résultats à l'exportation* des producteurs communautaires ("il ne peut pas être conclu que la diminution des ventes à l'extérieur de la Communauté a contribué de manière significative à l'augmentation des niveaux des stocks"; voir la lettre de transparence, pièce n° 18 du Brésil) et leurs *propres importations du produit concerné* ("un producteur communautaire a importé le produit concerné d'un seul pays tiers" et "elles [les importations] n'ont pu avoir aucune influence significative sur [l]a situation [dudit producteur communautaire]"; voir le considérant 174 du règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil), les *importations en provenance des pays non visés par l'enquête* ("même si les importations en provenance d'autres pays tiers peuvent avoir contribué au préjudice important subi par l'industrie communautaire, il est confirmé qu'elles ne sont pas de nature à briser le lien de causalité entre le dumping et le préjudice constatés", voir le considérant 111 du règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil) et la *substitution* ("aucun effet de substitution ne peut avoir contribué de manière significative au préjudice subi par l'industrie communautaire", voir le considérant 113 du règlement définitif, pièce n° 19 du Brésil). En général, les CE concluent que les facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping n'étaient "pas de nature à briser le lien de causalité" (voir le considérant 177 du règlement provisoire, pièce n° 12 du Brésil).

130. Que doit-on entendre par facteur "connu" au sens de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*? Veuillez commenter le membre de phrase "tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités" au sens de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*.

Compte tenu des constatations du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H*, le Brésil fait valoir que les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping mentionnés à l'article 3.5 incluent non seulement les facteurs signalés à l'autorité chargée de l'enquête, mais aussi d'autres facteurs dont l'autorité chargée de l'enquête avait connaissance.[101] La formule "tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités" fait donc référence à la totalité de ces éléments de preuve, c'est-à-dire à tous les facteurs connus qui causent simultanément un dommage à la branche de production nationale.

131. Les Communautés européennes s'en sont remises à des renseignements qui diffèrent des données d'Eurostat. Comment une partie intéressée pouvait-elle vérifier l'exactitude des renseignements utilisés? Veuillez commenter, en vous référant aux paragraphes 434 à 446 et 447 à 464 de la première communication écrite des CE.

Le Brésil fait valoir que, en général, une partie intéressée ne peut pas vérifier l'exactitude des données utilisées par l'autorité chargée de l'enquête si un système administratif tel que celui appliqué par les CE est utilisé. Le système des CE en matière de traitement confidentiel empêche les parties intéressées d'avoir accès aux renseignements factuels considérés comme confidentiels, ce qui affecte les principes fondamentaux de la régularité de la procédure. En particulier, le Brésil note que, par exemple, la consommation apparente ainsi que le volume et la valeur des importations en provenance de pays autres que ceux visés par l'enquête étaient fondés sur les statistiques officielles des CE concernant les importations (Eurostat). Toutefois, on ne voit encore pas clairement dans quelle mesure et pourquoi, par exemple, les renseignements concernant le volume des exportations fournis par les producteurs communautaires dans leurs réponses au questionnaire, tels que vérifiées par les CE, divergent par rapport à ceux d'Eurostat. En outre, comme les données concernant les exportations ont désormais été communiquées, le Brésil considère qu'une estimation même prudente de l'exactitude des données utilisées par les CE (à savoir la concordance des stocks) démontre que celles-ci étaient manifestement inexactes. En outre, le Brésil considère que l'utilisation par les autorités communautaires de données (par exemple les résultats à l'exportation des producteurs communautaires) que l'exportateur brésilien n'a pas pu voir ni vérifié constituait une violation grave du droit fondamental de l'exportateur de défendre ses intérêts, comme le prévoyaient la première phrase de l'article 6.2, l'article 6.4 et l'article 12, en particulier son paragraphe 2, de l'Accord antidumping. Bien que les CE aient maintenant fourni des renseignements concernant les chiffres des exportations de la branche de production communautaire[102], cela ne saurait nullement compenser le fait que les CE n'ont pas fourni ces renseignements au moment de l'enquête.

POINT 18: "PAS DE POSSIBILITÉS MÉNAGÉES EN TEMPS UTILE DE PRENDRE CONNAISSANCE DE TOUS LES RENSEIGNEMENTS PERTINENTS"

Questions posées au Brésil:

132. En ce qui concerne l'allégation du Brésil suivant laquelle il ne lui aurait pas été ménagé de possibilités en temps utile de prendre connaissance des renseignements sur les conversions de monnaies utilisées dans le règlement provisoire, le Brésil considère-t-il qu'il formule une allégation concernant la mesure provisoire appliquée par les Communautés européennes?

[101] Voir *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.273.
[102] ECFS, paragraphe 440.

Bien que les renseignements sur les conversions de monnaies utilisées par les CE se rapportent à la fois au règlement provisoire et au règlement définitif, l'allégation du Brésil concerne uniquement les mesures définitives des CE.

133. À la page 235 de sa première communication, le Brésil fait référence à certains tableaux de conversions de monnaies communiqués par les Communautés européennes dans la lettre de transparence. Toutefois, la copie de la lettre de transparence qui a été communiquée au Groupe spécial (pièce n° 18 du Brésil) ne contient pas de tel tableau. La référence du Brésil à ce document est-elle correcte?

Le Brésil s'excuse: la référence correcte au tableau de conversions de monnaies est la pièce n° 16 du Brésil.

134. À la page 238, le Brésil déclare que "les tableaux de taux de change communiqués par les CE ne fournissent pas un taux de conversion pour la date précise. En outre, les taux des conversions de monnaies utilisés par les CE, dans la mesure où ils concernaient des conversions à certaines dates pertinentes telles que communiquées à Tupy ne permettaient pas à Tupy de déterminer la méthode appliquée par les CE puisque pour ces dates aucun taux de conversion n'était indiqué". Le Brésil pourrait-il préciser à quels tableaux et à quelles dates précises il se réfère dans sa déclaration?

Les CE ont informé l'exportateur brésilien des ventes à l'exportation incluses dans les calculs concernant le dumping.[103] Les CE ont également déclaré qu'elles avaient utilisé les taux quotidiens pour les calculs définitifs[104], ces taux ayant été fournis par l'exportateur brésilien durant la vérification sur place.[105]

La référence aux "tableaux" s'entend du tableau des CE "Ventes à l'exportation incluses dans les calculs concernant le dumping".[106] Ces chiffres proviennent des tableaux de l'exportateur brésilien concernant les "ventes de l'exportateur brésilien dans les CE à des clients indépendants" ou "ECSALUR"[107] et les "ajustements de l'exportateur brésilien pour les ventes dans les CE à des clients indépendants" ou "ECALLUR".[108] Pour l'exemple cité dans la première communication du Brésil, la date de la facture était le 9 avril 1998. Enfin, les taux de change qui, selon ce qui est allégué, ont été utilisés par les CE figurent dans la notification précédant le règlement définitif.[109]

Le Brésil signale que les versions complètes sur papier du tableau des CE "Ventes à l'exportation incluses dans les calculs concernant le dumping" et les tableaux "ECSALUR" et "ECALLUR" de l'exportateur brésilien font partie du dossier (sous format électronique) de l'affaire. Il convient de noter que la méthode incohérente appliquée par les CE n'est pas liée à des dates ou à des transactions spécifiques puisqu'elle est de nature horizontale et couvre tous les ajustements accordés

[103] Voir la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil), constatations par société concernant le dumping (annexe II, sous-annexe 1).

[104] Voir le règlement définitif (pièce n° 19 du Brésil), considérant 52.

[105] Voir la lettre de transparence (pièce n° 18 du Brésil), page 4. En ce qui concerne les taux quotidiens, voir la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil).

[106] Voir la notification précédant le règlement provisoire; annexe II, sous-annexe 5 (pièce n° 11 du Brésil), page 1 de 400, 1ère transaction à partir du haut; il est à noter que les chiffres concernant les ajustements accordés par les CE sont également les mêmes dans la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil).

[107] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), tableau H.3.1; page portant le numéro 1, 1ère transaction à partir du haut.

[108] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil); page portant le numéro 1, 1ère transaction à partir du haut.

[109] Voir la notification précédant le règlement provisoire (pièce n° 16 du Brésil).

par les CE à l'exportateur brésilien. À titre de solution pratique, le Brésil donne trois exemples qui font référence à des transactions reflétées dans les pièces du Brésil.[110]

135. Le Brésil pourrait-il commenter les déclarations du paragraphe 510 de la première communication écrite des CE? Le tableau des taux de change quotidiens a-t-il été communiqué par Tupy durant la vérification? Le Brésil considère-t-il que les renseignements fournis par Tupy dans les tableaux des taux de change des monnaies ont été utilisés par les autorités chargées de l'enquête dans leurs conversions de monnaies? Si ces renseignements étaient les mêmes que ceux fournis par Tupy, les renseignements en question auraient-ils dû être communiqués à Tupy conformément à l'article 6.4?

Oui, le tableau des taux de change quotidiens a été utilisé par l'exportateur brésilien et a été fourni aux CE durant la vérification sur place. Comme les CE ont calculé la marge de dumping dans la monnaie du pays exportateur, le Brésil considère que la conversion par les CE du montant de chaque transaction en reais brésiliens était fondée sur les tableaux des taux de change des monnaies. Toutefois, le Brésil fait valoir que pour les ajustements les conversions de monnaies n'ont pas été fondées sur les tableaux en question. En conséquence, ces renseignements étaient en partie seulement les mêmes que ceux fournis par l'exportateur brésilien aux CE. La partie manquante aurait dû être communiquée à l'exportateur brésilien conformément à l'article 6.4.

Question posée aux deux parties:

136. En quoi, le cas échéant, l'article 17.4 de l'*Accord antidumping* pourrait-il être pertinent ici? Veuillez présenter le raisonnement.

Étant donné que la mesure spécifique en cause dans le différend à l'examen concerne les mesures antidumping *définitives* imposées et appliquées par les CE, l'article 17.4, seconde phrase, n'est pas pertinent.

POINT 19: "PAS DE RENSEIGNEMENTS ADÉQUATS SUR LES POINTS DE FAIT ET DE DROIT"

Question posée au Brésil:

137. Le Brésil convient-il que les renseignements qui selon ce qu'il affirme auraient dû être publiés conformément à l'article 12.2 et 12.2.2 en relation avec les points 3 et 9 sont des renseignements considérés comme confidentiels en ce qui concerne Tupy?

Le Brésil fait valoir que si les renseignements étaient confidentiels un résumé non confidentiel aurait dû être publié, et que s'ils n'étaient pas confidentiels ils auraient dû être publiés.

Questions posées aux deux parties:

138. Quelle est la relation entre les dispositions de fond concernant la détermination de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité (articles 2 et 3) et les obligations de transparence en vertu de l'article 12? Une infraction aux dispositions de fond constituerait-elle automatiquement une infraction à l'article 12?

Le Brésil soutient que les dispositions de fond concernant la détermination de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, et celles qui sont plus procédurales, concernant l'obligation de transparence prévue à l'article 12 de l'Accord antidumping, sont des dispositions indépendantes. Cela signifie qu'il peut y avoir violation de l'article 12 sans aucune infraction à une

[110] Voir la pièce n° 53 du Brésil.

disposition de fond. De même, la violation de dispositions de fond ne constitue pas automatiquement une violation de l'article 12. Au contraire, dès lors qu'une disposition de fond a été violée, un recours à l'article 12 n'aurait pas de sens. En effet, comme l'a dit le Groupe spécial dans le rapport *CE – Linge de lit*: "un avis peut expliquer de manière adéquate la détermination qui a été établie, mais si la détermination est quant au fond incompatible avec les obligations juridiques pertinentes, l'adéquation de l'avis est sans intérêt".[111]

139. Quelle est la portée de l'article 12.2 et 12.2.2? Ces dispositions visent-elles uniquement les avis au public des déterminations préliminaires et finales, ou visent-elles aussi tous les autres documents de l'enquête, à savoir les documents de notification et les lettres de transparence? Les documents de notification et les lettres de transparence peuvent-ils être considérés comme un "rapport distinct" au sens de l'article 12.2 et 12.2.2?

Le Brésil considère que l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping vise uniquement les avis au public des déterminations préliminaires et finales. Toutefois, il est concevable que ces avis au public fassent référence à d'autres documents de l'enquête qui peuvent être considérés comme des "rapports distincts" au sens de l'article 12. La note de bas de page 23 est néanmoins claire quant à ce qu'il faut entendre par "rapport distinct". Un rapport distinct doit être "facilement accessible au public". Tant les documents de notification que les lettres de transparence sont des documents communiqués aux parties uniquement. Ils ne sont pas accessibles au public. En conclusion, les documents de notification et les lettres de transparence ne peuvent pas être considérés comme des "rapports distincts".

140. Les parties considèrent-elles que les erreurs matérielles dans les avis au public des déterminations préliminaires ou finales peuvent constituer des motifs d'infraction à l'article 12.2 et 12.2.2?

En général, le Brésil ne pense pas que les erreurs matérielles constituent en elles-mêmes des motifs valables d'infraction à l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping. Toutefois, lorsque ces erreurs empêchent les parties intéressées de pouvoir dûment défendre leurs droits, l'existence d'une violation de l'article 12.2 et/ou 12.2.2 devrait être reconnue.

141. Quelle est la relation entre l'article 12.2 et 12.2.2 et les dispositions de l'article 6.5 concernant la protection des renseignements confidentiels?

Selon l'article 6.5 de l'Accord antidumping, les renseignements confidentiels "ne seront pas divulgués sans l'autorisation de la partie qui les aura fournis". Étant donné que l'article 6 s'applique aux éléments de preuve communiqués tout au long de l'enquête, le Brésil considère que l'article 6 s'applique également aux renseignements utilisés par les autorités chargées de l'enquête pour parvenir à une détermination provisoire ou finale. En conséquence, lorsqu'elles donnent avis au public d'une détermination finale ou rendent accessible au public un rapport distinct conformément à l'article 12.2 de l'Accord antidumping, les autorités chargées de l'enquête doivent respecter les demandes de traitement confidentiel présentées par la partie défenderesse conformément à l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Cela est confirmé par le rapport *Argentine - Carreaux de sol* dans lequel le Groupe spécial a déclaré: "la prescription relative à la transparence qui oblige l'autorité à expliquer sa détermination dans un avis au public est soumise à la nécessité de tenir compte de la prescription concernant la protection des renseignements confidentiels de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Le caractère confidentiel des renseignements communiqués limite donc la manière dont l'autorité explique sa décision et étaye sa détermination dans un avis au public".[112]

[111] Voir "*CE – Linge de lit*, paragraphe 6.259.
[112] "*Argentine - Carreaux*", paragraphe 6.36.

142. Quels peuvent être les critères pertinents pour décider quels points de fait et de droit peuvent être jugés "importants par les autorités chargées de l'enquête" au sens de l'article 12.2?

Le Brésil considère que, pour déterminer les critères pertinents pour décider quels points de fait et de droit peuvent être jugés "importants", le point de départ devrait être la définition du dictionnaire. Selon le Concise Oxford Dictionary, "material" (important) signifie "important, essential, relevant" (qui importe, essentiel, pertinent). En conséquence, les points "importants" sont, à tout le moins, les points qui sont importants pour l'autre partie et pour le public pour comprendre comment les autorités chargées de l'enquête ont établi la détermination préliminaire ou finale.

AUTRES

Questions posées aux CE:

143. Les CE pourraient-elles clarifier le sens de l'article 11.3 du règlement de base des CE concernant la question de savoir si l'exportateur a le droit d'<u>avoir</u> un réexamen ou bien s'il a le droit de <u>demander</u> un réexamen?

144. Les CE peuvent-elles confirmer que si Tupy avait demandé un réexamen au cours de l'année suivant l'imposition des droits antidumping, la Commission aurait exercé son pouvoir discrétionnaire d'accorder une telle demande? Aussi, si la demande avait été présentée plus d'un an après l'imposition du droit antidumping, la Commission aurait-elle automatiquement accordé la demande?

Questions posées au Brésil:

145. Le Brésil pourrait-il expliquer si le Groupe spécial créerait un "précédent" en admettant les pièces n° 47 à 52 du Brésil contenant des renseignements qui selon les allégations des CE ne figuraient pas dans le dossier de l'enquête antidumping correspondante?

Selon le Brésil, cette question doit être comprise dans le contexte de l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping, qui exige d'un groupe spécial qu'il examine la question dont il est saisi en se fondant sur "les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur". Le Brésil explique que le Groupe spécial ne créerait certainement pas un "précédent" en admettant les pièces n° 47 à 52 du Brésil. Le Brésil fait observer que même si ces pièces n'ont pas été présentées en tant que telles aux CE au moment de l'enquête antidumping (le Brésil ne sait même pas si ces renseignements sur Internet étaient accessibles sous cette forme à ce moment-là), néanmoins les faits figurant dans ces pièces ont clairement été communiqués par l'exportateur brésilien et par d'autres, en plusieurs occasions, aux CE au cours de l'enquête.

Le Brésil rappelle le *Rapport du Groupe spécial linge de lit* et la confirmation qui y est faite suivant laquelle "la forme du document … n['] […] empêche pas [le Groupe spécial] de prendre en considération son contenu, qui comprend les faits communiqués à l'autorité chargée de l'enquête au cours de l'enquête".[113]

Le Brésil fait observer qu'il ne demande pas au Groupe spécial de procéder à un examen *de novo* de l'enquête faite par les CE. L'objet essentiel des nouvelles pièces à cet égard est plutôt d'étayer la demande du Brésil, à savoir que le Groupe spécial évalue si les CE ont dûment examiné tous les faits pertinents dont elles étaient saisies au moment de l'enquête antidumping, et si les CE avaient expliqué de manière adéquate comment les faits dans leur ensemble étayaient la détermination qu'elles avaient établie. Il appartiendrait ensuite au Groupe spécial d'établir encore si cette

[113] Voir "*CE - Linge de lit*", paragraphe 6.43.

détermination était compatible avec les obligations incombant aux CE[114], essentiellement celles qui découlent de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping (le Brésil fait référence en particulier aux obligations des CE en vertu de l'article 3.1, 3.4 et 3.5).

Le Brésil confirme qu'il n'est pas demandé au Groupe spécial de prendre en considération les nouvelles pièces à quelconque autre fin que pour déterminer si, sur la base des faits qui leur ont été communiqués au cours de l'enquête, les CE se sont dûment acquittées de leurs obligations en vertu des dispositions précitées du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping. Comment le Groupe spécial peut-il évaluer de manière appropriée si les faits qui ont été communiqués aux CE (et ignorés par elles) au moment de l'enquête antidumping étaient effectivement corrects et reflétaient véritablement la description faite par l'exportateur brésilien s'il ne peut pas consulter d'autres sources de renseignements relatives aux mêmes faits qui les confirment (ou l'infirment)? Le Brésil relève que "[l]a fonction [du Groupe spécial] devrait […] être d'évaluer objectivement l'examen effectué par l'autorité nationale chargée de l'enquête …"[115] Le rôle du Groupe spécial consiste "à examiner la compatibilité d'une détermination établie par une autorité nationale chargée de l'enquête imposant une restriction avec les dispositions pertinentes de l'instrument juridique pertinent de l'OMC".[116] Le Groupe spécial devrait donc permettre que les pièces n° 47 à 52 soient prises en considération pour effectuer cette évaluation.

146. Si les renseignements figurant dans les pièces n° 47 à 52 du Brésil avaient été portés à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête, auraient-ils eu pour effet de modifier la détermination établie par les autorités communautaires?

Le Brésil ne voit pas comment les nouvelles pièces, qui sont de simples sorties imprimées de pages Web, auraient modifié les déterminations pertinentes des autorités communautaires, alors que les éléments de preuve concrets et autres indices tangibles (c'est-à-dire les faits) que Tupy a communiqués aux CE au cours de l'enquête[117] n'ont pas produit de tels résultats. La position du Brésil à cet égard est que très probablement les autorités communautaires ne tenaient pas à examiner quelconque sorte d'information, nonobstant sa source, sa nature ou sa valeur probante, qui aurait pu les amener à modifier leur position prédéterminée.

147. Si le Brésil estime que les renseignements communiqués par Tupy au cours de l'enquête concernant l'externalisation et les liens que la branche de production communautaire peut avoir avec des producteurs de pays non visés par l'enquête étaient "suffisants", pourquoi juge-t-il nécessaire que les pièces n° 47 à 52 du Brésil soient présentées dans la procédure de ce Groupe spécial?

Le Brésil rappelle la réponse qu'il a donnée plus haut à la question n° 145 du Groupe spécial. Le Brésil dit qu'en présentant les nouvelles pièces, il ne cherchait pas à ajouter des faits à ceux qui

---

[114] Conformément à *États-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, document WT/DS24/R du 8 novembre 1996, paragraphe 7.

[115] Voir "*États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, rapport du Groupe spécial*", WT/DS184/R du 28 février 2001, paragraphe 7.6 (non modifié par le document "États-Unis - Acier laminé à chaud, rapport de l'Organe d'appel", en ce qui concerne la relation entre l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6 de l'Accord antidumping, voir les paragraphes 50 à 62 du rapport de l'Organe d'appel).

[116] *Ibid.*

[117] Pour une description des déclarations et documents communiqués par Tupy aux CE durant l'enquête et les références correspondantes, voir BFS, entre autres, sous les points "*d) Importations en provenance d'autres pays tiers*" et "*e) Externalisation*", aux paragraphes 765 à 801. Le Brésil rappelle, par exemple, que ces documents comprenaient également des éléments de preuve concrets sous la forme de copies des circulaires officielles dans lesquelles Atusa proposait à la vente le produit en question à des clients dans les CE tout en indiquant expressément qu'il était fabriqué par sa propre usine (Berg Montana) en Bulgarie (voir ces copies dans l'annexe II et dans l'annexe III de la quatrième communication de Tupy, pièce n° 13 du Brésil).

étaient déjà portés devant les CE. Il n'est pas demandé au Groupe spécial de prendre en considération les nouvelles pièces dans quelconque autre but que de s'informer des faits portés à la connaissance des CE au cours de l'enquête. Cela devrait permettre au Groupe spécial de déterminer si, sur la base des faits mis à la disposition des CE au cours de l'enquête, les CE avaient dûment respecté leurs obligations au regard de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping, en particulier de l'article 3.1, 3.4 et 3.5, pour établir leur détermination de l'existence d'un dommage en se fondant sur des "éléments de preuve positifs" et après "un examen objectif" des faits pertinents. En outre, cela devrait aussi permettre au Groupe spécial de déterminer si les CE avaient correctement établi les faits et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective comme l'exigeait l'article 17.6 i).

Le Brésil fait observer que les renseignements factuels contenus dans les nouvelles pièces confirment que les CE auraient pu facilement vérifier les renseignements factuels que Tupy (et d'autres) ont mis à leur disposition à ce moment-là.[118] Par exemple, comment se peut-il que les CE n'aient trouvé dans les comptes des producteurs communautaires concernés (Atusa, Woeste et Georg Fischer), qu'elles étaient dans l'obligation de vérifier, au cours de l'enquête, aucun lien avec leurs investissements dans les producteurs étrangers expressément désignés par Tupy et/ou leurs achats préférentiels à ces derniers? Pourquoi les autorités communautaires n'ont-elles pas exigé de ces producteurs qu'ils répondent au genre de questions posées aux CE par l'exportateur brésilien? Les autorités communautaires ont-elles, par exemple, cherché à obtenir des déclarations sous serment de ces producteurs communautaires pour réfuter les assertions de Tupy? Les CE ont-elles cherché à obtenir des renseignements des autorités bulgares[119] sur les éventuels investissements d'Atusa en Bulgarie? Les CE ont-elles essayé d'obtenir des renseignements de leurs propres services chargés de promouvoir les investissements en Bulgarie (par exemple dans le cadre du programme "Phare" de l'UE) ou en Égypte (par exemple dans le cadre du programme "Meda" de l'UE) en ce qui concerne les investissements des producteurs communautaires dans les secteurs de fabrication d'accessoires de tuyauterie dans ces deux pays non membres des CE?[120] Le Brésil rappelle qu'aucune de ces démarches simples, d'après ce qui est mentionné dans le dossier dont le Groupe spécial est saisi, n'a été entreprise par les CE.

148. En ce qui concerne les points 6, 7, 8 et 10, quels ajustements ont été clairement demandés par Tupy dans sa réponse au questionnaire? Quels ajustements ont été identifiés d'abord par les autorités communautaires chargées de l'enquête? Veuillez indiquer les parties pertinentes du dossier de l'enquête.

En ce qui concerne les ventes à l'exportation, l'exportateur brésilien a demandé des ajustements au titre des différences dans les coûts de transport, d'assurance, de manutention, de déchargement et coûts accessoires; dans le coût de tout crédit accordé pour les ventes; dans les coûts directs liés à la fourniture de cautions et de garanties; et dans les commissions versées.[121] En ce qui concerne les ventes sur le marché intérieur, il a demandé des ajustements au titre des différences dans les caractéristiques physiques; dans les impositions à l'importation ou impôts indirects (c'est-à-dire l'IPI Premium Credit); dans le niveau commercial; dans les frais d'emballage; dans les coûts directs liés à la fourniture de cautions, de garanties, d'une assistance technique et de services (coûts après-vente); dans les commissions versées; et pour d'autres facteurs (frais de promotion et de publicité ainsi que frais financiers pour la gestion des stocks).[122] En outre, l'exportateur brésilien, bien

[118] Voir BFS, paragraphe 68, et plus généralement aussi les paragraphes 61 à 67 et 69 à 71.

[119] Par exemple, auprès des organismes bulgares pour l'investissement et/ou les privatisations, sur les sites Web desquels les renseignements figurant dans les pièces n° 49 et 50 ont été pris.

[120] Il convient de noter que les pièces n° 47 et 48 qui fournissent ces renseignements pour la Bulgarie émanent d'un site Web semi-officiel (Forum économique bulgare) ayant des liens étroits avec le programme Phare. Dans la pièce n° 52 qui fournit ces renseignements pour l'Égypte, il est précisé que la promotion du projet est assurée par le "partenariat euro-méditerranéen" qui est parrainé par les CE et auquel les CE sont partie.

[121] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section G-1.

[122] Voir la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil), section G-2; voir aussi la première communication de Tupy (pièce n° 5 du Brésil), paragraphe 1.3.

que ne demandant pas un ajustement séparé, a mentionné dans sa réponse à la lettre indiquant les insuffisances la question des "taxes PIS/COFINS de 5,37 pour cent sur les intrants".[123]

Questions posées aux deux parties:

149. Les consultations dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC sont-elles pertinentes pour déterminer si une allégation relève du mandat d'un groupe spécial? Pourquoi, ou pourquoi pas? En général, est-il conservé un dossier vérifiable des consultations dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC? Existe-t-il un dossier de ces consultations dans le différend à l'examen? Veuillez vous référer à tout élément pertinent dans votre réponse.

Le Brésil souligne l'importance des consultations dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord et il considère que les consultations sont pertinentes pour déterminer si une allégation relève ou non du mandat d'un groupe spécial. Le Brésil rappelle les constatations dans "*Corée - Boissons alcooliques*" où le Groupe spécial a déclaré que "le processus de règlement des différends serait sérieusement compromis si les renseignements obtenus lors des consultations ne pouvaient pas être utilisés par une partie lors de la procédure venant ensuite".[124]

Comme indiqué par l'Organe d'appel dans "*CE - Bananes*"[125], le mandat du groupe spécial est important pour deux raisons. Premièrement, le mandat établit la juridiction du groupe spécial. Deuxièmement, il est important pour garantir la régularité de la procédure. C'est précisément cette seconde raison qui permet au Brésil d'alléguer que les consultations sont pertinentes pour déterminer la portée du mandat du groupe spécial. Selon le Brésil, l'important à cet égard est que la partie défenderesse soit dûment avisée des allégations formulées par le plaignant. Cette interprétation est également étayée par les constatations de l'Organe d'appel dans *Corée - Mesures de sauvegarde appliquées aux produits laitiers* s'agissant des "circonstances entourant l'affaire".[126]

Toutefois, le Brésil admet que, en général, il n'y a pas d'obligation formelle de tenir un dossier officiel des consultations en matière de règlement des différends. Il n'existe pas de tel dossier dans le présent différend même si le Brésil a effectivement son propre compte rendu de la réunion de consultation avec les CE en l'espèce, qu'il a offert de divulguer si le Groupe spécial le juge nécessaire.

150. Dans le cas présent, les renseignements relatifs à l'examen par les autorités communautaires de la question de l'externalisation et des liens éventuels de l'industrie communautaire avec des producteurs installés dans des pays non visés par l'enquête étaient-ils "confidentiels" aux fins de l'enquête des CE?

Non. Même si les dispositions contractuelles et les prix/quantités pouvaient être jugés confidentiels, il n'y a pas de raison que les liens eux-mêmes soient caractérisés en tant que tels. Le Brésil se demande pourquoi ces renseignements factuels, qui étaient largement connus sur le marché et qui ont aussi été communiqués aux CE au cours de l'enquête antidumping pouvaient être considérés comme "confidentiels". De toute manière, le Brésil dit que, d'après ce qu'il sait, il n'a pas été mis à la disposition des autres parties un résumé non confidentiel de ces renseignements durant l'enquête initiale, ni à quelconque moment ultérieurement.

---

[123] Voir la réponse de Tupy à la lettre indiquant les insuffisances (pièce n° 7 du Brésil).

[124] *Corée - Taxes sur les boissons alcooliques*, rapport du Groupe spécial, WT/DS75/R, WT/DS84/R, "Corée - Boissons alcooliques", paragraphe 10.23.

[125] *CE - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS27/AB/R, paragraphe 142.

[126] Voir *Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, document WT/DS98/AB/R, paragraphes 123 et 124.

151. Supposons que la partie plaignante fasse état de renseignements qu'elle a communiqués dans le cadre de l'enquête et qui figurent dans le dossier de l'enquête. La partie plaignante allègue qu'elle n'a accès à aucun renseignement additionnel sur la question, ni à aucune indication suivant laquelle l'autorité chargée de l'enquête a examiné ces renseignements ou a recherché des renseignements additionnels. Comment la partie plaignante (et le Groupe spécial) peuvent-ils déterminer si, et dans quelle mesure, l'autorité chargée de l'enquête a examiné les renseignements?

Il est difficile pour le Brésil d'évaluer si, et dans quelle mesure, l'autorité chargée de l'enquête a réellement examiné la question de l'externalisation et des liens des producteurs communautaires avec des producteurs d'autres pays. Cependant, comme le Brésil l'a déclaré à la première audience, les dossiers des CE contenaient tous les renseignements factuels essentiels sur les questions de l'externalisation et des liens que Tupy et d'autres parties ont mis à la disposition des CE durant l'enquête. En outre, le Brésil a pu très facilement trouver d'autres renseignements sur Internet, ce qui confirme également que les CE auraient pu avoir facilement accès aux sources d'information, y compris les leurs et d'autres sources liées aux CE[127], si elles avaient réellement voulu examiner correctement les renseignements factuels mentionnés qui étaient à leur disposition. Nonobstant ces renseignements, le Brésil ne voit rien dans les dossiers[128] qui montre que les CE ont procédé à quelconque examen valable de ces questions.

[127] Voir la réponse du Brésil à la question n° 147 du Groupe spécial, y compris les notes de bas de page 119, 120 et 120 correspondantes.

[128] Même pas sous une forme résumée, si les renseignements doivent être traités de manière confidentielle.

ANNEXE E-2

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - PREMIÈRE RÉUNION

Point 1

1. Le Brésil pourrait-il confirmer si des fonctionnaires des CE ont évoqué la possibilité d'un engagement au cours des réunions avec les représentants du Brésil chargés des questions commerciales décrites aux paragraphes 38 et 39 de la première communication des CE?

La possibilité d'un engagement en matière de prix a été évoquée au cours d'une réunion entre M. Lamy et une délégation du gouvernement brésilien. Le Brésil fait toutefois observer que la présente affaire était une question qui avait été inscrite à l'ordre du jour de la réunion par la partie brésilienne.

2. Le Brésil pourrait-il en particulier confirmer qu'à la réunion du 23 mars 2000, le Commissaire Lamy a indiqué que la meilleure solution serait un engagement en matière de prix?

Cette possibilité n'a jamais été étudiée de façon concrète. En particulier, si les CE avaient été prêtes à examiner réellement la possibilité d'un engagement, elles se seraient adressées à l'exportateur brésilien directement. En effet, le Brésil estime que l'obligation d'"explorer les possibilités de solutions constructives" est une obligation concernant un comportement qui devrait viser les exportateurs plutôt que les Membres de l'OMC, surtout en ce qui concerne les engagements en matière de prix.

3. Quelle a été la réponse des autorités du Brésil aux suggestions formulées par le Commissaire Lamy et d'autres fonctionnaires des CE au cours des réunions susmentionnées en ce qui concerne la possibilité d'un engagement?

Le Brésil n'a pas de rapports détaillés des conversations qui ont eu lieu sur cette question.

4. Tupy était-elle intéressée par un engagement? Dans l'affirmative, pourquoi Tupy n'a-t-elle pas offert un engagement?

Les CE l'auraient su si elles avaient contacté Tupy au sujet de la possibilité d'un engagement en matière de prix.

Le Brésil se reporte à sa réponse à la question n° 8 du Groupe spécial, dans laquelle il a fait observer que fondamentalement, l'article 15 inverse l'ordre général de l'article 8, de sorte que, lorsque le pays exportateur est un pays en développement, il incombe aux autorités du pays importateur de prendre l'initiative et de se mettre en rapport avec l'exportateur. Le Brésil rappelle en outre qu'en tout état de cause, l'article 8.5 de l'Accord antidumping dispose clairement que "[L]e fait que les exportateurs n'offrent pas de tels engagements ou n'acceptent pas une invitation à le faire ne préjugera en aucune manière l'examen de l'affaire". Quoi qu'il en soit, le Brésil rappelle que les CE n'ont jamais fait une telle invitation à Tupy.

Point 2[1]

5. Supposons qu'en janvier 1999, le real s'était déprécié de 42 pour cent par rapport à l'euro,

a) les autorités des CE auraient-elles été habilitées à calculer la marge de dumping de Tupy sur la base des données concernant la partie de la période couverte par l'enquête postérieure à la réévaluation?

Le Brésil relève le caractère hypothétique de la question des CE et fait observer que de telles situations devraient être examinées au cas par cas, compte tenu des faits et des circonstances en l'espèce.

b) Que se serait-il passé si la réévaluation avait eu lieu après la fin de la période couverte par l'enquête mais avant l'imposition des mesures? Les CE auraient-elles pu baisser de 42 pour cent le prix à l'exportation moyen pondéré en reais pour la période couverte par l'enquête afin de calculer la marge de dumping de Tupy?

Le Brésil renvoie les CE à sa réponse à la question précédente.

6. Comment les autorités antidumping brésiliennes ont-elles traité les effets de la dévaluation de janvier 1999 dans leurs propres enquêtes? En particulier,

a) dans le cas des enquêtes pour lesquelles la période couverte par l'enquête incluait janvier 1999, les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix de la branche de production nationale ont-ils été évalués exclusivement sur la base des données concernant la période postérieure à la dévaluation?

b) Dans le cas des enquêtes en cours pour lesquelles la période couverte par l'enquête s'achevait avant janvier 1999, mais où les mesures ont été imposées après cette date, la détermination de l'existence d'un dommage a-t-elle été fondée sur des données qui n'étaient pas incluses dans la période couverte par l'enquête?

c) Les autorités brésiliennes ont-elles réexaminé d'office toutes les mesures antidumping imposées avant janvier 1999 afin d'établir si les importations continuent à causer un dommage?

Pour toutes les questions ci-dessus des CE, le Brésil rappelle aux CE la différence fondamentale entre les approches du droit brésilien concernant les réexamens, comme prévu à l'article 11 de l'Accord antidumping et celle des CE, qui diffère de celle de l'article 11. Contrairement à la position découlant du règlement de base des CE, les règles brésiliennes n'imposent pas de délai qui empêche des parties intéressées de demander aux autorités d'entamer un réexamen et d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping et/ou si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié.

Contrairement aux CE, le Brésil réexaminera toujours la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié, c'est-à-dire lorsque des données positives justifiant la nécessité d'un tel réexamen seront portées à l'attention des autorités brésiliennes. Que de telles données soient présentées aux autorités brésiliennes par une partie intéressée ou mises à disposition d'une autre

[1] Pour éviter tout doute, le Brésil part du principe que les questions n° 5 à n° 7 des CE portent en fait sur des sujets traités sous le **point 3** dans la première communication écrite du Brésil.

manière, les autorités brésiliennes entreprendront toujours un réexamen, pour autant que celui-ci est justifié. Contrairement à la position juridique qui prévaut dans les CE, aucune autre condition concernant le délai ou d'une autre nature ne sera imposée par les autorités brésiliennes pour permettre un tel réexamen.

Enfin, le Brésil appelle l'attention des CE sur le fait qu'aucune partie intéressée n'a jusqu'à présent demandé aux autorités brésiliennes d'entreprendre un réexamen en raison d'un changement de circonstances (article 11.2 de l'Accord antidumping), en ce qui concerne la dévaluation de la monnaie brésilienne.

7. Tupy est-elle intéressée par un réexamen? Dans l'affirmative, pourquoi Tupy n'a t-elle pas demandé un réexamen?

Le Brésil croit comprendre que Tupy aurait en fait beaucoup apprécié qu'il y ait un réexamen de la nécessité de maintenir le droit imposé par les CE, à titre de pis-aller pour répondre à son principal argument contre le droit en tant que tel, conformément à la troisième option à laquelle les CE auraient dû recourir comme l'avait indiqué le Brésil dans sa première communication sous le point 3.

En tout état de cause, cependant, le Brésil croit comprendre que si un réexamen avait été une possibilité qui lui était offerte en droit communautaire, Tupy aurait, lui semble-t-il, apprécié un réexamen des CE qui aurait permis d'examiner en détail tous les aspects de l'enquête initiale, c'est-à-dire le dumping, le dommage et le lien de causalité. Le Brésil croit comprendre que la position de Tupy, même pendant l'enquête des CE, a été de considérer que la branche de production des CE n'avait subi absolument aucun dommage et, de toute évidence, pas à la suite des importations de Tupy.

En ce qui concerne la deuxième partie de la question des CE, le Brésil a l'honneur de renvoyer les CE à sa deuxième communication, dans laquelle il a réitéré que Tupy n'avait pas demandé de réexamen dans la mesure où un délai légal l'en empêchait. Le Brésil rappelle l'article 11.3 du règlement de base des CE, qui ne donne pas aux exportateurs le droit de demander un réexamen à moins qu'"une période raisonnable d'au moins un an se soit écoulée depuis l'institution de la mesure définitive".

ANNEXE E-3

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

14 mai 2002

Point 1: "Pas de considération spéciale accordée au Brésil en tant que pays en développement", "pas de solutions constructives explorées"

Question n° 1

En ce qui concerne les allégations du Brésil au titre de l'article 15 de l'Accord antidumping, les Communautés européennes auraient-elles agi de la même manière dans une enquête antidumping impliquant un pays développé Membre? Ce point est-il pertinent en l'espèce? Dans la négative, quels sont le sens et la signification juridique de l'expression "[prendre] spécialement en considération" dans la première phrase de l'article 15?

1. En règle générale, les autorités communautaires n'agiraient pas de la même manière s'agissant de l'application de mesures antidumping impliquant un pays développé Membre. Il n'a d'ailleurs pas été pris de mesures similaires à l'égard du Japon, le seul pays indéniablement développé visé par la procédure en question.

2. Le Groupe spécial connaît bien l'argument suivant lequel la première phrase de l'article 15 n'impose pas d'obligation juridique aux Membres (voir le paragraphe 31 de la première communication des CE). Les CE considèrent que même s'il existait une obligation juridique, il y serait satisfait en s'acquittant de l'obligation énoncée dans la seconde phrase. Premièrement, la période envisagée par la formule "*préalablement* à l'application de droits antidumping" entre dans la période visée par la formule "quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping". Deuxièmement, explorer les possibilités de "solutions constructives" constitue un moyen de prendre "spécialement en considération" la situation particulière des pays en développement Membres. Ces deux interprétations sont conformes au sens ordinaire des termes de l'Accord antidumping. Il n'y a rien non plus dans le contexte de ces dispositions ni de l'objet et du but de l'Accord (dans la mesure où cela est vérifiable), qui fasse apparaître quelconque autre sens. Les CE estiment que cette définition limitée du sens et de la signification juridique de la formule "[prendre] spécialement en considération" est tout ce qui est requis pour rendre une décision dans la présente affaire, et elles sont réticentes à avancer une définition plus générale.

Question n° 6

Quelles sont les obligations juridiques imposées par l'article 15 de l'Accord antidumping? Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des Communautés européennes au paragraphe 31 de leur première communication écrite suivant laquelle "... la première phrase [de l'article 15] n'impose pas d'obligation juridique"? S'il n'existe pas qu'une seule obligation en vertu de l'article 15, quelle est la relation, le cas échéant, entre ces obligations – en d'autres termes, s'agit-il d'obligations distinctes et indépendantes ou d'obligations liées et interdépendantes? Veuillez expliquer votre réponse, au regard des règles coutumières d'interprétation du droit international public et en vous référant à tous les éléments pertinents.

3. Dans leur réponse à la question n° 1, les CE ont fait valoir qu'en s'acquittant de l'obligation énoncée dans la seconde phrase de l'article 15 un Membre s'acquittera aussi de toute obligation découlant de la première phrase. Cette interprétation était justifiée au regard des règles énoncées dans la Convention de Vienne.

Question n° 7

Avons-nous raison de penser que les Communautés européennes ont établi que le niveau des marges de dumping était dans tous les cas inférieur au seuil du dommage et que le niveau du droit a donc été fixé au niveau des marges de dumping établies? Veuillez commenter, au regard de l'obligation (des obligations) en vertu de l'article 15 de l'Accord antidumping et des pièces pertinentes du dossier.

4. Les CE appliquent la règle du "droit moindre" suivant laquelle les droits antidumping sont fixés à celui du niveau de la marge de dumping ou du niveau de la marge causant le dommage qui est le moindre.

5. Conformément à ce principe, les droits qui ont été imposés dans le cadre de la procédure visant les accessoires de tuyauterie en fonte malléable ont été fixés sur la base de la marge de dumping dans le cas de tous les pays exportateurs à l'exception du Japon.

Question n° 8

Aux termes de l'article 15 de l'Accord antidumping, incombe-t-il au Membre qui impose la mesure de "proposer" des solutions constructives? Veuillez justifier votre réponse. Comment, le cas échéant, cela est-il en relation avec les obligations en vertu de l'article 8 (et de toutes autres dispositions) de l'Accord antidumping? Comment, par qui et quand un engagement en matière de prix devrait-il être demandé/accepté aux fins de l'article 15 de l'Accord antidumping?

6. Les CE ont examiné les obligations en vertu de l'article 15 dans le paragraphe 34 de leur première communication. Selon la seconde phrase de l'article 15, "les possibilités de solutions constructives prévues par le présent accord seront explorées préalablement à l'application de droits antidumping ...". Selon le Brésil, cela impose une obligation de "proposer" des solutions constructives. Toutefois, ce terme ne figure pas dans l'Accord antidumping, et les formules "proposer [des]" et "explorer les possibilités de" solutions constructives n'ont certainement pas un sens identique. Si proposer un engagement, par exemple, pouvait équivaloir à "explorer les possibilités, etc." il peut être envisagé plusieurs manières pour un Membre d'y procéder sans faire de proposition. Dans l'affaire *Linge de lit*, le Groupe spécial a dit que "l'"exploration" des possibilités doit être activement entreprise par les autorités du pays développé avec une volonté de parvenir à un résultat positif", mais que "l'article 15 n'impose pas l'obligation d'offrir ou d'accepter effectivement telle ou telle solution constructive qui pourrait être identifiée et/ou proposée".[1] Il a souligné ainsi la nécessité d'une mesure positive, mais sans jamais donner à entendre que le Membre doit proposer un engagement ni toute autre manière de procéder particulière.

7. En outre, il est dit à l'article 8.2 de l'Accord antidumping que des engagements seront "demandés aux exportateurs, ou acceptés de leur part", soit une formule envisageant que les propositions d'engagements sont présentées par les exportateurs plutôt que par les Membres importateurs. Par ailleurs, cette disposition envisage aussi que les Membres peuvent *demander* des engagements. Bien que l'article 8 ne leur impose pas d'obligation à cet effet, demander un

[1] Groupe spécial *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*Communautés européennes - Linge de lit*"), document WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS141/AB/R, paragraphe 6.233.

engagement constituerait, suivant le sens ordinaire des termes, une manière d'explorer les possibilités de solutions constructives. En l'espèce, les CE ont indiqué en plusieurs occasions qu'elles considéraient un engagement comme le meilleur résultat de la procédure. Il peut être raisonnablement considéré que par leur manière de procéder, elles demandent un engagement.

Question n° 9

Les parties conviennent-elles que l'obligation (les obligations) énoncées à l'article 15 de l'Accord antidumping s'applique(nt) uniquement à l'imposition de mesures antidumping définitives à la fin de la procédure d'enquête? Veuillez faire référence dans votre réponse à tous les éléments pertinents.

8. Les CE souscrivent aux vues ci-dessous exprimées à ce propos par le Groupe spécial dans l'affaire *Linge de lit*[2]:

> 6.231 À cet égard, nous notons l'article premier de l'Accord antidumping, qui dispose que:
>
> "Une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord." (note de bas de page omise)
>
> À notre avis, cela implique que le membre de phrase "préalablement à l'application de droits antidumping" qui figure à l'article 15 signifie avant l'application de mesures antidumping définitives. Considérant l'ensemble de l'Accord antidumping, nous estimons que l'expression "mesures provisoires" est toujours utilisée lorsque l'intention est de se référer aux mesures imposées avant la fin du processus d'enquête. De fait, à notre avis, l'Accord antidumping fait manifestement une distinction entre mesures provisoires et droits antidumping, cette deuxième expression se référant toujours à des mesures définitives. Nous ne trouvons dans l'Accord aucun cas où l'expression "droits antidumping" est utilisée dans un contexte dans lequel on peut raisonnablement l'interpréter comme se référant à des mesures provisoires. Ainsi, à notre avis, le sens ordinaire de l'expression "droits antidumping" utilisée à l'article 15 est clair – elle se réfère à l'imposition de mesures antidumping définitives à la fin du processus d'enquête.
>
> 6.232 Un examen des aspects pratiques renforce cette conclusion. Les mesures provisoires reposent sur une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Un producteur ou exportateur étranger est assurément autorisé et peut avoir intérêt à proposer ou accepter un engagement à ce stade de la procédure, mais nous n'estimons pas que l'article 15 puisse être interprété comme **exigeant** des pays développés Membres qu'ils explorent les possibilités d'engagements en matière de prix avant l'imposition de mesures provisoires. Outre le fait qu'une telle exploration peut avoir pour effet de retarder ou gêner la poursuite de l'enquête, dans certains cas, un engagement en matière de prix fondé sur la détermination préliminaire de l'existence d'un dumping pourrait être amené à être révisé en fonction de la détermination finale. Cependant, contrairement au droit provisoire ou à la garantie, qui doit, aux termes de l'article 10.3, être restitué ou libérée lorsque la marge de dumping définitive est inférieure à la marge calculée à titre préliminaire (comme c'est souvent le cas), un engagement en matière de prix "provisoire" ne pourrait pas être révisé rétroactivement. Nous ne considérons pas qu'une interprétation de l'article 15 qui pourrait, dans certains cas, avoir des effets

[2] *Ibid.*

négatifs sur les parties dont il est justement censé défendre les intérêts, à savoir les producteurs et exportateurs des pays en développement, soit requise.

Question n° 10

Que constituent pour les parties, selon leur interprétation, des "solutions constructives" au sens de l'article 15 de l'Accord antidumping? Veuillez mentionner toute référence pertinente.

9. Le Groupe spécial *Linge de lit* est arrivé à la conclusion que les "solutions constructives" incluent les engagements en matière de prix et les réductions du niveau des droits.[3] Les CE souscrivent à cette conclusion. Les autorités communautaires se sont conformées aux prescriptions de l'article 15 en explorant les possibilités d'un engagement en matière de prix. Compte tenu de cela, le présent Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner s'il existe éventuellement d'autres solutions constructives que celles identifiées par le Groupe spécial *Linge de lit*.

Question n° 11

Existe-t-il en vertu de l'article 15 de l'Accord antidumping une obligation de "communiquer" aux pays en développement Membres le fait qu'une autorité chargée de l'enquête explore les possibilités de solutions constructives?

10. Les CE ne voient pas pourquoi en théorie l'article 15 exige que ce fait soit communiqué aux pays en développement Membres. Toutefois, quand la solution envisagée est un engagement, communiquer ce fait au Membre constituerait un moyen tout à fait concret de l'explorer.

Question n° 12

À quels facteurs devrait s'en remettre un groupe spécial pour déterminer si l'imposition de mesures antidumping porterait atteinte aux "intérêts essentiels" du Brésil au sens de l'article 15 de l'Accord antidumping? Les parties souscrivent-elles à la déclaration des États-Unis dans leur communication écrite en tant que tierce partie (paragraphe 14) suivant laquelle le terme "essentiels" implique un critère très strict s'agissant pour le pays en développement de démontrer à quel degré les droits antidumping porteraient atteinte à son intérêt national?

11. Un "intérêt *essentiel*" est un intérêt d'une importance considérablement supérieure à un "intérêt" simple. Les CE ne considèrent pas que la notion de "critère strict" apporte beaucoup au terme "essentiels" (sinon peut-être qu'il souligne où se situe la charge de la preuve). Il est peu probable qu'un pays ait plus d'une dizaine d'intérêts essentiels. L'importance de l'intérêt serait essentiellement mesurée en termes économiques. La taille de la branche de production par rapport à l'économie globale du pays serait un critère prépondérant. Toutefois, il est possible qu'une petite branche de production soit essentielle si les autres branches de production en dépendaient. Dans la présente affaire, où la branche de production correspondait à une petite partie d'une seule grosse société, le Brésil devrait montrer premièrement que la société représentait un intérêt essentiel du pays, et deuxièmement que la viabilité de la société était compromise par la mesure applicable à la partie de ses activités correspondant à la branche de production.

12. Comme l'article 15 est une exception aux règles de l'Accord antidumping, c'est au pays en développement Membre concerné qu'il incombe de démontrer qu'il se prévaut à bon droit de l'exception.

[3] *Ibid.*, paragraphes 6.228 et 6.229.

Question n° 13

Nous notons que dans la section "Engagements" du règlement définitif il n'est pas fait référence à Tupy/Brésil. Veuillez commenter.

13. Les CE ont pour pratique de faire une référence aux engagements dans leurs règlements antidumping uniquement pour les sociétés qui en ont proposé un (que celui-ci ait été ou non accepté).

Question n° 15

Le Brésil pourrait-il développer l'affirmation faite à la page 32 de sa première communication écrite suivant laquelle:

> **"… la demande ne comportait pas de description du volume et de la valeur de la production du produit similaire que représentaient les requérants" et "[l]es requérants ont fourni des renseignements concernant le volume et la valeur de la production du produit similaire qu'ils représentaient uniquement dans la mesure où ceux-ci pouvaient être déduits de manière large et assez imprécise des chiffres fournis concernant la consommation totale, les calculs de la sous-cotation du prix et le volume des importations dans leur ensemble admises dans les CE."**
>
> **Les Communautés européennes pourraient-elles commenter cet argument tel qu'il existe actuellement?**

14. Dans la mesure où elles comprennent bien l'argument du Brésil, les CE considèrent qu'une réponse est fournie dans leur première communication.[4]

Point 2: "Demande inappropriée"

Question n° 16

Le Brésil déclare: "... les éléments de preuve fournis par le requérant n'étaient pas conformes aux prescriptions de l'article 5.3" (déclaration orale du Brésil à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 31). Veuillez commenter.

15. Dans cette partie de sa déclaration orale, le Brésil avance l'argument (décrit par les CE au paragraphe 48 de leur première communication) suivant lequel il ne peut être reproché au requérant de n'avoir pas respecté les critères énoncés à l'article 5.2 qu'en alléguant une infraction à l'article 5.3 du fait que les autorités d'un Membre n'ont pas dûment vérifié qu'il avait été satisfait auxdits critères. Toutefois, l'allégation du Brésil reste fondée sur l'affirmation selon laquelle il n'a pas été satisfait aux critères. Comme les CE l'ont fait observer au paragraphe 49 de leur première communication, même si cela était vrai, il n'en découlerait pas nécessairement que les CE avaient enfreint l'article 5.3. De toute façon, les CE démontrent dans leur première communication qu'il a été satisfait aux critères.

Question n° 17

Quelle est la relation entre: i) l'article 5.2 et l'article 5.3; ii) l'article 5.2 et l'article 5.8; iii) l'article 5.2 et l'article 6.2 - une infraction à l'un constituerait-elle nécessairement une infraction à l'autre? Veuillez expliquer en vous référant à tous les éléments pertinents.

[4] Paragraphes 51 et 58.

16. Les CE ont traité le premier point dans leur réponse à la question précédente et dans les parties de leur première communication qui y sont mentionnées.

17. L'article 5.8 fait référence à l'existence d'éléments de preuve suffisants. Cette formule apparaît également à l'article 5.3. À ce niveau, les éléments de preuve doivent être distingués de ceux définis à l'article 5.2, qui doivent être présentés par le requérant. En conséquence, il n'y a pas de lien direct entre l'article 5.2 et l'article 5.8. De toute façon, comme les CE l'expliquent au paragraphe 46 de leur première communication, la notion d'"infraction" ne devrait pas être appliquée s'agissant de l'article 5.2 de la même manière qu'elle est appliquée s'agissant des autres dispositions de l'Accord antidumping.

18. À supposer que l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6.2 soit générale et non limitée à l'objet du reste du paragraphe[5], sa portée est néanmoins restreinte aux droits procéduraux associés aux notions d'"examen équitable" et de "régularité de la procédure". L'article 5.2 confère à la branche de production nationale certains droits, qui ont des incidences importantes pour les droits énoncés à l'article 6.2. La question des moyens de faire respecter ces droits est problématique car il est peu probable que d'autres Membres cherchent à s'en prévaloir dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Heureusement, la question est théorique dans le présent contexte, où seuls les droits des exportateurs sont pertinents. Étant donné qu'au stade de l'ouverture de la procédure les exportateurs n'ont aucun rôle dans l'enquête, et n'ont même pas le droit d'en être informés, il n'est pas possible de leur appliquer l'article 6.2.

Question n° 18

Quelle est la relation entre: i) l'article 5.3 et l'article 5.8; ii) l'article 5.3 et l'article 6.2 - une infraction à l'un constituerait-elle nécessairement une infraction à l'autre? Veuillez expliquer en vous référant à tous les éléments pertinents.

19. Si la détermination prévue à l'article 5.3 amène les autorités à conclure qu'il y a des éléments de preuve insuffisants de l'existence soit d'un dumping soit d'un dommage pour justifier l'ouverture d'une enquête, cela voudrait dire aussi qu'elles sont "convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure" au sens de l'article 5.8. Elles devraient donc rejeter la demande. Par conséquent, si elles ouvraient l'enquête bien qu'étant arrivées à cette détermination négative, non seulement elles enfreindraient l'article 5.3, mais encore elles ne rejetteraient pas la demande comme l'exige l'article 5.8.

20. La position de l'article 5.3 par rapport à l'article 6.2 est la même que celle de l'article 5.2 exposée dans la réponse à la question précédente.

Point 3: "Il n'était pas nécessaire d'imposer les mesures"

Question n° 20

Suivant le Brésil, les Communautés européennes ont pour la première fois "pris en considération expressément" la dévaluation de la monnaie le 20 juillet 2000 dans la notification précédant le règlement définitif. Les Communautés européennes en conviennent-elles? Ce point est-il pertinent? Pourquoi, ou pourquoi pas?

[5] Le Groupe spécial a souscrit à ce raisonnement: rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique* (*Guatemala – Ciment II*"), WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000, paragraphe 8.162 et note de bas de page 849.

21. Les autorités communautaires ont fait pour la première fois expressément référence à la dévaluation de la monnaie dans leur lettre du 30 mai 2000[6], qui était une réaction à la lettre de Tupy du 30 mars 2000[7], où Tupy faisait référence à la dévaluation pour la première fois durant la procédure. Selon Tupy, "*si la Commission avait pris en considération ce changement fondamental, elle n'aurait pas trouvé une marge de dumping*". Cet argument imprécis n'était étayé par aucun élément de preuve.

22. Tupy a repris le même argument lors de l'audition du 29 mai 2000.[8] L'argument était là encore vague et il n'était étayé par aucun élément de preuve. La Commission des CE a demandé à Tupy de clarifier son argument. Dans sa lettre du 30 mai 2000[9], Tupy a déclaré "*il est clair que la valeur normale avait chuté considérablement au point qu'aucun dumping ne pouvait raisonnablement être établi*". Cet argument n'était étayé lui non plus par aucun élément de preuve.

23. Les CE avaient commencé à prendre en considération expressément la dévaluation bien avant ces dates. Dans leur lettre avant la vérification du 7 septembre 1999[10] déjà, les CE avaient demandé à Tupy de préparer un tableau indiquant le taux de change officiel par rapport au real de plusieurs monnaies utilisées par Tupy. Cette pratique n'est pas normalement celle des CE, mais elles ont procédé ainsi en l'espèce parce que les préparatifs avant la vérification avaient montré que Tupy utilisait des taux de change extrêmement variables. Durant la vérification sur place, il a été demandé à Tupy d'expliquer en détail comment ses devises étrangères étaient converties en reais.

24. Le moment où les CE ont pris en considération la dévaluation n'est pertinent que pour déterminer si cette prise en considération était conforme aux prescriptions de l'Accord. En l'espèce, les faits relatifs à la dévaluation ont été correctement établis et examinés. Il a été fait référence à la dévaluation dans la correspondance avec Tupy à un stade ultérieur de l'enquête en réponse aux observations formulées à ce moment-là par Tupy.

Article 11.1 et 11.2 de l'Accord antidumping

Question n° 26

Les Communautés européennes considèrent-elles que la comparaison des prix à la fin de la période couverte par l'enquête faisait apparaître des différences nulles, ou décroissantes, entre le prix à l'exportation et la valeur normale à la fin de la période? Veuillez expliquer en quoi ce point est pertinent pour établir la marge de dumping durant la période couverte par l'enquête dans son ensemble. Veuillez préciser le fondement juridique de votre réponse, en vous référant à tous les éléments pertinents.

25. Comme les CE ont des données sur les ventes à l'exportation individuelles de Tupy durant la période couverte par l'enquête, elles peuvent dire que, exprimés en reais, les *prix à l'exportation* ont baissé après la dévaluation. Toutefois, il n'est pas possible de déterminer des *valeurs normales* pour certaines parties de la période couverte par l'enquête parce que la méthode des CE repose sur une prise en considération de l'ensemble de cette période. Pour calculer les valeurs normales pour certaines parties de la période couverte par l'enquête, il faudrait traiter à nouveau les données de base. En outre, un nouveau calcul de cette nature serait incompatible avec la justification fondamentale du calcul de la marge de dumping par les CE, qui reflète elle-même les obligations énoncées à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. À cet égard, les CE souscrivent au point de vue du Groupe spécial *États-Unis*

[6] Annexe I, page 14, "g. conversions de monnaies" et même document, annexe II, page 6, premier paragraphe, pièce n° 16 du Brésil.
[7] Pièce n° 13 du Brésil, page 37, paragraphe 16.
[8] Pièce n° 14 du Brésil, point 8.
[9] Pièce n° 15 du Brésil.
[10] Pièce n° 8 du Brésil, page 3.

– *Acier inoxydable*[11] suivant lequel la période normale de comparaison est l'ensemble de la période couverte par l'enquête.

26. Il convient également de rappeler que les prix de Tupy à la fin de la période couverte par l'enquête, immédiatement après la dévaluation, ne sont pas un indicateur fiable de ses prix à moyen terme.

Question n° 33

Quel est le sens du membre de phrase "dans les cas où cela sera justifié" à l'article 11.2 de l'Accord antidumping? Veuillez indiquer le fondement juridique de votre réponse. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, qu'il soit "justifié" d'engager un réexamen, existe-t-il une obligation juridique d'engager un réexamen de sa propre initiative?

27. La formule "dans les cas où cela sera justifié" dans la première phrase de l'article 11.2 apporte une restriction à la déclaration suivant laquelle les "autorités réexamineront ... de leur propre initiative". Elle énonce ainsi la condition à l'origine de cette obligation, mais la condition ne contient pas de critère explicite. Pour définir tout critère implicite, il convient de considérer le contexte. Celui-ci est fourni en partie par la déclaration de l'article 11.1 suivant laquelle "les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Toutefois, l'Accord prévoit des circonstances expresses dans lesquelles des réexamens doivent être entrepris (sur demande, ou par le biais d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures) qui assurent généralement le respect de ce principe. L'engagement d'un réexamen de sa propre initiative reste par conséquent un cas de figure résiduel, qui est approprié dans des circonstances inusuelles ou extrêmes. En de telles circonstances l'existence d'une obligation juridique d'engager un réexamen de sa propre initiative ne peut pas être entièrement exclue.

Question n° 34

Existe-t-il des éléments pertinents qui pourraient guider le Groupe spécial dans son examen des allégations des CE au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping?

28. Les CE supposent que le Groupe spécial fait référence à la déclaration figurant au paragraphe 107 de la première communication des CE suivant laquelle "la présentation par le Brésil des événements après la dévaluation est purement hypothétique, et aucun élément de preuve attestant des changements n'a été présenté, seulement des affirmations". Le Brésil avance ces affirmations dans le cadre du point 3 de sa première communication, et les éléments pertinents y sont mentionnés.

Question n° 35

En quoi consistent, le cas échéant, la pertinence et le rôle par rapport à la présente procédure de la jurisprudence et de la pratique des CE concernant le "changement de circonstances" cité par le Brésil aux pages 38 et suivantes de sa première communication écrite?

29. Les CE traitent ce point, ainsi que les arguments du Brésil, au paragraphe 101 de leur première communication. La pratique des CE concernant les changements postérieurs à la période couverte par l'enquête a été présentée comme suit dans une décision récente: "Les développements postérieurs à la période d'enquête peuvent exceptionnellement être pris en compte pour autant que l'institution d'un droit antidumping basé sur la période d'enquête soit manifestement inappropriée. En effet, ces développements ne peuvent être pris en compte que si leurs effets sont manifestes,

[11] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*, WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001, paragraphes 6.120 et suivants.

incontestés, persistants et non sujets à manipulation ou s'ils ne sont pas dus à une action délibérée des parties intéressées".[12] Il est très rare que les autorités communautaires concluent que ces conditions ont été remplies. (Il convient de noter que, au sens technique, l'expression "changement de circonstances" est employée dans la pratique des CE en rapport non pas avec la situation décrite ici, mais avec les facteurs pris en compte durant un réexamen pour justifier la modification d'une mesure.)

30. Comme les CE l'ont fait observer dans leur première communication, la dévaluation est survenue durant la période couverte par l'enquête et les effets qu'elle a pu avoir sur les prix à l'exportation ont été pris en compte dans le calcul de la marge de dumping. Toutefois, même si la pratique décrite ci-dessus était appliquée aux événements survenus durant la période couverte par l'enquête, les CE ne considéreraient pas que les circonstances de l'enquête en l'espèce satisfaisaient à leurs conditions. En particulier, même à supposer que la marge de dumping eût diminué durant la période immédiatement consécutive à la dévaluation, il n'y aurait pas eu de raison de conclure que ce changement serait persistant.

31. De toute manière, rien dans l'Accord antidumping n'oblige les CE à modifier leurs procédures de la manière décrite ici.

Points 4 et 5: "Valeur normale inadéquate" – "types de produits inappropriés"; "codes de produits inappropriés"

Question n° 36

Les Communautés européennes pourraient-elles décrire de manière détaillée les mesures précises qu'elles ont appliquées pour calculer la valeur normale, y compris la valeur normale construite, dans la présente enquête, en citant les parties pertinentes du dossier de l'enquête? Dans leur réponse, les Communautés européennes pourraient-elles préciser en quoi consiste le critère du "caractère représentatif" mentionné au paragraphe 27 du règlement provisoire? Correspond-il au critère prévu dans l'article 2.2 et dans la note de bas de page 2 de l'Accord antidumping? Dans la négative, où se trouve la justification dans l'Accord antidumping?

I. Définition du produit considéré et du produit similaire

32. Le "produit considéré" a été défini comme les accessoires de tuyauterie en fonte malléable filetés. Les types de produits exportés par Tupy qui relèvent de cette catégorie étaient les types de produits dont les codes internes commençaient par 12 ou 18.[13]

33. Le "produit similaire" a été défini comme les accessoires de tuyauterie en fonte malléable filetés. Les types de produits vendus par Tupy au Brésil qui relèvent de cette catégorie étaient ceux dont les codes internes commençaient par 12, 68 et 69.[14]

II. Détermination du point de savoir si les prix de vente réels pouvaient être utilisés pour calculer la valeur normale

34. Les prix de vente réels ont été utilisés pour autant que les critères du "caractère représentatif" et des ventes "au cours d'opérations commerciales normales" soient satisfaits. Ces critères ont été appliqués aux données de chaque société exportatrice/productrice.

[12] Câbles en fonte ou en acier originaires de la République tchèque, de Russie, de Thaïlande et de Turquie, *Journal officiel des CE* n° L 211, 4.8.2001, page 1, considérant 32.
[13] Règlement provisoire: considérants 9 à 12.
[14] Règlement provisoire: considérants 13 à 19.

A) Critère du caractère représentatif

35. Ce critère correspond au critère prévu dans l'article 2.2 et dans la note de bas de page 2 de l'Accord antidumping.

36. Premièrement, les CE ont déterminé si le volume total des ventes du produit similaire sur le marché intérieur constituait 5 pour cent ou plus du volume total des ventes à l'exportation vers les CE du produit considéré. Le critère était satisfait en l'espèce: le volume des ventes sur le marché intérieur du produit similaire par Tupy était de 22,8 millions d'unités, comparé aux 22,3 millions d'unités exportées vers les CE[15] (si le critère n'avait pas été satisfait, les prix intérieurs de la société n'auraient pas été utilisés dans le calcul de la valeur normale).

37. Deuxièmement, les CE ont déterminé si, pour chaque type de produit exporté, la quantité vendue sur le marché intérieur constituait 5 pour cent ou plus du type identique exporté vers les CE.[16] Les résultats de ces calculs ont été notifiés à la société.[17] Pour les types de produits qui ne satisfaisaient pas à ce critère, la valeur normale a été construite (voir plus bas).

B) Ventes au cours d'opérations commerciales normales

38. Les CE ont d'abord examiné si, considéré dans son ensemble, le produit était vendu "au cours d'opérations commerciales normales". Puis, pour chaque type de produit vendu sur le marché intérieur, elles ont vérifié s'il pouvait être considéré que les ventes avaient lieu au cours d'opérations commerciales normales, en établissant la proportion des ventes réalisées avec un bénéfice aux clients indépendants du type en question. Si 80 pour cent ou plus des ventes étaient bénéficiaires, la valeur normale était fondée sur l'ensemble des ventes de ce type de produit, si moins de 80 pour cent des ventes mais 10 pour cent ou plus étaient bénéficiaires, la valeur normale était fondée sur les ventes réalisées avec un bénéfice exclusivement. Si moins de 10 pour cent des ventes du type de produit étaient bénéficiaires, la valeur normale était construite. Le critère du bénéfice a été appliqué transaction par transaction, et le résultat pour chaque transaction[18], et pour chaque type[19], a été notifié à la société, de même que la méthode.[20] Il était aussi fait référence à ce critère dans le règlement provisoire.[21]

III. Calcul de la valeur normale

39. Pour les types de produits qui satisfaisaient à la fois au critère du "caractère représentatif" et au critère des ventes "au cours d'opérations commerciales normales", la valeur normale a été fondée sur les prix de vente sur le marché intérieur. Un prix moyen pondéré a été déterminé pour chaque type de produit.

---

[15] Notification définitive, annexe II, page 8, point 2.1.1, pièce n° 16 du Brésil; notification provisoire, annexe II, page 1, point 1.1, pièce n° 11 du Brésil; et règlement provisoire, considérant 20.

[16] Notification provisoire, annexe II, page 1, point 1.1, pièce n° 11 du Brésil; règlement provisoire, considérants 21 et 22.

[17] Notification provisoire, annexe II, annexe 4 "Valeurs normales utilisées", colonne "Proportion de la quantité exportée vendue sur le marché intérieur", pièce n° 11 du Brésil; notification définitive, annexe II, annexe 4 "Valeurs normales utilisées", colonne "Proportion de la quantité exportée vendue sur le marché intérieur", pièce n° 16 du Brésil.

[18] Règlement provisoire, annexe II, annexe 2 "Ventes sur le marché intérieur transaction par transaction", pièce n° 11 du Brésil, notification définitive, *ibid.*, pièce n° 16 du Brésil.

[19] Notification provisoire, annexe II, annexe 3 "Valeur normale fondée sur les ventes sur le marché intérieur", colonne "Proportion des ventes sur le marché intérieur qui sont réalisées avec un bénéfice", pièce n° 11 du Brésil; notification définitive, *ibid.*, pièce n° 16 du Brésil.

[20] Notification provisoire, annexe II, page 3, quatre derniers paragraphes.

[21] Considérants 23 et 24.

40. Pour les types de produits qui ne satisfaisaient pas à l'un ou l'autre ou à l'un et l'autre des critères précités, les CE ont construit une valeur normale.[22]

41. Les CE ont calculé d'abord les coûts de fabrication des types de produits. Ces coûts ont été majorés d'un montant pour les frais ACG et pour les bénéfices, conformément aux règles énoncées dans l'article 2.2 et dans le texte introductif de l'article 2.2.2 de l'Accord. Les frais ACG ont été fondés sur les ventes ayant lieu au cours d'opérations commerciales normales uniquement, même si dans la mesure où ces frais étaient répartis sur la base du chiffre d'affaires, cet élément n'était pas significatif. Les détails du calcul ont été notifiés à la société[23], et communiqués dans le règlement provisoire.[24] Le montant correspondant aux bénéfices a été tiré des ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales.[25]

42. Les CE ont notifié à la société la valeur normale utilisée pour chaque type de produit, ainsi que la base (prix de vente ou construction) de chacune de ces valeurs.[26]

Question n° 37

Les Communautés européennes ont-elles inclus des données relatives aux ventes ne permettant pas une comparaison valable pour calculer les frais ACG? Dans quelle mesure, le cas échéant, cette considération serait-elle pertinente par rapport à l'article 2.2 et 2.2.2 de l'Accord antidumping?

43. Comme indiqué dans la réponse à la question n° 36, les CE ont calculé les frais ACG sur la base des ventes ayant lieu au cours d'opérations commerciales normales uniquement. Le Groupe spécial fait référence aux "ventes ne permettant pas une comparaison correcte", soit une catégorie plus large que celle des ventes "n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales" (mentionnée à l'article 2.2) parce qu'elle inclut, par exemple, les ventes "non représentatives" (c'est-à-dire de faible volume). Cette dernière catégorie a été incluse dans les données à partir desquelles les CE ont calculé les frais ACG conformément à ce qui est exigé par l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping.

44. Comme les frais ACG ont été répartis entre les différents types de produits sur la base du chiffre d'affaires[27], l'exclusion de certaines catégories de produits ou de certains types du calcul de ces dépenses n'avait pas réellement de conséquences en l'espèce.

Question n° 38

Y a-t-il eu des ventes à des parties liées? Dans l'affirmative, comment ont-elles été traitées dans le cadre de l'application de la méthode prévue dans le texte introductif de l'article 2.2.2?

45. Il n'y a pas eu de ventes sur le marché intérieur à des parties liées. Les seules ventes faites par Tupy à des parties liées ont été des ventes à l'exportation par l'intermédiaire de Tupy Europe. Ces

[22] Comme Tupy était l'unique exportateur brésilien, il n'était pas possible d'utiliser les données d'autres exportateurs.

[23] Notification provisoire, annexe II, page 4, point 1.2, deuxième paragraphe, pièce n° 11 du Brésil.

[24] Considérant 27.

[25] Notification provisoire, annexe II, page 4, point 1.2, troisième paragraphe, pièce n° 11 du Brésil; règlement provisoire, considérant 27.

[26] Notifications provisoire et définitive, annexe II, annexe 4 – dernière colonne: le chiffre est tiré de celui qui figure dans la colonne "Valeur normale sur le marché intérieur ajustée" ou dans la colonne "Valeur normale construite ajustée par unité".

[27] Règlement provisoire, considérant 37; notification provisoire, annexe II, page 3, deuxième paragraphe, pièce n° 11 du Brésil.

ventes n'avaient aucune incidence sur l'application de la méthode prévue dans le texte introductif de l'article 2.2.2.

Question n° 39

Le Groupe spécial comprend-il correctement que les Communautés européennes ont construit la valeur normale des produits portant le code de produit interne de Tupy "18" en utilisant la méthode décrite dans le texte introductif de l'article 2.2.2 (c'est-à-dire les données réelles concernant les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, pour les frais ACG et pour les bénéfices, des types dont les codes de produits internes commençaient par 12, 68 et 69)? Dans l'affirmative, comment cela est-il conciliable avec la déclaration suivante des Communautés européennes: "la valeur normale a été construite sur la base [du] coût de fabrication [des types exportés], si bien que, dans ces cas également, il ne pouvait y avoir de différences physiques et donc d'ajustement justifié". (règlement définitif, paragraphe 43)

46. Les CE ont effectivement construit les valeurs normales pour les produits dont le code commençait par 18 en utilisant la méthode décrite dans le texte introductif de l'article 2.2.2. Bien entendu, cette disposition ne fournit qu'une indication partielle puisqu'elle concerne exclusivement deux éléments de la construction des valeurs normales: les frais ACG et les bénéfices. L'autre élément essentiel, le "coût de fabrication" (ou "coût de production" suivant l'article 2.2) est calculé sur la base des coûts réels des types de produits exportés.

47. Les CE ont déterminé la valeur normale pour 1 375 types de produits exportés au total. Pour 566 types (tous les types du code 12), la valeur normale a été établie sur la base des ventes sur le marché intérieur. Pour les 809 autres types, la valeur normale a été construite. Ces 809 types peuvent être répartis en deux catégories: les types de produits du code 12 (526 types) et les types de produits du code 18 (283 types). Pour chacune des valeurs normales construites, les CE ont pris le coût de fabrication du type exporté, et l'ont majoré des frais ACG et des bénéfices en utilisant les données réelles concernant les ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales. Le considérant 43 fait référence aux demandes réitérées et qui varient fortement d'ajustement au titre des différences physiques que Tupy a présentées durant la procédure. Il doit être lu conjointement avec les considérants 30 et 31 du même règlement. Ensemble, ces considérants couvrent et justifient le rejet des demandes peu spécifiques d'ajustements des valeurs normales construites présentées par le Brésil. Ces demandes étaient les suivantes:

48. Tupy avait demandé durant l'enquête un ajustement de la valeur normale au titre des différences physiques. Cette demande figurait dans la réponse au questionnaire[28]: "*Cela fait référence au point f du tableau "DMALLUR" où il est mentionné NPT et BSP, NPT étant vendu sur le marché intérieur et sur d'autres marchés internationaux, mais pas dans les pays des CE. Comme il y a des différences techniques importantes entre les produits NPT et BSP et compte tenu du fait que le code standard des CE pour le produit visé ne les différencie aucunement nous ne pouvions pas exclure NPT et nous avons dû ajuster le* ***prix intérieur*** (pas de caractère gras dans l'original) *en fonction de ces différences dans les caractéristiques physiques.*"

49. Au stade des mesures provisoires, la Commission des CE a décidé d'utiliser les codes de produits internes de Tupy plutôt que les numéros de codes de produits proposés dans le questionnaire, de sorte que les valeurs normales établies sur la base des ventes sur le marché intérieur ont été fondées uniquement sur les types de produits du code 12 afin de pouvoir faire une comparaison avec les prix à l'exportation des types de produits du code 12 exportés identiques. En conséquence, aucun ajustement au titre des différences physiques de ces valeurs normales sur le marché intérieur n'était justifié puisque les types comparés tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation étaient totalement identiques.

[28] Pièce n° 4 du Brésil, section G-2.1.

50. Tupy a fait valoir dans ses observations concernant la notification provisoire[29] que "Si la Commission a construit la valeur normale sur la base des ventes réalisées avec un bénéfice des types de produits dont les codes commençaient par "68", "69" ou "79", elle doit accorder à Tupy un ajustement pour tenir compte des différences dans leurs caractéristiques physiques. Sinon, alors elle n'aura pas reconnu, comme elle le devait, que ces produits attirent des prix et des bénéfices supérieurs et qu'ils ne sont même pas vendus sur le marché communautaire ..." Il convient de noter que cette demande est déjà fondamentalement différente de celle présentée à l'origine, puisque l'ajustement maintenant demandé était un ajustement de la **marge bénéficiaire** utilisée pour construire la valeur normale. Tupy a également fait valoir[30] que "Si la Commission choisit d'analyser les types de produits en utilisant la codification interne de Tupy, cela ne constitue pas une raison de refuser un ajustement au titre des différences physiques valablement demandé puisque la différence physique en l'espèce gonfle la marge bénéficiaire construite, accroissant ainsi injustement la valeur normale. Il est donc considéré que la Commission doit faire accorder l'ajustement qui est demandé. ..."

51. Les CE ont réfuté ces arguments dans la lettre de notification définitive[31]:

> "Tupy considère également qu'il est inapproprié d'inclure dans le calcul de la marge bénéficiaire les ventes sur le marché intérieur de types de produits qui ne sont pas du tout vendus à l'exportation vers les CE. Encore une fois, l'article 2, paragraphe 6, du règlement de base fait référence aux "ventes du produit similaire" et ne pose aucune condition quant à savoir si les types de produits similaires sont exportés vers les CE ou non. Tupy fait aussi valoir que les ventes de produits avec un filetage différent (à filetage NPT) devraient être exclues. Comme ces produits sont des produits similaires aux produits exportés, il n'y a pas de raison de les exclure. Elle fait encore valoir que si ces produits ne sont pas exclus, il conviendrait d'ajuster la marge bénéficiaire au titre de la différence physique, conformément à la demande d'ajustement au titre des différences physiques présentée par Tupy. Des ajustements au titre des différences physiques sont prévus à l'article 2, paragraphe 10, alinéa a) du règlement de base et ils ont pour objet de permettre une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Il n'est pas prévu d'ajustements au moment du calcul de la marge bénéficiaire pour construire les valeurs normales. Il est clair que comme il est allégué que les coûts de fabrication et aussi les prix de vente des produits à filetage NPT similaires sont supérieurs aux coûts et aux prix de vente des produits à filetage BSP similaires, tout ajustement hypothétique devrait porter à la fois sur le coût de production et sur les prix de vente et il n'aurait pas en tant que tel d'incidence sur la marge bénéficiaire."

Question n° 37

Veuillez commenter l'allégation du Brésil concernant la discordance entre votre déclaration dans la notification précédant le règlement provisoire:

"- Sur le marché intérieur, des produits dont les codes commençaient par 12, 68, 69 et 79 étaient vendus. Les produits dont les codes commençaient par 68 et 69 avaient un filetage différent (NPT au lieu de BSP), tandis que 79 produits n'étaient pas filetés. Les produits du code 68 étaient également conçus pour une pression plus élevée que les autres produits. Les coûts de fabrication de ces produits semblaient être différents, et la plupart de ces produits avaient aussi des valeurs marchandes qui étaient très différentes.

[29] Pièce n° 13 du Brésil, page 39, points 21 à 24.
[30] *Ibid.*, page 24, point 24.
[31] Notification provisoire, annexe II, page 4, dernier paragraphe, pièce n° 16 du Brésil.

- Sur le marché communautaire, Tupy vendait des produits dont le code commençait par 12 (de marque propre) et des produits dont le code commençait par 18 (de la marque Nefit). Là encore, ces produits semblaient avoir parfois des coûts de fabrication très différents." (notes de bas de page omises, pas de caractère gras dans l'original)

et la position prise dans l'enquête de ne pas accorder les ajustements envisagés par l'article 2.4.

A. Description des catégories de produits et des différences dans les coûts de fabrication et la valeur marchande

52. Tupy a indiqué dans sa réponse au questionnaire qu'elle vendait sur le marché intérieur quatre catégories différentes (selon la classification interne des produits de Tupy) d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable: les types de produits dont les codes commençaient par 12, 68, 69 et 79. Toutes ces catégories semblaient correspondre à la définition du produit donnée dans l'avis d'ouverture: *"accessoires de tuyauterie en fonte malléable*".

53. Toutefois, au stade des mesures provisoires, les autorités communautaires ont décidé d'exclure les accessoires de tuyauterie non filetés. Les raisons de cette exclusion étaient exposées dans le règlement provisoire.[32] Elles n'ont pas été contestées par Tupy durant l'enquête.

54. En conséquence, les types de produits dont le code de produit interne commençait par 79 ont été exclus du champ de l'enquête parce qu'ils n'étaient pas filetés. Les types de cette catégorie étaient tous vendus à un seul et unique client, Meikon, en tant que ventes "OEM". En fait, ces types de produits n'étaient pas des accessoires de tuyauterie, mais étaient présentés en tant que tels par Tupy parce qu'ils étaient produits sur la même chaîne de production et parce qu'ils relèvent du même code NC que les accessoires de tuyauterie. Ces produits n'étaient pas utilisés comme accessoires de tuyauterie, mais comme équipement pour fabriquer des fils enrobés de plastique. Ces produits étaient en outre réexportés par Meikon vers les marchés sud-américains. Il était à noter que les CE ont omis d'exclure cette catégorie des calculs au stade des mesures provisoires, mais qu'elles ont corrigé cela au stade des mesures définitives.[33]

55. Dans chaque catégorie restante (12, 68 et 69), de nombreux types étaient vendus sur le marché intérieur. Les différences entre les types de chaque catégorie portent essentiellement sur leur forme, leur dimension, leur poids et leur fini en surface, d'où différents coûts et valeurs marchandes. Malgré ces différences, tous ces types présentent les mêmes caractéristiques physiques et techniques de base et les mêmes utilisations, et ils étaient donc considérés comme un seul et même produit.[34]

56. Il convient de noter qu'il y avait aussi des différences générales entre les trois catégories restantes, à savoir essentiellement:

- Code 12: filetage BSP ou cylindrique (parallèle), résistance à la pression de 290 à 360 psi.
- Code 68: filetage NPT ou conique, résistance à la pression de 230 à 2 000 psi.
- Code 69: filetage NPT ou conique, résistance à la pression de 75 à 300 psi.

57. Ces différences de filetage et de résistance à la pression conduisaient également à des différences dans le poids, le coût de fabrication et la valeur marchande (prix de vente) pour des types

[32] Considérants 10 et 11.
[33] Notification définitive, annexe II, page 8, point 2.1.1, pièce n° 16 du Brésil.
[34] Règlement provisoire, considérant 12.

d'accessoires de tuyauterie dont toutes les autres caractéristiques physiques (forme, dimension, fini en surface, etc.) étaient identiques.

58. Deux catégories différentes étaient exportées vers les CE (code 12 et 18). Bien que Tupy ait fait valoir que ces types étaient identiques, hormis leur marque, il a été établi que les types relevant de ces deux catégories avaient des coûts de fabrication différents. Outre l'utilisation d'un moule différent, cela était dû à des différences dans le poids et à des différences au niveau des essais.

59. Les paragraphes de la notification provisoire cités dans la question font référence à la méthode de comparaison utilisée par la Commission des CE, à savoir utiliser les codes de produits internes de Tupy plutôt que les codes de contrôle de produit tels que définis par les CE dans le questionnaire. Un exemple concret démontrera pourquoi il était nécessaire d'utiliser les codes de produit internes de Tupy:

Code de contrôle de produit des CE	Code de produit interne de Tupy	Désignation du produit	Coût de fabrication durant la période couverte par l'enquête par unité	Prix de vente intérieur moyen durant la période couverte par l'enquête
A400DD00BB	121100431	Coude M/F, ½ pouce, filetage BSP, noir, marque Tupy, pression 150 lb	0,192	0,5488
A400DD00BB	681100441	Coude M/F, ½ pouce, filetage NPT, noir, marque Tupy, pression 300 lb	0,921	1,3070
A400DD00BB	691100441	Coude M/F, ½ pouce, filetage NPT, noir, marque Tupy, pression 150 lb	0,219	0,7291
A400DD00BB	181100431	Coude M/F, ½ pouce, filetage BSP, noir, marque NEFIT, pression 150 lb	0,182	Non vendu au Brésil, exporté seulement

60. Cet exemple montre que les accessoires de filetage différent ou de marque différente, même s'ils sont pour le reste quasi identiques, ont une valeur marchande très différente et qu'il serait déraisonnable de combiner les ventes sur le marché intérieur des types 12, 68 et 69 pour déterminer une valeur normale combinée pour les types 12 et 18, dont le coût et la valeur marchande varient à leur tour fortement.

B. Décision de ne pas accorder les ajustements envisagés à l'article 2.4

61. Pour les types de produits du code 12 exportés vers les CE pour lesquels des types identiques étaient vendus sur le marché intérieur, les prix intérieurs de ces types uniquement ont été utilisés pour déterminer la valeur normale (si les ventes avaient lieu en quantités suffisantes et au cours d'opérations commerciales normales).

62. Pour les types de produits du code 12 pour lesquels aucun type identique n'était vendu sur le marché intérieur et pour les types de produits du code 18 (qui étaient exportés uniquement vers la Communauté), la valeur normale a été construite (comme expliqué dans la réponse à la question n° 36).

63. La comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation de types identiques prive par définition de fondement une allégation au titre de l'article 2.4 en rapport avec les caractéristiques physiques. Une demande d'ajustement au titre des caractéristiques physiques du montant correspondant aux bénéfices utilisé pour construire la valeur normale est contraire à la logique

implicite de l'article 2.2.2, qui exige que le montant correspondant aux bénéfices soit fondé sur des données concernant une gamme de produits. Il n'existe pas de base logique justifiant qu'un ajustement soit accordé pour prendre en compte différents montants correspondant aux bénéfices pour les différents types de produits.

64. L'article 2.4 fait obligation aux autorités de tenir dûment compte des différences entre la valeur normale et le prix à l'exportation. L'ajustement demandé par le Brésil n'est fondé sur aucune différence de cet ordre. En réalité, la demande du Brésil équivaut à demander un ajustement au titre de la différence alléguée entre la marge bénéficiaire incluse dans la valeur normale construite conformément à l'article 2.2.2. et la marge bénéficiaire théorique que le type exporté aurait obtenue s'il avait été vendu au Brésil au cours d'opérations commerciales normales et en quantité suffisante. Toutefois, l'article 2.4 ne prend pas en considération ce type de différence. En outre, la marge bénéficiaire que les types exportés auraient obtenue au Brésil est inconnue, ce qui est précisément pourquoi il devient nécessaire de calculer un montant "raisonnable" correspondant aux bénéfices, conformément à l'article 2.2.2.

Question n° 41

Veuillez commenter les déclarations faites par le Brésil à la page 60 de sa première communication écrite :

> **"En conséquence, l'expression "dans le présent accord" à l'article 2.6, quand elle est lue conjointement avec le libellé de l'article 2.2.2, oblige les autorités chargées de l'enquête à utiliser les montants réels pour les frais ACG et pour les bénéfices concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, des produits qui sont identiques, c'est-à-dire semblables à tous égards, au produit considéré. C'est seulement en l'absence de tels produits identiques que peuvent être utilisés les montants réels pour les frais ACG et pour les bénéfices concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, des produits qui, bien qu'ils ne lui soient pas semblables à tous égards, présentent des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré. Toutefois, dans ce dernier cas l'autorité chargée de l'enquête est tenue de prendre dûment en considération, en fonction des circonstances propres à chaque cas, les différences dans les caractéristiques physiques affectant la comparabilité des prix ..."**

65. La thèse du Brésil repose sur une conception erronée de la notion de produit similaire. Le principe de base pour appliquer cette notion n'est pas le choix particulier de produits pour lesquels une relation avec d'autres produits est recherchée. Il s'agit plutôt du "produit considéré" tel que celui-ci est défini aux fins de l'enquête (normalement dans l'avis d'ouverture). Quand l'Accord entend faire référence au type de relation suggéré par le Brésil, il utilise la notion de produits comparables, et autorise des ajustements lorsqu'il existe des différences. Le texte introductif de l'article 2.2.2 prévoit expressément l'utilisation des données concernant la production et les ventes du produit *similaire*, et non d'un produit comparable.

66. Le type d'interprétation proposé par le Brésil conduirait à des résultats arbitraires, voire chaotiques, qui ne sont manifestement pas l'intention de l'Accord. Les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices utilisés pour construire les prix dépendraient de la distribution particulière des similarités et des différences dans la gamme de produits de l'exportateur. Par ailleurs, la méthode effectivement prévue par l'Accord aboutit à des données moyennes, ce qui assure une solution beaucoup plus équitable. En outre, prise littéralement, la méthode du Brésil conduirait à l'utilisation des données concernant uniquement les ventes du type même de produit dont le prix de vente avait été rejeté, par exemple parce que les ventes n'avaient pas lieu au cours d'opérations commerciales normales, de sorte que le prix construit serait le même que le prix de vente (rejeté). C'était pour éviter

un résultat aussi contradictoire que le texte introductif de l'article 2.2.2 prévoyait spécifiquement l'utilisation des données concernant la production et les ventes du "produit similaire".

67. En outre, les observations du Brésil semblent en contradiction avec le point de vue qu'il a lui-même exprimé sur la même page, à savoir "l'Accord antidumping ne permet pas de définir des produits similaires séparés pour les différents types de produits, cela étant étayé par l'emploi du mot "du" dans l'article 2.6. Quel qu'il soit, le produit similaire défini sera utilisé pour construire toutes les valeurs normales pertinentes".

Question n° 47

Quelle est la relation entre l'article 2.2 et le texte introductif de l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping?

68. Le texte introductif de l'article 2.2.2 énonce la règle fondamentale pour déterminer les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfices aux fins de l'article 2.2. Dès lors que ces montants ont été déterminés conformément au texte introductif de l'article 2.2.2, ils doivent être considérés comme conformes aussi à l'article 2.2.[35]

Question n° 48

L'expression "comparaison valable" à l'article 2.2 de l'Accord antidumping a-t-elle le même sens que l'expression "comparaison équitable" à l'article 2.4 de l'Accord antidumping? Veuillez indiquer le fondement juridique et la justification de votre réponse, en vous référant à toutes les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping (et autres, si nécessaire).

69. Non. Les circonstances mentionnées à l'article 2.2 ("la situation particulière du marché ou [le] faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur") laissent penser que les prix intérieurs ne sont pas censés permettre une "comparaison valable" dès lors qu'ils ne sont pas fiables. En revanche, l'article 2.4 entre en jeu quand une valeur normale fiable a déjà été établie – qu'elle soit fondée sur les prix intérieurs ou construite –, mais qu'il existe des différences entre cette valeur normale et le prix à l'exportation dont il est nécessaire de tenir compte pour faire en sorte que la comparaison soit équitable.

Question n° 49

Quelle est la nature de la référence dans l'article 2.2 de l'Accord antidumping aux "ventes [qui] ne permettent pas une comparaison valable"? S'agit-il simplement d'un critère pour aider à décider s'il convient ou non de passer à la valeur normale construite, ou s'agit-il également d'une considération dont il faut tenir compte pour construire la valeur normale? Sur quoi votre réponse est-elle fondée par rapport aux règles coutumières d'interprétation du droit international public?

70. La référence dans l'article 2.2 aux "ventes qui ne permettent pas une comparaison valable" est un critère pour aider à décider s'il convient ou non de construire la valeur normale, et non une règle pour construire la valeur normale. Les règles pour construire la valeur normale sont énoncées ailleurs dans l'Accord, à savoir dans la dernière phrase de l'article 2.2 et dans l'article 2.2.2, en relation avec le

[35] Voir le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/R, où le Groupe spécial a conclu que "l'article 2.2.2 i) de l'Accord antidumping, lorsqu'il est appliqué correctement, permet nécessairement d'obtenir des montants raisonnables pour les bénéfices" et que l'article 2.2 n'impose pas de "critère distinct relatif au caractère raisonnable" (paragraphe 7.128). Le Groupe spécial a donné à entendre que cela valait aussi pour le texte introductif de l'article 2.2.2 (*ibid*., paragraphe 7.125).

montant pour les frais ACG et pour les bénéfices. Si les rédacteurs avaient voulu exclure les ventes qui "ne permettent pas une comparaison valable" du texte introductif de l'article 2.2.2, ils l'auraient indiqué expressément, comme ils l'ont fait pour la catégorie des ventes "n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales", qui est également mentionnée à l'article 2.2.

Question n° 50

L'exclusion des ventes d'un volume si faible qu'elles ne permettent pas une comparaison valable au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping est-elle en contradiction avec l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping dans la mesure où une catégorie qui aurait dû normalement être incluse dans le calcul en est exclue?

71. L'article 2.2.2 ne prévoit pas l'exclusion des ventes de faible volume des données employées pour construire une valeur normale. L'approche retenue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Linge de lit* concernant l'article 2.2.2 ii)[36] donne à entendre que les groupes spéciaux devraient hésiter à renoncer à l'interprétation littérale d'une disposition en raison des conséquences perverses qui pourraient sembler en résulter.

Question n° 51

La définition du "produit similaire" s'applique-t-elle aux types qui relèvent du champ du produit similaire? Veuillez indiquer sur quoi repose votre raisonnement.

72. Les CE ne comprennent pas bien le sens de cette question.

Question n° 52

Comment les parties réagissent-elles à la déclaration des États-Unis dans leur communication écrite en tant que tierce partie suivant laquelle un calcul incorrect de la valeur normale construite ne peut pas constituer une infraction à l'article 2.4 de l'Accord antidumping, et une infraction putative à l'article 2.4 de l'Accord antidumping ne peut pas être invoquée pour étayer une allégation au titre de l'article 2.2 et 2.2.2 de l'Accord antidumping?

73. L'article 2.4 et l'article 2.2 et 2.2.2 sont des éléments distincts d'une structure complexe. En principe, les allégations d'infraction à l'une des dispositions n'emportent pas automatiquement des infractions à l'autre. Par ailleurs, les CE ne soutiennent pas que la méthode de construction d'une valeur normale ne peut jamais avoir d'influence sur la méthode de comparaison des prix. Ce qu'elles rejettent est l'argument du Brésil suivant lequel il faudrait opérer un ajustement compte tenu du mode de calcul du niveau des bénéfices.

74. Les CE ne voient pas clairement ce que les États-Unis entendent par l'expression "étayer une allégation". Les États-Unis eux-mêmes se réfèrent à l'utilisation du "contexte" pour interpréter les dispositions de l'Accord. L'article 2.4 fait partie à l'évidence du contexte de l'article 2.2 et 2.2.2, et il doit donc en principe être pris en considération pour en interpréter les dispositions. Le point de savoir s'il contribuait effectivement à cette interprétation dépendrait de l'aspect particulier des dispositions examinées.

[36] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*") WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphe 80.

Question n° 53

Veuillez commenter la déclaration des Communautés européennes au paragraphe 127 de leur première communication écrite suivant laquelle "... les frais ACG et les bénéfices étaient fondés sur les 1 260 types du produit similaire vendus sur le marché intérieur".

75. Les CE ont pris en considération les ventes sur le marché intérieur de tous les types du produit similaire vendus sur le marché intérieur pour déterminer les montants pour les frais ACG et pour les bénéfices aux fins de la construction de la valeur normale. En examinant les données, les CE ont découvert que le nombre total de types du produit similaire vendus sur le marché intérieur était de 1 261 et non de 1 260 (le chiffre fourni dans la première communication des CE).

76. Alors que tous les types du produit similaire vendus sur le marché intérieur ont été pris en considération, les frais ACG et les bénéfices étaient fondés uniquement sur les types vendus sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales. Sur les 1 261 types vendus sur le marché intérieur brésilien, 68 types n'ont pas été vendus au cours d'opérations commerciales normales. Les frais ACG et les bénéfices étaient donc fondés sur les 1 193 types vendus sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales. Cela ressort clairement de la notification définitive.[37] Ces données ont également été communiquées sur un CD-ROM à Tupy durant la procédure.

77. L'approche suivie par les CE est pleinement conforme à l'article 2.2.2 qui dit que "les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête".

Points 6 et 10: "Pas de prise en compte adéquate de la neutralisation des taxes"; "pas de base adéquate pour évaluer les taxes indirectes PIS/COFINS"

Question n° 54

Les Communautés européennes considèrent-elles que les taux de l'IPI Premium Credit applicables aux produits exportés ont été établis par la résolution n° 2, du 17 janvier 1979, de la Commission des incitations à l'exportation ("résolution n° 2") relevant du Ministère des finances et que la résolution n° 2 établissait un crédit d'impôt dit "IPI Premium Credit" de 20 pour cent pour les accessoires de tuyauterie auxquels s'applique la définition du produit similaire dans la présente enquête? (première communication écrite du Brésil, page 78) Cette législation figurait-elle dans le dossier de l'enquête antidumping correspondante?

78. Le seul document juridique auquel Tupy ait fait référence durant l'enquête en ce qui concerne l'IPI Premium Credit était le Décret-loi n° 491 du Brésil, daté du 5 mars 1969. Une traduction de quatre pages de ce décret était incluse dans la réponse de Tupy au questionnaire. Bien que cette question ait été examinée longuement durant la vérification sur place et que des éléments de preuve additionnels aient été demandés par les enquêteurs des CE, aucun élément de preuve de cette nature sous la forme de quelconque législation n'a été présenté. Il n'a pas été présenté non plus d'éléments de preuve additionnels de cette nature durant la suite de l'enquête.

79. La législation à laquelle il est fait référence dans la question ne figurait donc pas dans le dossier de l'enquête. Plus précisément, au sens de l'article 17.5 ii), il ne s'agissait pas d'un "fait communiqué conformément aux procédures internes appropriées aux autorités" et il ne s'agit donc pas

[37] Annexe II "Constatations par entreprise concernant le dumping", annexe 3 "Valeur normale sur la base des ventes sur le marché intérieur", pièce n° 16 du Brésil.

d'une question devant être considérée par le Groupe spécial. Conformément à l'article 2.4 (le contexte pertinent en l'occurrence) il incombe à Tupy de présenter les éléments de preuve étayant les ajustements qu'elle demandait.

80. Les CE ne sont donc pas en mesure de se prononcer sur la relation entre cette législation et les taux de l'IPI Premium Credit.

81. Les CE notent qu'indépendamment du point de savoir si cette législation constitue la base de l'IPI Premium Credit ou non, les arguments présentés dans la communication des CE[38] restent valables.

Question n° 55

En ce qui concerne le dossier de l'enquête, les Communautés européennes peuvent-elles justifier la déclaration faite au paragraphe 153 de leur première communication écrite suivant laquelle la valeur normale calculée était nette de l'IPI Premium Credit et que par conséquent aucun ajustement n'était nécessaire?

82. La question du Groupe spécial révèle une certaine confusion entre ce qu'il est convenu d'appeler l'"IPI Premium Credit" et la taxe IPI.

83. La taxe IPI est une "taxe sur la valeur ajoutée". Elle est recouvrée sur les ventes sur le marché intérieur d'accessoires de tuyauterie par Tupy, mais non sur les exportations d'accessoires de tuyauterie. La taxe IPI est perçue également sur les achats d'intrants effectués par Tupy. Comme l'IPI est une taxe de type TVA, l'IPI payée par Tupy sur ses achats d'intrants peut être déduite de l'IPI recouvrée sur les ventes d'accessoires de tuyauterie. Cela signifie que l'IPI n'impose pas de coût net à Tupy et, par conséquent, ne majore pas le prix des accessoires de tuyauterie vendus au Brésil.

84. Ce qu'il est convenu d'appeler l'"IPI Premium Credit" est un crédit d'impôt correspondant à un certain pourcentage du chiffre d'affaires à l'exportation du bénéficiaire. Ce crédit d'impôt peut être déduit de la taxe IPI due par le bénéficiaire ou, lorsque cela n'est pas possible, d'autres impositions. L'IPI Premium Credit est accordé à titre de "compensation" de certaines taxes intérieures non spécifiées dont il est allégué qu'elles frappent les produits exportés. Ni Tupy ni le Brésil n'ont indiqué quelles étaient ces taxes intérieures. En conséquence, le Groupe spécial ne doit pas supposer que la taxe intérieure prétendument "compensée" par l'IPI Premium Credit est l'IPI.

85. Pour étayer la déclaration selon laquelle les prix intérieurs utilisés par les CE pour calculer la valeur normale n'incluaient pas l'IPI sur les ventes d'accessoires de tuyauterie, les CE présentent les trois documents suivants:

1. Un tableau de données sur CD-ROM qui faisait partie de la notification définitive à Tupy, dossier dmsalur241043 (pièce n° 18 des CE), "ventes sur le marché intérieur transaction par transaction". Il indique le montant net facturé pour les ventes sur le marché intérieur par type de produit pour la facture n° 203886, l'une des factures contrôlées durant la vérification. Les totaux ont été cumulés.

2. Une copie de la facture ("Nota Fiscal Fatura") n° 203886 (pièce n° 25 de la vérification sur place – pièce n° 19 des CE)

3. Une explication demandée par les fonctionnaires chargés de l'affaire et fournie par Tupy concernant les modalités de comptabilisation dans ses registres des factures

[38] Paragraphes 149 et suivants.

> concernant les ventes sur le marché intérieur. (page 13 des notes manuscrites prises sur place – pièce n° 20 des CE)

86. Le premier document montre que le montant net facturé communiqué par Tupy aux CE et pris en compte dans les calculs concernant le dumping était de 31 416,52 reais pour une quantité de 89 202 unités.

87. Le deuxième document, la facture, fait apparaître un montant total facturé de 39 753,77 reais. Ce montant est composé des deux chiffres suivants: "baso de calculo do ICMS" (36 809,05 reais) et "valor total do IPI" (2 944,72 reais). Dans le premier chiffre sont inclus: les coûts de fret à la charge du client (valor do frete 1 653,02 reais) et le montant de la taxe ICMS (4 417,09 reais). Sont également inclus dans le même chiffre, mais sans figurer sur la facture, les montants correspondant aux taxes PIS et COFINS. Il est à noter que la facture fait également apparaître dans la colonne "Quandidade" les mêmes quantités (3050+3000+39960+43192) que celles communiquées par Tupy aux CE.

88. Le troisième document montre les comptes utilisés et les montants inscrits dans les différents comptes pour enregistrer la facture. Il a en fait été demandé au comptable de montrer comment les factures pour les ventes sur le marché intérieur étaient comptabilisées, ce qu'il a indiqué par écrit. Un montant de 35 156,03 reais est comptabilisé au titre des recettes brutes des ventes (crédit du compte "Receita Bruta de Vendas"), un montant de 2 944,72 reais au titre de la taxe IPI à recevoir (crédit du compte "IPI a Recolter") et un montant de 1 653,02 reais au titre des recettes de fret ("Receita de Frete"). La somme de ces trois chiffres, qui correspond au montant total facturé, est comptabilisée en tant que montant à recevoir (39 753,77 reais). Trois écritures additionnelles ont été faites pour les taxes incluses dans les recettes brutes des ventes. Les montants débités ont été dans chaque cas débités sur des comptes (8501, 8601 et 8701) au titre d'une "réduction des ventes". Les chiffres comptabilisés étaient de 4 417,09 reais pour la taxe ICMS, de 239,26 reais pour la taxe PIS et de 1 104,27 reais pour la taxe COFINS.

89. En conclusion, le montant total net comptabilisé est de 35 156,03 reais au titre des recettes brutes des ventes, hors taxe IPI déjà, puis déduction faite encore de ce chiffre brut des ventes de 4 417,09 + 239,26 + 1 104,27 reais au titre d'autres taxes, soit un chiffre d'affaires net de 29 395,41 reais. La valeur facturée nette communiquée aux CE est de 31 416,52 reais, dont 1 653,02 reais pour le fret intérieur (la valeur nette des marchandises est de 29 763,50 reais). Un ajustement de la valeur normale au titre du fret intérieur a été demandé et accordé. Il y avait une légère différence entre le montant net des marchandises tel que présenté par Tupy et le montant net des marchandises communiqué aux CE. Tupy a traité ce point durant l'enquête et l'explication a été acceptée par les fonctionnaires chargés de l'affaire. Toutefois, il n'y a pas de compte rendu détaillé de cette explication.

90. Ainsi, les prix intérieurs des accessoires de tuyauterie sur la base desquels la valeur normale a été calculée étaient non seulement nets de taxe IPI sur ces ventes, mais aussi nets de taxes ICMS, PIS et COFINS.

91. En outre, comme indiqué plus haut, comme l'IPI est une taxe de type TVA, l'IPI payée par Tupy sur ses achats d'intrants peut être déduite de l'IPI recouvrée sur les ventes d'accessoires de tuyauterie sur le marché intérieur. Ainsi, la taxe IPI sur ces intrants ne "frappe" pas les ventes d'accessoires de tuyauterie sur le marché intérieur et aucun ajustement n'est requis. Le même raisonnement vaut pour la taxe ICMS, qui est également une taxe de type TVA.

92. En revanche, les taxes PIS et COFINS sont cumulatives. Cela signifie que les taxes PINS et COFINS sur les intrants sont incluses dans le coût de production des accessoires de tuyauterie vendus au Brésil par Tupy et, qu'en principe, elles ont été reflétées dans les prix intérieurs. Ainsi, dans la mesure où les taxes PIS et COFINS sur les intrants étaient remboursées pour les accessoires de

tuyauterie exportés, il était approprié d'accorder un ajustement de la valeur normale, ce que les autorités communautaires ont fait.

Question n° 56

Comment les Communautés européennes concilient-elles les déclarations des paragraphes 153 à 156 de leur première communication écrite suivant lesquelles la valeur normale calculée était nette de l'IPI Premium Credit et qu'en conséquence aucun ajustement n'était nécessaire, mais que les autorités communautaires chargées de l'enquête ont refusé un ajustement au titre de l'IPI Premium Credit parce que Tupy n'avait pas démontré que ce crédit "compensait" les taxes intérieures "qui frappent le produit similaire lorsqu'il est destiné à être consommé" sur le marché brésilien au sens de l'article VI:4 du GATT de 1994.

93. Une taxe IPI était applicable aux ventes d'accessoires de tuyauterie sur le marché intérieur. Toutefois, comme expliqué dans la réponse à la question précédente, Tupy avait fourni le chiffre de ses ventes sur le marché intérieur déduction faite de cette taxe. Comme expliqué aussi, la taxe IPI sur les intrants utilisés par Tupy peut être déduite de la taxe IPI sur les ventes d'accessoires de tuyauterie de Tupy. En conséquence, dans le contexte de l'article VI:4 du GATT, il n'y avait pas de taxe IPI "qui frappe [...] le produit similaire" ou les matières qui y sont physiquement incorporées "lorsqu'il est destiné à être consommé" sur le marché intérieur brésilien.

Question n° 57

Au nom de quoi les Communautés européennes justifient-elles l'emploi des données se rapportant aux 20 "types les plus exportés" du produit visé pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS?

94. Les CE ont fondé leur calcul sur les données concernant ces types parce qu'ils étaient représentatifs des produits vendus. Les enquêteurs des CE savaient qu'ils pouvaient procéder avec assurance sur cette base parce que le résultat de ce calcul aurait seulement un effet mineur sur le niveau de la marge de dumping.

Question n° 58

Les CE peuvent-elles indiquer au Groupe spécial où dans leur première communication écrite elles décrivent la méthode utilisée pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS? Cette méthode est-elle présentée dans les paragraphes 237 à 239 de leur première communication? La lettre indiquant les insuffisances pertinentes envoyée à Tupy durant l'enquête figure-t-elle dans les pièces n° 6 et 7 du Brésil?

95. La méthode utilisée par les CE pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS est, comme le Groupe spécial le donne à entendre, décrite dans les paragraphes 237 à 239 de leur première communication.

96. La lettre indiquant les insuffisances est la lettre des CE du 9 août 1999 (pièce n° 6 du Brésil). La description par Tupy (dans sa liste des annexes) de la lettre comme "*demandant des renseignements additionnels*" n'est pas entièrement correcte. La lettre dit qu'"*un examen préliminaire des renseignements fournis fait ressortir les insuffisances et les points suivants, qui appellent un éclaircissement*:"

97. La réponse de Tupy à la lettre est la pièce n° 7 du Brésil.

Question n° 66

À quelles considérations pourrait s'en remettre un groupe spécial pour examiner une analyse type par type dans le cadre de l'Accord antidumping et l'utilisation par les CE des 20 "types les plus exportés" pour calculer l'ajustement au titre du crédit PIS/COFINS? Veuillez vous référer aussi à tout autre élément pertinent. Commenter la pertinence du point de vue juridique, le cas échéant, de la note de bas de page 1 de l'Accord SMC par rapport à cette question.

98. Les CE ne comprennent pas cette question.

Question n° 67

En ce qui concerne les points 6 et 10, dans quelle mesure la méthode des CE pour calculer les ajustements est-elle en relation avec le concept d'"échantillon"? S'agit-il davantage d'une question de "répartition"? Veuillez expliquer, en faisant référence à toutes dispositions pertinentes de l'Accord antidumping.

99. La méthode employée par les autorités communautaires ne reflète pas un "échantillon", du moins au sens ordinaire où ce terme est utilisé dans l'article 6.10. Les autorités communautaires n'ont pas limité leur examen de l'existence d'un dumping à un "échantillon" de types ou de transactions. La méthode contestée par le Brésil a été utilisée plutôt pour répartir le montant total du remboursement au titre des taxes PIS/COFINS entre les différents types d'accessoires de tuyauterie dans le but d'ajuster la valeur normale pour chaque type.

100. Comme expliqué dans les paragraphes 231 à 248 de la première communication des CE, durant l'enquête, les autorités communautaires ont établi que Tupy avait reçu un certain montant à titre de remboursement des taxes PIS/COFINS perçues antérieurement sur les intrants incorporés dans les accessoires de tuyauterie exportés. Comme le montant effectif remboursé pour chaque type d'accessoires de tuyauterie n'a pas été communiqué par Tupy, il a fallu concevoir une méthode pour répartir le montant total remboursé entre les différents types d'accessoires de tuyauterie. Une répartition sur la base du chiffre d'affaires à l'exportation (c'est-à-dire en exprimant le montant total remboursé en pourcentage du chiffre d'affaires total à l'exportation, puis en déduisant ce pourcentage de la valeur normale pour chaque type) aurait abouti à un ajustement excessif, parce que le prix unitaire à l'exportation pour chaque type était, en général, très inférieur au prix unitaire sur le marché intérieur pour le même type, tandis que le coût unitaire des intrants incorporés pour lesquels le remboursement était accordé était identique, indépendamment du fait que les accessoires de tuyauterie étaient vendus au Brésil ou exportés. Pour éviter ce résultat, les enquêteurs ont ajusté d'abord le chiffre d'affaires à l'exportation en appliquant un ratio estimatif entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation. Ce ratio était tiré des données pour les 20 types les plus exportés vendus au Brésil. Les CE considèrent que c'était une méthode raisonnable pour répartir le montant remboursé, compte tenu des contraintes pratiques de l'enquête. En réalité, le Brésil n'a pas montré que l'utilisation d'un plus grand nombre de types pour calculer le ratio aurait conduit à un résultat notablement différent, et encore moins à un résultat plus favorable pour Tupy.

Question n° 68

Veuillez commenter la déclaration figurant dans la notification précédant le règlement provisoire (annexe II, pages 7 et 8) suivant laquelle "... seulement 23 541 250 reais ont été comptabilisés, car le crédit ne sera pas utilisé ces prochaines années du fait que la société a encore droit à des crédits d'impôt pour les pertes reportées".

101. Les CE ont énuméré un certain nombre de facteurs qui démontraient, outre le fait que les taxes ne frappaient pas les accessoires de tuyauterie lorsqu'ils sont consommés au Brésil, que l'allégation était également incorrecte.

102. En dehors du fait que l'ajustement demandé était calculé sur la base des prix intérieurs et non sur celle des prix à l'exportation très inférieurs et qu'il n'a pas été systématiquement comptabilisé pour les précédentes années (bien que la législation n'ait pas été modifiée à cet égard durant cette période), il a aussi été confirmé durant la vérification sur place que sur le crédit d'impôt total de 31 812 500,49 reais pour les exportations par Tupy de tous les produits en 1998, seulement 23 541 250,36 reais étaient comptabilisés dans les recettes brutes des ventes en 1998. L'explication donnée a été que, comme Tupy avait encore droit à des crédits d'impôt pour les pertes reportées, le crédit d'impôt ne serait donc pas utilisé ces prochaines années, et qu'en conséquence seule une "valeur d'actualisation" était comptabilisée et non le montant intégral.

103. À l'appui de cette déclaration, une liste détaillée de toutes les exportations ouvrant droit à un crédit d'impôt en 1998 est jointe (liste obtenue sur place, pièce n° 21 des CE). En bas de la liste le "total general" de 31 812 500,49 reais apparaît, ainsi que le montant net "liquido" de 23 541 250,36 reais, et la différence entre les deux de 8 271 250,13 reais, ou "Honorarios A", qui selon les explications de la société était "comptabilisée en tant que réserve pour pertes".

104. Cette conclusion n'a pas été sérieusement contestée par Tupy durant l'enquête.[39] La déclaration figurant dans la première communication du Brésil[40], suivant laquelle "*la différence entre le crédit reçu de 31 812 500 reais et le crédit comptabilisé de 23 541 250 reais doit être comprise essentiellement en tenant compte des retards dans l'inspection des autorités fiscales et aussi des frais inhérents à ces procédures*" n'a jamais été évoquée durant l'enquête, est en contradiction avec l'explication donnée sur place, et n'est pas conforme à la liste communiquée durant la vérification sur place.

Point 7: "Pas d'ajustement adéquat pour frais de publicité et de promotion des ventes"

Question n° 69

Sur quelles pièces justificatives repose la déclaration: "Des commissions similaires ont été versées à des fins similaires à Tupy Europe pour des transactions à l'exportation avec d'autres clients" (dans la notification précédant le règlement définitif)?

105. Les CE présentent des documents, obtenus durant la vérification sur place, qui concernent trois versements de commissions à Tupy Europe (pièce n° 22 des CE).

106. Il est apparu durant la vérification que des commissions ont été versées à Tupy Europe et que ces commissions ont été en partie utilisées par Tupy Europe pour la promotion et la publicité du produit concerné. Lorsqu'elles ont vérifié le versement de ces commissions, les CE ont découvert que chacun des versements se rapportait à plusieurs factures. Les trois versements de commissions de Tupy Brazil à Tupy Europe se rapportent aux factures suivantes (il doit être bien clair que cela ne représente pas tous les versements de commissions de Tupy Brazil à Tupy Europe, mais seulement ceux qui se rapportent à un nombre restreint de factures à l'exportation vérifiées):

[39] Voir la "quatrième communication" de Tupy, citée dans la communication du Brésil à la page 73.
[40] Page 80.

Le versement n° 1 a été effectué en lires italiennes (le montant est illisible, mais devrait représenter selon nos notes 15 pour cent des valeurs facturées) et se rapporte aux factures suivantes				
Facture n°	Nombre de lignes d'exportation	Client	Monnaie de facturation	Valeur totale facturée
10720	Facture antérieure à la période couverte par l'enquête, détails non communiqués			
10798	61	Jannone – Italie	Lit	50 390 535
10964	185	Jannone – Italie	Lit	389 637 313
11026	135	Jannone – Italie	Lit	362 031 915
11028	227	Jannone – Italie	Lit	360 040 035
11113	71l	Jannone – Italie	Lit	103 298 580
Le versement n° 2 a été effectué en pesetas (le montant de 217 528 pesetas, soit 5 pour cent des valeurs facturées, ne correspond pas entièrement) et se rapporte aux factures suivantes				
12025	150	Thisa – Espagne	Ptas	2 494 399
12026	153	Thisa – Espagne	Ptas	2 227 204
Le versement n° 3 a été effectué en lires italiennes (le montant de 15 440 221 lires, soit 5 pour cent des valeurs facturées, ne correspond pas entièrement) et se rapporte aux factures suivantes				
11463	28	Jannone Ferro Tubi – Italie	Lit	73 588 014
11511	43	Jannone Ferro Tubi – Italie	Lit	76 659 705
11565	27	Jannone Ferro Tubi – Italie	Lit	167 179 613

Question n° 70

Les frais de publicité en cause se rapportent-ils aux transactions à l'exportation de Tupy impliquant spécifiquement des accessoires de tuyauterie?

107. Oui (voir plus haut la réponse à la question n° 69). Les CE présentent une copie de l'une des factures (n° 11113) mentionnées dans la réponse à la question n° 69 (pièce n° 23 des CE, obtenue durant la vérification sur place). Toutes les autres factures pour lesquelles les commissions précitées ont été versées sont mentionnées dans les renseignements fournis par Tupy (sur CD-ROM) sur les ventes à l'exportation d'accessoires de tuyauterie à destination de la Communauté.

Question n° 71

Les Communautés européennes conviennent-elles que les frais de publicité pourraient justifier un ajustement en vertu de l'article 2.4 de l'Accord antidumping? Veuillez vous référer à tous les éléments pertinents.

108. Les différences dans les frais de publicité pourraient justifier un ajustement en vertu de l'article 2.4 si elles peuvent être considérées comme faisant partie de "*toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix*". Les CE ont rejeté la demande de Tupy parce que, en ne communiquant pas tous ses frais de publicité et de promotion des exportations d'accessoires de tuyauterie à destination des CE, Tupy n'a pas permis aux autorités communautaires d'établir l'existence d'une telle différence entre les ventes sur le marché intérieur et les ventes à l'exportation.

Point 8: "Pas d'ajustement adéquat pour frais d'emballage"

Question n° 77

Dans la notification précédant le règlement définitif, les Communautés européennes ont déclaré que "… l'estimation des coûts de main-d'œuvre n'était pas étayée par des éléments de preuve, bien que ceux-ci aient été demandés durant la vérification sur place ...". Les Communautés européennes peuvent-elles démontrer que ces éléments de preuve ont été demandés durant la vérification? Veuillez citer les parties pertinentes du dossier de l'enquête.

109. La demande a été présentée oralement durant la vérification sur place, mais cela n'était que l'application de l'obligation générale de fournir des éléments justificatifs établie par l'article 2.4 de l'Accord, comme souligné dans le questionnaire des CE et dans leur lettre (pièce n° 8 du Brésil) informant Tupy de la visite: les CE ne comprennent pas que le Brésil nie que des demandes d'éléments justificatifs aient été présentées, ou du moins que la nécessité de ces éléments ait été apparente à Tupy.

Question n° 83

Un ajustement en vertu de l'article 2.4 de l'Accord antidumping serait-il justifié pour les frais généraux encourus par une société au titre du stockage? L'article 2.4 de l'Accord antidumping s'applique-t-il aux frais d'emballage indirects (c'est-à-dire "avant-vente") et directs (c'est-à-dire "après-vente")? Pourquoi le Brésil/Tupy considèrent-ils que cette méthode utilisée par les Communautés européennes était déraisonnable ou incompatible avec l'article 2.4?

110. Les autorités communautaires procèdent à un ajustement en vertu de l'article 2.4 au titre du stockage si une société démontre qu'il existe des différences dans les coûts entre le marché intérieur et le marché d'exportation et si cette différence affecte la comparabilité des prix.

111. Il est impossible de répondre simplement par oui ou par non à la question de savoir si l'article 2.4 s'applique aux frais d'emballage indirects et directs. Les différences dans les frais avant-vente entre le marché d'exportation et le marché intérieur sont normalement prises en compte par une société quand elle fixe ses prix et affectent ainsi la comparabilité des prix. Dès lors que cela est démontré, un ajustement est justifié.

112. Les frais après-vente qui sont connus au moment de la vente affecteront aussi la comparabilité des prix et un ajustement sera justifié. Les frais d'emballage après-vente qui ne sont pas connus au moment de la vente n'affecteront pas la comparabilité des prix et aucun ajustement ne pourra donc être accordé.

113. Il convient de noter qu'en l'espèce la question des frais avant ou après-vente ne soulevait aucune difficulté. Un problème s'est posé parce que la clé de répartition utilisée par Tupy n'était étayée par aucun élément de preuve, et était en totale contradiction avec tout chiffre qui pouvait être tiré du volume des ventes sur le marché intérieur et sur le marché d'exportation.

Question n° 84

La visite de vérification dans le cadre de l'enquête en question était-elle "essentiellement documentaire"? Une vérification "essentiellement documentaire" est-elle compatible avec l'Accord antidumping? Pourquoi, ou pourquoi pas?

114. La justification de la vérification se trouve à l'article 6.6 de l'Accord antidumping:

> Sauf dans les circonstances prévues au paragraphe 8, les autorités s'assureront au cours de l'enquête de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées.

115. Toutes les vérifications en matière antidumping sont essentiellement documentaires. Il y a à cela une raison simple, à savoir que les vérifications sur place sont effectuées après la période couverte par l'enquête, et qu'il n'y a pas de garantie que la situation factuelle n'a pas évolué, de façon délibérée ou non, depuis la période couverte par l'enquête.

116. Si les éléments de preuve documentaires sont aisément accessibles, d'autres formes d'éléments de preuve ne le sont pas. Les renseignements sur lesquels reposent les enquêtes antidumping sont bien entendu consignés dans les documents. Les relations qu'une société entretient avec les actionnaires, les autorités gouvernementales (en particulier fiscales) et les acheteurs/vendeurs et autres sous-traitants dépendent toutes de la bonne tenue des dossiers. Bien que les enquêteurs interrogent souvent les responsables de la société et leurs représentants, ils n'ont pas autorité pour procéder à leur interrogatoire ou contre-interrogatoire comme cela pourrait être fait dans un tribunal, et encore moins de prendre des dépositions sous serment.

Point 9: "Pas de conversions de monnaies adéquates"

Question n° 85

Les Communautés européennes peuvent-elles clarifier le sens de chacun des titres des colonnes auquel le Brésil s'est référé dans sa première communication écrite (page 96)?

117. Le sens des titres des colonnes est le suivant:

> No: numéro d'ordre chronologique de toutes les lignes de transactions signalées (c'est-à-dire que la première transaction porte le numéro "1", la deuxième le numéro "2", etc.).
>
> Code de vente: code utilisé pour le type de produit dans les dossiers de Tupy (code de produits de Tupy).
>
> Numéro de facture: numéro de facture à l'exportation de Tupy.
>
> Quantité: quantité facturée au client de Tupy en unités.
>
> Valeur nette facturée: valeur nette facturée, nette de taxes et remise sur facture déduites, dans la monnaie de la transaction.
>
> Monnaie: monnaie de la transaction.
>
> Chiffre d'affaires en reais: valeur nette facturée en reais, sur la base du taux de change quotidien à la date de la facture d'exportation.
>
> Valeur c.a.f. à la frontière communautaire en reais: valeur c.a.f. des marchandises à la frontière communautaire en reais.
>
> Transport en reais: montant de l'ajustement du prix à l'exportation au titre des frais de transport intérieur encourus au Brésil entre les installations de Tupy et le port.

Question n° 86

La conversion en reais brésiliens des chiffres correspondant aux frais de transport en monnaie européenne fournis par Tupy sur la base du même taux mensuel que celui utilisé par Tupy pour convertir ces montants des reais en monnaie européenne modifie-t-elle en quoi que ce soit le résultat du calcul?

118. Les CE présentent (pièce n° 24 des CE) la dernière page d'un tableau reflétant de manière détaillée toutes les ventes à l'exportation qui ont été incluses dans les calculs concernant le dumping. Ce document figurait dans la notification définitive[41] (et a également été fourni sur CD-ROM). Le seul renseignement ajouté concerne les totaux. Le total "Transport en reais" est de 50 200,00 reais. Ce montant correspond exactement à celui que Tupy a converti en monnaie étrangère.[42] Il est clair que la conversion de monnaies n'a eu aucune influence sur le résultat du calcul.

Question n° 87

Les CE ont-elles pour pratique courante de comparer les prix utilisés pour comparer la marge de dumping sur la base de la monnaie de l'exportateur?

119. Les CE ont pour pratique systématique de calculer la marge de dumping dans la monnaie de l'exportateur pour les sociétés établies dans les pays à économie de marché. Pour les pays qui n'ont pas une économie de marché, les CE peuvent déroger à cette pratique et calculer la marge de dumping soit dans la monnaie la plus utilisée pour les exportations, soit dans la monnaie du pays analogue.

Question n° 88

La conversion des montants communiqués par Tupy de la monnaie européenne en reais a-t-elle été effectuée seulement pour les frais de transport?

120. Non, une conversion des monnaies étrangères en reais a été également nécessaire pour tous les autres ajustements du prix à l'exportation, puisque Tupy avait présenté tous ces ajustements dans la monnaie des factures à l'exportation, en dépit des instructions de les communiquer en reais.

121. Pour la plupart des ajustements du prix à l'exportation, les CE ont utilisé les taux de change appliqués par Tupy pour convertir le real brésilien en monnaie étrangère. Tel a été le cas pour les ajustements au titre du transport intérieur, du fret, des assurances, des droits, de l'emballage et autres (frais de publicité). Il ne devrait donc pas y avoir de différence entre les montants en reais que Tupy a convertis en monnaie étrangère et les chiffres auxquels les CE sont parvenues. Il convient de noter qu'il n'a pas été apporté d'ajustements au prix à l'exportation au titre des frais d'emballage et autres.

122. Pour trois autres ajustements, les CE ont utilisé les taux mensuels comme indiqué dans le questionnaire et non les taux de change appliqués par Tupy. Tel a été le cas pour les coûts de crédit, de garantie et de commissions.

123. La justification est la suivante:

- L'ajustement au titre des coûts de crédit n'est pas fondé sur les coûts réels tels qu'ils sont comptabilisés par l'exportateur, mais représente un coût indicatif établi sur la base des conditions de paiement convenues. Comme les CE ont reconverti les prix à l'exportation aux taux en vigueur à la date de la facture, l'ajustement au titre des coûts de crédit devait être fondé sur les nouvelles valeurs à l'exportation facturées. Les CE

[41] Annexe II, annexe 5, pièce n° 16 du Brésil.
[42] Annexe n° 7 du Brésil, ECALLUR, TRANS.

ont donc utilisé les taux mensuels correspondant aux mois où les factures ont été établies.

- Pour les garanties, un taux de 0,000312[43] a été utilisé et pour les commissions un pourcentage de la valeur à l'exportation plutôt que la répartition de montants absolus pour calculer les ajustements apportés. Il a donc été jugé également plus approprié d'utiliser les taux mensuels correspondant aux mois où les factures ont été établies parce que toute autre méthode aurait faussé le taux ou le pourcentage. De toute manière, ces deux ajustements étaient minimes en chiffres absolus et par rapport à la valeur à l'exportation totale.

124. Il convient de noter que l'utilisation des taux de change mensuels des CE pour les trois derniers ajustements a conduit à des ajustements moindres du prix à l'exportation que la conversion aux taux de change de Tupy. De ce fait, le prix à l'exportation ajusté utilisé pour la comparaison avec les valeurs normales était supérieur et la marge de dumping était moindre, de sorte que Tupy a bénéficié de l'application des taux de change mensuels des CE. Les CE ont préparé un document pour illustrer les différences (pièce n° 25 des CE). Cette récapitulation montre entre autres:

- les taux de change mensuels utilisés par Tupy;

- les taux de change mensuels utilisés par les CE;

- les montants au titre des coûts de crédit, de garantie et de commissions, respectivement, en monnaie étrangère tels que communiqués par Tupy;

- les montants au titre des coûts de crédit, de garantie et de commissions convertis en reais en utilisant le taux de change de Tupy et le taux de change des CE respectivement.

125. Les chiffres totaux de la page finale montrent que:

- au titre du crédit, l'ajustement au taux de change de Tupy aurait été de 454 447,8 reais, alors que les CE n'ont apporté un ajustement que de 398 900,0 reais;

- au titre de la garantie, l'ajustement au taux de change de Tupy aurait été de 4 658,00 reais, alors que les CE n'ont apporté un ajustement que de 4 046,3 reais;

- au titre des commissions, l'ajustement au taux de change de Tupy aurait été de 70 987,4 reais, alors que les CE n'ont apporté un ajustement que de 58 427,4 reais.

Point 11: "Pas de constatations adéquates concernant la marge de dumping ("réduction à zéro")"

Question n° 95

Les Communautés européennes calculent que l'incidence de l'application de la réduction à zéro dans la présente enquête sera de 2,73 pour cent (soit une marge de dumping de 34,82 pour cent et non de 32,09 pour cent). Le Brésil considère-t-il que cela représente une "incidence relativement limitée"? (voir la première communication écrite des CE, paragraphe 250) En quoi cet élément serait-il pertinent ici?

[43] Dossier ECALLUR, lettre de Tupy du 5 octobre 1999, pièce n° 5 des CE.

126. Les CE fournissent ce renseignement à titre d'information générale dans la présente affaire.

Point 12: "Pas de prise en compte adéquate des tendances du volume des importations"

Question n° 97

Comment, le cas échéant, les obligations énoncées dans l'article 3.2 et dans l'article 3.3 de l'Accord antidumping sont-elles reliées? Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des CE au paragraphe 263 de leur première communication écrite suivant laquelle "... le Brésil nie ... que le cumul s'applique dans la mise en œuvre de l'article 3.2"?

127. Les CE ont examiné la relation entre l'article 3.2 et l'article 3.3 dans les paragraphes 300 à 307 de leur première communication. Il semble que la question essentielle soit de savoir si le volume et les effets sur les prix doivent toujours être pris en compte comme exigé par l'article 3.2 pays par pays, ou si les autorités peuvent examiner des données cumulées (à supposer que les conditions de l'article 3.3 aient été remplies).

128. Aux termes de l'article 3.3, si ses conditions sont remplies, les autorités "pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations", c'est-à-dire des importations qui font simultanément l'objet d'enquêtes antidumping.

129. La question est de savoir si les mesures exigées par l'article 3.2 constituent une évaluation des "effets" des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping. L'article 3.2 parle de "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix", mais il ne fait pas référence au terme "effets" en relation avec le volume. Toutefois, l'article 3.5 mentionne "les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4". Il ne semble pas plausible que cette référence concerne simplement la question des prix au sens du paragraphe 2. D'une part, une augmentation des importations peut tout à fait raisonnablement être décrite comme un "effet du dumping". D'autre part, selon toute probabilité cette augmentation est particulièrement pertinente pour l'examen du lien de causalité qui est le sujet de l'article 3.5. En conséquence, comme les deux mesures exigées par l'article 3.2 constituent une prise en compte des effets des importations faisant l'objet d'un dumping, il peut être considéré que toutes deux satisfont aux conditions de l'article 3.3 en matière d'évaluation cumulative.

130. Enfin, comme les CE l'ont fait observer dans leur première communication, l'article 3.3 énonce une condition particulière concernant le volume des importations en provenance de chaque pays (qui ne doit pas être négligeable). Il semble improbable que les rédacteurs aient voulu que les autorités examinent s'il y avait eu une *augmentation notable* des importations en provenance de chaque pays lorsque l'unique constatation qu'elles devaient faire était que ces importations ne devaient pas être *négligeables*.

Question n° 98

Les données dont une autorité chargée de l'enquête est saisie doivent-elles démontrer qu'il y a eu augmentation notable des importations en provenance d'une source particulière durant la période couverte par l'enquête pour satisfaire aux prescriptions de l'article 3.2? Quelle est la pertinence – le cas échéant – de l'expression "s'il" (plutôt que "le fait qu'il") dans le membre de phrase "examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping" à l'article 3.2 de l'Accord antidumping?

131. Les CE ont traité le premier de ces points dans leur réponse à la question n° 97. Le sens du terme "examineront" à l'article 3.2 est traité dans le paragraphe 256 de la première communication des CE.

132. La signification de l'expression "s'il" plutôt que "le fait qu'il" à l'article 3.2 est claire. "Examiner le fait que" il y a eu augmentation notable du volume, etc. signifie estimer que cette augmentation a eu lieu. "Examiner si" il y a eu une telle augmentation signifie entreprendre un examen de la question.

Question n° 99

Aux fins de l'analyse du dommage au sens de l'article 3.2 et 3.3 de l'Accord antidumping, est-il nécessaire pour un Membre d'établir qu'il y a eu augmentation notable en volume des importations faisant l'objet d'un dumping pour les importations en provenance des pays exportateurs pris individuellement avant de procéder et/ou après avoir procédé à une évaluation cumulative? Pourquoi, ou pourquoi pas? Veuillez commenter, en vous référant notamment au paragraphe 12 de la déclaration orale des États-Unis.

133. Les CE font valoir dans les paragraphes 302 à 307 de leur première communication que cet examen pays par pays d'une augmentation notable en volume n'est pas exigé par l'article 3.2 si les conditions en matière de cumul prévues à l'article 3.3 sont remplies.

134. L'argument des États-Unis en question semble dans ses grandes lignes identique à celui figurant au paragraphe 304 de la première communication des CE.

Point 13: "Sous-cotation du prix alléguée non dûment prise en compte"

Question n° 100

Quelle est la signification, le cas échéant, de l'emploi à l'article 3.2 de l'Accord antidumping du mot "d'un" (plutôt que "du") produit similaire? Et de l'emploi (au pluriel plutôt qu'au singulier) du terme "prix" intérieurs?

135. La référence aux "prix" au pluriel donne à entendre que, comme l'ont fait valoir les CE[44], l'article 3.2 n'exige pas le calcul d'une marge globale de sous-cotation pour le produit visé, et encore moins l'emploi de quelconque méthode particulière pour calculer cette marge (par exemple, le calcul d'une moyenne sans "réduction à zéro" des marges de "surcotation"). Cela étaye l'idée que l'existence d'une "sous-cotation notable" peut également être examinée en comparant les prix des ventes prises individuellement ou les prix moyens pour les types ou les modèles du produit visé.

136. La référence à *un* produit similaire (plutôt qu'*au* produit similaire) a des incidences identiques. Elle laisse penser en outre que la comparaison ne doit pas nécessairement inclure tous les produits nationaux similaires, mais qu'elle peut être limitée à un choix représentatif de transactions ou de modèles/types.

137. Il est significatif que l'article 6.3 c) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires utilise, pour traiter de la même question, le même libellé que l'article 3.2:

> 6.3 Un préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 peut apparaître dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après:
>
> ...
>
> c) la subvention se traduit par une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre Membre sur le

[44] Première communication des CE, paragraphe 268.

> même marché, ou a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes sur le même marché dans une mesure notable;

138. À la différence de l'Accord antidumping, une explication est fournie:

> 6.5 Aux fins du paragraphe 3 c), il y aura sous-cotation du prix dès lors qu'une telle sous-cotation du prix aura été démontrée par comparaison des prix du produit subventionné avec les prix d'un produit similaire non subventionné fourni au même marché. La comparaison sera effectuée pour un même niveau commercial et des périodes comparables, compte étant dûment tenu de tout autre facteur affectant la comparabilité des prix. Toutefois, si cette comparaison directe n'est pas possible, l'existence d'une sous-cotation du prix pourra être démontrée sur la base des valeurs unitaires à l'exportation.

139. Cette disposition donne aussi à entendre qu'un calcul exhaustif des prix de toutes les ventes n'est pas exigé.

Question n° 101

Quelle est la pertinence, le cas échéant, de la référence aux "importations faisant l'objet d'un dumping" dans l'article 3.2 de l'Accord antidumping?

140. Le Groupe spécial *Communautés européennes – Linge de lit*[45] a établi que les autorités chargées de l'enquête peuvent considérer, aux fins de l'analyse du dommage, que toutes les importations en provenance d'un producteur/exportateur au sujet duquel une détermination positive de l'existence d'un dumping a été formulée sont des "importations faisant l'objet d'un dumping". Cela signifie que, lorsqu'elles ont examiné si dans les "importations faisant l'objet d'un dumping" il y a eu sous-cotation par rapport aux prix des producteurs communautaires, les autorités communautaires n'étaient pas tenues de faire la distinction entre les importations "faisant l'objet d'un dumping" et les importations "ne faisant pas l'objet d'un dumping" de produits de Tupy. Les CE font remarquer que, de toute manière, le Brésil n'a formulé aucune allégation à cet effet.

Question n° 102

Quelle est la pertinence, le cas échéant, de l'affirmation des CE suivant laquelle le résultat pratique de la "réduction à zéro" pour examiner s'il y a eu sous-cotation notable du prix en l'espèce était *de minimis* (0,01 pour cent)?

141. Il convient de rappeler que l'allégation du Brésil porte exclusivement sur l'utilisation de la réduction à zéro dans la présente enquête, et non sur la pratique de la réduction à zéro suivie par les CE en tant que telle. En conséquence, pour étayer cette allégation le Brésil doit montrer que l'utilisation de la réduction à zéro dans la présente enquête était incompatible avec l'obligation qui incombait aux autorités communautaires d'examiner si la sous-cotation du prix était notable. Le Brésil ne peut pas se contenter de montrer que la réduction à zéro peut être incompatible avec cette obligation dans d'autres enquêtes.

142. Le Brésil semble faire valoir qu'en recourant à la "réduction à zéro" les autorités communautaires n'ont pas procédé à un examen objectif de cet aspect. L'argument des CE était que l'objectivité de la méthode utilisée par les autorités communautaires en l'espèce doit être évaluée à la

[45] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*Communautés européennes – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS141/AB/R, paragraphes 6.132 et suivants.

lumière de ses résultats dans le cadre de la présente enquête, et non des conséquences qu'elle pourrait avoir dans d'autres circonstances. La méthode de calcul des moyennes utilisée par les CE dans la présente enquête donne un résultat qui est virtuellement identique au résultat d'une autre méthode que le Brésil semble considérer comme objective. Le point de savoir si la marge de sous-cotation est de 39,77 pour cent ou de 39,78 pour cent est sans intérêt pour décider s'il y a eu sous-cotation notable. L'application d'une méthode qui n'affectait pas le résultat de l'examen exigé par l'article 3.2 dans la présente enquête ne peut pas être jugée incompatible avec cette disposition simplement parce que l'application de cette méthode pourrait affecter ce résultat dans d'autres enquêtes.

Question n° 103

À la différence de l'article 2 de l'Accord antidumping en relation avec le dumping, l'article 3 ne contient pas d'indication particulière quant à la méthode qu'un enquêteur peut utiliser pour examiner la sous-cotation du prix. Veuillez commenter.

143. Les CE ont présenté leurs observations sur ce point dans le paragraphe 268 de leur communication.

Point 14: "Pas de calcul adéquat des marges de sous-cotation du prix alléguées"

Question n° 105

Existe-t-il une obligation dans l'Accord antidumping, soit à l'article 3.2 soit ailleurs, d'ajuster les prix avant comparaison dans le contexte du dommage?

144. L'article 3.2 se lit "dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation [... du prix] par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur". Tel que défini à l'article 2.6, le concept de "produit similaire", qui délimite la comparaison, est assez large pour inclure des modèles qui diffèrent beaucoup dans les caractéristiques qui déterminent les choix des acheteurs. À défaut d'ajustements pour tenir compte des différences, les comparaisons des prix entre des modèles qui ne partagent pas les mêmes caractéristiques produiront des résultats arbitraires. Une interprétation de l'Accord qui permettrait de telles comparaisons serait perverse. Il s'agit là de notions peu complexes, mais qui sont bien connues de chaque acheteur.

145. Par conséquent, la comparaison des prix doit tenir compte des diverses caractéristiques, etc. du produit. L'Accord ne dit pas comment cela doit être fait. Un ajustement des prix pour tenir compte des différences entre les modèles de produits est une option, mais les différences peuvent être telles que des critères d'ajustement rationnels sont difficiles à définir. L'autre possibilité consiste à restreindre la comparaison aux modèles importés qui sont identiques à ceux vendus par la branche de production nationale. Il se peut, toutefois, que ceux-ci représentent seulement un petit pourcentage des importations faisant l'objet d'un dumping. Dans la pratique, les autorités communautaires appliquent souvent une combinaison de ces deux méthodes.

146. Le silence de l'Accord sur ce sujet indique que les autorités chargées de l'enquête ont un pouvoir discrétionnaire considérable pour décider de la méthode appropriée. Ce pouvoir discrétionnaire n'est pas compatible avec une obligation d'ajuster les prix dans tous les cas. Il y aura sans aucun doute des cas où les ventes de modèles identiques seront suffisantes, ou bien où il n'existera pas de critères rationnels d'ajustement des prix. En revanche, il y aura aussi des cas où les ventes de modèles identiques seront peu nombreuses, mais où il existera des critères simples d'ajustement des prix pour procéder à des comparaisons pour les ventes restantes. Dans ces cas-là, un refus catégorique de fonder la comparaison sur des prix ajustés convenablement constituerait un manquement à l'obligation qui est faite par l'article 3.2 d'examiner s'il y a eu sous-cotation notable du prix.

Question n° 106

L'article 3.1 de l'Accord antidumping fait référence aux "prix [...] sur le marché intérieur". Veuillez commenter, par rapport à la nature de l'examen exigé en vertu de l'article 3.2 de l'Accord antidumping.

147. La référence à l'effet "sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur" plutôt qu'à l'effet "sur le prix du produit similaire sur le marché intérieur" indique également que l'Accord n'exige pas le calcul d'une marge de sous-cotation globale pour le produit visé sur la base de la comparaison *du* prix des importations faisant l'objet d'un dumping avec *le* prix du produit national similaire.

Point 15: "Pas de cumul adéquat des importations"

Question n° 107

Quel est le sens de l'évaluation cumulative des "effets" conformément à l'article 3.3 de l'Accord antidumping? Quels sont les "effets" qui peuvent être cumulés et où y est-il fait référence dans les autres dispositions de l'article 3? Veuillez commenter, en vous référant notamment au paragraphe 14 de la déclaration orale des États-Unis (dans la mesure où elle est pertinente).

148. Au paragraphe 304 et dans la note de bas de page 97 de leur première communication, les CE ont examiné les diverses utilisations des termes "effets" et "incidence" dans l'article 3. Le résultat de cet examen est que les CE souscrivent à l'analyse présentée par les États-Unis.

149. L'article 3.2 n'emploie pas le terme "effets" en relation avec le facteur du volume. Toutefois, il serait contraire au bon sens de nier qu'une augmentation en volume pouvait être un "effet" des importations faisant l'objet d'un dumping, selon le sens ordinaire de ce terme, et cela est explicitement envisagé par le libellé de l'article 3.5 ("par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4"). Voir aussi la réponse à la question n° 97.

Question n° 108

En ce qui concerne le paragraphe 341 de la première communication écrite des CE, une infraction à l'article 6.2 de l'Accord antidumping serait-elle possible si aucune infraction à l'article 3.2 ou 3.3 de l'Accord antidumping n'a été constatée?

150. La référence à l'article 6.2 qui est faite au paragraphe 341 de la communication des CE était une erreur. Aucune allégation de violation de l'article 6.2 n'a été formulée par le Brésil dans le contexte de la question n° 15.

151. Les CE entendaient faire référence à l'article 3.1. Elles maintiennent que, puisque l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 3.1 dépendait de ses allégations au titre de l'article 3.2 et 3.3, et puisque les CE ont réfuté celles-ci, l'allégation formulée au titre de l'article 3.1 tombe.

Point 16: "Prise en compte inappropriée des indicateurs de dommage"

Question n° 109

Les Communautés européennes font-elles valoir que leur évaluation de la "croissance" est implicitement apparente dans la détermination finale? Dans l'affirmative, sur quelle base?

152. Dans ce contexte, les CE font valoir que l'examen des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement et de l'utilisation des capacités

impliquait nécessairement dans tous les cas de savoir s'ils faisaient apparaître une augmentation, et de quelle ampleur étaient ces augmentations (ou diminutions) et qu'en conséquence, du moins dans les circonstances propres à cette enquête, elles ont examiné le facteur "croissance".

153. Les CE n'ont connaissance d'aucun élément significatif de ce facteur qui n'aurait pas été inclus dans les facteurs auxquels les enquêteurs ont expressément prêté attention et dont il est rendu compte dans les règlements provisoire et définitif.

Question n° 110

Veuillez indiquer dans le dossier de l'enquête les sources d'information et la méthode sur lesquelles sont fondées les déclarations et informations figurant dans la pièce n° 12 des CE. En particulier:

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant la "capacité de se procurer des capitaux" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires et comptes annuels"?**

154. L'évaluation de la "capacité de se procurer des capitaux" a été tirée du fait (confirmé par les comptes annuels) que la branche de production communautaire continuait à investir dans le produit.

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant les "salaires" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "comptes annuels"? Veuillez expliquer le sens de la formule "répartition sur la base du chiffre d'affaires".**

155. Les comptes annuels comportent des rubriques pour les "salaires, traitements, sécurité sociale" (qui peuvent occuper une ou plusieurs lignes). La somme de ces lignes a été convertie de la monnaie locale en euros au taux de conversion annuel du moment. L'étape suivante a consisté à calculer le ratio entre le chiffre d'affaires (moindre) pour le produit visé et le chiffre d'affaires total des sociétés concernées. Par exemple, si le chiffre d'affaires pour le produit visé est de 90 et que le chiffre d'affaires total de la société est de 100, le ratio serait de 90 pour cent. Ce ratio a été appliqué à la masse salariale globale (calculée comme expliqué plus haut). Dans l'exemple donné, les salaires pris en compte dans le cadre de la procédure représenteraient 90 pour cent du total des salaires. Il a été procédé ainsi d'abord société par société, puis le total a été calculé en ajoutant les chiffres des six plaignants.

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant la "productivité" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires"?**

156. La productivité a été établie comme suit: production annuelle du produit visé en tonnes (tirée des réponses vérifiées au questionnaire), divisée par le nombre des employés s'occupant directement ou indirectement du produit visé, par année. Le nombre des employés s'occupant du produit visé par rapport aux autres employés a été tiré des réponses vérifiées au questionnaire.

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant le "retour sur investissement" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires et comptes annuels"?**

157. Cela a été établi selon la formule suivante: bénéfice ou perte pour le produit visé, divisé par les immobilisations corporelles pour le produit visé. Le montant réel du bénéfice ou de la perte a été tiré des réponses vérifiées au questionnaire. Les immobilisations corporelles peuvent être trouvées dans les comptes annuels. Elles ont été converties en euros et réparties sur la base du chiffre d'affaires comme expliqué plus haut. Il a été procédé ainsi d'abord société par société, puis le total a été calculé en ajoutant les chiffres des six plaignants.

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant le "flux de liquidités" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires et comptes annuels"?**

158. Cette déclaration a été tirée des chiffres des bénéfices ou des pertes majorés des différences entre le stock en début d'exercice et le stock en fin d'exercice, plus l'amortissement. Ces données peuvent être trouvées dans les comptes annuels. Les résultats pour chaque société ont été convertis en euros et le ratio pour le chiffre d'affaires du produit visé a été appliqué comme expliqué plus haut. Tous les chiffres pour les différentes sociétés ont été totalisés.

- **Comment et sur quelle base la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant l'"importance de la marge de dumping" a-t-elle été déduite?**

159. Les CE considèrent comme une déclaration allant de soi que les pressions sur les prix des produits de la branche de production nationale auraient été moindres si la marge de dumping avait été moindre.

Question n° 115

Nous notons que dans le questionnaire aux producteurs nationaux (pièce n° 37 du Brésil ff.), il est demandé dans la section D2 des renseignements sur les quantités et la valeur des achats/importations du produit visé. Cela s'applique-t-il uniquement au produit en provenance des pays énumérés à la première page du questionnaire, ou bien à toutes les importations du produit visé en provenance de toutes sources?

160. Le questionnaire aux producteurs est ainsi formulé dans la section D2 "Achats/importations de produits d'autres sources": Si vous achetez le produit à des parties indépendantes, soit originaires de la Communauté, soit dans des pays extérieurs aux CE, en vue de le vendre dans la Communauté, veuillez compléter le tableau suivant ... Il est donc clair que tous les pays, et pas seulement les "pays concernés", sont couverts. Ces renseignements sont nécessaires pour évaluer toute incidence éventuelle sur l'évaluation de la capacité de la société en tant que producteur communautaire. (Voir aussi par exemple la section F22 concernant les prix de revente des produits achetés.)

Question n° 116

Chaque réponse au questionnaire de la branche de production nationale fournit-elle des renseignements sur chacun des facteurs identifiés dans le questionnaire? Veuillez fournir une réponse détaillée, en vous référant aux dispositions pertinentes du dossier de l'enquête.

161. Les renseignements demandés dans les questionnaires adressés aux producteurs nationaux et communiqués par chacun d'eux sont résumés dans le tableau ci-dessous:

Principaux renseignements demandés	Réponses confidentielles					
	Sociétés*					
	1	2	3	4	5	6
A) Informations générales sur la société						
Renseignements propres à l'entreprise	oui	Oui	oui	oui	oui	oui
Principaux actionnaires	oui	Oui	oui	oui	oui	oui
Structure de la société (y compris liens avec d'autres sociétés)	oui	Oui	oui	oui	oui	oui
Comptes financiers	oui	Oui	oui	oui	oui	oui
B) Produit visé						
Désignation du produit: création de codes de contrôle des produits	oui	Oui	oui	oui	oui	oui
Comparabilité du produit	oui	Oui	oui	oui	oui	oui
C) Ventes totales						
Chiffre d'affaires total	oui	Oui	oui	oui	oui	oui
Principaux clients	non	Oui	oui	oui	oui	oui
D) Production, achats et stocks						
Production et capacité de production	oui	Oui	oui	oui	oui	oui
Achats/importations d'autres sources (en volume et en valeur)	oui**	Oui	oui	oui**	oui	oui
Constitution de stocks (en volume et en valeur)	oui	oui	oui	oui	oui	oui
E) Ventes						
Ventes en volume et en valeur (nettes de tous rabais, remises et taxes)	oui	oui	oui	oui	oui	oui
F) Système de distribution et prix de vente						
Système de distribution et circuits de vente	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Fixation des prix	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Transactions de vente dans les CE durant la période couverte par l'enquête à des clients non liés	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Transactions de vente dans les CE durant la période couverte par l'enquête à des clients liés	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Notes de crédit	oui	oui	oui	oui	oui	oui
G) Coût de production						
Fabrication du produit visé	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Coût du produit fabriqué par la société (répartition des coûts, coûts standard et variations, coût de production par code de contrôle des produits)	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Fournisseurs liés	oui	oui	oui	oui	oui	oui

Principaux renseignements demandés	Réponses confidentielles					
	Sociétés*					
	1	2	3	4	5	6
H) Bénéfices						
Ventes bénéficiaires dans les CE à des clients non liés	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Bénéfice minimum requis	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Investissement	oui	oui	oui	oui	oui	oui
I) Emplois						
Emplois dans la société dans son ensemble et emplois attribués au produit visé	oui	oui	oui	oui	oui	oui

*** Légende:**

1 = Atusa Accesorios de Tubería S.A. (Espagne).
2 = Crane Fluid Systems (Royaume-Uni).
3 = Ferriere e Fonderie Di Dongo S.p.A. (Italie).
4 = Georg Fischer Fittings GmbH (Autriche).
5 = Raccordi Pozzi Spoleto (Italie).
6 = R. Woeste & Co. GmbH & Co. Kg (Allemagne).

oui = une réponse a été fournie par la société.
non = pas de réponse fournie par la société.
oui** = le renseignement a été fourni durant l'enquête.

Question n° 117

Une infraction à l'article 3.4 de l'Accord antidumping conduirait-elle aussi nécessairement à une infraction à l'article VI du GATT de 1994?

162. Les CE pensent que cela serait normalement le cas en raison du lien établi par l'article 3.1.

Question n° 118

L'allégation du Brésil concernant le cumul et le dommage figurant à la page 205 de sa première communication écrite est-elle en relation avec les obligations au titre de l'article 3.4 ou 3.5? Veuillez justifier votre réponse.

163. Les CE ne comprennent pas cette question.

Question n° 119

Les renseignements demandés par les Communautés européennes dans les questionnaires aux producteurs nationaux concernant l'"effet de la poursuite des importations" pouvaient-ils étayer l'évaluation par l'autorité chargée de l'enquête de l'importance de la marge de dumping au sens de l'article 3.4 de l'Accord antidumping? Cela a-t-il été le cas en l'espèce?

164. Les renseignements recueillis sous cette rubrique ont pour objet d'aider les autorités chargées de l'enquête à déterminer l'"intérêt communautaire", même si ce point est couvert ailleurs dans le questionnaire (sous la rubrique K). Les renseignements seraient pertinents si les autorités chargées de l'enquête traitaient la question de la "menace de dommage", ce qui n'était pas le cas ici.

Question n° 120

Comment le Groupe spécial peut-il vérifier si, et dans quelle mesure, les autorités communautaires chargées de l'enquête ont examiné la question des liens d'externalisation et de participation de la branche de production nationale avec des producteurs installés dans des pays non visés par l'enquête? Veuillez indiquer les sections pertinentes du dossier de l'enquête.

165. Des renseignements concernant les liens de participation et d'externalisation figuraient dans les réponses au questionnaire sur la structure et les importations de la société, et des renseignements sur les investissements figuraient dans les comptes annuels des sociétés. Les chiffres obtenus durant la vérification des registres comptables des sociétés confirmaient ces renseignements. Dans ces registres, tous les investissements importants dans d'autres sociétés auraient été consignés et expliqués.

166. Les résultats de l'enquête sont consignés dans les considérants 134 et 174 du règlement provisoire et dans les considérants 65 et suivants et 106 et suivants du règlement définitif. Les autorités communautaires ont également traité la question dans la "lettre de transparence" du 20 juillet 2000 (pièce n° 18 du Brésil, point 7.1).

167. Il convient d'ajouter que, à l'exception de la Bulgarie et (dans une certaine mesure) de la Turquie, les allégations d'externalisation, etc. n'ont jamais été démontrées.

Question n° 121

Veuillez indiquer les sections pertinentes du dossier de l'enquête où les ventes à l'extérieur des Communautés européennes sont considérées.

168. Des données sur les exportations de l'industrie communautaire figuraient dans les réponses des sociétés aux questionnaires. Ces chiffres ont été confirmés par les autorités communautaires durant la vérification sur place. Les résultats de cet examen sont consignés dans la "lettre de transparence" (point 6.4). Ils sont reflétés dans les observations concernant les stocks figurant dans les règlements provisoire et définitif.

Point 17: "Établissement inapproprié d'un lien de causalité

Question n° 126

Quels sont les éléments pertinents qui peuvent guider un groupe spécial dans son examen de la question de l'"imputation" au sens de l'article 3.5 de l'Accord antidumping?

169. Les CE réaffirment que la tâche du Groupe spécial consiste non pas à tenter une détermination *de novo* de la question du lien de causalité et de l'imputation, ni même à déterminer en quoi aurait consisté un examen idéal, mais à déterminer si les autorités ont correctement appliqué la législation, ont dûment établi les faits, et ont évalué ces faits d'une manière impartiale et objective.

170. Par conséquent, les éléments qui guident le Groupe spécial dans son examen devraient être ceux pris en considération par les autorités chargées de l'enquête.

Question n° 127

À quel type d'analyse économique l'autorité chargée de l'enquête devrait-elle effectivement procéder pour "dissocier" et "distinguer" chaque facteur causal distinct?

171. Pour les raisons déjà indiquées par les CE dans leur réponse précédente, les CE considèrent que le Groupe spécial a pour fonction propre de réexaminer l'analyse effectuée par l'autorité chargée de l'enquête. La procédure consistant à dissocier et distinguer les facteurs causals est un aspect de l'évaluation des faits conformément à l'article 17.6 i).

172. Cette analyse (dont il est rendu compte dans les considérants 166 à 176 du règlement provisoire, et dans les considérants 106 à 113 du règlement définitif) satisfait aux prescriptions de l'article 3.5.

Question n° 128

Si un produit fait "l'objet d'un dumping", la raison de ce dumping (par exemple un avantage comparatif éventuel) intervient-elle?

173. Les CE supposent que cette question est posée dans le contexte de la question du lien de causalité. Cela étant, elles ne voient pas comment la "raison" du dumping pourrait de quelconque manière être pertinente, si par "raison" le Groupe spécial entend un facteur qui facilite ou encourage le dumping par un exportateur.

174. Les CE n'admettent pas que l'avantage comparatif puisse être une "raison" du dumping, car il représente plutôt une raison pour laquelle un exportateur pourrait vendre à des prix inférieurs à ceux des producteurs nationaux sans dumping. L'avantage comparatif a des retombées positives dont peuvent bénéficier les clients nationaux et aussi les clients sur les marchés d'exportation. Il est plus probable que la "raison" du dumping tient au degré de protection dont bénéficie l'exportateur sur son marché local.

Question n° 129

En quoi, le cas échéant, les critères de "contribution significative" (voir par exemple le règlement définitif, paragraphe 113) et "pas de nature à briser le lien de causalité" (voir par exemple le règlement définitif, paragraphe 111) impliquent-ils un rapport réel et substantiel de cause à effet?

175. Les CE font observer que l'Organe d'appel a employé l'expression "rapport réel et substantiel de cause à effet" pour décrire le lien de causalité dont l'existence doit être établie aux fins de l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes.[46]

176. Les CE n'ont pas de difficulté à convenir que le lien de causalité à établir conformément à l'article 3.5 doit être réel et substantiel. En fait, l'exclusion des liens de causalité qui n'étaient pas réels ou qui n'étaient pas substantiels prêterait difficilement à controverse.

177. Dans le considérant 113 du règlement définitif, les CE ont dit qu'"aucun effet de substitution ne peut avoir contribué de manière significative au préjudice subi par l'industrie communautaire". Il ne devrait pas être supposé que, au cas où il y aurait eu une contribution significative de l'"effet de substitution", le lien de causalité nécessaire entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage aurait cessé d'exister. Cependant, en l'absence de toute contribution significative, la

[46] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de gluten de froment*"), WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001, paragraphe 69; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie* ("*États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau*"), WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001, paragraphe 168.

question ne se posait même pas. Autrement dit, il n'est pas nécessaire de chercher à imputer des dommages à des causes dans le cas d'un facteur qui n'a pas contribué de manière significative au dommage. Bien que la notion de "contribution significative" soit appliquée ici à d'autres causes, elle n'est pas différente pour l'essentiel de la notion de "cause substantielle" qui, selon ce que donne à entendre la question du Groupe spécial, devrait être appliquée aux importations faisant l'objet d'un dumping.

178. Dans le considérant 111, les CE ont dit que "même si les importations en provenance d'autres pays tiers peuvent avoir contribué au préjudice important subi par l'industrie communautaire, il est confirmé qu'elles ne sont pas de nature à briser le lien de causalité entre le dumping et le préjudice constatés". Cette déclaration récapitulative a été faite à l'issue d'un examen des effets des importations en provenance d'un certain nombre de pays tiers. Comme indiqué plus haut, la formule utilisée par l'Organe d'appel reflétait la conclusion d'une analyse qui distinguait entre les différentes causes du dommage. Dans le considérant 111, les CE récapitulaient justement une analyse de cette nature. Si les conséquences des importations en provenance des pays tiers avaient été suffisamment importantes, elles auraient rompu le lien de causalité entre le dumping et le dommage établi. Les autorités communautaires ont déterminé que tel n'était pas le cas. De toute manière, leur conclusion est conforme au cadre d'analyse décrit par l'Organe d'appel.

Question n° 130

Que doit-on entendre par facteur "connu" au sens de l'article 3.5 de l'Accord antidumping? Veuillez commenter le membre de phrase "tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités" au sens de l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

179. L'article 3.5 dit ceci: "[Les autorités] examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale ...". Au paragraphe 428 de leur première communication, les CE expliquent que l'expression "toutes les importations connues" indique qu'il incombe aux parties intéressées de soulever des questions durant le cours de l'enquête. Comme expliqué dans cette communication, cette interprétation a été celle retenue par deux groupes spéciaux de l'OMC.

180. À la deuxième phrase de l'article 3.5, il est dit que "La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités." Cette disposition fait obligation aux autorités de ne pas négliger les éléments de preuve qui leur ont été présentés.

Question n° 131

Les Communautés européennes s'en sont remises à des renseignements qui diffèrent des données d'Eurostat. Comment une partie intéressée pouvait-elle vérifier l'exactitude des renseignements utilisés? Veuillez commenter, en vous référant aux paragraphes 434 à 446 et 447 à 464 de la première communication écrite des CE.

181. Les CE appliquent les règles en matière de traitement confidentiel conformément à l'article 6.5. Comme la plupart des Membres de l'OMC, elles ne permettent pas aux parties intéressées dans des enquêtes antidumping de voir les données confidentielles des autres parties. En conséquence, il arrive souvent qu'une partie intéressée ne puisse pas vérifier les renseignements auxquels les autorités s'en remettent pour prendre leur décision. Par exemple, les producteurs nationaux ne peuvent pas vérifier que le calcul de la marge de dumping est fondé sur les renseignements fournis par les exportateurs, et encore moins vérifier que ces renseignements sont exacts. Pour cela, il faudrait que les représentants des producteurs nationaux fussent présents durant la vérification sur place. Les difficultés qui sont ainsi créées pour les parties sont dans une certaine

mesure atténuées par la communication de versions non confidentielles des renseignements protégés, tels des tableaux faisant apparaître des données indexées plutôt que les chiffres réels des importations, etc.

182. Dans les deux sections de la première communication des CE mentionnées par le Groupe spécial, les CE ont utilisé, respectivement, les renseignements confidentiels fournis par les producteurs communautaires et les données d'Eurostat. L'avis des CE (première communication, paragraphe 444) est que les renseignements recueillis directement auprès des producteurs (et d'autres parties intéressées) sont préférables (même s'ils sont confidentiels) parce qu'ils sont sujets à vérification. Ces renseignements étaient disponibles pour les exportations des producteurs nationaux (le sujet de la première section), mais non pour le volume total des importations en provenance de pays tiers (le sujet de la seconde section) parce que ces importations n'ont pas toutes été faites par des parties intéressées. En conséquence, dans ce dernier cas il était nécessaire de recourir à la "deuxième meilleure" source d'information, Eurostat.

Point 18: "Pas de possibilités ménagées en temps utile de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents"

Question n° 136

En quoi, le cas échéant, l'article 17.4 de l'Accord antidumping pourrait-il être pertinent ici? Veuillez présenter le raisonnement.

183. Le Brésil semble contester le règlement provisoire (voir la question n° 132). Si tel est le cas, il devrait montrer que les conditions prévues dans la dernière phrase de l'article 17.4 sont remplies. De toute manière, la mesure provisoire n'était plus en vigueur quand le Groupe spécial a été établi. Suivant la pratique de l'OMC[47], seules les mesures qui sont en vigueur au moment de l'établissement du groupe spécial peuvent faire l'objet de la procédure de règlement des différends.

Point 19: "Pas de renseignements adéquats sur les points de fait et de droit"

Quelle est la relation entre les dispositions de fond concernant la détermination de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité (articles 2 et 3) et les obligations de transparence en vertu de l'article 12? Une infraction aux dispositions de fond constituerait-elle automatiquement une infraction à l'article 12?

184. Les CE souscrivent aux observations ci-dessous faites à ce sujet par le Groupe spécial *Linge de lit*[48]:

> Ayant constaté une violation de la prescription de fond voulant que tous les facteurs indiqués à l'article 3.4 soient examinés au moment d'évaluer l'incidence des importations, nous estimons que la question de savoir si l'avis annonçant la détermination préliminaire ou positive de l'existence d'un dommage est "suffisant" au regard de l'article 12.2 est sans importance. Un avis peut expliquer de manière adéquate la détermination qui a été établie, mais si la détermination est quant au fond

[47] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("*États-Unis – Essence*"). WT/DS2/R, adopté le 20 mai 1996, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/AB/R, paragraphe 6.19; rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles* ("*Argentine – Textiles et vêtements*"), WT/DS56/R, adopté le 22 avril 1998, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS56/AB/R, paragraphe 6.14.

[48] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Linge de lit*, paragraphe 6.259. Le même avis est exprimé dans le rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21.5 *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/RW, distribué en 2001, comme confirmé par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS132/AB/RW, paragraphe 6.40.

incompatible avec les obligations juridiques pertinentes, l'adéquation de l'avis est sans intérêt. De plus, à notre avis, il est inutile d'examiner si l'avis d'une décision qui est incompatible quant au fond avec les prescriptions de l'Accord antidumping est, isolément, insuffisant au regard de l'article 12.2. Une constatation selon laquelle l'avis d'une mesure incompatible est inadéquat n'ajoute rien à la constatation de violation, au règlement du différend dont nous sommes saisis, ni à la compréhension des obligations imposées par l'Accord antidumping.

Question n° 139

Quelle est la portée de l'article 12.2 et 12.2.2? Ces dispositions visent-elles uniquement les avis au public des déterminations préliminaires et finales, ou visent-elles aussi tous les autres documents de l'enquête, à savoir les documents de notification et les lettres de transparence? Les documents de notification et les lettres de transparence peuvent-ils être considérés comme un "rapport distinct" au sens de l'article 12.2 et 12.2.2?

185. Les CE ont traité ces questions dans le paragraphe 216 de leur première communication. L'article 12.2 et 12.2.2 traite expressément des avis au public. Il fait référence expressément aux déterminations préliminaires et finales. Il doit être indiqué qu'un "rapport distinct" "existe". La note de bas de page 23 dispose que "Dans les cas où les autorités fourniront des renseignements et des explications conformément aux dispositions de cet article dans un rapport distinct, elles feront en sorte que ce rapport soit facilement accessible au public". Les documents de notification et les lettres de transparence contenaient des renseignements réservés aux destinataires uniquement. Ils ne sont pas visés par ces dispositions.

Question n° 140

Les parties considèrent-elles que les erreurs matérielles dans les avis au public des déterminations préliminaires ou finales peuvent constituer des motifs d'infraction à l'article 12.2 et 12.2.2?

186. Les erreurs qui sont transparentes et qui ne compromettent pas les droits des parties intéressées (ce qui est le cas dans le différend à l'examen) ne fournissent pas de base juridique permettant de contester le bien-fondé des mesures d'un Membre.

Question n° 141

Quelle est la relation entre l'article 12.2 et 12.2.2 et les dispositions de l'article 6.5 concernant la protection des renseignements confidentiels?

187. Les obligations en matière de publication énoncées dans l'article 12.2.1 et aussi 12.2.2 sont assorties de la condition restrictive "compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels". La nature de cette obligation est développée dans l'article 6.5. Toutefois, le traitement confidentiel n'est pas la seule limite des prescriptions de l'article 12 en matière de publication. L'article 12.2 exige la publication "de façon suffisamment détaillée" et l'article 12.2.1 parle d'"explications suffisamment détaillées". Ces dispositions prévoient qu'un certain nombre de détails ne seront pas inclus dans les textes publiés. Il faut mentionner aussi les conditions restrictives implicites dans la formule "points ... jugés importants par les autorités chargées de l'enquête" (voir la question suivante).

Question n° 142

Quels peuvent être les critères pertinents pour décider quels points de fait et de droit peuvent être jugés "importants par les autorités chargées de l'enquête" au sens de l'article 12.2?

188. Les CE n'ont connaissance d'aucun critère général qui puisse être invoqué dans ce contexte. Les points en question sont des points de fait qui dépendront des circonstances propres à chaque cas.

Autres

Question n° 143

Les CE pourraient-elles clarifier le sens de l'article 11.3 du règlement de base des CE concernant la question de savoir si l'exportateur a le droit d'avoir un réexamen ou bien s'il a le droit de demander un réexamen?

189. L'article 11.3 du règlement de base des CE en matière antidumping dispose ceci:

> La nécessité du maintien des mesures peut aussi être réexaminée, si cela se justifie, à la demande de la Commission ou d'un État membre ou, sous réserve qu'une période raisonnable d'au moins un an se soit écoulée depuis l'institution de la mesure définitive, à la demande d'un exportateur, d'un importateur ou des producteurs de la Communauté contenant des éléments de preuve suffisants établissant la nécessité d'un réexamen intermédiaire.
>
> Il est procédé à un réexamen intermédiaire lorsque la demande contient des éléments de preuve suffisants que le maintien de la mesure n'est plus nécessaire pour contrebalancer le dumping et/ou que la continuation ou la réapparition du préjudice serait improbable au cas où la mesure serait supprimée ou modifiée ou que la mesure existante n'est pas ou n'est plus suffisante pour contrebalancer le dumping à l'origine du préjudice.
>
> Lors des enquêtes effectuées en vertu du présent paragraphe, la Commission peut, entre autres, examiner si les circonstances concernant le dumping et le préjudice ont sensiblement changé ou si les mesures existantes ont produit les effets escomptés et éliminé le préjudice précédemment établi conformément à l'article 3. À ces fins, il est tenu compte de tous les éléments de preuve pertinents et dûment documentés dans la détermination finale.

190. À la lumière des faits dans le différend à l'examen, les CE supposent que le Groupe spécial est concerné essentiellement par la situation avant que la période d'un an se soit écoulée.

191. Le deuxième paragraphe de l'article 11.3 établit que, sous réserve que certaines conditions soient remplies, les autorités ont le devoir de procéder à un réexamen. Il peut donc être considéré que dans ces circonstances, l'exportateur qui demande un réexamen a un "droit" exécutoire de faire procéder à cet examen.

192. Avant l'expiration de la période d'un an, cette obligation ou ce droit n'existe pas, mais la Commission a le pouvoir discrétionnaire d'engager un réexamen de sa propre initiative. Les circonstances dans lesquelles elle peut exercer cette initiative ne sont pas définies. Elles n'excluent pas une demande présentée par un exportateur. En ce sens, il peut être dit que l'exportateur a le droit de *demander* un réexamen durant cette période. La Cour européenne de Justice pouvait ensuite réexaminer si la Commission avait agi dans les limites de son pouvoir discrétionnaire.

Question n° 144

Les CE peuvent-elles confirmer que si Tupy avait demandé un réexamen au cours de l'année suivant l'imposition des droits antidumping, la Commission aurait exercé son pouvoir discrétionnaire d'accorder une telle demande?

193. Une demande de réexamen présentée par Tupy dans le délai d'un an aurait été sérieusement prise en considération. Le 10 août 2001, la Commission a écrit à Tupy en l'invitant à demander un réexamen intérimaire. Tupy a répondu le 14 août, faisant observer que la société n'avait pas droit à un réexamen intérimaire. En fait, la période d'un an a expiré le 19 août.

194. En réponse à une demande de l'un des autres exportateurs, mais en fondant sa décision sur une procédure spéciale introduite en 2001 pour tenir compte des résultats des décisions rendues dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC, les CE ont ouvert un réexamen des droits antidumping sur lesquels porte le présent différend.[49] Une copie de l'avis d'ouverture est présentée comme pièce n° 26 des CE. La portée du réexamen "se limite à l'examen des pratiques de dumping des producteurs-exportateurs dans les pays concernés, dont les taux de droit reposent sur une méthode d'évaluation du dumping abordée dans les rapports [OMC *Linge de lit*] et qui enverront une réponse complète au questionnaire dans les délais fixés".

195. Étant donné que le réexamen prend en compte les données pour la période du 1er janvier 2001 au 30 septembre 2001, il aurait fourni une occasion d'évaluer les allégations de Tupy concernant les effets de la dévaluation. Mais bien que la Commission des CE ait accordé deux prorogations du délai aux fins de coopération, Tupy a décidé de ne pas coopérer, empêchant ainsi une vérification des effets allégués de la dévaluation après la période d'enquête initiale.

Aussi, si la demande avait été présentée plus d'un an après l'imposition du droit antidumping, la Commission aurait-elle automatiquement accordé la demande?

196. Si Tupy avait présenté une demande de réexamen une fois écoulée la période d'un an, cette demande aurait été acceptée sous réserve que les conditions de l'article 11.3 concernant les "éléments de preuve suffisants" aient été remplies.

Question n° 149

Les consultations dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC sont-elles pertinentes pour déterminer si une allégation relève du mandat d'un groupe spécial? Pourquoi, ou pourquoi pas? En général, est-il conservé un dossier vérifiable des consultations dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC? Existe-t-il un dossier de ces consultations dans le différend à l'examen? Veuillez vous référer à tout élément pertinent dans votre réponse.

197. En général, le mandat d'un groupe spécial est déterminé par la décision de l'ORD qui l'établit. Les consultations ne sont pas considérées simplement comme une première étape de la procédure de groupe spécial, mais comme un autre moyen de régler le différend. Elles peuvent par conséquent couvrir un large éventail de questions dont il n'est jamais attendu qu'elles soient portées devant un groupe spécial. Le caractère indépendant des consultations serait compromis s'il était considéré qu'elles aidaient à définir le mandat d'un groupe spécial. Cela ne signifie pas que les consultations ne peuvent jamais présenter de pertinence par rapport au mandat – l'Organe d'appel a utilisé des éléments de preuve tirés des consultations entre les parties pour montrer que celles-ci comprenaient le sens des

[49] *Journal officiel des CE*, C342/5, 5 décembre 2001.

termes figurant dans la demande d'établissement de groupe spécial.[50] Mais leur influence est tout au plus indirecte.

198. Un autre élément à considérer est que l'une des fonctions d'une demande d'établissement de groupe spécial est d'aviser les tierces parties, qui peuvent ne pas avoir participé aux consultations, par exemple dans le cas des consultations au titre de l'article XXIII.

199. Les CE conservent pour leur propre usage des dossiers concernant le fond des consultations auxquelles elles prennent part. En général, il n'est pas tenté d'en établir un compte rendu mutuellement convenu.

Question n° 150

Dans le cas présent, les renseignements relatifs à l'examen par les autorités communautaires de la question de l'externalisation et des liens éventuels de l'industrie communautaire avec des producteurs installés dans des pays non visés par l'enquête étaient-ils "confidentiels" aux fins de l'enquête des CE?

200. Les autorités communautaires avaient des éléments de preuve concernant les producteurs communautaires qui importaient le produit visé de pays tiers pour deux pays seulement, la Bulgarie et la Turquie. Les relations exactes entre les sociétés des CE concernées et les usines/producteurs bulgares et turcs et les quantités exactes qu'ils importaient étaient jugées confidentielles.

Question n° 151

Supposons que la partie plaignante fasse état de renseignements qu'elle a communiqués dans le cadre de l'enquête et qui figurent dans le dossier de l'enquête. La partie plaignante allègue qu'elle n'a accès à aucun renseignement additionnel sur la question, ni à aucune indication suivant laquelle l'autorité chargée de l'enquête a examiné ces renseignements ou a recherché des renseignements additionnels. Comment la partie plaignante (et le Groupe spécial) peuvent-ils déterminer si, et dans quelle mesure, l'autorité chargée de l'enquête a examiné les renseignements?

201. La partie plaignante peut demander au Membre défendeur de fournir les renseignements, et le Groupe spécial est habilité par l'article 13 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends à demander des renseignements concernant l'examen auquel l'autorité chargée de l'enquête a procédé.

[50] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* ("*Communautés européennes – Matériels informatiques*"), WT/DS62/R, WT/DS67/R, WT/DS68/R, adopté le 22 juin 1998, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphes 70 et suivants.

PIÈCES

Pièce n° 18 des CE	Tableau dmsalur241043.
Pièce n° 19 des CE	Copie de la facture n° 203886.
Pièce n° 20 des CE	Note manuscrite, 21-23 septembre 1999.
Pièce n° 21 des CE	Liste de toutes les exportations ouvrant droit à crédit d'impôt en 1998.
Pièce n° 22 des CE	Document de Tupy concernant les versements de commissions à Tupy Europe.
Pièce n° 23 des CE	Facture de Tupy à Jannone, Italie.
Pièce n° 24 des CE	Données concernant les ventes à l'exportation de Tupy faisant apparaître les totaux.
Pièce n° 25 des CE	Données concernant les ventes à l'exportation de Tupy faisant apparaître l'effet des taux de conversion.
Pièce n° 26 des CE	Avis d'ouverture d'un réexamen, 5 décembre 2001.

ANNEXE E-4

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DU BRÉSIL

14 mai 2002

1. À propos de la construction de la valeur normale, le règlement provisoire dispose ce qui suit:

> **"(26)(...), conformément à l'article 2, paragraphe 3 du règlement de base, la valeur normale a été construite en augmentant le coût de fabrication des types exportés, ajustés, si nécessaire, d'un montant raisonnable pour les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux ainsi que d'une marge bénéficiaire raisonnable. À cet effet, la Commission a examiné si les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux supportés et les bénéfices réalisés par chacun des producteurs-exportateurs concernés sur le marché intérieur étaient des données fiables.**
>
> **(27) Les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux intérieurs réels ont été jugés fiables lorsque le volume des ventes intérieures de la société concernée pouvait être considéré comme représentatif par rapport au volume des ventes à l'exportation vers la Communauté. La marge bénéficiaire intérieure a été déterminée sur la base des ventes intérieures effectuées au cours d'opérations commerciales normales, lorsque ces ventes à des clients indépendants et à un prix égal ou supérieur au coût de production représentaient au moins 10 pour cent du volume total des ventes intérieures du produit concerné effectuées par la société concernée. (...)" (non souligné dans l'original)**

a) Les CE pourraient-elles confirmer que, si les ventes sur le marché intérieur étaient représentatives, des ventes de certains types qui n'ont pas été effectuées au cours d'opérations commerciales normales (ventes non rentables) ont été incluses dans la base de la détermination des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général (frais ACG)?

Les ventes de certains types sur le marché intérieur qui n'ont pas été effectuées au cours d'opérations commerciales normales n'ont **pas** été incluses dans la base de la détermination des frais ACG. Les montants correspondant aux frais ACG, ainsi qu'aux bénéfices, ont tous deux été fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par le producteur exportateur faisant l'objet de l'enquête, comme le prescrit l'article 2.2.2.

Comme il est indiqué aux paragraphes 122 à 127 de la première communication des CE, les chiffres figurant dans la notification provisoire et les notifications définitives[1] le démontrent.

b) Dans l'affirmative, étant donné que des ventes de certains types qui n'étaient pas considérées comme ayant été effectuées au cours d'opérations commerciales normales ont été incluses dans la base de la détermination des frais ACG, mais

[1] Pièce n° 11 du Brésil et pièce n° 16 du Brésil, Annexe II, Annexe 3, page 28.

n'ont pas été incluses dans la base de la détermination de la marge bénéficiaire, les CE réaffirment-elles que la même méthode a été adoptée pour calculer les frais ACG et pour calculer la marge bénéficiaire?

Étant donné que la même méthode a été utilisée pour déterminer aussi bien les frais ACG que les bénéfices, cette question est dénuée de pertinence.

2. Dans leur première communication, les CE ont fait savoir que "le montant total du coût de fabrication, des frais ACG ainsi que des bénéfices correspond[ait] au montant des ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales" (ECFS, paragraphe 124, page 30) et que "tant les frais ACG que les bénéfices ont été fondés sur les 1 260 types de produits similaires vendus sur le marché intérieur" (ECFS, paragraphe 127, page 31, non souligné dans l'original).

Les CE confirment-elles que les ventes des 1 260 types de produits ont été effectuées "au cours d'opérations commerciales normales"? Si tel est le cas, pourquoi la valeur normale a-t -elle été construite pour 36 types de produits[2] dont les ventes sur le marché intérieur étaient considérées comme représentatifs?

[2] Le chiffre 36 correspond à la différence entre les 602 types qui étaient vendus sur le marché intérieur en quantités suffisamment représentatives et les 566 types pour lesquels il a été conclu que la valeur normale pouvait être fondée sur les prix sur le marché intérieur de types identiques, mentionnés dans la notification précédant le règlement provisoire (BFS, page 51).

Au paragraphe 117 de leur première communication, les CE ont expliqué que, conformément à l'article 2.2.2, la valeur normale construite était fondée sur les frais ACG et les bénéfices des ventes de tous les types du produit similaire effectuées sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales.

Les CE ont examiné ces données et constatent que le nombre de types vendus sur le marché intérieur était de 1 261 et non de 1 260 comme il est indiqué dans leur communication. Sur ces 1 261 types, on a constaté que 68 (et non 36) n'avaient pas été vendus au cours d'opérations commerciales normales et ils ont été exclus du calcul. Les frais ACG et les bénéfices ont par conséquent été calculés à partir des données relatives à 1 193 types vendus sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales. La méthode des CE et les données ont été communiquées à Tupy dans la notification définitive.[2] Ces données ont également été communiquées à Tupy sous la forme d'un CD-ROM.

(Point 5 - Valeur normale – Types de produits inappropriés)

3. Les CE pourraient-elles confirmer les données présentées dans le tableau ci-dessous?

	Nombre de types	Code 12	Code 18
1. Types exportés vers les CE	**1 375**	**1 092**	**283**
2. Types identiques vendus sur le marché intérieur	**653**	**653**	**0**
2.1 Types identiques – Ventes représentatives et rentables	**566**	**566**	**0**
2.2 Types identiques – Ventes représentatives et non rentables	**36**	**36**	**0**

[2] Pièce n° 16 du Brésil, Annexe II, Annexe 3.

	Nombre de types	**Code 12**	**Code 18**
2.3 Types identiques – Ventes non représentatives et rentables	**45**	**45**	**0**
2.4 Types identiques – Ventes non représentatives et non rentables	**6**	**6**	**0**
3. Types non identiques vendus sur le marché intérieur	**722**	**436**	**286**

Les données correctes sont les suivantes:

	Nombre de types	Code 12	Code 18
1. Types exportés vers les CE	1 375	1 092	283
2. Types identiques vendus sur le marché intérieur	668	668	0
2.1 Types identiques – Ventes représentatives et rentables	566	566	0
2.2 Types identiques – Ventes représentatives et non rentables	36	36	0
2.3 Types identiques – Ventes non représentatives et rentables	62	62	0
2.4 Types identiques – Ventes non représentatives et non rentables	4	4	0
3. Types non identiques vendus sur le marché intérieur (s'entend des types exportés qui n'étaient pas vendus sur le marché intérieur)	707	424	283

4. Les CE pourraient-elles confirmer si elles ont relevé des ventes à l'exportation vers les CE de types dont le code commençait par 68 et 69 pendant la période couverte par l'enquête?

Les CE ont constaté aucune vente à l'exportation vers les CE de types dont le code commence par 68 ou 69 pendant la période couverte par l'enquête.

5. Les CE pourraient-elles indiquer quels étaient les éléments de preuve présentés par l'exportateur brésilien pour démontrer que les types dont le code commençait par 79 ne constituaient pas un produit similaire et en quoi ils diffèrent des éléments de preuve qui ont été présentés pour les types de produits des codes 68 et 69?

Types de produits du code 79:

Tupy n'a ni demandé ni contesté l'exclusion des types de produits dont le code commençait par 79 du champ de l'enquête, et n'a pas non plus présenté d'éléments de preuve pour démontrer qu'ils ne constituaient pas un produit similaire. Les raisons pour lesquelles le champ de l'enquête a été limité aux accessoires de tuyauterie en fonte malléable filetés sont exposées dans les considérants 10) et 11) du règlement provisoire et dans le document contenant la divulgation provisoire.[3]

[3] Pièce n° 11 du Brésil, Annexe I, paragraphe 2.1.

Dans sa réponse au questionnaire, Tupy a fait une description de son système de codification des produits[4], mais n'a pas mentionné les types de produits du code 79. Étant donné que les fonctionnaires chargés de l'affaire ont relevé des produits de ces types dans les ventes de Tupy sur le marché intérieur (12 types dont le code commence par 79 dont 1 502 207 unités ont été vendues), Tupy a fourni, à leur demande, des données corrigées au cours de la vérification sur place. Ces données indiquaient que les types de produits du code 79 étaient des produits en "fonte malléable – marque spéciale Meikon" et ajoutaient aux codes de finition indiqués dans la réponse au questionnaire, à savoir 3 – filetage BSP et 4 – filetage NPT, trois codes additionnels (0 – pièce au stade de l'ébavurage; 1 – pièce semi-usinée; 2 – pièce usinée). Sur les 12 types du code 79 vendus sur le marché intérieur, six (représentant 95 842 unités vendues) étaient indiqués comme étant à filetage BSP (code de finition 3) et six (représentant 1 406 365 unités vendues) étaient indiqués comme étant des pièces au stade de l'ébavurage.

Les types de produits du code 79 n'étaient pas mentionnés dans les brochures commerciales de Tupy concernant les accessoires de tuyauterie en fonte malléable.

Lorsqu'il a été débattu des aspects techniques des produits vendus par Tupy, au cours de la vérification sur place, Tupy a expliqué que la totalité des types du code 79 étaient non filetés et vendus à un client unique, Meikon, en tant que ventes "OEM". En fait, ces types de produits n'étaient pas des accessoires mais étaient présentés comme tels parce qu'ils étaient produits sur la même chaîne de production et relevaient du même code NC. Ils n'étaient pas utilisés comme accessoires mais comme équipement pour fabriquer des fils enrobés de plastique. Ils étaient réexportés par Meikon vers les marchés sud-américains.

En conclusion, les types dont le code commençait par 79 étaient tous non filetés et exclus, pour cette raison, de la définition du produit. Le fait qu'ils n'étaient pas utilisés comme accessoires mais comme équipement et qu'ils n'étaient pas consommés sur le marché brésilien mais exportés vers d'autres marchés sud-américains aurait pu offrir des raisons additionnelles de les exclure du champ des produits visés par la procédure.

Types de produits des codes 68 et 69:

Tupy n'a ni demandé l'exclusion des types de produits des codes 68 et 69 du champ de l'enquête, ni contesté leur inclusion. Bien que Tupy ait demandé un ajustement pour des différences physiques au moment de comparer la valeur normale et le prix à l'exportation, le fait que les prix de vente des types des codes 68 et 69 sur le marché intérieur n'étaient pas utilisés pour déterminer la valeur normale rendait ces ajustements inutiles.

Tupy n'a pas avancé au cours de la procédure d'arguments spécifiques, en faveur de l'exclusion de ces types de produits. Ils étaient inclus dans les types indiqués par Tupy dans sa réponse au questionnaire. Contrairement aux types du code 79, ils figuraient dans les brochures commerciales de Tupy, aux côtés des types du code 12 et étaient décrits comme des "accessoires de tuyauterie en fonte malléable".

Les différences entre les types des codes 12 et 18 d'une part et ceux des codes 68 et 69 d'autre part reposent principalement sur le filetage: les premiers sont à filetage BSP et les seconds à filetage NPT. Si les pressions auxquelles les accessoires des codes 12, 18 et 69 peuvent résister sont globalement les mêmes[5], les accessoires du code 68 peuvent résister à une pression plus élevée.

Tous ces types étaient considérés comme étant des produits similaires parce qu'ils avaient les mêmes caractéristiques physiques et techniques de base et les mêmes utilisations, malgré des

[4] Pièce n° 5 du Brésil, section B.2.3.
[5] Brochure commerciale jointe à la réponse de Tupy au questionnaire, pièce n° 5 du Brésil.

différences au niveau de la dimension, de la forme, du fini en surface et de la qualité de la fonte. Des différences spécifiques dans le filetage, dont les producteurs-exportateurs coréens ont allégué l'existence, et qui ont été examinées par les CE, n'ont pas été jugées suffisantes pour exclure certains types du champ des produits visés.[6]

(Point 9 - Pas d'ajustement adéquat pour frais d'emballage)

6. Le paragraphe 228 de la première communication des CE se lit comme suit:

> **"En ce qui concerne la conversion du montant pour le transport, il y a une raison précise, mais assez technique, qui explique que l'on ait utilisé un taux mensuel. Les CE fourniront avec plaisir cette explication, mais à ce stade de la procédure, elles soutiennent simplement que c'est une question *de minimis* puisque les frais de transport étaient inférieurs à 0,5 pour cent de la somme totale."**

a) Les CE pourraient-elles expliquer pour quelle raison c'est le taux mensuel qui a été utilisé dans la conversion du montant pour le transport au lieu du taux de change en vigueur à la date de la vente, comme le prescrit l'article 2.4.1?

Contrairement aux instructions précises figurant dans le questionnaire, les éléments dont il est allégué qu'ils doivent être pris en compte dans les prix à l'exportation ont été indiqués par Tupy dans la monnaie étrangère dans laquelle les factures d'exportation respectives étaient libellées, et non en reais.

Pour convertir l'élément à prendre en compte pour le *transport* de la monnaie étrangère en reais, les CE ont utilisé le même taux de conversion que celui que Tupy avait utilisé pour convertir dans la monnaie étrangère les montants exprimés en reais. Tupy a indiqué ces taux de change dans le fichier ECALLUR, dans la colonne "EXCHANGE", sur le CD-ROM accompagnant sa lettre du 5 octobre 1999. La méthode appliquée par les CE garantissait que le montant en reais constituant un ajustement (50 200 reais) correspondait au montant inscrit pour le transport intérieur dans les comptes de Tupy.

b) Les CE pourraient-elles confirmer si le taux mensuel a été utilisé uniquement pour convertir le montant correspondant au transport? Le taux mensuel a-t-il été utilisé pour convertir le montant correspondant à d'autres à prendre en compte?

Voir la réponse à la question n° 88 du Groupe spécial.

(Point 10 - Échantillonnage punitif)

7. Les CE pourraient-elles expliquer pourquoi elles ont décidé de comparer les prix sur le marché intérieur et les prix à l'exportation d'un échantillon de 20 types, au lieu de comparer les prix des 566 types dont les ventes étaient représentatives et étaient effectuées au cours d'opérations commerciales normales? Les autorités chargées de l'enquête ne disposaient-elles pas des données relatives aux ventes de ces 566 types?

Les CE ont traité ce point en répondant aux questions du Groupe spécial (n° 57 et n° 67).

[6] Règlement provisoire, considérants 17 à 19.

ANNEXE E-5

RÉPONSE DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX TIERCES PARTIES

7 janvier 2002

Question n° 1

Quelle est la signification, le cas échéant, de l'expression "prix [...] sur le marché intérieur" figurant à l'article 3.1?

Réponse

1. Cette expression atteste que la détermination de l'existence d'un dommage comporte un examen des conditions sur le marché intérieur du Membre importateur. Alors que la détermination de l'existence d'un dumping au titre de l'article 2 comporte une comparaison du prix des produits exportés avec le prix du produit comparable lorsqu'il est vendu sur le marché national du Membre exportateur ou sur le marché d'un pays tiers, la détermination de l'existence d'un dommage est axée sur le volume, les effets sur les prix et l'incidence du produit importé faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux *sur le marché du Membre importateur*.

Question n° 2

Quelle est la signification, le cas échéant, de la mention "importations faisant l'objet d'un dumping", figurant à l'article 3.2?

Réponse

2. Les "importations faisant l'objet d'un dumping" mentionnées à l'article 3.2 et tout au long de l'article 3 désignent toutes les importations du produit en provenance des pays faisant l'objet de l'enquête, autres que les marchandises pour lesquelles une détermination négative de l'existence d'un dumping a été faite. Cette expression doit être interprétée de façon qu'elle ait un sens telle qu'elle est utilisée tout au long de l'article 3, en particulier compte tenu du cadre de la détermination de l'existence d'un dommage. À cet égard, l'Accord exige que les autorités chargées de l'enquête examinent, d'une part, le volume et les effets sur les prix *des importations faisant l'objet d'un dumping*, et, d'autre part, tous les facteurs économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production nationale. À travers cet examen partiellement commun des *importations faisant l'objet d'un dumping* et des facteurs relatifs à la branche de production nationale, les autorités chargées de l'enquête examinent l'"incidence" de ces *importations faisant l'objet d'un dumping* sur la branche de production nationale.[1]

[1] *Voir* l'article 3.1 et 3.3.

3. Les "importations faisant l'objet d'un dumping" mentionnées à l'article 3 ne sont ni restreintes à des transactions particulières qui ont été examinées dans le cadre de déterminations de l'existence d'un dumping, ni limitées dans le temps à la période couverte par la détermination de l'existence d'un dumping. Cette interprétation est compatible avec le fait que l'Accord reconnaît que dans certains cas l'établissement de déterminations individuelles de l'existence d'un dumping pour chaque exportateur ou producteur connu sera irréalisable; dans ces cas, les autorités peuvent limiter leur examen de l'existence d'un dumping soit à des échantillons choisis, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question, "sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter".[2] En outre, l'Accord permet de présumer que les ventes des entreprises qui ne sont pas examinées spécifiquement pour le calcul d'une marge de dumping ont également été réalisées à des prix de dumping s'il s'avère que les ventes des entreprises examinées font l'objet d'un dumping. Dans chacune des circonstances exposées ci-dessus, la détermination de l'existence d'un dumping ne serait pas spécifique à des ventes individuelles des produits importés en question sur le marché intérieur du Membre importateur et toutes les importations, qu'elles fassent spécifiquement l'objet d'une marge calculée pour elles-mêmes ou d'une marge présumée fondée sur un "taux résiduel global", devraient être traitées comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.

4. En outre, si les "importations faisant l'objet d'un dumping" examinées au titre de l'article 3.2 étaient limitées à celles visées par les transactions précises examinées dans la détermination de l'existence d'un dumping, alors un Membre importateur ne serait pas autorisé à examiner à des fins de détermination de l'existence d'un dumping le volume et les effets sur les prix de toute importation réalisée en dehors de la période ordinaire de 12 mois utilisée par la plupart des autorités chargées des enquêtes comme période couverte par l'enquête pour déterminer l'existence d'un dumping.[3] Alors que la détermination de l'existence d'un dumping n'a normalement pas à tenir compte des tendances dans le temps, les prescriptions de l'article 3.1 concernant la détermination de l'existence d'un dommage prévoient nécessairement que le Membre importateur réunira des renseignements portant sur plus d'une année de façon à évaluer l'évolution du volume et des prix.[4] L'examen par un Membre importateur du point de savoir s'il y a eu une augmentation notable en termes absolus ou relatifs du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et du point de savoir si les importations faisant l'objet d'un dumping ont, dans une mesure notable, déprimé les prix ou empêché des hausses de ces prix pour le produit similaire sur le marché intérieur doit se faire dans le cadre d'un délai approprié, qui sera presque toujours plus long que la période couverte par l'enquête pour la réalisation du calcul du dumping. Selon les circonstances, le volume et les effets sur les prix résultant des importations en question peuvent être immédiats ou n'être visibles que sur une période plus longue. En outre, le fait que dans certaines branches de production l'exécution des ventes peut prendre plus d'un an, et que dans certaines branches de production les ventes sont réalisées en vertu de contrats annuels ou de contrats plus longs, démontre plus précisément la fréquente nécessité d'examiner une période pluriannuelle dans les enquêtes en matière de dommage.

---

[2] *Voir* l'article 6.10.

[3] La période couverte par la détermination de l'existence d'un dumping sera normalement d'un an, mais en aucun cas inférieure à six mois. Article 2.2.1, note 4.

[4] La disparité entre la période couverte par l'enquête qui est ordinairement de 12 mois pour calculer le dumping et la période couverte par l'enquête qui est nettement plus longue pour déterminer l'existence d'un dommage est bien antérieure au Cycle d'Uruguay. Les négociateurs étaient parfaitement conscients que la période pour calculer le dumping serait plus courte que la période pour évaluer le dommage. C'est pourquoi ils ont réaffirmé l'obligation pour les autorités chargées de l'enquête d'évaluer le dommage en se fondant sur un examen du volume et des effets sur les prix et de l'incidence qui, par définition, porterait sur plus d'une année. En effet, les Membres de l'OMC ont approuvé par consensus la pratique consistant à recueillir des données pour une période d'un an pour déterminer l'existence d'un dumping et pour une période d'au moins trois ans pour évaluer le dommage. Ce consensus apparaît dans la *Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping* adoptée par le Comité des pratiques antidumping de l'OMC le 5 mai 2000.

5. Le sens de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" telle qu'elle est utilisée tout au long de l'article 3 a été examiné dans l'affaire *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*.[5] Le Groupe spécial *Linge de lit* a constaté que la détermination de l'existence d'un dumping se faisait par référence à un *produit* et non par référence à des transactions individuelles et que les autorités chargées de l'enquête pouvaient par conséquent traiter toutes les importations visées par la détermination de l'existence d'un dumping comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage au titre de l'article 3.[6] Cette conclusion du Groupe spécial reposait sur bon nombre de considérations identiques à celles avancées ci-dessus. En outre, comme ce groupe spécial l'a fait observer, l'opinion selon laquelle "les importations faisant l'objet d'un dumping" comprennent toutes les importations en provenance des sources visées sans distinction par transaction est aussi compatible avec les constatations des groupes spéciaux du GATT dans les affaires concernant les *saumons*.[7]

6. L'article 3.2 de l'Accord antidumping prévoit que les autorités chargées de l'enquête examineront le volume et les effets sur les prix de toutes les importations faisant l'objet de la détermination de l'existence d'un dumping. Cela ne signifie pas, cependant, que les autorités chargées de l'enquête doivent, d'une manière ou d'une autre, prendre en considération chacune des importations visées. L'Accord n'indique pas de méthodes explicites que les autorités chargées de l'enquête doivent utiliser pour examiner le volume des importations ou leurs effets sur les prix.

Question n° 3

À la différence de l'article 2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le dumping, l'article 3 ne donne aucune indication spécifique quant à la méthode qu'un enquêteur doit utiliser pour examiner la sous-cotation du prix. Veuillez commenter.

7. Comme le fait observer le Groupe spécial, l'article 3.2 ne contient aucune prescription imposant l'utilisation d'une méthode particulière par les autorités chargées de l'enquête pour examiner s'il y a eu une sous-cotation notable du prix aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. En particulier, par opposition à l'inclusion dans l'article 2 de méthodes spécifiques pour l'examen des prix des transactions aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping, l'absence de référence à une méthode particulière à l'article 3 doit être interprétée comme signifiant qu'aucune méthode spécifique n'est prescrite.

[5] *CE - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, rapport adopté tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel du 12 mars 2001, paragraphes 6.121 à 141 (ci-après "*Linge de lit*").

[6] *Linge de lit*, paragraphes 6.136 et 6.139. Le Groupe spécial *Linge de lit* a décrit les produits visés comme étant "toutes les importations en provenance de producteurs/exportateurs pour lesquels une détermination positive de l'existence d'un dumping est formulée". Cependant, il est clair que le Groupe spécial faisait en fait référence à toutes les importations en provenance d'Inde pour lesquelles il n'y avait *pas* de détermination *négative* de l'existence d'un dumping. *Voir* le paragraphe 6.138. Dans l'affaire *Linge de lit*, les importations pour lesquelles il y avait une détermination positive de l'existence d'un dumping et celles pour lesquelles il n'y avait pas de détermination négative de l'existence d'un dumping étaient les mêmes.

[7] *Linge de lit*, paragraphe 6.141, *citant Saumons - Droits antidumping*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 565 à 571; *Saumons - Droits compensateurs*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 328 à 340.

8. Cela dit, la procédure que les autorités chargées de l'enquête utilisent pour faire des comparaisons de prix au titre de l'article 3 doit être compatible avec les objectifs et autres prescriptions de l'article 3. Ainsi, les comparaisons de prix doivent correspondre à un examen objectif conformément à l'article 3.1 et doivent comporter une comparaison des prix pour les importations faisant l'objet d'un dumping (voir plus haut la réponse à la question n° 2 concernant le sens de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" dans ce contexte) avec les prix d'un produit similaire du Membre importateur.[8] En outre, comme il a été expliqué plus haut en réponse à la question n° 1, l'objectif primordial de la comparaison des prix et de l'examen de la dépression ou de l'empêchement des hausses des prix est de déterminer les effets, le cas échéant, des importations faisant l'objet d'un dumping sur les produits similaires sur le marché intérieur.[9]

[8] *Voir* l'article 3.2.
[9] *Voir* l'article 3.1.

ANNEXE E-6

OBSERVATIONS DU BRÉSIL SUR LES RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES

(21 mai 2002)

Observations générales

Les observations du Brésil sur les réponses des CE aux questions du Groupe spécial sont présentées ci-après. Le Brésil précise que dans les observations qui suivent, il n'entend pas passer en revue tous les points et arguments soulevés dans les réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial aux parties. Le Brésil a déjà eu l'opportunité, dans ses propres communications, déclarations et réponses aux questions du Groupe spécial et des CE, de présenter sa propre position sur les points ci-dessous. Il formule donc ci-après des observations additionnelles uniquement quand il lui semble nécessaire de mieux clarifier à ce stade sa position sur certains points. Le Brésil peut décider en tout état de cause d'approfondir plus avant, selon qu'il convient, tout aspect des points en question au cours des étapes ultérieures de la présente procédure.

Question n° 1

En ce qui concerne les allégations du Brésil au titre de l'article 15 de l'*Accord antidumping*, les Communautés européennes auraient-elles agi de la même manière dans une enquête antidumping impliquant un pays développé Membre? Ce point est-il pertinent en l'espèce? Dans la négative, quels sont le sens et la signification juridique de l'expression "[prendre] spécialement en considération" dans la première phrase de l'article 15?

Le Brésil prend note des déclarations des CE suivant lesquelles "[e]n règle générale, les autorités communautaires n'agiraient pas de la même manière s'agissant de l'application de mesures antidumping impliquant un pays développé Membre" et "[i]l n'a […] pas été pris de mesures similaires à l'égard du Japon, le seul pays indéniablement développé visé par la procédure en question"[1] (non souligné dans l'original). Le Brésil ne voit pas clairement à quelles "mesures" les CE font référence. Si par ces "mesures" il faut entendre la suggestion suivant laquelle Tupy devrait offrir un engagement, le Brésil rappelle que lesdites "mesures" ont été prises seulement après que le Brésil eût soulevé cette question dans le cadre des contacts bilatéraux. En ce qui concerne le deuxième paragraphe de la réponse des CE, le Brésil renvoie le Groupe spécial aux arguments présentés sur ce point dans la deuxième communication du Brésil.

Question n° 6

Quelles sont les obligations juridiques imposées par l'article 15 de l'Accord antidumping? Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration des Communautés européennes au paragraphe 31 de leur première communication écrite suivant laquelle "... la première phrase [de l'article 15] n'impose pas d'obligation juridique"? S'il n'existe pas qu'une seule obligation en vertu de l'article 15, quelle est la relation, le cas échéant, entre ces obligations - en d'autres termes, s'agit-il d'obligations distinctes et indépendantes ou d'obligations liées et

[1] Voir les réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond, Genève, 14 mai 2002, "les réponses des CE", paragraphe 1.

interdépendantes? Veuillez expliquer votre réponse, au regard des règles coutumières d'interprétation du droit international public et en vous référant à tous les éléments pertinents.

Le Brésil prend note de la déclaration vague et sans nuances des CE suivant laquelle "[c]ette interprétation était justifiée au regard des règles énoncées dans la Convention de Vienne".[2] En tout état de cause, le Brésil fait valoir encore que les CE n'avancent aucune argumentation justifiant pourquoi la première phrase de l'article en question devrait être *absorbée* dans la seconde phrase, ni pourquoi le Groupe spécial devrait accepter ce genre de suggestion, qui est contraire aux *principes de l'effet utile*.

Question n° 12

À quels facteurs devrait s'en remettre un groupe spécial pour déterminer si l'imposition de mesures antidumping porterait atteinte aux "intérêts essentiels" du Brésil au sens de l'article 15 de l'*Accord antidumping*? Les parties souscrivent-elles à la déclaration des États-Unis dans leur communication écrite en tant que tierce partie (paragraphe 14) suivant laquelle le terme "essentiels" implique un critère très strict s'agissant pour le pays en développement de démontrer à quel degré les droits antidumping porteraient atteinte à son intérêt national?

Le Brésil est catégoriquement en désaccord avec la thèse des CE voulant que l'article 15 constitue une exception par rapport aux autres obligations imposées par l'Accord antidumping et que la charge de la preuve incombe au Membre qui se prévaut de l'exception.[3] En réalité, les CE soutiennent que c'est *seulement* au cas où l'application de mesures antidumping "porterai[...]t atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement", que l'obligation d'explorer les "possibilités" de "solutions constructives" existe. Les CE semblent aussi donner à entendre que c'est au pays en développement Membre qu'il incombe de démontrer qu'il serait porté atteinte à son intérêt essentiel.

Le Brésil considère que l'interprétation des CE, qui n'est étayée par aucun élément pertinent, est contraire au texte même de l'article 15. Le libellé exact de la seconde phrase de l'article 15 impose aux pays développés Membres une obligation en ce sens que les possibilités de solutions constructives "seront explorées" préalablement à l'application de droits antidumping visant les importations en provenance d'un pays en développement Membre. Par conséquent, l'article 15 n'est pas une exception, mais impose aux pays développés Membres une obligation fondamentale additionnelle à laquelle il doit être satisfait préalablement à l'application de droits antidumping. Le Brésil fait observer que cette obligation est qualifiée par le membre de phrase "lorsque ceux-ci [les droits antidumping] porteraient atteinte aux intérêts essentiels de pays en développement Membres". Cependant, étant donné que l'obligation principale d'"explorer" incombe aux pays développés Membres, le Brésil considère qu'au même titre l'obligation de montrer que l'application de droits antidumping qui est envisagée ne porterait *pas* atteinte à l'intérêt essentiel d'un pays en développement incombe aux pays développés Membres. Une simple lecture de l'article 15 montre effectivement qu'il est attendu d'un pays développé Membre qu'il explore les possibilités de solutions constructives *sauf s'il* peut démontrer que la mesure antidumping envisagée ne porterait *pas* atteinte à l'intérêt essentiel d'un pays en développement Membre. La réponse du Brésil à la question n° 12 du Groupe spécial doit être lue dans ce contexte.

[2] Voir les réponses des CE, paragraphe 3.
[3] Voir *ibid*., paragraphe 11.

Question n° 20

Suivant le Brésil, les Communautés européennes ont pour la première fois "pris en considération expressément" la dévaluation de la monnaie le 20 juillet 2000 dans la notification précédant le règlement définitif. Les Communautés européennes en conviennent-elles? Ce point est-il pertinent? Pourquoi, ou pourquoi pas?

À titre d'information générale, le Brésil rappelle que les CE ont fourni dès le début de l'enquête des taux de change détaillés pour la conversion en écus/euros.[4] Les taux de conversion pour le real brésilien étaient les suivants:

Période	Écu/euro = real
1995	1,199
1996	1,276
1997	1,222
1998	1,299
Période couverte par l'enquête	1,509
1998/04	1,245
1998/05	1,273
1998/06	1,272
1998/07	1,275
1998/08	1,291
1998/09	1,363
1998/10	1,419
1998/11	1,390
1998/12	1,413
1999/01	1,785
1999/02	2,236
1999/03	2,146

Par conséquent, le problème de la dévaluation importante du real brésilien était connu des CE avant même l'engagement de la procédure.[5] Cela a pour conséquence importante que les CE savaient parfaitement que la situation de dumping qui était alléguée par les requérants et qui était à l'origine de l'ouverture de l'enquête antidumping visant le Brésil était totalement différente au moment de l'ouverture de l'enquête (en ce sens qu'il n'y avait pas de dumping à neutraliser), et que les mesures antidumping que les CE ont adoptées en l'espèce à l'issue de l'enquête étaient totalement malvenues et inappropriées, comme le Brésil l'a fait valoir dans le cadre du premier aspect traité par lui sous le point 3.

Question n° 26

Les Communautés européennes considèrent-elles que la comparaison des prix à la fin de la période couverte par l'enquête faisait apparaître des différences nulles, ou décroissantes, entre le prix à l'exportation et la valeur normale à la fin de la période? Veuillez expliquer en quoi ce point est pertinent pour établir la marge de dumping durant la période couverte par l'enquête dans son ensemble. Veuillez préciser le fondement juridique de votre réponse, en vous référant à tous les éléments pertinents.

En ce qui concerne la déclaration des CE suivant laquelle "les prix de Tupy à la fin de la période couverte par l'enquête, immédiatement après la dévaluation, ne sont pas un indicateur fiable

[4] Voir le questionnaire (pièce n° 3 du Brésil), page 72.
[5] Voir les réponses des CE, paragraphe 21.

de ses prix à moyen terme"[6], le Brésil a deux observations à faire. Premièrement, il rappelle l'exemple suivant cité dans sa première communication:

"Supposons, aux fins de l'argumentation, qu'un producteur exportateur brésilien vendait en avril 1998 le produit en question sur le marché brésilien à 10 reais l'unité et à l'équivalent en écus/euros de 8,03 s'il était vendu le même jour aux CE. À ce moment, le prix unitaire du produit en question était le même en reais brésiliens et en écu/euro sur les deux marchés. À supposer que la valeur nominale du prix sur le marché intérieur et du prix à l'exportation n'ait pas été affectée par d'autres facteurs entre avril 1998 et mars 1999, lorsque le real brésilien s'est déprécié de 41,99 pour cent par rapport à l'écu/euro après la dévaluation [note de bas de page: 1 écu/euro valait 1,245 real en avril 1999 et 2,146 reais en mars 1999; voir le questionnaire, page 72], le prix à l'exportation de 8,03 écus/euros, une fois converti en reais en mars 1999 était de 17,23. Inversement, si l'on convertissait ces prix en écu/euro, les deux prix étaient de 8,03 écus/euros en avril 1998, mais du fait de la dévaluation le prix sur le marché intérieur n'était plus que de 4,66 écus/euros en mars 1999."[7] Par conséquent, le Brésil considère que *dans des conditions normales* en cas de forte dévaluation la valeur normale du produit en question devient notablement inférieure au prix à l'exportation, de sorte qu'il n'y aurait pas en réalité de dumping dans lesdites circonstances.

Deuxièmement, le Brésil considère que la méthode évidente pour établir si ces "conditions normales" se sont maintenues en l'occurrence après la dévaluation (c'est-à-dire en examinant comment l'exportateur brésilien a réagi à la dévaluation de la monnaie) consistait à prendre l'initiative d'un réexamen immédiat (voir également ci-dessous les observations du Brésil en relation avec la question n° 33).

Question n° 33

Quel est le sens du membre de phrase "dans les cas où cela sera justifié" à l'article 11.2 de l'Accord antidumping? Veuillez indiquer le fondement juridique de votre réponse. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, qu'il "soit justifié" d'engager un réexamen, existe-t-il une obligation juridique d'engager un réexamen de sa propre initiative?

Le Brésil n'est pas d'accord avec l'interprétation des CE selon laquelle "[l]'engagement d'un réexamen de sa propre initiative reste par conséquent un cas de figure résiduel, qui est approprié dans des circonstances inusuelles ou extrêmes". Le Brésil considère que l'article 11.1 énonce une "règle de nécessité" *générale* qui veut que les droits antidumping ne restent en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage et qu'il est donné effet à cette règle générale par le biais, entre autres, de l'article 11.2.[8] Le Brésil estime que l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation d'entreprendre un réexamen de sa propre initiative "dans les cas où cela sera justifié" et que cette obligation s'applique tout au long de l'existence d'une mesure antidumping.

Question n° 35

En quoi consistent, le cas échéant, la pertinence et le rôle par rapport à la présente procédure de la jurisprudence et de la pratique des CE concernant le "changement de circonstances" cité par le Brésil aux pages 38 et suivantes de sa première communication écrite?

Le Brésil ne souscrit pas à la conclusion des CE suivant laquelle "même à supposer que la marge de dumping eût diminué durant la période immédiatement consécutive à la dévaluation, il n'y aurait pas eu de raison de conclure que ce changement serait persistant". Comme expliqué ci-dessus en relation avec la question n° 33, la base appropriée pour les CE pour examiner si "ce changement"

[6] Voir les réponses des CE, paragraphe 26; voir aussi le paragraphe 30.
[7] BFS, paragraphe 194.
[8] Voir, par exemple, "*États-Unis - DRAM*", paragraphe 6.41.

serait persistant ou non aurait été un réexamen entrepris de leur propre initiative conformément à l'article 11.2, puisqu'il y avait d'amples indications qu'un tel réexamen était bel et bien "justifié".

Question n° 37

Veuillez commenter l'allégation du Brésil concernant la discordance entre votre déclaration dans la notification précédant le règlement provisoire:

"- Sur le marché intérieur, des produits dont les codes commençaient par 12, 68, 69 et 79 étaient vendus. Les produits dont les codes commençaient par 68 et 69 avaient un filetage différent (NPT au lieu de BSP), tandis que 79 produits n'étaient pas filetés. Les produits du code 68 étaient également conçus pour une pression plus élevée que les autres produits. Les coûts de fabrication de ces produits semblaient être différents, et la plupart de ces produits avaient aussi des valeurs marchandes qui étaient très différentes.

- Sur le marché communautaire, Tupy vendait des produits dont le code commençait par 12 (de marque propre) et des produits dont le code commençait par 18 (de la marque Nefit). Là encore, ces produits semblaient avoir parfois des coûts de fabrication très différents." (notes de bas de page omises, pas de caractère gras dans l'original)

et la position prise dans l'enquête de ne pas accorder les ajustements envisagés par l'article 2.4.

Le Brésil ne partage pas l'opinion des CE suivant laquelle "[c]et exemple montre que les accessoires de filetage différent ou de marque différente, même s'ils sont pour le reste quasi identiques, ont une valeur marchande très différente et qu'il serait déraisonnable de combiner les ventes sur le marché intérieur des types 12, 68 et 69 pour déterminer une valeur normale combinée pour les types 12 et 18, dont le coût et la valeur marchande varient à leur tour fortement".[9] Le Brésil conteste que la différence dans les coûts de fabrication entre les types de produits dont les codes de produits internes commençaient par "12" et "18", qui selon l'exemple des CE était d'*environ 5 pour cent*, permette de conclure qu'il s'agit de types de produits dont "le coût varie fortement". En outre, étant donné que les types de produits dont les codes de produits internes commençaient par "18" n'étaient pas vendus du tout sur le marché intérieur, il est logiquement impossible que les types de produits des codes "12" et "18" aient eu une "valeur marchande très différente".[10]

Question n° 41

Veuillez commenter les déclarations faites par le Brésil à la page 60 de sa première communication écrite:

> **"En conséquence, l'expression "dans le présent accord" à l'article 2.6, quand elle est lue conjointement avec le libellé de l'article 2.2.2, oblige les autorités chargées de l'enquête à utiliser les montants réels pour les frais ACG et pour les bénéfices concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, des produits qui sont identiques, c'est-à-dire semblables à tous égards, au produit considéré. C'est seulement en l'absence de tels produits identiques que peuvent être utilisés les montants réels pour les frais ACG et pour les bénéfices concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, des produits qui, bien qu'ils ne lui soient pas semblables à tous égards, présentent des caractéristiques ressemblant**

[9] Voir les réponses des CE, paragraphe 60; voir aussi le paragraphe 58.

[10] Voir aussi la notification précédant le règlement provisoire (pièce n° 11 du Brésil), où les CE ont déclaré que "ces produits [les types de produits dont les codes de produits internes commençaient par "12" et "18"] semblaient avoir parfois des coûts de fabrication très différents"; annexe I, page 2.

étroitement à celles du produit considéré. Toutefois, dans ce dernier cas l'autorité chargée de l'enquête est tenue de prendre dûment en considération, en fonction des circonstances propres à chaque cas, les différences dans les caractéristiques physiques affectant la comparabilité des prix ..."

Le Brésil rappelle l'allégation des CE suivant laquelle "[l]e type d'interprétation proposé par le Brésil conduirait à des résultats arbitraires voire chaotiques, qui ne sont manifestement pas l'intention de l'Accord".[11] Le Brésil fait valoir que son interprétation textuelle de l'article 2.2.2 et 2.6 est confirmée à la lumière des prescriptions de l'article 31 de la Convention de Vienne. Le Brésil dit qu'un examen des éléments prescrits à l'article 31 ne laisse pas le sens uniforme de l'expression "le produit similaire" dans l'Accord antidumping "ambigu ou obscur". En tout état de cause, la thèse des CE suivant laquelle "[l]e texte introductif de l'article 2.2.2 prévoit expressément l'utilisation des données concernant la production et les ventes du produit *similaire*, et non d'un produit comparable"[12] est manifestement contraire à la formule liminaire de l'article 2.6 de l'Accord antidumping ("[d]ans le présent accord"). Le Brésil considère essentiellement que l'article 2.2.2 (à la lumière de l'article 2.2) impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de fonder les montants pour les frais ACG et pour les bénéfices, dans la construction des valeurs normales, sur les données concernant les ventes *représentatives* et *réalisées avec un bénéfice* sur le marché intérieur des types de produits identiques, si ces données sont disponibles. Par conséquent, tous les exemples avancés par les CE sont malvenus.[13]

Question n° 53

Veuillez commenter la déclaration des Communautés européennes au paragraphe 127 de leur première communication écrite suivant laquelle "... les frais ACG et les bénéfices étaient fondés sur les 1 260 types du produit similaire vendus sur le marché intérieur".

Le Brésil relève la contradiction manifeste entre la déclaration précitée des CE au paragraphe 127 de leur première communication écrite et la réponse des CE à la question n° 53. Alors que les CE ont soutenu fermement dans leur première communication que "... les frais ACG et les bénéfices étaient fondés sur les 1 260 types du produit similaire vendus sur le marché intérieur", elles déclarent maintenant que "... les frais ACG et les bénéfices étaient fondés uniquement sur les types vendus sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales".

Par ailleurs, le Brésil prend note de l'allégation des CE suivant laquelle "[c]ela [les frais ACG et les bénéfices fondés sur 1 193 types] ressort clairement de la notification définitive". Pour le Brésil, à tout le moins cela n'est pas aussi clair que les CE le prétendent, puisqu'elles ne semblent pas elles-mêmes s'y retrouver avec leurs propres données.

Question n° 57

Au nom de quoi les Communautés européennes justifient-elles l'emploi des données se rapportant aux 20 "types les plus exportés" du produit visé pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS?

Le Brésil prend note de la déclaration des CE suivant laquelle "[l]es enquêteurs des CE *savaient* qu'ils pouvaient procéder avec assurance sur cette base [des 20 "types les plus exportés"] parce que le résultat de ce calcul *aurait* seulement un effet mineur sur le niveau de la marge de dumping" (pas d'italique dans l'original).[14] Les CE admettent elles-mêmes qu'elles savaient d'avance

[11] Voir les réponses des CE, paragraphe 66.
[12] Voir *ibid.*, paragraphe 65.
[13] Voir *ibid.*, paragraphe 66.
[14] Voir *ibid.*, paragraphe 94.

que leur méthode d'examen aurait un effet sur le niveau de la marge de dumping. En tout état de cause, la méthode des CE était punitive, comme le Brésil l'a démontré, compte tenu notamment des amples renseignements que l'exportateur brésilien avait communiqués aux CE. Le Brésil considère que les enquêtes antidumping devraient être fondées sur des faits (données réelles) et non sur des présomptions ou des intuitions de l'autorité chargée de l'enquête, qui compromettent les critères objectifs que l'Accord antidumping impose aux autorités chargées de l'enquête.

Question n° 88

La conversion des montants communiqués par Tupy de la monnaie européenne en reais a-t-elle été effectuée seulement pour les frais de transport?

Le Brésil ne comprend pas l'insistance des CE suivant laquelle "une conversion des monnaies étrangères en reais a été également nécessaire pour tous les autres ajustements du prix à l'exportation, puisque Tupy avait présenté tous ces ajustements dans la monnaie des factures à l'exportation, en dépit des instructions de les communiquer en reais".[15] Toutes les ventes à l'exportation du produit visé vers les CE par l'exportateur brésilien ont été effectuées et exprimées dans la monnaie convenue entre les parties à la transaction (c'est-à-dire Tupy d'une part et l'importateur communautaire d'autre part). En outre, les conditions de livraison étaient "c.a.f." et tous les éléments de coûts entre la *sortie d'usine* et le port convenu dans les CE ont donc été indiqués dans la monnaie du contrat.[16]

Question n° 100

Quelle est la signification, le cas échéant, de l'emploi à l'article 3.2 de l'Accord antidumping du mot "d'un" (plutôt que "du") produit similaire? Et de l'emploi (au pluriel plutôt qu'au singulier) du terme "prix" intérieurs?

Le Brésil prend note encore une fois des références faites par les CE à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.[17] Cependant, le Brésil réfute toutes les suggestions des CE voulant que les obligations de l'Accord antidumping soient interprétées, et encore moins remplacées, par les obligations de l'Accord SMC.

Question n° 114 (indiquée comme question n° 110 dans la réponse des CE)

Veuillez indiquer dans le dossier de l'enquête les sources d'information et la méthode sur lesquelles sont fondées les déclarations et informations figurant dans la pièce n° 12 des CE. En particulier:

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant la "capacité de se procurer des capitaux" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires et comptes annuels"?**

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant les "salaires" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "comptes**

[15] Voir *ibid*., paragraphe 120.

[16] Voir le questionnaire (pièce n° 3 du Brésil), section H-6 "Modèles d'ajustements" où les CE ont demandé aux exportateurs de "[p]réparer une liste dite "ECALLUR" ... de tous les ajustements que vous demandez pour les ventes à des clients indépendants dans la Communauté européenne transaction par transaction, en suivant le même ordre que celui de la liste figurant dans la section H-3 (I)". Le Brésil rappelle que toutes les listes demandées par les CE ont été fournies par l'exportateur brésilien dans la réponse de Tupy au questionnaire (pièce n° 4 du Brésil).

[17] Voir les réponses des CE, paragraphes 137 et suivants.

annuels"? Veuillez expliquer le sens de la formule "répartition sur la base du chiffre d'affaires".

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant la "productivité" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires"?**

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant le "retour sur investissement" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires et comptes annuels"?**

- **Comment la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant le "flux de liquidités" a-t-elle été tirée des renseignements fournis dans les "questionnaires et comptes annuels"?**

- **Comment et sur quelle base la déclaration figurant dans la pièce n° 12 des CE concernant l'"importance de la marge de dumping" a-t-elle été déduite?**

Pour les raisons exposées dans sa deuxième Communication, le Brésil considère que le Groupe spécial ne devrait tenir aucun compte de la pièce n° 12 des CE. Il convient cependant de faire les observations suivantes. L'article 3.4, quand il est lu conjointement avec l'article 4.1, impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux du produit similaire (la "branche de production nationale"). Compte tenu de cela, le Brésil prend note de la méthode des CE pour répartir certains paramètres (par exemple immobilisations corporelles, stocks et amortissement) sur la base de la part du chiffre d'affaires.[18] Il en ressort en effet que la branche de production nationale produisait aussi des produits autres que le produit similaire. En ce qui concerne particulièrement le "retour sur investissement" et le "flux de liquidités", le Brésil dit que répartir les immobilisations corporelles et l'amortissement sur la base du chiffre d'affaires n'a pas de sens aux fins d'une enquête antidumping. La raison est très simple: le chiffre d'affaires n'indique *pas* quelle part des immobilisations de l'entreprise (ni de l'amortissement correspondant à ces immobilisations) se rapporte à quels secteurs d'activité spécifiques. Par exemple, un chiffre d'affaires important/faible pour un produit n'implique pas nécessairement l'utilisation d'une part importante/faible des immobilisations totales (terrains et bâtiments, installations et équipements, etc.) pour générer ce volume d'affaires. Par conséquent, le Brésil considère que l'examen des CE n'était pas fondé sur des "éléments de preuve positifs" spécifiques se rapportant au produit similaire comme l'exigeait l'article 3.4. Enfin, l'acceptation de la méthode d'examen des CE aurait également des conséquences pratiques. Dans cette éventualité, les seules données que l'autorité chargée de l'enquête aurait besoin de demander à la branche de production nationale concernaient le chiffre d'affaires pour le produit similaire puisque le reste des indicateurs du dommage au sens de l'article 3.4 pourraient techniquement être examinés sur la base des états financiers et des bilans des entreprises. Cela n'est manifestement pas ce qui est requis pour satisfaire aux conditions de l'article 3.4 à cet égard.

Question n° 120

Comment le Groupe spécial peut-il vérifier si, et dans quelle mesure, les autorités communautaires chargées de l'enquête ont examiné la question des liens d'externalisation et de participation de la branche de production nationale avec des producteurs installés dans des pays non visés par l'enquête? Veuillez indiquer les sections pertinentes du dossier de l'enquête.

[18] En ce qui concerne la méthode générale des CE, voir les réponses des CE, paragraphe 155; en ce qui concerne les méthodes particulières pour le "retour sur investissement" et le "flux de liquidités", voir les paragraphes 157 et 158, respectivement.

Le Brésil fait observer que, pour la toute première fois, les CE semblent admettre que deux des requérants faisant partie de la branche de production communautaire ont effectivement délocalisé leur production vers des usines sous le contrôle de la branche de production communautaire dans certains pays tiers.[19] Le Brésil fait en outre observer qu'un troisième requérant (Woeste) qui, comme l'exportateur brésilien en avait informé les autorités communautaires, a délocalisé sa production vers une filiale en Égypte[20], n'a toujours pas été reconnu en tant que tel par les CE. En tout état de cause, celles-ci continuent à considérer cette situation comme une "allégation" qui n'a "jamais été démontrée"[21], et tentent ainsi encore d'imputer les défaillances de leur propre examen à l'exportateur brésilien, et maintenant aussi à l'argumentation correspondante du Brésil.

En outre, le Brésil note que dans *aucune* des références mentionnées par les CE, la question des installations de production des producteurs communautaires implantées hors des CE n'est réellement traitée.[22] En ce qui concerne un aspect de ce problème, le Brésil considère que les investissements directs des producteurs communautaires hors des CE étaient un facteur économique pertinent qui influait sur la situation de la branche de production nationale au sens de l'article 3.4. De plus, c'était également un facteur connu autre que les importations faisant l'objet d'un dumping au sens de l'article 3.5 qui expliquait, par exemple, pourquoi les investissements des producteurs communautaires dans les CE ont diminué de quelque 16 pour cent entre 1995 et la période couverte par l'enquête.[23]

Le Brésil ne comprend pas non plus comment les CE pouvaient éluder la question des participations de la branche de production communautaire dans des producteurs étrangers du produit visé ni de leur décision stratégique de délocaliser (externaliser) la production vers ces usines étrangères, alors que cette question était au centre même de l'enquête des CE depuis son début même. Comme indiqué à plusieurs reprises, l'exportateur brésilien et d'autres exportateurs ont formulé ces observations en différentes occasions au cours de l'enquête des CE. Plus important peut-être, les services des CE aux plus hauts échelons ont eux aussi été alertés de ce phénomène et de son importance cruciale par rapport à la question de la licéité de l'enquête à la lumière de l'"esprit et la lettre des règles antidumping internationales pertinentes".[24] Par conséquent, ce problème, ainsi que la question connexe consistant à savoir si l'"intérêt de la Communauté" d'imposer des mesures antidumping[25] devrait également inclure les intérêts des producteurs communautaires dans des pays étrangers, ont été soulevés à diverses reprises durant l'enquête des CE et sont essentiels pour comprendre le contexte général dans lequel cette enquête a été menée. Selon le Brésil, la non-prise en

[19] Voir les réponses des CE, paragraphe 167.

[20] Voir la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil, page 2); voir aussi la pièce n° 51 et la pièce n° 52 du Brésil (pièces communiquées durant la première réunion de fond avec le Groupe spécial).

[21] Voir les réponses des CE, paragraphe 167.

[22] Voir les réponses des CE, paragraphe 166. Le Brésil note que parmi les références mentionnées, le considérant 134 du règlement provisoire (pièce n° 12 du Brésil) et les considérants 65 et suivants du règlement définitif (pièce n° 19 du Brésil) ont trait à la définition de la branche de production nationale au sens de l'article 4.1 de l'Accord antidumping. Le Brésil prend note encore des références relatives à l'analyse du lien de causalité effectuée par les CE, à savoir que dans le considérant 174 du règlement provisoire les CE déclarent que "un producteur communautaire a importé le produit concerné d'un seul pays tiers", et que dans les considérants 106 et suivants du règlement définitif les CE analysent les importations du produit considéré en provenance de Turquie, de Bulgarie et de Pologne. Enfin, le Brésil prend note des explications des CE dans la lettre de transparence (pièce n° 18 du Brésil) en ce qui concerne le non-engagement d'une enquête dans le cas de la Turquie, la structure de la gamme de produits exportée par la Pologne et les prix d'importation des produits dans le cas de bulgares.

[23] Voir le considérant 159 du règlement provisoire (pièce n° 12 du Brésil).

[24] Voir le paragraphe 3 de la lettre datée du 23 février 2000, adressée par l'Ambassadeur du Brésil auprès des CE à M. Wenig, Directeur des Services antidumping des CE, avec copies, *entre autres*, au Chef de Cabinet du Commissaire au commerce, M. Lamy; document communiqué par les CE comme pièce CONFIDENTIELLE n° 29 des CE.

[25] Article 21 du règlement de base des CE (pièce n° 24 du Brésil).

compte par les CE de ces aspects dans l'un quelconque des documents versés au dossier de la présente procédure met très sérieusement en cause la manière dont les CE s'étaient acquittées des obligations qui incombent à l'autorité chargée de l'enquête de mener une enquête en bonne et due forme fondée sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif.

Enfin, étant donné que la question de l'externalisation du produit en question par la branche de production nationale vers des filiales étrangères, y compris en *Égypte*, a été soulevée à bon droit durant l'enquête, mais que les CE ont préféré ne pas y réagir, le Brésil considère que les CE ont aussi dérogé à l'article 12.2.2 en ne donnant *aucune* raison du rejet des arguments pertinents de l'exportateur brésilien à cet égard.[26]

Question n° 129

En quoi, le cas échéant, les critères de "contribution significative" (voir par exemple le règlement définitif, paragraphe 113) et "pas de nature à briser le lien de causalité" (voir par exemple le règlement définitif, paragraphe 111) impliquent-ils un rapport réel et substantiel de cause à effet?

Le Brésil prend note des déclarations des CE suivant lesquelles "[il ne devrait pas être supposé que, au cas où il y aurait eu une contribution significative de l'"effet de substitution", le lien de causalité nécessaire entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage aurait cessé d'exister"[27] et que "[s]i les conséquences des importations en provenance des pays tiers avaient été suffisamment importantes, elles auraient rompu le lien de causalité entre le dumping et le dommage établi".[28] Le Brésil considère que ces déclarations sont non seulement contradictoires, mais aussi révélatrices de la conduite des CE puisqu'en réalité celles-ci ont supposé, en violation de l'article 3.5, que certains autres facteurs connus n'ont pas "brisé le lien de causalité". Elles révèlent également que la détermination des CE concernant le lien de causalité ne satisfait pas à l'obligation de non-imputation énoncée à l'article 3.5.

Question n° 143

Les CE pourraient-elles clarifier le sens de l'article 11.3 du règlement de base des CE concernant la question de savoir si l'exportateur a le droit d'<u>avoir</u> un réexamen ou bien s'il a le droit de <u>demander</u> un réexamen?

Le Brésil dit que la tentative faite par les CE pour introduire une distinction entre une situation dans laquelle l'exportateur a le droit d'<u>avoir</u> un réexamen et une situation dans laquelle il a le droit de <u>demander</u> un réexamen n'est rien de plus qu'un exercice tautologique qui n'a guère de sens. <u>Toute</u> partie a le droit de <u>demander</u> un réexamen, indépendamment du degré de bien-fondé ou de légitimité de ses allégations. Il s'agit purement et simplement du droit de formuler un souhait ou de s'adresser à la Commission. Ce "droit" est cependant vide de sens si les règlements des CE ne permettent pas que la demande en question puisse être considérée ou acceptée. Même si les CE comprenaient qu'une telle demande était légitime, elles n'engageraient pas le réexamen en réponse à la demande; elles engageraient officiellement le réexamen <u>de leur propre initiative</u>.

[26] Le Brésil rappelle par exemple les allégations de l'exportateur brésilien concernant les produits provenant d'une externalisation importés d'Égypte, par exemple dans la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil, page 2).

[27] Voir les réponses des CE, paragraphe 177.

[28] Voir *ibid.*, paragraphe 178.

Question n° 144

Les CE peuvent-elles confirmer que si Tupy avait demandé un réexamen au cours de l'année suivant l'imposition des droits antidumping, la Commission aurait exercé son pouvoir discrétionnaire d'accorder une telle demande? Aussi, si la demande avait été présentée plus d'un an après l'imposition du droit antidumping, la Commission aurait-elle automatiquement accordé la demande?

Le Brésil prend note de la déclaration des CE selon laquelle "une demande de réexamen présentée par Tupy dans le délai d'un an aurait été sérieusement prise en considération".[29] Cependant, les CE semblent avoir oublié leur propre déclaration contradictoire dans leur première communication, à savoir que "[l]es autorités communautaires ne pensaient pas que la dévaluation qui s'est produite durant le cours de l'enquête était un événement qui justifiait un réexamen".[30]

Quant au réexamen mentionné par les CE, le Brésil note que cet aspect n'est pas une question que le Groupe spécial doit considérer, puisqu'elle n'entre pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

Toutefois, si le Groupe spécial devait considérer que le réexamen des CE est pertinent par rapport à la présente procédure, le Brésil tient à dire que ce réexamen aura forcément pour effet de créer davantage de confusion plutôt que d'apporter une solution valable aux problèmes soulevés par le Brésil dans le cadre de la présente procédure. Le Brésil prend note des explications des CE concernant le réexamen de la mesure en cause dans le présent différend[31] et il fait observer que la nature et l'objet de ce réexamen sont loin d'être clairs. Premièrement, le réexamen a été entrepris le 5 décembre 2001 et il fallait peut-être juger purement fortuit que cette date coïncide avec le deuxième jour de la première réunion de fond avec le Groupe spécial. Cela est la première indication de la confusion entourant l'objet réel de ce réexamen.

Deuxièmement, le Brésil note que le réexamen auquel il s'est référé dans le cadre du point 3 était un réexamen au sens de l'article 11 de l'Accord antidumping (parallèle à l'article 11 du règlement de base des CE). Or, le fondement juridique indiqué par les CE pour le nouveau réexamen est un nouvel instrument législatif communautaire[32] qui, à la différence du règlement de base, n'a pas sa source dans l'Accord antidumping, auquel il ne fait même pas référence.

Troisièmement, le Brésil dit qu'à titre de justification du réexamen, les CE faisaient observer que "le producteur exportateur a demandé un réexamen en faisant valoir que son taux de droit antidumping individuel repose sur des méthodes [la "réduction à zéro" des marges de dumping] qui ne sont pas conformes aux conclusions figurant dans les rapports (à savoir ORD "*CE – Linge de lit*"].[33] Toutefois, le réexamen ne paraît *pas* être limité à la réduction à zéro. Apparemment, son objectif était de couvrir *tous* les aspects importants relatifs au dumping. Cela ressort, par exemple, du fait que les CE examinent des données correspondant à une période d'enquête totalement nouvelle, qui va du 1er janvier 2001 au 30 septembre 2001.[34] Or, un réexamen portant uniquement sur les changements rendus nécessaires par la correction de la réduction à zéro n'aurait *pas* exigé de renseignements nouveaux. Une simple modification de la formule de calcul des CE, appliquée aux anciennes données, aurait suffi pour ce genre de réexamen. En procédant à un réexamen complet des mesures antidumping en vigueur 16 mois après leur imposition et dix mois après l'adoption des rapports

[29] Voir *ibid.*, paragraphe 193.
[30] ECFS, paragraphe 109.
[31] Voir les réponses des CE, paragraphes 193 et 195.
[32] Règlement n° 1515/2001.
[33] *Ibid.* Le Brésil fait observer que l'ORD a adopté les rapports "*CE – Linge de lit*" le 1er mars 2001.
[34] Voir les réponses des CE, paragraphe 195.

"*CE - Linge de lit*", les CE ont clairement reconnu que le motif de ce réexamen ne tenait pas simplement à la demande de l'exportateur tchèque.

Les CE semblent donner une réponse à la question évidente qui aurait pu leur être ainsi posée, à savoir, pourquoi une autorité chargée de l'enquête entreprendrait-elle un réexamen *complet* concernant le dumping pour corriger les effets mécaniques de la réduction à zéro, alors qu'elle a expressément déclaré que le réexamen "aurait fourni une occasion d'évaluer les allégations de Tupy concernant les effets de la dévaluation".[35] Les CE admettent donc qu'elles auraient dû entreprendre un réexamen comme préconisé par le Brésil dans le cadre du point 3. Mais la manière confuse avec laquelle les CE abordaient leur nouveau réexamen suscite des doutes sérieux quant au point de savoir si ce réexamen serait compatible même avec l'Accord antidumping.

Le Brésil déplore également la déclaration faite par les CE concernant l'"invitation" adressée par elles à Tupy afin que celle-ci demande un réexamen intérimaire et la manière fallacieuse choisie par les CE pour présenter cet aspect.[36] Le Brésil fait d'abord observer que cette question n'entre pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial et qu'elle est donc totalement dénuée de pertinence en l'espèce et dans le contexte du réexamen auquel il a fait référence sous le point 3. Le Brésil a fait référence à un réexamen qui aurait dû être entrepris par les CE de leur propre initiative au moment de l'imposition des mesures, comme cela était justifié au vu des données que les CE ont obtenues de l'exportateur brésilien et qu'elles ont vérifiées dans le cadre de leur enquête initiale. Le Brésil note, par ailleurs, que la lettre précitée, qui faisait expressément référence à ces procédures de l'ORD et à la méthode des CE concernant la réduction à zéro, ne pouvait en aucune manière remédier au fait que les CE n'avaient pas engagé un réexamen au moment pertinent dans le cadre de la présente procédure.

Le Brésil regrette que les CE n'aient pas mentionné l'engagement pris par l'exportateur brésilien de coopérer pleinement à un réexamen complet que seules les CE pouvaient entreprendre et que l'exportateur brésilien n'a manifestement pas été invité à demander.

Le Brésil regrette aussi profondément la déclaration des CE concernant les "deux prorogations du délai" accordées par elles à l'exportateur brésilien pour qu'il communique sa réponse concernant le réexamen mentionné par les CE, prorogations qui faisaient partie d'un accord entre les CE et le Brésil dont les deux parties étaient convenues de préserver strictement le caractère confidentiel. Aux termes de cet accord, les "prorogations" ont été mutuellement convenues, mais pas pour ménager à Tupy quelconque délai supplémentaire pour se préparer au réexamen, comme les CE semblent le donner à entendre. Elles ont été accordées simplement pour pouvoir continuer à rechercher une solution mutuellement convenue sans que l'attention soit détournée par le réexamen. Selon les représentants de la société, la décision de Tupy de ne pas coopérer est essentiellement due à la portée insuffisante du réexamen, qui selon Tupy devait aussi inclure les aspects de l'enquête relatifs au dommage.

[35] Voir *ibid.*, paragraphe 195.
[36] Voir *ibid.*, paragraphe 193.

ANNEXE E-7

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - DEUXIÈME RÉUNION

A. POINT 1: "PAS DE CONSIDÉRATION SPÉCIALE ACCORDÉE AU BRÉSIL EN TANT QUE PAYS EN DÉVELOPPEMENT", "PAS DE SOLUTIONS CONSTRUCTIVES EXPLORÉES"

Questions adressées au Brésil

Question n° 1

À la suite des réunions tenues entre les fonctionnaires du gouvernement brésilien et ceux des CE, le gouvernement brésilien a-t-il informé Tupy de la possibilité de rechercher un engagement en matière de prix avec les CE? Si ça n'a pas été le cas, pourquoi? Si ça a été le cas, comment Tupy a-t-il réagi? Veuillez fournir des éléments de preuve à l'appui.

Réponse

Le gouvernement brésilien n'a pas trace de contacts avec l'exportateur brésilien concernant la question des engagements. En fait, il n'était pas du tout nécessaire que le Brésil informe l'exportateur brésilien de la possibilité d'un engagement en matière de prix, cette possibilité étant expressément prévue par l'Accord antidumping.

En tout cas, vu en particulier que les CE ont confirmé au cours de la deuxième réunion de fond qu'un engagement en matière de prix était leur "solution constructive" préférée et étant donné la nature même de cette solution "contractuelle", les CE ne pouvaient pas respecter les prescriptions de l'article 15 simplement en évoquant un engagement en des termes aussi généraux avec le Brésil et sans en parler du tout avec Tupy. Les engagements en matière de prix doivent être négociés et conclus par les autorités et l'exportateur. Les CE n'ont même pas cherché à explorer cette possibilité avec l'exportateur brésilien.

Question n° 2

Nous notons que l'article 12.2 dispose ce qui suit: "*Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative, de toute décision d'accepter un engagement en conformité avec l'article 8, de l'expiration de cet engagement, ...*". En quoi et dans quelle mesure cela est-il pertinent en l'espèce?

Réponse

Le Brésil comprend que cette question se situe dans le contexte du paragraphe 19 de sa deuxième communication écrite et de sa réponse à la question n° 13 posée par le Groupe spécial après la première réunion de fond.

Selon le Brésil, la prétention des CE selon laquelle elles ont exploré la possibilité d'un engagement avec les autorités brésiliennes et, ce faisant, se sont conformées à leurs obligations au regard de l'article 15 devrait être considérée sans fondement, étant donné également qu'elles n'ont pas rendu compte de cette "exploration" conformément à l'article 12.2.

En l'espèce, il n'a pas été donné avis au public d'une quelconque décision (positive ou négative) d'accepter un engagement en conformité avec l'article 8 en ce qui concerne l'exportateur brésilien. Cela montre que:

a) les CE n'ont pas exploré la possibilité d'un engagement en matière de prix en tant que "solution constructive" et qu'il n'y avait donc rien dont il faille rendre compte moyennant un avis au public conformément à l'article 12.2; OU

b) à supposer que les CE aient bien exploré la possibilité d'un engagement en matière de prix en tant que "solution constructive", le fait qu'elles n'en aient pas rendu compte constituerait une violation de l'article 12.2.

En tout état de cause, le fait qu'il n'a pas été donné avis au public d'une quelconque décision (affirmative ou négative) d'accepter un engagement indique clairement que les CE n'ont pas considéré l'exploration de solutions constructives comme un point de fait ou de droit "important"[1], ce qui contrevient à l'article 15.

Question adressée aux CE

Question n° 3

S'agissant du rapport entre les obligations de l'article 12.2 et celles de l'article 15 de l'*Accord antidumping*, commentez la réponse du Brésil à la question n° 13 du Groupe spécial, selon laquelle les CE n'ont pas indiqué dans les règlements provisoire ou définitif que la possibilité d'un engagement avait été explorée en ce qui concernait l'exportateur brésilien.

Questions adressées aux deux parties

Question n° 4

S'agissant de l'affirmation du Brésil figurant au paragraphe 20 de sa deuxième communication écrite et de sa réponse à la question n° 4 posée par le Groupe spécial après la première réunion, des engagements autres que les engagements en matière de prix sont-ils prévus par l'*Accord antidumping*? En quoi, si tant est qu'il le soit, l'article 8.1 de l'*Accord antidumping* est-il pertinent dans ce contexte?

Réponse

Le Brésil croit que des engagements autres que les engagements en matière de prix sont prévus par l'Accord antidumping. Il pose comme principe général que toute mesure qui aurait un effet moins restrictif qu'un droit antidumping devrait être autorisée au titre de l'article 8. Effectivement, l'article 8.1 de l'Accord antidumping mentionne à la fois les engagements en matière de prix et les engagements de ne plus exporter. Le Brésil est d'avis qu'en application de la maxime "qui peut le plus peut le moins", si l'Accord antidumping s'applique aux engagements de ne plus exporter, il autorise aussi des mesures quantitatives moins restrictives, par exemple une limitation des exportations. On peut donc en déduire que l'Accord antidumping n'empêche pas les Membres de l'OMC d'accepter des engagements quantitatifs, des contingents tarifaires ou des "contingents en matière de prix". Bien que les CE aient dit qu'elles n'avaient plus pour pratique d'accepter de tels engagements[2], il est de

[1] La partie pertinente de l'article 12.2 dispose ce qui suit: "... l'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait ou de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête ...".

[2] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 28.

notoriété publique qu'elles ont souscrit à cette interprétation jusqu'à une date récente[3] et, en tout cas, postérieure à l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping. Le Brésil observe que les CE n'ont pas expliqué pourquoi elles avaient maintenant prétendument décidé de ne plus suivre cette pratique de longue date.

Question n° 5

Des groupes spéciaux précédents ont indiqué que l'application de la "règle du droit moindre" et les "engagements en matière de prix" étaient des solutions constructives possibles au titre de l'article 15 de l'Accord antidumping. Les deux parties peuvent-elles proposer d'autres solutions qui pourraient être jugées constructives au regard de l'article 15?

Réponse

Le Brésil observe que c'était le devoir des CE d'explorer les "solutions constructives" et que c'était donc le rôle des CE d'élaborer un tel engagement. Plus généralement, comme il l'a déjà indiqué dans sa deuxième communication[4], le Brésil soutient que la déclaration du Groupe spécial *CE – Linge de lit* laisse entendre qu'il pourrait y avoir des types de solutions constructives au sens de l'article 15 de l'Accord antidumping autres que le "droit moindre" et l'"engagement en matière de prix". Le Brésil a mentionné dans sa deuxième communication les engagements limitant les quantités à exporter. On pourrait aussi envisager des contingents tarifaires ou des "contingents en matière de prix" comme autres types de solutions constructives.

B. POINT N° 3: "MESURES INAPPROPRIÉES"

Question adressée au Brésil

Question n° 6

Le Brésil peut-il commenter le paragraphe 39 de la déclaration orale faite par les CE à la deuxième réunion?

Réponse

Dans le paragraphe susmentionné, les CE abordent deux points principaux: leur lettre du 10 août 2001 et leur engagement d'un "réexamen" en décembre 2001. Aucun de ces deux points ne relève du mandat établi pour la procédure du présent Groupe spécial[5] et ils doivent tous les deux être écartés étant donné qu'ils concernent des faits qui n'ont pas été communiqués dans le dossier de l'enquête des CE, au sens de l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping.

Le mandat établi pour la procédure du présent Groupe spécial[6] est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS219/2, la question portée devant l'ORD par le Brésil dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations et à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

---

[3] Voir J.F. Beseler et A.N. Williams, *Anti-dumping and Anti-subsidy Law: the European Communities*, Sweet & Maxwell, 1986, page 215, et E. Vermulst et P. Waer, *EC Anti-dumping Law et Practice*, Sweet & Maxwell, 1996, page 71 (Copie des pages annexée).

[4] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 20.

[5] Document WT/DS219/3 du 11 septembre 2001 (pièce n° 22 du Brésil).

[6] Au sens de l'article 7 du Mémorandum d'accord.

La question à laquelle ce mandat fait référence est définie dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil[7] et dans sa première communication écrite comme étant le droit antidumping définitif imposé par les CE sur les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil. Le droit a été imposé le 18 août 2000 et la question figure donc dans le règlement définitif.[8]

Il s'ensuit que, comme les points susmentionnés sont postérieurs au règlement définitif et ne sont en aucune façon visés par celui-ci, pas plus que par le mandat, ils n'entrent pas dans le champ de la présente procédure et ne doivent donc pas être soumis au présent Groupe spécial.

En outre, comme les deux points concernent des faits qui ne figuraient pas au dossier de l'enquête antidumping initiale des CE, le présent Groupe spécial n'est pas autorisé, au regard de l'article 17.5 ii), à les examiner.

Cela étant, les deux points susmentionnés sont de toute façon, de par leur valeur propre également, totalement dénués de pertinence pour la présente procédure.

Les CE semblent totalement se fourvoyer puisqu'elles font référence à "l'insistance du Brésil sur le fait que les autorités des CE auraient dû engager un réexamen". Le Brésil confirme qu'il n'a jamais demandé l'engagement d'un "réexamen". Il rappelle que, dans le cadre du principal argument qui étayait son allégation de "mesures inappropriées" relevant du point 3, il a estimé que l'imposition des droits antidumping était inappropriée du fait que le dumping avait disparu après la dévaluation de la monnaie brésilienne. Le Brésil a noté à cet égard que, "bien que les CE aient parfaitement su qu'il n'était plus nécessaire de neutraliser le dumping, elles avaient néanmoins imposé des mesures antidumping sur les importations brésiliennes".[9] Il rappelle également qu'il avait estimé que les propres règles des CE les autorisaient à tenir compte des données recueillies après la fin formelle de la période couverte par l'enquête lorsque ces données "divulguaient des faits nouveaux qui rendaient l'imposition prévue d'un droit antidumping manifestement inappropriée".[10]

Par conséquent, la prétention subsidiaire du Brésil concernant ce type de réexamen est un élément inséparable de son argument principal selon lequel il n'était pas nécessaire d'imposer des mesures en l'espèce. Si les CE avaient eu besoin de plus de temps pour vérifier leurs données initiales concernant cette absence de justification de l'imposition de mesures, le meilleur instrument administratif qui aurait pu leur permettre de le faire aurait été un réexamen intérimaire partiel engagé d'office.

Le Brésil rappelle qu'il avait fait spécifiquement référence à un réexamen que les CE auraient dû engager d'office au moment même où elles avaient imposé indûment les mesures initiales. Ce réexamen visait donc à permettre aux CE d'examiner une période postérieure à la dévaluation plus longue, ce qui revenait en fait à prolonger la période couverte par l'enquête initiale de plusieurs mois. Les CE auraient ainsi pu éviter les résultats auxquels elles étaient arrivées en l'espèce après avoir mené en toute connaissance de cause une enquête portant sur une période totalement dénuée de pertinence pour justifier l'imposition de mesures antidumping, ce qui constituait clairement une violation des dispositions de fond de l'Accord antidumping.

[7] Document WT/DS219/2, premier paragraphe.
[8] Pièce n° 19 du Brésil.
[9] BFS, paragraphe 171.
[10] Référence dans le paragraphe 169 de la BFS.

En outre, le Brésil rappelle que ladite lettre des CE[11] correspondait à une situation totalement différente de celles à laquelle il est fait référence au titre du point 3. Cette lettre des CE a été adressée à l'exportateur brésilien "dans le contexte de la procédure de l'ORD actuellement en cours à Genève au sujet des accessoires malléables originaires, entre autres, du Brésil" et elle porte principalement sur "la question de la "réduction à zéro" qui a été soulevée par les autorités brésiliennes". Tout en faisant référence à leur politique révisée à la suite des décisions rendues par l'ORD dans l'affaire du *linge de lit indien*, les CE ont aussi dit ce qui suit: "vu que cette question est désormais à nouveau soulevée dans la procédure de groupe spécial en cours à l'OMC, ... les services de la Commission saisissent l'occasion pour vous inviter à envisager la possibilité d'un réexamen intérimaire".

Le Brésil observe que, dans cette lettre, les CE n'ont nulle part mentionné l'argument qu'elles avancent maintenant concernant l'"insistance sur le fait que les CE ... auraient dû engager un réexamen". De même, elles n'ont rien indiqué concernant un réexamen engagé d'office.

De surcroît, pour qu'il n'y ait aucun doute, le Brésil fait valoir que ni lui ni, selon les renseignements disponibles, l'exportateur brésilien n'ont à un moment ou à un autre envisagé un réexamen, au sens du point 3, qui soit fondé ou même porte sur la "réduction à zéro". Le Brésil note également que, dans sa réponse[12] à cette lettre des CE, l'exportateur brésilien a indiqué sans équivoque i) qu'un tel réexamen tardif ne saurait être limité uniquement à la réduction à zéro; ii) que la Commission européenne pouvait engager d'office un tel réexamen à n'importe quel moment; et iii) que l'exportateur brésilien coopérerait pleinement avec les autorités des CE si un réexamen intérimaire en bonne et due forme de tous les aspects de leur enquête initiale était engagé d'office par les CE.

Le Brésil croit comprendre que l'exportateur brésilien a finalement refusé de participer au nouveau "réexamen" des CE puisque ce "réexamen" n'était manifestement pas un réexamen intérimaire et qu'il pensait que des méthodes similaires à celles dont le Brésil se plaint dans la présente procédure seraient à nouveau utilisées à son égard. De même, compte tenu de ces méthodes inacceptables et du fait que les CE ont attendu plus d'un an avant d'engager ce réexamen, l'exportateur brésilien semble estimer que les CE devraient aussi réexaminer leurs déterminations concernant non seulement le dumping mais aussi le dommage et le lien de causalité.

C. POINTS 6 ET 10: "PAS DE PRISE EN COMPTE ADÉQUATE DE LA NEUTRALISATION DES TAXES"; "PAS DE BASE ADÉQUATE POUR ÉVALUER LES TAXES INDIRECTES PIS/COFINS"

Questions adressées aux CE

Question n° 7

Les CE disposaient-elles dans le dossier de l'enquête de tous les renseignements qui auraient été nécessaires pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS sur une base plus complète ou une base détaillée? Dans l'affirmative, citez la partie pertinente du dossier. Sinon, pourquoi les CE n'ont-elles pas demandé les renseignements qui auraient été nécessaires pour ce calcul plus élaboré?

[11] Pièce n° 55 du Brésil. Le Brésil souligne que cette pièce est présentée ici uniquement pour informer le Groupe spécial du contexte général, du caractère et du but de cette lettre des CE, qui ne sont évidemment pas ceux que les CE s'efforcent de lui donner devant le présent Groupe spécial.

[12] Pièce n° 56 du Brésil. Le Brésil souligne que cette pièce est présentée ici uniquement pour informer le Groupe spécial de la manière directe dont l'exportateur brésilien a donné suite à la lettre des CE.

Question n° 8

Pourquoi les CE ont-elles eu recours aux données concernant les 20 types de produits les plus exportés pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS? Était-ce uniquement à cause des "contraintes de temps et de personnel" auxquelles elles font référence au paragraphe 84 de leur déclaration orale à la deuxième réunion?

Question n° 9

Dans une enquête n'utilisant pas les "données de fait disponibles" ou l'"échantillonnage" au sens de l'*Accord antidumping*, quel est le fondement juridique qui permet ou n'empêche pas l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête de données concernant uniquement certaines transactions ou d'une "clé de répartition" pour calculer les ajustements?

Question adressée au Brésil

Question n° 10

Le Brésil pourrait-il commenter la réponse des CE à la question n° 55 du Groupe spécial? Même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que la valeur normale ait été calculée après déduction de la taxe IPI, cela dispenserait-il d'examiner si l'IPI Premium Credit pourrait faire l'objet d'un ajustement?

Réponse

Le Brésil pense que les CE ont mal compris le rapport existant entre la taxe IPI et l'IPI Premium Credit. L'IPI Premium Credit ne concerne pas uniquement la taxe IPI. Par conséquent, même si la valeur normale était calculée après déduction de la taxe IPI, il pourrait être justifié d'accorder un ajustement pour tenir compte de l'IPI Premium Credit. Les CE ont simplement refusé un tel ajustement, sans indiquer à l'exportateur brésilien quels renseignements additionnels étaient nécessaires pour justifier les différences entre l'IPI Premium Credit et la taxe IPI, afin de garantir une comparaison équitable conformément à l'article 2.4.

D. POINT 9: "PAS DE CONVERSIONS DE MONNAIES ADÉQUATES"

Questions adressées au Brésil

Question n° 11

En ce qui concerne l'affirmation formulée par les CE au paragraphe 77 de leur déclaration orale à la deuxième réunion, Tupy a-t-elle demandé des renseignements sur les taux de change utilisés pour les ajustements? Veuillez citer les parties pertinentes du dossier de l'enquête.

Réponse

Oui, étant donné qu'on ne savait pas très bien sur quels taux de change les CE s'étaient fondées pour procéder à la conversion de monnaies, l'exportateur brésilien a demandé des renseignements sur les taux de change effectivement utilisés.[13] Le Brésil ne pense pas que les CE puissent se soustraire aux disciplines de l'article 2.4 simplement en disant que les demandes de l'exportateur brésilien n'étaient pas assez précises pour couvrir à la fois les prix à l'exportation et les

[13] Voir la quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), paragraphes 14 et 15, et la cinquième communication de Tupy (pièce n° 17 du Brésil) page 6, paragraphe 2.5.6.

ajustements déduits de ces prix.[14] De même, il est absurde de nier que lesdites demandes concernaient les taux de change utilisés à la fois pour les prix à l'exportation et pour les déductions (ajustements).

Question n° 12

Le Brésil pourrait-il préciser si et dans quelle mesure son allégation est limitée désormais aux taux de change utilisés pour les conversions relatives aux ajustements? Veuillez indiquer comment cela transparaît dans l'allégation formulée au paragraphe 21 de votre demande d'établissement d'un groupe spécial.

Réponse

Le Brésil précise que ses allégations au titre du point 9 sont limitées aux taux de change utilisés pour les conversions relatives aux ajustements.[15] Il estime qu'il y a manifestement contradiction entre les taux de change effectivement utilisés (c'est-à-dire les taux de change quotidiens *et* mensuels)[16] et les déclarations explicites des CE (qui faisaient référence aux taux quotidiens).[17] Le Brésil ne sait pas pourquoi les CE n'ont pas divulgué les taux de change effectivement utilisés pour la conversion des monnaies avant de le faire devant le Groupe spécial mais il note que les CE ont désormais admis ladite disparité.

En ce qui concerne la deuxième partie de la question du Groupe spécial, le Brésil estime que la question de la "conversion des monnaies" est visée par la *demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil*, qui mentionne l'article 2.4 dans la partie générale et fournit un bref exposé du fondement juridique au paragraphe 21. Le Brésil rappelle que ledit paragraphe contient la principale allégation du Brésil (à savoir que "[l]es CE n'ont pas effectué les conversions de monnaies prescrites par l'article 2 afin de procéder à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale") ainsi qu'un exemple concret (à savoir "d'autant plus que") concernant cette violation.

Questions adressées aux CE

Question n° 13

Les CE pourraient-elles étoffer les explications qu'elles ont fournies en réponse à la question n° 88 posée par le Groupe spécial après la première réunion – en particulier: 1. préciser le sens de la phrase "l'ajustement au titre des coûts de crédit devrait être fondé sur les nouvelles valeurs à l'exportation facturées" et indiquer pourquoi celles-ci n'ont pas été utilisées en ce qui concerne les ajustements au titre des coûts de crédit; et 2. exposer de manière plus détaillée les méthodes utilisées au sujet des garanties et des commissions?

---

[14] En particulier, le Brésil rappelle les déclarations ci-après de Tupy: "nous soutenons qu'il est fallacieux et inexact de la part de la Commission de dire à l'annexe I de la notification que "*la Commission a recalculé le prix à l'exportation en utilisant les taux de change en vigueur à la date de la facture* ..."" et "l'inexactitude tient au fait que la Commission a en réalité utilisé, comme elle l'a elle-même admis, des taux mensuels moyens ..." (quatrième communication de Tupy (pièce n° 13 du Brésil), page 36, paragraphe 14); "l'objection de Tupy concernait le fait que la Commission avait d'autre part dit qu'elle avait utilisé des taux quotidiens alors que, par ailleurs, il s'était avéré qu'elle avait utilisé des taux mensuels" et "la Commission elle-même a désormais accepté les arguments de Tupy en concédant, à la page 5, qu'un taux quotidien devrait être appliqué" (voir la cinquième communication de Tupy (pièce n° 17 du Brésil), page 6, paragraphe 2.5.6).

[15] Voir la BFS, pages 93 à 97; la BSS, paragraphes 85 et suivants; et les réponses du Brésil à la première série de questions du Groupe spécial, questions n° 89 à 94.

[16] Voir l'ECFS, paragraphe 228; les réponses des CE à la première série de questions du Groupe spécial, question n° 88; et l'ECSS, paragraphes 77 et suivants.

[17] Voir le considérant 52 du règlement définitif (pièce n° 19 du Brésil); la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil), annexe II, page 5; et la lettre de transparence (pièce n° 18 du Brésil), page 4.

Question n° 14

Les CE peuvent-elles expliquer comment leur réponse à la question n° 88 posée par le Groupe spécial après la première réunion est conciliable avec le paragraphe 52 du règlement définitif?

Question adressée aux deux parties

Question n° 15

Comment et dans quelle mesure l'obligation, énoncée à l'article 2.4.1, de procéder à une conversion de monnaies en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente s'applique-t-elle aux ajustements en cause dans le cadre de cette allégation? Est-elle pertinente ou applicable en l'espèce? Quelles sont les obligations juridiques qui régissent le calcul de ces ajustements?

Le Brésil estime que le terme "comparaison" figurant dans la règle générale énoncée dans la première phrase de l'article 2.4.1 fait référence à une comparaison entre le prix d'exportation et la valeur normale, *puisque les deux sont ajustés en tant que facteurs affectant la comparabilité des prix*. Par conséquent, le Brésil estime que l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 2.4.1 vise non seulement les prix d'exportation mais aussi les ajustements déduits de ces prix. En outre, bien que l'article 2.4.1 traite d'une *sélection de taux de change*, le Brésil estime qu'une *utilisation sélective des taux de change*, comme celle que les CE ont pratiquée dans l'affaire soumise au Groupe spécial, ne peut pas être compatible avec la comparaison équitable prescrite par l'article 2.4.

E. POINT 12: "PAS DE PRISE EN COMPTE ADÉQUATE DES TENDANCES DU VOLUME DES IMPORTATIONS"

Question adressée au Brésil

Question n° 16

Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration suivante faite par les CE au paragraphe 88 de leur déclaration orale à la deuxième réunion: "le Brésil semble confirmer l'interprétation des CE selon laquelle il n'allègue pas une infraction à l'article 3.1 qui ne serait pas une conséquence automatique des infractions alléguées à d'autres parties de l'article 3"?

Le Brésil n'est pas d'accord avec les CE. En effet, il pense qu'il peut très bien y avoir une infraction à l'article 3.1 qui ne soit pas une conséquence automatique d'infractions alléguées à d'autres parties de l'article 3. Le Brésil sait que l'Organe d'appel, dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, a dit que l'article 3.1 "[était] une disposition globale qui énon[çait] l'obligation de fond essentielle d'un Membre" en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage.[18] Il est exact que l'article 3.1 éclaire les obligations plus détaillées énoncées dans les paragraphes suivants. Il établit une obligation générale qui veut que la détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des "éléments de preuve positifs" et comporte un "examen objectif". Le Brésil ne voit pas pourquoi cette obligation générale ne pourrait pas être enfreinte indépendamment de toute autre obligation énoncée à l'article 3.[19] En d'autres termes, l'autorité chargée de l'enquête pourrait très bien évaluer l'ensemble

[18] Voir *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, document WT/DS122/AB/R, paragraphe 106.

[19] Voir aussi la réponse du Brésil à la question n° 23 du Groupe spécial ci-dessous, concernant la pertinence de l'article 3.1 dans le contexte de l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

des 15 facteurs de dommage au titre de l'article 3.4 et enfreindre quand même l'article 3.1 en n'étant pas objective et/ou en ne fondant pas ses constatations sur des "éléments de preuve positifs".

F. POINT 13: "SOUS-COTATION DU PRIX ALLÉGUÉE NON DÛMENT PRISE EN COMPTE"

Questions adressées au Brésil

Question n° 17

Le Brésil pourrait-il commenter les affirmations formulées par les CE au paragraphe 95 de leur déclaration orale à la deuxième réunion concernant l'analyse de la sous-cotation des prix?

Réponse

Compte tenu du manque de transparence des notifications des CE, le Brésil n'est pas vraiment en mesure de dire si la colonne 5 des annexes III 3) ou III 4) des documents des CE fait référence aux types de produits correspondants, à la réduction à zéro des marges de sous-cotation négatives, ou aux deux; si ces questions sont également visées par les colonnes 6 à 12; ni si la déclaration des CE concernant le nombre de types de produits pour lesquels les marges de sous-cotation sont négatives est correcte d'un point de vue factuel.[20]

Question n° 18

Le Brésil pourrait-il commenter l'affirmation formulée par les CE au paragraphe 122 de leur déclaration orale?

Réponse

Le Brésil rappelle ses mises en garde concernant les conséquences pratiques de la méthode d'"examen" des CE si celle-ci devait être acceptée.[21] Il note également qu'il n'y a rien dans le dossier de l'enquête (tel qu'il se présente actuellement) qui laisse penser que la branche de production nationale n'était pas en mesure d'identifier séparément la production nationale du produit similaire. Par conséquent, les CE étaient en mesure de demander ces "éléments de preuve positifs" directement à la branche de production nationale et les répartitions d'office excessives n'étaient pas nécessaires. Le Brésil estime que les CE ne peuvent pas raisonnablement exiger des exportateurs qu'ils suivent un processus très contraignant consistant à répondre à des questionnaires détaillés tout en soumettant leurs propres requérants à des obligations beaucoup moins lourdes. En fait, il estime que la façon dont les CE ont mené leur enquête à cet égard a rendu cette constatation de l'existence d'un dommage plus probable (que le contraire), de sorte qu'elle n'a certainement *pas* été faite d'une manière impartiale.[22]

[20] Voir la notification précédant le règlement provisoire (pièce n° 11 du Brésil), annexe III 3); et la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil), annexe III 4) comportant deux pages.

[21] Voir les observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 114 posée par le Groupe spécial aux parties.

[22] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 196.

G. POINT 16: "PRISE EN COMPTE INAPPROPRIÉE DES INDICATEURS DE DOMMAGE"

Questions adressées aux CE

Question n° 19

Des feuilles de calcul ou des notes relatives à l'enquête ont-elles servi de base à la pièce n° 12 des CE? Dans l'affirmative, veuillez en fournir une copie ou expliquer pourquoi vous ne le faites pas?

Question n° 20

Les CE pourraient-elles confirmer et justifier le fait que leur pièce n° 12 a été élaborée au cours de l'enquête?

Question n° 21

S'agissant de ce que vous avez dit au paragraphe 122 de votre deuxième déclaration orale, pourriez-vous indiquer comment cela est conciliable avec les prescriptions de l'article 3.6? Pourriez-vous préciser si cela est ou non pertinent en l'espèce?

Question adressée aux deux parties

Question n° 22

Était-ce la première fois que les CE fournissait au Brésil/à Tupy au cours de l'enquête, ou au Brésil au cours de la procédure du présent Groupe spécial, les renseignements concernant le "retour sur investissement" qui figurent au paragraphe 123 de la déclaration orale qu'elles ont faite à la deuxième réunion, ou tout autre renseignement relatif à ce facteur?

Réponse

Oui. La première référence à la question du "retour sur investissement" a été faite dans la pièce n° 12 des CE, que les CE ont communiquée dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial. Surtout, le Brésil fait valoir que les comptes vérifiés d'au moins deux requérants (R. Woeste et Co et Georg Fischer Fittings Gmbh) ont été classés comme "confidentiels" ou "strictement confidentiels" et n'ont donc pas été inclus dans le dossier non confidentiel de l'enquête des CE. Ces comptes n'ont donc absolument pas pu être contrôlés par l'exportateur brésilien ou par d'autres parties intéressées.[23] Par conséquent, tous les comptes vérifiés de la branche de production nationale ne faisaient *pas*, contrairement à ce que les CE ont explicitement affirmé à cet égard, partie des dossiers non confidentiels et n'ont donc pas été mis à la disposition des parties intéressées.[24]

[23] Voir les parties A.5.2 des réponses non confidentielles de R. Woeste et Co (pièce n° 38 du Brésil) et de Georg Fischer Fittings Gmbh (pièce n° 39 du Brésil).

[24] Voir la deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 130, et les déclarations orales faites par les CE au cours de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial. Le Brésil note que les CE font référence, dans le paragraphe mentionné, aux "comptes publiés". Toutefois, vu que les CE ont explicitement dit que les renseignements utilisés étaient fondés sur les comptes vérifiés de la branche de production nationale (voir, par exemple, la réponse des CE à la question n° 110 du Groupe spécial), le Brésil note juste la possibilité que les CE puissent (maintenant) faire valoir que l'examen était fondé sur un échantillon des producteurs nationaux, c'est-à-dire ceux dont les comptes ont été publiés.

H. POINT 17: "LIEN DE CAUSALITÉ"

Question n° 23

En ce qui concerne le paragraphe 16 de la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion:

Question adressée au Brésil

a) Un examen effectué aux fins de la définition de la branche de production nationale visée à l'article 4 serait-il forcément, en général et en l'espèce, inadéquat aux fins de l'analyse au titre de l'article 3.4 et/ou 3.5? Pour quelles raisons?

Réponse

Comme il est expliqué ci-après, la réponse du Brésil à cette question est négative.

Le Brésil rappelle qu'au paragraphe 16 de sa déclaration orale à la deuxième réunion, il a estimé que "les CE ne pouvaient pas nier que l'examen auquel elles faisaient référence[25] était effectué aux fins de l'examen de la branche de production nationale au sens de l'article 4 de l'Accord antidumping et non à une quelconque autre fin". Il observe qu'une question quelque peu similaire à celle que le Groupe spécial pose ici a été abordée par le Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud en provenance du Japon*.[26] Le Brésil croit donc comprendre que cette question du Groupe spécial fait référence à la situation en l'espèce, dans laquelle une grande partie de la branche de production communautaire s'est protégée de l'effet dommageable des "importations faisant l'objet d'un dumping" au moyen de ses propres importations (y compris en provenance de producteurs liés) de produits externalisés dans d'autres pays tiers pour des raisons stratégiques.

Le Brésil note que, même s'il était tout à fait possible que les données utiles aux fins des articles 4 et 3.4/3.5 soient identiques ou similaires, ces données auraient normalement des objectifs totalement différents et serviraient de base à des déterminations différentes, chacune dans le contexte de la disposition en rapport avec laquelle elle était faite. Le Brésil observe qu'en l'espèce, les CE n'ont même jamais prétendu durant l'enquête et dans les règlements provisoire et définitif que les éléments qu'elles avaient considérés pour leurs déterminations au titre de l'article 4 servaient un autre objectif en plus de celui-là. Au titre de l'article 4, elles ont simplement examiné le statut des requérants en tant que "producteurs communautaires". Les CE soumettent ces prétentions au présent Groupe spécial mais celles-ci doivent être considérées sans fondement puisque, au moment opportun, les CE n'ont pas établi le lien fondamental qu'elles établissent maintenant entre l'article 4 d'une part et l'article 3.4 et 3.5 d'autre part.

Le Brésil rappelle que la déclaration qu'il a faite au paragraphe 16 susmentionné était un contre-argument répondant à l'affirmation des CE selon laquelle elles avaient prétendument examiné l'effet dommageable de ces importations propres effectuées par cette grande partie de la branche de production communautaire au titre de l'article 3 et au titre de l'article 4.1 dans les règlements

[25] Référence faite très récemment dans l'ECSS, paragraphe 18; note de bas de page ajoutée.

[26] Document WT/DS184/R du 28 février 2001; "Premièrement, nous devons déterminer ce que prescrit l'Accord antidumping, c'est-à-dire si l'autorité chargée de l'enquête est dans tous les cas tenue d'établir une détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale dans son ensemble. Dans l'affirmative, nous devons alors examiner si l'obligation de s'attacher avant tout au marché de gros en ce qui concerne la part de marché et les résultats financiers énoncée dans la disposition relative à la "production captive" de la loi des États-Unis est incompatible, telle qu'elle est énoncée, avec cette prescription." (paragraphe 7.188).

provisoire et définitif. L'idée-force de ce contre-argument était que cette prétention des CE était dénuée de fondement et que les examens que les CE avaient effectués à ces deux fins (article 4.1 d'une part et article 3.4 et 3.5 d'autre part) avaient chacun leur propre rôle de sorte que l'un (cf. article 4.1) ne pouvait compenser les défaillances de l'autre (cf. article 3.4 et 3.5).

La position du Brésil est conforme aux principes établis par l'ORD. Dans les circonstances propres à la présente affaire, dans laquelle les CE n'ont pas constaté que les requérants étaient "liés aux exportateurs ou aux importateurs ou [étaient] eux-mêmes importateurs du produit dont il [était] allégué qu'il [faisait] l'objet d'un dumping"[27], l'examen que les CE ont mené aux fins de la définition de la branche de production nationale n'a en fait servi aucun autre objectif et était donc totalement indépendant de l'analyse (purement et simplement inadéquate) qu'elles ont effectuée au titre de l'article 3.4 et 3.5.

Le Brésil rappelle la partie pertinente du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, dans laquelle l'Organe d'appel a dit ce qui suit au sujet du rapport entre les articles 4 et 3: "une détermination de l'existence d'un dommage, au titre de l'*Accord antidumping*, est une détermination établissant que "l'ensemble" des producteurs nationaux ou une "proportion majeure" d'entre eux "subissent un dommage". Cela ressort des dispositions de l'article 3.1, 3.4, 3.5, 3.6 et 3.7 de l'Accord, qui énonce certaines prescriptions en ce qui concerne l'enquête et l'examen conduisant à la détermination de l'existence d'un dommage. Les autorités chargées de l'enquête sont tenues de soumettre à enquête et d'examiner les importations eu égard à la "branche de production nationale", au "marché intérieur [des produits similaires]" et aux "producteurs nationaux de ... produits [similaires]". L'enquête et l'examen doivent s'attacher à la totalité de la "branche de production nationale" et non pas seulement à une partie, un secteur ou un segment de la branche de production nationale".[28]

Cette obligation d'examiner l'ensemble de la branche de production ne signifie toutefois pas forcément que certaines parties de la branche de production ne peuvent pas être aussi examinées séparément. Dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, l'Organe d'appel a encore affirmé ce qui suit: "il serait extrêmement pertinent que les autorités chargées des enquêtes évaluent la pertinence du fait qu'une proportion notable de la production nationale du produit similaire est protégée de la concurrence directe des importations, et que la partie de la branche de production nationale qui risque le plus d'être affectée par les importations est limitée au marché de gros".[29] L'Organe d'appel a donc constaté que cet examen plus spécifique des segments de la branche de production était toujours compatible avec les prescriptions découlant de l'article 4.1.

Le Brésil observe que, si cet examen spécifique des grands segments de la branche de production nationale qui sont "protégés de la concurrence directe des importations" est acceptable (quoique dans le cadre d'un examen global de la situation de la branche de production tout entière), il doit l'être encore plus dans la présente affaire, dans laquelle ces importations propres ne sont pas liées aux "importations faisant l'objet d'un dumping" en tant que telles. Le Brésil estime donc que, comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire susmentionnée, un tel examen est même une obligation au titre de l'article 3.1 (cf. "éléments de preuve positifs" et "examen objectif"), en particulier aux fins des analyses ultérieures au titre de l'article 3.4 et de l'article 3.5.[30]

Le Brésil note que, bien qu'en l'espèce, les autorités des CE aient parfaitement su qu'une grande partie de la branche de production communautaire était capable de se protéger et se protégeait en effet de la concurrence des importations au moyen de ses propres importations de produits externalisés (tout en causant un dommage aux autres requérants à cause de ces importations), les CE

[27] Article 4.1 i), non souligné dans l'original.
[28] Document WT/DS184/AB/R, paragraphe 190.
[29] Paragraphe 198.
[30] Paragraphes 190 et suivants.

n'ont pas pour autant réalisé, à fortiori jugé "extrêmement pertinente", une évaluation de la pertinence de ce fait, principalement aux fins de leurs analyses au titre de l'article 3.4 et de l'article 3.5. Toutefois, le Brésil continue d'estimer que, nonobstant l'article 4.1, l'examen et l'évaluation effectués par les CE au titre de l'article 3.4 et de l'article 3.5 ont été totalement inadéquats, en particulier puisqu'elles n'ont pas examiné ces "importations propres" en tant que "facteur économique pertinent" aux fins de leur analyse au titre de l'article 3.4[31], et n'ont par la suite pas non plus évalué dûment toute l'incidence de ce facteur sur la branche de production communautaire (comme cela est également mentionné ci-dessus) aux fins de leur analyse du lien de causalité au titre de l'article 3.5.

Questions adressées aux CE

b) Que répondez-vous à l'affirmation formulée par le Brésil au paragraphe 16 de sa déclaration orale, en particulier en ce qui concerne un examen effectué aux fins de la définition de la branche de production nationale visée à l'article 4? Serait-il forcément, en général et en l'espèce, inadéquat aux fins de l'analyse au titre de l'article 3.4 et/ou 3.5? Pour quelles raisons?

c) Les CE affirment dans leur deuxième communication écrite que le Brésil n'a nulle part expliqué comment, même s'ils avaient existé, ces accords d'externalisation auraient pu en soi affecter les constatations sur l'existence d'un lien de causalité. Pourriez-vous indiquer en détail ce que, selon les CE, Tupy aurait dû communiquer à cet égard?

I. POINT 18: "PAS DE POSSIBILITÉS MÉNAGÉES EN TEMPS UTILE DE PRENDRE CONNAISSANCE DE TOUS LES RENSEIGNEMENTS PERTINENTS"

Question adressée au Brésil

Question n° 24

Le Brésil souscrit-il à l'affirmation suivante des CE qui figure au paragraphe 157 de leur déclaration orale à la deuxième réunion: "Il apparaît que cette allégation concerne désormais uniquement les renseignements sur les taux de conversion des monnaies utilisés pour les ajustements dans le cadre du calcul du dumping"?

Réponse

Le Brésil précise que ses allégations au titre du point 9 sont limitées aux taux de change utilisés pour les conversions de monnaies relatives aux ajustements (voir aussi la réponse du Brésil à la question n° 12 du Groupe spécial ci-dessus).

[31] Voir, plus récemment, les paragraphes 12 et suivants de la déclaration orale faite par le Brésil au cours de la deuxième réunion de fond, dans lesquels le Brésil a qualifié ces importations propres/cette externalisation de facteur de dommage affectant l'ensemble de la branche de production communautaire, y compris les requérants des CE "protégés" et "non protégés".

Autres

Questions adressées au Brésil

Question n° 25

Le Brésil pourrait-il commenter les affirmations des CE, figurant entre autres aux paragraphes 9, 130 et 140 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, selon lesquelles certaines "allégations nouvelles" sont irrecevables?

Réponse

Le Brésil n'est pas d'accord avec les CE et estime que toutes ces prétendues "allégations nouvelles" ne sont rien d'autre que des *arguments* étayant les allégations formulées par le Brésil dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Pour ce qui est de chacune des allégations des CE, le Brésil répond comme suit:

Article 15 (paragraphes 14 et 25 de la deuxième déclaration orale des CE). Le Brésil rappelle que la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionne l'article 15 et expose la nature de l'allégation (voir les paragraphes 33 et 35). Par conséquent, le mandat couvre les première et deuxième phrases de l'article 15 ainsi que la question de l'"exploration de la possibilité de solutions constructives". Toutefois, le Brésil note avec satisfaction qu'en formulant cette allégation, les CE semblent reconnaître que l'article 15 établit des obligations *multiples*.

Article 2.4 (paragraphe 66 de la deuxième déclaration orale des CE). Le Brésil rappelle que l'article 2.4 est mentionné dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et que des détails sont également fournis sur la nature de l'allégation, à savoir que la comparaison effectuée par les CE entre le prix d'exportation et la valeur normale n'était pas équitable (voir les paragraphes 17 et suivants de la demande d'établissement d'un groupe spécial).

Article 6.2 et article 6.4 (paragraphes 130 et 140 de la deuxième déclaration orale des CE). Le Brésil rappelle que l'article 6.2 et l'article 6.4 sont mentionnés dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Il rappelle également que la substance des allégations au titre de l'article 6.2 est exposée au paragraphe 8 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial ("… et elles ont donc aussi privé Tupy de toutes possibilités de défendre ses intérêts sur ces questions *notamment*" – pas d'italique dans l'original) et que celle des allégations au titre de l'article 6.4 est exposée dans le texte introductif du paragraphe 10.

Quoi qu'il en soit, le Brésil conteste qu'il ait été porté atteinte de quelque façon que ce soit à la capacité des CE de se défendre.[32] En effet, les CE n'ont *pas* fourni de précisions à l'appui de leurs dires pour démontrer qu'il avait été porté atteinte à leur capacité de se défendre au cours de la procédure du Groupe spécial; même leurs réponses détaillées aux arguments du Brésil démontrent le contraire.

Question n° 26

L'"invitation" à demander un réexamen adressée le 10 août 2001 par les CE à Tupy et la réponse de Tupy, figurent-elles au dossier du Groupe spécial? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la partie pertinente du dossier. Sinon, veuillez expliquer pourquoi.

[32] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, paragraphe 131.

Réponse

L'"invitation" des CE du 10 août 2001 mentionnée ci-dessus et la réponse de Tupy ne figurent pas au dossier du Groupe spécial. Le Brésil renvoie le Groupe spécial à la partie pertinente de sa réponse à la question n° 6 ci-dessus.

Question adressée aux CE

Question n° 27

S'agissant de chacune des allégations qui, à votre avis, ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, pourriez-vous indiquer comment, si tant est que ce soit le cas, vos intérêts ont été lésés au cours de la procédure du Groupe spécial?

Question adressée aux deux parties

Question n° 28

En ce qui concerne la référence à la question des réexamens, les deux parties pourraient-elles préciser la nature et la portée des réexamens effectués par les CE depuis l'enquête qui fait l'objet de la procédure du présent Groupe spécial?

Réponse

Le Brésil renvoie aux parties pertinentes de sa réponse à la question n° 6 ci-dessus, où il fait valoir que le "réexamen" des CE ne relève pas du mandat et n'entre donc pas dans le champ de la présente procédure, et que cette prétention doit aussi être rejetée au regard de l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping puisque cette question ne figurait pas au dossier initial de l'enquête des CE.

Quoi qu'il en soit, comme le Brésil l'a expliqué plus en détail dans sa réponse à la question n° 6 ci-dessus, ce "réexamen" est totalement dénué de pertinence pour la présente procédure de par sa valeur propre.

Le Brésil observe en outre que la tentative des CE de présenter ce "réexamen" comme s'il avait été engagé simplement pour répondre aux souhaits de l'exportateur brésilien et/ou du Brésil est assez surprenante. Les CE devaient-elles vraiment affronter, comme elles semblent l'alléguer, toutes les difficultés d'un "réexamen complet en matière de dumping" portant sur l'ensemble des six pays visés par l'enquête initiale afin d'évaluer les conséquences de la dévaluation de la monnaie brésilienne? Il est presque impensable qu'une autorité chargée de l'enquête responsable assujettisse les exportateurs de six pays aux lourdes obligations financières et autres induites par la défense de leurs intérêts respectifs uniquement parce qu'elle cherche à satisfaire les autorités et une société exportatrice de l'un de ces pays.

Le Brésil estime que les CE démontrent la confusion qu'elles ont créée avec le nouveau "réexamen" en le présentant de façon différente – et contradictoire – selon le cadre dans lequel cette présentation est faite. Il observe que, même devant le présent Groupe spécial, les CE ont émis des avis contradictoires concernant leur propre position sur ce "réexamen". Dans les CE et pour leurs propres parties intéressées, les CE présentent le "réexamen" comme s'il était destiné à tenir compte des décisions rendues par l'ORD dans l'affaire du *linge de lit*. Dans la procédure du présent Groupe spécial, les CE semblent indiquer que ce "réexamen" a un objectif totalement différent, qui est de constituer la réponse évidente au souhait de l'exportateur brésilien – et maintenant du Brésil – que soient évaluées les conséquences de la dévaluation enregistrée par le Brésil en 1999. Toutefois, le Brésil observe que les CE elles-mêmes admettent que le nouveau "réexamen" n'est pas un réexamen intérimaire au sens de l'article 11.3 du règlement de base, qui est le pendant de l'article 11.2 de

l'Accord antidumping.[33] Or, en ce qui concerne les CE, à des fins internes, ce réexamen est présenté comme un moyen de rectifier certaines erreurs méthodologiques suite à des décisions sans rapport avec la présente affaire rendues par l'ORD. À l'inverse, pourtant, en ce qui concerne la procédure du présent Groupe spécial, le nouveau "réexamen" continue d'être présenté comme un réexamen intérimaire.

Par ailleurs, le Brésil note que les CE estiment à nouveau que "les faits de la cause en l'espèce n'ont jamais justifié une telle mesure", à savoir l'engagement d'office d'un réexamen.[34] En même temps, les CE laissent entendre qu'en tout état de cause un tel réexamen aurait pu être engagé uniquement "avant que le délai raisonnable [que les CE ont fixé dans tous les cas à un an] ait expiré".[35] Elles ont en outre confirmé que le "réexamen" auquel elles faisaient référence avait été "engagé à la demande d'un autre exportateur [c'est-à-dire autre que l'exportateur brésilien].[36] Pour résumer ce raisonnement circulaire, les CE continuent de prétendre que le "réexamen" qu'elles ont engagé constitue leur réponse à l'argument que le Brésil a formulé au titre de son point 3. Même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que le nouveau "réexamen" soit effectivement le réexamen auquel le Brésil a fait référence au point 3, pourquoi ce réexamen n'était-il pas justifié selon les CE en août 2000[37] alors qu'il est considéré comme justifié maintenant? Le Brésil estime que ce n'est qu'un autre exemple des lacunes des arguments des CE. Comme le Brésil a déjà eu l'occasion de le signaler[38], la question de savoir si un réexamen engagé d'office est justifié ou non est une question de fond. Elle concerne la nécessité de maintenir le droit, ce qui n'a aucun rapport avec les questions de délais, ni avec d'autres considérations à la convenance des CE. Les CE ne présentent pas de façon cohérente, ni même solide, la nature, la portée et l'objectif de leur "réexamen", ce qui accroît la confusion qu'elles ont créée en engageant ce "réexamen". Surtout, cette absence d'orientation signifie forcément que ce "réexamen" des CE n'a pas la moindre pertinence et ne sert manifestement pas l'objectif que les CE cherchent à lui donner dans la présente procédure.

Enfin, durant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, les CE ont soutenu que leur engagement du nouveau "réexamen" visait à anticiper l'éventuelle décision que le Groupe spécial rendrait dans la présente procédure, selon laquelle les CE auraient dû engager le réexamen prétendument demandé par le Brésil au titre de son point 3. Cette prétention incontestablement prématurée et déplacée doit aussi être considérée sans fondement. Avant toute chose, si le Groupe spécial devait accepter l'allégation du Brésil au titre du point 3, la meilleure façon pour les CE de remédier à la situation serait d'abroger purement et simplement le droit plutôt que de se borner à le réexaminer.

[33] Comme l'indique sans ambiguïté la partie 5 (procédure) de l'avis d'ouverture des CE (il convient de noter l'invocation de l'article 2 3) du Règlement n° 1515/2001 – réexamen pour tenir compte des rapports de l'ORD – plutôt que du règlement de base des CE).
[34] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 36.
[35] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 38.
[36] Voir la réponse des CE aux questions n° 143 et 144 du Groupe spécial et le paragraphe 9 de l'ECSS.
[37] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 36.
[38] Réponse du Brésil à la question n° 33 posée par le Groupe spécial après la première réunion de fond.

LISTE DES PIÈCES NOUVELLES

55. Lettre du 10 août 2001 adressée par la Commission européenne à Tupy.

56. Lettre du 14 août 2001 contenant la réponse du conseil de Tupy à la Commission européenne.

ANNEXE E-8

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – DEUXIÈME RÉUNION

A. POINT 1: "PAS DE CONSIDÉRATION SPÉCIALE ACCORDÉE AU BRÉSIL EN TANT QUE PAYS EN DÉVELOPPEMENT", "PAS DE SOLUTIONS CONSTRUCTIVES EXPLORÉES"

Questions adressées au Brésil

Question n° 1

À la suite des réunions tenues entre les fonctionnaires du gouvernement brésilien et ceux des CE, le gouvernement brésilien a-t-il informé Tupy de la possibilité de rechercher un engagement en matière de prix avec les CE? Si cela n'a pas été le cas, pourquoi? Si cela a été le cas, comment Tupy a-t-elle réagi? Veuillez fournir des éléments de preuve à l'appui.

Question n° 2

Nous notons que l'article 12.2 dispose ce qui suit: "*Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative, de toute décision d'accepter un engagement en conformité avec l'article 8, de l'expiration de cet engagement, ...*". En quoi et dans quelle mesure cela est-il pertinent en l'espèce?

Question adressée aux CE

Question n° 3

S'agissant du rapport entre les obligations de l'article 12.2 et celles de l'article 15 de l'*Accord antidumping*, commentez la réponse du Brésil à la question n° 13 du Groupe spécial, selon laquelle les CE n'ont pas indiqué dans les règlements provisoire ou définitif que la possibilité d'un engagement avait été explorée en ce qui concernait l'exportateur brésilien.

Réponse

Comme les CE l'ont indiqué[1], elles ne publient des renseignements concernant les engagements que pour les sociétés qui en ont proposé un. La raison d'être de cette pratique est que les engagements sont avant tout du ressort des exportateurs, qui connaissent mieux que quiconque leurs intérêts et leurs projets.

Les questions visées par l'article 12.2 n'englobent pas l'exploration de solutions constructives qui est requise par l'article 15. L'article 12.2 vise, entre autres choses, "toute détermination préliminaire ou finale" de l'existence d'un dumping et d'un dommage, et "toute décision d'accepter un engagement en conformité avec l'article 8". La référence à l'article 8 indique que l'article 12.2 s'applique uniquement lorsque l'exportateur a effectivement proposé un engagement puisque l'article 8.1 dispose explicitement qu'"une procédure pourra être suspendue ou close ... *lorsque*

[1] Réponse des CE aux questions posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond, question n° 13.

l'exportateur se sera engagé volontairement et de manière satisfaisante ...". (pas d'italique dans l'original) Comme Tupy n'a jamais proposé d'engagement, l'obligation au titre de l'article 12.2 d'expliquer pourquoi un engagement avait été accepté ou rejeté ne s'appliquait pas en l'espèce.

En outre, la liste des questions visées à l'article 12.2.1 comprend uniquement celles qui sont liées aux déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Le libellé de l'article 12.2.2 est plus général ("tous les renseignements pertinents [...] sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix"). Néanmoins, l'expression "ont conduit à" a trait aux points de fait ou de droit qui ont justifié l'imposition de ces mesures. L'exploration des possibilités de solutions constructives ne fait pas partie de ces points puisqu'elle pourrait tout au plus conduire à l'imposition de solutions qui seraient moins rigoureuses que celles qui seraient sinon justifiées. Le contexte étaye cette interprétation puisque les seuls points mentionnés "en particulier" à l'alinéa 12.2.2 sont, outre les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents, et le fondement de toute décision prise au titre de l'article 6.10.2.

Qui plus est, il est spécifiquement fait mention de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. Comme l'historique du différend en cours le démontre, l'exploration des solutions constructives peut impliquer des communications au niveau diplomatique qui, selon les CE, sont "de nature confidentielle" au sens de l'article 6.5.

Questions adressées aux deux parties

Question n° 4

S'agissant de l'affirmation du Brésil figurant au paragraphe 20 de sa deuxième communication écrite et de sa réponse à la question n° 4 posée par le Groupe spécial après la première réunion, des engagements autres que les engagements en matière de prix sont-ils prévus par l'*Accord antidumping*? En quoi, si tant est qu'il le soit, l'article 8.1 de l'*Accord antidumping* est-il pertinent dans ce contexte?

Réponse

L'article 8.1 prévoit que "l'exportateur [peut s'engager] [...] à réviser ses prix ou à ne plus exporter vers la zone en question à des prix de dumping, de façon que les autorités soient convaincues que l'effet dommageable du dumping est supprimé". Selon les CE, ces options aboutissent en pratique au même résultat puisque, dans le deuxième cas, il serait nécessaire de spécifier le prix qui supprimerait le dumping dommageable, qui correspondrait au prix révisé visé dans le premier cas. Par conséquent, les CE considèrent que tous les engagements envisagés au titre de l'article 8.1 sont essentiellement des engagements en matière de prix. Elles n'ont pas d'avis sur la question de savoir si l'article 15 autorise une action sortant du cadre de l'article 8.1.

Question n° 5

Des groupes spéciaux précédents ont indiqué que l'application de la "règle du droit moindre" et les "engagements en matière de prix" étaient des solutions constructives possibles au titre de l'article 15 de l'*Accord antidumping*. Les deux parties peuvent-elles proposer d'autres solutions qui pourraient être jugées constructives au regard de l'article 15?

Réponse

Les CE n'ont pas d'autres exemples de solutions constructives possibles à proposer.

B. POINT 3: "MESURES INAPPROPRIÉES"

Question adressée au Brésil

Question n° 6

Le Brésil peut-il commenter le paragraphe 39 de la déclaration orale faite par les CE à la deuxième réunion?

Réponse

C. POINTS 6 ET 10: "PAS DE PRISE EN COMPTE ADÉQUATE DE LA NEUTRALISATION DES TAXES"; "PAS DE BASE ADÉQUATE POUR ÉVALUER LES TAXES INDIRECTES PIS/COFINS"

Questions adressées aux CE

Question n° 7

Les CE disposaient-elles dans le dossier de l'enquête de tous les renseignements qui auraient été nécessaires pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS sur une base plus complète ou une base détaillée? Dans l'affirmative, citez la partie pertinente du dossier. Sinon, pourquoi les CE n'ont-elles pas demandé les renseignements qui auraient été nécessaires pour un calcul plus élaboré?

Réponse

Les prix à l'exportation et les prix intérieurs de Tupy figuraient tous dans le dossier de l'enquête qui a été divulgué à Tupy. Toutefois, les CE n'estiment pas que l'utilisation de toutes ces données sur une base plus complète ou détaillée aurait nécessairement abouti à un ajustement plus précis. L'utilisation des 20 modèles les plus exportés n'était pas la seule "base raisonnable" que les CE devaient utiliser pour accorder à Tupy cet ajustement non demandé. Comme il ressort de la lettre des CE du 28 février 2002[2], les CE devaient aussi utiliser les données concernant toutes les exportations au lieu de celles qui concernaient les exportations du produit visé. Le texte se lit comme suit (non souligné et pas de caractère gras dans l'original): "Tupy a reçu, sur un montant total exporté de 159 335 000 reais, un remboursement de 2 491 000 reais au titre des taxes PIS/COFINS versées sur les matériaux utilisés pour la production des biens exportés. Il s'agit du montant "remboursé en ce qui concerne le produit exporté vers la Communauté". Les montants ci-dessus concernent **l'ensemble des exportations de tous les produits et ont été choisis comme base raisonnable car le chiffre d'affaires total de la société a été le seul que Tupy a pu justifier pendant la vérification sur place."**

Au cours des enquêtes, les enquêteurs sont appelés à prendre des décisions pragmatiques pour ce qui est des renseignements qui sont incomplets ou ne sont pas satisfaisants. La procédure à suivre pour utiliser les "données de fait disponibles" conformément à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord est complexe et, comme les exportateurs le savent bien, tend à aboutir à des résultats moins favorables. En l'occurrence, Tupy, qui n'avait elle-même présenté aucune demande cohérente d'ajustement, a approuvé le calcul par les CE d'un ajustement sur la base des 20 modèles les plus exportés. Il s'agissait d'une solution pragmatique qui avait été approuvée par Tupy à l'époque et était tout à son avantage.

[2] Page 7 de l'annexe II, pièce n° 11 du Brésil.

Question n° 8

Pourquoi les CE ont-elles eu recours aux données concernant les 20 types de produits les plus exportés pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS? Était-ce uniquement à cause des "contraintes de temps et de personnel" auxquelles elles font référence au paragraphe 84 de leur déclaration orale à la deuxième réunion?

Réponse

La décision prise par les enquêteurs des CE était que, dans les circonstances de l'enquête, compte tenu des données en question et de l'importance du résultat du calcul relatif à l'ampleur de la marge de dumping, l'utilisation d'une clé fondée sur les 20 types les plus exportés était appropriée et raisonnable. Ce n'était donc pas uniquement à cause de contraintes de temps et de personnel.

Il convient de noter qu'à aucun moment au cours de l'enquête, Tupy n'a proposé d'autre méthode raisonnable ni fourni une quelconque aide aux enquêteurs des CE à ce sujet. Au lieu de cela, elle a fait valoir que, compte tenu des éléments de preuve et des données dont les CE et elle-même disposaient, l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS devait être de 5,37 pour cent. Elle a maintenu cette allégation même après la notification provisoire[3], alors que tous les faits étaient connus des CE ainsi que d'elle-même. Les CE estiment que, compte tenu de ces circonstances particulières, même à supposer qu'elles aient omis 0,03 pour cent d'un ajustement non demandé, cela ne rend pas la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation "non équitable" au sens donné à ce dernier terme dans l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

Question n° 9

Dans une enquête n'utilisant pas les "données de fait disponibles" ou l'"échantillonnage" au sens de l'*Accord antidumping*, quel est le fondement juridique qui permet ou n'empêche pas l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête de données concernant uniquement certaines transactions ou d'une "clé de répartition" pour calculer les ajustements?

Réponse

Au paragraphe 82 de leur deuxième déclaration orale, les CE ont appelé l'attention du Groupe spécial sur l'article 6.14 de l'Accord. Cette disposition habilite les autorités chargées de l'enquête à suivre le type d'approche adoptée par les CE dans la présente affaire, dans laquelle le bon déroulement de l'enquête avait été considérablement entravé par le fait que Tupy n'avait pas fourni les renseignements qui lui avaient été demandés. La procédure relative aux "données de fait disponibles" prévue à l'article 6.8 perturberait elle-même beaucoup l'exécution rapide de l'enquête si elle devait être invoquée chaque fois que l'exportateur ne fournit pas exactement ce que les enquêteurs ont demandé. Par conséquent, l'Accord donne aux enquêteurs une certaine latitude pour prendre des décisions pragmatiques afin d'établir une détermination sur la question. Il convient de noter que l'ajustement proposé par Tupy elle-même impliquait l'utilisation d'une clé de répartition puisqu'elle s'est fondée sur l'hypothèse (improbable) que le taux des taxes PIS/COFINS pour chaque type de produit s'établissait au niveau de la moyenne de tous les produits de Tupy (y compris ceux qui n'étaient pas visés par l'enquête).

[3] Voir la lettre de Tupy du 13 juin 2000, page 8, point 2.7.5, pièce n° 17 du Brésil.

Question adressée au Brésil

Question n° 10

Le Brésil pourrait-il commenter la réponse des CE à la question n° 55 du Groupe spécial? Même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que la valeur normale ait été calculée après déduction de la taxe IPI, cela dispenserait-il d'examiner si l'IPI Premium Credit pourrait faire l'objet d'un ajustement?

D. POINT 9: "PAS DE CONVERSIONS DE MONNAIES ADÉQUATES"

Questions adressées au Brésil

Question n° 11

En ce qui concerne l'affirmation formulée par les CE au paragraphe 77 de leur déclaration orale à la deuxième réunion, Tupy a-t-elle demandé des renseignements sur les taux de change utilisés pour les ajustements? Veuillez citer les parties pertinentes au dossier de l'enquête.

Question n° 12

Le Brésil pourrait-il préciser si et dans quelle mesure son allégation est limitée désormais aux taux de change utilisés pour les conversions relatives aux ajustements? Veuillez indiquer comment cela transparaît dans l'allégation formulée au paragraphe 21 de votre demande d'établissement d'un groupe spécial.

Questions adressées aux CE

Question n° 13

Les CE pourraient-elles étoffer les explications qu'elles ont fournies en réponse à la question n° 88 posée par le Groupe spécial après la première réunion – en particulier: 1) préciser le sens de la phrase "l'ajustement au titre des coûts de crédit devrait être fondé sur les nouvelles valeurs à l'exportation facturées" et indiquer pourquoi celles-ci n'ont pas été utilisées en ce qui concerne les ajustements au titre des coûts de crédit; et 2) exposer de manière plus détaillée les méthodes utilisées au sujet des garanties et des commissions?

Réponse

Les CE ont relevé une erreur dans le tableau figurant dans la pièce n° 25 des CE qui accompagnait leur réponse à la question n° 88.[4] Elles s'excusent de la confusion que cela a pu entraîner et saisissent cette occasion pour présenter une nouvelle version du tableau (pièce n° 28A des CE), contenant des renseignements additionnels, qui, elles n'en doutent pas, sera plus utile au Groupe spécial.[5]

Au stade provisoire de l'enquête, les CE ont converti à la fois les prix (à l'exportation) facturés et les ajustements demandés par Tupy (en devises étrangères et non en reais comme les CE l'avaient demandé), selon les taux de change mensuels, comme prévu dans le questionnaire des CE,

[4] Les chiffres figurant dans la huitième colonne, intitulée "Taux de change mensuel utilisé par les CE", n'étaient pas les taux mensuels utilisés pour convertir les trois ajustements (crédit, garanties et commissions) en reais mais les taux de change quotidiens utilisés pour convertir la valeur à l'exportation facturée en reais.

[5] Les nouvelles données sont en italique.

conformément à la pratique habituelle des CE. Dans ses observations sur la notification provisoire[6], Tupy a soulevé la question des taux de conversion pour ce qui était du prix à l'exportation mais pas pour ce qui était des divers ajustements. Les CE ont répondu en passant à un système de taux de change quotidiens pour le prix à l'exportation mais, pour les trois ajustements, elles ont maintenu les taux mensuels pour les raisons suivantes.

1. Ajustement au titre des coûts de crédit.[7]

Dans le cas des coûts de crédit, il n'y a dans la comptabilité de Tupy aucun poste correspondant à ceux qui y figurent pour les frais d'emballage ou les frais de transport par exemple, qui permette de calculer l'ajustement directement pour chaque vente. Les coûts de crédit sont donc calculés en pourcentage (sur la base des taux d'intérêt en vigueur) du prix facturé. Pour convertir les prix facturés en reais à cette fin, les CE ont suivi leur pratique habituelle consistant à utiliser les taux de change mensuels moyens (qu'elles avaient utilisés pour les mesures provisoires). Il y avait plusieurs raisons à cela. Premièrement, Tupy n'avait présenté aucune demande concernant les taux de conversion pour les ajustements. Deuxièmement, étant donné que les ajustements étaient eux-mêmes faibles par comparaison aux prix à l'exportation, toute différence due à l'application des taux différents serait très faible. Troisièmement, le système de taux mensuels aboutissait à des chiffres qui étaient en fait légèrement plus favorables à Tupy que ceux qu'elle-même avait proposés.

2. Ajustement au titre des garanties et des commissions.

Pour les coûts de garantie et de commission, comme pour les coûts de crédit, il n'y a pas dans la comptabilité de postes clairement distincts associant des coûts particuliers aux ventes à l'exportation à destination des CE. En revanche, comme Tupy l'avait demandé, pour chaque expédition, les CE ont utilisé un pourcentage déterminé (0,0312 pour cent, sur la base d'un taux d'assurance) du prix à l'exportation pour calculer le montant de la garantie et un pourcentage variable du prix à l'exportation (en fonction du client) pour la commission. Lors de la conversion du prix à l'exportation à ces fins, le taux mensuel a été choisi pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles il avait été utilisé pour le calcul des coûts de crédit (ci-dessus).

Question n° 14

Les CE peuvent-elles expliquer comment leur réponse à la question n° 88 posée par le Groupe spécial après la première réunion est conciliable avec le paragraphe 52 du règlement définitif?

Le considérant 52 du règlement définitif traite de la conversion du prix à l'exportation. La conversion des ajustements en reais constituait une rectification des données mal transmises par Tupy, laquelle était tenue, conformément aux instructions données dans le questionnaire, de communiquer ces ajustements en reais. Comme cela est expliqué dans la réponse à la question n° 15, l'article 2.4.1 concerne les prix à l'exportation et leur conversion, et non les conversions faites pour ce qui est des ajustements. Si Tupy avait communiqué des données correctes, les conversions de monnaies n'auraient pas été nécessaires, sauf pour le prix à l'exportation. Si l'article 2.4.1 devait être appliqué automatiquement à ces conversions, un exportateur pourrait fausser le résultat du calcul par le choix de la monnaie dans laquelle il communique les coûts relatifs à la vente.

[6] Lettre de Tupy du 30 mars 2000, page 35, points 13 à 16, pièce n° 13 du Brésil.

[7] Réponse des CE aux questions posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond, question n° 88, paragraphe 123.

Question adressée aux deux parties

Question n° 15

Comment et dans quelle mesure l'obligation, énoncée à l'article 2.4.1, de procéder à une conversion de monnaies en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente s'applique-t-elle aux ajustements en cause dans le cadre de cette allégation? Est-elle pertinente ou applicable en l'espèce? Quelles sont les obligations juridiques qui régissent le calcul de ces ajustements?

Réponse

Il convient de dire que, dans la présente enquête, il n'y a pas eu de litige sur le point de savoir s'il fallait appliquer le taux de change en vigueur à la date de la vente. La question qui s'est posée était de savoir s'il fallait utiliser le taux mensuel moyen en vigueur à la date de la vente ou le taux quotidien moyen en vigueur à la date de la vente.

L'obligation, énoncée à l'article 2.4.1, de procéder à des conversions de monnaies en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente concerne les prix de vente à l'exportation et non les conversions qui pourraient s'avérer nécessaires au moment de faire des ajustements.

Cela ressort du texte de l'article 2.4.1, qui se lit comme suit (pas de caractère gras dans l'original):

> Lorsque la **comparaison des prix effectuée conformément à ce paragraphe nécessitera une conversion de monnaies**, cette conversion devrait être effectuée en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente, à condition que, lorsqu'une vente de monnaie étrangère sur les marchés à terme est directement liée à la **vente à l'exportation** considérée, le taux de change pratiqué pour la vente à terme soit utilisé. Les fluctuations des taux de change ne seront pas prises en considération et, dans une enquête, les autorités accorderont aux exportateurs 60 jours au moins pour ajuster leurs **prix à l'exportation** afin de tenir compte des mouvements durables des taux de change enregistrés pendant la période couverte par l'enquête.

Les expressions en gras montrent que le paragraphe concerne les prix de vente à l'exportation. Le contexte fondamental de cette disposition est fourni par l'article 2.4, qui énonce son objectif dans la première phrase: "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale." Si le critère de la "date de la vente" était appliqué automatiquement à chaque conversion devant être faite au cours d'une enquête, le résultat serait tout sauf équitable.

Dans bien des cas, les différences de coûts entraînant des différences de valeur marchande et des ajustements entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation ne sont pas supportées à la date de la vente à l'exportation. Les achats de matériaux d'emballage, le transport intérieur jusqu'au port, les frais de garantie, les coûts liés aux différences physiques, etc., sont, selon la nature de chaque dépense, supportés avant ou après la date de la vente à l'exportation.

Une conversion de toutes ces données selon le taux de change de la vente à l'exportation pour les besoins d'une enquête antidumping constituerait une tâche sans intérêt et contraignante pour le producteur-exportateur et rendrait la vérification par les autorités chargées de l'enquête impossible, car aucun montant communiqué ne correspondrait aux données comptables disponibles de la société. C'est pourquoi les CE exigent normalement, comme elles l'ont fait en l'espèce, que les sociétés communiquent toutes les données telles qu'elles apparaissent dans leurs livres comptables.

E. POINT 12: "PAS DE PRISE EN COMPTE ADÉQUATE DES TENDANCES DU VOLUME DES IMPORTATIONS"

Question adressée au Brésil

Question n° 16

Le Brésil pourrait-il commenter la déclaration suivante faite par les CE au paragraphe 88 de leur déclaration orale à la deuxième réunion: "Le Brésil semble confirmer l'interprétation des CE selon laquelle il n'allègue pas une infraction à l'article 3.1 qui ne serait pas une conséquence automatique des infractions alléguées à d'autres parties de l'article 3"?

F. POINT 13: "SOUS-COTATION DU PRIX ALLÉGUÉE NON DÛMENT PRISE EN COMPTE"

Questions adressées au Brésil

Question n° 17

Le Brésil pourrait-il commenter les affirmations formulées par les CE au paragraphe 95 de leur déclaration orale à la deuxième réunion concernant l'analyse de la sous-cotation des prix?

Question n° 18

Le Brésil pourrait-il commenter l'affirmation formulée par les CE au paragraphe 122 de leur déclaration orale?

G. POINT 16: "PRISE EN COMPTE INAPPROPRIÉE DES INDICATEURS DE DOMMAGE"

Questions adressées aux CE

Question n° 19

Des feuilles de calcul ou des notes relatives à l'enquête ont-elles servi de base à la pièce n° 12 des CE? Dans l'affirmative, veuillez en fournir une copie ou expliquer pourquoi vous ne le faites pas.

Réponse

Les conclusions figurant dans la pièce n° 12 des CE sont fondées sur des feuilles de calcul mais celles-ci contiennent des renseignements commerciaux très confidentiels concernant les résultats des divers producteurs communautaires, et les CE préféreraient ne pas les rendre publiques.

Question n° 20

Les CE pourraient-elles confirmer et justifier le fait que leur pièce n° 12 a été élaborée au cours de l'enquête?

Réponse

Les CE confirment que leur pièce n° 12 a été élaborée le 14 avril 2000, c'est-à-dire au cours de l'enquête.

Les CE ne voient pas très bien quels éléments de preuve le Groupe spécial considérerait comme appropriés pour justifier ce fait. La division de la lutte contre le dumping des CE n'a pas pour habitude de numéroter ses "notes pour le dossier" mais se contente de les dater.[8]

Question n° 21

S'agissant de ce que vous avez dit au paragraphe 122 de votre deuxième déclaration orale, pourriez-vous indiquer comment cela est conciliable avec les prescriptions de l'article 3.6? Pourriez-vous préciser si cela est ou non pertinent en l'espèce?

C'est en tenant compte de l'article 3.6 que les CE ont formulé leurs observations sur la répartition des données relatives au retour sur investissement, etc., dans leur deuxième déclaration orale. Pour de nombreux aspects de l'enquête sur l'existence d'un dommage concernant les accessoires malléables, des données relatives à la production du produit similaire étaient disponibles. Lorsque, pour certains des critères de dommage, cela n'a pas été possible, les CE, conformément à l'article 3.6, ont recouru aux données relatives à "la production du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit, comprenant le produit similaire". Dans plusieurs cas, cela a nécessité d'utiliser des renseignements figurant dans des rapports annuels.

Question adressée aux deux parties

Question n° 22

Était-ce la première fois que les CE fournissaient au Brésil/et à Tupy au cours de l'enquête, ou au Brésil au cours de la procédure du présent Groupe spécial, les renseignements concernant le "retour sur investissement" qui figurent au paragraphe 123 de la déclaration orale qu'elles ont faite à la deuxième réunion, ou tout autre renseignement relatif à ce facteur?

Réponse

Dans les documents de notification (pièces n° 11 et 16 du Brésil), des données agrégées ont été fournies à Tupy sur la rentabilité de la branche de production communautaire, en termes de bénéfice net avant imposition du chiffre d'affaires net. Des données agrégées lui ont été fournies sur le chiffre d'affaires relatif au produit visé. Les détails du chiffre d'affaires total (c'est-à-dire concernant l'ensemble des activités de la société) et du chiffre d'affaires relatif au produit visé par société ont été fournis dans la version non confidentielle des réponses au questionnaire, que Tupy a consultée comme elle en avait le droit. En outre, les documents comptables annuels de quatre des six producteurs communautaires pour différentes périodes figuraient dans les dossiers non confidentiels.[9]

H. POINT 17: "LIEN DE CAUSALITÉ"

Question n° 23

En ce qui concerne le paragraphe 16 de la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion:

Question adressée au Brésil

a) Un examen effectué aux fins de la définition de la branche de production nationale visée à l'article 4 serait-il forcément, en général et en l'espèce,

[8] Les CE peuvent fournir d'autres exemples de ces notes si le Groupe spécial le désire.

[9] Les rapports annuels des deux autres sociétés sont des documents qui ne sont pas accessibles au public.

inadéquat aux fins de l'analyse au titre de l'article 3.4 et/ou 3.5? Pour quelles raisons?

Questions adressées aux CE

b) Que répondez-vous à l'affirmation formulée par le Brésil au paragraphe 16 de sa déclaration orale, en particulier en ce qui concerne un examen effectué aux fins de la définition de la branche de production nationale visée à l'article 4? Serait-il forcément, en général et en l'espèce, inadéquat aux fins de l'analyse au titre de l'article 3.4 et/ou 3.5? Pour quelles raisons?

Réponse

En règle générale, un examen effectué simplement pour déterminer la portée de la "branche de production nationale" définie à l'article 4 ne serait pas adéquat pour examiner, au titre de l'article 3.4, si cette branche de production subissait un dommage ou, au titre de l'article 3.5, quelle était la cause de ce dommage. Les questions visées par ces dispositions sont assez différentes. Néanmoins, les renseignements recueillis lors de l'examen de l'une des questions peuvent être utiles dans l'autre contexte. Dans la présente enquête, la distinction entre les différents examens apparaissait dans les investigations menées par les autorités des CE. Les CE ont enquêté sur le point de savoir s'il était approprié d'exclure certains producteurs nationaux conformément à l'article 4.1 i) et ont conclu que cela ne l'était pas.[10]

Les CE croient comprendre que la plainte du Brésil (dans la mesure où elle va plus loin qu'un problème concernant l'externalisation en soi) se rapporte à l'article 3.5 et à l'allégation selon laquelle la branche de production nationale s'est causée un dommage à elle-même en abandonnant des parts de marché aux sociétés vers lesquelles elle a externalisé la production. Dans le contexte de l'article 3.5, les CE ont enquêté sur les niveaux des importations d'accessoires malléables en provenance de pays autres que ceux qui étaient accusés de dumping, et ont constaté qu'ils n'étaient pas une cause significative de dommage pour la branche de production nationale. Ces importations incluaient forcément toute production qui résultait d'une externalisation. Puisqu'il a été constaté que l'ensemble des importations en provenance de chacun de ces pays n'était pas une cause significative de dommage, il en allait forcément de même pour la partie de ces importations (quelle qu'en soit le volume) qui résultait d'une externalisation. Bien évidemment, cette enquête était assez différente de celle qui intervenait dans la détermination de la "branche de production nationale".

Les CE ne comprennent pas comment (si tant est qu'il le fasse) le Brésil peut faire valoir que l'externalisation était pertinente pour l'évaluation de la situation de la branche de production nationale requise par l'article 3.4. En tous cas, l'enquête des CE au titre de l'article 3.4 était assez différente de celle qui relevait de l'article 4.

c) Les CE affirment dans leur deuxième communication écrite que le Brésil n'a nulle part expliqué comment, même s'ils avaient existé, ces accords d'externalisation auraient pu en soi affecter les constatations sur l'existence d'un lien de causalité. Pourriez-vous indiquer en détail ce que, selon les CE, Tupy aurait dû communiquer à cet égard?

Réponse

Comme cela est indiqué plus haut, les CE croient comprendre que le Brésil allègue que Tupy avait fait valoir que l'externalisation entraînait pour la branche de production nationale une perte de part de marché. Pour qu'un tel argument ait été viable, il aurait fallu (pour le moins) montrer que les

[10] Règlement provisoire, considérant 134; règlement définitif, considérants 65 à 68.

importations en provenance des sociétés vers lesquelles la production avait été externalisée étaient une cause significative de dommage pour la branche de production communautaire. Tupy n'a présenté aucun élément de preuve pour étayer cette allégation. (Les propres enquêtes des CE n'ont pas non plus produit de telles données.)

I. POINT 18: "PAS DE POSSIBILITÉS MÉNAGÉES EN TEMPS UTILE DE PRENDRE CONNAISSANCE DE TOUS LES RENSEIGNEMENTS PERTINENTS"

Question adressée au Brésil

Question n° 24

Le Brésil souscrit-il à l'affirmation suivante des CE qui figure au paragraphe 157 de leur déclaration orale à la deuxième réunion: "Il apparaît que cette allégation concerne désormais uniquement les renseignements sur les taux de conversion des monnaies utilisés pour les ajustements dans le cadre du calcul du dumping"?

AUTRES

Questions adressées au Brésil

Question n° 25

Le Brésil pourrait-il commenter les affirmations des CE, figurant entre autres aux paragraphes 9, 130 et 140 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, selon lesquelles certaines "allégations nouvelles" sont irrecevables?

Question n° 26

L'"invitation" à demander un réexamen adressée le 10 août 2001 par les CE à Tupy et la réponse de Tupy figurent-elles au dossier du Groupe spécial? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la partie pertinente du dossier. Sinon, veuillez expliquer pourquoi.

Question adressée aux CE

Question n° 27

S'agissant de chacune des allégations qui, à votre avis, ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, pourriez-vous indiquer comment, si tant est que ce soit le cas, vos intérêts ont été lésés au cours de la procédure du Groupe spécial?

Réponse

Les CE estiment que, dans tous les cas où elles ont soulevé cette objection, leurs intérêts ont été lésés par l'absence d'informations adéquates concernant les questions. La portée des allégations qui sont formulées expressément dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil est déjà exceptionnellement large. Les CE disposent de la période qui s'écoule entre l'établissement du groupe spécial et la présentation de la première communication écrite du plaignant pour préparer leur défense. Une telle préparation n'est possible que si le plaignant indique de manière adéquate ses allégations dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial afin qu'elles soient reprises dans le mandat.

Question adressée aux deux parties

Question n° 28

En ce qui concerne la référence à la question des réexamens, les deux parties pourraient-elles préciser la nature et la portée des réexamens effectués par les CE depuis l'enquête qui fait l'objet de la procédure du présent Groupe spécial?

Le seul réexamen engagé en ce qui concerne les accessoires en fonte malléable est celui qui a été engagé en décembre 2001 (pièce n° 26 des CE). Dans cette pièce, il est dit ce qui suit: "La portée du réexamen se limite à l'examen des pratiques de dumping des producteurs-exportateurs dans les pays concernés, dont les taux de droit reposent sur une méthode d'évaluation du dumping abordée dans les rapports et qui enverront une réponse complète au questionnaire dans les délais fixés au titre 6, point a) i) et ii) du présent avis. ... L'enquête couvrira la période du 1er janvier 2001 au 30 septembre 2001." Les "rapports" en question sont ceux du Groupe spécial et de l'Organe d'appel chargés d'examiner l'affaire "Communautés européennes – Mesures antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde".

Étant donné qu'une nouvelle période couverte par l'enquête a été établie, les CE examineront la situation sur la base de faits nouveaux. Par conséquent, si Tupy avait participé au réexamen, les CE auraient examiné les données concernant les prix pour la période postérieure à la dévaluation et auraient forcément examiné (comme Tupy l'avait fait valoir) si la marge de dumping avait disparu après cet événement.

La première fois que Tupy a émis des doutes au sujet de la portée du réexamen, c'était dans une lettre adressée aux CE et datée du 22 avril 2002, soit plus de quatre mois après la publication de l'avis d'engagement. Dans une lettre datée du 7 mai 2002, les CE ont proposé d'organiser une audition pour Tupy, dans laquelle les questions qu'elle avait soulevées au sujet de la portée du réexamen auraient pu être examinées. Tupy n'a jamais répondu à cette proposition. Il s'agit d'un autre exemple de l'obstruction faite par Tupy tout au long de la procédure.

ANNEXE E-9

OBSERVATIONS DU BRÉSIL SUR LES RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – DEUXIÈME RÉUNION

(28 juin 2002)

A. POINT 1: "PAS DE CONSIDÉRATION SPÉCIALE ACCORDÉE AU BRÉSIL EN TANT QUE PAYS EN DÉVELOPPEMENT", "PAS DE SOLUTIONS CONSTRUCTIVES EXPLORÉES"

Question adressée aux CE

Question n° 3

S'agissant du rapport entre les obligations de l'article 12.2 et celles de l'article 15 de l'*Accord antidumping*, commentez la réponse du Brésil à la question n° 13 du Groupe spécial, selon laquelle les CE n'ont pas indiqué dans les règlements provisoire ou définitif que la possibilité d'un engagement avait été explorée en ce qui concernait l'exportateur brésilien.

Le Brésil note avec satisfaction que les CE reconnaissent "que les engagements sont avant tout du ressort des exportateurs, qui connaissent mieux que quiconque leurs intérêts et leurs projets". Il s'ensuit que (à supposer pour les besoins de l'argumentation que les CE aient évoqué la possibilité d'un engagement en matière de prix lors des discussions bilatérales au niveau gouvernemental mentionnées au cours de la présente procédure) il aurait dû être tout aussi évident pour les CE que l'interlocuteur adéquat pour explorer la possibilité d'une solution constructive comme un engagement en matière de prix aurait dû être l'exportateur brésilien, "qui connaî[t] mieux que quiconque [ses] intérêts et [ses] projets", et non le gouvernement brésilien, qui ne connaissait ni les uns ni les autres.

Le Brésil observe en outre que les CE ne répondent même pas à la question du Groupe spécial concernant l'article 15.

C. POINTS 6 ET 10: "PAS DE PRISE EN COMPTE ADÉQUATE DE LA NEUTRALISATION DES TAXES"; "PAS DE BASE ADÉQUATE POUR ÉVALUER LES TAXES INDIRECTES PIS/COFINS"

Questions adressées aux CE

Question n° 7

Les CE disposent-elles dans le dossier de l'enquête de tous les renseignements qui auraient été nécessaires pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS sur une base plus complète ou une base détaillée? Dans l'affirmative, citez la partie pertinente du dossier. Sinon, pourquoi les CE n'ont-elles pas demandé les renseignements qui auraient été nécessaires pour ce calcul plus élaboré?

Le Brésil estime que les "solutions pragmatiques" commodes auxquelles les autorités chargées de l'enquête ont recouru ne peuvent pas prévaloir sur les prescriptions de fond de l'Accord antidumping. Par conséquent, l'approche des CE en ce qui concerne les taxes PIS/COFINS, que rien n'étaye dans l'Accord antidumping, doit être rejetée.

Question n° 8

Pourquoi les CE ont-elles eu recours aux données concernant les 20 types de produits les plus exportés pour calculer l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS? Était-ce uniquement à cause des "contraintes de temps et de personnel" auxquelles elles font référence au paragraphe 84 de leur déclaration orale à la deuxième réunion?

S'agissant de la réponse des CE, le Brésil rappelle le calcul qu'il avait fait sur la base des 40 (et non 20 comme les CE) types de produits les plus exportés par l'exportateur brésilien, et qui montrait très clairement que l'écart entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation *diminuait* lorsque le nombre de types de produits augmentait.[1] Par conséquent, le Brésil a démontré que cet ajustement était *sous-évalué* par les CE. Contrairement aux CE, qui sont d'avis qu'un ajustement omis ne rend pas (en quelque sorte) la comparaison des prix "non équitable", le Brésil estime que les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas se libérer de leur obligation de procéder à une "comparaison équitable" par pragmatisme ou pour des raisons de commodité administrative. En outre, l'article 2.4 ne fait pas de distinction entre des violations "légères" et des violations "graves".

Question n° 9

Dans une enquête n'utilisant pas les "données de fait disponibles" ou l'"échantillonnage" au sens de l'*Accord antidumping*, quel est le fondement juridique qui permet ou n'empêche pas l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête de données concernant uniquement certaines transactions ou d'une "clé de répartition" pour calculer les ajustements?

Le Brésil conteste que la prescription de fond relative à une "comparaison équitable" de l'article 2.4 puisse être remplacée ou limitée de quelque façon que ce soit par la règle de procédure générale, énoncée à l'article 6.14, voulant que les enquêtes soient menées avec diligence. Dans le même ordre d'idées, le Brésil n'accepte pas non plus que les CE imputent leurs manquements à un comportement quelconque de l'exportateur brésilien, car cela est totalement inadmissible. L'obligation de procéder à une comparaison équitable incombe clairement à cet égard à l'autorité chargée de l'enquête.

D. POINT 9: "PAS DE CONVERSIONS DE MONNAIES ADÉQUATES"

Questions adressées aux CE

Question n° 13

Les CE pourraient-elles étoffer les explications qu'elles ont fournies en réponse à la question n° 88 posée par le Groupe spécial après la première réunion – en particulier: 1. préciser le sens de la phrase "l'ajustement au titre des coûts de crédit devrait être fondé sur les nouvelles valeurs à l'exportation facturées" et indiquer pourquoi celles-ci n'ont pas été utilisées en ce qui concerne les ajustements au titre des coûts de crédit; et 2. exposer de manière plus détaillée les méthodes utilisées au sujet des garanties et des commissions?

Question n° 14

Les CE peuvent-elles expliquer comment leur réponse à la question n° 88 posée par le Groupe spécial après la première réunion est conciliable avec le paragraphe 52 du règlement définitif?

[1] Voir *calcul par le Brésil de l'écart entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation sur la base des 40 types de produits les plus exportés* (pièce n° 54 du Brésil).

Le Brésil prend note des réponses des CE aux questions n° 13 et 14 du Groupe spécial et du nouveau tableau (pièce n° 28A des CE) qu'elles ont maintenant communiqué. Il ne voit pas pourquoi ni comment cette "nouvelle version" pourrait être "plus utile au Groupe spécial", comme l'ont déclaré les CE.

Le Brésil rappelle à nouveau les premières déclarations consignées des CE selon lesquelles la conversion des monnaies était fondée sur les taux quotidiens.[2] Toutefois, dans la première communication, les CE ont tout d'abord contesté puis, dans le même document, ont accepté l'allégation du Brésil selon laquelle la conversion des coûts de *transport* n'était *pas* fondée sur les taux quotidiens.[3]

Ensuite, dans leurs réponses aux première et deuxième séries de questions du Groupe spécial, les CE ont dû admettre qu'aucun des *coûts de crédit, de garantie et de commission* n'avait été converti sur la base des taux qu'elles avaient expressément indiqués.[4]

Les CE ont maintenant communiqué la nouvelle pièce n° 28 A des CE. Toutefois, ce tableau semble fournir les conversions de monnaies pour environ 400 lignes alors que les transactions à l'exportation réalisées par l'exportateur brésilien pendant la période couverte par l'enquête représentent plus de 16 000 lignes. Le Brésil estime qu'un énoncé aussi partiel des faits est dénué de sens. Il ne constitue certainement pas une "réfutation" de quoi que ce soit et, au mieux (selon les propres termes des CE), pourrait simplement être un vœu pieux. Hormis leurs propres manquements, les CE n'ont nulle part pu démontrer que les taux effectivement utilisés, qui n'étaient *pas* exclusivement fondés sur les taux quotidiens, avaient d'une manière ou d'une autre un effet "plus favorable" à l'exportateur brésilien. Elles ne démontrent rien de la sorte.

Le Brésil ne peut pas accepter la façon dont les CE imputent leurs propres manquements au comportement fautif allégué du Brésil. Il note que les CE ont dit à plusieurs reprises que les données [avaient été] "mal transmises par [l'exportateur, lequel] était tenu [ ], conformément aux instructions données dans le questionnaire, de communiquer ces ajustements en reais". Toutefois, le Brésil ne trouve pas ces instructions dans le questionnaire (pièce n° 3 du Brésil), ni dans aucun autre document, comme la lettre indiquant les insuffisances (pièce n° 6 du Brésil), faisant partie du dossier de l'enquête.

Le Brésil estime que les contradictions manifestes entre les versions données par les CE doivent avoir un seul et unique résultat, à savoir qu'aucune ne peut être acceptée.

Question adressée aux deux parties

Question n° 15

Comment et dans quelle mesure l'obligation, énoncée à l'article 2.4.1, de procéder à une conversion de monnaies en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente s'applique-t-elle aux ajustements en cause dans le cadre de cette allégation? Est-elle pertinente ou applicable en l'espèce? Quelles sont les obligations juridiques qui régissent le calcul de ces ajustements?

---

[2] Voir la notification précédant le règlement définitif (pièce n° 16 du Brésil), annexe II, page 5; le règlement définitif (pièce n° 19 du Brésil), considérants 51 et 52; et la lettre de transparence (pièce n° 18 du Brésil), page 4.

[3] ECFS, paragraphes 220 et 228.

[4] Voir les *réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond*, question n° 88; et les *réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond*, question n° 13.

Le Brésil réaffirme qu'il ne partage pas les points de vue des CE en ce qui concerne le rapport entre l'article 2.4 et l'article 2.4.1. L'article 2.4.1 ne s'applique pas uniquement à lui-même, comme l'avancent les CE, mais à l'ensemble du paragraphe 4 de l'article 2. Le texte de l'article 2.4.1, qui énonce une règle générale pour le choix des taux de change, fait expressément référence à "la comparaison" effectuée au titre de l'article 2.4. Cette disposition prescrit à son tour que les facteurs qui doivent être comparés en fin de compte sont le prix d'exportation et la valeur normale, tous deux ajustés pour tenir dûment compte des "différences affectant la comparabilité des prix". Par conséquent, le texte introductif de l'article 2.4.1, qui ne prévoit pas de règles distinctes sur les conversions de monnaies pour ce qui est des différents facteurs, fait référence *à la fois* à la conversion des monnaies concernant le prix d'exportation *et* aux ajustements à déduire dudit prix. Enfin, le Brésil estime que les explications verbeuses données par les CE devant le Groupe spécial ne changent rien au dossier de la présente affaire, qui comprend les déclarations des CE selon lesquelles les taux quotidiens avaient été utilisés pour la conversion des monnaies.

G. POINT 16: "PRISE EN COMPTE INAPPROPRIÉE DES INDICATEURS DE DOMMAGE"

Questions adressées aux CE

Question n° 19

Des feuilles de calcul ou des notes relatives à l'enquête ont-elles servi de base à la pièce n° 12 des CE? Dans l'affirmative, veuillez en fournir une copie ou expliquer pourquoi vous ne le faites pas.

Le Brésil fait simplement observer que les CE n'indiquent pas pourquoi elles n'ont pas pu recourir aux dispositions applicables en matière de confidentialité, comme celles de l'article 18 (y compris 18:2) du Mémorandum d'accord, dispositions qui visent à protéger précisément le type de renseignements que les CE préfèrent ne pas rendre publics en l'espèce. Ce nouveau comportement des CE incite le Brésil à insister encore plus pour que la pièce n° 12 des CE soit purement et simplement ignorée.

Question n° 21

S'agissant de ce que vous avez dit au paragraphe 122 de votre deuxième déclaration orale, pourriez-vous indiquer comment cela est conciliable avec les prescriptions de l'article 3.6? Pourriez-vous préciser si cela est ou non pertinent en l'espèce?

Le Brésil n'est pas d'accord avec les CE. La deuxième phrase de l'article 3.6 ("S'il n'est pas possible d'identifier séparément cette production ...") montre que la règle générale concernant l'évaluation est énoncée dans la première phrase. C'est *uniquement s'*il n'est *pas* possible d'identifier séparément la production nationale du produit similaire que l'autorité chargée de l'enquête est obligée d'évaluer les effets des importations faisant l'objet d'un dumping par rapport au "groupe ou [à] la gamme de produits le plus étroit". Toutefois, les CE semblent interpréter l'expression "données disponibles" figurant dans la première phrase en se plaçant du point de vue de l'autorité chargée de l'enquête, c'est-à-dire en se demandant si quelque chose était disponible pour les CE. Toutefois, le texte de la deuxième phrase ("pour lequel les renseignements nécessaires *pourront être fournis*"- pas d'italique dans l'original) est assez clair pour indiquer qu'il faut évaluer la question de la disponibilité en se plaçant du point de vue de la branche de production nationale, c'est-à-dire en se demandant si celle-ci est ou non en mesure d'identifier séparément la production nationale du produit similaire et de fournir les renseignements nécessaires. Il n'y a rien dans le dossier (tel qu'il se présente actuellement) qui laisse penser que la branche de production communautaire n'était *pas* en mesure de procéder à cette identification séparée. Au contraire, il ressort du dossier que les CE n'ont même pas demandé les données concernant certains facteurs de dommage pertinents en soi à la branche de production nationale.

Question adressée aux deux parties

Question n° 22

Était-ce la première fois que les CE fournissaient au Brésil/à Tupy au cours de l'enquête, ou au Brésil au cours de la procédure du présent Groupe spécial, les renseignements concernant le "retour sur investissement" qui figurent au paragraphe 123 de la déclaration orale qu'elles ont faite à la deuxième réunion, ou tout autre renseignement relatif à ce facteur?

En effet, le Brésil reconnaît que les CE ont fourni certaines données agrégées sur la rentabilité de la branche de production nationale. Toutefois, il ne voit pas en quoi les données sur la "rentabilité" sont pertinentes pour ce qui est de la question du "retour sur investissement". S'agissant des rapports annuels, le Brésil rappelle les déclarations écrites des CE, qu'elles ont par la suite explicitement confirmées par oral à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial[5], selon lesquelles les comptes annuels de la branche de production nationale étaient à la disposition des parties intéressées; or, ces renseignements sont, dans le meilleur des cas, uniquement partiels. En effet, si ces assurances fermes données par les CE avaient été exactes, l'exportateur brésilien aurait pu calculer le niveau des données utilisées concernant le "retour sur investissement" à partir des comptes vérifiés des producteurs communautaires, comme le laissent entendre les CE. Mais ce n'est pas le cas, puisque les CE admettent maintenant que seuls "les comptes vérifiés de quatre des six producteurs communautaires" ont été communiqués dans le dossier non confidentiel. Il s'ensuit que l'exportateur brésilien n'a pas pu effectuer ce calcul et a donc même été privé de cette possibilité de se défendre.

H. POINT 17: "LIEN DE CAUSALITÉ"

Question n° 23

En ce qui concerne le paragraphe 16 de la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion:

Questions adressées aux CE

b) Que répondez-vous à l'affirmation formulée par le Brésil au paragraphe 16 de sa déclaration orale, en particulier en ce qui concerne un examen effectué aux fins de la définition de la branche de production nationale visée à l'article 4? Serait-il forcément, en général et en l'espèce, inadéquat aux fins de l'analyse au titre de l'article 3.4 et/ou 3.5? Pour quelles raisons?

Le Brésil se réjouit de cette nouvelle volte-face des CE, qui reconnaissent maintenant que recourir et faire référence à leurs examens aux fins de l'article 4 ne servaient en effet à rien pour ce qui était des examens requis au titre de l'article 3.4 et de l'article 3.5. Toutefois, elles ne prennent pas la mesure qui s'impose en conséquence. Le fait de reconnaître cela implique également que les examens de l'existence d'un dommage que les CE ont effectués aux fins de l'article 3.4 et de l'article 3.5 ont été totalement insuffisants et superficiels, car elles n'ont pas examiné tous les indicateurs de dommage qu'elles auraient dû examiner au titre de l'article 3.4, et n'ont pas non plus pris ces indicateurs et d'autres facteurs en compte pour leur analyse ultérieure du lien de causalité au titre de l'article 3.5. En particulier, les CE n'ont pas pris en compte à ces deux égards les conséquences de l'"externalisation", y compris les importations en provenance de sociétés liées dans d'autres pays tiers, en tant que "facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche"

[5] Voir la deuxième déclaration orale des Communautés européennes, dans laquelle les CE ont indiqué au paragraphe 130 que "les renseignements utilisés par les autorités des CE étaient tirés des comptes *publiés* des sociétés visées" (pas d'italique dans l'original).

conformément à l'article 3.4.[6] Le Brésil rappelle qu'il avait indiqué que ce facteur était une cause de dommage autre que les importations faisant l'objet d'un dumping que les CE devaient prendre pleinement en compte pour leur analyse du lien de causalité au titre de l'article 3.5, ce qu'elles n'avaient pas fait, rééditant leur analyse déficiente au titre de l'article 3.4.[7]

Pour une raison quelconque, les CE choisissent de partir du principe que les arguments du Brésil concernant l'effet dommageable total de cette "externalisation" se limitent aux seuls éléments à prendre en considération au titre de l'article 3.5. Le Brésil réaffirme que ses arguments concernent bien les examens déficients effectués par les CE au titre de l'article 3.4 ET de l'article 3.5.[8]

c) Les CE affirment dans leur deuxième communication écrite que le Brésil n'a nulle part expliqué comment, même s'ils avaient existé, ces accords d'externalisation auraient pu en soi affecter les constatations sur l'existence d'un lien de causalité. Pourriez-vous indiquer en détail ce que, selon les CE, Tupy aurait dû communiquer à cet égard?

Le Brésil estime que la prétention des CE doit être formellement rejetée par le Groupe spécial, sans autres formalités. Comme il l'a aussi indiqué dans ses observations sur la question b) ci-dessus, le Brésil est d'avis que les CE disposaient de tous les renseignements pertinents, communiqués par l'exportateur brésilien et par d'autres tout au long de l'enquête initiale, ce qui leur permettait tout à fait de procéder à un examen complet et approprié de l'existence d'un dommage. Comme cela est indiqué ci-dessus, les CE n'ont pas respecté leurs obligations les plus fondamentales au regard de l'Accord antidumping, essentiellement celles qui découlent de l'article 3.4 et de l'article 3.5. Les insinuations des CE selon lesquelles les déficiences de leur examen de l'existence d'un dommage pouvaient résulter en quelque sorte de l'obligation prétendument faite à l'exportateur brésilien de "présenter des éléments de preuve pour étayer" ses théories en la matière doivent être rejetées immédiatement par le Groupe spécial. Les CE choisissent de donner l'impression qu'elles comprennent mal leurs propres obligations en tant qu'autorité chargée de l'enquête puisqu'elles inversent clairement le rôle de l'autorité chargée de l'enquête et celui de l'exportateur visé par l'enquête. Contrairement aux autorités des CE, l'exportateur brésilien n'avait aucun pouvoir d'enquête. Il a communiqué des renseignements et des éléments de preuve bien documentés pour étayer ses arguments, sur lesquels les CE auraient dû ensuite enquêter de façon plus approfondie, ce qu'elles n'ont pas fait. Le Groupe spécial devrait rejeter cette argumentation des CE qui est, pour le moins, inappropriée de la part d'une autorité chargée de l'enquête telle que les CE. Le Groupe spécial devrait donc aussi et surtout noter que les CE reconnaissent en fait qu'elles n'ont pas effectué une enquête et un examen en bonne et due forme aux fins de l'article 3.4 et de l'article 3.5.

[6] Voir la BSS, paragraphes 263 à 269, point "3.3 Externalisation".

[7] Voir la BSS, paragraphes 322 à 326, point "2.3 Importations en provenance d'autres pays tiers", et aussi paragraphes 327 à 335, point "2.4 Externalisation".

[8] Voir aussi la réponse du Brésil à la même question, dans laquelle il a également fait référence à l'effet de "protection" des importations réalisées par une grande partie de la branche de production communautaire et aux conséquences que cela a eues, et que les CE n'ont pas prises en compte, sur l'examen de l'existence d'un dommage pour la branche de production communautaire dans son ensemble, ainsi que pour les deux segments de cette branche (importateurs et non-importateurs).

AUTRES

Question adressée aux CE

Question n° 27

S'agissant de chacune des allégations qui, à votre avis, ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, pourriez-vous indiquer comment, si tant est que ce soit le cas, vos intérêts ont été lésés au cours de la procédure du Groupe spécial?

Le Brésil observe que la réponse des CE reste vague et peu précise. Il est d'avis que les arguments des CE à cet égard ne sont pas fondés et visent à étayer leurs manœuvres procédurières qui ne sont, c'est le moins que l'on puisse dire, pas compatibles avec leurs responsabilités au regard du Mémorandum d'accord, dont l'article 3.8. Par ailleurs, le Brésil fait également observer, s'il en est encore besoin, que les CE ne peuvent pas nier qu'elles connaissaient parfaitement les griefs du Brésil puisque ceux-ci reprenaient des arguments qui avaient déjà été soulevés par l'exportateur brésilien pendant l'enquête et par le Brésil pendant les consultations.

Question adressée aux deux parties

Question n° 28

En ce qui concerne la référence à la question des réexamens, les deux parties pourraient-elles préciser la nature et la portée des réexamens effectués par les CE depuis l'enquête qui fait l'objet de la procédure du présent Groupe spécial?

Premièrement, le Brésil affirme que l'exportateur brésilien a réagi au "réexamen" des CE dans le délai formellement convenu avec et confirmé par les CE. Deuxièmement, d'après les renseignements donnés par Tupy au gouvernement brésilien, l'exportateur brésilien a expliqué aux CE pourquoi, compte tenu de la nature confuse et du fondement juridique douteux de ce "réexamen", il n'estimait pas que sa participation à ce "réexamen" serve au mieux ses intérêts.[9] En outre, comme l'exportateur brésilien aurait également informé les CE, par courtoisie et honnêteté, qu'elles ne devaient pas s'attendre à recevoir sa réponse à leur questionnaire tant qu'il ne serait pas sûr qu'elles n'appliqueraient pas leurs méthodes contestables à ses réponses, le Brésil est non seulement dérouté par le ton de la réponse des CE mais également bien en peine de comprendre ce que les CE attendaient d'autre de la part de l'exportateur brésilien. Enfin, le Brésil rappelle au Groupe spécial que, selon lui, tous ces réexamens ne relèvent pas de son mandat.

De surcroît, en ce qui concerne le dernier paragraphe de la réponse des CE, il faut noter que, tout en évaluant s'il convenait de participer au réexamen, Tupy - dans une lettre[10] datée du 22 avril 2002 - a demandé une audition afin que les questions présentant un intérêt pour elle soient examinées de manière plus approfondie. Toutefois, la société a par la suite décidé qu'une telle audition n'était pas nécessaire compte tenu des procédures en cours à l'OMC. Le Brésil souligne donc que l'affirmation des CE selon laquelle elles ont "proposé" d'organiser l'audition et Tupy a fait "de l'obstruction" est inexacte.

[9] Voir la réponse du Brésil à la question n° 28.

[10] Pièce n° 57 du Brésil. Lettre du 22 avril adressée par Tupy au Groupe spécial et réponse des CE du 7 mai 2002.

ANNEXE E-10

OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR LES RÉPONSES DU BRÉSIL - DEUXIÈME RÉUNION

28 juin 2002

1. Dans ses réponses à la deuxième série de questions du Groupe spécial, le Brésil a formulé un certain nombre d'affirmations et d'allégations fausses. Sur la plupart de ces points, la réalité des faits a déjà été exposée dans les communications des CE. Toutefois, sur certains d'entre eux, il est nécessaire que les CE apportent un complément de réponse.

Questions n° 6 et n° 28

2. Le Brésil semble insinuer que le mandat du Groupe spécial limite les moyens de défense et les arguments que les CE peuvent présenter. Une telle prétention n'a bien évidemment aucun fondement juridique. La seule limitation effective est le critère de la pertinence.

3. Les CE ont soulevé la question des réexamens pour deux raisons. Premièrement, elles voulaient montrer que Tupy n'était pas sûre de ce qu'elle alléguait au sujet des conséquences de la dévaluation sur sa marge de dumping. Le réexamen que les CE ont proposé en août 2001 et celui qu'elles ont effectivement engagé en décembre 2001 visaient avant tout à tenir compte des conséquences des interprétations juridiques données par l'Organe d'appel dans l'affaire du *Linge de lit* en ce qui concernait le dumping, notamment la réduction à zéro, méthode qui avait été appliquée aux exportations de Tupy. Toutefois, de surcroît, chaque réexamen se serait appuyé sur une nouvelle période couverte par l'enquête (1er janvier 2001-30 septembre 2001 pour le réexamen engagé en décembre 2001)[1] et aurait calculé la marge de dumping de Tupy sur une période postérieure à la dévaluation. Par conséquent, selon Tupy, il aurait été constaté qu'aucune marge de dumping n'existait. Malgré cela, Tupy a choisi de ne pas participer aux réexamens. Elle s'en est expliquée en disant qu'elle voulait un réexamen complet. Or, elle n'a pas elle-même demandé un tel réexamen une fois le délai d'un an écoulé et, quoi qu'il en soit, une constatation négative de l'existence d'un dumping aurait été en soi suffisante pour que le droit soit supprimé. Les tentatives du Brésil de jeter la confusion quant aux objectifs du réexamen[2] ne peuvent pas dissimuler la contradiction qui existe entre les arguments et le comportement de Tupy.

4. La deuxième raison pour laquelle les CE ont mentionné les réexamens était qu'elles voulaient faire valoir[3] que le Groupe spécial ne devait pas formuler de recommandations sur certaines questions même s'il constatait qu'il y avait une incompatibilité avec les obligations dans le cadre de l'OMC.

Question n° 22

Les sociétés dont les comptes vérifiés étaient confidentiels étaient Atusa et R. Woeste.

[1] Voir l'avis d'ouverture du réexamen, daté du 5 décembre 2001 (pièce n° 26 des CE).
[2] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions du Groupe spécial, question n° 28.
[3] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 167.

Question n° 23

Le Brésil formule un nouvel argument selon lequel, en raison de l'externalisation, la branche de production nationale (ou une grande partie de celle-ci) était protégée de la concurrence directe des importations. La nature de cette protection n'est pas expliquée. Même si les importations de produits externalisés avaient été suffisantes pour constituer une cause importante de dommage (ce qui n'était pas le cas), les divers produits sur le marché seraient restés en concurrence les uns avec les autres. En tout état de cause, en raison de la charge de la preuve établie par l'article 3.5 de l'Accord, une telle explication de la causalité ne serait pertinente que si elle avait été présentée par Tupy au cours de la procédure.